





HISTOIRE

D'ESPAGNE.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cᵉ, RUE SAINT-BENOÎT, 7

HISTOIRE
D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW St-HILAIRE

Professeur agrégé d'histoire à la Faculté des Lettres

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE



TOME NEUVIÈME

PARIS

FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 55

M DCCC XLIV



HISTOIRE
D'ESPAGNE

LIVRE XXVIII

CHAPITRE I.

RÉVOLUTION DES PAYS-BAS.

1564-66.

Le premier acte du drame vient de se terminer. Les intérêts, les caractères, les tendances des principaux acteurs nous sont maintenant connus; mais leurs positions ont changé. La régente, avec la mobilité passionnée d'une femme, semble presque gagnée à la cause populaire. Au lieu d'écarter de ses conseils les chefs de la noblesse, elle se jette dans leurs bras, et les invite à partager son pouvoir. Non contente d'avoir expulsé Granvelle, elle cherche à le perdre dans l'esprit du monarque ; elle le poursuit sans relâche de ses dénonciations. Les amis du cardinal, Viglius, Barlaymont, seuls écoutés naguère, sont maintenant en butte à ses sarcasmes. Par contre, il n'est sorte d'éloges dont elle ne

comble les nobles Flamands. Elle vante sans cesse à son frère leur dévouement, leur patriotisme, leur assiduité au conseil. Les nobles, de leur côté, et même G. d'Orange, n'ont pu faire moins que de répondre à ses avances, et sont devenus ses conseillers, ses commensaux habituels.

Tout a changé dans les Pays-Bas, sauf le peuple, inflexible dans ses haines comme dans ses amours. Depuis les premiers jours du règne, un abîme, plus profond chaque jour, sépare les Flamands de leur maître. Philippe, qui le sent, parle sans cesse de venir à Bruxelles, et il n'y vient pas. Dans son conseil, castillan comme lui, les affaires de la Flandre se décident loin d'elle et sans elle. L'écho de ses plaintes, affaibli par la distance, arrive à peine jusqu'à son roi.

Une lettre de Philippe nous révèle toute sa pensée. « Je n'ai jamais eu, écrit-il à sa sœur, d'autre objet en « vue que le bien de mes sujets. Dans tous les actes de « mon règne, j'ai suivi les traces de mon père, qui n'a « rien épargné pour faire le bonheur de ses sujets fla- « mands. Quant à l'inquisition, on peut en dire ce qu'on « voudra, le fait est que je n'ai rien innové. Résolu à « vivre et à mourir dans la foi catholique, je ne peux « souffrir que mes sujets fassent autrement que moi, et « je ne vois pas comment je pourrais atteindre ce but « sans punir les transgresseurs. Dieu sait combien j'ai- « merais à éviter de répandre une goutte de sang chré- « tien, et l'on ne saurait me rendre plus heureux qu'en « m'épargnant cette dure nécessité. » (*Suppl.* à Strada, II, 346.) En se comparant à son père, Philippe, ici, n'oublie qu'une chose, c'est que Charles-Quint était flamand. Ses cruautés les plus grandes ne purent jamais lui aliéner le cœur de ses compatriotes : sous les coups

même de sa verge, ils se sentaient encore préférés. Philippe au contraire, Castillan avant tout, a toujours traité ses sujets étrangers avec un froid mépris qui les exaspère plus que toutes ses rigueurs.

Le vieil esprit d'indépendance qui caractérise ces provinces, habituées à se gouverner elles-mêmes, sous l'autorité nominale de leurs comtes, est passé de la politique dans la religion. On voit de fervents catholiques s'unir aux protestants pour défendre les franchises nationales. Dans les premières années du règne, une grande liberté de fait et même une tolérance tacite avaient régné dans les Pays-Bas. En 1564, dix-sept hérétiques seulement périrent sur le bûcher, au lieu des sanglantes hécatombes du dernier règne. Les exilés rentraient peu à peu; la jeune noblesse désertait les universités de la Flandre pour celles de l'Allemagne ou de Genève. L'Artois, la Flandre et les provinces voisines de la France étaient envahies par le calvinisme; la Hollande et le Nord par l'anabaptisme qui, chassé de l'Allemagne, avait changé de nature et était devenu la plus inoffensive de toutes les sectes chrétiennes. Enfin Anvers, le grand marché de l'univers, était ouvert à toutes les sectes, à toutes les nuances connues de la Réforme, et l'inquisitition n'avait jamais pu y prendre racine.

La Flandre vivait alors sur une illusion qui ne devait pas durer. En voyant Philippe retirer ses troupes d'abord, puis son ministre, elle avait cru qu'il céderait sur les édits, comme il avait cédé sur Granvelle; elle allait apprendre à ses dépens qu'elle s'était trompée. Mais Philippe, inébranlable dans sa décision de ne pas transiger avec l'hérésie, n'en était pas pour cela plus prompt à agir contre elle. Sur une lettre du cardinal, Charles-Quint serait parti pour Bruxelles; il aurait voulu tout

voir par lui-même, décider et agir sur les lieux; Philippe passera sa vie à reculer devant ce voyage qu'il sent indispensable, à mentir, en le promettant, à lui-même et à tout le monde, et ses éternels délais finiront par lui coûter la moitié des Pays-Bas.

Orange, Egmont et Hornes avaient-ils déjà arrêté leur plan de sécession et de révolte? Rien ne nous autorise à le penser. Egmont restait encore fidèle jusqu'à la duperie à ce roi qui, malgré tous ses torts, ne put jamais parvenir à le détacher de lui. Hornes, sans partager toutes les illusions d'Egmont, le suivait dans cette voie qui devait les mener à l'échafaud. Quant au prince d'Orange, il n'eut jamais d'illusions sur Philippe, pas plus que Philippe n'en eut sur lui. Ces deux natures si contraires s'étaient devinées tout d'abord, et se haïssaient d'instinct. Dans cette union forcée de deux peuples qui se repoussaient par le fond même de leur nature, Guillaume avait toujours pressenti le divorce. Mais le patriote chez lui était plus avancé que le chrétien; l'oppression religieuse, en passant toutes les bornes, devait seule le décider à consommer le schisme, en politique comme en religion, et à briser les deux jougs d'un seul et même effort.

Après le départ de Granvelle, la Flandre avait respiré un instant. Par un dernier acquit de conscience, ce peuple loyal avait voulu mettre la royauté en demeure de faire sa paix avec lui; à ce prix, malgré toutes ses répugnances, il eût encore consenti à se donner à elle. Ce qui le prouve, c'est l'espèce de trêve que l'opinion publique, implacable pour Granvelle, avait accordée à Marguerite; c'est le zèle sincère que les trois meneurs de la noblesse, depuis l'exil du cardinal, mettaient à servir le roi et la régente. Sans cesse on les voyait au conseil d'État, dont les séances maintenant se prolon-

geaient bien avant dans la nuit. Leur premier acte, ce fut de déclarer la guerre à la corruption qui avait tout envahi. Pour nettoyer cette lèpre de deux règnes, il fallait un courage plus qu'humain; car ici le mal était partout, en haut comme en bas, et tout le monde en était complice. La vénalité s'étalait sans pudeur dans toutes les branches de l'administration. Emplois, faveurs, justice, tout se vendait au plus offrant. L'impunité, même en matière d'hérésie, était acquise à qui la payait. Le seul coupable, c'était celui qui ne pouvait acheter ses juges.

Armenteros, le favori de la régente, avait le monopole du marché aux emplois. Ce parvenu de bas étage, maître de l'esprit d'une femme altière et faible, avait hérité à la fois du crédit de Granvelle et de la haine du pays. La vindicte publique avait changé son nom en celui d'*Argenteros*. On l'appelait aussi *le barbier de Madame,* par une sanglante allusion à l'intimité de Louis XI avec son trop célèbre barbier. Partageant avec sa maîtresse les fruits de ses rapines, il avait sur elle les droits d'un associé sur sa complice. « La duchesse vend ses services « au plus offrant, écrit Morillon; Son Altesse y va « bride avallée. »

Le plus curieux, c'est que la régente, en écrivant à son frère, ne tarissait pas sur la vénalité de Granvelle et de ses partisans. Viglius surtout était en butte à ses dédains et même à ses outrages. On lui faisait faire antichambre des heures entières à la porte de la duchesse; on affectait de le convoquer une heure trop tard au conseil qu'il devait présider. Marguerite, assise dans un coin de la salle avec son favori, lui parlait à l'oreille pendant toute la séance, et riait avec lui aux dépens de « son cher président. » Les amis de Viglius, plus jaloux que lui de

son honneur, le pressaient en vain de donner sa démission; l'honnête Frison tenait à ses titres et encore plus à ses traitements. Il dérangeait, par sa patience opiniâtre, le parti pris de le pousser à bout. Granvelle aimait le pouvoir pour le pouvoir, et l'argent pour le dépenser; Viglius aimait le pouvoir pour ce qu'il lui rapportait. Tout en regrettant le cardinal, il n'avait nulle envie de le suivre dans son exil. Parfois, il est vrai, rebuté par les insultes de Marguerite, il parlait de se retirer; mais au fond il se souciait peu « de jouer le rôle d'un saint descendu de sa niche. » En homme sage, il ne voulait quitter le terrain de la politique qu'après avoir pris pied sur celui de l'Église. Aussi s'était-il fait prudemment ordonner prêtre, et adjuger la prébende de Saint-Bavon à Gand, l'une des plus riches des Pays-Bas. La simplicité de ses goûts contrastait avec le faste de Granvelle; mais son immense fortune, acquise par tous les moyens, avait soulevé contre lui bien des rancunes. On lui reprochait d'avoir dépouillé Saint-Bavon de tous ses trésors, y compris cent mille florins légués par le dernier abbé. La duchesse transmettait pieusement à son frère toutes ces dénonciations. Philippe accueillait tout, toujours prêt à croire le mal, et ajournait toute décision à sa visite en Flandre, c'est-à-dire aux calendes grecques.

Au fond, tout le système de Philippe II, dans les Pays-Bas, se réduisait à une seule idée, exterminer l'hérésie. Perdant sans cesse l'ensemble de vue pour se noyer dans les détails, gouverner, pour lui, c'était envoyer à Titelmann le signalement des suspects à poursuivre. En le faisant naître sur un trône, le sort s'était trompé : il avait taillé un roi dans l'étoffe d'un inquisiteur. Aigrie par les progrès de l'hérésie, sa piété, naturellement acerbe, s'était changée en une sorte de rage

sourde, toujours prête à éclater. Les inquisiteurs flamands l'excitaient encore en lui écrivant que « leur « office était devenu si odieux au peuple qu'ils ne pou- « vaient plus l'exercer sans danger. » A Bruges, à Bruxelles, la populace avait forcé les prisons et délivré les détenus. A Anvers, un moine converti, nommé Fabricius, marchait au supplice, et les sympathies du peuple le suivaient sur son passage. Il arrive au pied de l'échafaud, calme et résigné. On l'attache au poteau, le bûcher est allumé. Mais à cette vue, la furie populaire ne peut plus se contenir. Les pierres pleuvent sur les sbires et les forcent à prendre la fuite. On s'élance sur l'échafaud pour délivrer le martyr; mais il était trop tard : le bourreau, avant de s'enfuir, lui avait broyé la tête d'un coup de marteau. Le cadavre fut jeté dans l'Escaut avec une pierre au cou, mais des placards écrits avec son sang invitèrent le peuple à la vengeance. On mit la main sur un des meneurs qui paya de sa vie le crime de tous. Les autres prirent la fuite, et le gouvernement étouffa l'affaire, effrayé de tout le sang qu'il faudrait verser si l'on voulait sévir.

La persécution, un instant suspendue, se ralluma plus implacable. Les prisons se remplirent; des échafauds se dressèrent sur toutes les places. Mais ce qui exaspéra la rage de Philippe, ce fut une protestation des *quatre États* de Flandre contre les inquisiteurs. On les accusait de fouler aux pieds les formes judiciaires et les franchises du pays; d'arracher les suspects à leurs familles pour les envoyer au supplice, sans débats publics, sans avocats, sans témoins, au gré de leur caprice ou de leurs rancunes. Au fond, Marguerite était d'accord avec les États. Aussi catholique que son frère, elle ne savait pas, comme lui, s'annuler devant l'inquisition. Elle haïssait

d'instinct ce grossier Titelmann qui traitait d'égal à égal avec elle et la harcelait jusque dans sa chambre à coucher; mais la terreur se mêlait à sa haine et au confus instinct du tort que ces violences faisaient à la cause du monarque. Le conseil privé fut saisi de la protestation. Viglius pressa la duchesse d'activer, au lieu de le réprimer, le zèle des inquisiteurs. Marguerite refusa net, et en attendant de nouvelles instructions, elle enjoignit « au-« dit inquisiteur de se conduire avec discrétion et mo-« destie. » On connaît Titelmann, et l'on peut deviner comment ces ordres furent exécutés.

Le concile de Trente venait de finir. La papauté avait vaincu, grâce aux jésuites; mais il s'agissait pour elle de faire accepter à l'Europe les décrets du concile. La France s'y refusait obstinément, et l'on attendait la décision de l'Espagne. Une question de préséance avait mis aux prises les ambassadeurs espagnol et français. Pie V, plus pressé de gagner un adversaire que de conserver un ami, avait fini par donner raison à la France contre la Castille. Philippe, très-jaloux de son pouvoir dès qu'il ne marchait plus sur le terrain de la foi, avait retiré de Rome son ambassadeur, et ne voulait pas recevoir celui du saint-siége. L'affaire du concile ne pouvait donc venir plus mal à propos. Chacun s'attendait à un refus du monarque, froissé dans son orgueil et dans son autorité à la fois. Mais Philippe n'était pas homme à sacrifier à une rancune politique des considérations religieuses. Il en avait assez d'ailleurs d'avoir fait une fois la guerre au saint-siége. Son parti fut bientôt pris : il écrivit à sa sœur de publier sans retard les décrets du concile et de les faire exécuter, « car il ne pouvait faire d'exception pour les Pays-Bas, quand il n'en faisait pas pour l'Espagne. »

Aux termes de cette législation draconienne, l'hérétique était rejeté en dehors de la société. Sans un certificat d'orthodoxie, le voyageur frappait en vain à la porte de l'auberge, l'enfant à celle de l'école, le cadavre même à celle du cimetière. Nul n'avait droit de naître que par les mains d'une sage-femme catholique. La naissance devait être déclarée, le baptême administré dans le plus bref délai. Les nobles du conseil d'État, effrayés de la portée de ces décrets, demandèrent qu'on en retranchât tout ce qui était contraire aux lois du pays. Mais Philippe fut inflexible : les décrets furent publiés en entier, et vinrent encore accroître le mécontentement public. Le clergé se plaignait qu'on attentait à ses immunités, la noblesse à ses droits, le peuple à ses franchises. La duchesse, poussée dans un sens par la réaction, dans l'autre par les seigneurs, ne savait plus à quel saint se vouer. Ses lettres, de plus en plus éplorées, n'obtenaient de Philippe qu'une réponse, toujours la même : « Prêter force aux décrets du concile et aux édits de l'empereur, et ajourner tout le reste jusqu'à l'arrivée du roi. »

La régente enfin, d'accord avec le conseil d'État, se décida à envoyer à Madrid un personnage assez haut placé pour dire au roi la vérité, et la lui faire écouter. Orange était hors de question, jugeant l'ambassade inutile et peu sûre pour l'ambassadeur. Egmont, le seul homme peut-être en Flandre qui pût encore se faire illusion sur Philippe II, accepta la mission. Le conseil se réunit pour arrêter ses instructions. Viglius, chargé de les rédiger, s'était tenu dans un vague calculé. Orange prit la parole après le président. C'était un événement dans le conseil, où le *Taciturne* pesait par son autorité plus que par ses discours. Il parla pendant plusieurs heures, avec une énergie et une chaleur qu'on ne lui avait pas

connues encore : « Dans l'état présent des esprits, dit le « prince, il est impossible de maintenir l'inquisition et « d'exécuter les édits sans les mitiger. Quant aux décrets « du concile, comment les faire accepter à la Flandre, « tant que la France s'obstinera à les rejeter? Puisqu'on « envoie à Madrid un homme de l'importance du comte, « c'est pour faire entendre au roi la vérité sans réserve, « sans détours. Il est temps que Sa Majesté sonde enfin « l'abîme de corruption où se sont englouties la fortune et « les libertés du pays. La Flandre ne souffrira pas plus « longtemps ce trafic éhonté de la justice et des emplois. « Étrangère à tout esprit de révolte, mais fermement « attachée à ses droits, elle est prête à se lever comme « un seul homme, et à mourir pour le maintien de ses « vieilles franchises. A tous ces maux, le seul remède « c'est de convoquer les états généraux, d'étendre les « attributions du conseil d'État, et de supprimer les deux « autres. Quant à lui, né catholique, il comptait rester « fidèle à la foi de son enfance; mais il ne pouvait voir « de sang-froid un pouvoir temporel s'attribuer le droit « de gouverner les âmes, et attenter au plus saint et au « premier de leurs droits, la liberté de conscience. » (*Vita Viglii*, p. 41.)

Cette opinion, si franche et si ferme, produisit sur le conseil une impression profonde. L'honnête Viglius, qui comptait la réfuter le lendemain, n'en dormit pas de la nuit. Mais sa tête, affaiblie par l'âge, plia sous le fardeau. Une attaque d'apoplexie lui ôta pour quelque temps l'usage de ses facultés. Les instructions furent modifiées dans le sens du discours d'Orange, et Egmont se mit en route dans les premiers jours de janvier.

L'accueil que Philippe fit au comte fut des plus bienveillants. Il connaissait l'homme à qui il avait affaire et

les deux cordes qu'il fallait toucher avec lui, l'amour-propre et l'intérêt. A la première visite d'Egmont, le roi vint au-devant de lui hors de son cabinet, et l'embrassa avec effusion, sans lui laisser le temps de s'agenouiller pour lui baiser la main. Les grands du royaume, plus réservés d'ordinaire avec les étrangers, le comblèrent de leurs prévenances. Egmont fut bientôt avec le roi sur le pied d'un ami plutôt que d'un sujet. Sans cesse Philippe voulait l'avoir avec lui et le promener dans sa voiture, à l'Escurial surtout, vivant souvenir de cette journée de Saint-Quentin, si chère à l'orgueil castillan. La bonne mine d'Egmont, les deux victoires que sa vue rappelait, ajoutaient encore à son prestige, et chacun se disputait l'honneur de le posséder sous son toit.

La tête du comte n'était pas assez forte pour résister au vertige. Commensal du monarque, hôte de Ruy Gomez, entre ces deux maîtres dans l'art de feindre, de plus habiles que lui s'y seraient laissé prendre. L'affectueuse familiarité de Philippe finit par exalter jusqu'au délire l'amour-propre d'Egmont. Orange n'était plus là pour le retenir sur cette pente qui menait à l'abîme. Par malheur, à côté des intérêts publics, il avait à défendre aussi ses intérêts privés, et Philippe, sur ceux-ci, se montra si coulant qu'il eût fallu bien du courage pour ramener toujours la Flandre sur le tapis. Peu à peu, et comme par un accord tacite, la mission politique fut reléguée sur l'arrière-plan et s'évanouit en fumée. Egmont se mettait-il à parler des affaires des Pays-Bas, le roi s'informait avec une tendre anxiété de celles de sa famille; il voulait se charger lui-même de marier ses trois filles, et faire la fortune de ses deux fils. Les domaines du comte étaient obérés par son faste, comme ceux de tous les nobles Flamands; on les affranchit des

dîmes royales, on les purgea des hypothèques qui les grevaient; sous une forme ou sous l'autre, Egmont reçut ainsi du roi plus de cent mille écus. Eut-il conscience du rôle qu'on lui faisait jouer? Trahit-il sciemment le pays qui l'envoyait et la cause qui lui était confiée? Il serait triste de le croire, il est difficile d'en douter; mais le malheureux Egmont en a été trop puni pour que nous ayons le courage de le lui reprocher.

Rendons justice à Philippe : en ce qui touchait l'hérésie, il ne transigea pas. Aux timides suggestions d'Egmont contre les édits, il répondit par un refus formel de les mitiger. Il éluda, suivant sa coutume, les questions qu'il ne voulait pas trancher. Il ne fut net que sur un point : sa ferme détermination de maintenir la foi catholique dans toute sa pureté. Egmont était encore à Madrid, quand le roi réunit en junte les théologiens les plus éminents. Il leur exposa la situation des Pays-Bas, et leur demanda leur avis sur cette liberté de conscience qu'on le pressait d'accorder. Les théologiens imaginèrent que le roi, engagé dans une impasse, cherchait une issue pour en sortir. Ils crurent lui faire leur cour en répondant que, « vu la situation de la Flandre et le danger de « la pousser à une totale défection de la foi catholique, « Sa Majesté pourrait accorder à ses sujets des Pays- « Bas la liberté de rendre hommage à Dieu comme ils « l'entendraient. » Mais ils avaient mal jugé leur maître. « — Je ne vous ai pas convoqués, reprit-il sèchement, « pour savoir si je *peux* accorder aux Flamands leur « requête, mais si je le *dois*. » Et, se prosternant devant un crucifix : « Dieu tout-puissant, roi des rois, s'écria- « t-il, veuille me maintenir dans la ferme résolution de « ne jamais compter parmi mes sujets ceux qui te « renient. » (Strada, t. IV, p. 152.)

Le sort des Pays-Bas était arrêté, et la mission d'Egmont touchait à sa fin. Ce qui étonne le plus dans toute cette affaire, ce n'est pas la faiblesse du comte, c'est son aveuglement; c'est ce parti pris opiniâtre de croire à la sincérité de Philippe, et de se déclarer en le quittant « l'homme le plus satisfait du monde; » fatale illusion qui ne le quittera pas, même sur l'échafaud; car c'est en attendant sa grâce qu'il recevra le coup fatal! Egmont s'éloigna de la cour en avril. De retour à Bruxelles, l'ambassadeur essaya de faire partager sa *satisfaction* à ses concitoyens. Mais il eut beau vanter les bonnes intentions du roi, affirmer que la tolérance et la liberté allaient régner avec Philippe dans les Pays-Bas, il ne convainquit personne, et Guillaume put mesurer la valeur de l'homme à qui l'on avait confié les plus chers intérêts du pays.

Les instructions données à Egmont par Philippe ne laissaient aucune place au doute : « En ce qui touche la « religion, le roi ne peut consentir à ce qu'il y soit fait « aucun changement. Il aimerait mieux perdre cent « mille vies, s'il les avait à perdre. Mais il permet à sa « sœur de réunir quelques théologiens pour conférer sur « les moyens d'enseigner au peuple la vraie religion, et « chercher en même temps quelque autre mode d'exécu- « tion pour les hérétiques condamnés à mort; *non qu'il « faille en rien diminuer leurs souffrances,* ce qui n'est « ni l'intention du roi ni la volonté de Dieu, mais pour « leur ôter tout espoir d'arriver par le martyre à une « sorte de célébrité, puissante excitation à l'hérésie. » (*Correspond.*, I, 347; Hopper, *Mémoires*, 46.)

D'autres lettres du roi vinrent confirmer ses instructions. Chacun put voir dès lors à quoi se réduisait cette tolérance si vantée. En politique, l'ambassadeur n'avait

pas mieux réussi qu'en religion : Philippe se refusait à accroître le nombre et les attributions des conseillers d'État, « ne voulant ni diminuer son autorité, ni « désavouer la politique de son père. » Cette mission, faite à si grand bruit, n'avait abouti qu'à museler la Flandre et à enrichir Egmont. Mais le plus surpris, le plus mécontent de tous, il faut le dire à son honneur, ce fut Egmont lui-même. Les écailles lui tombèrent enfin des yeux. Blessé à la fois dans son amour-propre et dans son honneur, il put mesurer la profondeur de l'abîme où il était tombé. Il se vit placé, aux yeux de ses concitoyens, entre deux rôles presque également odieux : celui de dupe et celui de traître. Sa confiance présomptueuse s'abattit tout d'un coup : triste, mécontent de lui-même, blessé au cœur par les reproches de ses amis, il cessa de paraître à la cour, et ne parla plus que de se démettre de ses emplois et de se retirer dans ses terres.

La duchesse, docile aux ordres de son frère, adjoignit au conseil d'État quelques prélats. Le conseil aussitôt se scinda en deux : Viglius et les évêques opinèrent pour le maintien des édits. Les laïques, au contraire, réclamèrent l'abolition de la peine de mort en matière d'hérésie. Mais Orange, Egmont et Hornes, blessés de l'intrusion du clergé dans le conseil, refusèrent de voter. La victoire, dès lors, resta au parti orthodoxe. Pour répondre aux intentions de *clémence* de Philippe II, on décida que les hérétiques, au lieu d'être conduits au bûcher, seraient exécutés à minuit, dans leur prison, sans autres témoins qu'un juge et des bourreaux, qu'on leur placerait la tête entre les genoux, et qu'on les noierait *lentement, et à plusieurs reprises*, dans une cuve pleine d'eau. (Brandt, *Réformat.*, I, 155.)

Les décrets du concile furent publiés partout et les édits maintenus dans toute leur rigueur. Les inquisiteurs reprirent courage en se sentant soutenus. L'esprit de persécution se réveilla plus ardent que jamais. Le silence dont s'entouraient les exécutions, ces victimes qu'on voyait arrachées tout d'un coup à leurs familles et plongées dans un cachot pour n'en plus sortir, pas même pour l'échafaud, toute cette procédure mystérieuse et sanglante sema, dans ce pays généreux, plus d'irritation que de terreur. Ce n'était plus l'inquisition espagnole, c'était quelque chose de pire, si possible, de plus lâche et de plus odieux. Le clergé des Pays-Bas, en se faisant l'instrument du fanatisme romain, prêtait à la persécution un faux air de nationalité. De toutes les classes de la société, un cri s'élevait vers la régente : « Les espions « de l'inquisition sont partout, disait-on, et avec eux la « terreur, les dénonciations secrètes, les trahisons en- « couragées et payées! Plus de famille ni d'amis, plus « de confiance ni de sécurité nulle part! » (Brandt, *ibid.*)

Aussi fanatique que son frère, Marguerite avait plus que lui le sens des réalités. Placée en regard des difficultés, elle pouvait mesurer de plus près la gravité des événements et la grandeur du danger. Aussi, dans toutes ses lettres, pressait-elle Philippe de restreindre les pouvoirs des inquisiteurs, et de contenir leur zèle au lieu de l'exciter. Elle le conjurait de venir par lui-même juger de l'état des esprits, et mettre ses ordres en face de l'impossibilité de les exécuter. A tout prix, il fallait qu'il vînt, s'il ne voulait pas voir ces riches provinces lui échapper pour se jeter tête baissée dans la révolte et dans l'hérésie. Philippe répondait le plus rarement, le plus brièvement possible, toujours promettant de venir et ne venant

jamais. Le frère de Granvelle a caractérisé, dans quelques lignes expressives, cette politique d'éternels délais. « Les choses, dit-il, avec Sa Majesté, vont toujours de « lendemain en lendemain. La seule résolution dont il « soit capable, c'est de rester irrésolu. Sa Majesté finira « par laisser si bien s'embrouiller l'écheveau des Pays-« Bas que, s'il vient jamais à les visiter, il trouvera plus « facile de s'accommoder à l'état des choses que de les « améliorer. » Ajoutez-y des dépêches contradictoires, dictées à des secrétaires différents, dont aucun n'avait jamais que la part de confiance que le roi ne pouvait pas lui refuser : « Sa Majesté, écrit Gonzalo Perez, se trompe « et se trompera dans beaucoup d'affaires, en les trai-« tant tantôt avec celui-ci, tantôt avec celui-là, et ca-« chant à l'un ce qu'elle confie à l'autre. Et ce que Sa « Majesté fait pour la Flandre, elle le fait pour ses « propres États. » (*Correspondance de Philippe II*, I, 358.)

Quant à Granvelle, son opinion est calquée sur celle du monarque, qu'il devine même à distance et conduit en ayant l'air de le suivre. « Si Votre Majesté, écrit le car-« dinal, souffre que les édits soient mitigés, les affaires « deviendront pires encore en Flandre qu'en France. « C'est un grand mal d'avoir permis seulement qu'on « examinât si l'on pouvait y changer quelque chose. » (*Ibid.*, p. 323 et 371.) Ajoutons, pour en finir avec Granvelle, que, forcé par la haine de la Flandre et les rancunes de la régente de se réfugier à Besançon, la haine de ses ennemis sut encore l'y poursuivre. La duchesse, trouvant son ennemi trop rapproché, insista auprès du roi pour faire reculer son exil. Déporté à Rome malgré lui, le cardinal cessa de prendre part, même de loin, aux affaires des Pays-Bas, et son nom, à dater de ce

jour, disparaît de leur histoire. Philippe, appréciant un peu tard les services qu'il pouvait encore tirer de lui, lui confia, qnelques années après, la vice-royauté de Naples, et finit par le rappeler à Madrid. C'était le but secret de toute son ambition, et jusqu'à la fin de sa vie, l'habile et souple homme d'État prit une part active à tous les événements du règne.

Mentionnons en passant un fait qui ne fut pas sans influence sur le sort des Pays-Bas : c'est l'entrevue du duc d'Albe avec Catherine de Médicis à Bayonne en 1565, entrevue fatale, grosse pour la France de la Saint-Barthélemy, et pour la Flandre des échafauds où coula le plus pur de son sang. Catherine désirait revoir sa fille, et se concerter avec son gendre sur leurs intérêts communs. Mais Philippe n'aimait pas les voyages; il craignait, s'il venait en personne, de trop s'engager avec son artificieuse belle-mère. Il se fit donc remplacer par le duc, et le chargea de conduire la jeune reine à sa mère. Les deux reines se rencontrèrent à Bayonne. Trois semaines se passèrent en fêtes où la France, pour mieux cacher le triste état de ses finances, obtint le puéril triomphe d'éclipser l'Espagne en luxe et en folles dépenses.

D'Albe ne se montra pas moins habile sur le terrain de la diplomatie que sur celui de la guerre. Ses lettres (voir *Papiers d'État de Granvelle,* IX, 281-330) témoignent de la finesse qu'il déploya pour amener la reine mère à conclure une ligue contre les protestants, afin d'en finir avec eux en France et dans les Pays-Bas. Mais Catherine tenait à sa politique de juste-milieu entre les ultra-catholiques et les huguenots qu'elle voulait laisser s'entre-détruire. Elle fit donc la sourde oreille aux instances du duc qui la poussait vers sa politique à lui, le

glaive et les bûchers. Élisabeth plaida en vain auprès de sa mère la cause de son mari; tout échoua contre l'invincible résolution de la reine mère de ne pas pousser les choses à l'extrême. On a souvent répété que le plan de la Saint-Barthélemy avait été arrêté dans ces conférences de Bayonne, sept ans avant l'exécution. Mais on sait maintenant à n'en pas douter, par les lettres du duc, qu'il ne put obtenir de Catherine aucun engagement précis. Seulement, tout en différant sur les moyens, les deux grandes cours catholiques tombèrent d'accord sur le but : l'extermination des hérétiques. A dater de ce jour, elles se sentirent unies par des haines et par des intérêts communs, et le germe de la Saint-Barthélemy fut au moins déposé dans l'âme de Catherine, pour éclore à son heure, quand le temps des ménagements serait passé.

Dans l'intervalle, la commission ecclésiastique de Flandre avait envoyé au roi son avis : « Ne rien céder, « ne rien innover, en politique pas plus qu'en religion, « et poursuivre sans pitié l'hérésie. » De pareils sentiments étaient sûrs de trouver un écho dans le cœur du monarque. Après deux ans d'hésitation, Philippe prit enfin son parti, et, le 17 octobre, il écrivit à sa sœur cette mémorable lettre, datée du bois de Ségovie, qui résume tout son système : « Quant à l'Inquisition, dit- « il, mon intention est qu'elle se face par les Inquisi- « teurs comme elle s'est faicte jusques à maintenant, et « comme il leur appartient par droits divins et humains. « Et n'est cela chose nouvelle, puisqu'elle ha toujours « esté faicte ainsy, du tems de feu l'Empereur... Et « pense que la cause du mal qu'il y a eu, et de ce qu'il « soit ainsy augmenté, ait été la négligence et la fai- « blesse des juges. » Il termine en pressant la régente

et les seigneurs de s'unir à lui pour prêter force aux édits. (*Correspond.*, p. CXXIX.)

Cette lettre décidait du sort des Pays-Bas. Philippe se montrait enfin ce qu'il était : point de concessions, point d'innovations. Convoquer les états généraux, ce serait partager avec eux une autorité qu'il tenait de Dieu seul. Supprimer les deux autres conseils, ce serait constituer une aristocratie au sein du conseil d'État. La Flandre connaissait maintenant la volonté de son maître; elle n'avait plus de choix qu'entre l'obéissance et la révolte. Marguerite, en s'inclinant devant cette décision qu'elle savait inflexible, ne cacha pas à son frère son inquiétude et son effroi. Quand elle lut la lettre au conseil d'État, la consternation égala la surprise. Barlaymont, Viglius lui-même, n'envisageaient plus l'avenir qu'avec terreur. Ils auraient voulu qu'avant de publier les décrets, on suppliât encore le roi d'en peser toutes les conséquences. « Il est trop tard ! dit froidement Guillaume, « la volonté royale s'est nettement exprimée ; tout ce qui « reste à faire, c'est de l'exécuter. Quant à moi, je me « lave les mains de tout ce qui pourra en résulter. » (Hopper, *Mém.*, p. 59.) La régente, redoutant par-dessus tout la colère de son frère, finit par se ranger au même avis. La publication fut décidée; Marguerite la retarda seulement de quelques jours pour célébrer les noces de son fils avec une infante de Portugal, et la pompe de ces fêtes vint encore insulter à la tristesse publique. Le conseil d'État se sépara sous de sombres pressentiments, et Orange, en sortant, laissa échapper ces mots de sinistre augure : « Maintenant, nous allons voir « commencer une belle tragédie. »

Le 18 décembre, la circulaire royale fut expédiée dans toutes les provinces. Les décrets du concile, les édits de

l'empereur et les statuts de l'inquisition furent publiés comme lois du royaume. « Une déclaration de guerre, « dit un historien flamand, van der Vynckt, n'aurait pas « produit plus d'effet. » Mais l'indignation l'emporta sur la crainte. Jusque-là le pays, trompé par l'attitude de la régente, s'était laissé aller à un vague espoir de tolérance, de réveil des libertés nationales; maintenant aucune illusion n'était plus permise. L'inquisition, comme un spectre sanglant, se dressait devant les Pays-Bas. Les inquisiteurs dénonçaient déjà les suspects du haut de leurs chaires, et les suspects, c'étaient les plus influents et les plus riches. Bientôt des groupes menaçants se forment sur toutes les places. « Les Espagnols, y dit-on « tout haut, pensent-ils que nous nous laisserons égor- « ger comme ces stupides Indiens qu'ils ont massacrés « par millions? » Les passions religieuses viennent encore attiser les haines politiques. Des assemblées secrètes, dirigées par des pasteurs habitués à braver le supplice, se réunissent dans les faubourgs, dans les bois, dans les champs. Comme aux premiers jours de la Réforme, des pasquinades grossières immolent à la risée du peuple le gouvernement, le clergé, l'inquisition. La personne même du monarque a cessé d'être respectée. La presse, fidèle alliée de la Réforme, prête une voix aux rancunes populaires. Des placards menaçants sont cloués chaque nuit à la porte des magistrats; et sur celles d'Orange et d'Egmont, on a affiché ces mots significatifs : « Rome a besoin d'un Brutus! »

Le commerce, cette source vitale de la richesse du pays, s'arrête tout d'un conp; le pouls de la Flandre a cessé de battre. Avec la confiance, base du crédit public, cessent toutes les transactions qui ne reposent que sur elle. Anvers, le centre commercial des Pays-Bas, se sent

atteint au cœur. Les marchands étrangers, les artisans eux-mêmes se hâtent de fuir cette ville désignée aux vindictes royales comme la capitale de l'hérésie. « Aux « maux causés par les troubles de la religion, écrit à « Granvelle un de ses fidèles, se joignent la cherté des « grains et la misère du peuple, causée par la cessa- « tion du trafic. Aussi voit-on journellement gens de ce « pays aller en Angleterre avec leurs familles et leurs « instruments; et jà Londres, Sandwich et le pays all'en- « viron en est si plein, qu'on dit que le nombre surpasse « 30,000 testes. La reine leur a encore assigné une « autre ville, Norwich, et pense là se refaire de nos dé- « pouilles. (*Corresp.*, I, 392.) La *Grande chronique de* « *Hollande* (t. II, p. 83) évalue à 100,000 le chiffre « total des réfugiés flamands à l'étranger, en Suisse, « en France, en Angleterre, en Allemagne. » Ainsi la Flandre, avant sa Saint-Barthélemy, avait eu déjà sa Révocation !

Marguerite ne pouvait fermer les yeux sur d'aussi graves symptômes. Les nobles, las de voir leurs avis méprisés, donnaient au peuple le signal de la révolte. Orange, Egmont, Berghes, Montigny soutenaient hautement que « le chastoy et sang des hérétiques ne servait « à rien pour maintenir la religion. » Ils se refusaient à publier l'édit royal dans leurs gouvernements. Le Brabant protestait, au nom de sa charte, violée par cet édit. Marguerite, placée entre deux craintes, déplaire à son frère et pousser les Pays-Bas à la rébellion, n'aspirait qu'à déposer le fardeau du gouvernement. Cette nature timide, exaltée par la peur, arrivait presque au courage : la duchesse osait écrire au roi « qu'il avait été mal conseillé, « qu'il était impossible d'exécuter ses volontés en ce qui « touchait l'inquisition et les placards; que les seigneurs



« avaient nettement déclaré qu'ils ne voulaient pas faire « brûler 50 ou 60,000 personnes, sans compter celles « qui avaient déjà péri. » La réponse de Philippe peut se résumer en deux lignes : « Il a appris avec peine que sa « dépêche a été mal accueillie, ses intentions ne tendant « qu'au service de Dieu et au bien de ses États, comme « l'amour qu'il leur porte l'y oblige. » (*Correspond.*, 387 et 401.)

Ceux qui commencent les révolutions ne sont pas d'ordinaire ceux qui les finissent. Jusqu'ici les chefs de la noblesse ont seuls paru sur la scène; mais d'autres acteurs secondaires vont y monter à leur tour, et chez ceux-là l'audace et l'activité suppléeront au rang ou au talent. Les grands, gênés par leurs relations avec le roi et la régente, répugnaient aux mesures décisives, et ne jugeaient pas l'heure venue d'agir. Mais la petite noblesse, plus libre de ses mouvements, brûlait de reprendre pour elle le rôle dont la grande ne voulait pas. La plupart de ses membres, obérés dans leurs fortunes et condamnés à l'inaction par la paix, étaient impatients de remuer le pays pour pêcher en eau trouble. Pour la plupart aussi, la Réforme avait un vif attrait. Déclassés dans une société où ils n'avaient plus leur place faite, le même amour des nouveautés les jetait à la fois dans l'opposition et dans l'hérésie.

Le 3 novembre, une vingtaine de jeunes nobles s'étaient donné rendez-vous à Bruxelles, chez le comte de Culembourg, chaud partisan de la Réforme. Ils venaient entendre un prédicant français de vingt ans, Junius ou de Jon, envoyé par Calvin. La salle où se tenait l'assemblée donnait sur la place où l'on brûlait les hérétiques, et, s'il faut en croire Brandt (p. 290), c'est à la lueur même d'un bûcher allumé où périssait un martyr de la

foi, que le sermon fut prononcé. On jugera de l'effet qu'il dut produire. C'est là que fut rédigé le célèbre *Compromis,* base de la confédération nationale. Ce document, le premier acte de résistance d'un pays qui avait épuisé toutes les voies de la légalité, contient en germe toute une révolution. « Le roi, y est-il dit, a été induit par « de méchants conseillers, étrangers pour la plupart, et « en violation de tous ses serments, à établir dans ce « pays l'inquisition, tribunal inique et contraire à toutes « les lois divines et humaines, tendant à amener le pays « à sa ruine, et ses habitants à la servitude... Les con« fédérés s'engagent par serment à combattre l'inquisi« tion, sous quelque forme qu'on essaye de l'introduire, « à se protéger contre elle aux dépens de leur fortune et « de leur vie, et à l'extirper comme la source de toute « discorde, protestant néanmoins, devant Dieu et devant « les hommes, que, loin de vouloir diminuer la grandeur « du roi, leur intention est de le maintenir en son État, « et de résister à tout désordre et sédition. » (Théod. Juste, *Révolution des Pays-Bas,* t. II, p. 27.)

C'était là un pas décisif, et les *triumvirs* ne l'auraient certes pas risqué. L'original, rédigé, dit-on, par Marnix de Sainte-Aldegonde, ne porte que trois noms, tous trois appartenant à la première noblesse : Brederode, Charles de Mansfeld et Louis de Nassau. Nous connaissons déjà Brédérode, l'enfant perdu du parti national, qu'il compromit plus d'une fois par sa fougue étourdie. Louis de Nassau, l'un des plus beaux caractères de l'époque, mérite qu'on s'y arrête un peu plus longtemps. Guillaume, son frère, aimait à l'appeler *le bon chevalier,* et jamais plus juste hommage ne fut rendu à ce rare assemblage des dons qui font le citoyen, le soldat et le gentilhomme accomplis. Né luthérien, et dévoué, bien avant son frère, à la

cause de la Réforme, il avait mieux écouté que lui les enseignements de leur pieuse mère, dont la tendresse inquiète le suivait au milieu des dangers. Toujours serein, sur les champs de bataille comme dans les conseils, il déridait par ses saillies le front soucieux de Guillaume, vieilli avant l'âge sous le poids des affaires. En dépit de ce contraste, une tendre amitié unissait les deux frères. Louis, né pour l'action, était le bras et Guillaume la tête. A dix-neuf ans, il avait fait ses premières armes à la bataille de Saint-Quentin. Plus tard, au lieu d'un maître ingrat, ce fut son pays qu'il servit, et la cause nationale n'eut pas de champion plus dévoué. Une mort prématurée devait trancher dans sa fleur cette noble vie. Entre toutes les amertumes réservées à Guillaume était celle de survivre à son frère, plus jeune que lui de cinq ans.

Marnix de Sainte-Aldegonde était né à Bruxelles en 1438. Originaire de la Savoie par son père et de la Bourgogne par sa mère, il unissait en lui les dons et le génie de ses trois patries. Élève de Calvin, sa jeunesse s'était nourrie à Genève de ces fortes études où la Réforme alors savait tremper les âmes. A côté du diplomate et du soldat, il y avait en lui du littérateur, du polémiste et surtout du chrétien. Versé dans les langues anciennes et modernes, rival de Calvin dans la prose française et de Marot dans la poésie, il avait traduit en vers les psaumes de David. Aussi puissant par la parole que par la plume, propre à tout, à la guerre, à la controverse, aux affaires, on s'étonne de trouver ainsi réunies chez un seul homme les aptitudes les plus opposées. Moins grand, moins ferme qu'Orange, son guide et son modèle, il est plus complet peut-être; inférieur à lui par le génie politique, il l'égale presque en patriotisme, et le dépasse par l'universalité et la souplesse de ses facultés.

Marnix, après Guillaume, est le vrai fondateur de la république des Provinces-Unies. « *Repos ailleurs*, » telle était la devise de ce grand citoyen, et elle convient à sa vie battue de tant d'orages. Calviniste fougueux, il eut de son siècle l'intolérance comme il en eut la foi. Toutes les libertés lui furent chères, sauf la liberté religieuse, qu'il réclamait pour son Église sans savoir la concéder aux autres. Guillaume, sur ce point, devança Marnix et son siècle; moins ardent pour la vérité, il devait être plus indulgent pour l'erreur [1].

Parmi les signataires du *compromis*, nous ne citerons que pour mémoire le fils du général allemand Mansfeld, beaucoup moins connu que son père, et fervent promoteur d'une cause qu'il devait bientôt trahir. Partout il allait, avec Marnix et Louis de Nassau, recrutant des signatures. Le *triumvirat*, faute de pouvoir empêcher le mouvement, s'était résigné à le conduire. Grâce à sa connivence secrète, le *compromis*, au bout de deux mois, comptait déjà plus de deux mille adhésions. Bon nombre de bourgeois l'avaient signé, pour voir figurer leurs noms à côté de ceux de la noblesse; puérile satisfaction d'amour-propre qu'ils devaient, plus tard, payer de leur vie. Il y manquait, il est vrai, le nom d'Orange et des principaux seigneurs. Guillaume n'avait pas même été consulté, car les confédérés redoutaient son blâme encore plus que son refus. Aucun membre du conseil d'État n'avait signé; mais, en revanche, on y comptait beaucoup de noms catholiques. La haine du

1. Voir l'éloquente *Monographie de Sainte-Aldegonde*, par M. Edgar Quinet. Il est seulement à regretter que l'auteur, dans son enthousiasme pour son héros, ait cru devoir lui sacrifier le prince d'Orange qu'il représente à tort (p. 55) comme entraîné par l'ascendant de Marnix, en politique et surtout en religion. Des hommes de la trempe de Guillaume ne se décident que par eux-mêmes; on les sert ou on les combat, mais on ne les entraîne pas.

joug espagnol avait fait taire tous les scrupules. Le drapeau national se levait pour la première fois, et le pays tout entier se ralliait autour de lui, sans s'apercevoir qu'il cachait sous ses plis la liberté de conscience.

Le *compromis* était une déclaration de guerre, chacun le comprenait sans vouloir se l'avouer. Déjà les confédérés songeaient à invoquer l'appui des luthériens d'Allemagne. Les plus hardis parlaient d'un coup de main sur Anvers, où la Réforme levait hautement la tête; car dix mille hommes s'y assemblaient, à ciel ouvert, pour entendre prêcher la parole de Dieu. Les gouverneurs des provinces refusaient de se faire les suppôts de l'inquisition. Egmont déclarait en conseil qu'il aurait remis sa démission entre les mains du roi, s'il avait pu prévoir de telles résolutions. « Le comte est bien changé, écrit « à Philippe son espion en titre, A. del Canto; il se dé- « clare en toutes choses d'une manière très-préjudiciable « à Votre Majesté. Et, comme tout le monde a les yeux « tournés vers lui, sa conduite produit un grand mal. » (*Corresp. de Phil. II,* p. 399.) Enfin, la régente elle-même conseillait à son frère de convoquer les états généraux, unique remède à l'agitation des esprits.

Ainsi, la position de chacun des acteurs s'est dessinée nettement, un seul excepté, Guillaume d'Orange. Un voile impénétrable couvre encore ses desseins. Tout ce qu'on en devine, c'est qu'il ne croit pas l'heure venue d'agir, et condamne, au moins pour le moment, toute révolte ouverte. C'est son opposition qui a fait échouer le projet de coup de main sur Anvers: tentative désespérée, eût-elle même réussi; car rien n'était prêt pour organiser la résistance et profiter de la victoire. Guillaume veut épuiser les voies légales avant de recourir à la force. A Anvers, il essaye de contenir le peuple

et de mettre obstacle aux prêches en plein air. En conclurons-nous qu'il était opposé aux doctrines nouvelles? Non, certes! L'indécision, qui perce alors dans sa conduite, et qu'on lui a trop reprochée [1], tient à des causes bien diverses. Qu'on songe à ses engagements avec Marguerite, qu'il ne pouvait dominer qu'en lui cédant; avec le roi, dont il fallait endormir les méfiances; avec un pays frémissant, une noblesse écervelée et corrompue qu'il devait à la fois diriger et contenir. Le prince, de son calme et pénétrant regard, avait jugé dès longtemps les meneurs subalternes qui s'agitaient autour de lui. Sauf son frère et Marnix qui, à cette époque, ne gravitaient pas encore dans sa sphère, il les appréciait tous à leur juste valeur. Il s'effrayait de voir les plus chers intérêts de son pays entre les mains d'un étourdi comme Brederode, ou d'un traître comme Mansfeld. Enfin, il connaissait la Flandre, et savait que, s'il lui fallait choisir entre l'Espagne et la Réforme, elle n'hésiterait pas, et choisirait la servitnde plutôt que l'hérésie. En face de difficultés pareilles, qui ne comprendrait les hésitations de cet esprit sérieux, qui a besoin de mûrir ses plans avant de les exécuter, et ne veut rien livrer au hasard dans les destinées de son pays?

Du reste, qu'on ne l'oublie pas : Guillaume n'est encore indécis dans sa conduite que parce qu'il l'est dans sa foi. La plupart des hommes politiques, n'ayant d'autre religion que celle du succès, ne prennent guère, dans

1. M. Edgar Quinet, p. 38, reproche à G. d'Orange d'avoir trahi la cause de la Réforme et celle des Pays-Bas en se refusant à une prise d'armes, et en perdant ainsi dix-huit années par cette *faute*, qu'il n'a jamais pu réparer qu'à demi, en rachetant plus tard son *inertie* à force de témérité. Je crois avoir lavé Guillaume de ce reproche, spécieux au premier abord, mais immérité, si l'on tient soigneusement compte de l'extrême difficulté de sa position.

leurs décisions, conseil que des événements et se traînent à leur suite au lieu de les conduire. Avec une foi plus arrêtée, Guillaume eût mieux compris les instincts populaires, et eût devancé le courant, pour le diriger au lieu d'essayer de lutter contre lui. Mais, né dans l'église luthérienne, c'est en passant par le catholicisme qu'il était revenu à la Réforme, et le chemin l'avait longtemps éloigné du but. De ses deux premières croyances, il avait gardé contre le calvinisme les préventions étroites des disciples de Luther. Allemand au moins autant que Belge, il redoutait, comme tous les princes d'outre-Rhin, les tendances démocratiques du calvinisme; il se méfiait de la France qui avait la main dans tous les troubles religieux de la Flandre. Luthérien de naissance et d'éducation, et catholique par circonstance, il se trouvait, lui prince de l'empire, appelé à diriger un mouvement calviniste et plébéien, et condamné à marcher dans une voie qui n'était pas la sienne.

Quand on veut connaître le *Taciturne*, ce n'est pas dans ses actes officiels, c'est dans ses lettres qu'il faut le chercher. « Si le roi, écrit-il à la duchesse, persiste à « maintenir l'inquisition et les placards, j'aime mieux « que Votre Altesse commette quelque autre en ma « place, mieulx entendant les humeurs du peuple et plus « habile que moi à le maintenir en paix, plutost que « d'encourir la note dont moi et les miens serions « souillés. » (*Corresp. de G. d'Or.*, II, 109.) Un mot dans cette lettre mérite surtout qu'on s'y arrête : « Je « ne dis pas ceci à Votre Altesse, ajoute-t-il, pour ne « vouloir suivre ses commandements ou vivre aultrement « qu'*en bon chrétien.* » Il y a un an, comme le remarque Motley, Guillaume aurait dit : *en bon catholique.* Évidemment, dans la pensée de l'écrivain, l'un des mots

a cessé d'être synonyme de l'autre. Déjà, en 1565, à la lecture de la fameuse lettre de Philippe, datée du bois de Ségovie, Guillaume écrivait à un ami : « Le roi or-« donne de punir de mort, non-seulement les hérétiques « endurcis, mais ceux même qui se repentent. Je ne sais « pas comment je pourrai endurer ceci. Il me semble « que ce n'est pas là agir *d'une façon chrétienne.* » (*Archives*, I, 440.) Gagnée dès longtemps à la cause de la liberté religieuse, cette grande âme, aussi lente que ferme dans ses décisions, sentait s'opérer en elle une transformation profonde. Elle comprenait enfin que toutes les libertés sont sœurs, comme toutes les réformes, et que les consciences et les peuples asservis ont un droit égal à briser leurs fers.

Armenteros ne se trompait pas quand il écrivait à Madrid : « Le prince procède avec plus de finesse « qu'Egmont; il a plus d'influence et de crédit, *et si l'on « pouvait le gagner, on s'assurerait le reste.* » (*Corresp. de Phil. II.* I, 391). Mais Philippe, avec tous les trésors des Indes, n'était pas assez riche pour acheter Guillaume! Cependant, des *pasquils* menaçants étaient affichés partout, même sur les murs du palais. On en glissait, sous forme de placet, jusque dans les mains de la régente. Un de ces placards requérait le *magistrat* de « faire citer le « roi devant la chambre impériale, pour y rendre compte « des atteintes portées aux franchises du pays. » Ainsi, malgré l'inégalité des forces, tout se préparait pour la lutte; les menaces de la Flandre répondaient à celles de Philippe II. Déjà, au début de l'année, Guillaume, inquiet des levées du duc de Brunswick pour le compte du roi d'Espagne, avait envoyé son frère Louis exposer aux princes allemands la situation des Pays-Bas, et leur demander de l'argent. D'Orange, il est vrai, se tenait

officiellement à l'écart du *compromis*, et même de la *ligue* qui se formait, à son insu, s'il faut l'en croire. Mais à qui persuadera-t-on qu'une ligue pareille, dont son frère était l'âme, ait pu se nouer sans la secrète participation de l'homme éminent dont chacun désirait tout bas la direction et l'appui?

Le prince sentait le besoin de s'entendre avec les chefs de la confédération ; il les réunit au printemps dans son château de Bréda, et plus tard à Hoogstraten, avec Hornes, Egmont, Berghes, Meghem et quelques membres du conseil d'État. L'entente était difficile entre des conseillers de la régente, responsables à ses yeux de ce qui se ferait, et une noblesse endettée et fastueuse, qui avait tout à gagner à une révolution, et rien à y perdre. Les auteurs du *compromis* proposèrent d'aller présenter à la duchesse une requête contre l'inquisition et les *placards*, à la tête d'un cortége de nobles assez imposant pour donner du poids à leur démarche. Egmont, dont l'attitude irrésolue frappa tout le monde, et Meghem, qui méditait déjà sa défection, s'opposèrent vivement à ce projet. Orange qui le blâmait au fond, ne put y faire renoncer les confédérés; les membres du conseil d'État convinrent de s'abstenir, et Guillaume finit par reconnaître que la voie des pétitions était encore la meilleure et la plus légale. Egmont et Meghem allèrent faire montre de leur loyauté à la duchesse en lui racontant, avec force exagérations, tout ce qui s'était passé. Meghem parla de 35,000 hommes prêts à prendre les armes au premier signal, et de 1,500 gentilshommes armés qui devaient sous peu de jours venir à Bruxelles se saisir de la régente, comme d'un otage, pour dicter ensuite leurs conditions au roi.

Marguerite, effrayée, songea un instant à chercher

un asile dans le château de Mons. Elle se hâta de rappeler dans Bruxelles les compagnies d'ordonnance et de doubler les garnisons des villes en dégarnissant les frontières. Mais son conseil lui répétait sur tous les tons qu'il fallait céder : « Il n'y a que deux partis à prendre, « écrit-elle à son frère le 25 mars ; il faut, ou employer « la force, ou accorder aux séditieux tout ce qu'ils de- « mandent. » Elle expose ensuite les inconvénients des deux partis, et refuse de se prononcer. « Egmont et « Hornes, ajouta-t-elle, conseillent fortement le second, « et croient qu'en supprimant l'inquisition et les *pla-* « *cards,* et en accordant un pardon général, on empê- « chera les choses d'aller plus loin. » Elle termine en suppliant le roi « de lui faire connaître sa volonté, et elle « l'exécutera, dût-il lui en coûter la vie! » (*Corresp. de Phil. II,* I, 401).

Le 3 avril au soir, Bréderode et Louis de Nassau, à la tête de 200 gentilshommes à cheval, en tenue de guerre, entrèrent à Bruxelles aux acclamations d'une foule immense. Vainement Orange les avait pressés de diminuer leur cortége, et de déposer leurs armes; les confédérés tinrent bon, et descendirent à l'hôtel de Nassau. Louis leur en fit les honneurs pour son frère absent. Pour appuyer leur requête, ils avaient eu soin d'invoquer la médiation de l'empereur et celle de la Diète. Orange avait écrit aux princes allemands pour leur demander des subsides, et au besoin, des soldats; mais la crainte des Turks, et surtout les préventions luthériennes empêchèrent les princes de secourir des calvinistes révoltés contre leur souverain.

La régente, après avoir hésité longtemps, se résigna enfin à recevoir la députation. Le 5 avril, les confédérés, au nombre de 400, traversèrent toute la ville sans armes

et revêtus de leurs plus riches costumes. Le peuple les accueillit par des cris de joie; mais l'ordre ne fut pas un instant troublé. Bréderode, à qui Orange avait fait la leçon, s'abstint de toute démonstration imprudente. On comptait dans le cortége plusieurs nobles de la maison d'Egmont, et trois de celle de la régente. Celle-ci attendait les confédérés dans la salle d'honneur, entourée de toute sa cour. En les voyant si nombreux, avec un air de triomphe que cachait mal une courtoisie affectée; en remarquant les signes d'intelligence échangés entre eux et les chefs de la noblesse, la régente se troubla un instant; mais elle se remit bientôt. Bréderode, du ton le plus respectueux, se défendit énergiquement, lui et ses associés, de toute pensée de révolte contre le roi. Il pressa la duchesse de nommer ceux qui avaient osé le calomnier, afin qu'il pût les confondre. Il lui présenta enfin sa requête écrite, en la priant d'en faire donner lecture, ce qu'elle fit : Après les protestations obligées de dévouement au roi, les pétitionnaires s'élevaient avec chaleur contre l'inquisition. Ils priaient la duchesse de députer au roi une personne de confiance pour le supplier de céder aux vœux du pays. En attendant, on l'invitait à suspendre toute exécution capitale. Les confédérés finissaient en prenant Dieu à témoin, que « si, « faute d'avoir employé à temps les remèdes, il surve- « nait révolte ou effusion de sang, ils ne pourraient en « être taxés. » (*Archiv.* II, 80). Pendant cette lecture, la duchesse se montra fort émue, et l'on vit de grosses larmes couler sur ses joues. Mais elle refusa de répondre avant d'avoir consulté son conseil.

Le conseil d'État se réunit sur-le-champ. Orange y prit hautement le parti des confédérés. Il les avait blâmés avant leur démarche; mais, une fois la partie enga-

gée, il crut devoir les soutenir. Meghem, par contre, les attaqua avec violence. Egmont haussa les épaules et parla d'aller aux eaux d'Aix-la-Chapelle. « Quoi, ma-« dame, Votre Altesse a-t-elle peur de ces *gueux?* « s'écria Barlaymont. Ils ne savent pas gouverner leur « fortune, et ils veulent apprendre au roi et à Votre « Altesse à gouverner le pays! Par Dieu vivant! qui « croirait mon conseil, leur requête serait apostillée à « belles bastonnades, et nous leur ferions descendre les « degrés plus vite qu'ils ne les ont montés. » (Pontus Payen, *Ms*, cité par Motley.)

Le mot fatal était lâché. Ce nom de *gueux*, jeté aux confédérés comme une insulte, ils allaient le ramasser comme un cri de guerre, et le rendre redoutable sur terre et sur mer. Le lendemain, les nobles revinrent au palais, plus nombreux que la veille. La régente leur rendit leur pétition avec une apostille qui peut se résumer ainsi : « Son Altesse députera vers Sa Majesté pour « la prier de consentir à la requête. On peut espérer « toute chose conforme à la *bénignité native* et accoutu-« mée de Sa Majesté. En attendant, Son Altesse, assis-« tée des gouverneurs des provinces et de son conseil « d'État, a dressé un projet de *modération* des *placards* « pour le soumettre au roi; et, comme son pouvoir ne « s'étend pas jusqu'à suspendre l'inquisition et les édits, « elle espère que les remonstrants se contenteront de sa « démarche. Elle veillera à ce que les inquisiteurs pro-« cèdent *discrètement et modestement* en leurs charges; « mais elle compte que les remonstrants se conduiront « aussi avec respect et loyauté, et prouveront qu'ils ne « veulent rien innover en religion, mais, au contraire, « maintenir. » (*Grande Chron. de Hollande,* II, 105.)

La réponse de la duchesse fut loin de satisfaire les

confédérés. Le 8 avril, leurs chefs vinrent lui présenter leur réplique. « En la remerciant de sa prompte expédi-« tion, ainsi que de *la satisfaction qu'elle avait eue de* « *leur assemblée,* ils se disaient prêts à observer tous les « règlements qui seraient établis par le roi, *d'accord* « *avec les états généraux,* pour le maintien de l'an-« cienne religion. Ils se fiaient à l'assurance que Son « Altesse leur avait donnée qu'elle suspendrait toutes « poursuites de l'inquisition jusqu'à ce que Sa Majesté « en eût autrement ordonné. » La régente se refusa nettement, dans une dernière réplique, à suspendre l'inquisition ; et elle ajouta ces paroles sévères : « Avisez, « selon vos promesses, qu'aucun scandale n'en résulte, « tant entre vous que dans le peuple. Je vous prie « aussi de ne pas pousser plus avant par vos pratiques « secrètes, et de n'attirer plus personne dans votre « association. » (*Archives,* II, 86-88.)

Au fond, malgré les réserves de Marguerite, elle cédait sur deux points graves : de fait, malgré son refus, l'inquisition allait être suspendue, et le roi ne pourrait plus rien décider en Flandre sans l'aveu des états généraux, s'il s'y résignait toutefois, ce qui paraissait peu probable. Dans le conseil d'État, qui siégeait en permanence, tout le monde était d'accord pour conseiller à la duchesse d'apaiser l'opinion en suspendant l'inquisition et les édits, sans attendre la réponse du roi. Tout ce qu'elle ferait d'ailleurs ne pouvait être que provisoire, puisque le roi gardait toujours le pouvoir de tout révoquer.

Sans un banquet, ni le pays, ni les confédérés n'auraient cru à leur victoire. Un festin magnifique réunit, à l'hôtel de Culembourg, les membres de la députation, au nombre de plus de trois cents. Le vin coulait

à flots, les tables fléchissaient sous le poids de la vaisselle d'or et d'argent. Bientôt, les toasts se multiplient, les têtes s'échauffent, les langues se délient. On cherche un nom à donner à la ligue. Il fallait un de ces noms qui parlent aux imaginations. Bréderode, qui présidait le banquet, raconte l'incartade de Barlaymont et l'insulte qu'il a jetée à la noblesse flamande. On s'indigne, on se récrie; mais Bréderode, avec la gravité d'un ivrogne, déclare que, pour lui, il accepte ce sobriquet de *gueux*, et qu'il ne lui en coûte pas de devenir un mendiant pour le service de son roi et de son pays. « On nous a baptisés du nom de *gueux!* s'écrie-t-il ; eh bien ! soit, nous « combattrons l'inquisition, mais nous resterons fidèles « au roi, fallût-il porter la besace. » Puis, joignant l'exemple aux paroles, il se fait apporter la besace en cuir et l'écuelle de bois d'un mendiant, et, remplissant l'écuelle de vin, il la vide d'un trait, aux cris frénétiques de « *Vivent les gueux!* » L'écuelle fit ensuite le tour de la table. L'ivresse patriotique était à son comble quand Orange, Egmont et Hornes vinrent à passer dans la rue qui retentissait des éclats de joie du festin. Tous trois entrèrent dans la salle, avec la secrète pensée de mettre un terme à l'orgie. Mais leur présence, loin de retenir les convives, ne fit que les exciter. Eux aussi furent contraints, bon gré mal gré, de boire à l'écuelle et de s'enrôler dans la confrérie des *gueux;* incident peu grave en lui-même, mais qui devait un jour coûter cher à Hornes et Egmont. Les triumvirs ne restèrent que « le temps de dire un *Miserere,* » et leur départ mit fin à ces saturnales d'une révolution qui, commencée dans un banquet, comme la nôtre dans un jeu de paume, devait finir, comme elle, par des échafauds.

Bientôt, à la grande joie de la populace, les plus élé-

gants se montrèrent dans les rues vêtus de bure grise, sur le dos une besace, à la ceinture une écuelle de bois, et au cou une médaille d'étain, avec le portrait du roi et deux mains jointes, surmontées de cette devise : « Fidèles au roi jusqu'à la besace. » Le 10 avril, les confédérés quittèrent Bruxelles, non sans avoir paradé à cheval dans les rues, et déchargé leurs pistolets en signe de victoire. Brédérode, le *grand gueux*, comme on l'appelait, se rendit à Anvers, où il fit une entrée triomphale. Ainsi qu'un monarque, il harangua son peuple du haut d'un balcon, et but à la santé de la Flandre dans la fameuse écuelle de bois, aussi populaire à Anvers qu'à Bruxelles.

Le triomphe des confédérés sur une faible femme, prompte à tout céder, pour tout reprendre, ne pouvait être ni sérieux ni durable. Ce n'était pas à Bruxelles, mais à Madrid, que devait se décider le sort de la Flandre, et ces folles équipées n'étaient pas faites pour incliner Philippe du côté de la clémence. Plus les nobles se grisaient de leur victoire, plus le roi s'affermissait dans la pensée de les punir. Sa position, au fond, était plus forte que la leur. La régente, en empêchant tout contact direct entre lui et ses sujets, le servait sans le compromettre; les fautes, il pouvait les réparer; les concessions, il n'aurait qu'à les désavouer plus tard! Son éloignement même, qui lui avait nui si longtemps, finissait par lui devenir profitable : séparé des Pays-Bas par la France, il pouvait armer sans éveiller les soupçons, attendre l'heure et l'occasion, et laisser à sa sœur la défensive, en se réservant l'honneur de l'attaque. L'œil pénétrant d'Orange avait tout deviné : derrière les concessions, il voyait poindre les violences, derrière Marguerite, le duc d'Albe. Pour faire beau jeu à Phi-

lippe, il fallait encore quelques fautes des confédérés; elles ne devaient pas se faire attendre !

De tous ses correspondants dans les Pays-Bas, le roi n'en croyait qu'un seul; c'était son espion en chef, del Canto, en qui il avait plus de confiance qu'en sa propre sœur. Par lui il venait d'apprendre que, dans son cabinet même, à Madrid, quelqu'un prenait copie de ses lettres les plus secrètes, et les envoyait aux seigneurs. « Egmont, disait del Canto, s'en était vanté publique-« ment. » Et le fait était vrai : Orange, rendant espionnage pour espionnage, semait l'or à pleines mains à la cour du monarque; et, malgré toute sa surveillance, les employés de son cabinet copiaient pour le prince sa correspondance privée. Plus d'un, il est vrai, paya de sa vie ce dangereux service; mais, de tout temps, nous voyons Guillaume au courant des secrets de Philippe, par des moyens que la morale est, certes, loin d'avouer, mais que le XVI[e] siècle trouvait légitimes, et que le nôtre même n'a pas encore répudiés.

Les confédérés, rentrés chez eux, ne se firent pas faute de raconter leur triomphe. Le peuple renchérit encore sur leurs forfanteries. Des copies altérées de la requête et de la réponse de la duchesse circulèrent dans toutes les mains. Bientôt on répéta partout « que l'in-« quisition allait être abolie, les édits mitigés, qu'on ne « châtierait plus personne pour religion, et que chacun « pourrait vivre à sa mode. » La duchesse, redoutant l'effet de ces nouvelles à Madrid, où tout se reportait en s'envenimant, se hâta de les désavouer. Elle fit répandre des copies authentiques de la pétition des nobles et de sa réponse. Mais le peuple, enivré de cette liberté de conscience qu'il croyait tenir déjà, s'obstina à ne croire que ce qu'il désirait, et à espérer contre toute espérance. Les

confédérés crurent leur honneur intéressé à ne rien rabattre de ce qu'on leur faisait demander. « Les états généraux et la liberté religieuse, » tel fut désormais le mot d'ordre du pays tout entier!

Cependant les actes de Marguerite, plus significatifs que ses paroles, auraient dû le désabuser. En dépit des promesses officielles, le sang continuait de couler : un tisserand d'Oudenarde, qui avait arraché l'hostie des mains du prêtre, venait d'être brûlé à petit feu. Un anabaptiste avait péri du même supplice. Enfin, la régente venait de casser les trois officiers de sa maison qui avaient fait partie du cortége. Mais en même temps, toujours portée pour les demi-mesures, elle écrivait à son frère que « l'agitation se calmerait s'il accordait aux confédérés « les deux points en question : l'inquisition et les *pla-« cards.* » (*Corresp. de Ph. II,* I, 412.) Tout le monde, du reste, pensait de même, jusqu'à Viglius. Assonleville écrivait à Granvelle : « Le seul remède, c'est la briefve « venue du roi, et que cependant, l'inquisition papale « cesse ; modération des peines contre les *pénitents* et « ceux qui pèchent par ignorance, et que les séducteurs « et auteurs du mal soient seuls poursuivis. » (*Ibid.,* p. 410.) Et Granvelle envoyait la lettre au roi en appuyant le conseil de céder, « pourvu toutefois que les « états généraux ne s'en mêlent pas. »

Marguerite avait promis d'envoyer un ou deux députés au roi pour le mettre au courant de la situation. Le résultat de l'ambassade d'Egmont n'était pas encourageant, et personne ne s'offrait pour lui succéder. Enfin, la duchesse parvint à décider Berghes et Montigny, deux grands seigneurs flamands attachés au roi et à la foi catholique autant qu'à leur pays. Montigny, qui avait déjà rempli une mission de ce genre, devait en connaître

mieux que personne l'inutilité et le danger. Quant à Berghes, blessé à la jambe par un accident, il se fit de sa blessure un prétexte pour différer son départ. Montigny quitta Bruxelles le 29 mai. Il s'arracha à regret des bras d'une jeune femme qu'il venait d'épouser, en la laissant enceinte d'un fils que son père ne devait jamais voir. Les conseils de ses amis ne purent le retenir. Comme Egmont, il marcha en aveugle au-devant de sa destinée. Berghes, guéri de sa blessure, le suivit un mois après, sourd comme lui aux avis de la prudence.

Le 18 juin, Montigny était rendu à Madrid. Philippe le reçut avec une bienveillance marquée. Il le retint seul avec lui pendant des heures entières, et le laissa dire tout ce qu'il voulut sur l'inquisition et sur les édits. Montigny revit plusieurs fois son maître sans pouvoir en tirer autre chose que de vagues promesses d'une visite aux Pays-Bas. Du reste, Philippe n'épargna rien pour dissiper ses soupçons : il lui montra, avec une grande affectation de confiance, sa correspondance avec la duchesse, et l'invita à assister aux séances du conseil d'État pour y défendre les intérêts de la Flandre. Dans ce conseil, où siégeaient tous les grands noms de la monarchie, on avait admis, par pure forme, trois Flamands dont l'humble voix osait à peine se faire entendre en si noble compagnie. Les débats furent animés. Montigny, abandonné à lui-même, montra une fermeté qui l'honore. Il se plaignit amèrement de voir « les nobles des Pays-Bas responsables de « désordres qu'ils ne pouvaient empêcher, et supplantés « par les seigneurs espagnols, qui voulaient leur com- « mander ni plus ni moins qu'aux nobles de Milan ou « de Naples. *Mais les Belges*, ajouta-t-il, *ne veulent « souffrir cela d'aucune manière*, et c'est là la vraie « cause des troubles. » Le conseil imita son maître et

laissa parler Montigny, en s'abstenant de rien décider jusqu'à l'arrivée de Berghes.

Ainsi, à Madrid comme à Bruxelles, au fond de toute question politique se cachait toujours la question religieuse, secret ressort qui fait tout mouvoir dans les sociétés humaines. Tout le monde était d'accord pour conseiller à Philippe de venir, mais « sans Espaignolz, » et en se faisant précéder, pour rendre son nom populaire en Flandre, de la suppression de l'inquisition et des *placards*. En attendant, un édit de *modération*, rédigé par le conseil privé, fut publié le 3 juillet. La religion catholique y était seule permise. Toute réunion religieuse était interdite, la lecture des livres saints défendue, quand on n'avait pas étudié la théologie dans une université du pays. Les ministres, anciens, diacres et instituteurs réformés devaient être pendus et leurs biens confisqués ; 600 florins étaient promis à qui livrerait un ministre à la justice. Les assistants armés à un prêche étaient punis de l'exil ; les autres châtiés à la discrétion du juge. On pardonnait, il est vrai, aux hérétiques qui abjuraient entre les mains de l'évêque ; mais, en revanche, on frappait de mort tous ceux qui recevaient un ministre sous leur toit, et les parents et les maîtres étaient responsables pour leurs parents et leurs domestiques.

Au fond, malgré quelques adoucissements relatifs, comme le glaive et la potence substitués au bûcher, l'odieuse pénalité de Charles-Quint était maintenue. Ce prétendu moyen terme entre l'inquisition et la liberté de conscience ne satisfit personne. Philippe trouva que sa sœur avait trop concédé, et la Flandre qu'on ne lui concédait pas assez. L'opinion, toujours difficile à tromper, fit justice de cette parodie de clémence. La duchesse fut

accusée de mentir à toutes ses promesses, puisqu'elle s'était engagée, en attendant la décision du roi, à suspendre toute procédure en matière d'hérésie.

Arrêtons-nous pour jeter un coup d'œil sur les progrès toujours croissants de la Réforme dans les Pays-Bas. A ce moment, la liberté religieuse y existait partout, de fait sinon de droit. Trois grandes sectes se partageaient les partisans des nouvelles doctrines. La première en date, le luthéranisme, comptait peu d'adhérents en Flandre; mais la qualité suppléait au nombre. Orange, sans en faire montre, était en réalité le chef de ce parti, politique plus que religieux, qui comptait dans ses rangs quelques-uns des plus grands noms des Pays-Bas. Les anabaptistes, plus nombreux, appartenaient aux rangs les plus humbles de la société. Leur vie était pure, leurs mœurs simples et douces; on ne peut s'expliquer les rigueurs dont ils étaient l'objet qu'en se rappelant leurs excès en Allemagne, et l'horreur soulevée par leurs doctrines antisociales. Enfin, les calvinistes, grâce au voisinage de la France et à l'affinité de sa langue et de ses mœurs avec celles des Wallons, dominaient parmi les réformés des Pays-Bas. Les bannis, qui commençaient à rentrer, rapportaient avec eux les doctrines de Genève. Les prédicants français affluaient partout, et leur nombre, leur audace, allaient grandissant chaque jour. Le Hainaut, le Luxembourg et l'Artois avaient, il est vrai, repoussé les prêches; mais partout ailleurs la Réforme était devenue le drapeau d'une double insurrection contre l'Espagne et contre l'inquisition. Le terrain se minait tout doucement sous les pieds du pouvoir. Qu'on laissât quelques mois seulement les choses aller ainsi, et la Flandre échappait à la fois à Rome et à Philippe II! Les prédicants, qui d'abord s'étaient contentés de prê-

cher à huis clos, dans quelques villages écartés des routes, dans les carrières, dans les bois, se montraient déjà dans les faubourgs des villes, encouragés par la connivence des autorités. Les auditeurs accouraient par centaines d'abord, et bientôt par milliers. Plus de local assez vaste pour les contenir. On se réunissait dans les champs, à la face du ciel, comme dans nos Cévennes, autour des *pasteurs du désert*, le ministre au centre, à peine abrité par une chaire grossière, autel improvisé d'où l'Esprit descendait sur la foule attentive. Les femmes, les enfants, les vieillards se rangeaient autour de lui. Derrière cette troupe sans défense se tenaient, debout comme un rempart vivant, les hommes armés d'épées ou d'arquebuses. Des sentinelles à cheval veillaient, prêtes à se replier sur l'assemblée à la moindre apparence de danger. Une barricade de charrettes ou d'arbres abattus fermait le chemin à toute attaque. Les prêcheurs, pour la plupart, étaient des artisans ou des moines défroqués; leur éloquence familière, triviale même, remuait profondément les masses, sans jamais dépasser leur niveau. Tous les genres, tous les tons se mêlaient dans ces étranges sermons : le rire y succédait aux larmes, l'ironie à la foi. De grossiers lardons contre les moines y soulevaient les risées de la foule; parfois aussi l'orateur, parlant toujours en face du supplice, s'inspirait du danger même et de l'émotion des auditeurs pour s'élever plus haut, et trouver le chemin de leur conscience et de leurs cœurs.

Parfois aussi, c'étaient des hommes de science et de talent, comme ce Junius, que Scaliger appelle « le plus « grand des théologiens depuis les apôtres; » ou bien des nobles, comme ce Péregrin de la Grange, natif de Narbonne, qui gardant, même sous la robe du pasteur, les habitudes du gentilhomme, arrivait à cheval sur son

champ de mission, et annonçait à l'assemblée, par un coup de pistolet, que le sermon allait commencer. Quant à l'auditoire, tous les âges, tous les rangs s'y trouvaient confondus. Les mobiles les plus divers y amenaient les assistants. Les uns, c'était la curiosité et le désir de rire aux dépens des moines; d'autres, le chant des psaumes, entonnés par cette foule émue qui n'avait plus qu'une âme et qu'une voix, et répétés avec une sauvage harmonie par les échos de la forêt. Bon nombre enfin, fatigués d'une religion qui ne parlait qu'aux sens, venaient pour entendre un homme, un pécheur comme eux, qui, dans une langue que tous comprenaient, réveillait en eux le sentiment de leurs péchés, et les conduisait aux pieds de leur Sauveur, au lieu de mettre, entre Dieu et l'âme humaine, la Vierge et les Saints. L'effet était immense, indescriptible; des larmes coulaient de tous les yeux, des sanglots soulevaient toutes les poitrines; les mains se cherchaient pour s'étreindre; dans son voisin chacun sentait un frère; ceux mêmes qui n'avaient cru assister qu'à un spectacle, atteints par l'épée à deux tranchants de la parole de Dieu, s'en retournaient chez eux, gagnés à leur insu par cette vertu secrète qui sort de l'Évangile.

Chose étrange! les deux Flandres, si catholiques aujourd'hui, furent les premières envahies. Sous les murs de Gand, vers le mois de mai, s'était tenu le premier prêche public. Bientôt le mouvement, purement calviniste, gagna les provinces du nord. La Hollande, ce peuple sérieux, qui tient à la fois de l'Anglais et de l'Allemand, et a leurs qualités sans avoir leurs défauts, était mûre pour la Réforme. Le premier prêche en plein air y eut lieu près de Harlem. Le prédicateur était un moine converti, comme Luther, qu'il rappelait par sa verve familière. En vain on essaya de fermer les portes

de la ville; le peuple escalada les murs, les plus pressés franchirent à la nage le lac de Harlem. Il fallut ouvrir les portes, et la foule victorieuse se rua comme un torrent vers le prêche. Bientôt dix mille voix chantèrent ensemble les psaumes du Roi-Prophète dans la langue nationale, dont l'écho vibrait dans chaque cœur. Quatre heures durant, le prédicateur, pauvre de mine, chétif et faible comme saint Paul, tint l'assemblée captive sous le charme de sa parole. A dater de ce jour, la Réforme prit possession de la Hollande; elle y enfonça dans le sol cette forte racine que tant d'orages n'ont pas pu arracher, tandis qu'à la première secousse, elle devait disparaître de celui de la Flandre.

Le centre du mouvement réformiste, dans les Pays-Bas, était Anvers. Le 13 juin, le premier prêche public s'y tint hors de la ville et en secret. Ces assemblées, peu nombreuses d'abord, s'accrurent rapidement. Bientôt, plus de vingt mille personnes s'y trouvèrent réunies. Anvers regorgeait de protestants de toute secte et de tout pays; proscrits ailleurs, ils venaient s'y établir, et y répandre leurs doctrines. Junius était l'agent le plus actif de cette propagande souterraine. Quand les magistrats auraient voulu résister, ils ne l'auraient pas pu; sous peine d'être emporté par le flot, il fallait lui céder. Bientôt, les clefs de la ville furent aux mains de la populace; les calvinistes, se mettant à la tête du mouvement, levèrent des contributions, et donnèrent des gardes aux ministres pour veiller sur leur vie. L'émeute s'organisait et prenait peu à peu les allures d'un gouvernement. Saisis d'épouvante, les riches marchands commençaient à songer au départ; car déjà les réformés, enhardis par l'impunité, demandaient hautement un lieu de culte dans l'enceinte de la ville.

Il fallait aviser : le gouvernement, désarmé à Anvers, ne l'était pas à Bruxelles. Là, tout ce que les réformés osaient faire, c'était de parcourir les rues la nuit, en chantant des psaumes et en criant : « *Vivent les gueux !* » L'édit du 3 juillet n'avait fait qu'irriter l'opinion et montrer l'impuissance du pouvoir; aussi demeura-t-il comme non avenu; Anvers même refusa de le publier. Les troupes manquaient et l'argent plus encore. Les placards n'étaient plus qu'une lettre morte. Les milices, quand elles ne se joignaient pas aux rebelles, refusaient d'agir contre eux. Les troupes régulières, voyant leur solde arriérée et le pays soulevé contre elles, avaient fini par secouer toute discipline. Elles se cantonnaient de force dans les villages pour y vivre aux dépens du paysan. La duchesse regardait avec anxiété du côté de la France, tremblant de voir sortir de terre une armée de huguenots. Hors de son petit cercle de conseillers, elle n'avait plus personne à qui se fier. Les partisans de la répression se sentaient désarmés. Egmont, en plein conseil, engageait la duchesse à braver la défense du roi, et à convoquer les états généraux ; car si elle tardait trop, ils finiraient par se convoquer eux-mêmes. Orange appuya la convocation, « quoi qu'il fût déjà bien tard, » ajouta-t-il d'un air menaçant. La duchesse avait longtemps défendu le prince auprès de son frère ; mais elle commençait à se défier de lui, comme de ces eaux dormantes qui cachent un abîme. Malgré son catholicisme officiel, on le savait luthérien au fond du cœur. On lui prêtait la pensée de réunir toutes les sectes qui morcelaient la Réforme; pensée trop grande pour ce siècle intolérant, et que le nôtre même a pu concevoir, mais non réaliser encore.

Le nœud de la situation était à Anvers, et Marguerite le sentait. Elle essaya de commander au risque de

n'être pas obéie. Elle donna l'ordre de chasser d'Anvers tous les Français qui ne pouvaient pas prouver qu'ils y étaient retenus par le commerce; d'interdire les assemblées dans la ville, et de les disperser dans la campagne. Au même moment les réformés adressaient une requête au *magistrat :* « Leur nombre, y disaient-ils, s'était tel« lement accru que les assemblées secrètes n'étaient plus « possibles. S'ils allaient armés au prêche, c'était pour « se défendre, mais ils étaient prêts à quitter les armes, « si on leur assignait un lieu dans la ville où ils pussent « s'assembler sans crainte. » (*Gr. chron. de Hollande,* II, III). Le dimanche suivant, luthériens et calvinistes se réunirent dans la campagne, les derniers seuls au nombre de quatorze mille. Après le prêche ils ramenèrent en triomphe dans la ville le ministre calviniste.

Bientôt Bréderode arriva à Anvers. L'effervescence dès lors fut à son comble. Le *magistrat,* à bout d'expédients, supplia la duchesse de transférer sa résidence à Anvers; mais Marguerite se souciait peu de se remettre aux mains d'une populace hérétique et factieuse. Elle hésitait encore, quand les notables lui demandèrent d'envoyer à Anvers le prince d'Orange, *burgrave* de la ville, pour y rétablir l'ordre, et la duchesse s'y résigna enfin, malgré toutes ses méfiances. Egmont fut chargé de se rendre en Flandre, où la Réforme faisait des progrès menaçants. Bréderode enfin fut sommé de quitter Anvers, mais il refusa d'obéir. Le prince se décida, sur les instances des habitants et de la duchesse elle-même, à se charger de cette lourde responsabilité. Son entrée dans la ville, le 13 juillet, fut vraiment triomphale. Bréderode était venu au devant de lui, à la tête d'un nombreux cortége de gentilshommes et de notables, tous à cheval. La route était couverte d'une foule compacte. Des acclamations

frénétiques saluaient partout le passage du prince. On chantait des psaumes, on criait : « Vive Orange, vivent les *gueux!* » et Bréderode n'y épargnait pas ses poumons. la foule serrait de si près Guillaume, qu'à peine pouvait-il se frayer un chemin. Toujours sobre au milieu de cette ivresse populaire, il essaya, mais sans succès, de faire taire ces cris séditieux. C'est au milieu de ce bruyant cortége qu'il arriva à son hôtel où le corps du *magistrat* l'attendait pour le féliciter.

Il faut rendre justice à ce noble caractère, si souvent accusé de duplicité : sa conduite à Anvers fut celle d'un sujet loyal, dévoué à son pays et à son roi. Ses jours, ses nuits mêmes furent consacrés à rétablir l'ordre. La faiblesse des magistrats municipaux avait laissé tomber le pouvoir aux mains du peuple. Toute autorité était suspecte, et partant ennemie. Le premier soin du prince fut de ramener la confiance. Son nom, ses services le rendaient le seul médiateur possible entre la Flandre et son gouvernement. Il eut plusieurs entrevues avec les chefs des réformés; ne pouvant les faire renoncer aux prêches, il obtint du moins qu'on s'y rendît sans armes. Le lendemain de son arrivée, il y en eut deux : l'un le matin, l'autre le soir. Le 15, nouvelle assemblée des « sectaires, avec baptêmes et mariages à leur mode. » Le 17, le prince exposa au grand conseil son plan pour assurer l'ordre public : supplier la régente de convoquer les états généraux; en attendant, faire cesser les prêches, interdire, sous des peines sévères, à tout habitant d'y assister. Sur le premier point, tout le monde fut d'accord. Quant aux prêches, tout ce que le prince put obtenir, ce fut qu'ils n'auraient lieu que dans les faubourgs, à huis clos et sans bruit, et que la force armée serait sur pied pour réprimer tout désordre. Il voulait

que, dans ce but, la cité levât un corps de douze cents bourgeois; mais les magistrats s'y refusèrent. Enfin Guillaume réunit les *nations* d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne et d'Angleterre, et les engagea à continuer leur trafic, et à rappeler ceux de leurs nationaux qui avaient déjà quitté Anvers.

En revanche, la conduite de la régente n'était qu'une longue hypocrisie. De l'avis même du conseil d'État, les états généraux étaient le seul moyen de salut pour un pays que menaçait une révolution sociale, cachée derrière la révolution religieuse. Les états généraux ! tel était le cri public. On ne parlait plus de l'inquisition ni des placards; c'étaient deux points gagnés, deux digues emportées; tous les efforts se réunissaient contre la dernière, l'autorité royale, qu'allait annuler la convocation des états. La régente, forcée dans ses derniers retranchements, promit d'écrire au roi dans ce sens. On lui fixa un délai de vingt-cinq jours pour attendre la réponse. Elle écrivit donc à son frère une lettre ostensible où elle lui proposait la convocation des états, « non comme un « remède, mais comme un pis-aller qu'il fallait encore « préférer à la guerre civile, inévitable sans cela. » Mais une lettre en chiffres du 18 juillet nous révèle sa secrète pensée. « La convocation n'est qu'un prétexte. Ce qu'on « veut, c'est la liberté de conscience et le pardon géné- « ral... Aussi se flatte-t-elle d'avoir rendu un grand ser- « vice au roi en refusant de consentir à la convocation. (*Corresp. de Ph. II,* p. 432.)

Même duplicité dans ses relations avec le prince. Dans chaque lettre, elle lui témoigne sa vive gratitude. « Elle voudrait à la fois l'avoir près d'elle à Bruxelles « et à Anvers, où ses bons offices lui sont si précieux. » Puis, derrière lui, elle écrit à son frère « qu'elle sait, de

« source sûre, qu'il provoque sous main les troubles « qu'il a l'air d'apaiser; qu'il veut s'emparer des Pays-« Bas pour les partager avec ses amis. » (Strada, V, 207.) Le roi, de son côté, écrit au prince en termes non moins affectueux : il ne veut pas accepter sa démission, il le remercie de ses services avec une cordialité vraiment touchante. Enfin, à la même date, Armenteros écrit au roi « qu'il a tâché de nouveau de pénétrer les desseins du « prince sans pouvoir y réussir; mais le fond de tout, « c'est que le prince a changé de religion. Il se sent fort « de l'appui qu'on lui a offert d'Allemagne, *et se prépare « de longue main à la défense qu'il sera forcé de faire « contre le roi.* » Armenteros avait touché juste, et Philippe en fut frappé, car il écrivit de sa main sur la lettre, « Personne ne me l'a encore dit aussi clairement. »

Dans ces graves conjonctures, Marguerite (*Corresp.*, p. 431), il faut bien en convenir, ne manqua ni de décision ni d'activité. On la voit renforcer les garnisons, essayer de lever des troupes, sans succès, faute d'argent; en demander au clergé qui n'en donne que d'une main avare; stimuler enfin le zèle des magistrats, et inviter tous les bons citoyens à prêter main-forte à la loi. Des placards menaçants, partout affichés, rappellent les terribles pénalités contre l'hérésie. Puis, dans le sentiment de son impuissance, elle écrit à son frère : « Je suis forcée, avec douleur et angoisse d'esprit, de dire à Votre « Majesté que, nonobstant tous mes efforts, je ne puis « empêcher les prêches. » Ailleurs, elle se plaint avec amertume « qu'après tout ce qu'elle lui a écrit, il la « laisse ainsi, au milieu des embarras les plus pressants, « sans aide et sans ordres, marcher en tâtonnant et au « hasard... Le bruit court qu'il doit arriver à Bruxelles « quarante ou cinquante mille sectaires armés, conduits

« par un chef dont le nom n'est pas encore connu. Le « comte d'Egmont, il est vrai, a offert de réduire par « les armes les perturbateurs, et de n'épargner ni frère « ni fils, ni sa propre vie pour le service de Dieu et du « roi... mais il ne veut pas être le premier. » (*Ibid.*, p. 428.)

A Anvers, malgré les loyaux efforts du prince d'Orange, les prêches publics n'en allaient pas moins leur train : l'un d'eux réunit jusqu'à vingt-cinq mille personnes. La Hollande et la Zélande réclamaient la présence de leur gouverneur. La Réforme y faisait des progrès moins rapides, mais plus durables que dans le midi. Les confédérés, enhardis par leurs premiers succès, se préparaient à frapper quelque grand coup. Une assemblée générale avait été convoquée à Saint-Trond pour le 14 juillet. L'évêque de Liége, suzerain de cette ville, essaya en vain de s'y opposer; les habitants ouvrirent les portes à Louis de Nassau. Bréderode arriva bientôt avec plus de deux cents gentilshommes à cheval, vêtus de drap gris, avec les insignes de la *gueuserie* et le faisceau de flèches brodé sur leurs habits. Les tavernes du pays ne suffisaient pas à les loger; la plupart campèrent en plein champ, et la débauche et l'ivrognerie servirent de prélude aux délibérations.

Les confédérés arrivaient à Saint-Trond avec des instructions et des vues fort diverses : beaucoup de catholiques, entraînés dans la ligue par la haine de l'Espagne, voyaient de mauvais œil les prêches publics, et détestaient l'inquisition sans aimer la Réforme. Les gens sages s'alarmaient de ces délibérations tumultueuses d'où rien de sensé ne pouvait sortir. La conférence s'ouvrit enfin. Rien ne peut donner une idée du désordre qui régnait dans ce ramassis confus de plus de quinze cents gentils-

hommes armés qu'entourait une foule immense d'artisans, de mendiants, fraternisant avec les nobles et criant à pleins poumons : Vivent les *gueux!* Bréderode était le président né d'un semblable congrès; mais on regrette de voir un Louis de Nassau y compromettre son nom. Guillaume n'assista point aux conférences. Il se méfiait des chefs, qu'il connaissait trop bien, et nourrissait encore contre les calvinistes toutes les préventions luthériennes. « Ce sont gens, écrivait-il à son frère, qui, du « peu de bon semblant qu'on leur fait, prennent un « grand pied et audace. Il faut leur donner si peu d'es- « poir que faire se pourra de les assister *en ces prêches* « *désordonnés.* » (*Archiv.*, II, 158.) Mais les sages conseils du prince n'étaient nullement du goût des confédérés. Luthériens et calvinistes se réunirent pour implorer leur protection dans une requête où le nom du roi était remplacé par celui des états généraux, et où la menace perçait sous une feinte soumission. Les confédérés, loin de repousser cette requête, comme Guillaume le leur conseillait, n'hésitèrent pas à garantir, par écrit, au peuple « qu'on ne lui ferait aucune violence pour le fait « de la religion jusqu'à ce que, par les états généraux, « il en fût autrement ordonné; à condition que ledit « peuple se conduirait modestement, en se soumettant « à la résolution des états. »

Mais ce n'était pas le tout de promettre, il fallait tenir. Si étourdis que fussent les confédérés, ils sentirent pourtant qu'un engagement de ce genre les menait droit à l'échafaud ou à la guerre civile, et qu'il fallait choisir. Le plus pressé, c'était de s'assurer des appuis à l'étranger. Les princes luthériens d'Allemagne, gagnés par Orange, s'étaient peu à peu résignés à trafiquer avec la ligue du courage de leurs sujets. Condé et Coligny, un

œil sur la France, l'autre sur les Pays-Bas, offraient leurs bandes huguenotes, prêtes à combattre pour leur cause sainte sur l'Escaut comme sur la Loire. Mais les vieilles préventions contre la France firent préférer aux Belges l'appui des luthériens. Du reste, les menées de Philippe II en Allemagne avertissaient les confédérés de se tenir sur leurs gardes. Aussi décidèrent-ils, comme mesure de sûreté, de lever quatre mille chevaux et trente enseignes de piétons, de l'aveu d'Orange, qui, tout en se tenant à l'écart, dirigeait la politique de la ligue.

Guillaume était toujours à Anvers, contenant à grand'-peine ce flot qui montait toujours et ne reculait jamais. Il usait son influence à empêcher les réformés de tenir dans la ville leurs assemblées, devenues presque journalières. Ce que la duchesse redoutait par-dessus tout, c'était un coup de main sur Bruxelles. Renonçant à dissoudre les conférences de Saint-Trond, elle se décida, bien à regret, à charger Egmont et Orange de négocier avec les confédérés. Mais Guillaume ne pouvait quitter Anvers, où sa présence maintenait seule une espèce d'ordre dans le désordre : une entrevue eut lieu à Duffel, près d'Anvers, entre les délégués de la régente et les chefs des confédérés. Les exigences des rebelles croissaient avec les concessions de Marguerite. Coligny leur avait fait dire de tenir bon, qu'il marcherait bientôt à leur secours avec quatre mille chevaux. Il fallut renoncer à s'entendre, et la conférence fut rompue.

Les confédérés, enhardis par le succès, résolurent de traiter directement avec la duchesse, se flattant d'avoir meilleur marché d'elle que de ses conseillers. Louis de Nassau se chargea de l'ambassade, à la tête de onze gentilshommes que, par une assez triste plaisanterie, on appela « *les douze apôtres.* » Les députés se présentèrent

au palais, vêtus de gris, avec les insignes de la confrérie des *gueux*. La régente ne prit pas la peine de leur cacher son déplaisir : sans daigner même leur adresser la parole, elle chargea Egmont de les conduire au conseil d'État; mais ils refusèrent de s'y rendre, et la régente dut se résigner à leur donner audience.

Marguerite reçut « les douze apôtres » avec une hauteur mal déguisée. Sans se laisser intimider par ses airs de dédain, ils lui présentèrent leur requête. En la comparant à la première, on pouvait mesurer tout le chemin qu'ils avaient fait. « Au lieu d'exciter le peuple à tenir « des prêches, y disaient-ils, nous avons cherché par « tous les moyens à les prévenir. Puis, voyant que nous « ne pouvions le dissuader, nous l'avons laissé faire... « Que quelques-uns de nous approuvent les prêches, nous « ne le nions pas; mais nous savons que leur religion ne « les empêchera pas de remplir leurs devoirs envers le « roi... Si nous avons été forcés de *nous faire des amis « en certain pays*, c'est pour nous aider dans le cas où « l'on voudrait procéder aux voies de fait contre nous. « Mais comme notre but a toujours tendu au service « du roi et du pays, nous supplions humblement Votre « Altesse de promettre qu'on n'attentera rien contre « nous. »

Non contents de parler en leur nom, ils présentèrent ensuite la requête des réformés flamands. Ceux-ci offraient « de déposer les armes et de se soumettre *à tout « ce qui serait ordonné par les états généraux*, pourvu « qu'on leur donnât l'assurance qu'il ne leur serait fait « aucune violence; sans quoi, *force leur serait d'avoir « recours à d'autres pour s'appuyer sur eux.* » — « Et « nous craignons fort, ajoutèrent les envoyés, qu'ils ne « veuillent introduire en ce pays les Français, nos an-

« ciens ennemis. Par cet avertissement, nous croyons « nous être acquittés de notre devoir; et si, après, il « arrive d'autres inconvénients, nous n'en serons nul« lement responsables, nous offrant, comme fidèles ser« viteurs du roi, à nous employer en tout, et à mou« rir pour le service de Votre Altesse. » (*Gr. chron. de Holl.*, II, 107-110.)

Marguerite fut atterrée de tant d'audace, et la requête lui parut « amère au palais et difficile à digérer ». Elle jugea, non sans raison, que des vassaux ne tenaient pas à leur suzerain un pareil langage sans avoir derrière eux une force capable de l'appuyer. La méfiance était égale des deux parts : à Saint-Trond comme à Bruxelles, on redoutait un coup de main. Meghem pressait la duchesse de se retirer au château de Gand. Mansfeld avait rompu avec les confédérés; personne ne pouvait plus rester neutre dans le conflit. La lutte était inévitable et prochaine. Les nobles exigeaient que la duchesse remît ses pleins pouvoirs à Egmont, à Orange et à Hornes; qu'aucune levée de troupes ne se fît sans leur aveu, et que les capitaines fussent nommés par eux. En d'autres termes, c'était demander à la régente et au roi d'abdiquer. De leur côté, les confédérés n'étaient pas sans crainte : ils répandaient partout le bruit que « le roi avait « fait demander à la France passage pour des troupes « espagnoles, et que le duc de Savoie devait se mettre à « leur tête pour envahir les Pays-Bas; que le clergé de « Flandre avait fait les frais de cet armement par un « *don gratuit* de 500,000 florins. » Tous ces bruits n'étaient pas fondés, mais pouvaient le devenir d'un jour à l'autre. Moins Philippe menaçait, plus on avait à craindre. Avec la méfiance publique croissait l'audace des confédérés, dont le salut maintenant était de tout

oser; car, dans la voie où ils étaient entrés, on pouvait aller en avant, mais non reculer. La duchesse, de plus en plus effrayée, eut recours à ses conseillers. Tous, sauf Viglius, furent d'avis qu'il fallait céder.

Tout se précipitait vers une crise. Éclaterait-elle dans les Pays-Bas? serait-ce l'Espagne qui attaquerait la première? nul ne pouvait le dire. Mais Philippe n'était pas prêt, et la révolution marchait plus vite que lui; elle était décidée qu'il hésitait encore. Ses lenteurs avaient tout perdu, brisé le nerf du pouvoir, irrité l'opinion, accru les forces et l'audace de la ligue et des réformés. La Flandre se sentait majeure, et voulait désormais se gouverner elle-même.

Le roi, harcelé par sa sœur, demandait en vain à son conseil une décision qu'il n'avait pas. Mais enfin les progrès de la Réforme et la crainte de voir les Pays-Bas échapper à l'Espagne mirent un terme à ses indécisions. Une nouvelle lettre, datée du bois de Ségovie, le 31 juillet, vint confirmer la première et répéter à la Flandre son arrêt. « Le roi commence par exprimer sa surprise « de voir les troubles des Pays-Bas durer et s'accroître. « Il ne se rend pas compte de ce qui a pu les provoquer; « il ne voit pas qu'on puisse reprocher aux tribunaux « d'avoir agi avec trop de rigueur, au roi d'avoir rien « changé aux édits existants. Néanmoins, il veut bien « supprimer l'inquisition papale, mais non celle des évê- « ques. Il n'approuve pas le projet de modération, qui ne « contenterait personne; il charge sa sœur d'en préparer « un autre, qu'on aura soin de lui soumettre. Il con- « sent à ce que la régente adoucisse la pénalité contre « les hérétiques; mais il se réserve le droit de revoir et « d'approuver ces concessions. Comme il n'a jamais eu « d'autre inclination que de traiter ses sujets *par voie*

« *d'amour et de clémence*, il veut bien que la régente « publie une amnistie quand tous les troubles auront « cessé; mais elle ne doit s'étendre qu'au passé, et il « faut d'abord que toute ligue et confédération prenne « fin. Les affaires de son royaume ne lui permettant pas « de se rendre aux Pays-Bas avant l'hiver, il annonce « son arrivée pour le printemps prochain. Il promet à « sa sœur un renfort de dix mille fantassins et de trois « mille chevaux, et 300,000 écus par le premier cour- « rier. Il enjoint à la duchesse de ne convoquer, à au- « aucun prix, les états généraux, car *il n'y consentira « jamais*. Enfin, il l'invite à publier ses résolutions « dans des termes moins absolus, et comme une me- « sure de transition, afin de réserver l'avenir, et de ne « pas pousser le pays au désespoir. » (*Correspond. de Marguer. d'Autr.*, p. 95-105.)

Certes, une amnistie ainsi restreinte n'avait pas grande portée, et pourtant la conscience du monarque en fut troublée. Par un acte passé devant notaire, le 9 août, le roi déclare que comme, « en autorisant la du- « chesse à accorder un pardon commun, il ne l'a fait ni « librement, ni spontanément, il n'entend pas être lié, et « se réserve le droit de punir les auteurs et fauteurs de « séditions. » Il fait dire au pape Pie V que « si Sa Sain- « teté n'a pas été consultée, c'est qu'on n'en a pas eu le « temps; mais qu'il vaut peut-être mieux que la chose « se soit faite ainsi, car elle ne peut avoir de force « sans l'aveu du saint-père. Seulement, il sera bon de « garder le secret. Du reste, Sa Sainteté peut être assu- « rée que jamais le roi n'approuvera qu'on affaiblisse le « châtiment dû aux hérétiques; et quant au pardon, le « roi ne l'accordera qu'en ce qui le touche, et là où il « a droit de le donner. » (*Corresp. de Ph. II*, I, 443.)

En effet, Pie V, ce pape fanatique dont Rome a fait un saint, comme pour canoniser en lui l'inquisition faite homme, s'était alarmé des progrès de l'hérésie dans les Pays-Bas. Il y avait envoyé en juin un nonce offrir à la duchesse tout l'appui dont le saint-siége pouvait disposer, argent, bulles, brefs, etc... Marguerite n'osa pas accepter sans l'aveu de son frère, mais elle fit à l'envoyé de Pie V le meilleur accueil : elle le rassura en lui montrant les lettres du roi, et le nonce se retira édifié de la piété de la duchesse et de *Sa Majesté Catholique*. Du reste, l'on savait fort bien à Rome à quoi s'en tenir sur la sincérité de Philippe quand il promettait de se rendre dans les Pays-Bas. « Je sens jusqu'à la moelle des os, « écrivait le perspicace Granvelle, avec une douleur qui « n'était pas jouée, que personne à Rome ne croit au « voyage de Sa Majesté dans ces provinces. » (*Corresp. de Ph. II,* t. II, p. 318.)

Nous connaissons maintenant Philippe tout entier. S'il semble entrer dans les voies de la clémence, on voit qu'il s'est assuré, pour en sortir, une porte de derrière. S'il octroie le pardon au Pays-Bas, c'est Albe qu'il chargera de le leur porter. En même temps, fidèle à ses habitudes de duplicité, il écrit de sa main au prince d'Orange et à Egmont. Au prince, il exprime toute sa satisfaction des services rendus par lui à Anvers. Il n'épargne rien pour endormir sa méfiance : il lui parle, avec une franchise étudiée, des bruits qui courent sur le comte Louis son frère. « Peut-être même serait-il plus sage de lui faire « quitter pour un temps les Pays-Bas. » Au comte d'Egmont, il exprime la confiance, « qu'il s'attachera à faire « cesser les troubles avant qu'il ne faille employer la force, « *n'abhorissant rien tant que les voies de rigueur,* surtout « envers ses vassaux des Pays-Bas. » (*Corresp.*, I, 437.)

Mais le double ferment de l'insurrection et de la Réforme soulevait la Flandre entière. En dépit des lenteurs de Philippe II, les événements allaient marcher, et d'un tel pas que ses résolutions, toujours tardives, auraient peine à les suivre.

CHAPITRE II.

LES BRISEURS D'IMAGES.

1566.

Les révolutions de la nature ont leurs lois, destinées à maintenir dans ses désordres même une sorte de menaçante régularité. Les révolutions qui changent la face des sociétés humaines ont aussi leurs lois, plus difficiles à saisir, parce qu'il s'agit ici de créatures intelligentes et libres, dont les passions entrent dans le plan divin, et dont les égarements même attestent encore la liberté. Ainsi, une loi commune aux trois révolutions des Pays-Bas, de l'Angleterre et de la France, c'est que les grands mouvements populaires descendent d'ordinaire du faîte des sociétés à leur base, à l'inverse de l'Évangile, parti d'en bas pour arriver en haut. Dans ces trois pays, inégalement libres et prospères, l'impulsion révolutionnaire est partie des classes élevées pour pénétrer de là dans les rangs inférieurs, où elle change bientôt de nature et d'esprit. Tant que dure, comme en Belgique, de 1562 à 66, ou en France, de 1789 à 91, cette imposante unanimité qui fait d'un peuple un seul corps, mû par une seule âme, les révolutions sont un des plus nobles spectacles qu'il ait été donné à l'historien de décrire et à

l'esprit de contempler. Mais quand cet idéal, un instant réalisé, se dégrade et s'efface, quand les classes diverses, rapprochées par l'injure commune, se séparent, le lendemain de la victoire, pour se ranger chacune sous un drapeau ennemi, alors la force brutale, un instant domptée par de meilleurs instincts, reprend bien vite son empire. Aux élans généreux, aux nobles aspirations, succèdent des instincts plus grossiers. Le peuple, qui a senti sa force, prend en main le sceptre pour en abuser, jusqu'à ce qu'il le perde; triste et instructive leçon que les nations se donnent les unes aux autres, sans jamais en profiter.

C'est une fine observation de Prescott (II, 53) que les prêches publics ont été, à la révolution des Pays-Bas, ce que les clubs ont été à la nôtre. Bien que tout rapprochement sérieux soit impossible entre deux révolutions, dont l'une eut à sa base l'esprit religieux et l'autre l'égalité (ce qui ne veut pas dire la liberté), l'assertion n'en est pas moins fondée. Chez un peuple habitué à débattre ses intérêts dans de libres assemblées, et sevré brusquement, par le caprice d'un despote, de libertés cinq ou six fois séculaires, les prêches durent tendre, par une pente irrésistible, à devenir en même temps des assemblées politiques. Ces hommes venus de tous côtés, à travers mille périls, pour rompre le pain de vie avec leurs frères dans la foi, avaient besoin, après le service divin, de mettre en commun leurs griefs, et de discuter, dans ces parlements en plein air, leurs chances d'affranchissement. L'ardente parole des prédicateurs excitait encore des passions qu'elle aurait dû calmer. En déclamant sans cesse contre le culte des saints, ils indiquaient aux rancunes populaires le point où elles devaient frapper; et le peuple, dans sa logique grossière, finissait par conclure

que le plus sûr moyen d'extirper l'idolâtrie, c'était de renverser les idoles.

La question, du reste, n'était pas nouvelle. Elle avait déjà été soulevée en Allemagne par Carlostadt, et en Écosse par Knox, disciple de Calvin. Luther, on s'en souvient, avait protesté, avec la fougue impétueuse de sa loyale nature, contre ces égarements populaires, et il était parvenu à les réprimer. Mais Calvin, en tonnant, du haut de la chaire chrétienne, contre le culte idolâtre des images, oublia de désavouer ceux qui, le prenant au mot, se faisaient les exécuteurs des hautes œuvres de la justice divine. Aussi, partout où s'établit le calvinisme, en France, en Écosse, dans les Pays-Bas, les idoles tombent-elles devant lui. Sans doute, c'est rendre un triste hommage à la vérité que d'inaugurer son règne par la violence; c'est dans les cœurs encore bien plus que sur les autels qu'il faudrait détrôner les idoles. Mais pour expliquer les désordres, les violences même que nous allons décrire, il est une chose qu'il ne faut jamais perdre de vue : c'est qu'au nom de ces dieux de pierre et de bois, adorés dans le temple même du Dieu vivant, la plus affreuse persécution pesait, depuis un demi-siècle déjà, sur toutes les âmes pieuses qui se rappelaient la parole de l'Évangile : « Nul ne vient au père que par le fils. » Contre tant d'excès, une réaction était inévitable; blâmable dans ses applications, elle était au fond légitime dans son principe. Après soixante ans de souffrances, patiemment supportées, on peut pardonner aux victimes un jour de revanche, surtout quand leur vengeance ne frappe que sur des objets inanimés. Et puis ne sait-on pas qu'au XVIe siècle, l'idée de tolérance ne pouvait à aucun prix entrer dans les esprits, pas même dans ceux des opprimés?

Chose étrange, c'est de la Flandre, si docile aujourd'hui au joug clérical, que partit le signal de la réaction. Le 14 août, veille de l'Assomption de la Vierge, trois ou quatre cents hommes déguenillés, armés de marteaux et de massues, envahissent les églises de Saint-Omer. En quelques heures, toutes les statues sont brisées, les tableaux déchirés ou brûlés; les stalles en bois ciselé volent en éclats. Personne n'encourage les destructeurs, personne ne les arrête. Les autorités, frappées de stupeur, regardent et laissent faire; la population de la ville assiste en masse à cet étrange spectacle, et ses sympathies sont pour les acteurs. Enhardie par l'impunité, l'insurrection gagne comme une traînée de poudre. Ypres, Valenciennes, Tournay, voient tour à tour l'ouragan s'abattre sur leurs murs. En quatre jours, dans la Flandre seule, quatre cents églises sont dévastées. Bientôt toutes les provinces sont envahies; nulle résistance, ni du pouvoir, ni des autorités locales. Un seul conseil municipal, celui de Bruges, tint tête à l'orage, et sa ferme attitude sauva les églises de la ville. Un seul noble, le seigneur de La Tour, à la tête de ses paysans armés, osa résister aux briseurs d'images, et en coucha cinq cents sur le carreau; le reste se dispersa ou se noya. Mais cet exemple d'énergie ne fut imité nulle part; on peut en conclure que le mouvement était vraiment populaire, et que ceux mêmes qui ne s'y joignirent pas n'avaient nulle envie de l'empêcher.

Au point de vue de l'art, la perte est restée irréparable. L'école flamande de peinture du moyen âge, sœur de celle de l'Allemagne, qu'elle surpasse par l'éclat du coloris, avait lutté avec la sculpture pour décorer les églises des Pays-Bas. Bien des œuvres naïves et charmantes de ces siècles de foi périrent dans la tourmente; l'on peut

juger de ce que l'on a perdu par ce qui a surnagé. La rage insensée des émeutiers s'acharnait sur ces objets inanimés comme sur des êtres vivants. Ce n'était pas assez de les détruire, il fallait les injurier, les battre même, comme pour leur faire payer les persécutions infligées en leur nom. L'art y fit donc des pertes à jamais regrettables, et la religion n'y gagna rien.

La plus splendide merveille de l'architecture religieuse dans les Pays-Bas, c'était la cathédrale d'Anvers. Commencée en 1124, sa majestueuse façade et sa flèche, plus étonnante encore, n'avaient été terminées qu'en 1518. Il n'avait pas fallu moins de quatre siècles, non pour l'achever, car elle ne le sera jamais, non plus que Strasbourg et Cologne, ses rivales, mais pour terminer au moins à l'intérieur son magnifique vaisseau, avec les cinq nefs qui le divisent. Des deux flèches qui devaient porter jusqu'aux nues la cime de cette Babel chrétienne, une seule, haute de 144 mètres (436 pieds), témoigne à la fois de l'audace et de l'impuissance du génie humain. Comme la cathédrale de Séville, celle d'Anvers était à la fois un sanctuaire et un musée consacré aux souvenirs historiques du pays. Trois ou quatre siècles y avaient entassé leurs richesses, et chaque génération y avait laissé la trace de son passage. La Flandre en était fière à bon droit, comme du trophée de sa nationalité religieuse.

Mais depuis la réformation, le prestige avait cessé. Non-seulement tous les réformés, mais bien des catholiques mêmes, las du joug du clergé, et tous ceux qui soupiraient après une réforme, en religion ou en politique, voyaient d'un œil malveillant cet asile de toutes les superstitions du moyen âge. Une procession solennelle où la statue de la Vierge fut portée en triomphe dans

les rues vint ajouter à l'irritation publique. La présence du prince d'Orange parvint à la contenir, et la procession s'acheva à grand'peine au milieu des huées et des sifflets. Le lendemain, une foule immense, railleuse, mais inoffensive encore, emplissait la cathédrale. La statue de la vierge, au lieu de trôner à sa place accoutumée, avait été enfermée dans une chapelle protégée par une forte grille de fer. Bientôt elle devint l'objet des plus grossières plaisanteries : « Marie, petite Marie, « lui criait-on, tu t'es donc cachée dans ton nid ? As-tu « peur ? Te crois-tu à l'abri ? Prends garde, Marie, ton « heure approche ! »

Bientôt un des plus effrontés monte en chaire et y débite, avec une verve bouffonne, une parodie de sermon. Les uns applaudissent, et c'est le plus grand nombre ; d'autres s'indignent. Un marin, fougueux catholique, escalade la chaire pour en déloger le prédicateur intrus. Un affreux tumulte remplit l'église : les projectiles volent, les injures, les cris s'échangent de toutes parts, et les deux combattants, qui se sont pris corps à corps, finissent par rouler ensemble du haut de la chaire. Quelques coups de pistolets sont tirés, le marin, blessé, est emporté hors de l'église, et le parti de la Réforme reste maître du terrain, jusqu'à ce que la nuit vienne enfin renvoyer la foule dans ses foyers, et mettre un terme aux désordres.

Par malheur, le prince d'Orange venait de quitter Anvers, sur les instances de la régente, qui ne pouvait plus se passer de lui à Bruxelles. Abandonnés à eux-mêmes, les magistrats perdent la tête. Au lieu de fermer l'église et de l'entourer de postes armés, ils perdent un temps précieux à délibérer, à parlementer avec les rebelles, à presser le prince de revenir, comme si. avec

lui, l'âme de la résistance était partie. Le lendemain, de bonne heure, le peuple trouve la cathédrale ouverte, les abords libres, pas un soldat pour les occuper. Bientôt l'église est remplie; l'audace croît au peuple avec le nombre. Les gens paisibles, prévoyant des désordres plus graves, s'étaient gardés de venir; le terrain appartenait à l'émeute. Des figures sinistres, telles qu'on n'en voit apparaître qu'aux mauvais jours, se montraient de toutes parts. Cependant la populace, effrayée de sa propre audace, s'arrêtait encore, mais en grossissant toujours, comme l'eau s'amasse devant un obstacle jusqu'à ce qu'elle le surmonte.

Les magistrats se rendent en corps à la cathédrale. Leur intervention toute pacifique maintient quelque temps la foule, et parvient même à lui faire évacuer l'église. La nuit approchait : les magistrats se retirent, et leur départ devient le signal du désordre. Les portes, qu'ils avaient fait fermer, sont enfoncées, et la populace se rue dans la cathédrale. Le chant d'un psaume, entonné par des milliers de voix, donne le signal de l'attaque. La statue de la Vierge est la première en butte à la furie des assaillants. Elle est renversée, accablée d'injures et de coups, et brisée en mille fragments que chacun se dispute comme un trophée. Enhardis par ce premier exploit, les briseurs d'images, au nombre d'une centaine au plus, se répandent dans cet immense vaisseau; le peuple s'abstient, mais les encourage du geste et de la voix. Toutes les statues des saints sont abattues de leurs niches, les fines ciselures gothiques volent sous le marteau. Les chefs-d'œuvre de l'art, les offrandes de la piété, tout est dispersé, broyé, foulé aux pieds, l'œuvre des siècles anéantie en quelques instants. D'ignobles parodies se mêlent au travail de destruction. Des femmes

de mauvaise vie, sorties de leurs repaires avec les ténèbres, prennent les cierges sur les autels, et éclairent les émeutiers dans leur œuvre sans nom. D'obscènes plaisanteries s'échangent entre acteurs et spectateurs. L'hostie est foulée aux pieds, les missels brûlés avec leurs riches miniatures. L'huile sainte est employée à graisser les souliers ; les calices remplis du vin consacré viennent ajouter l'ivresse à la profanation. Une populace avinée revêt sur ses haillons les chasubles étincelantes d'or et de broderies, et parodie les cérémonies du culte. En moins de quatre heures, les soixante-dix chapelles qui décoraient la cathédrale sont saccagées de fond en comble. Les tombeaux des comtes de Flandre ne sont pas à l'abri des outrages ; leurs dépouilles sont foulées aux pieds avec les reliques des saints. Le grand orgue, une des merveilles de l'époque, est mis en pièces. Les images même du Christ ne sont pas épargnées. Un groupe colossal en marbre, représentant le Sauveur entre les deux larrons, décorait le maître-autel ; quelques instants suffisent pour le mettre en pièces. Un autre figurait le Christ au tombeau, et s'élevait au milieu du chœur jusqu'à une hauteur prodigieuse. Les démolisseurs, au péril de leur vie, finirent par le jeter à bas.

Enivrés de leur triomphe, les émeutiers, leur œuvre consommée, sortent de la cathédrale, et se partagent le travail : ils vont promener la dévastation sur tous les sanctuaires de la cité. Partout, dans cette nuit fatale (du 20 au 21 avril), ils trouvent la même complicité de la part du peuple, la même lâcheté, ou la même connivence de la part des magistrats. Les miliciens s'étaient bornés à occuper l'hôtel de ville et le marché ; mais rien n'avait été tenté pour protéger la cathédrale contre cette poignée de factieux que, au milieu de l'inertie du vrai peuple, il

eût été facile de réprimer. Bientôt les couvents sont envahis. Les religieuses, les moines, surpris dans leur lit, se sauvent à la hâte, et errent à demi nus dans les rues. Une heure et dix ou douze hommes suffisent pour saccager une église. Le peuple applaudit ou s'indigne, mais laisse et regarde faire. Les riches marchands, saisis d'épouvante, voyaient déjà la populace déchaînée se reporter des églises pillées sur ces magasins où s'entassaient toutes les richesses du monde. Ils en furent quittes pour la peur : pas une insulte, pas un vol, pas une goutte de sang versé. Les émeutiers eux-mêmes firent justice des pillards : ils mirent à mort sans pitié un des leurs qui avait détourné une faible somme d'argent. Au milieu de sa rage aveugle, la populace resta pure de toute pensée d'intérêt. De pareils exemples se rencontrent au début de toutes les révolutions. Le désintéressement populaire n'a qu'un tort en pareil cas, c'est de ne pas durer.

Après cette terrible nuit, quand le jour se leva sur Anvers, l'œuvre de destruction n'était pas consommée encore. Elle se continua, le front levé, à la clarté du soleil. Elle ne s'arrêta que quand il ne resta plus dans la ville une statue, un tableau, un tombeau même qui fût debout. Le 23 seulement, quand les autorités surent que l'émeute s'attaquait aux armoiries royales, elles sortirent de leur inertie, firent arrêter dix ou douze pillards, et dresser une potence sur le marché. Elles trouvèrent ainsi pour défendre le roi un courage qu'elles n'avaient pas eu pour défendre les églises menacées.

D'un bout de la Belgique à l'autre, les événements d'Anvers eurent un immense retentissement. Partout les émeutiers se remirent à l'œuvre avec une rage nouvelle. Tout ce qui avait été épargné jusque-là subit la loi commune. A Louvain seulement les églises furent sauvées par

la fermeté des bourgeois et des étudiants. Les édifices sacrés restèrent debout, mais toute trace de culte disparut. On eût dit que, dans cette grande commotion, le catholicisme lui-même allait disparaître de la terre. Bientôt le mouvement envahit la Hollande et jusqu'aux extrémités de la Frise ; partout il garda le même caractère de furie railleuse, sans pitié pour « les images taillées, » mais inoffensif pour « les images vivantes. » A défaut des autorités, les ministres réformés essayèrent de mettre une digue au torrent. Leur voix, pour la première fois, ne fut pas écoutée. Les confédérés, effrayés de ce mouvement qui devait leur coûter si cher, tentèrent vainement de le réprimer. Toute force humaine dut céder devant la rage populaire, comme devant un de ces fléaux de la nature dont l'aveugle furie brave toute résistance. En beaucoup de lieux, les églises saccagées furent envahies par le culte nouveau. Un ministre prêcha deux fois en flamand dans la cathédrale d'Anvers : il blâma énergiquement « le bris des images, fait sans le sçu des « ministres » et désavoua hautement « les pilleries et « insolences qui s'étaient ensuivies; » mais ces tardives admonestations restèrent stériles. La dévastation ne s'arrêta que quand l'œuvre fut accomplie sur toute la surface des Pays-Bas.

Plus on étudie cette triste page de l'histoire de la Réforme, plus on se convainc qu'aucun plan préconçu ne présida à ces « grands jours » de la justice populaire. Orange, luthérien au fond du cœur, et peu porté pour les calvinistes, n'a pas besoin d'être lavé du soupçon de complicité dans des excès qu'il avait redoutés et prévus. Il n'est pas jusqu'à l'étourdi Bréderode qui ne blâmât ce qui s'était fait, et ne fît enlever avec convenance les images des églises dans sa ville de Vianen. Sur plu-

sieurs points, les rebelles délivrèrent tous les prisonniers détenus pour hérésie. Devant cet éphémère triomphe de la Réforme, l'inquisition, frappée de stupeur, semble pour un instant enveloppée dans la ruine du culte catholique. En somme, nous ne craignons pas de l'affirmer, malgré tous ces excès, la pensée qui était au fond du mouvement iconoclaste était une pensée religieuse. Le mouvement, tout spontané, ne vint ni d'en haut, ni du dehors. Sans doute il était préparé de longue main par la prédication; mais les ministres qui l'avaient provoqué, unanimes pour le désavouer, furent impuissants pour le contenir.

Un autre trait de cette croisade populaire contre les images, c'est son désintéressement. Aucune pensée de révolte contre le pouvoir, aucune idée de communisme ne vint s'y mêler. Le peuple, soulevé comme une marée montante, que rien ne pousse et que rien n'arrête, brise partout les images, parce qu'il y voit une idolâtrie coupable. Il détruit ce qui l'offense, et épargne le reste. Les bijoux, les parures païennes des madones sont remises aux autorités ou aux pasteurs pour des fondations de charité ou des écoles. Cette populace sans frein, dans son ivresse de destruction, saccage les couvents, et épargne tout outrage aux moines ou aux religieuses.

« Ce fut, dit *la Grande chronique de Hollande* (T. II, « p. 118), un éclair, un tonnerre qui passa sur tout le « pays. Chose admirable ! on n'a jamais su qui fut l'au- « teur de ce désastre. Nul ne s'en est vanté, nul ne l'a « approuvé, pas même les ministres qui blâmaient ces « voies de fait commis par des *enfants et garçonnailles.* » Bruxelles, résidence de la régente, était restée jusqu'ici en dehors du mouvement. Mais le volcan y grondait sourdement, et l'éruption semblait prochaine. Marguerite, partagée entre la peur et la colère, écrivait à son

frère des lettres éplorées et furibondes tour à tour, et cherchait autour d'elle la force qui lui manquait: Egmont, aux premières nouvelles des désordres, s'était montré très-peu disposé à les réprimer leș armes à la main; et comme la duchesse s'en indignait : « on « ne massacre pas deux cent mille hommes, » répliqua vivement Egmont; mais toujours prêt à passer d'un extrême à l'autre, comme tous les caractères faibles, on le vit bientôt déclamer contre ces excès, et prêt à recourir à la force pour les arrêter.

Quand Philippe apprit par Marguerite que l'exercice du culte catholique était presque suspendu dans les Pays-Bas; qu'on n'y trouvait plus ni vases saints pour célébrer la messe, ni prêtres pour la servir; qu'enfin la Réforme se prêchait ouvertement partout, jusque dans la cathédrale d'Anvers, sa colère dépassa toutes les bornes. Dans son premier transport, s'il faut en croire Morillon, il arracha sa barbe à pleines mains, en s'écriant: « Il leur « en coûtera cher, j'en jure par l'âme de mon père! »

Le danger le plus pressant était à Bruxelles. Des placards incendiaires couvraient tous les murs, et soulevaient le peuple contre la duchesse. En voici un échantillon : « Un bastard ne peut remplir le moindre « office, tant vil soit-il, en Brabant, et vous souffrez « qu'une bastarde, femme d'un traître notoire, ennemi « du pays, en soit la gouvernante. Qu'on chasse la pail- « larde, la donnant au diable, elle et le traître Viglius! » L'émeute sévissait encore à Anvers, quand la régente mande au palais, à trois heures du matin, Orange, Egmont et Hornes. Ils trouvent tous les préparatifs d'un départ, la cour encombrée de voitures, de femmes, de serviteurs en habits de voyage. Marguerite, entourée de ses conseillers les plus dévoués, leur annonce sa

résolution de se retirer à Mons, sous la protection du duc d'Aerschot et des canons de la citadelle; car sa vie a cessé d'être en sûreté à Bruxelles. Les triumvirs, sentant la gravité de cette résolution, n'épargnent rien pour en dissuader la régente. Bientôt survient Viglius, pâle d'effroi, qui annonce que le peuple est maître des portes, et ne veut pas laisser partir la duchesse. Marguerite tremblante consent enfin à rester. Elle fait appel à tous les bons citoyens, et donne à Mansfeld le commandement de la ville. Le conseil municipal, poussé par Orange, vient se serrer autour de la duchesse, en jurant de ne souffrir ni bris d'images, ni prêches publics dans Bruxelles. Mais le soir, la scène change encore : Marguerite, alarmée par de nouveaux avis, mande derechef les seigneurs, leur reproche de l'avoir empêchée de partir pour la livrer aux insultes du peuple, qui veut massacrer ses partisans, et piller les églises. Ce ne fut pas sans peine que les seigneurs parvinrent à la rassurer, et à obtenir qu'elle renonçât à son départ. Les bourgeois, sous les armes, unis à la garde de la duchesse, forcèrent l'émeute à reculer, et les églises de Bruxelles furent sauvées.

Mais ce que Marguerite redoutait le plus au monde, plus que l'émeute, plus qu'Orange lui-même, c'était la colère de son frère. Jalouse de la prévenir, elle convoqua deux fois son conseil dans cette journée du 22, et pressa les seigneurs de se mettre à la tête de ce qui lui restait de sujets fidèles, pour réprimer les profanations. Barlaymont, d'Aremberg et Mansfeld promirent tout ce qu'on voulut; mais les triumvirs refusèrent d'employer la force contre les sectaires. Ils rappelèrent que, dans Bruxelles seulement, il se trouvait plus de quinze mille réformés; que la moitié peut-être des

Pays-Bas était entachée d'hérésie; que le seul parti à prendre était de souffrir ce qu'on ne pouvait empêcher, de renoncer à toute idée de répression violente, et d'accorder le libre exercice de la religion réformée. Enfin, ils insistèrent sur la convocation des états généraux, seul remède dans cette crise désespérée. Philippe, dans toutes ses lettres, répétait sa défense de les convoquer; mais la nécessité parlait plus haut que lui. On montra à la duchesse les briseurs d'images en marche vers Bruxelles, et l'insurrection politique prête à donner la main à l'insurrection religieuse. Enfin Marguerite, à bout d'expédients et de courage, vaincue par des prières qui ressemblaient à des menaces, finit par céder, consolée par la pensée que Philippe était derrière elle pour la dégager de toutes ses promesses, et reprendre tout ce qu'elle aurait cédé.

Le 25 août, parurent enfin les *lettres d'assurance*, arrachées à la régente par les triumvirs, qui, depuis trois jours, ne la quittaient plus : « En vertu des pouvoirs que le roi lui avait confiés, elle s'engageait à faire cesser l'inquisition, et à ne rien épargner pour obtenir du monarque la modération des *placards* et les états généraux. Elle promettait aux confédérés toute garantie pour leur sûreté s'ils s'employaient à préserver les lieux saints, à châtier les sacriléges, à protéger les membres du clergé, enfin à désarmer le *populaire*, et à empêcher les presches, ou à veiller, là où ils seraient autorisés, à ce que les assistants fussent paisibles et sans armes. » Louis de Nassau en prit l'engagement au nom des confédérés.

La victoire, en apparence, était donc acquise à la Réforme; mais derrière la régente, il y avait Philippe, et la cause, gagnée à Bruxelles, était perdue à Madrid. Cet éphémère succès de la ligue enivra la Flandre d'une

folle joie; mais il ne pouvait avoir qu'un résultat, c'était d'irriter le roi, et de le pousser dans les voies de la rigueur. Personne, au fond, ne se trompait sur cette prétendue victoire, pas même ceux qui l'avaient remportée. Les plus clairvoyants, surtout Guillaume, ne s'abusaient ni sur la bonne foi de Marguerite, ni sur les dispositions du monarque. C'était une trêve qu'on venait de signer, ce n'était pas une paix, et encore moins la charte civile et religieuse des Pays-Bas.

Les triumvirs se mirent à l'œuvre pour tenir leurs promesses avec une franchise que Marguerite était loin d'imiter. Orange refusa les offres de service de Coligny et des huguenots français, et s'occupa de rétablir l'ordre dans Anvers. Dès le 26 août, il était de retour dans cette ville. Le 28, trois briseurs d'images étaient pendus haut et court sur la place du marché, et trois autres bannis. Sous peine de mort il fut interdit de troubler le service divin, et de saccager les églises. La cathédrale fut restituée au culte catholique, et la messe y fut dite, le 27, devant une foule immense. Mais il fallait aussi songer aux réformés, qui, forts de la tacite adhésion du prince, voulaient recueillir les fruits de leur victoire. On convint enfin, après de longs débats, que trois églises seraient assignées aux luthériens, trois aux calvinistes, et les autres rendues aux catholiques. Les magistrats, en se sentant appuyés, reprirent courage. Les riches marchands, qui s'apprêtaient à quitter la ville, respirèrent en voyant la cause des lois triompher encore une fois.

Mais la position d'Orange n'en était pas moins fausse. A Anvers, on trouvait qu'il concédait trop peu; à Bruxelles, qu'il avait trop concédé. Vainement s'excusait-il, auprès de la duchesse, sur la nécessité d'abord, puis sur l'avantage d'enfermer le culte réformé dans des

églises, où il serait plus facile à surveiller; Marguerite ne voulut rien entendre, et défendit tout prêche dans la ville d'Anvers, en plein air ou dans les églises. Guillaume, justement blessé de voir ses services même devenir un grief contre lui, offrit sa démission. Alors ce fut le tour de la duchesse de s'excuser, et de supplier le prince de rester à Anvers; mais elle demeura inflexible sur le point en litige, l'exercice de la *religion* dans les murs de la ville.

Les chefs de la noblesse s'étaient mis à l'œuvre avec autant de loyauté que Guillaume pour rétablir l'ordre dans leurs gouvernements. Louis de Nassau avait pesé sur Bréderode, et l'on avait vu le *grand gueux*, à la tête d'un corps de gentilshommes, désavouer tous ses précédents en empêchant le pillage d'une riche abbaye. Hornes, à Tournay, et Hoogstraten, à Malines, n'étaient pas moins sincères dans leurs efforts. Quant à Egmont, fidèle et ardent catholique, il avait été atteint au cœur par le pillage des églises. « Il faudra prendre les armes, répé« tait-il souvent, pour mettre les réformés à la raison : « sans quoi ils finiraient par nous faire la loi. » La Flandre, on s'en souvient, avait été le point de départ du mouvement iconoclaste. Or, les réformés, en Flandre, étaient si nombreux que soixante mille hommes se trouvaient parfois réunis à un prêche. Dans leurs heures d'illusion, ils avaient jeté les yeux sur Egmont, comme sur le seul chef qui pût rallier les Pays-Bas, tenir tête à l'Espagne, et conquérir la liberté civile et religieuse. Mais leurs espérances furent trompées : le vainqueur de Gravelines rentra dans son gouvernement de Flandre comme dans une terre conquise. Les briseurs d'images furent châtiés avec une implacable sévérité, « sans qu'un « seul, dit un historien, pût échapper à l'ongle meurtrier

« de ce milan. » Bientôt les provinces voisines furent peuplées des familles des malheureux qu'Egmont envoyait sans pitié à la potence et au bûcher. Louis de Nassau essaya en vain de fléchir ces rigueurs, plus odieuses cent fois de la part d'Egmont que de celle de Marguerite; mais son secrétaire Backerzeele, maître absolu de ce faible esprit, continua à le pousser dans la voie des persécutions, sans doute pour faire oublier qu'il avait lui-même signé le *Compromis* (*Archiv.*, II, 296).

Et cependant, malgré tant de gages donnés à la réaction, au moment même où Egmont compromettait au service du roi et de la foi catholique toute sa popularité, Marguerite le dénonçait à son frère : elle lui exprimait la crainte « qu'il n'allât tramer en Flandre quelque com- « plot contre le service de Dieu et du roi. On ne peut « rien en attendre de bon, ajouta-t-elle, après ce qui est « arrivé lors de son autre voyage en Flandre, où, le jour « après qu'il fut parti, toutes les églises furent pillées. » (*Corresp. de Phil. II*, I, 459.) Certes, Marguerite avait mauvaise grâce à se plaindre, car l'ordre était rétabli en Flandre, et y régnait avec la terreur. Les réformés, dépouillés de leurs armes, avaient dû restituer les églises au culte catholique. Ils ne pouvaient plus s'assembler que dans des granges ou dans les bois, sous l'œil des autorités qui leur fixaient l'heure et le lieu. Marguerite, folle de défiance, tenait en haleine par ses dénonciations la haine de son frère contre Egmont; et le malheureux, suspect au roi par ses sympathies pour la cause nationale, ne l'était pas moins aux confédérés, depuis qu'il avait pris parti pour les bourreaux contre ceux qu'ils persécutaient.

Après avoir ramené l'ordre dans Anvers, Guillaume s'était dirigé vers son gouvernement de Hollande. Là,

par un heureux mélange de douceur et de fermeté, il parvint bientôt à apaiser tous les troubles. Mais pendant qu'un semblant d'ordre se rétablissait à grand'peine dans les provinces, une secrète transformation s'opérait dans les esprits. La cause du roi, se confondant de plus en plus avec celle du catholicisme, gagnait dans les Pays-Bas tout le terrain qu'y perdait la Réforme. Bonne part des confédérés étaient entrés dans la ligue par haine pour l'inquisition, et par amour des libertés du pays; mais ils n'avaient nulle envie de se laisser entraîner sur un autre terrain, et de trahir ni leur foi ni leur roi. Un certain nombre d'entre eux, avant le sac des églises, avait déjà abandonné la ligue; mais, après ces excès, pas un franc catholique n'hésita à s'en séparer. Les confédérés se trouvaient donc, comme Egmont, deux fois suspects : au pouvoir, par leurs sympathies pour la révolte; au pays, par leurs efforts même pour se laver de ce soupçon. Aussi, à dater de cette époque, la ligue, désavouée par une partie de ses membres, cesse-t-elle d'exercer une influence sérieuse sur les destinées du pays.

Marguerite, qui sentait ses avantages, s'éloignait de plus en plus des seigneurs, malgré leurs impuissants efforts pour regagner sa confiance. Regrettant amèrement les concessions qu'ils lui avaient arrachées, elle les tenait pour annulées par le sac des églises, dont elle s'obstinait à les croire complices. Elle en demandait pardon à son frère dans des lettres désespérées, où « elle prend Dieu à témoin qu'elle a passé des nuits « sans sommeil, dévorée par la fièvre et par le chagrin. « Prisonnière et presque assiégée dans son palais, malade « de corps et d'âme, elle a dû céder; mais elle n'a en- « gagé qu'elle. Le roi n'est pas obligé par ces promesses,

« et elle espère bien qu'il n'y aura aucun égard. Elle le « supplie de se hâter de venir venger les insultes faites « à l'Église. Cet espoir seul peut empêcher sa mort (*Cor-« resp. de Marg.*, p. 187; *Corresp. de Phil. II*, t. I, « p. 452). » Aussi, à dater de ce jour, appartient-elle corps et âme au parti de la réaction; loin d'arrêter Philippe II sur sa pente, elle l'y pousse de plus en plus, au risque de précipiter la Flandre et lui dans un même abîme.

Orange, toujours servi par ses espions, connaissait jusqu'aux plus secrètes pensées du roi et de la duchesse. Il savait que Philippe était décidé, et que le châtiment suivrait de près l'offense. Ses menées en Allemagne avec les princes luthériens, ses levées d'hommes sur les bords du Rhin, ses intrigues avec l'ambassadeur anglais pour en obtenir des promesses de secours, rien n'échappait au soupçonneux monarque. Hornes, de plus en plus dégoûté, offrait par chaque courrier sa démission au roi, qui se gardait bien de l'accepter. Quant à Egmont, atteint au cœur par les froideurs de la duchesse, il achevait de perdre la confiance du pays, sans parvenir à regagner celle de la cour.

La position d'Orange devenait chaque jour plus difficile. Il ne pouvait plus compter sur ses deux associés, et le pays même lui échappait, depuis cette crise fatale qui avait scindé la Flandre en deux, et préparé des alliés à Philippe. Il était en rupture ouverte avec Marguerite, qui avait fait entrer des troupes dans Worden et Gonda, villes de son gouvernement. C'était une grave atteinte à l'autorité de Guillaume : il la sentit vivement, et se tint pour averti que le reste d'égards qu'on lui témoignait disparaîtrait, dès qu'on aurait plus peur que besoin de lui; avec un adversaire comme Philippe, sa

vie même n'était pas en sûreté; il le savait, et condamné à tout craindre, il était prêt à tout risquer. Le moment était venu d'agir; inquiet de voir Egmont lui échapper, il lui fit demander une entrevue : « Il vaut mieux, lui « fit-il écrire, résoudre nous trois avec nos amis que « de nous laisser faucher l'herbe sous le pied, et tant « temporiser qu'il n'y aurait plus nul remède. » Egmont, après s'être muni d'une permission de la duchesse, arriva le 3 octobre à Dendermonde, où l'attendaient Hornes et le prince, avec Louis de Nassau et quelques autres. Une fois réunis, tous échangèrent ensemble leurs craintes et leurs griefs. On lut une lettre de Montigny à Hornes son frère : « Rien, écrivait-il, ne peut être en plus mauvais « état que nos affaires à la cour de Castille. Les chefs « de notre noblesse y sont considérés comme auteurs de « tous les désordres. Les conseils rigoureux sont ici à « l'ordre du jour, et l'orage peut crever sur vous plus « tôt que vous ne le pensez. Le seul parti à prendre, « c'est de fuir devant lui comme des gens prudents, ou « de lui tenir tête comme des braves. » ... « Quant à « Berghes et Montigny, disait une autre lettre, on les « reçoit toujours d'un air souriant; mais ils ne quitteront « jamais l'Espagne tant qu'ils seront en vie, » sinistre prédiction qui devait s'accomplir pour tous deux, quoique d'une manière bien diverse.

On lut ensuite une lettre d'Alava, ministre d'Espagne à la cour de France, lettre adressée à la régente et interceptée par les agents du prince : « Les nobles, y lisait-« on, sont les seuls auteurs de tous les troubles. Le roi « est en train de lever des forces considérables, et se « prépare à se mettre à leur tête pour se rendre en « Flandre, et demander aux nobles un compte sévère. « Mais la duchesse doit bien prendre garde que rien,

« dans ses manières, ne trahisse sa secrète pensée à leur « égard. » Fausse ou vraie, car ce point est resté douteux dans l'histoire, la lettre produisit une vive impression sur tous ceux qui l'entendirent, sans en excepter Egmont. Louis de Nassau, toujours résolu, conseilla le premier la résistance ouverte, seul refuge des nobles, tous compromis, tous menacés dans leur fortune et dans leur vie. Orange appuya cet avis; mais Egmont, toujours indécis, fit tout avorter en refusant de tremper dans aucun complot, et surtout de recourir à la force. Il se posa, plus franchement qu'il ne l'avait jamais fait, comme royaliste et comme catholique; il fit hautement l'apologie du roi, en disant qu'on ne devait, en aucun cas, résister à ses ordres. Enfin mêlant, comme il l'avait fait à Madrid, ses intérêts privés aux intérêts publics, il refusa même de s'exiler, en ajoutant naïvement « qu'il « avait trop d'enfants pour vivre en pays étranger selon « sa qualité. »

Orange, toujours maître de lui, dut cacher à Egmont ce qu'il pensait de son refus. Les services du comte, son nom, sa popularité, les troupes qu'il commandait, tout faisait aux confédérés une loi de le ménager. On se quitta donc, après avoir pris ensemble un repas qu'abrégea la méfiance, et chacun s'en alla édifié sur le compte qu'il fallait faire d'Egmont.

A dater de ce jour, on peut considérer le triumvirat comme dissous. Hornes, sombre, personnel, irrité contre le genre humain, contre Charles-Quint qui avait refusé de le nommer chambellan; contre Philippe II qui « ne « lui avait jamais donné un sou de *merced*, tandis qu'il « avait dépensé 400,000 florins à son service, » refusait toute coopération avec ses anciens alliés. Il parlait « de « se faire ermite, comme feu l'Empereur, se voyant

« imputer à crime les services qu'il avait rendus en « empêchant à Tournay les *Vêpres siciliennes*, et en sau- « vant les catholiques d'une Saint-Barthélemy protes- « tante. » Il finit par se retirer dans ses terres pour y bouder à l'aise, assez royaliste encore pour ne pas vouloir tirer l'épée contre son roi, et assez imprudent pour se fier à lui après l'avoir offensé. Aussi aveugle, aussi personnel qu'Egmont, il le suivit dans cette voie qui n'avait que l'échafaud pour issue, sans que l'arrivée même du duc d'Albe parvînt à le tirer de sa fatale sécurité.

Ainsi l'imprévoyance et l'égoïsme de deux des membres du triumvirat avait dissous cette ligue qui pouvait seule sauver la Flandre. Egmont et Hornes, trop compromis maintenant pour espérer leur pardon, trop engagés avec la cour pour regagner la confiance du pays, n'avaient plus que leur vie à jouer pour dernier enjeu, sans que ce sacrifice même pût profiter à la cause qu'ils avaient trahie. Triste sort d'un pays qui avait confié ses destinées à ces trois hommes, si inégaux en talent comme en valeur morale! Au moment décisif, Orange voyait ses deux alliés se retirer de la lutte, l'un pour vivre dans la retraite, l'autre pour louvoyer entre les deux partis, en les mécontentant tous deux. Guillaume restait seul, mais il avait le pays avec lui. Il avait la conscience de vouloir seul le bien public, au milieu de ce triste conflit des intérêts privés. Il avait enfin sa foi, qui s'affermissait chaque jour dans cette âme héroïque, et le soutenait au milieu des épreuves. Du reste, aucune illusion n'aveuglait ce calme et ferme esprit. Il savait ce que les Pays-Bas et lui avaient à espérer de Philippe; il voyait déjà, comme un fait accompli, l'occupation armée de la Flandre et toutes les violences qui devaient la suivre; mais, ne pou-

vant la prévenir, il était décidé à ne pas l'attendre. Sans doute il comptait dans son parti des cœurs dévoués, comme Louis de Nassau et Sainte-Aldegonde; mais le danger public ne les avait pas encore pliés sous l'ascendant d'un chef unique et nécessaire. Au fond, Guillaume, en 1556, ne pouvait compter que sur lui-même; on peut donc lui pardonner d'avoir hésité si longtemps avant d'engager seul une lutte aussi inégale avec toutes les forces de la monarchie espagnole.

La question religieuse, chez lui, compliquait encore la question politique. Dès longtemps, les princes luthériens le pressaient de jeter le masque et de faire profession publique du luthéranisme. Ils lui reprochaient d'agir comme Nicodème, dans l'Évangile, et de rougir de confesser sa foi au grand jour. Mais Orange, décidé au fond du cœur, n'avait pas encore pris son parti d'une abjuration publique. Il lui en coûtait de franchir ce dernier pas : « Si je me déclare luthérien, écrivait-il au « landgrave, on me tiendra pour calviniste et l'on m'ac« cusera de complicité avec les briseurs d'images. Vous « pouvez m'en croire : je suis certes peu porté pour la « doctrine de Calvin, et libre de tout lien avec elle; mais « qu'à cause de quelque différence entre cette doctrine « et celle de Luther, je veuille voir le calvinisme et ce « pays noyés dans un bain de sang, cela ne me paraît ni « équitable, ni chrétien, et tous les gens de bien doivent « se réunir pour l'éviter. » (*Archiv.*, t. II, p. 455.)

En quittant le prince, Egmont s'était rendu à Bruxelles où l'appelait la régente. Guillaume et Hornes, également convoqués, refusèrent de s'y rendre. Egmont, après s'être aliéné les confédérés, eut encore l'art de s'aliéner la duchesse. Il lui reprocha en plein conseil ses calomnies contre lui et contre les nobles, et lui montra

la lettre d'Alava, base de toutes ses accusations. La duchesse se récria, avec des pleurs de rage, et jura ses grands dieux que « cette lettre était la plus grande vi-« lenie du monde, écrite et forgée en Flandre par ses « ennemis. » — « Mais, écrivait Egmont à Orange, c'est « une femme nourrie en Rome, il n'y a pas à y ajouter « foi. »

Pendant ce temps, que faisait Philippe? En proie à sa méfiance naturelle, surexcité par le pillage des églises, par les lettres de sa sœur, par les dénonciations qui pleuvaient de tous côtés; soupçonnant tout le monde et se sachant trompé, sans pouvoir découvrir ceux qui le trompaient; mettant toutes ses lettres sous clé, et les retrouvant un mois après aux mains de ses ennemis, il s'en prenait de tout au prince d'Orange. Avec le sûr instinct de la haine, il pressentait en lui son plus dangereux ennemi. Du reste, s'il fallait en croire Marguerite, « les nobles flamands étaient tous des félons et des « rebelles, et s'étaient tous déclarés contre Dieu et le roi. « Philippe lui-même était entouré de traîtres. Elle savait « ce qu'il en coûtait par an à Guillaume pour être si « bien informé. Le comte de Hornes voulait massacrer « tous les nobles et tous les prêtres. Egmont faisait lever « des troupes en Allemagne, et allait venir, à la tête de « 40,000 hommes, assiéger la régente dans Bruxelles. « Enfin le prince d'Orange voulait convoquer les états « généraux, s'emparer des provinces, et les partager « entre les ennemis du roi : le Brabant pour lui, la Frise « au duc de Saxe, la Hollande à Bréderode, la Gueldre « aux ducs de Clèves et de Lorraine, la Flandre, l'Ar-« tois et le Hainaut au roi de France. Egmont devait « être nommé stathouder de ces trois provinces, et tous « les catholiques massacrés, le jour où le roi s'embarque-

« rait pour la Flandre. » (*Correspond. de Phil.*, t. I, p. 473.)

Tous les espions du roi en Flandre semblaient s'être donné le mot pour l'entretenir dans ces folles terreurs. Armenteros lui écrivait que Culembourg avait donné l'hostie à manger à son perroquet; qu'un curé voisin l'avait fait rôtir, et avait dit à ses paroissiens : « Vous « voyez ce Dieu de pain, qu'on vous va prêchant; il n'a « ni chair, ni sang, il n'est rien et ne peut rien. » Ailleurs, quand le prêtre à l'autel portait le calice à ses lèvres, on criait : « Le roi boit! » Vrais ou faux, tous ces récits exaspéraient Philippe, et le poussaient vers les mesures de rigueur. La position de Berghes et de Montigny à Madrid devenait chaque jour plus difficile. Tous deux catholiques et royalistes sincères, mais non moins sincèrement dévoués à leur pays, la nouvelle du pillage des églises était tombée sur eux comme un coup de foudre. Ces excès qu'ils déploraient, qu'ils désavouaient hautement, on s'obstinait à les en rendre complices. Vainement suppliaient-ils le roi d'envoyer dans les Pays-Bas, s'il n'y pouvait aller lui-même, Ruy Gomez dont l'esprit conciliant rapprocherait les partis, et apaiserait toutes les haines; d'Albe régnait dans le conseil d'État; son ascendant y avait vaincu celui de Ruy Gomez. Philippe inclinait chaque jour davantage vers cette politique de sang et de feu qui devait à la fin triompher, et la majorité du conseil votait dans ce sens, avec Granvelle, qui jetait aussi de loin son poids dans la balance.

Au fond, Philippe n'avait encore arrêté que deux points : ne pas aller aux Pays-Bas, et y envoyer le duc d'Albe à sa place; mais, même décidé, il ne pouvait se résoudre à jouer franc jeu, et à tout dire à ceux qui auraient dû tout savoir. Ainsi, le 26 novembre, il écrit à son

ambassadeur à Rome « qu'il prépare tout pour son « départ, » et il sait cependant qu'il ne partira pas. Mais ses préparatifs militaires sont plus sérieux : il écrit à don Garcia de Tolède de transporter par mer, de Naples à Gênes, ses vieilles bandes d'infanterie espagnole. Les compagnies de chevau-légers en Lombardie doivent être portées de 50 à 100 hommes. Des levées se font pour lui de toutes parts, en Franche-Comté, en Bourgogne, en Allemagne. Il fait demander au duc de Savoie un passage pour ses troupes. « Requesens dira au Saint-« Père que si le roi réunit tant de forces aux Pays-Bas, « c'est pour y éviter la guerre, non pour la faire. Les « rebelles, en le voyant si supérieur en forces, n'oseront « pas lui résister. Si sa présence seule en Flandre avait « pu suffire, il n'aurait pas hésité à se jeter dans une « barque, et à exposer sa personne; mais pour atteindre « son but, il a dû prendre tous les moyens nécessaires. »

A Granvelle enfin il écrit qu'il va passer aux Pays-Bas, sitôt après la session des Cortès de qui il attend des subsides, « et par là, ajoute-t-il, ceux qui ont publié que je « ne veux sortir d'Espagne verront combien ce bruit est « faux. » Enfin, même à la duchesse, sa sœur, sa confidente, il ment encore, par un reste d'habitude et de méfiance innée : « Son intention, lui écrit-il, est d'aller « aux Pays-Bas avec une armée, mais d'*envoyer en avant* « *quelqu'un* qui la conduise. » Il la remercie de son zèle, et « approuve tout ce qu'elle a fait. Ce qui convient, « c'est de dissimuler toujours, et de gagner du temps « jusqu'à ce qu'il soit arrivé, lui et son armée. » Plus tard enfin, le dernier jour de l'année 1566, il lui parle encore de « son prochain départ pour la Flandre, » et lui apprend qu'il a fait choix du duc d'Albe pour y conduire son armée. Il lui enjoint de veiller sur les relations

d'Egmont avec le prince d'Orange, « car il se méfie de « tous les deux. » Enfin, il réitère sa défense de convoquer les états généraux. (*Corresp.*, t. I, p. 487-98.)

L'hiver était venu; les neiges couvraient déjà les monts. Philippe, renonçant à l'idée de faire passer ses troupes par la Savoie, résolut de les diriger par mer sur Fréjus, et de les acheminer par la France vers les Pays-Bas. Mais il fallait pour cela le consentement de Charles IX; celui-ci le refusa net, sous prétexte que les huguenots du midi s'insurgeraient si des troupes espagnoles passaient sur leur territoire pour aller faire la guerre à l'hérésie. Philippe, à son grand regret, se vit forcé d'ajourner jusqu'au printemps le départ de son armée, déjà réunie en Lombardie.

Les confédérés, de leur côté, ne restaient pas inactifs. En Allemagne, Louis de Nassau disputait les recrues au duc de Brunswick; mais le grand obstacle, c'était la froideur des princes luthériens pour la cause du calvinisme. Ces princes, plus pieux et plus désintéressés, il faut bien en convenir, que les princes réformés de la France et des Pays-Bas, Orange excepté, voyaient le calvinisme presque d'aussi mauvais œil que le catholicisme. Orange, moins étranger à ces préventions qu'on n'eût dû l'attendre d'un aussi grand esprit, essaya, pour tout concilier, de faire accepter aux calvinistes une profession de foi qui se rapprochât de la confession d'Augsbourg. Il échoua dans cette tentative pour donner au protestantisme cette inflexible unité qui répugne à sa nature, et peut-être à celle de l'esprit humain; car si la vérité est une, elle varie suivant le point de vue où chacun se place pour la contempler. Les calvinistes, d'ailleurs, appuyés sur la France, sentaient leur force, et n'avaient nulle envie d'abdiquer. Avec leurs consistoires, établis

dans toutes les grandes villes, et dirigés par le consistoire central d'Anvers, ils se trouvaient organisés d'avance pour l'action et mûrs pour la liberté civile et religieuse. Ils méritaient déjà le nom, que leur donne Strada, de *république protestante*. Les autorités municipales, il est vrai, étaient presque partout opposées à la Réforme; mais le grand courant populaire coulait dans ce sens, et pour le diriger, il fallait le suivre, et non le contrarier : le sac des églises l'avait prouvé!

L'incertitude même qui planait sur les convictions religieuses du prince était pour les calvinistes une force de plus; aussi longtemps qu'il ne s'était pas prononcé pour le luthéranisme, chacun des deux partis pouvait le compter pour sien. Et Guillaume le savait, car il répondait au landgrave de Hesse, qui le pressait de faire profession de la foi luthérienne, que, « en agissant ainsi, il « perdrait tout son crédit auprès des calvinistes. » Au fond du cœur, cependant, Orange était un franc luthérien. Sa pieuse mère était une luthérienne zélée. Dès l'enfance, il avait été élevé par son père dans cette foi qui était celle de sa famille. C'est par cette porte, un peu étroite, il faut bien en convenir, que Guillaume devait rentrer dans le christianisme, ainsi que l'attestent ces belles paroles empruntées à son *Apologie :* « Car puisque, « dès le berceau, j'y avois été nourry, que monsieur « mon père y avoit vescu, y étoit mort, ayant chassé de « ses seigneuries les abus de l'Église, qui est-ce qui trou- « vera estrange si ceste doctrine estoit tellement engra- « vée en mon cœur, et y avoit jetté de telles racines? »

Quant à Philippe, tous ses desseins étaient percés à jour par Orange. Jamais celui-ci ne s'était laissé prendre à cette mansuétude affectée qui trompa quelque temps l'Europe et les protestants eux-mêmes sur le ca-

ractère réel du monarque; car il écrivait à ses agents en Allemagne : « Le Roi a tout aussi peu intention de tolé-
« rer la confession d'Augsbourg que celle des calvinistes,
« et il s'apprête à envoyer une armée formidable dans
« les Pays-Bas. L'intervention des princes allemands
« sera une œuvre agréable à Dieu. » (*Archiv.*, p. 198.)
Les deux Nassau, Guillaume et Louis, avaient obtenu à force d'instances que l'empereur Maximilien, prince doux et bienveillant, intercédât auprès du roi d'Espagne en faveur des Pays-Bas. Mais cette intercession timide se brisa contre l'invincible détermination de Philippe d'extirper l'hérésie de ses États. Charles-Quint d'ailleurs, en 1548, avait soustrait ses provinces héréditaires de Flandre à la juridiction de la diète, et dénoué lui-même les liens qui attachaient les Pays-Bas à l'Empire.

L'année 1566 vient de se terminer. Pour bien des années, la Flandre doit renoncer à goûter des douceurs de la paix. Avec la date fatale de 1567 la réaction va commencer, et le sang couler à flots, sur les échafauds d'abord, puis sur les champs de bataille. Il faudra le triomphe insolent d'Albe et de l'inquisition pour enseigner à la Flandre le secret de la résistance. Mais, dès à présent, on peut apprécier, en quelque sorte, le *tempérament* de sa révolution. Ce serait étrangement la rapetisser que de n'y voir qu'une protestation armée des libertés communales. Ce ne sont pas quelques misérables priviléges de clocher, c'est l'esprit religieux dans toute son ampleur qui est l'âme cachée de cette grande révolution. Ce peuple laborieux et paisible, jeté par le despotisme en dehors de toutes ses habitudes, a été longtemps à se décider à la révolte, et même alors qu'il s'y résigne, la question religieuse domine encore la question politique. Pour toute conscience scrupuleuse, il n'y a plus que deux par-

tis à prendre : rompre avec l'Espagne ou se jeter dans ses bras les yeux fermés; subir à la fois toutes les servitudes, ou conquérir à la fois toutes les libertés! Tout catholique qui tiendra plus à sa foi qu'à l'indépendance de son pays sera tenu de lui tout sacrifier, et d'accepter le despotisme espagnol dans sa redoutable unité. C'est ce que la Flandre fera plus tard, non sans hésitation, non sans regret; et certes, il fallait qu'elle tînt beaucoup au catholicisme pour le payer aussi cher!

CHAPITRE III.

RÉACTION. SIÉGE DE VALENCIENNES.

1567.

Depuis que la régente avait dû pactiser avec les confédérés, la situation s'était encore empirée par ces concessions faites à regret et sans bonne foi. Une sombre défiance régnait dans tous les esprits. Marguerite, tremblant d'avance devant le courroux de son frère, se reprochait d'avoir cédé, sans l'excuse d'une nécessité assez urgente pour tout justifier. Ce qu'elle avait donné malgré elle, elle cherchait déjà à le reprendre. Entre l'irritation, la crainte et la méfiance, elle n'avait pas un instant de repos : « Je ne sais pas, écrivait Armenteros, « comment Madame est encore en vie. Voici plus de trois « mois qu'elle se lève avant le jour. Le plus souvent, « elle tient conseil matin et soir; tout le reste du jour et « une grande partie de la nuit, elle les consacre à don- « ner des audiences, à lire des lettres, et à y faire ré- « ponse. » (*Corresp. de Phil.*, II, p. 496.) La fausseté naturelle de Marguerite s'accroissait encore de la fausseté de sa position. Elle en voulait à tout le monde, à elle-même avant tout, pour avoir cédé; aux confédérés, pour avoir exploité sa faiblesse; à Orange, pour pactiser avec l'émeute et avec l'hérésie. Et cependant la partie

était loin d'être perdue, elle le sentait, avec ce sûr instinct des réalités, qui est au fond l'art de gouverner, et qui manqua toujours à Philippe, aussi peu scrupuleux, mais bien moins perspicace que sa sœur. Rien n'échappait à Marguerite, ni le changement opéré dans l'esprit public depuis le sac des églises, ni les profondes divisions du parti national, ni le mécontentement des catholiques, ni les préventions des luthériens contre les calvinistes, ni les hésitations des chefs et l'indiscipline du corps d'armée. Elle sentait la force lui venir, elle voyait monter le flot qui devait la porter, et se flattait déjà, à force d'activité et d'énergie, de réparer ses fautes, et de regagner la confiance de son frère.

Le prétexte manquait encore à la duchesse pour révoquer ses concessions; elle sut le faire naître avec une perfide habileté. Elle écrivit à Orange, alors retiré en Hollande, « qu'à aucun prix les prêches ne devaient avoir « lieu dans Amsterdam, mais que s'il pouvait les suppri- « mer complétement, il ferait une chose merveilleusement « agréable au roi. » Aux gouverneurs de provinces elle « fit savoir que, « en autorisant hors des villes les prêches « publics, elle n'entendait nullement permettre aux ré- « formés l'exercice de tous leurs rites, cène, mariages, « baptêmes, enterrements, et que les édits de l'empereur « restaient en vigueur contre ceux qui les célébreraient. » Les réformés se récrièrent contre cette tyrannie capricieuse qui autorisait l'exercice d'un culte, et voulait en proscrire les rites. Ils allèrent même jusqu'à offrir au roi trois millions de florins, s'il voulait leur accorder une entière liberté de conscience; ni Marguerite, ni son frère ne daignèrent répondre à cette offre qu'ils prirent pour une insulte.

Mais pour le prendre d'aussi haut avec les confédé-

rés, il fallait être plus fort qu'eux, et Marguerite mettait son amour-propre à montrer à son frère qu'elle suffisait à sa tâche, et au duc qu'elle pouvait se passer de lui. Elle n'hésita plus; elle fit entrer en Flandre ses recrues allemandes. Elle renforça ses régiments wallons, et ordonna aux gouverneurs des provinces de mettre garnison dans toutes les villes qui avaient accueilli les nouvelles doctrines.

Entre toutes les cités des Pays-Bas, Valenciennes était peut-être, après Anvers, la plus compromise. Forte de son importance, de ses puissants remparts, et du voisinage de la France, elle était, dans le pays wallon, le boulevard de la Réforme, qui s'y prêchait publiquement. Le gouverneur du Hainaut, Noircarmes, fut chargé par la duchesse d'une double mission : bannir les prêches hors de la ville, et y mettre garnison. L'entreprise était difficile; pour avoir essayé seulement de déloger les prêches, Noircarmes vit sa vie en danger. Sur une lettre menaçante de la régente, le conseil municipal est convoqué; mais l'émeute siége aussi dans la rue, le peuple n'est plus qu'un instrument passif dans la main de ses pasteurs. L'un d'eux, Pellegrin de la Grange, est appelé au sein du conseil; on l'interroge sur la situation : « J'aimerais mieux, dit-il, voir ma langue attachée à mon « palais, et devenir muet comme un poisson, que d'ouvrir « la bouche pour persuader au peuple chose tant dérai- « sonnable. » Le conseil, entraîné par le même esprit de vertige, répondit à la régente par un refus absolu. Marguerite répliqua en déclarant les habitants rebelles, traîtres à Dieu et au roi, et punissables dans leurs corps et dans leurs biens. La ville fut mise en état de siége, toute communication avec elle interdite, et Noircarmes chargé de l'exécution de l'arrêt.

Bréderode, à son tour, voulut intervenir; il réclama, au nom de la ligue, l'exécution des *lettres d'assurance*. Il menaça même la régente d'une autre visite, à la tête de quatre cents gentilshommes à cheval. Mais Marguerite lui fit dire que, s'il venait, il trouverait cette fois les portes de Bruxelles fermées. Le ton hautain de la réponse lui prouva que de pareils contrats, entre un roi et ses sujets, ne sont valables qu'aussi longtemps que la force manque pour les rompre.

La guerre civile était à la porte. Marguerite, en jetant ainsi son défi au pays, savait que la Flandre n'était pas en mesure de lui répondre. La mise au ban de Valenciennes avait semé partout la consternation. Les sommes destinées à secourir la ville rebelle, dans les mains étourdies de Bréderode, avaient été dépensées sans résultat. L'audace de Marguerite croissait chaque jour avec la faiblesse de ses adversaires. Ainsi, le 16 février, dans une proclamation adressée aux Pays-Bas bien plus qu'à Bréderode, « elle exprime sa surprise d'entendre parler « de la ligue comme si elle existait encore, vu qu'un si « grand nombre de ses membres ont été trop heureux de « faire leur paix avec le gouvernement. Parce qu'elle a « bien voulu permettre sur quelques points des prêches « en public, on n'a pu supposer qu'elle autorisait les « sectaires à lever des taxes, des troupes, à instituer « des magistrats, à célébrer des mariages. On ne peut « pas la croire assez folle pour se dépouiller gratuite- « ment de semblables pouvoirs. Elle invite donc les pé- « titionnaires à ne pas forcer leur souverain à oublier sa « bénignité native. Ils feront bien de songer un peu « moins aux affaires publiques, et de s'occuper un peu « plus des leurs... » (*Strada*, I, 295.)

Les temps étaient changés et les situations aussi; le

ton de cette proclamation l'indiquait assez. L'accord du 23 août était bien loin des souvenirs de la duchesse; Egmont, royaliste avec les rebelles et leur avocat au sein du conseil d'État, était le seul qui affectât de s'en souvenir encore. Il voulait, à toute force, que la régente s'employât à obtenir de son frère trois points : la liberté de conscience, sans prêches publics, les états généraux, et la prochaine venue du roi, sans troupes et sans moyens de rigueur. Marguerite rejeta ces trois requêtes, comme contraires au service de Dieu et à l'autorité du roi. Egmont, irrité de ce refus, fit présenter la même requête par les états de Brabant; mais elle fut dédaigneusement repoussée.

Pendant que les chefs du parti national perdaient ainsi un temps précieux à négocier, ce vague instinct qui soulève les masses populaires poussait les réformés à agir. Des bandes armées se montrèrent tout d'un coup dans l'ouest de la Flandre, entre Lille et Tournay. Un serrurier devenu prédicateur était à leur tête. Ce qui leur manquait, ce n'était pas le courage, mais la discipline et un plan de campagne. Le plus pressé, c'était de marcher sur Valenciennes; on s'amusa en route à piller les couvents et les châteaux catholiques. Le gouverneur de Lille tomba à l'improviste sur les pillards, en tailla la moitié en pièces, et Noircarmes acheva l'autre le 2 janvier. Plusieurs milliers de rebelles restèrent sur le champ de bataille, ou se noyèrent. Le même jour Noircarmes entrait à Tournay, y faisait désarmer le peuple, arrêter les ministres, et forçait la ville à rétablir le culte catholique et à recevoir garnison. L'évêque y rentra en triomphe, et Noircarmes s'en revint presser le siége de Valenciennes.

Le sang avait enfin coulé; la guerre civile avait com-

mencé, elle ne devait plus cesser pendant près d'un demi-siècle. Dès le début de la lutte, la profonde inégalité de forces des deux partis éclatait à tous les yeux. La partie semblait gagnée pour l'Espagne, même avant d'être jouée; les rebelles n'avaient encore montré que leur impuissance. Valenciennes, abandonnée à elle-même, était fatalement vouée à la ruine, et la Flandre, inerte et silencieuse, allait assister à son exécution. Et cependant la ville ne désespéra ni d'elle-même, ni de la cause qu'elle défendait. Comptant sur les promesses d'Orange et des confédérés, ses habitants luttèrent avec le courage de vieux soldats contre les premières approches du siége. Noircarmes était décidé à n'ouvrir le feu que quand ses batteries domineraient toute la place. Les assiégés, enhardis par son apparente inaction, n'appelaient plus que les *sept dormants* le général et les six officiers qui servaient sous ses ordres. Mais bientôt l'assiégeant, maître du terrain, acheva de couper toute communication entre la ville et la campagne. Les riches villages des environs, les maisons de plaisance des bourgeois de la ville furent dévastées sous leurs yeux; les paysans maltraités et chassés, les femmes, les jeunes filles abandonnées aux outrages des soldats, ou vendues à l'enchère; des malades, des blessés rôtis à feu lent, pour leur arracher un argent qu'ils n'avaient pas. On sait ce qu'était la guerre au XVI[e] siècle, surtout quand c'étaient des Espagnols qui la faisaient contre des rebelles et des hérétiques; on peut à peine en deviner les horreurs, on ne peut pas les raconter.

Dans les engagements qui avaient lieu aux portes de la ville, les habitants eurent plus d'une fois l'avantage. Orange faisait dire sous main aux assiégés de tenir bon, qu'on recrutait pour eux en Allemagne et en Flandre, et que les Français allaient venir. Dans tout ceci, il n'y avait

de réel que de la sympathie, hélas! stérile, de la Flandre pour le sort de Valenciennes, car elle pouvait à l'avance y lire le sien. Quant à Egmont, il insistait sans relâche dans le conseil sur la nécessité d'activer le siége. En Flandre, il travaillait de tout son pouvoir à empêcher les prêches, et à désarmer les rebelles. Vainement ses anciens alliés s'épuisaient en efforts pour le ramener à leur parti, ils n'obtinrent de lui que des refus, ou des conseils plus insultants encore. A l'en croire, ils n'avaient qu'une chose à faire, s'employer à faire cesser les prêches, et se mettre à la discrétion du roi, ou sinon lui, Egmont, ne verrait plus en eux que des ennemis.

Louis de Nassau, pendant ce temps, levait des troupes en Allemagne, et Bréderode recrutait ouvertement dans son district de Vianen. Il fallait se hâter, car bientôt il allait être trop tard pour secourir Valenciennes. Noircarmes, entourant la ville d'un cercle qui se rétrécissait chaque jour, venait enfin d'ouvrir le feu de ses batteries. Vingt-deux pièces de gros calibre tonnaient jour et nuit contre les remparts. Et cependant, le courage des habitants n'était pas brisé encore. Vainement Egmont vint leur offrir, de la part de la duchesse, une amnistie complète, avec des sauf-conduits pour les pasteurs et les chefs de la rébellion; les assiégés, fanatisés par leurs ministres, rejetèrent ces propositions. Ils devaient regretter plus tard de ne pas les avoir acceptées.

Orange et les confédérés voulurent tenter une diversion sur l'île de Walcheren, clé de la Zélande, et sur les deux fortes villes de Flessingue et de Middelbourg. Egmont, avec un millier de ses vieux soldats, s'apprêtait à marcher au secours de la Zélande. Mais l'expédition, dirigée par Jean de Marnix, frère de Sainte-Aldegonde, et composée de quelques centaines de recrues

indisciplinées, ne trouva pas dans l'île l'accueil sur lequel elle avait compté. Force lui fut de se rabattre sur Anvers d'où elle était partie, et remontant l'Escaut, elle débarqua à Austruweel, à une lieue de la ville. La position était forte, et les rebelles s'y fortifièrent encore. Le drapeau une fois levé, les soldats ne manquèrent pas, et 3,000 hommes se trouvèrent bientôt réunis, défendus par l'Escaut d'un côté, et les *polders* ou digues de l'autre. Vainement les magistrats d'Anvers les sommèrent de se disperser, leurs ordres furent méprisés comme ceux de la régente. Marnix, jeune encore, et plus riche en courage qu'en expérience, rêvait déjà la conquête de cette grande ville, dont il voulait faire le boulevard de la rébellion et celui de la Réforme. Bréderode promettait d'arriver bientôt à la tête de 6,000 hommes. Les deux corps réunis devaient alors écraser Noircarmes sous les murs de Valenciennes, et traiter avec la régente les armes à la main.

La situation était grave. Egmont, dans le conseil d'État, opinait pour qu'à tout prix on passât sur le ventre aux rebelles, sans leur laisser le temps de se fortifier. Marguerite qui, en face du danger, avait retrouvé toute son énergie, adopta cet avis. Launoy, chef de ses gardes, partit le 13 mars au matin, avec 300 gardes, 500 chevaux et toute l'infanterie dont on put disposer. Les rebelles s'attendaient si peu à être attaqués qu'ils saluèrent par des cris de joie l'arrivée de leurs ennemis, les prenant pour des recrues. Mais leur erreur ne dura pas longtemps : taillés en pièces par la cavalerie, refoulés et noyés dans l'Escaut, ou brûlés avec les maisons où ils cherchaient un refuge, en quelques heures plus de 1,500 furent couchés sur le carreau. Marnix fut égorgé, après avoir offert en vain 2,000 écus pour sa rançon, et

tous les chefs, plutôt que de fuir, se firent tuer avec lui.

Cette triste scène se passait aux portes d'Anvers. Du haut des remparts, les réformés entendaient le bruit de la mousqueterie, et assistaient au massacre de leurs frères. Bientôt, il fut impossible de les contenir; chacun s'arma à la hâte de tout ce qui lui tomba sous la main, et 10,000 hommes se trouvèrent réunis auprès de la porte d'Austruweel. Orange avait fait couper le pont-levis. Excités par la femme de Marnix qui, hors d'elle, les cheveux épars, les suppliait à genoux de ne pas laisser égorger son mari, les réformés veulent à toute force se rendre sur le lieu du combat. La voix des magistrats, celle même du prince d'Orange, n'est plus écoutée. Un homme du peuple applique son arquebuse sur la poitrine du prince, en lui reprochant de trahir son pays; mais une main détourne le coup, et conserve à la Hollande son sauveur. Déjà la porte était forcée; mais Guillaume a bientôt repris sur le peuple son empire; il parvient à leur faire comprendre qu'une multitude en désordre, sans armes, sans chefs, sans discipline, ne peut pas lutter contre des troupes régulières, enivrées d'une première victoire. A force d'instances, il réussit à retenir cette populace en furie, en lui rappelant qu'il était trop tard, et que le sort des armes avait prononcé. Quelques centaines des plus déterminés persistèrent à sortir; Orange les laissa, à leurs risques et périls, tenter l'aventure. Ils n'y gagnèrent que de faire massacrer par les vainqueurs 300 prisonniers, débris des bandes de Marnix; et les royalistes, faisant tête à ces nouveaux assaillants avec la résolution de vieux soldats, les forcèrent, l'épée dans les reins, à rentrer dans Anvers plus vite qu'ils n'en étaient sortis.

Mais l'émeute, impuissante en rase campagne, était toujours maîtresse de la ville. 12 à 15,000 calvinistes armés, vétérans pour la plupart, s'étaient emparés de la place de Meir, qu'ils flanquèrent de canons enlevés à l'arsenal. Les prisons, forcées par eux, leur fournirent des recrues, plus redoutables pour les marchands de la ville que pour les troupes de la régente. Déjà les insurgés parlaient de s'emparer de l'hôtel de ville, de saccager le peu d'églises qui avaient échappé au pillage, et de chasser de la ville tout moine et tout prêtre. Mais la fermeté du prince d'Orange sauva Anvers encore une fois. Il réunit les luthériens aux catholiques, bien sûr de les trouver d'accord contre les calvinistes, et leur confia le soin de défendre l'ordre menacé. A ce noyau de résistance se rallièrent tous les notables de la cité. Huit compagnies de milice furent postées devant l'hôtel de ville et la Monnaie. Après avoir convoqué les magistrats municipaux et les chefs des corporations, le prince vint en personne, avec sa froide assurance, se présenter au milieu des rebelles. Une convention en quinze articles, rédigée par lui, fut adoptée après de longs débats. On convint que les clés d'Anvers seraient remises aux deux gouverneurs, Orange et Hoogstraten, avec le droit de lever des troupes, de faire venir des vaisseaux, et de pourvoir à la défense de la ville. Les remparts devaient être garnis de canons, et tous les citoyens, sans distinction de religion, étaient appelés à les garder.

On eut grand'peine à faire accepter ce traité à la populace armée qui attendait avec anxiété le résultat de la délibération. Les calvinistes voulaient qu'on leur livrât les clés, et menaçaient, en cas de refus, de faire sauter l'hôtel de ville. La nuit se passa au milieu de ces agitations; ce ne fut que le lendemain à midi, que les calvi-

nistes consentirent à déposer les armes, après que les luthériens et les catholiques, à la prière de Guillaume, leur en eurent donné l'exemple. Tout d'un coup, et comme par enchantement, on vit le calme succéder à l'orage. Le lendemain, dimanche, la foule se pressa dans les églises pour y rendre grâces à Dieu du rétablissement de la paix. Les canons furent reportés à l'arsenal. 50,000 hommes étaient restés trois jours sous les armes, en face les uns des autres; les haines étaient ardentes, envenimées, et cependant pas une goutte de sang n'avait coulé, pas une propriété n'avait été menacée. Que pourrions-nous dire de plus à l'honneur des Pays-Bas?

La conduite d'Orange était au-dessus de tout éloge. L'ambassadeur anglais en écrivit à sa reine : « Jour et « nuit, le prince a lutté pour sauver cette ville du mas- « sacre et du pillage. Sans lui, 20,000 hommes au « moins auraient péri. » Guillaume lui-même ne s'abusait pas sur la grandeur du danger, quand il écrivait : « Je vous puis bien dire que nous avons fait la plus « belle eschappade du monde, et que, par la grâce de « Dieu, nous nous povons estimer d'estre nouveau-nés. » (*Archiv.*, III, 52). Et cependant, ce succès, si doux à son cœur de chrétien et de citoyen, fournit encore à ses ennemis des armes contre lui. Granvelle l'accusa auprès du roi d'avoir laissé échapper une précieuse occasion de réduire Anvers, et d'y faire entrer les troupes royales; à sa conduite, il opposa malignement celle du comte d'Egmont. Enfin Marguerite dit à qui voulut l'entendre que le traité d'Anvers était « une honteuse capitulation, « et qu'elle en témoignerait son déplaisir au prince et « aux magistrats. »

Après la défaite de Marnix, tout espoir de délivrance

était perdu pour Valenciennes. Il ne restait plus à l'héroïque cité qu'à capituler. Noircarmes refusa de cesser le feu, même pendant qu'on négociait, et la ville dût se rendre à discrétion. La seule promesse qu'on put arracher au vainqueur, ce fut de respecter la vie et la fortune des habitants. Les plus riches et les plus compromis n'en furent pas moins pendus sans pitié. Lagrange et les ministres furent exécutés, et étonnèrent leurs bourreaux par leur sérénité. Les soldats vécurent à discrétion chez les habitants, et s'indemnisèrent ainsi du pillage qu'ils avaient perdu. Pendant deux ans, pas une semaine ne se passa sans amener quelques exécutions. Tous les bourgeois aisés qui purent échapper à la proscription se hâtèrent de quitter la ville, et la dépopulation des Pays-Bas commença, même avant l'arrivée du duc d'Albe.

Le désastre d'Austruweel et la soumission de Valenciennes avaient porté à la rébellion un coup qui semblait décisif; chacun crut la guerre civile finie en même temps que commencée. Toute résistance cessa comme par miracle : Tournai, Bois-le-Duc et toutes les places suspectes reçurent garnison. Toutes les conventions passées avec les confédérés furent abolies de fait. La régente, enhardie par le succès, fit signifier aux habitants d'Anvers qu'ils eussent à bannir tous les prêcheurs, sous peine de la corde, s'ils n'avaient pas quitté la ville dans un jour, et les Pays-Bas dans trois. L'ordre fut donné de commencer la construction de la citadelle. La fière cité, vaincue sans combattre, accepta tout, et baisa la main qui la frappait. Le 26 avril, le comte de Mansfeld prit possession d'Anvers, à la tête de dix-huit compagnies d'infanterie wallonne; car l'Espagne, au XVI[e] siècle, comme l'Autriche au XIX[e], appelée à régner sur des peuples divers,

exploitait avec un art perfide les préventions mutuelles de ses sujets ; les soldats d'une province lui servaient à en opprimer une autre. Deux jours après, la duchesse fit dans la ville une entrée triomphale qu'assombrit pour elle le spectacle des églises ravagées. Elle s'en vengea en confisquant les franchises de la ville, et en publiant une amnistie dont elle excepta tous ceux qui s'étaient révoltés contre le roi, c'est-à-dire à peu près tout le monde.

Mais au fond, malgré ce triomphe qui n'était pas pour elle, Marguerite se sentait vaincue. Le pouvoir, qu'elle semblait ressaisir, allait pour jamais s'échapper de ses mains. Le duc d'Albe était en route, à la tête d'une armée. La sentence était rendue depuis longtemps, et Philippe allait exécuter les Pays-Bas. Marguerite, atteinte au cœur, surmonta sa timidité native, et osa écrire à son frère le 11 avril : « V. M. a bien peu de souci de ma « réputation, car elle m'a enlevé tout pouvoir, et m'em- « pêche d'achever de rétablir les affaires de ce pays. A « présent qu'elle voit ses affaires en bon état, elle veut en « donner l'honneur à d'autres, quand seule j'en ai eu les « fatigues et les dangers..... J'ai donc résolu, avant de « consumer ici le reste de ma vie, comme j'y ai perdu la « la santé, de me retirer pour mener une vie plus tran- « quille... » Plus tard, elle se plaint que le roi lui ait lié les mains, et elle insiste encore pour obtenir son *congé*, puisqu'elle voit bien que le roi lui retire sa confiance.

Philippe, peu habitué à voir sa sœur hésiter à lui obéir, lui écrit, le 28 mai, d'un ton très-peu fraternel : « Il s'étonne qu'elle ait pu lui écrire avec tant de pas- « sion et d'une manière si résolue. Dans la situation « des affaires, il ne comprend pas qu'elle songe à se « démettre du gouvernement. Ne retirât-elle, de toutes « les peines qu'elle s'est données, que la gloire d'avoir

« servi Dieu et la sainte religion, elle devrait encore « savoir gré au roi de lui en avoir fourni l'occasion. » Puis, après les réprimandes, viennent les promesses : il affirme à sa sœur « qu'il veut lui donner plus de « pouvoir que jamais, et qu'il ne souffrira pas que per- « sonne lui enlève le fruit de ses travaux. »

Mais le triomphe n'était pas complet tant que le gouvernement des provinces resterait aux mains de seigneurs ou suspects ou rebelles. La régente, pour les en dépouiller, s'avisa d'un expédient concerté avec Viglius et ses féaux du conseil d'État. Elle exigea de tous les hauts dignitaires, sous peine de destitution, le serment de se soumettre sans résistance aux ordres du roi, « envers et contre tous, sans restriction et sans réserve. » Les partisans de la couronne, Meghem, Aerschot, etc., prêtèrent leur serment avec empressement. Egmont y mit un peu plus de façons; mais depuis qu'il avait été pointer de sa propre main les canons de Noircarmes contre Valenciennes, et descendre dans les fossés, au péril de sa vie, pour reconnaître la place, Egmont n'avait plus rien à refuser à la duchesse; il ne pouvait pas donner trop de gages pour racheter son passé. Il prêta donc le serment demandé, et s'apprêta à le tenir en catholique et en royaliste zélé. Bréderode refusa le serment; Hornes et Hoogstraten imitèrent son refus, et donnèrent leur démission sans attendre qu'on la leur demandât.

Restait le prince d'Orange! L'importance du personnage commandait avec lui plus d'égards. Marguerite lui écrivit pour l'engager à « donner le bon exemple, et à « faire cesser, en prêtant le serment, toutes les calom- « nies répandues sur son compte; encore bien qu'elle « les tienne pour fausses, ne pouvant croire que, en « cœur si noble et de telle extraction, desloyalté se

« puisse abriter. » (*Arch.* III, 44). Guillaume n'était pas homme à se laisser prendre à d'aussi grossières amorces ; il répondit par un refus formel, en homme qui se sentait assez compromis pour tout oser. « Je « comprends fort bien, écrit-il à ce sujet, que cette « demande de la régente, à laquelle on sait que je ne « peux acquiescer, équivaut à une destitution de mon « emploi. Aussi suis-je prêt à remettre tous mes pou- « voirs dans les mains de la personne qu'on enverra « pour les recevoir. Assurez S. A. que, où je seray, « n'espargneray jamais mon corps ni mon bien pour le « service de S. M. et le bien du pays. » (*Ibid.* 46.)

La position d'Orange était terrible : suspect au parti espagnol et catholique, et surtout à la régente qui ne l'employait que pour le compromettre ; abandonné par son propre parti qu'un premier revers avait atterré, il restait fidèle à ses devoirs au milieu de toutes les défections, seul debout quand tous fléchissaient le genou autour de lui. « Je suis seul, écrit-il tristement au landgrave de Hesse, sans un ami fidèle à qui je puisse ouvrir mon cœur. » Cependant Marguerite, malgré ses rancunes, sentait le besoin de le ménager encore. Qui sait même si elle ne songeait pas à s'en faire un appui contre le duc d'Albe qu'elle redoutait encore plus que lui? Elle envoya donc au prince son secrétaire Berty pour essayer de le faire revenir sur sa résolution. Mais tout fut inutile. « J'ai refusé, dit Orange, de prêter ce « nouveau serment, parce que je ne le pouvais faire « sans violer le premier. Ayant juré de maintenir les « priviléges des provinces qu'on m'a donné à gouverner, « si on me donne un ordre contraire, je ne saurais y « obéir. Chaque jour on rend des édits plus rigoureux « contre ceux de la nouvelle religion, et je ne peux pas

« m'en faire l'exécuteur, ayant horreur de ce genre de « supplice, pour cause de religion. En vertu de ce nou- « veau serment, on peut me forcer à dénoncer, à livrer « même ma propre femme, comme luthérienne. (Voir « l'introd. de la *Corresp. de Guill.*, p. LXXX et sui- « vantes.) Enfin, il peut venir ici, pour nous comman- « der, une personne de telle condition que je ne pusse « lui obéir, sans manquer à moi-même et à ma mai- « son,... » et le nom du duc d'Albe s'échappa, comme malgré lui, de ses lèvres. Puis il garda le silence. Vainement Berty chercha à le rassurer, en affirmant qu'on ne l'obligerait point à exécuter les édits, et à livrer au supplice les hérétiques, ni surtout son épouse. « Je sais, « répondit Guillaume, que le roi, lorsqu'il sera dans les « Pays-Bas, ne souffrira jamais que ni moi, ni per- « sonne vive avec femme d'une autre religion que celle « de S. M. Aussi ai-je résolu de partir par l'Allemagne, « afin qu'on ne dise pas que j'ai été chassé d'ici. » (*Strada*, lib. VI.)

Berty, trouvant le prince inflexible, se flatta qu'Egmont serait plus heureux que lui. Orange accepta l'entrevue; elle eut lieu dans un village, entre Anvers et Bruxelles, en présence de Mansfeld et de Berty, qui devait en dresser procès-verbal. Le prince, avec une décision toujours plus ferme, renouvela, devant témoins, son refus de serment. Puis, quittant bientôt le terrain officiel, il voulut s'entretenir seul avec Egmont, et faire un dernier appel au cœur de celui qui avait été si longtemps son ami. Il lui montra l'abîme vers lequel il marchait, les yeux fermés. Il le conjura, « au nom de leur « ancienne et franche amitié, de ne pas attendre la « *tempête de sang* qui allait fondre sur les nobles fla- « mands. Je m'afflige, lui dit-il en finissant, de vous

« voir si aveuglé; l'Espagne veut vous endormir jusqu'à « ce que d'Albe soit venu, et c'est vous, mon cousin, « qui serez sa première victime. Décidez-vous donc. « Si vous prenez les armes, je me joins à vous; sinon, « il ne me reste plus qu'à vous abandonner, et à quitter « le pays. »

Egmont garda quelque temps le silence, visiblement ébranlé. « Vous vous trompez, dit-il enfin, en regar- « dant le roi comme un tyran. Il ne peut être assez « ingrat pour payer nos services d'un tel salaire. Quant « au duc d'Albe, si c'est le bon plaisir de S. M. qu'il « commande à ses provinces, nous devons lui obéir. « Si vous consentez à rester, je hasarderai tout mon « crédit pour vous remettre bien avec le roi. Si le duc « d'Albe prétend mettre la main sur vous, je ne le souf- « frirai point; mais je ne veux pas renoncer au serment « d'allégeance que j'ai prêté à mon roi, et si vous ne « suivez pas mon exemple, votre maison sera ruinée.

— « J'ai vécu trop longtemps dans la *chambre* de « l'empereur, répliqua Guillaume, et je connais trop « bien l'humeur du roi pour croire que jamais les « Espagnols nous pardonnent ce que nous avons fait « contre eux. Avez-vous oublié ce mot que d'Albe ré- « pétait souvent à l'empereur : « *Les morts ne font* « *plus la guerre* (*Hombres muertos no hacen guerra*). « Pour ces raisons et pour bien d'autres, adieu! Je ne « veux pas attendre leur justice, ni me fier à leur clé- « mence. Quant à la perte de mes biens, ce n'est pas de « cela que j'ai à m'inquiéter. Cher comte, votre confiance « aveugle vous perdra. *Vous serez le pont sur lequel les* « *Espagnols passeront dans les Pays-Bas*, et quand ils « auront passé le pont, ils le détruiront. » En pronon- çant ces paroles prophétiques, le prince embrassa ten-

drement son ancien allié. Tous deux étaient émus, de grosses larmes coulaient de leurs yeux. Les deux amis, en effet, ne devaient plus se rencontrer sur cette terre. Tous deux marchaient à la mort, l'un par le chemin de la gloire et du martyre, l'autre par celui de la honte et de l'échafaud.

Orange, après cela, n'avait plus qu'à quitter les Pays-Bas. Mais il ne voulut pas partir sans annoncer au roi sa ferme détermination de se démettre de tous ses emplois, et sans faire une dernière tentative auprès d'Egmont et de Hornes qui voulaient l'entraîner dans leur défection. « Si je me décide à partir, écrit-il en latin à « Egmont (dans sa correspondance il emploie indifféremment toutes les langues), ce n'est pas que je me défie « de la bonne volonté du roi, car je me sens tellement « exempt de toute faute que ma conscience ne me re« proche rien; *mais j'avais décidé ce départ dès long« temps*... J'espère qu'en pesant mes raisons, tu finiras « par approuver ma résolution, et je laisse à Dieu le « soin d'en faire résulter la gloire de son nom. Quant « à toi, persuade-toi bien que tu n'as pas d'ami plus « cher que moi. L'affection que je te porte a des racines « si profondes, que ni le temps, ni la distance ne la « peuvent diminuer. Je désire que tu aies pour moi les « mêmes sentiments. Adieu! » Quant à Hornes, ce faible et quinteux personnage avait eu la lâcheté de prêter le serment par écrit, après s'y être d'abord refusé. Guillaume, qui le juge à sa juste valeur, est assez généreux pour le féliciter du parti qu'il a pris; « mais pour moi, ajoute-t-il, ce que j'ai décidé, je « ne le changerai pas *pour un peu de miel espagnol* « *dont on m'aura frotté les lèvres*. Quant à mon fils, je « l'ai mandé ici (à Breda) pour le voir avant de partir.

« Je m'étonne que les choses en soient venues à ce point « qu'un père ne puisse voir son fils sans se rendre sus- « pect, et sans offenser le *Maître*, et certes, *si nous nous « accommodons ainsi au bât, nous ne pourrons plus re- « fuser ni le frein ni la selle*. Quant à moi, je n'ai pas « les épaules assez fortes pour les supporter, et ne suis « pas d'humeur à les faire porter aux autres. » (*Archiv.*, t. III, p. 68 à 73[1]).

On a peine à comprendre l'aveuglement d'Egmont. Il s'explique pourtant, mais d'une manière qui ne fait honneur ni à son cœur, ni à son esprit, quand on lit ces lignes si flatteuses que daigne lui écrire Philippe : « Je suis bien aise, mon cousin, d'apprendre que vous « avez prêté le nouveau serment, non que je le regarde « le moins du monde comme nécessaire pour vous, « mais à cause de l'exemple. J'ai appris aussi avec plai- « sir que vous remplissez admirablement votre devoir, « que vous rendez de grands services, et je vous prie « de continuer à faire de même. »

Bréderode, après l'insuccès de cette folle échauffourée d'Austruweel, dont la faute retombait sur lui, était venu tenter fortune à Amsterdam, où les calvinistes étaient pour quelques jours les maîtres de la ville. Déjà Bréderode se voyait comte de Hollande, et se flattait d'enlever à Philippe II une de ses plus riches provinces. Entouré de son cortége de *gueux* de haut et bas étage, il faisait

1. En rapportant ce mémorable entretien, dont le fond est certainement authentique, je me suis servi, outre Strada et Meteren, d'une notice curieuse, citée par Th. Juste (II, 355), et extraite de *Somer's collection of Tracts* (t. I, p. 333-36). C'est le récit d'un soldat de fortune, sir Roger Williams, qui affirme avoir entendu le prince d'Orange raconter son entretien avec Egmont, et qui l'écrivit de souvenir. Quant aux mots qu'on prête aux deux interlocuteurs : « Adieu, prince sans terres, — adieu, comte sans tête! » de pareilles niaiseries ne se discutent pas sérieusement; mais l'entretien ci-dessus a dû leur servir de prétexte.

le désespoir des magistrats, et l'effroi de tous les honnêtes gens. La régente lui avait dépêché un de ses secrétaires, pour le décider à partir; Bréderode refusa d'abord de l'entendre; mais, voyant la chance tourner, le *grand gueux* se ravisa, et essaya de faire sa paix avec la régente. Celle-ci, qui sentait le vent dans ses voiles, répondit avec dédain à ses avances. Tout ce qu'il put obtenir, ce fut la permission de sortir du pays et de toucher en paix ses revenus. Encore fit-il acheter sa retraite huit mille florins par la ville d'Amsterdam, qui s'estima trop heureuse d'en être quitte à ce prix. Le 27 avril au soir, il s'embarqua avec sa femme et une poignée de gentilshommes, aussi compromis que lui. Les *gueux* l'escortèrent jusqu'à son vaisseau, à la lueur des torches, et au bruit de bachiques refrains. Il quitta les Pays-Bas, et mourut au bout d'un an, miné par ses excès, et laissant après lui le triste renom d'un de ces aventuriers politiques, qui déshonorent les causes qu'ils servent, quand ils ne les perdent pas.

Le lendemain de son départ, une troupe de *gueux*, commandée par le sire de Batenbourg, tenta un coup de main sur Amsterdam; mais les calvinistes, honteux de ces étranges alliés, s'unirent aux catholiques pour les repousser. La bande, plus prompte à fuir qu'à combattre, parvint à gagner l'Allemagne, où elle se dispersa. Les chefs furent moins heureux : embarqués sur un vaisseau, avec une centaine d'hommes, la tempête les rejeta sur le rivage, où ils tombèrent vivants aux mains des Espagnols. Les simples soldats furent pendus, les nobles réservés pour la torture ou pour l'échafaud.

Quand Valenciennes et Anvers avaient plié, quelle ville pouvait se flatter de résister encore? Maëstricht et Bois-le-Duc, les plus rebelles au joug, imitèrent cet

exemple; Noircarmes, en se montrant sous leurs murs, trouva les portes ouvertes et les autorités à genoux pour le recevoir. Une lettre de Philippe à sa sœur nous dira comment il entendait la restauration de l'ordre dans les Pays-Bas. « Il veut que la ville d'Ypres, qui s'est mon- « trée la plus rebelle, soit châtiée si rigoureusement « qu'elle serve d'exemple aux autres. Il veut que les « églises soient restaurées aux frais de ceux qui les « ont saccagées, et qu'on retire à la ville tous ses pri- « viléges, se réservant, lors de sa venue aux Pays-Bas, « d'y mettre l'ordre convenable. A Valenciennes, à « Anvers, à Tournay, et dans toutes les villes rebelles, « il faut faire construire un château aux frais des habi- « tants, leur enlever toutes leurs armes, et ôter à ces « villes leurs priviléges. Si la duchesse craint que le « retrait des franchises puisse amener quelques troubles, « elle pourrait attendre l'arrivée du duc d'Albe. Toute- « fois, il vaut mieux le faire avant, s'il se peut. »

Orange était encore à Bréda le 22 avril; mais, en voyant ce sauve-qui-peut général, il se décida enfin à partir, emmenant avec lui toute sa maison, plus six ministres et un grand nombre d'habitants de Bréda, qui voulurent suivre sa fortune jusqu'au bout. Il avait rappelé auprès de lui sa fille, dame d'honneur de la duchesse de Parme; mais il laissa dans les Pays-Bas son fils aîné, le comte de Buren, qui étudiait à l'université de Louvain, étrange décision chez un homme qui pesait tous ses actes comme toutes ses paroles! Philippe ne tarda pas à faire venir à la cour le précieux otage qu'on laissait entre ses mains. Il fit élever sous ses yeux, avec le plus grand soin, le fils du prince d'Orange. La vie du jeune homme resta sauve, mais son âme fut livrée sans défense au mortel ennemi de son

père et de sa religion. C'est ainsi que le père de Guillaume avait placé son fils dans la *chambre* de Charles-Quint, qui d'un luthérien en avait fait un catholique. La même imprévoyance chez Guillaume devait attirer sur lui le même châtiment.

Le départ du prince d'Orange abattit dans tous les cœurs les dernières velléités de résistance. Personne ne songea plus qu'à se soumettre, et à tirer de sa soumission le meilleur parti possible. Quant à ceux qui se sentaient trop compromis pour rester, ou trop fiers pour plier, l'exemple de Guillaume les entraîna par milliers. Plus du tiers des habitants de Bois-le-Duc se réfugièrent dans le duché de Clèves. Les Brabançons, les Wallons, les Hollandais se retirèrent à Emden. « Des personnes de qualité, dit Meteren, qui avaient « assez pour vivre honnêtement au pays, devinrent de « vrais *gueux* et mendiants. Et cependant, même en « pays étranger, ils allaient habillés à leur façon, « comme s'ils eussent espéré retourner encore à la « maison. » (*Hist. des Pays-Bas*, fol. 50.)

Orange une fois éloigné, l'inquisition règna sans conteste dans les Pays-Bas, en attendant le duc d'Albe. La persécution sévit partout, plus arbitraire que jamais; toutes les places étaient couvertes de gibets où pendaient les corps des victimes, et les corbeaux depuis longtemps n'avaient pas été à pareille fête. Les routes étaient couvertes de fugitifs, de familles errantes et affamées; les populations, frappées de terreur, n'osaient pas les recevoir sous leur toit. Un simple village fournissait au bourreau plus de cent victimes. Nul n'était à l'abri du châtiment, car nul ne pouvait se dire exempt de tout crime. Les plus riches étaient toujours les plus coupables, et la confiscation punissait sur les enfants la

faute du père. La populace, naguère si favorable aux réformés, s'était tournée contre eux avec la fortune : elle luttait de zèle avec les soldats pour piller leurs maisons, ou démolir leurs temples. Souvent même les prédicateurs étaient pendus aux solives du temple où ils avaient annoncé la parole de Dieu.

La régente avait à se venger sur la Réforme de la peur qu'elle lui avait faite. Le 24 mai, elle publia un édit qui surpassait en rigueur tous les édits précédents. Les parents dont les enfants, les maîtres dont les serviteurs avaient assisté à un prêche, étaient condamnés à mort, les enfants et les domestiques battus de verges. Les pasteurs et les prédicants étaient réservés au gibet. Il suffisait, pour encourir la peine capitale, d'avoir acheté ou vendu les livres saints, ou insulté un clerc du geste, du *regard* ou de la voix. Devant cette pénalité draconienne, il n'y avait plus qu'un refuge, l'exil, et la Flandre tout entière en aurait pris le chemin, en laissant Philippe et l'inquisition régner sur des déserts; mais un nouvel édit vint interdire à tout habitant, étranger ou natif, de quitter les Pays-Bas, et d'emporter ses biens, toujours sous peine de mort, pour lui et pour quiconque l'aiderait à fuir. Cet édit, qui avait le tort de vouer les hérétiques à la corde ou à l'épée, au lieu du bûcher, fut blâmé par Philippe *pour sa trop grande douceur*, et il dut être révoqué. Les princes luthériens envoyèrent à la régente une ambassade pour implorer sa pitié en faveur des membres de la confession d'Augsbourg. La duchesse reçut fort mal les ambassadeurs, et les engagea à « se mêler de leurs affaires et à laisser le roi d'Espagne faire les siennes. » (*Archiv.*, t. III, p. 80 à 93.)

Mais Marguerite a beau faire, tous ses efforts pour

satisfaire Philippe ont échoué, et échoueront jusqu'à la fin ; n'ayant de pouvoir que pour punir et non pas pour pardonner, elle sera toujours, même en punissant, suspecte de clémence. Le duc d'Albe va bientôt venir pour faire cesser tout malentendu, et révéler à la Flandre les vraies intentions de son roi. Avec lui, il ne peut plus être question de pardon. Philippe a enfin trouvé un représentant digne de lui, et la Flandre, si elle veut demeurer fidèle à l'Espagne et au catholicisme, saura du moins ce que doit lui coûter son orthodoxie.

LIVRE XXIX

CHAPITRE I

LE DUC D'ALBE EN FLANDRE.

1567-68.

Après des années d'indécision, Philippe II avait enfin pris son parti. Pie V, qui trouvait le *roi catholique* tiède contre l'hérésie, l'avait fait réprimander par son nonce à Madrid. Philippe, bien que froissé du langage du saint-père, s'était courbé devant cette voix vénérée. Les excès des iconoclastes des Pays-Bas étaient venus à propos pour trancher ses hésitations; et trouvant dans le duc d'Albe un instrument digne de lui, il s'était enfin décidé à sévir. Le clergé et l'inquisition avaient offert un large subside pour fournir aux frais de la guerre, et l'Espagne entière fut bientôt remuée par les préparatifs de cette nouvelle croisade.

Philippe avait-il jamais été sincère dans ses promesses de venir visiter les Pays-Bas? C'est ce qu'il est impossible de démêler. Mais d'Albe une fois chargé de sa sanglante mission, le voyage du roi ne pouvait plus avoir

lieu. L'un ne pouvant venir que pour pardonner, et l'autre pour punir, le monarque et le bourreau ne pouvaient pas se rencontrer ensemble. Toutefois, sa décision prise, le roi se donna beaucoup de peine pour persuader à tout le monde que le duc ne ferait que le précéder en Flandre de quelques semaines. Des prières furent ordonnées dans toutes les églises, afin de demander pour le roi une heureuse traversée; mais la Flandre ne s'y trompa pas, et l'on y remarqua malignement que, « pour se tenir renfermé à l'Escurial, le roi n'avait pas besoin de tant de prières. »

Quant au duc d'Albe, ses préparatifs étaient plus sérieux. Mais arrêtons-nous un instant devant ce personnage qui, longtemps relégué au second plan, va maintenant passer au premier, et effacer le monarque lui-même. D'Albe avait alors soixante ans. On ne peut voir qu'avec répulsion, et presque avec effroi, dans le beau portrait qu'en a donné Prescott, cette longue et osseuse figure, emboîtée dans une armure de fer; ce front proéminent où respire une volonté implacable qui se complaît dans les haines qu'elle soulève. Rejeton d'une ancienne famille qui se prétendait issue des Paléologues de Byzance, Fernan Alvarez de Tolède, duc d'Albe, en servant sous deux règnes, s'était illustré surtout sous celui de Charles-Quint. La victoire de Mühlberg, due à sa décision et à son courage, avait été son apogée, et son étoile n'avait fait que pâlir depuis, sous le règne de Philippe II. Le jeune et brillant vainqueur de Saint-Quentin et de Gravelines était venu rejeter dans l'ombre le vainqueur de Mühlberg. De là cette haine profonde du duc contre son heureux rival, haine qui devait un jour coûter si cher à ce dernier!

Le 15 avril, d'Albe se rendit à Aranjuez pour prendre

congé du roi et de l'infant d'Espagne. Le 25, le duc trouva à Carthagène Jean André Doria, avec trente-sept galères et quinze compagnies de recrues espagnoles qu'Albe devait échanger en Italie contre des vétérans. Il y reçut du roi le brevet de capitaine général, avec des instructions si minutieuses que, tout rompu qu'il fût à l'obéissance, d'Albe sentit son orgueil se révolter. Il osa écrire au roi pour s'en plaindre, en ajoutant que, même sous l'empereur, il n'avait jamais été enchaîné de la sorte.

La flotte, partie le 27 avril, ne débarqua à Savone que le 17 mai. La traversée fut pénible pour d'Albe que la goutte força de relâcher à Nice. Les plus grands noms de la péninsule vinrent abaisser leur orgueil devant le représentant de la monarchie espagnole. Le vice-roi de Milan, Albuquerque, vint à sa rencontre jusqu'à Asti. Pie V, qui connaissait d'Albe, avait pensé qu'il ne pourrait passer aussi près de Genève sans sentir se réveiller toutes ses rancunes contre l'hérésie. Il essaya donc lui persuader d'écraser en passant « ce nid d'apostats et de démons. » Le duc de Savoie, vieil ennemi des Genevois, joignit ses instances à celles du saint-père. Genève se hâta d'implorer l'appui des huguenots français. Condé et Coligny ne restèrent pas sourds à son appel; ils offrirent à Charles IX de lever pour lui cinquante mille hommes, s'il voulait arrêter l'armée espagnole dans les défilés de la Savoie. Charles IX ne voulut pas tenter l'aventure, et refusa ce dangereux appui. Catherine qui, au fond du cœur, appartenait à l'Espagne, fit passer à d'Albe des vivres et des munitions. Genève, sans autre alliée que Berne, se suffit à elle-même dans ce grave danger. Elle sut faire respecter, pour elle et pour la Suisse, cette neutralité armée qui a toujours fait sa force.

D'Albe, la voyant si résolue, finit par répondre au pape que ses instructions lui disaient de marcher sur les Pays-Bas, sans s'arrêter en chemin ; et l'orage, détourné de Genève, passa à quelques lieues de ses murs pour aller éclater ailleurs.

Le duc avait partagé son armée en trois corps ; chacun marchait à un jour de distance des deux autres, et occupait le soir les quartiers que l'autre avait quittés le matin. Il n'avait guère en tout que dix mille hommes, mais c'était la fleur des armées espagnoles. « Les simples soldats de cette gaillarde armée, dit Brantôme, portaient tous des armures gravées et dorées, et étaient équipés comme des capitaines. » Bon nombre étaient munis de mousquets, arme qu'on employait pour la première fois en campagne. On comptait environ douze cents cavaliers italiens, sous les ordres de don Fernan de Tolède, fils naturel du duc. Comme les hommes d'armes du moyen âge, chacun avait son écuyer, et aux égards de l'armée pour eux, on aurait pu les prendre pour des officiers. L'infanterie, presque toute espagnole, était sous les ordres de don Fadrique, le fils légitime du duc. Une foule d'aventuriers de noble race étaient venus chercher fortune sous un chef aussi renommé. Le mestre de camp était un Italien, Chiapin Vitelli, tacticien consommé, que le duc de Florence avait cédé au roi. Le duc de Savoie y avait ajouté un célèbre ingénieur, Pacheco, qui construisit plus tard la citadelle d'Anvers. Enfin un bataillon de douze cents courtisanes, enrégimentées comme des soldats, et soumises à la discipline militaire, figurait aussi dans les cadres de l'armée. Brantôme, le digne chroniqueur d'une époque où tout était extrême, la corruption comme la foi, se récrie avec enthousiasme sur l'attrait de ce spectacle : « Plus, il y avait

quatre cents courtisanes à cheval, belles et braves comme princesses, et huit cents à pied, bien en point aussi. » (*Œuvres*, t. I, p. 62.)

Le 2 juin, le duc se mit en route, laissant l'artillerie derrière lui pour ne pas embarrasser sa marche. Les ducs de Savoie et de Lorraine, vassaux de l'Espagne sous le nom d'alliés, avaient accordé avec empressement le passage par leurs États. Le duc se mit en route par le mont Cenis. Lui-même conduisait l'avant-garde, et le génie marchait ensuite pour aplanir le chemin. Après quatorze jours de marche, on atteignit la Bourgogne, et l'on se retrouva sur le sol espagnol. Quatre cents cavaliers, l'élite de la noblesse bourguignonne, vinrent grossir les rangs de l'expédition. Deux corps d'observation, l'un suisse, l'autre français, avaient constamment suivi, chacun sur son territoire, l'armée conquérante, pour voir si elle ne se détournerait pas de sa route. En traversant ces redoutables défilés, il échappa plus d'une fois au duc de dire que « quelques centaines d'hommes bien résolus eussent suffi pour l'arrêter; » mais nul n'osa l'essayer. L'étoile de Philippe II n'avait pas encore pâli. La France et la Suisse s'estimaient assez heureuses d'échapper à des hôtes aussi redoutés. D'Albe, au reste, avait compris le péril; aussi, pendant ce long et pénible voyage, fit-il régner parmi ses troupes une discipline inconnue à cet âge sans pitié. Quelques exemples de rigueur, faits à propos, suffirent pour les maintenir dans l'obéissance, et garantir contre tout désordre les pays qu'elles traversaient. Les historiens du temps ne tarissent pas en éloges sur ce prodige de discipline qu'un duc d'Albe pouvait seul obtenir de ses soldats.

Le duc de Lorraine vint à la frontière mettre ses États à la disposition du *roi catholique*. En douze étapes, la

Lorraine fut franchie, et le 8 août, après quarante jours de marche, l'armée atteignit Thionville et la frontière des Pays-Bas. Le comte de Lodron y attendait le duc avec trois régiments de recrues allemandes. Dans cette armée cosmopolite, tous les peuples vassaux ou alliés de l'Espagne se trouvaient représentés, tous unis contre ce petit peuple qui avait seul en Europe l'honneur de personnifier la liberté de conscience. Le camp de Thionville, avec les marchands, les courtisanes et les valets de soldats, pouvait réunir vingt-quatre mille hommes, dont six mille chevaux. Le duc y reçut la visite de Noircarmes et de Barlaymont, envoyés par la régente pour lui demander ses pouvoirs. Le duc s'empressa de les montrer, et son premier acte d'autorité fut d'envoyer à Anvers un régiment remplacer les troupes wallonnes qui furent aussitôt licenciées. Les Espagnols entrèrent à Anvers comme dans une ville conquise, et y vécurent aux dépens des bourgeois. Ainsi le duc, même avant d'être arrivé dans son gouvernement, savait y faire marcher la terreur devant lui : « J'ai fait plier des hommes de fer, répétait-il souvent ; comment n'écraserais-je pas ces hommes de beurre? »

En arrivant à Tirlemont, d'Albe y trouva, avec l'élite de la noblesse flamande, Egmont qui, à la tête de quarante gentilshommes de sa maison, venait lui souhaiter la bienvenue. Pour se concilier les bonnes grâces du duc, Egmont lui offrit deux magnifiques chevaux. D'Albe l'accueillit de son mieux, sans lui épargner toutefois quelques plaisanteries un peu amères, comme celle-ci par exemple : « Votre seigneurie aurait bien pu épargner un pareil voyage à un homme de mon âge! » Mais, à cela près, son accueil fut convenable, affectueux même, et après avoir donné à « son bon cousin » le

baiser de Judas, il n'épargna rien pour endormir ses soupçons.

Quand d'Albe eut assez grossi son cortége de nobles flamands pour pouvoir braver les hauteurs de la régente, il se mit en route pour Bruxelles, et y entra le 22 août, à la tête de ses gardes, de sa maison, et d'un régiment italien. Un morne silence accueillit son entrée. Le duc se rendit droit au palais où l'attendait la régente, incertaine encore si, tout en le recevant, elle laisserait entrer son escorte. D'Albe trancha la question en entrant avec ses hallebardiers, malgré les gardes de la duchesse qui leur refusaient le passage. Marguerite, qui relevait de maladie, reçut le duc dans sa chambre à coucher, entourée d'Egmont, d'Aerschot et de Mansfeld. Pas un noble espagnol ne se trouvait à côté d'elle. Pour s'éviter l'embarras de faire asseoir le duc, la régente le reçut debout, sans faire un pas au-devant de lui. Le duc resta longtemps la tête découverte, et ne se couvrit que sur les instances de la duchesse, dont la froide réserve contrastait avec son attitude de déférence pour la sœur de son roi. L'entretien dura une demi-heure, sur un ton de froideur polie; puis le duc se retira à l'hôtel de Culembourg, sous le même toit où le banquet des *gueux* avait inauguré la révolution.

Outre la cédule royale qui lui conférait le titre de capitaine général, d'Albe en avait encore deux autres, postérieures en date. La dernière lui attribuait les pouvoirs les plus étendus. Toute autorité civile et militaire était concentrée dans ses mains. Sa mission était « de « réduire à l'obéissance la Flandre rebelle, fût-ce par « la force ouverte, avec pouvoir de pardonner aussi bien « que de punir. Il devait aussi faire observer les *pla-* « *cards*, punir les villes, et fixer l'emploi de leurs reve-

« nus. Après quoi, *on parlerait* d'un pardon général; « mais avant de le publier, on tâcherait de tirer de « quelques personnes le plus d'argent possible, à titre « de composition. Puis alors le légat viendrait absou- « dre ceux qui voudraient jouir du pardon, et l'inqui- « sition serait rétablie. » (*Corresp.*, II, 28). Les deux premiers décrets ne portaient aucune atteinte à l'autorité de la duchesse, mais le dernier tranchait nettement la question : « Par quoy requerrons à la dicte dame, « notre sœur, et commandons à tous nos vassaux et « subjectz de *obéyr au dict duc d'Albe*, comme à notre « propre personne. » (*Docum. ineditos*, t. IV, p. 388; *Corresp.*, t. II, *Append.*, n° 102). On se demande, en lisant ceci, par quelle cruelle dérision Philippe s'obstinait à laisser à sa sœur l'ombre d'un pouvoir dont la réalité lui échappait ainsi.

Les deux autorités, l'une nominale, l'autre réelle, ne tardèrent pas à se heurter. D'Albe insista pour mettre garnison espagnole dans Bruxelles. La duchesse s'y opposa de toutes ses forces, voulant épargner cet affront à la loyauté des habitants. Mais le duc fut inflexible; les instances, les menaces même de Marguerite se brisèrent devant cette volonté de fer, appuyée sur des instructions secrètes, dont nul ne pouvait entrevoir les bornes. Le dernier mot d'Albe fut celui-ci : « Si les Fla- « mands murmurent, V. A. peut leur dire que je suis « un homme opiniâtre, et que j'ai besoin d'en agir à ma « tête. Je suis prêt à prendre sur moi l'odieux de « toutes ces mesures, et à en décharger V. A. » Marguerite, après cela, n'avait plus qu'à céder, et c'est ce qu'elle fit, de la plus mauvaise grâce du monde. Le régiment de Sicile fut caserné à Bruxelles, les autres répartis entre les villes voisines, surtout à Gand, toujours

suspecte depuis sa rébellion sous Charles-Quint, et les troupes wallonnes furent partout remplacées par celles de l'Espagne.

La duchesse essaya de cacher sous un semblant d'indifférence la profonde blessure de son orgueil. Elle affectait de se tenir en dehors des affaires, et passait toutes ses journées à la chasse. A défaut d'affection, le pays se rencontrait avec elle dans les mêmes rancunes, et il n'en fallut pas plus pour l'y rendre tout d'un coup populaire. L'aumônier de la régente, en prêchant devant elle, osa dénoncer les Espagnols comme « traîtres, larrons, ra« visseurs de femmes, » en ajoutant que « le pays qui « les souffrirait serait inévitablement détruit. » Armenteros obtint à grand'peine de la duchesse qu'elle renvoyât le moine dans son couvent, ce qu'elle fit, non sans témoigner hautement qu'elle ne se tenait pas pour offensée par son sermon.

Mais le plus sûr témoignage de cette haine, hélas! impuissante, des Pays-Bas contre le duc, c'était l'émigration. La duchesse, dans une lettre au roi du 8 septembre, évalue à cent mille le nombre des fugitifs, depuis l'arrivée du duc d'Albe, et à deux millions de florins la valeur des biens qu'ils emportèrent. Un fait avéré, c'est que Londres était encombré d'émigrés flamands. Toutes les affaires étaient suspendues; chez ce peuple, renommé pour sa joyeuse humeur, tous les fronts étaient mornes, les rues désertes, les boutiques fermées. Tous ceux qui n'avaient pas émigré se cachaient à la campagne. D'Albe, bravant la haine publique, tenait table ouverte à l'hôtel de Culembourg, et, soit dit à la honte de la lâcheté humaine, ses salons étaient mieux peuplés, même de Flamands, que ceux de la régente.

La situation pour Marguerite n'était plus tenable.

Aussi pressait-elle le roi, dans toutes ses lettres, de l'autoriser à quitter la Flandre. Lasse de n'obtenir aucune réponse, elle se décida à envoyer à Madrid son secrétaire de confiance : « Elle n'était pas jalouse, écrivait-« elle à Philippe, de la suprême autorité dont il avait « investi le duc; mais il aurait pu ordonner qu'elle se « retirât sans attendre son arrivée. Il aurait ainsi mé-« nagé son honneur, en empêchant qu'un autre vînt « étaler à ses côtés un pouvoir dont il la dépouillait... « Depuis neuf ans, elle n'avait pas goûté une heure de « repos, elle avait même compromis sa santé et sa vie. « Était-il juste, quand elle avait pacifié les Pays-Bas, « qu'un autre vînt ainsi jouir du fruit de ses peines? »

Egmont, plus aveuglé que jamais, se partageait entre la cour du duc et celle de la régente, comme entre l'Espagne et son pays, et restait à Bruxelles, en dépit des avis secrets qui lui venaient de toutes parts. Chaque jour sa position devenait plus fausse; il le sentait, et n'avait plus de repos ni jour ni nuit. A quarante-six ans, ses cheveux étaient déjà blancs comme ceux d'un vieillard. Ainsi que don Carlos, il ne se couchait qu'avec des pistolets sous son chevet, et pourtant on le voyait à toutes les fêtes; jamais son front n'y avait paru plus souriant, ni son humeur plus joyeuse. Accueilli par les officiers espagnols comme le méritaient ses services militaires, il s'était uni d'une étroite amitié avec le bâtard du duc, don Fernand de Tolède. Tous deux s'occupaient sans cesse à préparer des fêtes et des mascarades pour dissiper le voile de deuil qui pesait sur Bruxelles. Vainement le sire de Billy, qui revenait d'Espagne, et savait en quels termes on y parlait d'Egmont, l'avertit du danger qu'il courait; rien ne put dessiller ses yeux obstinément fermés. Enfin, la nuit qui précéda son arrestation, un

officier espagnol, Romero, s'introduisit chez lui pour le supplier de fuir, et de ne pas attendre le lendemain. Mais Egmont, qui voyait l'abîme, n'avait plus la force de l'éviter, et le pire, c'est qu'il y entraîna Hornes avec lui.

Hornes, plus méfiant et plus désabusé du monde, était resté dans ses terres pour y attendre les événements. Le duc n'épargna rien pour endormir ses soupçons. Il lui fit exprimer sa tendre affection, son regret de ce que le roi n'eût pas mieux payé ses longs services, et s'engagea à lui faire obtenir quelque grande position, comme la vice-royauté de Milan ou de Naples. Egmont joignit ses instances à celles du duc, et fit tout pour décider son ami, et se donner un complice dans sa défection. Hornes, aveuglé par ces belles promesses, et entraîné par l'exemple d'Egmont, donna tête baissée dans le piége, et vint rejoindre son ami à Bruxelles.

L'heure était venue de frapper le grand coup : le 9 septembre, don Fernand de Tolède invita à un festin les deux comtes avec quelques nobles flamands. Après dîner, le duc fit prier les convives de se rendre dans son hôtel, pour y examiner avec lui les plans des forteresses que l'on voulait construire dans les principales villes des Pays-Bas. Mais ici, nous laisserons la parole au chroniqueur catholique Pontus Payen, initié à tous les secrets du parti. En entendant l'invitation du duc, en voyant ses convives prêts à s'y rendre, don Fernand, assis à côté d'Egmont, lui dit à l'oreille : « Sortez d'ici, « comte, prenez votre meilleur cheval, et fuyez sans « perdre une minute. » Egmont, troublé par ces paroles, passa dans une salle voisine, pour se remettre, et réfléchir un instant. Mais Noircarmes l'y suivit, comme son mauvais génie. Egmont lui fit part de l'avis qu'il

avait reçu, et se montra disposé à le suivre. « Ne vous « fiez pas à un étranger, sire comte, s'écria Noircarmes! « Que diront le duc et les Espagnols? Fuir ainsi sans « motif, n'est-ce pas vous reconnaître coupable? » Ces mots décidèrent de la destinée d'Egmont. Il ne vit pas que l'ami désintéressé qui risquait sa vie pour le sauver, c'était l'Espagnol, et que le traître, c'était son compatriote; et il rentra dans la salle du festin.

Bientôt, les convives se rendirent chez le duc qui leur fit le meilleur accueil. La discussion s'engagea entre eux et les ingénieurs. D'Albe s'éloigna bientôt, en prétextant une indisposition, et le débat continua jusqu'à la nuit. Les deux comtes sortirent enfin, par deux portes différentes. Un corps d'arquebusiers gardait toutes les issues, et la retraite était fermée de tous côtés. Le capitaine des gardes du duc, d'Avila, s'approcha d'Egmont, et lui dit qu'il avait ordre de demander son épée. A ces mots, le vainqueur de Gravelines pâlit et se troubla; mais, retrouvant bientôt sa présence d'esprit, il répondit que, comme membre de la Toison-d'Or, il ne devait remettre son épée qu'entre les mains du roi. D'Avila répondit qu'il n'agissait que par ordre du duc, et celui-ci par l'ordre du roi. Egmont, apercevant des soldats à toutes les portes, finit par rendre son épée, ou plutôt la jeter à terre, en ajoutant avec amertume « qu'elle « avait rendu plus d'un service au roi, et qu'il ne s'at- « tendait pas à en être ainsi payé. » On le mena alors dans une des chambres de la maison, préparée à cet effet. Les fenêtres étaient grillées, et tendues de noir comme toute la pièce. Pendant quatorze jours que le comte y resta, il ne vit d'autre jour que celui des bougies. Ses domestiques étaient tous Espagnols, et gardaient avec lui un silence absolu. Chaque nuit, l'officier

de service venait réveiller le prisonnier, et tirer les rideaux de son lit pour s'assurer qu'il ne s'était pas échappé.

Hornes fut arrêté de la même manière. Il n'essaya pas de résister. « Je n'ai pas droit d'espérer, dit-il froi-« dement, qu'on me traite mieux que mon ami. » Il fut mis également dans une chambre à part, et tenu au secret le plus rigoureux. Même avant l'arrestation des deux comtes, Backerzeele, secrétaire d'Egmont, et Strahlen, bourgmestre d'Anvers, son confident et son ami, avaient été arrêtés tous les deux. Les papiers des prisonniers furent séquestrés, et le soir même, d'Albe écrivit au roi pour lui annoncer la réussite de son plan.

Inutile de dire que la régente était restée étrangère à cette grave décision. Mansfeld se montra fort blessé de l'arrestation de Hornes, son beau-frère. Il eut la naïveté de se plaindre au duc, et d'invoquer les priviléges de la Toison-d'Or. D'Albe répondit, avec une brutalité non moins naïve, que, « si les membres de l'ordre se « réunissaient sans sa permission, fût-ce pour dire le « *Credo,* ils auraient à faire à lui. Quant aux priviléges « de l'ordre, ajouta-t-il, le roi a décidé qu'ils ne pou-« vaient pas couvrir le crime de lèse-majesté ; tout ce « qui restait donc à faire, c'était de se soumettre. » Marguerite se plaignit qu'on se fût permis d'arrêter, sans l'en prévenir, deux membres de son conseil d'État. D'Albe répondit « qu'il n'avait agi que par l'ordre du « roi, qui avait voulu épargner à sa sœur l'impopularité « d'une pareille mesure. »

La triste nouvelle se répandit dans Bruxelles avec la rapidité de la foudre. La stupeur, la crainte, l'indignation se partagèrent tous les esprits ; mais personne n'osa bouger. D'Albe put écrire avec vérité au roi que pas une

goutte de sang n'avait coulé, et qu'aucun désordre n'avait eu lieu, ni à Bruxelles, ni dans les Pays-Bas. Toutefois, le coup avait étourdi la Flandre, mais il ne l'avait pas abattue. On plaignit ces deux victimes de leur folle confiance, mais Hornes surtout, car les jugements sévères ne manquèrent pas à Egmont. Cette impression, du reste, s'effaça plus tard sous l'immense pitié qui saisit la Flandre en voyant tomber ces deux nobles têtes sous le fer du bourreau. L'effet de ces arrestations fut de donner une impulsion nouvelle à l'émigration, déjà si active. On évalue à vingt mille le chiffre des habitants des Pays-Bas qui, sur cette seule nouvelle, se hâtèrent de quitter leur pays. Les nobles et les gens du peuple furent les plus abattus; les bourgeois seuls osèrent exprimer tout haut leurs sympathies; quelques-uns mêmes se rendirent à l'hôtel du duc d'Albe pour demander la cause de l'emprisonnement des deux comtes. Le duc répondit dédaigneusement « qu'il était occupé à réunir ses troupes, « et que, lorsqu'il serait prêt, il ferait rendre sa ré- « ponse. »

Tout annonce que le plan de cette tragédie avait été d'avance arrêté à Madrid entre le roi et le duc tout seuls, d'autres disent avec Granvelle et Espinosa; mais d'Albe prit sur lui l'odieux de l'exécution. La joie de Philippe éclata sans mesure quand il apprit que la proie était enfin tombée dans le piége. Mais Granvelle, moins passionné, était plus perspicace; à la nouvelle de cette double capture, il demanda avec empressement : « A-t-on pris le prince d'Orange? » et sur la réponse négative, « Eh bien, dit-il, il n'y a rien de fait! »

Restait à savoir ce que l'on ferait des deux prisonniers. Bruxelles, sans citadelle, ne semblait pas assez sûre; le duc se décida pour Gand, dont la forteresse

répondrait à la fois de la ville et des deux captifs. Ils y furent conduits par une escorte formidable, sans que leurs regards même pussent se rencontrer en chemin. « Tous deux furent logés dans des chambres séparées, « étroites et misérables », disent les relations officielles, et leurs familles même ne purent obtenir accès auprès d'eux.

Deux autres prisonniers attendaient aussi leur sort dans une prison plus sûre encore que le château de Gand : c'étaient Berghes et Montigny, captifs à la cour du monarque, avec Ruy Gomez pour geôlier. Depuis de longs mois, les envoyés de la Flandre insistaient en vain pour obtenir leur congé : d'Albe écrivait au roi de ne lâcher à aucun prix ses prisonniers. Berghes finit par tomber malade, atteint au cœur par le malheur de son pays qui venait encore s'ajouter au sien. Sentant sa fin s'approcher, il fit demander Ruy Gomez, qu'il croyait son ami. Il le chargea de dire au roi « qu'il mourait son « sujet fidèle, et que le temps viendrait où sa loyauté « apparaîtrait au grand jour. » Si l'on veut connaître Philippe II tout entier, c'est près du lit de Berghes qu'il faut l'étudier. Le 16 mai, il trace en détail et par écrit à Ruy Gomez la conduite à tenir avec le mourant. De l'avis des médecins, un seul remède peut sauver le malade, c'est son retour en Flandre. On croit peut-être que Philippe va le leur permettre. Point! « Si Gomez est « bien sûr que Berghes ne peut guérir, il lui dira que « le roi lui permet de rentrer dans les Pays-Bas, et « fera seulement espérer cette permission si la guérison « paraît prochaine. En cas de mort du marquis, il fau- « dra lui faire de somptueuses funérailles; car il sera « bien de montrer les regrets du roi et de ses ministres, « et le cas qu'ils font des seigneurs des Pays-Bas. »

Le 18 mai, Berghes fut enfin libéré pour toujours de sa captivité. Ses obsèques furent célébrées en grande pompe. Montigny, frappé au cœur par la mort de son ami, alla à l'Escurial recueillir de la bouche du monarque l'expression de ses regrets. Au même moment, Philippe expédiait à sa sœur l'ordre de se saisir de tous les biens du défunt et de sa ville de Berghes, « jusqu'à ce « qu'on connût les intentions du roi. » L'odieux de cette confiscation sans jugement était tel que Marguerite et Viglius lui-même protestèrent, ce qui n'empêcha pas Marguerite d'obéir, et l'héritage du marquis fut enlevé à sa famille.

L'infortuné Montigny, moitié dupe, moitié victime, se résigna, bien malgré lui, à prolonger son séjour en Espagne, toujours bercé de la vaine espérance d'accompagner le roi dans son voyage aux Pays-Bas, « voyage « si prochain, au dire du monarque, que ce n'était pas « la peine de partir avant lui. » Mais, après l'arrestation de deux des triumvirs, Philippe se crut dispensé de feindre; il jeta le masque, et le jour même où il apprit la nouvelle (19 septembre), Montigny, le frère de Hornes, fut conduit à l'Alcazar de Ségovie. Au même moment, le duc d'Albe écrivait à l'ambassadeur d'Espagne à Rome : « L'intérêt de S. M. n'est pas de verser le « sang de ses sujets, et moi, de mon naturel, je ne « l'aime pas davantage. J'espère que ces seigneurs « rendront d'eux un tel compte que tout le monde « connaîtra leur fidélité, dont on parle très différem- « ment. »

LE CONSEIL DES TROUBLES.

Le duc d'Albe une fois maître de la situation, Egmont et Hornes sous les verrous, Orange en exil et la Flandre abattue, on s'étonne de ne pas voir l'inquisition s'établir en triomphe sur les ruines des libertés du pays. Chose étrange! Philippe avait failli perdre les Pays-Bas par son zèle imprudent à y établir le saint-office, et, après avoir dompté toute résistance, il ne songeait plus à y introniser l'odieux tribunal. La royauté, après l'avoir introduit en Espagne, puis dans ses autres États du continent, avait fini par devenir jalouse des immenses priviléges, et surtout des immenses richesses de l'inquisition. Philippe ne se souciait pas de partager avec elle les richesses de la Flandre, et cherchait un expédient pour se passer de son appui; ce fut d'Albe qui le trouva.

L'inquisition épiscopale eût été trop lente dans son action, trop soumise au saint-père, que Philippe voulait bien pour allié, mais non pas pour maître. Le saint-office espagnol eût gardé pour lui tous les biens confisqués, en traitant avec le trône de puissance à puissance. D'Albe inventa mieux que tout cela en créant le *conseil des troubles*, digne pendant du saint-office, qu'il devait laisser bien loin derrière lui par son activité et le nombre de ses victimes. Mais le suprême mérite de ce tribunal, aux yeux du monarque, ce fut de ne connaître d'autre loi que sa volonté, exprimée par celle du duc d'Albe. Viglius fut l'instrument le plus actif du duc dans la création de ce conseil. Ce dernier réunit chez lui les plus dévoués suppôts de l'Espagne dans les Pays-Bas, Viglius, Barlaymont et Noircarmes. Au nom de la puis-

sance royale qu'il représentait, il se nomma lui-même président du conseil; Viglius s'excusa, comme ecclésiastique, et échappa ainsi au danger d'en faire partie. Les deux autres se trouvèrent honorés de cette marque de confiance. D'Albe leur adjoignit quelques magistrats flamands, choisis parmi les plus serviles. Mais des Flamands, quel que fût leur zèle, ne pouvaient lutter avec des Espagnols en dévouement à la foi et à Philippe II. Si dénués qu'ils pussent être de conscience et de patriotisme, un jour pouvait venir où ils se lasseraient de cette tâche ingrate et dangereuse, qui allait soulever contre eux tant de haines. Pour trouver des hommes à la hauteur de leur mission, il fallait des Espagnols, habitués, dès leur enfance, à voir couler le sang dans les auto-da-fés et les combats de taureaux. D'Albe, toujours prévoyant, en avait amené deux avec lui, le conseiller del Rio et le licencié don Juan Vargas, tous deux hommes de robe, aguerris par la vue des tortures au spectacle de la douleur. Del Rio, cruel par peur, la pire et la plus basse de toutes les cruautés, ne sut jamais, comme un agent subalterne, qu'obéir à sa consigne. Mais Vargas, cruel par tempérament, s'acquittait de sa tâche, au dire du duc, « avec une ardeur juvénile. » Chassé d'Espagne par un procès déshonorant, soustrait par la fuite à l'échafaud ou aux galères, ses antécédents judiciaires l'avaient mis dans la dépendance absolue du duc. Au dire des Espagnols, bons juges en fait de rigueur, « la plaie gangrenée des Pays-Bas avait besoin d'un aussi « tranchant couteau comme était Vargas. » Condamner un prévenu était trop peu pour lui; il lui fallait encore assaisonner un arrêt de mort de ses atroces plaisanteries. Comme il ignorait le flamand, le duc, par égard pour lui, décida que la procédure se ferait en latin, lan-

gue qu'un licencié espagnol était censé savoir, et la Flandre se souvient encore de ses solécismes en même temps que de ses cruautés.

Mais les Flamands étaient en majorité dans le nouveau conseil, et d'Albe ne se sentait pas assez sûr d'eux. Pour y obvier, il s'avisa d'un moyen ingénieux : ce fut de ne leur laisser que voix consultative, et d'accorder aux seuls Espagnols le droit de voter. Le duc seul, en réalité, prononçait la sentence, et le tribunal, en somme, ne se composait que de trois membres, d'Albe pour ordonner, Vargas et del Rio pour exécuter ses arrêts. Mentionnons cependant, pour mémoire, un conseiller flamand, Hessels, neveu de Viglius. Il dormait d'ordinaire pendant le débat, et si on lui demandait son avis, « au gibet! » s'écriait-il, sans savoir de qui ni de quoi il s'agissait. Aussi la haine publique se prononça-t-elle contre lui plus encore que contre les étrangers; comme la plupart des tristes célébrités de notre révolution, il finit par périr lui-même du supplice qu'il avait si souvent infligé.

La haine populaire se chargea de baptiser le nouveau tribunal, et le *conseil des troubles* ne s'appela bientôt que le *conseil de sang*. Du jour où il fut constitué, toute autre institution, judiciaire ou politique, cessa en réalité d'exister. Le conseil d'État, qu'on ne daigna pas même supprimer, s'abstint de se rassembler. Toutes les chartes municipales furent suspendues de fait, sinon de droit. Les états provinciaux, souverains jusque-là sur leur territoire, furent cités, comme de simples citoyens, devant ce tribunal, absolu et irresponsable, pour s'y voir condamnés sans même être entendus. Devant lui, les femmes pouvaient dénoncer leurs maris, les enfants leurs pères. C'était la création favorite du duc, son œuvre de prédilection qu'il allait perfectionnant sans relâche. Auss

chaque jour y passait-il jusqu'à sept heures; pour le surveiller de plus près, il l'avait établi sous son propre toit, sacrifiant jusqu'à sa santé à ce devoir qui, pour lui, passait avant tous les autres. Parfois, il mandait chez lui deux ou trois membres du conseil d'État, pour leur faire part de sa volonté souveraine, et là, comme en Orient, entendre c'était obéir. La plupart des conseillers flamands, honteux de l'inutilité de leur rôle, finirent par s'abstenir de paraître au conseil, et les affaires n'en furent que plus vite expédiées. Ajoutons que ce tribunal, créé en dehors de toute légalité, n'était pas même institué par un décret royal. Émané de la simple volonté du duc d'Albe, qui représentait celle du roi, il était fondé sur le pur arbitraire, et n'avait d'autre mission que de l'appliquer aux Pays-Bas, sans avoir jamais un compte à rendre de ses arrêts.

La première séance se tint chez le duc, le 20 septembre, et l'on se partagea la besogne. Vargas et del Rio furent chargés, avec un Flamand qu'on leur adjoignit pour la forme, du procès des comtes d'Egmont et de Hornes. A deux autres Flamands, pour la forme aussi, on confia le procès d'Orange et de ses compagnons d'exil. Enfin, Hessels et un autre furent chargés de toutes les autres affaires, immense fardeau auquel tout leur zèle ne devait pas suffire. Toutes les lois étant suspendues, il fallait au moins tracer au nouveau tribunal quelques règles de procédure, quelques catégories où classer les coupables. Le crime de haute trahison a toujours été, pour toutes les tyrannies, le titre le plus élastique et le plus commode. Aussi commença-t-on par le rédiger, en dix-huit articles. Les délits sacrés s'y trouvaient côte à côte avec les profanes. Ainsi, c'était être traître envers le roi que d'avoir brisé les images, de ne

s'être pas opposé par force aux prêches en plein air, à plus forte raison, d'y avoir assisté ; d'avoir contesté au roi le droit d'abolir toutes les libertés des provinces et toutes les lois du pays. La pénalité était aussi simple que celle de nos tribunaux révolutionnaires : c'était la mort dans tous les cas, mais non *la mort sans phrases*, grâce aux joviales facéties dont Vargas assaisonnait ses arrêts. Être traduit devant ce tribunal de sang, et y être condamné, étaient synonymes. Toutes les classes de la société devaient se courber sous ce terrible niveau : le noble qui avait rédigé une requête, les bourgeois qui l'avaient colportée, les paysans, les ouvriers qui avaient assisté à un prêche, le pasteur qui l'avait tenu, tous étaient également justiciables du conseil ; nulle tête n'était assez haute pour refuser de s'incliner devant lui, nul sang assez vil pour qu'il dédaignât de le verser.

On chercherait en vain, dans toute la correspondance de Philippe II, un mot qui tende à réprimer les emportements de zèle du redoutable tribunal. Bien loin de là : ce ne sont que des éloges pour le dévouement et la dextérité dont le duc a fait preuve, en sacrifiant tout aux intérêts de la religion, auprès desquels tout le reste n'est rien. Toutefois, d'Albe, qui connaît son maître, ne néglige pas non plus de faire valoir à ses yeux le côté financier de la question. Suivant lui, le *conseil des troubles*, en fonctionnant sans relâche, devait rapporter, par an, à la couronne, 500,000 ducats. La confiscation, qui suivait presque toujours l'arrêt de mort, frappait, non-seulement la famille, mais les créanciers qui ne pouvaient faire valoir leurs droits que devant le conseil. On peut deviner l'accueil qui y attendait leurs réclamations. Leur donnât-on même gain de cause, les frais dépassaient d'ordinaire la somme adjugée. Ce mélange inou

d'avidité fiscale, de fanatisme religieux et de despotisme politique forme un ensemble si odieux, qu'il faut remonter aux plus mauvais temps de l'empire romain pour en retrouver le pendant.

Le *conseil des troubles* une fois constitué, une meute de commissaires, armés des pouvoirs les plus étendus, fut lâchée sur les provinces. Bientôt les prisons regorgèrent. Les autorités locales, pour racheter leurs têtes, luttèrent d'empressement à se saisir des coupables, et à instruire leur procès. Les dossiers arrivaient au conseil qui, seul, prononçait en dernier ressort. Si les juges instructeurs avaient opiné pour la mort, l'arrêt était confirmé sans autre examen. Si la peine était moindre, Vargas leur renvoyait le dossier, avec de sanglants reproches, en leur enjoignant de le revoir avec soin, et de « condamner plutôt dix innocents que de laisser échapper un coupable. » Tout arrêt de mort devait être exécuté dans les vingt-quatre heures. Peu d'accusés avaient l'honneur d'être jugés individuellement : on proscrivait d'ordinaire en bloc, comme dans nos tribunaux révolutionnaires. Quatre-vingt-quatre habitants de Valenciennes furent ainsi condamnés d'une seule fois au bûcher. Au bout de trois mois, dix-huit cents personnes avaient déjà été envoyées au supplice par cette justice expéditive.

Le langage même de ces bourreaux, décorés du nom de juges, est plus caractéristique encore que leurs actes : Vargas s'apercevant, après l'exécution, de l'innocence d'un condamné : « Peu importe, dit-il en éclatant de rire, « ce sera une chance de plus en sa faveur, quand « on le jugera dans l'autre monde, d'avoir été con- « damné à faux dans celui-ci. » Quelquefois, la sentence est rendue, et même exécutée, avant que les pièces du

procès ne soient arrivées. D'Albe écrit au roi qu'il a choisi le mercredi des cendres pour faire arrêter cinq cents personnes à la fois : « Après les folies du carnaval, » dit-il, « on a plus de chance de les trouver paisiblement « retirées sous leur toit. » Et, plus loin, il ajoute : « Je « les ai fait exécuter tous. » (*Docum. ineditos*, t. IV, p. 488.) « Ils me cassent la tête, » écrit-il ailleurs, « pour savoir si tel, qui a commis tel délit, ne pourrait « pas être banni, au lieu d'être mis à mort. En vérité, « c'est à en mourir d'être ainsi importuné. » (*Ibid.*) « Si je me suis réservé la décision en dernier ressort, « c'est que je connais les juristes. Ils ne veulent jamais « rien décider que sur des preuves, tandis que les af- « faires d'État n'ont rien à faire avec les lois, et se règlent « tout différemment. » (*Bullet. de l'Acad. roy. de Belg.*, t. XVI, part. 11, p. 52.)

Quant aux motifs des condamnations, on daignait rarement les faire connaître. En voici quelques-uns, pris au hasard, parmi des milliers de sentences capitales, qu'une main pieuse a recueillies, comme des documents pour l'histoire. Une femme avait frappé de sa pantoufle, un an auparavant, une statue de la vierge ; elle fut noyée dans une cuve, sur l'échafaud, avec sa servante, qui ne l'avait pas dénoncée. Pierre de Witt, riche bourgeois d'Amsterdam, fut décapité pour avoir, dans une émeute, détourné des insurgés de tirer sur les magistrats. Son influence sur les rebelles lui fut imputée à crime, quand même elle avait profité à la cause de l'ordre. Enfin, un hérétique étant mort en prison, son cadavre fut décapité. La tombe même n'était pas un refuge contre la vengeance de Philippe II.

La peine capitale était presque la seule prononcée ; mais la forme variait suivant le délit ou le rang du cou-

pable. Les nobles étaient décapités, les bourgeois et les manants pendus, les hérétiques brûlés. Parfois, un caprice des juges, ou des soldats même, changeait la potence ou le glaive pour le bûcher. Ces vétérans d'Albe, sans pitié comme leur chef, se faisaient une fête de ces exécutions. La bouffonnerie y trouvait sa place à côté de la cruauté. Le bâillon ne suffisant pas pour étouffer la parole sur les lèvres des patients, on avait imaginé de leur passer la langue dans un anneau, et de la brûler ensuite avec un fer rouge. L'inflammation la faisait enfler d'une manière démesurée, et la douleur était si atroce qu'elle arrachait à la victime des cris inarticulés, qui divertissaient fort les prêtres et les soldats, spectateurs ordinaires de ces fêtes. Par une étrange contradiction, c'est en face du bûcher que se rencontraient les plus fermes courages. La calme attitude des victimes, devant la mort la plus affreuse, frappait la foule, indifférente ou hostile. Si leur langue mutilée ne pouvait plus chanter les louanges du Seigneur, leur front serein, au milieu des tortures, leur regard attaché sur ce ciel qu'ils voyaient s'ouvrir évangélisaient pour eux; et tel spectateur, venu pour voir mourir un hérétique, s'en retournait à moitié converti par cette muette prédication.

Quant aux formes qui protégent ailleurs, devant les tribunaux, la fortune et la vie des prévenus, le duc ne s'en souciait pas plus que des lois ou des franchises des Pays-Bas. Ainsi, chez ce peuple, libre naguère, où aucun citoyen ne pouvait être jugé que par un magistrat du pays, deux Espagnols, dont un repris de justice, tenaient dans leurs mains sanglantes la destinée du premier comme du dernier de ses habitants. Du reste, on le voit, d'Albe se complaît dans son œuvre. Il écrit au roi qu'il a établi « un tribunal composé de sept des

« hommes les plus savants et les plus intègres du pays, « et de la meilleure vie... Grands et petits se montrent « contents de ce qui a été fait... On prétend que beau- « coup de gens quittent le pays, mais il se soucie peu de « les faire arrêter... Toutefois, en l'état où sont les « choses, il croit la venue du roi inopportune pour cet « hiver; car les mesures à prendre attireraient sur lui « une haine dont ses ministres peuvent le décharger. Il « vaut mieux que S. M. attende, pour venir, que tous « les actes de rigueur aient été faits; il entrera alors, « comme prince bénin et clément, et accordera pardon « ou faveurs à ceux qui les auront mérités. » (*Docum. ineditos*, t. IV, p. 417.)

Cependant Granvelle et Marguerite prêchent au roi la clémence, ne fût-ce que pour contrecarrer le duc d'Albe. Celui-ci les laisse dire, assuré qu'en prêchant la rigueur, il aura toujours l'oreille du roi. Consultée par Philippe sur l'opportunité d'un pardon général, la duchesse le supplie de « mettre, par une large amnistie, un terme « à l'anxiété de ses sujets, comme il le leur a si souvent « fait espérer. » Mais d'Albe ne veut pas entendre parler d'amnistie : « Le roi, dit-il, ne venant pas cet hiver dans « les Pays-Bas, il serait prématuré d'accorder le pardon. « Il y a encore bien des choses à faire : condamner les « villes rebelles, en tirer le plus d'argent possible, faire « justice des coupables, et restreindre les priviléges des « provinces. Il importe donc de ne pas accorder de par- « don général, *afin que chacun pense que, la nuit ou le « matin, sa maison peut lui tomber sur la tête.* » (*Corresp.* t. II, p. 2.)

« L'Espagne, dit-il ailleurs, ne peut continuer à en- « voyer autant d'argent dans les Pays-Bas. Il faut que « ceux-ci se soutiennent par eux-mêmes... S'il avait seul

« le pouvoir de régler cette affaire, il l'aurait déjà entamée par le châtiment des villes, car leur incertitude « sur le sort qu'on leur réserve les fera consentir plus « aisément aux moyens de finances, *justes et honnêtes*, « qui seront établis par le roi. » (*Ibid.*, t. I, p. 590.) Et Philippe, touché au point sensible, écrit en marge que « l'avis lui paraît bon; mais comme il craint que les « provinces soient peu disposées à y consentir, peut-être « faudra-t-il s'y prendre de *manière qu'on n'ait pas « besoin de leur consentement*... *J'ai joui*, écrit-il au duc, « d'apprendre ce que vous me mandez, et j'approuve « tout ce que vous avez fait. »

Évidemment, la pensée qui est au fond de toutes ces rigueurs, c'est celle de faire de l'argent. Si la richesse n'est pas un titre direct de proscription, elle est le plus souvent la cause secrète de l'accusation, et ôte à l'accusé toute chance d'être absous. Et cependant, malgré toute l'industrie du duc, la confiscation ne rendait pas tout ce qu'on en avait attendu. La prospérité publique est comme la poule aux œufs d'or, la tuer ce n'est pas s'enrichir. Ici, comme dans l'inquisition espagnole, le personnel était trop nombreux et les dépenses trop fortes. Des agents infidèles détournaient souvent les fonds séquestrés... Aussi d'Albe, dans ses lettres, accuse-t-il tout le monde, jusqu'aux membres du conseil, Vargas excepté, dont il ne cesse de louer le zèle. Forcé de demander sans cesse de l'argent à Madrid, quand son principe était que les Pays-Bas devaient enrichir l'Espagne au lieu de lui rien coûter, il essaya vainement de contracter un emprunt à Anvers. « Les marchands, écrit-il, refusent de m'avancer un *réal* sur le produit à venir des confiscations; « c'est qu'ils n'ont pas encore vu tout ce que le *jeu* doit « nous rapporter. » (*Corresp.* t. I, p. 598.) Un jour, dans

un épanchement intime, le duc vida son cœur avec ses confidents du conseil. C'est là que, pour la première fois, il émit l'idée de combler le déficit par un impôt de un pour cent sur toutes les propriétés, idée que nous verrons germer plus tard. Quelques conseillers ayant timidement émis l'avis que « la chose pourrait bien n'être pas du « goût des états : — Cela dépend, répondit d'Albe, de la « manière dont on s'y prendra. Il faudra faire avec eux « ce que j'ai fait quand j'ai eu besoin d'argent pour bâtir « la citadelle d'Anvers. Je m'y suis pris de telle sorte « que ce que je proposais, ils n'ont pas été libres de le « refuser. » (*Docum. ineditos*, t. IV, p. 492.)

Les mots manquent pour dépeindre la terreur et l'aplatissement des Pays-Bas devant ce brutal arbitraire. L'orage, qui avait menacé si longtemps, éclatait enfin, et personne n'eût osé se croire à l'abri de ses coups. La Flandre, privée, par l'exil ou par l'échafaud, de l'élite de ses citoyens, se sentait comme décapitée. Les magasins étaient fermés, le silence des rues désertes n'était troublé que par de longs convois de prisonniers, par les sanglots et les cris des épouses et des mères. L'image de la mort était partout et sous toutes les formes. Les gibets faisant défaut, on voyait à chaque pas des cadavres mutilés, pendus aux branches des arbres, aux poteaux des portes. Toute industrie, tout travail était suspendu dans ces villes populeuses qui bourdonnaient naguère comme une ruche d'abeilles. Encore quelques mois, et d'Albe aurait fait des cités de la Flandre ce que l'inquisition a fait de celles de l'Espagne : des tombes dans un désert !

En voyant le succès couronner ainsi l'iniquité, en sentant, derrière Albe et Philippe, l'inquisition qui les pousse, et l'Espagne qui bat des mains, on se demande comment un pays, traité avec cette froide cruauté, a pu river lui-

même ses fers, baiser la main qui le châtiait, et se donner plus tard de son plein gré à cette Espagne, dont il fut sur le point de secouer le joug. Évidemment, il en fut de la Flandre, sous le duc d'Albe, comme de la France après la *Révocation* : elle était tout entière dans l'exil avec ses plus nobles enfants qu'Orange y avait emmenés. Mais, plus heureux que nos réfugiés, ceux de 1567 ont pu retrouver en Hollande une patrie, et y fonder leurs libertés politiques sur la base inébranlable de la liberté religieuse.

Le *conseil des troubles*, par le seul fait de son existence, avait annulé, dans les Pays-Bas, toute autre autorité que la sienne; Marguerite ne pouvait donc y rester plus longtemps. Ses instances auprès de Philippe II devinrent si pressantes qu'il consentit enfin à lui accorder son congé. D'ailleurs, elle était décidée à le prendre s'il ne le lui donnait pas. La lettre du roi rendait hommage aux services de la duchesse, et les reconnaissait en élevant sa pension de 8,000 à 14,000 ducats. Les états de Flandre y joignirent un don de 30,000 florins, et ceux de Brabant un de 25,000; car d'Albe, en supplantant la régente, l'avait tout d'un coup rendue populaire. Son avidité, sa hauteur, son mépris pour les priviléges du pays, tout était oublié, noyé dans la haine et l'exécration de la Flandre pour le duc d'Albe. Marguerite s'était flattée, en quittant les Pays-Bas, de renouveler la scène de Charles-Quint, lors de son abdication; elle avait demandé à son frère la permission de convoquer à cet effet les états généraux. Mais Philippe avait peu de goût pour ces sortes de spectacles; le nom d'*états généranx*, d'ailleurs, sonnait trop mal à son oreille. La duchesse dut donc se contenter de faire par écrit ses adieux aux principales cités.

Avant de partir, elle invoqua encore une fois la pitié de son frère pour ses sujets des Pays-Bas : « Plus les « rois sont grands, lui écrivait-elle, plus ils approchent « de Dieu, et plus ils doivent imiter la bonté et la clé- « mence divines. » On ne peut qu'être touché de ces bons sentiments de la duchesse ; tout ce qu'on peut lui reprocher, c'est d'avoir attendu si tard pour les exprimer, et de n'avoir pas même songé à élever la voix en faveur de ce malheureux Egmont qui, pour s'être compromis à son service, allait porter sa tête sur l'échafaud. Toutes les villes, touchées de ses adieux, lui envoyèrent l'expression de leurs regrets ; Élisabeth d'Angleterre daigna y ajouter les siens. Le 9 décembre, la duchesse s'éloigna enfin, escortée jusqu'à la frontière par le duc d'Albe et l'élite de la noblesse flamande. A dater de ce jour, Marguerite n'a plus rien à faire avec les Pays-Bas, où elle n'a laissé que le souvenir d'une femme faible et passionnée, jetée par une sorte d'ironie du destin sur un théâtre trop élevé, et en face d'événements trop grands pour elle.

Guillaume d'Orange, sommé par le *conseil des troubles* de comparaître dans un délai de six semaines, sous peine d'être déclaré traître, privé de tous ses biens, et condamné à un exil perpétuel, s'était bien gardé de répondre à cet appel. Son fils fut le premier puni de la faute de son père. Sur le conseil de Granvelle, qui suivait toujours d'un œil vigilant la marche des affaires des Pays-Bas, le jeune comte de Buren fut enlevé de l'université de Louvain, et envoyé en Espagne, afin d'y servir d'otage. Il y fut, du reste, bien traité par Philippe qui, par une vengeance raffinée, enleva à Guillaume l'affection et l'âme même de son fils, en faisant de lui un fervent catholique. Le prince d'Orange protesta à la face

de l'Europe. L'université de Louvain défendit ses priviléges avec un courage que les villes et les états de la Flandre auraient dû imiter. Une députation vint réclamer à Bruxelles, devant le conseil, au nom des vieilles franchises universitaires; mais Vargas répondit, dans un latin aussi barbare que les procédés du conseil : *Non curamus vestros privilegios.*

Allié aux premières maisons de l'Allemagne, Guillaume y retrouva, grâce à la cordialité proverbiale de ce pays, ce qu'il avait perdu dans les Pays-Bas, une famille et une patrie. Deux de ses parents, l'électeur de Saxe et Guillaume *le Sage*, fils de notre ancienne connaissance le landgrave de Hesse, pourvurent libéralement à tous ses besoins, pendant que le séquestre pesait sur ses propriétés des Pays-Bas. La petite cour du prince devint le refuge de tous les exilés, et le centre de la future nationalité de la Hollande. Enfin les princes luthériens, comprenant que leur cause se confondait avec la sienne, se préparèrent lentement, car rien ne se fait vite en Allemagne, à secourir leurs frères des Pays-Bas.

A la citation du *conseil des troubles*, le prince crut devoir répondre par une lettre pleine de force, de calme et de dignité, où il rejetait, comme incompétent, ce tribunal dérisoire, en offrant de se présenter « devant « l'empereur, les électeurs et les princes et états de « l'empire, ou autres juges compétents et non suspects « de partialité, et non devant de vils coquins qui n'étaient « pas même dignes d'être ses valets. » C'est à cette occasion aussi qu'il écrivit sa *Justification du prince d'Orange*, court et vigoureux pamphlet qu'il ne faut pas confondre avec le beau *Mémoire justificatif*, adressé à l'empereur, le 12 août 1568. Ces deux ouvrages contiennent le germe de sa célèbre *Apologie*, publiée seule-

ment en 1581, et qui répond à l'arrêt de proscription lancé contre lui par Philippe II, avec une prime de 25,000 écus d'or offerte à qui voudra l'assassiner; l'*Apologie*, œuvre d'une simple et mâle éloquence, qui en appelle au tribunal de Dieu contre l'iniquité triomphante, et cite, pour la première fois peut-être, un puissant monarque à la barre de l'Europe indignée.

A la date où nous sommes arrivés, tout est sombre et menaçant pour l'avenir de la Réforme. Partout la chance a tourné contre elle : tandis que d'Albe foule aux pieds les libertés de la Flandre, la France est en proie aux mêmes discordes, plus sanglantes encore, parce que là, les forces des deux partis se balancent. La deuxième guerre civile vient d'éclater : les huguenots, par un effort désespéré, sont venus camper sous les murs de Paris. Le 2 octobre, le vieux Montmorency leur offre la bataille à Saint-Denis, avec des forces cinq ou six fois supérieures, et la gagne en y laissant sa vie. Les deux partis, trop égaux en forces pour que le sort des armes puisse décider entre eux, en appellent à l'étranger. Les huguenots sollicitent l'appui des princes luthériens et de Guillaume d'Orange, qu'ils ont secouru tant de fois, et qui ne peut rien pour eux ni pour son pays. Catherine, qui a épuisé toutes ses ruses pour tenir la balance entre les deux adversaires, et les annuler l'un par l'autre, finit par se jeter dans les bras des Guises, c'est-à-dire de l'Espagne. Le cardinal de Lorraine offre au duc d'Albe d'acheter, par la cession de quelques places fortes, un corps auxiliaire assez nombreux pour faire pencher la fortune en faveur des catholiques. D'Albe saisit avec joie l'occasion de mettre la main dans les affaires de la France, et transmet l'offre à Philippe. Sa lettre au roi contient de curieux détails. La rouerie des Guises s'y révèle dans son

impudeur naïve. Ainsi, le cardinal de Lorraine propose au roi d'Espagne, en cas de mort de Charles IX et de ses frères, de réclamer pour lui la couronne de France, en vertu des droits que lui a apportés en dot la fille de Catherine. « La loi salique dont on parle, ajoute le duc, « est une plaisanterie; les armes aplaniront les diffi-« cultés. » (*Corresp.*, t. I, p. 593.)

Est-il besoin d'ajouter que Philippe agréa les offres du cardinal, et qu'à dater de ce jour s'ouvrit sa candidature au trône de France, avec les Guises pour parrains. Le duc, au nom de son maître, offrit à la reine de France de se mettre à la tête de tout ce qu'il possédait de forces dans les Pays-Bas, et de marcher au secours des catholiques, pourvu qu'elle se décidât enfin à frapper le grand coup, et à en finir avec les ennemis de la religion. Mais Catherine se souciait peu, dans l'intérêt abstrait de la foi, de n'être plus en France que la première sujette de Sa Majesté Catholique. Elle voulait bien des alliés, mais non pas un maître; elle déclina donc l'offre du duc d'Albe; mais Philippe ne se tint pas pour battu : « Avec « ma propre personne, avec tout ce que je possède, je « suis prêt, écrit-il à la reine, à soutenir la couronne de « France contre des sujets hérétiques et rebelles. » Et ce n'étaient pas là de vaines paroles, car bientôt d'Aremberg, avec 1,700 chevaux, vint se mettre aux ordres de la reine. Mais les huguenots, de leur côté, avaient reçu de nombreux renforts. Catherine, dégoûtée de la guerre, en vint aux négociations : le 23 mars, elle conclut avec les protestants la paix de Longjumeau, aussi favorable pour eux, que s'ils avaient gagné, au lieu de la perdre, la bataille de Saint-Denis. D'Albe, irrité de voir ses offres repoussées, se hâta de rappeler d'Aremberg. Rome et l'Espagne se tinrent toutes deux pour lésées

par cette paix qui trompait toutes leurs espérances; le parti catholique, en France, se tourna de plus en plus du côté de l'Espagne, et un duc de Montpensier put dire avec vérité que, « si l'on ouvrait son cœur, on y trouverait gravée l'image de Philippe II. »

Pendant ces négociations, où les catholiques français faisaient si bon marché des droits et de l'honneur du pays, le duc d'Albe s'acharnait à son œuvre de destruction avec une résolution et une habileté vraiment diaboliques. Son règne sur la Flandre a été court; mais il a laissé dans l'histoire et dans les souvenirs du peuple une de ces traces qui ne s'effacent plus. Son but est atteint, les Pays-Bas sont domptés, et d'Albe en est encore plus redouté que haï. Ce peuple, si rebelle au joug de l'étranger, a enfin courbé le cou : toute velléité de résistance est morte dans les cœurs, tout espoir même est éteint; et si Guillaume d'Orange était en prison avec Egmont et Hornes, c'en serait fait à jamais de la Réforme en Flandre et dans les Pays-Bas !

De tous les historiens flamands, un seul, Meteren, appuyé, il est vrai, sur le grave de Thou (trad. in-4°, t. v, p. 437), affirme que Philippe II, dans sa haine impuissante contre l'hérésie, finit par traduire devant l'inquisition les Pays-Bas tout entiers. Le 15 février, s'il faut l'en croire, aurait été rendu le plus monstrueux arrêt que tribunal humain ait jamais prononcé. Dans les amnisties, ce sont d'ordinaire les coupables qu'on excepte, mais ici ce sont les innocents. Voici, suivant Meteren, le préambule de l'arrêt du saint tribunal : « Tous et un chacun des sujets des Pays-Bas, hormis « ceux qui sont exceptés en l'information du roi,... « parce qu'ils n'ont pas fait devoir, comme ils devaient à « Dieu et à Sa Majesté, au regard de la Foi et à leur

« serment de résister aux hérétiques et séditieux, mais, « au contraire, se sont tenus cois, et abstenus d'une si « sainte résistance... tous donc ont commis le crime de « lèse-majesté au plus haut degré... » L'inquisition ayant ainsi fixé le point de droit, le pouvoir séculier se charge d'exécuter la sentence. Un décret royal, du 26 février, « condamne *tous et chacun* des habitants « des Pays-Bas, *sans avoir égard au sexe ni à l'âge*, à « être punis suivant la loi, voulant que cette sérieuse sen- « tence serve d'exemple, et donne crainte pour l'avenir. » (Meteren, trad. in-fol., t. I, p. 54). Remarquons, en passant, que le silence des historiens contemporains invalide gravement ce récit, et que Llorente, qui a compulsé avec tant de soin les registres de l'inquisition, n'a rien trouvé qui nous autorise à y ajouter foi.

Mais il est temps d'en revenir aux comtes d'Egmont et de Hornes. Depuis deux mois, au mépris de toutes les lois, les deux prisonniers, privés de toute communication avec leurs familles, et même avec leurs avocats, attendaient, séparés l'un de l'autre, l'arrêt qui devait les frapper. Par un raffinement inouï d'arbitraire et de cruauté, la confiscation absolue de leurs biens avait précédé la sentence. De leur vivant même, leurs familles se trouvaient réduites, non pas à la gêne, mais à l'indigence; si des amis n'avaient pourvu à leurs besoins, elles auraient manqué des choses les plus nécessaires à la vie. La noble épouse d'Egmont, Sabine, sœur de l'électeur de Bavière, avait été heureuse de trouver, avec ses onze enfants, un asile dans un couvent. Ajoutons, comme dernier trait, que le duc d'Albe ne nourrissait pas ses prisonniers; Hornes, dans sa prison, serait mort de faim, sans sa belle-mère, qui se chargea de son entretien.

Aucun mandat régulier n'avait motivé l'arrestation

des deux comtes; mais il fallait pourtant, pour les faire monter sur l'échafaud, un semblant de procès qui sauvât au moins les apparences. L'instruction, confiée à Vargas, del Rio et Praets, secrétaire du conseil, s'ouvrit le 10 novembre 1567. Les deux captifs subirent, chacun dans sa prison, un long interrogatoire. Seuls, sans avocats, sans conseil, ils durent répondre à l'improviste aux questions les plus captieuses, préparées avec un art perfide pour leur arracher des contradictions ou des aveux. Le jour de leur emprisonnement, leurs maisons avaient été fouillées, et leurs papiers mis sous le séquestre; ceux mêmes qui leur avaient servi à préparer leur défense leur furent enlevés. Deux mois s'écoulèrent sans que rien ne troublât le silence de mort qui régnait autour des deux prisonniers; puis, le 10 janvier, on leur délivra copie de l'acte d'accusation. Les charges amassées contre Egmont montaient à quatre-vingts: on l'accusait, en se basant sur ses prétendus aveux, d'avoir conspiré avec Orange et les autres nobles exilés pour enlever les Pays-Bas au roi d'Espagne, et partager entre eux le gouvernement; d'avoir forcé Granvelle à quitter la Flandre; d'avoir réclamé la convocation des états généraux, et combattu l'inquisition; d'avoir encouragé les prêches et les hérétiques, et refusé son concours pour réprimer leurs désordres; l'on concluait en le déclarant atteint et convaincu du crime de haute trahison. Les accusés devaient répondre dans un délai de quinze jours, sans avoir pu consulter une note, ni s'entendre avec un avocat, sous peine d'être condamnés par défaut s'ils refusaient de répondre. La première pensée d'Egmont avait été de nier la compétence du tribunal, et de garder un silence absolu; mais il se ravisa, et finit par rédiger sa défense dans le délai prescrit; avec sa loyauté ordinaire,

il reconnut franchement son opposition contre Granvelle; au reproche de mollesse contre l'hérésie, il opposa son dévouement si connu à la foi catholique et sa répression sans pitié des violences des iconoclastes.

L'acte d'accusation de Hornes contenait les mêmes charges, et l'accusé fit à peu près les mêmes réponses; seulement il insista avec plus d'énergie sur la violation des franchises de la Toison-d'Or, et refusa de reconnaître un tribunal de complaisance institué par le duc d'Albe. Ses réponses le compromirent peut-être plus que celles d'Egmont, mais elles furent plus dignes et plus fermes. Egmont, sincèrement dévoué à la foi catholique et à son roi, se flattait, au fond du cœur, que Philippe lui ferait grâce, fût-ce sur l'échafaud, et peut-être cette arrière-pensée influa-t-elle sur sa défense. Celle de Hornes, au contraire, porte un cachet frappant de franchise et de dignité : « Il supplie tous ceux qui la verront de croire « qu'il a répondu à tout sincèrement et en toute vérité, « comme un gentilhomme est tenu de le faire. »

Par une amère dérision, les deux prisonniers, après leur interrogatoire, furent autorisés à s'entendre avec leurs avocats, du moment où ceux-ci ne purent plus les empêcher de se compromettre; et encore les entrevues furent-elles courtes, rares et en présence de témoins. Dans l'intervalle, les parents, les amis des prisonniers n'étaient pas restés inactifs : Sabine d'Egmont, du fond de son couvent, avait remué la Flandre et l'Allemagne. Sur ses instances, on finit par accorder aux deux prévenus le droit de nommer des commissaires pour recueillir des témoignages à décharge; mais bientôt on coupa court à l'enquête, et la procédure, brusquement étranglée, fut déclarée close. Les avocats demandèrent en vain que les pièces fussent mises sous leurs yeux; tout se

passa à huis clos. Tout fut permis à l'accusation, tout interdit à la défense, et, dans ce procès dérisoire, les formes les plus élémentaires de la justice, chez les peuples les moins libres, furent foulées aux pieds.

Dès le 20 octobre 1567, l'Empereur avait écrit au roi d'Espagne une lettre affectueuse pour le supplier « d'ordonner que les deux accusés fussent mis en liberté, « et jugés conformément aux statuts de la Toison-d'Or. « Il rappelait les éclatants services d'Egmont et l'affec- « tion de l'empereur Charles-Quint pour lui. Il conju- « rait son bon cousin le roi de prendre en pitié la triste « situation de la comtesse avec ses onze enfants. » Philippe ayant tardé à répondre, l'Empereur insista plus vivement que la première fois. La réponse du roi mérite d'être méditée : « Sa Majesté remercie l'Empereur de ses « bons avis ; mais tout ce qui se fait dans les Pays-Bas « n'a pour but que le repos et le bonheur de ces pro- « vinces et le maintien de la foi. Si Sa Majesté n'avait « pas voulu procéder avec tant de justice, les choses y « auraient été finies dès le premier jour. Aussi ne doute- « t-il pas que tout le monde approuve sa conduite. Il « n'agirait pas autrement quand même il devrait perdre « la souveraineté des Pays-Bas, et que le ciel viendrait à « tomber sur sa tête. » (*Corresp.*, t. II, p. 27.)

La femme et la belle-sœur de Hornes, alliées aux premières familles de l'Allemagne, s'adressèrent aussi aux princes de l'Empire pour obtenir leur appui. Barlaymont et Mansfeld, membres de la Toison-d'Or, insistèrent auprès de Philippe pour lui rappeler les priviléges de l'ordre. L'avocat et l'ami d'Egmont, Nicolas de Landas, juriste éminent, membre lui-même de la Toison, réclama avec énergie, auprès du roi et du duc d'Albe, le droit, pour les deux accusés, de n'être jugés que par leurs

pairs. Tout l'effort de la défense se tourna de ce côté. La comtesse d'Egmont, dans une lettre qu'on ne peut lire sans émotion, fit appel à la compassion du monarque. Granvelle lui-même implora pour Egmont la clémence du roi. Enfin, il n'est pas jusqu'au duc d'Albe qui, pendant qu'il refuse au mari la permission de recevoir la visite d'un médecin, ne s'apitoye avec une douleur hypocrite sur « la déplorable situation de la femme. » Quant à Philippe, son parti est pris dès longtemps : à toutes ces instances, il ne répond que par un silence opiniâtre, en recommandant seulement à d'Albe de « presser l'affaire autant que possible. »

Les réclamations appuyées sur les priviléges de la Toison-d'Or ne pouvaient être aussi aisément écartées que les instances de madame d'Egmont; mais d'Albe était un homme de précaution : il avait prévu le cas longtemps d'avance, et exposé la difficulté au roi; celui-ci convoqua une junte de ces juristes dévoués auprès desquels un roi n'a jamais tort. Il en obtint pour réponse que « les crimes de haute trahison n'étaient pas justiciables du tribunal de la Toison-d'Or, ni couverts par « les priviléges de l'ordre. » Le savant Viglius, consulté par le duc, n'hésita pas à émettre le même avis, au mépris d'une loi de Charles-Quint, confirmée par Philippe II. Du reste, le sort des deux captifs était décidé, même avant que d'Albe ne quittât Madrid, et le duc avait, dit-on, emporté avec lui les deux arrêts de mort, signés par le roi. (Hoofdt, v, 568.)

Orange, cependant, au sein de son exil, était loin de rester inactif. Dès le 6 avril, tranchant du souverain, il avait autorisé son frère Louis à recruter en Allemagne. Le moment était favorable : la paix de Longjumeau allait faire refluer vers la Flandre les *reîtres* et les *lans-*

quenets congédiés du service de la France. Les huguenots allaient être libres de courir au secours de leurs frères des Pays-Bas. Mais, pour recruter, il fallait de l'argent : les protestants d'Anvers poussaient le prince à une levée d'armes ; ils l'engageaient à mettre sa vaisselle à la Monnaie, lui promettant, après leur délivrance, de lui en rendre deux fois la valeur. Guillaume n'hésita pas à mettre ce dernier enjeu sur une cause à laquelle il avait voué sa fortune et sa vie. Il avait évalué à 200,000 écus la somme dont il avait besoin : il répartit entre Anvers et les villes de la Hollande le contingent que chacune devait fournir; lui-même se taxa à 50,000 florins. Culembourg et Hoogstraten en donnèrent chacun 30,000, Louis 10,000, et chacun des exilés suivant ce qui lui restait. Enfin tous les princes luthériens contribuèrent à cette levée d'armes du protestantisme opprimé.

Deux tentatives manquées pour s'emparer du duc d'Albe, l'une à Bruxelles, l'autre à un couvent hors ville, où il allait passer la semaine sainte, furent le signal de l'attaque. Le plan du prince était d'envahir les Pays-Bas sur trois points : un corps de réfugiés flamands et de huguenots français, dirigé par le sieur de Coqueville, devait entrer par la frontière de l'Artois. Le sieur de Villers était chargé d'occuper le pays entre le Rhin et la Meuse, pendant que Louis de Nassau s'emparerait de la Frise. Le prince, à la tête d'une forte réserve, devait se tenir sur la frontière, dans le duché de Clèves, pour se porter là où sa présence serait nécessaire, et appeler le peuple à l'insurrection. Mais tout manqua, faute de concert, et surtout faute d'argent. Villers ouvrit le premier la campagne, le 20 avril. Il n'avait guère que trois mille hommes, et comptait sur l'appel à l'insurrection

pour grossir sa petite troupe; mais personne ne vint. D'Albe agit avec une décision et une promptitude merveilleuses. Lodron et Davila, avec seize cents soldats d'élite, se trouvèrent, au moment voulu, sur le point menacé. Villers, après avoir vainement essayé de s'emparer de Ruremonde, tenta de repasser la frontière; mais les Espagnols lui coupèrent la retraite, et taillèrent en pièces sa petite armée. Lui-même fut pris, et, ajoutant la trahison à l'incapacité, il essaya de racheter sa vie en révélant aux Espagnols tout le plan de campagne d'Orange.

Coqueville ne fut pas plus heureux que Villers. Au début de juin, il fit mine de franchir la frontière avec deux mille cinq cents hommes; mais de Reulx le rejeta sur la France, où Cossé, gouverneur de Picardie, acheva sa déroute. A peine si trois cents de ses soldats parvinrent à se sauver, et lui-même, fait prisonnier, périt sur l'échafaud avec ses principaux officiers.

En même temps, Louis de Nassau pénétrait en Frise, avec un corps d'armée plus faible encore; mais il comptait, non sans raison, sur cette énergique population qui se vante de n'avoir jamais été conquise par l'étranger; race endurcie par sa lutte contre l'Océan, à qui elle doit disputer jusqu'au sol qu'elle habite. Dévastant sur son passage couvents et églises, il s'empara, par surprise, de Wenden, et bientôt près de mille volontaires vinrent se ranger sous ses drapeaux. Les mots magiques de « liberté pour la patrie et pour la conscience » remuaient déjà tous les cœurs. Le gouverneur de la Frise, d'Aremberg, quoique souffrant de la goutte, partit en hâte pour défendre sa province. Bientôt Louis de Nassau fut rejoint par son jeune frère Adolphe, que lui envoyait Guillaume, avec deux cents cavaliers. Toutes les villes

de la Frise étaient prêtes à se révolter; la petite armée de Louis grossissait chaque jour. Groeningue, sommée par le chef des *gueux* d'ouvrir ses portes, n'osa s'y décider; mais elle se racheta par une somme assez forte, bien venue des rebelles à qui l'argent et la discipline manquaient plutôt que le courage.

D'Albe, animé par la défaite de Villers, s'apprêta à faire face à un ennemi plus dangereux. Meghem, gouverneur de la Gueldre, avec cinq cents cavaliers et cinq compagnies d'infanterie, reçut ordre d'agir de concert avec d'Aremberg. Louis, jugeant, avec raison, que l'audace était ici de la prudence, résolut d'attaquer d'Aremberg avant que Meghem ne lui eût amené ses renforts. Les deux troupes, car on ne peut pas leur donner le nom d'armée, se rencontrèrent sous les murs de l'abbaye de Heiligerlee, près de Dam. La position des *gueux* était habilement choisie : au milieu d'une vaste plaine s'élevait le couvent, sur une colline couverte de bois, où s'appuyait l'armée nationale. La plaine, noyée par l'Ems et par la Lippe, creusée par de vastes tourbières que recouvrait un gazon menteur, n'offrait à l'ennemi que des obstacles. C'était bien là ces *fallaces campos* de Tacite, où quinze siècles auparavant Arminius avait su attirer Varus et ses légions, et venger sur Rome l'injure de la Germanie.

Les deux partis étaient impatients d'en venir aux mains; mais la victoire était assurée à celui des deux qui attendrait l'autre de pied ferme. Louis parvint à contenir ses troupes, toujours prêtes à se mutiner, faute d'argent. D'Aremberg, qui manquait de cavalerie, et qui, né dans le pays, connaissait le danger, aurait voulu attendre Meghem; mais les Espagnols, se croyant sûrs de vaincre, ne voulaient partager ni la gloire ni le butin.

Obéissant à regret à un Belge, et pleins de mépris pour des paysans armés de faux, ils demandaient à grands cris la bataille. Mais laissons parler Brantôme, dans sa langue pittoresque : « Ains, comme gens prédestinés à « leur malheur, crièrent plus que jamais contre luy, jus- « qu'à l'appeler traître, et qu'il s'entendoit avec les enne- « mis. Luy qui estoit tout noble et courageux, leur « dict : — « Ouy, je vous monstreray si je le suys. » (t. I, p. 382.) Et, quittant le village où il avait massé ses troupes, il s'avança vers le couvent par une étroite chaussée qui traversait la plaine. Nassau avait partagé sa petite armée, forte d'environ six mille hommes, en deux corps inégaux qui s'appuyaient, la droite sur un bois, la gauche sur la colline. Sur le sommet de celle-ci, il avait placé ses plus faibles troupes. Enfin, la cavalerie, trois cents hommes au plus, occupait le front de la ligne de bataille. L'artillerie royale, bien dirigée, parvint à jeter quelque désordre dans les rangs des rebelles. Aussitôt les Espagnols, oubliant les sages avis de leur général, se jettent dans la plaine, en quittant la chaussée, et marchent droit à l'ennemi. Mais bientôt, enfonçant jusqu'aux genoux dans ce sol marécageux, ils offrent un point de mire aux *gueux* qui, du haut de la colline, font pleuvoir sur eux un feu meurtrier, ou les rejettent à coups de lance dans le marais. Dans cette position désespérée, ils résistent avec courage, mais la cavalerie les charge par le flanc, et vient achever leur défaite. D'Aremberg, désespéré, se jette, à la tête d'une petite troupe de cavaliers, au plus épais de la mêlée. Adolphe de Nassau, suivi d'une poignée de soldats, s'élance à sa rencontre. Nous ferons grâce à nos lecteurs d'un duel homérique entre les deux chefs, raconté par quelques historiens. Un seul fait est certain, c'est que le plus jeune frère

d'Orange, qui tirait l'épée pour la première fois, s'épargna si peu qu'il trouva la mort sur le champ de bataille. D'Aremberg, blessé, son cheval tué sous lui, fut sauvé par quelques soldats; mais, incapable de se traîner plus loin, il s'assit sur le bord de la route, attendant la mort qui vint bientôt l'y trouver. Le sire de Haultain, qui venait de voir tomber son frère à ses côtés, acheva le vétéran, incapable de se défendre comme de demander merci.

La journée était gagnée, mais Louis trouva la victoire achetée bien cher par la mort de son frère. Les pertes des Espagnols montèrent à seize cents hommes environ. Ces vieux soldats, si fiers de leur discipline et de leurs victoires passées, avaient fui devant des recrues armées à la hâte, indisciplinées, mais qui combattaient pour leur Dieu et pour leur pays. La Belgique saurait maintenant que ces Espagnols, qu'elle avait tant redoutés, n'étaient pas invincibles. Louis, par malheur, ne pouvait pas compter sur des troupes mal payées, impatientes de retourner dans leurs foyers. Après avoir perdu trois jours à camper sur le champ de bataille, il vint, avec une audace que le succès seul pouvait justifier, se montrer sous les murs de Groeningue. Meghem, qui accourait à marches forcées, trouvant la bataille livrée et perdue sans lui, rebroussa chemin, mais en jetant dans la ville quatre enseignes d'infanterie qui en fermèrent les portes à l'armée nationale.

Rien ne peut rendre la fureur du duc d'Albe quand il apprit que ses invincibles vétérans avaient été battus par ces *gueux*, qu'il affectait de mépriser. Sa première pensée fut d'aller lui-même en Frise écraser la rébellion dans son œuf; mais il voulut auparavant, par un exemple de rigueur, épouvanter la Flandre, et la courber sous

le joug. On se souvient de ces compagnons de Bréderode que la tempête avait rejetés sur les côtes de la Zélande. Par ordre du duc, Batenbourg, leur chef, et dix-sept nobles furent exécutés, à Bruxelles, sur la place du Marché-aux-Chevaux. Les membres du *conseil des troubles*, avec Barlaymont et ce « cruel animal » de Noircarmes, contemplèrent tranquillement, du haut d'une fenêtre, ce hideux spectacle. Les têtes des condamnés furent placées sur des poteaux, comme les tyrans altérés de sang de l'Afrique centrale en font dresser aux abords de leurs palais. Les cadavres de ceux qui n'avaient pas voulu mourir en catholiques furent jetés, comme de viles carcasses, dans une terre non consacrée. Le 2 juin, Villers subit le même supplice, avec trois de ses compagnons.

Jaloux d'atteindre les coupables qui lui avaient échappé, d'Albe fit rendre par son conseil un arrêt de bannissement perpétuel contre le prince d'Orange, son frère Louis, Hoogstraten, Vandenberg, Culembourg, Bréderode et autres émigrés. Tous leurs biens furent déclarés acquis à l'État. Un tableau de ces biens (*Corresp.*, t. II, p. 115) nous apprend que ceux du prince d'Orange, dans les Pays-Bas, s'élevaient à 153,000 florins de rentes et ses charges à 100,000. Les revenus d'Egmont montaient à 63,000 et ceux de Culembourg à 31,000. Mais d'Albe avait encore moins soif d'or que de sang, et de nombreuses exécutions vinrent semer la terreur dans toutes les provinces.

Restait à statuer sur le sort des deux prisonniers. La Flandre attendait dans une inexprimable anxiété le dénoûment de ce lugubre drame. Albe, avant de partir pour la Frise, avait résolu de ne pas les laisser vivants derrière lui. Philippe, d'ailleurs, ne lui donnait point de

relâche, et le pressait dans chaque lettre de « *haster l'affaire du chastoy.* » Vainement d'Albe représentait à son maître qu'il lui était impossible d'aller plus vite, « voulant, pour la justification du roi devant le monde « entier, que les termes ordinaires de la justice soient « observés. » (*Corresp.*, t. II, p. 22.) Mais enfin, le 1er juin, d'Albe se décida à en finir avec ce simulacre de procès. Il déclara que le délai fixé pour la défense des prisonniers était expiré, et qu'aucun témoignage à décharge ne serait plus admis. La défense eut beau protester, tout vint se briser contre la volonté de fer du duc d'Albe.

Le 3 juin, les deux captifs furent tirés de leur prison, et ramenés à Bruxelles, chacun dans une voiture séparée. Ils entrèrent dans la ville à trois heures, si bien entourés de soldats que le regard même ne pouvait arriver jusqu'à eux. On les déposa dans ce vaste édifice qui subsiste encore, sous le nom de *maison du roi*, sur la place, en face de l'hôtel de ville. Le duc n'avait pas daigné pourvoir pour ses hôtes aux premières nécessités de la vie : Hornes, en entrant dans sa chambre, n'y trouva pas même un lit.

Pendant ce temps, le tribunal de sang siégeait sans désemparer. Toute défense ayant été écartée, la procédure se trouva simplifiée. Le duc, après avoir déclaré, « devant Dieu et devant les hommes, » qu'il avait examiné à fond cet immense dossier, prononça la sentence. Le conseil n'eut ni avis à émettre, ni discussion à soutenir. Le duc notifia à ses membres la décision de Philippe qui, depuis bien des mois, avait d'avance condamné Egmont et Hornes. M. Gachard, en fouillant dans tous les sens les archives de Simancas, n'y a pas trouvé une seule ligne où d'Albe ait demandé sur ce point l'avis du monarque ; aucune voix dans le conseil ne s'éleva pour

protester, nous ne dirons pas contre l'arrêt, mais contre ce honteux mutisme qu'on imposait aux juges. Les deux comtes, déclarés atteints et convaincus du crime de rébellion et de lèse-majesté, furent condamnés à être exécutés par le glaive. Leurs têtes devaient ensuite être « mises en lieu public et hault » et tous leurs biens confisqués.

Au milieu de la lâche attitude du *conseil des troubles* et de l'abaissement de la Flandre, la pensée se repose avec bonheur sur la noble conduite d'un magistrat dont l'histoire ne doit mentionner le nom qu'avec respect. Pierre d'Arsens, président de l'Artois, et membre du *conseil de sang*, n'avait pas tardé à en déserter les séances. Consulté par le duc d'Albe, qui voulait s'appuyer de son adhésion à l'arrêt de mort des deux comtes, il répondit par une protestation où il démontrait éloquemment l'insuffisance des charges et l'illégalité de la procédure. L'histoire ne dit pas que ce généreux citoyen ait été puni de son courage. (Van der Pfynckt, t. II, p. 256.)

Le 4 au soir, l'évêque d'Ypres, ami personnel d'Egmont, fut mandé par le duc, qui le chargea de notifier aux prisonniers leur sentence. et de les préparer à la mort. Le digne évêque, saisi de terreur, se jeta aux genoux du duc, et le supplia, les yeux baignés de pleurs, d'épargner ces deux nobles vies. D'Albe ayant osé répondre « qu'il fallait respecter la justice et ses arrêts, » l'évêque, avec une courageuse insistance, maintint l'innocence des deux condamnés, et demanda au moins pour eux le temps de se préparer à la mort. Le duc, irrité, rappela durement au prélat qu'il ne l'avait pas fait venir pour s'opposer à l'exécution de la loi, mais pour disposer Egmont à mourir en chrétien.

L'évêque dut obéir, et se rendre auprès du prisonnier. En traversant, vers onze heures du soir, la place encom-

brée de soldats, il put voir les ouvriers qui travaillaient, à la lueur des torches, à dresser l'échafaud. Dans toutes les rues qui débouchaient sur la place, une foule silencieuse attachait un regard de stupeur et d'effroi sur ces tristes préparatifs. Egmont, épuisé par sa sévère détention et par les soucis de ce long procès, dormait quand l'évêque entra dans sa chambre. Le prélat, n'ayant pas la force de lui parler, lui tendit la sentence. Egmont la parcourut des yeux et devint d'une pâleur mortelle : « Voici une sentence bien rigoureuse, dit-il enfin avec « beaucoup de calme. Je ne pense pas d'avoir tant offensé « S. M. pour mériter un tel traitement, car toutes mes « actions ont eu pour but son service. Néanmoins je le « prends en patience, et prie le Seigneur que ma mort « soit une expiation de mes péchés, et que ma femme « ni mes enfants n'encourent aucun blâme ni confis- « cation ; mes services passés méritent bien cette grâce. » (*Supplém. à Strada,* t. I, p. 259.) Il remercia ensuite Dieu de lui avoir envoyé un ami pour l'assister à ses derniers moments. « Il n'y a donc plus aucun espoir ? » dit-il encore ; — « Aucun, répondit l'évêque ! » Alors il se confessa avec grande humilité. Il pria le prélat de célébrer la messe, afin qu'il pût recevoir l'hostie de ses mains, l'invitant à se hâter, car il craignait vivement de mourir avant d'avoir communié. Il participa ensuite à la sainte Cène avec une ardente piété.

Puis, malgré les instances du digne prélat, qui l'invitait à détourner ses regards des choses de ce monde, Egmont se plaignit amèrement de n'avoir pu embrasser sa femme et ses enfants, pensée bien triste en face de cette mort que ne devait pas même adoucir un dernier adieu à tout ce qu'il aimait. Mais les exhortations de son confesseur parvinrent enfin à le calmer. Redevenu

maître de lui, il écrivit au roi la lettre suivante, empreinte d'une résignation qui n'est pas sans grandeur : « Sire, j'ai entendu ce matin la sentence qu'il a plu à Votre Majesté de faire décréter contre moi, et combien que mon intention n'a jamais esté de ne rien traicter ni faire contre la personne ni le service de Votre Majesté, ni contre nostre vraye, anchienne et catholique religion, si est-ce que je prends en patience ce qu'il plaict à mon bon Dieu de m'envoyer. Et si j'ai, durant ces troubles, conseillé ou permis de faire quelque chose qui semble aultre, ce ha esté toujours avec une bonne intention, au service de Dieu et Votre Majesté. Pourquoi je prie Votre Majesté de me le pardonner, et avoir pitié de ma pauvre femme et enfants, vous souvenant de mes services passés. Et sur cet espoir, me vais recommander à la miséricorde de Dieu. De Bruxelles, prest à mourir, ce v de juin, l'an 1568, de Votre Majesté le très-humble et féal vassal et serviteur,

LAMORAL, comte d'EGMONT. »

Egmont remit cette lettre à l'évêque avec une bague qu'il tenait du roi, et qu'il lui renvoyait comme un gage de son dévouement. Ainsi, le condamné ne proteste même pas contre l'iniquité de la sentence; tout, de la main de Philippe, comme de celle de Dieu, lui semble juste et bon. C'est bien là ce culte idolâtre de la royauté qui, au XVIe siècle, était au fond de toutes les âmes. Le vainqueur de Gravelines, s'agenouillant dans son cachot pour implorer la pitié de Philippe, peut, comme chrétien, exciter notre admiration; mais, comme citoyen et comme Flamand, le sentiment qu'il inspire est plus près de la pitié que de la sympathie. Guillaume d'Orange, en fait de christianisme, vaut bien Egmont, à

coup sûr ; mais ce n'est pas lui qui eût ainsi baisé lâchement la main qui le frappait, et laissé au tyran ce dernier triomphe de se voir adoré, même par ses victimes !

S'il faut en croire Hoofdt (v, 169), Sabine d'Egmont n'apprit que tard dans la soirée que l'exécution allait avoir lieu ; aussitôt elle courut chez le duc d'Albe, força l'entrée, et, surmontant l'horreur que lui inspirait le bourreau de son mari, elle implora sa pitié dans les termes les plus humbles et les plus touchants. Le duc la rassura en quelques paroles vagues et froides, et lui affirma que, le lendemain, le comte serait en liberté. On a peine à croire, sur la parole d'un seul historien, à une ironie aussi sanglante, avec une femme digne de tout respect et de toute pitié. D'Albe est assez riche en traits de ce genre pour qu'on n'ait pas besoin de lui rien prêter. On se rappelle d'ailleurs ses lettres au roi, où il revient souvent sur la déplorable situation de la mère et des enfants : « On tient ici, écrit-il, la comtesse pour une « sainte femme. Depuis la détention de son mari, il est « peu de nuits où elle et ses filles ne soient sorties nu-« pieds pour prier dans tous les lieux de dévotion. Il ne « croit pas qu'il y ait sur la terre une personne si mal-« heureuse. Il ne sait pas même si elle aura à souper ce « soir. » (*Corresp.*, II, 28.) Enfin, il « supplie le roi de « leur accorder de quoi vivre, la dot de la comtesse ne « suffisant pas pour la soutenir, avec ses enfants, pen-« dant une année. » Après tout ceci, on ne peut hésiter à regarder l'anecdote de Hoofdt et la réponse du duc comme controuvées.

Le condamné s'occupa alors, avec un rare sang-froid, des préparatifs de sa fin. Sur le conseil de l'évêque, il renonça à parler au peuple du haut de l'échafaud. Il coupa lui-même le collet de son habit, afin d'éviter le

contact de la main du bourreau. Les heures s'écoulaient cependant, et la mort ne venait pas : « Et en après, « dit Mondoucet, l'ambassadeur de France à Bruxelles, « cité par Brantôme (t. I, p. 366), le comte commença « à solliciter fort l'advancement de sa mort, disant que, « puisqu'il devoit mourir, on ne le devoit tenir si long-« temps en travail... Il étoit vestu d'une juppe de da-« mas cramoisi et d'un manteau noir brodé d'or; les « chausses de taffetas noir, son chapeau noir couvert « de plumes noires et blanches. Il portoit de plus les « insignes de la Toison-d'Or. »

Le 5 juin, vers dix heures du matin, parurent enfin deux officiers espagnols, suivis de quelques soldats. On se préparait à lier les mains au condamné; mais il se récria vivement, et on lui épargna cet outrage, sur sa promesse qu'il n'essayerait pas de se soustraire au coup fatal. On se mit en marche, et le cortége s'achemina lentement vers l'échafaud. La grande place offrait alors un imposant spectacle : vaste, mais irrégulière, sa forme est celle d'un carré long qu'ornent encore les souvenirs du moyen âge. En face de la *maison du roi* s'élève l'hôtel de ville, avec ses innombrables fenêtres, et ses flèches gothiques, finement ciselées. Sur les autres côtés se dressent une foule d'édifices, étroits et hauts, couverts de sculptures bizarres. La plupart servent encore de siége aux corporations qui jouent un si grand rôle dans l'histoire des Pays-Bas : ainsi le toit de la *maison des mariniers* ressemble au gaillard d'arrière d'un vaisseau du XVI[e] siècle, avec sa forme haute et ses emblèmes compliqués. La *maison du roi* n'est elle-même que l'ancien *Broodhuys* (maison du pain), siége de la tribu des boulangers.

La place tout entière était occupée par des soldats.

Vingt-deux enseignes d'infanterie, mèche allumée, y étaient rangées en bataille. Toutes les issues étaient gardées; du haut des fenêtres et des toits couverts de monde, ou pressé derrière cette masse de soldats, le peuple assistait à ce triste spectacle. Non loin du *Broodhuys*, au milieu de la place, s'élevait l'échafaud, tout tendu de drap noir; à chaque bout se dressait un long pieu, terminé par une verge de fer. Au bas se tenait à cheval le prévôt de la cour, sa baguette à la main. Le bourreau qui, suivant la tradition populaire, avait autrefois fait partie de la maison d'Egmont, attendait, caché sous l'échafaud, le moment d'accomplir son office. D'incessants roulements de tambour étouffaient toutes les voix. Les cloches sonnaient à toutes les églises. Les boutiques étaient fermées. La foule, dans un morne silence, portait sur ses fronts abattus le deuil d'Egmont, de Hornes et de la Flandre. Il semblait, dit une relation espagnole, « que le dernier jour du jugement fût venu.»

Quand les portes du *Broodhuys* s'ouvrirent enfin, après de longues heures d'attente; quand Egmont parut, dans ce somptueux costume qui attirait tous les regards, il n'y eut pas dans toute la place un cœur qui ne fût ému. Parmi les Espagnols eux-mêmes, plus d'un avait servi sous Egmont, avait vu Saint-Quentin et Gravelines, et ceux-là pleuraient et se lamentaient de voir mourir ainsi un si renommé capitaine. Le triste cortége traversa lentement les files serrées des Espagnols, Egmont toujours grave et serein, saluant du geste et de la voix ceux qu'il reconnaissait, officiers ou soldats, parmi ses vieux compagnons d'armes. En approchant de l'échafaud, par un dernier et fol espoir, il sembla se reprendre encore à cette vie dont il avait fait le sacrifice à Dieu et à son roi; se tournant vers le

mestre de camp Romero, il lui demanda « s'il n'y avait « pas de grâce à attendre? » Et celui-ci ne put lui répondre qu'en secouant tristement la tête. Arrivé au pied de l'échafaud, Egmont y monta d'un pas assuré, sans faiblesse comme sans bravade; l'évêque seul l'y suivit, plus pâle et plus chancelant que lui. Egmont fit quelques pas sur la plate-forme en exprimant l'amer regret de ne pas mourir au service de son prince et de son pays. Puis l'évêque et le condamné s'agenouillèrent sur des coussins de velours, placés au pied d'un crucifix d'argent. Egmont pria longtemps, si fort et si haut, qu'il fut distinctement entendu de tous ceux qui entouraient l'échafaud, en levant les yeux au ciel avec une expression de douleur si profonde que tous les cœurs se sentirent percés. Puis il demanda à son confesseur la dernière absolution, baisa le crucifix, et se relevant avec la même fermeté, il se dépouilla lui-même de son manteau et de sa robe, couvrit ses yeux avec son bonnet, et s'agenouillant, il s'écria : « Mon Dieu, je remets mon « esprit dans tes mains! » Puis il attendit patiemment le coup de grâce.

Un silence de mort régnait dans cette foule immense. L'heure était venue : le bourreau se montra soudain, sans qu'on sût d'où il sortait. D'un seul coup, porté d'une main sûre, il abattit la tête du hardi capitaine que Philippe payait ainsi de ses loyaux services. A cette vue, au bruit sinistre de la tête roulant sur l'échafaud, un cri étouffé sortit de toutes les poitrines. La tête fut plantée sur un des pieux, et un manteau jeté sur le tronc palpitant le déroba aux regards.

Philippe de Hornes ne montra ni le même dévouement à son roi, ni la même résignation. Quand on lui lut son arrêt de mort, il se récria avec un vif mouvement d'in-

dignation, disant que « il avait bien offensé Dieu, mais « jamais le roi ». « Il se despita, dit Mondoucet, maugréant « et regrettant fort sa mort; ajoutant que, après vingt-« huit ans de services, il ne pensoit pas avoir mérité un « tel salaire; mais qu'il se consoloit en songeant que, « en rendant son corps à la terre, il seroit heureux de « se reposer du travail sans relâche où il avoit vécu! » Il eut aussi un moment d'amertume contre Egmont, et l'apostropha en lui disant, comme s'il eût été là : « Ah « mon beau cousin! vous êtes bien cause de tout ce « mal; mais il n'y a remède; patience donc! » « Il se monstra d'abord quelque peu opiniastre en la confession, disant « qu'il s'estoit assez confessé, » et l'on attribua son refus à son penchant pour l'hérésie; mais il s'y décida enfin, sur les instances de son confesseur, sans baiser toutefois le crucifix. Vers midi, après la mort d'Egmont, Romero vint chercher Hornes dans sa prison. Il sortit d'un pas ferme, et traversa les rangs des Espagnols en saluant affectueusement tous ceux qu'il reconnut. Il était vêtu de noir, bien plus simplement qu'Egmont, et sans les insignes de la Toison-d'Or. En arrivant sur l'échafaud, il devina, sous le manteau qui le couvrait, le cadavre de son ami, et demanda si c'était lui. Puis, ayant murmuré quelques mots qu'on n'entendit pas, il s'agenouilla, mit son bonnet sur ses yeux, et pendant qu'il prononçait une dernière prière, l'exécuteur abattit sa tête d'un seul coup.

La tradition populaire veut que d'Albe, caché dans un coin du *Broodhuys*, où il résidait, ait assisté à cette horrible tragédie. Le triomphe pour lui n'eût pas été complet s'il n'eût vu tomber ces deux têtes, car en les frappant, il pouvait se vanter d'avoir décapité la Flandre du même coup. L'ambassadeur de France, qui assistait

aussi en cachette à cette triste scène, écrivit à son maître « qu'il avoit vu cheoir la tête de l'homme qui avoit deux « fois fait trembler la France. » Egmont n'avait demandé qu'une grâce à ses bourreaux, c'était de mourir avant son ami, qu'il se reprochait d'avoir entraîné à sa perte. La tête de Hornes fut plantée sur l'autre pieu, toutes deux regardant de leurs yeux éteints ce peuple qui n'avait rien fait pour les sauver. Un fort détachement resta sur la place pour garder l'échafaud; mais rien ne put empêcher la foule de venir tremper ses mouchoirs dans le sang de ces deux martyrs de la liberté. Au bout de quelques heures, les deux têtes furent réunies dans deux cercueils à leurs troncs mutilés, et les églises qui les reçurent devinrent pour le peuple un lieu de pèlerinage. Les gens d'Egmont ayant tendu de noir son hôtel, le duc fit enlever ces insignes de deuil.

Ce ne fut pas seulement le peuple qui s'émut de cette sanglante exécution; l'effet en fut peut-être plus profond encore sur les classes élevées. Les plus royalistes se demandèrent tout bas quelle tête était assurée sur ses épaules, quand ces deux là étaient tombées. Le timide Viglius, même dans ses lettres confidentielles, n'ose pas exprimer son opinion; mais la peur et la pitié se trahissent dans ses réticences. Quant à Granvelle, il n'hésite pas, non-seulement à plaindre, mais à blâmer.

Le jugement le plus curieux qui ait été porté sur cette exécution, c'est celui d'Albe lui-même. En écrivant au roi, le 9 juin, il commence par s'applaudir de ce qu'il a fait : « Ç'a été une chose de grand effet en ce pays « que l'exécution d'Egmont, et plus grand a été l'effet, « plus l'exemple sera fructueux. Mais quand tous les « points prescrits auront été accomplis, le pardon géné- « ral ne devra plus être différé; car ce peuple est si

« facile que la clémence de V. M. lui fera supporter « l'obéissance d'aussi bon gré qu'il la supporte aujour-« d'hui avec peine. Les exécutions faites ont imprimé « une terreur si grande, qu'on croit *qu'il s'agit de gou-« verner par le sang à perpétuité, et tant que les sujets « auront cette opinion, ils ne pourront aimer le roi*. Le « commerce commence à souffrir. Il n'y a plus de con-« fiance du père au fils et du frère au frère...» Ainsi, le duc se rend justice : il sent que ce n'est pas à lui à apporter à la Flandre la branche d'olivier ; il pense que « lors de la publication du pardon, il serait à propos « que le cardinal de Granvelle vînt, en qualité de légat, « pour rester avec celui que le roi chargerait du gou-« vernement. Quant à l'inquisition, elle serait rétablie « comme avant les troubles. » (*Corresp.*, II, 28.)

Une lettre curieuse de Morillon à Granvelle nous montre d'Albe se parant, pour la comtesse d'Egmont, et même pour son mari, d'une sorte de pitié officielle. « Son « Excellence (le duc d'Albe) a versé, au moment de l'exé-« cution, des larmes aussi grosses que des pois, ce que « lui (Morillon) a fait sonner, là où il convenait, pour « apaiser l'irritation. La maladie du duc ne vient pas « de sa défaite en Frise, mais de l'impression que lui a « faite l'ordre du roi de faire exécuter la sentence. Son « Excellence avait suggéré de tout son pouvoir la miti-« gation; mais on lui a répondu que, s'il ne s'agissait « d'autre offense que celle faite au roi, le pardon eût « été facile, mais qu'on ne pouvait pardonner l'offense « faite à Dieu. » Enfin le duc lui-même écrit au roi : « V. M. peut considérer le regret que ç'a m'a été de voir « ces pauvres seigneurs venus à tels termes, et qu'il ayt « fallu que moy en fusse l'exécuteur. » (*Corresp. de Marguer. d'Autriche*, p. 252.)

Quant à la comtesse d'Egmont, d'Albe conseille au roi de faire venir la noble veuve avec tous ses enfants en Espagne, pour y entrer dans un couvent, et y prendre le voile avec ses filles, et de faire étudier ses fils. (*Corresp. de Phil.*, II, 28.) En écrivant ces lignes, le duc, à toute force, pouvait être de bonne foi, car aucune parole ne peut rendre l'horreur de la situation de cette malheureuse femme, réduite à vivre des aumônes du duc, et à implorer la pitié du bourreau de son mari. En sollicitant de lui la restitution à ses enfants des biens confisqués sur leur père, elle ajoutait ces lignes, qui durent lui sembler bien dures à écrire : « Elle et les « siens, si le duc leur accorde cette faveur, se tiendront, « le reste de leurs jours, obligés de prier Dieu pour sa « prospérité et bonne vie. » (*Ibid.*, p. 32). Enfin, du monastère de la Cambre, où deux de ses filles ont déjà pris le voile, le 30 juin, elle écrit au roi, le véritable auteur de ses maux, dont Albe n'est que l'instrument, cette lettre lamentable : « La misère où je me trouve « avec mes onze enfants m'a empêché d'envoyer plus « tôt au roi la dernière et très-humble requête de mon « défunt mari. J'espère de la bénignité et pitié du roi « qu'il permettra que mes enfants s'emploient à son « service, lorsqu'ils en auront l'âge, ce qui m'obligera, « le reste de mes tristes jours, moi et toute ma posté- « rité, à prier Dieu pour la longue et heureuse vie de « V. M. » (*Ibid.*, p. 31.)

Raconter la mort d'Egmont, c'est raconter la chute de la Flandre qu'il personnifie. Comme lui, elle n'a pas su choisir entre le catholicisme et la liberté, et se dire nettement ce qu'elle préférait; comme lui, elle a pris son parti, mais trop tard, après s'être avancée si loin dans un sens que reculer vers l'autre était lâcheté ou trahison;

avec lui enfin, elle en a été punie, et sa nationalité a péri sur le même échafaud. Mais ce qui relève Egmont, c'est qu'il est mort martyr des libertés de son pays. Porté par la fortune à une position trop haute pour son mérite, hésitant toujours quand il faut agir, reculant quand il faut avancer, Egmont n'en est pas moins resté cher à ses concitoyens, parce qu'il est mort pour eux. Mais en mourant, il leur a rendu le triste service de les décourager de la résistance qui ne lui a pas mieux réussi que la servilité. L'élément français qui, au fond, domine dans la Flandre wallonne, incapable à la fois de supporter la liberté et de s'en passer, comme la Rome de Tacite ou la France d'aujourd'hui, a fini par la pousser vers le despotisme et vers l'unité, si chère aux races latines; l'élément germanique, au contraire, représenté par Guillaume d'Orange, prédomine en Hollande avec ce vif instinct de la liberté, et cette haine de l'unité qui caractérisent la race allemande.

Quant au comte de Hornes, appelé à jouer partout le second rôle, même dans cette tragédie, le peu d'éclat qu'a jeté sa vie ne doit pas nous rendre injuste envers lui. Esprit chagrin, morose, préoccupé comme Egmont et comme tous les nobles de son temps, de ses intérêts personnels, toujours prêt à se vendre, lui et son pays, pour une aumône qu'on ne daigne pas lui jeter, il nous révèle toute la grandeur de la faute commise par Philippe II qui, avec quelques faveurs placées à propos, pouvait faire de cette noblesse si vénale l'instrument le plus zélé de l'asservissement de son pays.

Philippe, sur les instances du duc d'Albe, avait promis de pourvoir au sort de la comtesse d'Egmont et de ses enfants; mais il ne paraît pas s'être pressé de tenir sa promesse, car nous voyons, en septembre, d'Albe

insister encore, plus pitoyable que son maître, parce qu'il voyait ces misères de plus près : « Si je n'avois « pas envoyé quelque argent, écrit-il au roi, la mère et « les enfants seroient morts de faim! » Certes, nous ne prétendons pas laver Philippe de cette tache d'infamie; mais si Egmont est mort martyr de la cause populaire, la Flandre aussi n'est-elle pas responsable du dénûment de cette noble famille, obligée de vivre des aumônes du bourreau de son père et de son mari? Vainement l'électeur de Bavière, frère de la malheureuse veuve, et soutien ardent du catholicisme, vainement l'Allemagne tout entière s'émut en faveur de la famille d'Egmont, et réclama pour elle la restitution de ses biens confisqués. Philippe répondit sans s'émouvoir que « le temps n'était « pas venu. » D'Albe continua à payer à la comtesse, pendant les dix ans qu'elle traîna encore sa triste vie, une misérable pension de 2,000 florins. Peu de temps avant la mort de sa mère, nous verrons l'aîné des fils et l'héritier du nom, Philippe d'Egmont, s'éveillant enfin au sentiment de son injure, prendre parti avec Guillaume d'Orange dans la guerre contre l'Espagne. Mais ce jeune homme, aussi mobile et plus corruptible encore que son père, ayant fait sa paix à prix d'or avec Farnèse, le roi, poussé peut-être par un tardif repentir, se décida enfin, « quand le temps fut venu, » à le remettre en possession des titres et des biens de son père. Philippe d'Egmont mourut en 1590, en combattant à Ivry contre Henri IV, et son frère Lamoral, ignoble débauché, hérita après lui des biens de la famille et d'un nom qu'il était indigne de porter.

CHAPITRE II.

LE DUC D'ALBE EN FLANDRE. LA GUERRE DES GUEUX. BERGHES ET MONTIGNY, GUILLAUME D'ORANGE.

1568-70.

La guerre qui devait fonder l'indépendance nationale de la Hollande avait commencé par des revers, et ce fut peut-être un bien : les Pays-Bas s'essayaient ainsi à deux choses que dès longtemps ils ne connaissaient plus, la lutte et les sacrifices, bases nécessaires d'une liberté que les peuples estiment ce qu'elle leur a coûté. C'est à l'école de l'adversité que les nations se retrempent; cette rude école n'a manqué ni aux Pays-Bas, ni à Guillaume; pourquoi tous deux n'en ont-ils pas également profité? Pourquoi le nord a-t-il seul combattu jusqu'au bout le « bon combat ? » Pourquoi le midi, s'arrêtant en chemin, a-t-il rétrogradé vers une double servitude, celle de l'Espagne et celle de Rome?... Question grave, que nous posons seulement ici, et que les faits se chargeront de résoudre!

Louis de Nassau, affaibli par sa victoire, était toujours devant Groeningue; il espérait que les bourgeois, en dépit de la garnison espagnole, finiraient par se déclarer pour lui. Mais son pire ennemi, c'étaient ses soldats et

surtout ces mercenaires allemands, le fléau du XVIe siècle et la terreur de leurs généraux, toujours exposés à payer de leur vie la solde qui venait à manquer. Louis, avec la ténacité des Nassau, s'acharnait à un siége impossible, sans artillerie, sans argent, et bientôt sans armée; car chaque jour la désertion éclaircissait ses rangs. Deux fois, il avait livré l'assaut, et deux fois il avait été repoussé. A la fin, les rôles changèrent : des sorties heureuses jetèrent le désordre dans les rangs des assiégeants. Dans une guerre d'insurrection, oser est le secret de réussir. Un siége, dans ces conditions, n'était guère moins dangereux qu'une défaite. Guillaume, incapable, faute d'argent, de marcher au secours de son frère, blâmait ce siége sans espoir, qui laissait au duc d'Albe le temps de réunir ses forces. Louis n'avait que deux choses à faire : se jeter dans quelque place forte, où il pût tenir en attendant des renforts, ou se replier sur l'Allemagne. Il ne fit ni l'un ni l'autre. Il essaya de lever des contributions dans les campagnes, en menaçant du pillage ceux qui s'y refuseraient. C'était combattre les Espagnols avec leurs armes, et récolter comme eux plus de haines que d'écus. Il arracha ainsi à grand'peine quelques milliers de florins, de quoi faire vivre huit jours son armée. Les couvents, les églises fournirent quelques ressources, non moins précaires. Bientôt, il devint évident pour tous que l'expédition était manquée; comme Annibal, Louis avait su vaincre, mais non profiter de sa victoire.

D'Albe, à son tour, défendit aux habitants de céder aux sommations des rebelles, sous peine de payer le double aux Espagnols, et d'être punis comme traîtres. Rançonnés par leurs amis, menacés par un ennemi peu habitué à menacer en vain, les habitants, poussés au désespoir,

ne savaient plus à qui obéir. Sans doute, leur cœur était à Louis, à qui ils fournissaient sous main des vivres; mais le manque d'argent et la mutinerie de ses soldats paralysaient tous ses efforts. L'Empereur même finit par se tourner contre lui. Au fond de l'âme, Maximilien se sentait attiré vers la Réforme, et sympathisait avec la résistance des Pays-Bas; mais, cédant aux obsessions du duc d'Albe, il fit dire à Louis qu'il eût à licencier son armée, et à sortir de la Frise qui faisait partie des cercles de l'empire. Il défendit au prince d'Orange de recruter en Allemagne, sous peine d'être puni comme infracteur de la paix publique. Les princes luthériens, dominés par la peur, égarés par leurs préventions contre les calvinistes, s'abstinrent de soutenir Guillaume. Ils insistèrent même pour être remboursés de leurs maigres avances. Guillaume, réduit aux dernières extrémités, dut mettre en gage son dernier joyau, et vendre une partie de ses domaines, sans parvenir à satisfaire ses créanciers.

D'Albe, cependant, mettait à profit la terreur semée par ses exécutions, et le découragement du pays. La victoire de Nassau n'avait servi qu'à faire tomber les têtes d'Egmont et de Hornes. Il faut rendre justice au duc: dans cette crise périlleuse, il fut admirable de décision, de prudence, d'activité. Il défendit à Meghem de rien hasarder jusqu'à l'arrivée des renforts qu'il comptait lui amener. Le 14 juillet, quinze mille hommes, commandés par le duc en personne, se trouvèrent réunis à trois lieues de Groeningue. Louis, au lieu de suivre l'avis de son frère, et de battre en retraite, se décida à attendre l'ennemi. Huit cents arquebusiers wallons et six cents chevaux allemands venaient de grossir son armée. C'était autant de bouches de plus à nourrir, autant de soldes à

payer, un embarras en un mot, plutôt qu'un renfort. L'armée des *gueux* montait en tout à onze mille hommes; c'était assez pour vaincre, si le courage avait pu tenir lieu de discipline aux volontaires flamands, et si les Allemands avaient pu songer à autre chose qu'à la solde et au pillage. Mais en face d'eux se trouvaient ces redoutables vétérans d'Espagne et d'Italie, commandés par le premier général du siècle qui, cette fois, cherchait la bataille au lieu de l'éviter.

Les *gueux* étaient établis derrière l'Ems. Deux ponts de bois conduisaient à leur camp. Ils y mirent le feu, mais trop tard. Les Espagnols, brûlant de venger leur défaite, se lancent avec furie, moitié dans la rivière, moitié sur les ponts enflammés. La terreur s'empare des rebelles; ils s'enfuient lâchement, malgré les efforts de leurs chefs pour les retenir. Trois cents restèrent sur la place, autant dans le fleuve ou dans le marais. La nuit seule sauva les débris de l'armée, qui alla, sous la conduite de Louis, se reformer quelques lieues plus loin. Mais d'Albe n'était pas homme à se contenter d'une demi-victoire. Retardé dans sa marche par la difficulté du pays, il n'atteignit l'ennemi que cinq jours après, le 21 juillet, à Jemmingen, forte position sur la rive droite de l'Ems. Louis, cette fois, avait fait rompre les ponts, et occuper le rivage par ses arquebusiers. Le camp des *gueux* était fortifié, les retranchements garnis de canons; mais, acculée dans une étroite péninsule, l'armée nationale était condamnée à vaincre ou à périr; car, en cas de défaite, sa position n'offrait pas d'issue.

Le matin même de la bataille, une nouvelle révolte des *reîtres* avait brisé le nerf de l'armée. Cependant la position était presque inexpugnable, si les rebelles avaient su s'y tenir enfermés, en refusant le combat à l'ennemi.

D'Albe, ne voulant livrer rien au hasard, envoya quinze cents mousquetaires tâter le terrain. Les Espagnols rétablissent les ponts, sous le feu de l'ennemi, et passent sur le corps à ceux qui gardaient le passage. Dans cette crise désespérée, Louis, redoutant d'avoir sur les bras toute l'armée du duc d'Albe, eut recours à un moyen extrême. C'était de percer les digues, et d'appeler à son aide l'Océan, redoutable allié, qui a sauvé plus d'une fois la Hollande. Le général lui-même prend une pioche, et se met à l'œuvre. Mais il était trop tard : l'eau ne montait encore que jusqu'aux genoux quand arriva l'avant-garde de l'ennemi. Encore quelques heures, et la Frise était sous les eaux ; les Espagnols, au milieu de ces plaines noyées, n'auraient plus eu de refuge que dans une fuite, plus périlleuse que toutes les batailles. Mais tombant à l'improviste sur les travailleurs, ils les dispersent, et parviennent à fermer aux flots l'issue qu'on vient de leur ouvrir.

Louis de Nassau, voulant à tout prix reprendre la position perdue, dirige sur ce point de puissants renforts. Les Espagnols résistent avec un courage désespéré. Leur chef Romero, par des messages réitérés, fait demander au duc de le secourir ; mais d'Albe s'y refuse obstinément : il n'a qu'une pensée, c'est de faire sortir les rebelles de leurs retranchements où ils sont inexpugnables. Sa tactique lui réussit : les *gueux*, voyant que personne ne s'avance pour soutenir l'avant-garde ennemie, se persuadent que les Espagnols, arrêtés par les eaux, n'ont pas pu rejoindre leur avant-garde, et l'armée tout entière, son général en tête, sort enfin de ses retranchements.

C'était justement ce que demandait le duc d'Albe. Il donne enfin à ses soldats, frémissant d'impatience,

l'ordre de marcher en avant. Une armée se présente bientôt, là où l'ennemi n'attendait qu'une affaire d'avant-poste. Les *reîtres*, au moment du combat, réclament leur solde, et refusent de marcher en avant. Les volontaires, qui ne se sentent pas soutenus, perdent la tête, et se replient en désordre sur le camp. Les *reîtres* s'y jettent pêle-mêle avec eux, et les Espagnols, acharnés à les poursuivre, y entrent sur leurs talons. Louis, désespéré, furieux, s'épuise en vains efforts pour retenir ses soldats, et est lui-même entraîné par le flot des fuyards. Il voulait mourir, en se jetant au plus épais des rangs ennemis; il ne le put même pas. Les Espagnols se ruent sur les retranchements, et ont bientôt fait main basse sur ceux qui auraient dû les défendre. Ils n'ont pas la peine de combattre, ils n'ont que celle de massacrer des soldats débandés qui jettent leurs armes pour fuir, qui ne demandent pas de quartier, et à qui l'on n'en fait pas.

Tout ce qui ne périt pas par l'épée, se noya dans l'Ems ou dans les marais. Il fallut deux jours pour fouiller les bois et les marais, et égorger ceux qu'ils recélaient. Ceux qui avaient pu gagner la campagne furent sabrés par la cavalerie. Les plus agiles parvinrent seuls à s'échapper. Sept mille rebelles restèrent dans cette plaine fatale; sept Espagnols seulement, s'il faut en croire le récit officiel, payèrent de leur vie cette facile victoire. Nassau, après d'héroïques efforts, finit par traverser à la nage l'Ems où il faillit rester, et alla retrouver en Allemagne les débris de ce qui fut son armée.

L'insurrection était domptée; mais il fallait punir la Frise de ne l'avoir pas combattue. Les hordes espagnoles s'abattirent sur le pays. Les villes seules furent épargnées; mais les villages, les fermes isolées furent livrés

à une soldatesque effrénée. Aucune violence, aucun outrage ne furent épargnés aux malheureux habitants. Les choses allèrent si loin que le duc dut arrêter par quelques exemples les bêtes féroces qu'il avait déchaînées. La domination de l'Espagne se raffermit dans le nord des Pays-Bas, et la lâcheté humaine, qui cherchait une excuse, crut la trouver en répétant que « nul ne pouvait tenir devant le duc d'Albe et ses vétérans. » Les Pays-Bas, déshabitués de la guerre, n'étaient pas prêts pour la lutte, le fait était évident; le courage et l'argent faisaient également défaut. La Hollande ne savait pas encore à quel prix s'achète la liberté, et la Belgique n'était pas destinée à le savoir jamais.

Le duc, après avoir rétabli par la terreur un semblant d'ordre dans la Frise dévastée, voulut y laisser un gage de la soumission des habitants. Il y commença la construction d'une vaste citadelle qui ne fut jamais achevée. A Amsterdam, de nombreuses exécutions signalèrent son passage. Une dame octogénaire fut décapitée, assise sur l'échafaud. Elle étonna les bourreaux par sa froide ironie, et montra aux vaincus de Jemmingen que, lorsqu'on ne sait pas vaincre, il est toujours facile de mourir.

D'Albe se hâta d'expédier la joyeuse nouvelle au pape et à Philippe II. Pie V en témoigna publiquement sa joie : la ville fut illuminée, et une procession solennelle eut lieu, conduite par le pape et le sacré collége. « De « ma vie, écrit l'ambassadeur d'Espagne, je ne vis « homme si content que le saint-père. Il ne cesse de « bénir V. M., et d'exalter le duc d'Albe. » La joie de Philippe II fut moins expansive. Il assistait alors aux derniers moments de l'héritier de sa couronne, poussé par lui au désespoir, et presque au suicide. La rumeur publique l'accusait d'avoir fait mourir l'infant, pour

l'empêcher d'aller se mettre à la tête des révoltés flamands; or, si le père n'avait pas épargné son fils, qu'avaient à attendre du monarque des sujets qui osaient prendre les armes contre lui?

Dès lors, la résistance s'arrêta tout court : l'opinion, au lieu d'appeler de ses vœux une nouvelle révolte, en vint à la redouter. Il est des instants dans la vie des peuples où l'horizon rétréci ne s'étend pas au delà du moment présent, où l'on vendrait tout son avenir pour quelques moments de lâche sécurité. C'est dans ces instants-là que les peuples périraient, si quelques nobles cœurs ne relevaient d'une main ferme ce drapeau qu'il ne faut jamais laisser traîner. Ceux qui se chargent de cette tâche périlleuse n'y réussissent pas toujours, et la payent quelquefois de leur vie. Mais c'est à l'histoire de tenir compte de ces tentatives, glorieuses même quand elles échouent, et de dire à la Flandre en 1568, comme à la Pologne aujourd'hui : « Espère, lutte et prie, et Dieu « t'enverra des jours meilleurs! »

La victoire de Jemmingen fut pour Albe le point de départ d'une ère nouvelle. Le sang coula encore une fois à flots sur toute l'étendue des Pays-Bas. Stralen, le bourgmestre d'Anvers, Backerzeele, le secrétaire d'Egmont, et Laloo, celui de Hornes, avaient été si cruellement torturés, qu'on dut les décapiter assis. Stralen jouissait d'une estime universelle, même à la cour de Philippe II. Dans la glorieuse campagne de 1557 contre la France, il avait avancé au roi les fonds pour payer son armée. Le *conseil des troubles*, pour la première fois, conseillait la clémence; mais d'Albe fut inflexible; celui qui avait préparé la victoire de Saint-Quentin ne trouva pas plus grâce que celui qui l'avait gagnée. L'immense fortune de Stralen fut confisquée, et sa famille ré-

duite à la mendicité. L'hôtel de Culembourg, le *Palais des Gueux*, fut rasé jusqu'au sol, et une colonne élevée sur ses ruines. « On ne faisait, par tout le pays, dit Me-« teren, que brûler, pendre et décapiter. » Du 25 juin au 12 novembre, le conseil condamna à l'exil et à la confiscation huit cent soixante et onze contumaces, dont cent trente-cinq en un jour, à Amsterdam. Les veuves et les mères désolées eurent pourtant une consolation : le grand prévôt, Spell, qui avait présidé à l'exécution de tant de milliers de victimes, fut pendu à son tour, comme prévenu d'avoir fait périr beaucoup de personnes sans mandat, et d'en avoir laissé échapper plusieurs pour de l'argent. On lui eût pardonné le premier crime; on fut sans pitié pour le second.

Pendant que la Flandre rampe aux pieds de son bourreau, voici ce qu'Orange, après Jemmingen, écrit à son frère Louis : « Je n'ai jamais rien senti plus amèrement « que votre disgrâce; mais puisqu'il a pleu ainsi à Dieu, « il en faut avoir la patience, et ne perdre couraige pour « cela, ains se conformer à sa divine volonté, comme « aussi j'ai délibéré de faire. » (*Archiv.*, III, 277.) Et pourtant, sa position est terrible : sur les trois cent mille écus qu'Anvers et les Pays-Bas lui ont promis, à peine en a-t-il touché douze mille. Ses partisans en Allemagne se refroidissent chaque jour. Ses amis les plus dévoués, le landgrave de Hesse, le duc de Wurtemberg, condamnent toute prise d'armes. L'empereur lui écrit : « qu'il ne doit mouvoir ni pied, ni main pour secourir « les Pays-Bas, et que pas un soldat ne se recrutera pour « lui dans tout l'empire... Si vous violez la paix du « royaume, et nous brouillez avec notre excellent frère, « le roi Philippe, vous perdrez tous fiefs, droits et privi-« léges que vous possédez sur les terres de l'empire. »

(*Corresp, de Guill. le Taciturne*, t. III, p. 19.) Mais ces conseils, qui ressemblaient si fort à des menaces, restèrent sans action sur Guillaume, et il continua à armer, en dépit des rescrits impériaux.

Au fond, ce qui soutient chez d'Orange cette indomptable résolution, c'est encore moins le patriotisme que la foi. Ses convictions religieuses, flottantes pendant tant d'années entre le catholicisme et la Réforme, puis entre Luther et Calvin, se sont maintenant fixées, à cette hauteur qui domine toutes les sectes, et cherche entre elles non ce qui les sépare, mais ce qui les unit. Seul peut-être de son époque, de son siècle, Guillaume a compris le principe de la vraie liberté religieuse, qui commence par concéder à autrui tout ce qu'elle réclame pour soi-même. Ni Jean de Nassau son frère, ni Marnix son ami, n'en sont là encore, et n'y arriveront jamais. Tous deux portent la date de leur temps et l'empreinte de ses préjugés. Guillaume seul leur échappe; il est assez sûr maintenant de sa croyance pour n'avoir pas besoin de s'y affermir par les persécutions; s'il n'a pas toutes les ardeurs religieuses de son siècle, il en a tous les dévouements, comme il a du nôtre la tolérance, sans l'indifférence, sa compagne ordinaire.

A dater de cette époque, dans tous les actes comme dans tous les écrits du prince d'Orange, on sent cette fermeté sereine d'une âme guidée par la foi dans le sentier du devoir. Ainsi, le 31 août, par une *Déclaration* solennelle, pendant de celle qu'il avait adressée à l'Allemagne *contre la tyrannie du duc d'Albe*, il en appelle aux Pays-Bas : il invite « tous les bons citoyens à « venir se rallier à l'armée qu'il a mise sur pied, à ses « propres frais : il les presse de prendre à cœur la grande « détresse de leur pays, le danger d'une servitude perpé-

« tuelle pour eux et pour leurs enfants, et d'une ruine « complète de la religion de l'Evangile. Il faut expulser « les Espagnols de la contrée, et pour y parvenir, il « appelle tous ses concitoyens à contribuer, les riches de « leur abondance, et les pauvres de leur pauvreté. » A cet appel si pressant, bien peu d'échos répondirent; les nobles, les riches tinrent leur bourse fermée, les pauvres seuls l'ouvrirent. Un prêcheur anabaptiste vint du fond de la Hollande, au péril de sa vie, apporter au prince une faible somme, péniblement ramassée par son troupeau. Des exilés, privés de tous leurs biens, donnèrent joyeusement leur obole, et c'est avec ces faibles ressources que Guillaume, si mal soutenu par le pays auquel il se dévouait, se prépara à recommencer la lutte contre toutes les forces de la monarchie espagnole.

Du reste, en toute circonstance, Guillaume affecte de rejeter sur d'Albe seul la responsabilité des rigueurs qui pèsent sur les Pays-Bas. « Il n'est pas probable, écrit-il à « l'empereur, qu'un prince aussi *débonnaire* que le roi « ait ordonné de pareilles cruautés. Le duc est le seul et « véritable rebelle. Il travaille à enlever au roi la posses- « sion de ses provinces, afin de se les réserver pour lui- « même. Quant à lui, Guillaume d'Orange, il n'a jamais « eu la pensée de se révolter; son unique but, c'est de « restituer aux Pays-Bas leurs libertés, d'y assurer le « libre exercice de la religion, et de réintégrer dans leurs « biens et leur pays tant de pauvres exilés. Pour lui- « même, il ne demande qu'une réparation d'honneur, la « sûreté de sa personne sans cesse menacée, et la liberté « de son fils. » On le voit, Guillaume n'a nulle envie de déclarer la guerre à son roi légitime; il est pour cela trop habile, et aussi trop loyal. Il reconnait toujours Philippe pour son souverain et pour celui de la Flandre.

Il ne fait la guerre qu'au duc d'Albe, et c'est dans l'intérêt même du roi qu'il prend les armes contre l'homme qui lui aliène le cœur de ses sujets.

Toutes les paroles de ce grand citoyen appartiennent à l'histoire. Voici ce qu'il écrit à son indigne épouse, Anne de Saxe : « Je pars demain; quand je reviendrai, « quand je vous reverrai, je ne puis le dire. J'ai résolu « de me placer entre les mains du Tout-Puissant, afin « qu'il me conduise selon son bon plaisir. Je vois claire- « ment qu'il me destine à passer ma vie dans la misère « et le travail, *de quoi je suis content, puisqu'il plaict « ainsy à Dieu,* car je sens que j'ai mérité pire. » (*Archiv.,* t. III, p. 329.) Dans cette lettre, qui ne fut certes jamais destinée à la publicité, ce noble cœur ne demande pas sa force à une femme légère et infidèle, qu'il ne peut ni estimer, ni aimer; il la demande à Celui qui seul peut la donner, à un appui qui ne lui manquera pas, quand lui manqueront tous les appuis humains.

Vers la fin de septembre, près de Trèves, le prince passa en revue son armée. C'était de beaucoup la plus forte que la rébellion eût encore mise sur pied ; elle se montait à dix-huit mille fantassins, et à sept ou huit mille chevaux. Les Allemands y étaient beaucoup trop nombreux pour le succès de la cause et pour les finances du prince; mais les Flamands n'y manquaient pas; l'exil et la persécution s'étaient chargés de recruter pour Guillaume. Sur leur écharpe bleue, on lisait sa devise : *Pro lege, grege et rege* (pour *la loi, le peuple et le roi*), et le roi ne venait que le dernier! A côté du prince, se pressait l'élite de la noblesse des Pays-Bas, Louis et Jean de Nassau ses frères, Hoogstraten, de Hammes, le héraut de la Toison-d'Or, Bernard de Merode, Batenbourg, affamé de vengeance depuis la mort de son frère; enfin

Lumey, comte de Lamark, descendant du fameux *Sanglier des Ardennes*. Ainsi que le Batave Civilis, il avait juré de laisser croître sa barbe et ses cheveux, jusqu'à ce qu'il eût délivré son pays, et vengé la mort d'Egmont.

Avant même que la campagne ne fût ouverte, les Allemands se mutinèrent, en réclamant leur solde. Les Wallons, indignés, tournèrent leurs armes contre leurs cupides alliés. Le sang allait couler quand Guillaume, suivi de quelques nobles, vient se jeter entre les deux partis. De Hammes, frappé à mort, tombe aux pieds de son général. Le prince lui-même vit un instant son autorité méprisée, et sa vie en danger. Couché en joue par un rebelle, le coup partit, et la balle vint frapper le pommeau de son épée. Cependant sa voix finit par être écoutée. L'armée se mit en marche, passa le Rhin près de Cologne, puis la Meuse près de Stochem, la nuit, par un beau clair de lune. Un corps de cavalerie, s'arrêtant au milieu du fleuve, rompit par sa masse la force du courant; les soldats passèrent, ayant de l'eau jusqu'au cou. L'entreprise était si hardie, que d'Albe, en l'apprenant, refusa d'y croire. « L'armée d'Orange, demanda-t-il, « est-elle une troupe d'oies sauvages pour franchir ainsi « des rivières comme la Meuse? »

Le plan de campagne de Guillaume était d'entrer dans les Pays-Bas par Liége; mais l'évêque lui ayant refusé le passage, le prince se dirigea, par une marche hardie jusqu'à la témérité, vers le Brabant, au centre même de la domination espagnole, au cœur de la nationalité flamande. Mais là, comme à Liége, il trouva toutes les villes gardées, toutes les sympathies populaires enchaînées. D'Albe avait concentré à Maëstricht toutes ses forces. L'armée espagnole comptait vingt mille fantassins et six mille cavaliers. D'Albe, rarement pressé de livrer bataille, re-

doublait de prudence depuis sa dernière défaite. Le précaire succès de Louis de Nassau en Frise n'avait rien décidé; mais une victoire, gagnée par Orange au cœur des Pays-Bas, pouvait lui faire ouvrir toutes les portes. Le plan du duc fut bientôt arrêté : occuper les villes, laisser les rebelles offrir en vain la bataille à un ennemi résolu à ne pas l'accepter; mais les harceler sans relâche, tailler en pièces leurs éclaireurs, et s'emparer de leurs convois. Qu'il continuât ainsi pendant un mois seulement, et tout se liguerait bientôt contre Orange, le manque de vivres, d'argent, l'indiscipline des Belges, l'esprit de révolte des Allemands. Ses partisans même, contenus par la terreur, n'oseraient ni se rallier à lui, ni le secourir. Louis, en Frise, s'était appuyé sur son frère; Guillaume ne s'appuyait sur rien, et n'avait plus personne derrière lui. Une fois son armée débandée, ce qui, avec une caisse vide, dans un pays inerte ou ennemi, ne pouvait tarder longtemps, il n'avait plus qu'un parti à prendre, se retirer; ce serait alors le moment propice pour tomber sur une armée en retraite, et en avoir bon marché.

Guillaume, en pénétrant ainsi au cœur de la Belgique, avait un double but : il savait que, d'un bout à l'autre des Pays-Bas, tout le monde était pour lui. C'était là sa force, et il y comptait. Puis il attendait tous les jours un corps de huguenots français que lui amenait le sire de Genlis. Ils arrivèrent enfin, au nombre de cinq cents cavaliers et trois mille fantassins. Habitués à la vie des camps, en France où la Réforme ne désarmait plus, même pendant la paix, ils traînaient avec eux leurs femmes et leurs enfants. Et puis d'Albe était là, avec son armée, qui s'ouvrait comme le flot devant l'armée nationale, et se refermait derrière elle, en lui montrant sans

cesse un ennemi qu'elle ne pouvait joindre. Point de batailles, mais de continuelles escarmouches. Le 12 octobre, plus de six cents hommes de l'arrière-garde furent taillés en pièces par les Espagnols. On leur prit six cents chariots, chargés de vivres et des dépouilles des églises ; car les huguenots français, affamés de vengeance comme les Allemands de pillage, mettaient à sac tous les couvents. Dans une autre rencontre, Guillaume perdit jusqu'à trois mille hommes. Hoogstraten, son ami, resta sur le champ de bataille ; Louverval, moins heureux, tomba vivant aux mains des Espagnols, et mourut sur l'échafaud. Guillaume avait fait proposer au duc d'épargner des deux côtés la vie des prisonniers ; d'Albe, pour toute réponse, fit pendre le messager. Enivrée de son succès, l'avant-garde espagnole voulait poursuivre ses avantages ; l'escarmouche allait se changer en bataille ; mais le duc s'y refusa obstinément, et menaça même de faire fusiller celui qui oserait demander le combat.

Le plus triste pour Orange, c'est que le pays ne bougeait pas. Sauf Tongres, aucune ville ne lui avait ouvert ses portes. Les habitants consternés regardaient du haut de leurs remparts passer leurs libérateurs, sans oser se joindre à eux. A peine les paysans se hasardaient-ils à leur fournir à la dérobée quelques vivres. L'hiver approchait, la situation n'était plus tenable. Le Fabius espagnol avait vaincu l'Annibal hollandais. Orange luttait, avec sa ténacité héroïque, contre une situation plus forte que lui. Chaque nuit il changeait de campement, espérant toujours décider les Espagnols à combattre, et la Flandre à se soulever pour lui. Mais son pire ennemi, ce n'était pas d'Albe, c'était la faim. Le duc avait fait enlever des moulins toutes les ferrures ; on avait du blé en abondance, mais rien pour le moudre. L'herbe disparaissait sous la dent

des dix mille chevaux d'Orange. Le pays, affamé, loin de pouvoir entretenir deux armées, suffisait à peine à nourrir ses habitants. Les mercenaires, découragés, n'avaient plus qu'un cri : Solde ou pillage, et le malheureux paysan était tour à tour rançonné par ses amis et par ses ennemis.

Guillaume, à bout d'expédients, voulut tenter un coup de main sur Liége, pour s'y fortifier et y passer l'hiver; mais l'évêque fit bonne contenance, et d'Albe, averti, se montra avec son armée. Il n'était plus qu'à deux lieues quand le prince se décida à lever le siége. Les huguenots français avaient fait main basse sur toutes les églises des faubourgs; les bourgeois, furieux, se mirent à leur poursuite, leur tuèrent quatre cents hommes, et leur reprirent presque tout leur butin. Tous les prisonniers furent massacrés sur place, ou pendus sur le marché. A peine la campagne avait-elle duré un mois, et déjà il fallait songer à la retraite. L'armée libératrice avait perdu son prestige. La Flandre ne remuait pas, et se déclarait impuissante à soutenir ses défenseurs. D'Albe avait vaincu sans combat, mais non sans gloire.

Le 12 novembre, Guilllaume quitta enfin ce pays qui ne savait ni obéir, ni se révolter franchement. Mais il fit volte-face une dernière fois, près de Quesnoy-le-Comte, et tailla en pièces l'avant-garde qui s'acharnait après lui. Puis il franchit la frontière française; « car il avait résolu, dit Meteren, de servir à la gloire de Dieu en France, puisqu'il n'avait pas plu à Dieu de bénir son travail dans les Pays-Bas, où il n'avait trouvé aide ni faveur de personne. » Dans cette courte campagne, huit mille hommes avaient péri, sans parler des désertions, chaque jour plus nombreuses. Orange voulait marcher au secours de ses frères de France; car l'épée des huguenots était encore

une fois sortie du fourreau : la guerre civile venait de se rallumer sous Condé et Coligny. Mais quand il s'agit pour les *reîtres* d'entrer en France, ils refusèrent net, sous prétexte « qu'on les avait enrôlés pour combattre le duc d'Albe, et non les catholiques français. » Le général, cette fois, dut obéir à ses soldats; Guillaume se dirigea par la Lorraine vers Strasbourg, où il licencia son armée. Une partie de ses Allemands s'engagea aussitôt au service de Charles IX. Telle fut la déplorable issue de cette campagne, plus glorieuse en somme pour d'Albe que pour Orange.

Il s'agissait maintenant de payer aux troupes leur solde arriérée, aux prêteurs leurs créances. Tout ce que possédait le prince y passa, son équipage de camp, sa vaisselle, sa garde-robe; et tout livré, l'on était encore si loin de compte, que Guillaume dut s'engager sur l'honneur, s'il revenait vivant de la France, à se remettre en otage aux mains de ses créanciers. Il partit enfin, suivi de douze cents cavaliers seulement, avec deux de ses frères, Louis et Henri de Nassau, à peine âgés de dix-huit ans. Lui, prince de l'empire, qui avait tenu tête à toutes les forces du roi d'Espagne, il alla se ranger, comme un simple chef de bande, sous les drapeaux du duc de Deux-Ponts, qui recrutait en Allemagne pour Coligny. Mais, pour cette grande âme, l'honneur était dans le devoir accompli, non dans le rang qu'il occupait. Les huguenots français l'avaient secouru ; c'était à lui de les secourir à son tour, et au service d'une si belle cause, il n'était poste si humble qu'il refusât d'accepter.

Nous ne le suivrons pas dans cette courte campagne qu'inaugura la bataille de Jarnac et la mort du prince de Condé. Avant la bataille de Montcontour, on chargea le prince de la mission périlleuse de traverser la France,

déguisé en paysan, pour aller implorer le secours des princes luthériens. Il y parvint à travers mille dangers. Notons, au passage, un de ces précieux souvenirs que Brantôme lègue de loin en loin à l'histoire, au milieu de ses pages frivoles. Il avait reçu dans son château les chefs huguenots : « J'entretins, nous dit-il, assez longtemps le prince d'Orange. Je le trouvai un fort grand personnage, à mon gré, et qui discourait bien de toutes choses. Il m'entretint du peu d'effet de son armée, en donnant la coulpe à la faute d'argent; mais il me dit qu'il ne s'arrêterait pas en si beau chemin, et qu'il *revolerait bientôt.* Il avait une fort belle façon, et d'une fort belle taille. Je le trouvai *un peu triste, et comme accablé par la fortune.* Le comte Louis, de plus petite taille, était plus ouvert en son visage, et se montrait plus joyeux. On le tenait pour plus hardy et hasardeux que le prince d'Orange, et en récompense, le prince plus sage que luy, plus meur et plus avisé. » (Brant., *Capitaines étrangers,* t. II, p. 180.)

En Allemagne, les efforts de Guillaume échouèrent encore devant les implacables préventions des luthériens contre les calvinistes français. Ses créanciers, désespérant de leur créance, le sommaient de tenir sa parole, et de se remettre entre leurs mains. Les scandaleux désordres de sa femme, Anne de Saxe, étaient la fable de l'Allemagne et des Pays-Bas. Et cependant Guillaume ne fléchit pas : fidèle à sa devise, *sævis tranquillus in undis,* il tint tête à l'orage, en lui opposant la fermeté du héros et la résignation du chrétien.

Ces graves événements avaient remué l'Allemagne, si lente à s'émouvoir. Le 22 novembre, six des électeurs supplièrent l'empereur d'intervenir auprès de son parent et allié, le roi d'Espagne, en faveur des Flamands. Maxi-

milien prit l'affaire assez à cœur pour envoyer en Espagne son frère, l'archiduc Charles, protester contre les atteintes portées aux droits de l'empire sur les Pays-Bas. Reçu à Madrid avec les honneurs dus à son rang, l'archiduc s'expliqua avec beaucoup de fermeté : « L'exaspération des Allemands s'accroît chaque jour, dit-il à « Philippe; l'empereur fait de son mieux pour calmer « les esprits; mais il ne voit pas comment il pourrait se « dispenser de faire cause commune avec les électeurs « de l'Empire, s'il était requis par eux de mettre les « Pays-Bas en liberté. Que si l'on prétendait que les « forces de l'Allemagne sont peu redoutables, il suffit de « se rappeler ce qui arriva à l'empereur Charles V dans « la guerre de Smalkalden, et le danger que lui fit cou- « rir en 1552 un seul électeur. »

L'orgueil de Philippe fut vivement froissé de cette intervention d'un prince étranger dans les affaires intérieures de son gouvernement. Dans sa réponse à l'empereur, il repoussa avec hauteur toute intercession en faveur du prince d'Orange : « Jamais il n'aurait cru possible que « ce prince, pour envahir les états de son seigneur natu- « rel, eût pu trouver une armée en Allemagne, et fût « aidé dans ce dessein par des princes et des villes de « de l'Empire... Quant à ses autres sujets, *jamais il n'a « usé de rigueur* envers eux, mais il a fait preuve au « contraire de *clémence et de pitié*, puisque les chefs ont « seuls été punis. Il se plaint que l'instruction donnée à « l'archiduc ait excédé les limites d'une suggestion ami- « cale, et aille jusqu'à la menace. Mais ce qui lui cause « surtout un vif chagrin, c'est que Sa Majesté impériale « ait voulu lui persuader de procéder dans les matières « religieuses *avec douceur et dissimulation*, car elle doit « savoir qu'aucune considération d'État ne pourrait le

« faire dévier du chemin qu'il suit, et entend suivre tou-« jours. » (*Corresp.*, t. II, p. 58 à 60.) Enfin, dans une lettre privée, destinée à l'empereur, Philippe fait allusion aux tendances luthériennes qu'on reprochait à Maximilien : il insinue très-nettement que « tout prince « chrétien et catholique qu'il soit, l'empereur, pour mé-« nager les princes protestants, ne fait pas les démon-« strations extérieures que la foi requiert, et par là donne « occasion à ce que, dans le monde, on le juge diverse-« ment, » et il prie l'archiduc de faire des représentations à son frère. (*Ibid.*, p. 67.)

Mais Maximilien, chargé de seize enfants, était père de famille avant d'être empereur. La main d'Anne, sa fille aînée, était promise au roi de France; mais la mort de la reine d'Espagne et le veuvage de Philippe II changèrent brusquement les dispositions du césar allemand qui, au fond, malgré ses réclamations, se souciait fort peu de la destinée des Pays-Bas. L'archiduc, toujours à Madrid, fut chargé d'offrir au roi la main de la princesse, comme un gage de la pureté des intentions et de la foi de Sa Majesté impériale. L'offre fut accueillie avec faveur. La mission de l'archiduc Charles se termina donc tout autrement qu'elle n'avait commencé. Le roi témoigna au négociateur toute sa satisfaction par une *merced* de cent mille ducats; car dans ce siècle vénal, les princes même tendaient la main à l'aumône, et mendier ne déshonorait personne. Les intérêts des Pays-Bas passèrent ainsi après les intérêts de famille. Maximilien, en apprenant que le *roi catholique* daignait accepter la main de sa fille, sentit s'opérer dans son âme une soudaine illumination. Devant le légat du pape, il proclama son désir de vivre et de mourir dans la foi catholique. Il désavoua hautement toutes les prises d'armes du prince d'Orange,

et s'excusa de sa démarche auprès du roi sur les instances des électeurs.

Mais il est temps de revenir au duc d'Albe et à la Flandre. De retour à Bruxelles, le duc célébra son triomphe par une série de fêtes brillantes. Les habitants, qui portaient encore le deuil d'Egmont et de leur liberté, reçurent l'ordre de faire éclater leur joie. Un tournoi fut célébré, sur la place même où étaient tombées les têtes d'Egmont et de Hornes. Les travaux de la citadelle d'Anvers, poussés sans relâche, venaient d'être achevés. Les bourgeois avaient payé cent mille écus l'honneur de posséder la plus forte citadelle de l'Europe. Bâtie en forme de pentagone, une de ses faces dominait l'Escaut, deux la ville et deux la campagne. Au centre, s'élevait une statue colossale du duc d'Albe, fondue avec les canons pris à Jemmingen, avec cette inscription : « A Fernando « Alvarez de Toledo, gouverneur des Pays-Bas, pour « avoir éteint et châtié la révolte, restauré la religion, « *assuré la justice*, et rétabli la paix. » La statue foulait aux pieds un corps terrassé, à quatre bras et à deux têtes. Cette figure monstrueuse portait pour pendants d'oreilles les écuelles des *gueux*, et au cou une besace d'où s'échappaient des serpents. Un masque arraché au monstre et une masse d'armes faisaient allusion à la requête des nobles et à l'expédition du prince d'Orange.

L'intervention de l'empereur avait froissé d'Albe autant que son maître : il fallait punir la Flandre du stérile intérêt qu'elle inspirait à l'Allemagne. Le *conseil des troubles* se remit à l'œuvre avec un redoublement d'activité. D'innombrables exécutions semèrent partout l'épouvante. L'esprit public s'abattit sous la pression d'une terreur que la France seule a connue, dans des jours non moins néfastes.

La Flandre se fit complice de son bourreau, et baisa la main qui la châtiait. Les états provinciaux, les corps municipaux ne rougirent pas de féliciter le tyran des Pays-Bas de cette victoire qui venait de river leurs fers. Tout patriotisme semblait éteint; on eût dit qu'Orange et ses bannis avaient emporté avec eux la patrie en exil. La peur glaçait dans les âmes tout instinct généreux. La délation empoisonnait toutes les relations des familles. Sur deux anciens compagnons de prêche, l'un dénonçait l'autre, pour acheter son pardon. Mais le danger, pour d'Albe, n'était plus dans la révolte, il était dans l'émigration. Le courage qu'on n'avait pas pour résister, on l'avait pour fuir, même au péril de sa vie et de ses biens. La nationalité flamande pouvait se reformer au dehors, autour de Guillaume d'Orange, et rentrer en Flandre plus menaçante que jamais. Chaque jour voyait grossir le flot de l'émigration, il fallait l'arrêter à tout prix. D'Albe mit le séquestre sur les biens des émigrants, en les déclarant échus au fisc, si leurs maîtres ne rentraient pas dans un délai donné. Les frontières, les ponts, les chemins furent fermés aux fugitifs. Défense de correspondre avec eux, sous les peines les plus sévères. Leurs débiteurs même ne pouvaient pas s'acquitter envers eux, ni avec leurs familles. La loi, si l'on ose ici se servir de ce nom, pactisait ainsi avec les plus lâches penchants de notre nature. Toute femme qui allait sur la terre étrangère rendre visite à son mari émigré était bannie avec lui. Cent mille familles, suivant Meteren, avaient, vers cette époque, quitté les Pays-Bas. La moitié des maisons de Gand était déserte; les campagnes, si riantes naguère, se dépeuplaient à vue d'œil.

A la même date, voici ce que le secrétaire du duc écrivait à celui du roi : « Je vous assure que, quelle que

« soit la personne qui vienne, elle gouvernera, si elle suit « les errements du duc : faire respecter les ordres du roi, « et châtier rigoureusement les hérétiques. *Les peuples « sont très-contents*, et croyez qu'il n'y a au monde na- « tion plus facile à gouverner que celle-ci, quand on sait « la conduire. » (*Corresp.*, II, p. 79.) Le pape, *saint Pie V*, ravi d'un si beau succès, envoya à d'Albe une épée et un chapeau bénits et ornés de pierres précieuses, don symbolique dont les pontifes payaient les services d'éclat rendus au saint-siége.

Mais, malgré ce prétendu *contentement* du peuple des Pays-Bas, la situation du duc devenait difficile. Enivré de son triomphe, il s'était laissé entraîner à une lutte personnelle avec la reine d'Angleterre, la fière Élisabeth. Des corsaires huguenots avaient donné la chasse à des vaisseaux espagnols qui apportaient la solde aux troupes des Pays-Bas; ceux-ci avaient cherché un refuge dans des ports d'Angleterre. Élisabeth, sans égards pour son ancien soupirant, mit la main sur les espèces, environ quatre millions de francs, sous prétexte que la somme n'appartenait pas au roi, mais à des marchands génois. D'Albe, prenant pour lui l'injure, envoya une ambassade à la reine d'Angleterre. Celle-ci refusa de la recevoir, et répondit dédaigneusement qu'elle ne recevait d'ambassade que des têtes couronnées. Le duc, poussé à bout, donna l'ordre d'arrêter tous les marchands anglais en Néerlande, et de saisir tous leurs biens. La reine en fit autant contre les Néerlandais en Angleterre. Tout échange cessa entre les deux pays, au grand détriment de tous deux, et les marchands payèrent pour les querelles des rois. L'affaire ne s'arrangea qu'au bout de cinq ans; l'on évalua les pertes, pour la Flandre seulement, à deux millions de florins.

D'Albe avait dompté toute résistance. Les consciences avaient fléchi, mais les intérêts résistaient encore. Les confiscations ne tenaient pas tout ce qu'elles avaient promis ; le Pactole qui devait enrichir l'Espagne roulait dans ses flots moins d'or que de sang. La persécution coûtait presque autant qu'elle rapportait. Les plus riches étaient en fuite, ou avaient péri sur l'échafaud. Mais d'Albe n'était pas à bout d'expédients. Déjà, le 4 novembre 1568, il avait écrit au roi qu'il « voulait saisir les assemblées « provinciales d'une nouvelle combinaison financière. » (*Corresp.*, p. 46.) Bientôt, ajoutait-il, il ne sera plus né- « cessaire de tirer de l'argent d'Espagne pour soutenir ces « pays. » (*Ibid.*, p. 70.) Après la retraite d'Orange, le duc se sentit assez maître de la situation pour oser convoquer les états généraux, un jour seulement, afin d'en obtenir la sanction de ses plans financiers. Le 19 mars, l'orateur de la couronne exposa « les grandes dépenses nécessitées « par la restauration de la religion et de l'autorité royale. « Jusqu'ici, le roi était venu généreusement au secours « des Pays-Bas; mais les choses ne pouvaient marcher « plus longtemps sur ce pied. Tous les domaines royaux « en Néerlande étaient engagés. Il fallait donc que le « pays se décidât à pourvoir à ses propres besoins. » Le duc proposait aux états d'établir, pour une fois seulement, un impôt d'un *centième denier* sur tous les biens meubles et immeubles. Le produit en serait affecté au rachat des domaines royaux, et au payement des dettes de la couronne. Quant aux charges ordinaires, on y pourvoirait par une taxe de cinq pour cent, ou *vingtième denier*, sur la vente de toute propriété foncière, et de dix pour cent, ou *dixième denier*, sur toute marchandise qui viendrait à changer de main. L'orateur, en terminant, fit entendre fort clairement que le duc voulait une obéissance

prompte et sans conditions. Pour mieux s'en assurer, d'Albe manda auprès de lui les députés, un à un, pour les intimider ou pour les séduire. Toute relation fut interdite entre les députés des diverses provinces; le clergé même du Brabant ne put communiquer avec la noblesse du même pays.

Mais, malgré toutes ces menées, l'opposition se rencontra partout, unanime, compacte, résolue à tout braver plutôt que de céder. Les députés, qui avaient tout livré, leurs libertés, leurs priviléges, leurs âmes même, firent au roi moins bon marché de leurs bourses que de leurs consciences. La noblesse et le clergé, que la question d'impôt touchait moins directement, finirent par se soumettre dans quelques provinces; mais le tiers état, qui supportait presque tout le poids des impôts, refusa obstinément de céder. Il n'eut pas de peine à prouver que les deux dernières contributions détruiraient tout commerce et toute industrie dans les Pays-Bas, et qu'autant valait confisquer d'un seul coup toutes les propriétés. Viglius lui-même protesta hautement contre cet arbitraire insensé, qui tranchait l'arbre par le pied pour cueillir le fruit. Surmontant, pour la première fois, sa lâcheté native, il osa tenir tête au représentant du monarque, et lutter en plein conseil contre ses plans financiers. Les requêtes, les protestations plurent de tous côtés. Les députés, tout en se montrant disposés à voter, pour une fois seulement, le *centième denier*, supplièrent le duc de leur épargner les deux autres, en offrant de les remplacer par un impôt volontaire. Le duc, pour toute réponse, les renvoya chez eux, en leur donnant dix jours pour se décider, sous peine des châtiments les plus sévères. Les villes, intimidées, cédèrent l'une après l'autre; Utrecht seule donna l'exemple d'une

résistance que rien ne put fléchir. Un régiment y vécut à discrétion chez les habitants : on les taxa, en outre, à une contribution de deux mille quatre cents florins par semaine. Mais ils tinrent bon jusqu'au bout : leurs biens, leurs maisons, leur vie même, ils livrèrent tout, mais non pas les libertés du pays! Les états d'Utrecht, cités devant le *conseil des troubles*, furent déclarés déchus de tous leurs priviléges. Vainement le clergé réclama, au nom de ses immunités : l'Église même cessait d'être sacrée pour d'Albe, quand elle osait se mettre en travers de sa volonté. Utrecht en appela au roi, qui rejeta l'appel. Toutes les chartes de la ville furent confisquées, et on ne les lui rendit qu'après le départ du duc.

Mais toutes ces adhésions, arrachées par la peur, ne pouvaient remplacer le libre consentement des états généraux. D'Albe, dans ses premières illusions, avait écrit au roi que « les états avaient voté la taxe, sans « limitation de temps, et que, grâce à ce revenu fixe et « perpétuel qui lui était assuré, les recettes dépasseraient « chaque année les dépenses de deux millions de flo- « rins. » Mais d'Albe avait triomphé trop tôt. Les états, se ravisant, alléguèrent qu'il fallait le consentement unanime des provinces pour valider l'adhésion d'une seule, et interdirent la levée du dixième et du vingtième denier. D'Albe éclata en menaces; mais sa colère impuissante vint se briser contre des impossibilités qu'il n'avait pas prévues. Il fallut transiger : après d'amers et longs débats, on convint enfin que ces deux impôts, si odieux au pays, seraient remplacés par deux millions de florins annuels, consentis pour six ans, et par un second *centième*, après les six années. Le premier avait rendu plus de sept millions de florins, et jamais, depuis que la Flandre existait, charge semblable n'avait pesé sur le pays.

D'autres déceptions encore attendaient l'infortuné duc d'Albe. Son système financier n'avait pas eu l'entière approbation du roi, qui commençait à se demander si le duc avait bien pris en Flandre la meilleure voie pour le faire aimer de ses sujets. La foi était sauve, il est vrai, c'était là pour Philippe le point capital; mais la ruine des Pays-Bas et l'émigration d'une partie si notable de leurs populations inquiétaient à juste titre le monarque. L'Angleterre était peuplée de réfugiés flamands; à Londres seul on en comptait trois mille huit cents, et parmi eux, bon nombre de papistes. Un seul négociant belge avait emporté avec lui un million et demi de francs.

Puis Viglius et Granvelle, tout en chantant à l'unisson les louanges du duc, insinuaient doucement que « les « temps étaient changés; que le duc avait assez travaillé « à se faire craindre, et qu'il était temps de songer à se « faire aimer. » (*Corresp.*, II, 107.) « On verse tant « de sang, et l'on confisque tant de biens, écrivait Viglius, un peu tard converti à la clémence, que quelque « tache de cruauté ou d'avarice pourrait venir à souiller « la robe de Votre Majesté. » Les mots de pardon se trouvaient dans chaque lettre qui venait des Pays-Bas, et Philippe même commençait à incliner de ce côté. D'Albe, à Madrid comme à Bruxelles, sentait le terrain lui manquer sous les pieds. Aussi se hâta-t-il, avec ce tact que donne l'habitude des cours, de demander un remplaçant, avant même qu'on fût décidé à lui en donner un. Dès le 4 avril, son secrétaire écrit à Madrid que « la santé de son maître lui inspire de vives craintes. « Le froid et l'humidité le tuent. Le roi pourrait d'autant « mieux lui donner un successeur que les affaires des « Pays-Bas sont maintenant arrangées. » (*Ibid.*, p. 78.)

« S'il plaisait à Votre Majesté, écrit le duc lui-même, « de me retirer d'ici, je regarderais cette faveur comme « égale au don de ma vie. » (*Ibid.*, p. 111.) Ailleurs, « il jure, par l'âme de la duchesse, qu'il aimerait mieux « être coupé en petits morceaux que de quitter son poste « si sa présence y était nécessaire; mais, grâce à ses « efforts, les affaires sont maintenant en assez bonne « voie pour marcher jusqu'à la fin des temps, et tout « cela, ose-t-il ajouter, s'est fait sans violence! Per- « sonne, à l'intérieur ou à l'extérieur, ne peut plus inspi- « rer la moindre crainte. Le prince d'Orange a assez à « faire avec ses créanciers. L'Angleterre ne tentera rien, « tant que l'Allemagne ne bougera pas. Quant à la « France, elle est tombée trop bas pour qu'on ait même « besoin d'y songer. » (*Ibid.*, p. 132.)

L'archiduchesse Anne d'Autriche, pour se rendre en Espagne, devait traverser les Pays-Bas, et l'on ne pouvait pas étaler sous ses yeux cet appareil de supplices. Il fallait apaiser l'Allemagne, l'Europe, la Flandre surtout par quelques concessions, au moins apparentes, qui fissent honneur à la politique de Philippe, sinon à sa clémence. Les nobles flamands les plus dévoués à l'Espagne commençaient à trembler pour eux-mêmes. Barlaymont, en voyant tomber les têtes d'Egmont et de Hornes, s'était oublié jusqu'à dire « qu'il voyait bien « que tous finiraient par être mis au joug »; aussi, dès le 18 février, le roi avait-il fait savoir au duc que le temps était venu d'accorder le *pardon général*. « Il im- « porte, ajoutait-il, pour le repos des états, de leur faire « cette grâce. L'utilité qu'on en retirera sera bien supé- « rieure au produit des confiscations. » (*Corresp.*, II, 63.) Le duc, peu habitué à se sentir gêné dans ses allures, sortit cette fois de son rôle de courtisan, et osa

écrire au roi « qu'il n'était nullement d'avis d'accorder « le pardon, que le moment n'était pas venu encore. » (*Ibid.*, II, 74.) Mais le roi tint bon : le projet, rédigé par Viglius, qui, se sentant appuyé par le maître, ne craignait plus de braver le favori, fut envoyé à Madrid, et soumis par Philippe au conseil d'État. Il y rencontra une double opposition : les conseillers belges, retrouvant enfin la parole, osèrent objecter que, « après tant de pro« messes de clémence, le projet était loin de répondre « aux instances de l'Allemagne et à l'attente des Pays« Bas. Les exceptions étaient si nombreuses qu'elles « annulaient l'amnistie, et qu'autant valait n'en pas « accorder. » Par contre, les conseillers espagnols trouvèrent le pardon trop large, et les exceptions trop peu nombreuses encore. Les débats se prolongèrent une grande partie de l'année, et l'on finit par laisser les Belges en dehors de la décision.

Enfin le 18 novembre, Philippe eut recours à un expédient qui peint ce caractère indécis. Il envoya au duc quatre projets différents, en le laissant libre de prendre celui qu'il préférerait, et d'annuler les trois autres. Mais, quand il s'agissait de clémence, le duc n'était jamais pressé : ce ne fut qu'en juillet 1570 qu'il se décida enfin, après huit mois d'attente, à proclamer le décret d'amnistie. Cette comédie de pardon fut entourée d'une grande solennité : le duc vint s'établir, devant l'hôtel de ville, sur une espèce de trône qui dominait une haute estrade, où siégeaient avec lui toutes les autorités, civiles et militaires. A sa droite et à sa gauche étaient assises deux des plus belles personnes d'Anvers, vêtues de costumes allégoriques qui figuraient la justice et la paix. On remarqua la couleur rouge des tentures de l'estrade, digne emblème de ce règne de terreur et de sang. Puis

le héraut lut l'amnistie, d'une voix si faible que le peuple entassé sur la place, derrière les soldats, n'en put saisir un mot.

« Le roi pardonnait à tous ceux qui, dans le délai « de deux mois, viendraient abjurer leurs erreurs. « Étaient exceptés du pardon les ministres et docteurs « réformés, et ceux qui leur auraient prêté secours ou « asyle; les briseurs d'images, les signataires du *Com-« promis* ou de la *Requête des nobles,* ceux qui avaient « fourni aux rebelles des secours ou des vivres; ceux « qui avaient conspiré contre le roi, de bouche ou par « écrit; les magistrats qui ne s'étaient pas opposés à la « rébellion, et avaient prêté appui aux hérétiques. Les « biens des condamnés ou des contumaces restaient ac-« quis au fisc. Quant aux états, villes, ou communau-« tés qui auraient trempé dans un de ces délits, le roi « se réservait de statuer. Les coupables avaient six mois « pour confesser leur crime, et alors, *il leur était per-« mis d'espérer* qu'on examinerait leur affaire avec « faveur. »

L'effet produit par cet étrange pardon fut loin de répondre aux espérances du clément monarque. La trame était si habilement tissue que les innocents même s'y trouvaient pris, tant on avait eu peur de laisser échapper un coupable. Personne ne se souciait d'aller se dénoncer soi-même, malgré les doucereuses insinuations du duc d'Albe; nul n'osait se donner pour innocent, car cette prétention même eut passé pour un crime. Bien loin que la Flandre se sentît rassurée par cette clémence officielle, l'émigration s'accrut de la mesure même qui avait pour but d'y mettre un terme. Viglius, froissé de voir son projet remplacé par un autre plus sévère, ose écrire à Madrid que « certes, on eût pu atten-

« dre une clémence plus absolue d'un prince aussi « miséricordieux. » Le duc, qui avait commencé par vanter au roi les heureux effets de l'amnistie, finit par s'émouvoir de la vivacité du sentiment public. Il crut devoir rassurer les esprits en déclarant publiquement que « le temps de la grâce avait succédé à celui de la « justice, et que la clémence de leur gracieux souverain « s'étendrait sur les *réservés* comme sur les autres. » Enfin, dans une heure de découragement, il alla jusqu'à écrire au roi que « l'effet produit par l'amnistie était loin « d'être favorable. » Il attribuait surtout cet échec au blâme versé sur cette mesure par des membres du gouvernement, en Espagne aussi bien que dans les Pays-Bas. Et en effet, sans parler des insinuations de Granvelle, Viglius allait partout répétant que, entre les quatre projets envoyés de Madrid, le duc avait choisi le plus sévère. D'Albe affirmait, au contraire, qu'il avait pris le plus miséricordieux, et si le fait est vrai, on peut juger par là de ce qu'étaient les trois autres. « A vrai dire, « ajoutait le duc dans un accès de franchise, il n'est pas « étonnant que la nation soit mal disposée pour moi, « car je n'ai rien fait pour gagner son affection ; mais le « langage des ordres qui nous viennent de Madrid n'est « pas fait pour ajouter à sa tendresse. « (*Corresp.*, t. II, p. 167.)

Au fond du cœur toutefois, d'Albe inclinait toujours vers la rigueur. « En ce qui concerne le *pardon*, écrit-il « au roi le 9 août, il faut attendre que les trois mois « accordés par le saint-père soient écoulés. Alors on « procédera rigoureusement contre les délinquants, qui « n'auront pas profité de la grâce à eux offerte... Du « reste, le roi peut regarder les Pays-Bas comme à sa « discrétion, et ils doivent désormais être gouvernés de

« Madrid. » (*Ibid.*, 145.) Cette dernière phrase fait allusion à un projet favori de Philippe, celui d'ériger les Pays-Bas en une vice-royauté, comme Naples et Milan, d'anéantir toutes leurs libertés, et de les soumettre au même régime que ces provinces conquises. Ce plan devait sourire au duc d'Albe, mais les événements et le prince d'Orange se chargèrent bientôt de le déjouer.

C'est au milieu de ces tristes circonstances qu'Anne d'Autriche vint traverser les Pays-Bas pour se rendre à Madrid. D'Albe offrit au roi de lui conduire sa fiancée. Mais Philippe refusa, ne jugeant pas le moment venu encore de se priver de ses services. « Plus les choses sont « en bonne voie, lui écrit-il le 30 juin, et plus lui-même, « et le duc, à qui l'on est surtout redevable, sont obli- « gés à perfectionner leur œuvre, pour ne pas perdre le « fruit de tant de peines... Son départ, avant l'arrivée « de son successeur, pourrait compromettre des résultats « si laborieusement acquis... Le choix était difficile à « faire, mais il est fait maintenant, et bientôt le duc le « connaîtra. » (*Ibid.*, p. 134.)

Le 19 août, la future reine fit son entrée solennelle à Anvers. Le duc l'y attendait avec les députés des états, chargés de lui offrir 200,000 florins pour don de *joyeux avénement*. Après quelques jours passés dans des fêtes qui étaient une insulte à la misère du pays, Anne mit à la voile de Flessingue pour l'Espagne. Dans son court passage à Bruxelles, la comtesse douairière de Hornes était venue se jeter à ses pieds pour implorer la grâce de son fils Montigny, toujours détenu dans l'Alcazar de Ségovie. Après avoir vu mourir sur l'échafaud l'aîné de ses fils, il lui fallait trembler encore pour la vie du second. Elle supplia la future reine d'intercéder pour elle, et de joindre ses prières aux larmes d'une mère pour

fléchir le cœur de son époux. Anne le promit, de bonne foi sans doute; mais le sort de Montigny était déjà décidé, et son intervention devait être inutile.

Comme Egmont, comme son frère, Montigny avait cru à la loyauté de Philippe; comme eux, il devait en être durement puni. Depuis dix mois déjà, il gémissait au fond d'un cachot, sans savoir de quel crime il était accusé. Tenu au secret le plus rigoureux, il ignorait jusqu'au sort de son frère et d'Egmont : s'il faut en croire une légende qui rappelle celle de Richard *Cœur de Lion*, il ne l'aurait appris que par des pèlerins flamands, chantant sous ses fenêtres une complainte dans la langue de leur pays. Mais l'histoire toute nue est ici plus dramatique que toutes les fictions. En juillet 1568, un projet d'évasion du captif échoua par la faute d'un subalterne. De ce moment, disparut le reste d'égards qu'on avait encore pour lui. En novembre, l'instruction de son procès commença à Bruxelles devant le *conseil des troubles ;* en même temps, l'interrogatoire du prévenu eut lieu à Ségovie, par un mépris des formes judiciaires dont aucun pays n'a peut-être jamais donné l'exemple.

Les griefs qu'on imputait à Montigny étaient ceux d'Egmont et de Hornes; comme eux, il les réfuta victorieusement. Il contesta la compétence du tribunal, et réclama, comme membre de la Toison-d'Or, le droit de n'être jugé que par ses pairs, en Flandre, ou par le roi en Espagne. Il insista sur sa ferme adhésion à la foi catholique, et rappela la vigueur qu'il avait mise, dans son gouvernement de Tournay, à réprimer l'hérésie. On lui donna cinquante jours pour se justifier devant le *conseil des troubles*, en l'invitant à transmettre ses pouvoirs à des défenseurs de son choix. La femme de Montigny, dans son désespoir, en appela au roi : « Convaincue de

« l'innocence de son mari, écrivait-elle, elle se jetait, « toute consommée en pleurs, aux pieds de S. M. Elle « la priait de se rappeler les services de Montigny, et sa « jeunesse à elle, qui n'avait vécu que quatre mois en « compagnie de son mari. Par tous ces motifs, et au « nom de la passion de Jésus-Christ, elle suppliait le roi « de pardonner. » (*Corresp.*, t. II, p. 94.) Mais jamais prières d'une épouse ou d'une mère en pleurs n'avaient fléchi le cœur de Philippe. Le 4 mars 1570, la sentence fut rendue à Bruxelles : Montigny était condamné à avoir la tête tranchée, et tous ses biens adjugés au fisc. Berghes, mort depuis trois ans, fut également déclaré coupable du crime de lèse-majesté, et ses biens confisqués. L'arrêt de mort de Montigny fut, du reste, entouré du plus profond mystère, et ignoré même du conseil, sauf Vargas et del Rio.

La sentence une fois rendue, il s'agissait de l'exécuter. Mais ce n'était point ici une de ces exécutions vulgaires que l'on pouvait abandonner à la routine des tribunaux. Aussi Philippe voulut-il régler lui-même tout le programme. Toutefois, avant de se décider, il jugea à propos de consulter ses ministres. « Tous furent d'avis, nous dit une relation secrète, qu'il ne fallait pas verser de sang, de peur des criailleries des parents de Montigny et des naturels des Pays-Bas. » Toutefois, loin de conclure à la clémence, les conseillers, qui connaissaient leur maître, proposèrent de jeter dans les aliments du prisonnier quelque poison qui le fît mourir lentement. Mais le roi trouva que la *justice* ne s'accomplirait pas ainsi, et qu'il valait mieux le faire mourir dans sa prison avec tant de secret qu'on crût sa mort naturelle. » (*Corresp.*, t. II, p. 161.)

Une instruction minutieuse, rédigée sous la dictée de Philippe, traça à chacun des confidents de sa pensée le rôle qu'il avait à jouer. (*Ibid.*, p. 152.) Le 17 août,

Peralta, alcade du château de Simancas, reçut l'ordre de se rendre à Ségovie, et de se faire livrer le prisonnier. Montigny, avant de monter en voiture, fut chargé de fers, comme un malfaiteur. Le roi n'en avait pas donné l'ordre, et en fut contrarié, dit la relation, « parce que cela n'était pas nécessaire. » Montigny sentit si vivement l'injure qu'il en tomba malade de chagrin. Arrivé à Simancas, il fut traité avec plus de douceur. On lui permit même, rare faveur pour les prisonniers de Philippe, de se promener dans un corridor. Ranimé par ces égards, l'infortuné se remit à espérer, et se persuada que le roi voudrait signaler son mariage par un acte de clémence. Mais Philippe n'y vit qu'un motif de plus pour presser l'exécution, afin de se dérober aux instances de la jeune reine. Le 1er octobre, Arellanos, alcade de l'audience de Valladolid, reçut l'ordre de procéder à l'exécution.

Mais, pour faire croire à une mort naturelle, il fallait une séquestration absolue du prisonnier. Peralta feignit d'avoir trouvé, près de la chambre de Montigny, un billet écrit en latin, où il était question d'un projet d'évasion. Jouant la colère, il reprocha à Montigny d'avoir abusé de sa confiance, et resserra sa captivité. On lui retira le seul page qu'on lui eût laissé dans sa prison, dernier souvenir de cette patrie qu'il ne devait plus revoir! (*Correspond.*, t. II, p. 156-161.) Ces rigueurs et la privation d'air et d'exercice altérèrent la santé du malheureux. Un médecin de Valladolid vint plusieurs fois par jour, avec un grand appareil de remèdes, comme si la maladie prenait un caractère plus grave; et chaque fois qu'il rentrait en ville, le médecin disait à qui voulait l'entendre que la fièvre était si violente, que le malade ne passerait pas le septième jour.

Après cette comédie officielle, destinée à tromper le public, allait venir le dénoûment. Tout, jusqu'au moindre détail, avait été prévu dans l'instruction royale. Le samedi 14 octobre, Arellanos arriva à la nuit close, suivi d'un notaire de confiance et de l'exécuteur. Le notaire lut à Montigny la sentence qui le condamnait à avoir la tête tranchée sur l'échafaud. Cependant le roi, par égard pour le rang du coupable, daignait user de clémence, et permettre que l'exécution eût lieu en secret, en sorte que son honneur n'en fût pas entaché, et qu'on pût croire qu'il était mort de maladie. A cette communication imprévue, le malheureux, qui comptait sur l'intercession de la reine, pâlit et chancela. Mais bientôt, redevenu maître de lui, il demanda un prêtre. Philippe, qui pensait à tout, en avait désigné un, et celui-ci fut bientôt introduit. Montigny l'étonna par sa ferme adhésion à la foi catholique, sa sérénité et sa pleine possession de lui-même. Il protesta de son innocence, consentant à ce que Dieu lui refusât tout pardon s'il avait commis la moindre offense envers son roi. Il consacra la nuit et le jour qui suivit à la prière et à des actes de pénitence. « De moment en moment, nous dit la touchante relation du confesseur, s'augmentaient en lui le dégoût de la vie, la patience, la soumission à la volonté de Dieu et de son roi. » Il se confessa, reçut le saint sacrement avec une piété fervente, et chargea le prêtre de faire passer à sa femme son anneau nuptial, et de la supplier, en son nom, de rester fidèle à la foi catholique, et dévouée au service du roi.

Le lundi 16 octobre, à deux heures du matin, le bourreau, en présence du gouverneur, du confesseur et du notaire, étrangla Montigny avec un collier de fer, supplice national en Espagne, et qu'on nomme *el garrote*. A peine la victime eut-elle expiré que les acteurs de ce

drame de ténèbres se dispersèrent, tous bien avertis qu'ils payeraient de leur vie le moindre mot qui leur échapperait. Peralta fit répandre le bruit que son prisonnier venait d'être emporté par une fièvre violente. Le cadavre fut revêtu de l'habit et de la capuche des franciscains, pour cacher les traces de la strangulation. On découvrit un instant le visage devant les serviteurs du comte pour leur faire constater l'identité. Puis le cadavre fut inhumé avec les honneurs dus à son rang. Le roi fit les frais du deuil des domestiques de Montigny, « *parce qu'ils étaient en petit nombre.* » La libéralité, chez Philippe, marchait de pair avec la clémence !

Quand tout fut terminé, le gouverneur adressa au roi un récit destiné à la publicité. « Toutes les mesures ont « été si bien prises, écrit le roi au duc d'Albe, que, jus- « qu'à présent, il n'est personne qui ne croie Montigny « mort de maladie. C'est ainsi que vous l'annoncerez aux « Pays-Bas. » (*Correspond.*, t. II, p. 162.) Puis le tribunal rendit sa sentence, comme si Montigny eût péri de sa mort naturelle. L'arrêt flétrit la mémoire du défunt, et déclara tous ses biens confisqués, comme l'avaient été ceux de Berghes. Ajoutons que, par une odieuse parodie de clémence, on fit offrir à la veuve de Berghes de lui restituer les biens de son mari, si elle voulait épouser un Espagnol, car la politique d'Albe encourageait les mariages des nobles espagnols avec les riches héritières des Pays-Bas.

Nous avons insisté sur ces affreux détails, parce qu'ils font ressortir ce mélange de cruauté froide, de ruse basse et d'implacable rancune qui forme le caractère du Tibère espagnol. Toutefois, il faut le dire à son honneur, son calcul lui a réussi ! Pendant trois siècles, il est parvenu à tromper l'Espagne, la Flandre, l'Europe sur le genre

de mort de Montigny. Mais, par un juste retour de la Providence, de ce même château de Simancas, où s'accomplit dans l'ombre cette horrible tragédie, devaient sortir, de nos jours, les documents inexorables qui ont révélé au monde le crime de Philippe II. « Si les hom- « mes se taisent, dit l'Évangile, les pierres même crie- « ront[1]. »

Après la main des Espagnols, la main de Dieu vint encore visiter les Pays-Bas. Le jour de la Toussaint, une inondation, telle qu'on n'en avait pas vu de mémoire d'homme, rompit les digues qui retenaient l'Océan, et couvrit la plus grande partie de la Hollande et de la Frise. Dort, Rotterdam, et toutes les villes du littoral furent submergées. Le pays présentait l'aspect d'une mer, d'où sortaient, comme des navires échoués, les flèches des églises et les tours des cités. Les pertes furent énormes en hommes, en bestiaux, en édifices détruits, en champs devenus impropres à la culture. En Frise seulement, on compta vingt mille victimes, et cent mille dans tous les Pays-Bas; mais les richesses de toute nature, anéanties par le fléau, ne purent se calculer. Les Espagnols attribuèrent ce désastre à la colère du ciel contre les héré-

1. L'honneur de cette découverte appartient à M. Gachard qui, envoyé par le gouvernement belge en Espagne, pour y chercher des documents sur l'histoire de son pays, y a passé dix-huit mois, dont la majeure partie à Simancas. C'est là qu'il a vécu dans une claustration volontaire, luttant contre les difficultés que lui suscitaient des agents subalternes, et contre la rivalité des éditeurs des *Documentos ineditos*, suivant à la piste toutes ses découvertes pour les publier avant lui. C'est là qu'il a pu éclaircir trois points, restés obscurs pour tous les historiens : le congé donné à Granvelle par Philippe II (voir mon tome VIII, p. 317), la mort de don Carlos, et enfin le meurtre légal de Montigny, sur lequel il a publié une *Étude* spéciale dans le tome XIX des *Bulletins de l'Académie de Belgique*. C'est là enfin qu'il a rassemblé les matériaux de ce gigantesque travail, connu sous le nom de *Correspondance de Philippe II*, et dont quatre volumes in-4° ont déjà été publiés. Le quatrième s'arrête à l'année 1576. Nous sommes heureux de consigner ici, au nom de la science, tous nos remercîments à M. Gachard.

tiques, et les habitants, atterrés, se courbèrent en gémissant sous la main qui les châtiait.

D'Albe, cependant, se sentait au terme de sa sinistre mission. Le fardeau de haine amassé sur sa tête était trop lourd pour qu'un homme suffît longtemps à le porter. Aussi pressait-il de bonne foi le roi de le remplacer. Mais Philippe, malgré ses secrets griefs contre le duc, sentait la difficulté de lui trouver un successeur. Après bien des hésitations, son choix s'était arrêté sur le duc de Médina-Celi. Le départ de Médina fut officiellement fixé au début de l'année suivante; mais l'arrière-pensée du roi était de laisser le duc d'Albe s'user et se compromettre jusqu'au bout, pour rendre à celui qui viendrait après lui la tâche plus facile. De son côté, d'Albe, tout en insistant sur son rappel, s'efforçait de lier les bras à son successeur, surtout en matière de pardon. Il avait bien voulu prendre sur lui tout l'odieux de la tâche, mais il n'en voulait pas laisser l'honneur à d'autres. Aussi supplie-t-il le roi, dans une de ses dernières lettres, « d'enjoindre au duc de Médina de ne rien révoquer, « sans un ordre royal, de tout ce que lui, duc d'Albe, a « fait. Il voudrait aussi que le duc ne pût pardonner aux « condamnés, en matière de religion ou de troubles, ni « reviser aucun procès, ni même nommer à aucun em- « ploi. » Stériles efforts d'une tyrannie aux abois qui, impuissante à sortir de sa sanglante ornière, s'efforçait d'y enchaîner tous ceux qui y marcheraient après elle!

CHAPITRE III.

LES GUEUX DE MER.

1570-72.

Nous avons vu Guillaume d'Orange, de général redevenu soldat, apporter aux huguenots français son bras et ses conseils, puis traverser la France au péril de sa vie, et aller mendier pour elle l'appui de l'Allemagne. Louis, resté en France, y rendit à la cause de la Réforme des services signalés. Pendant une longue maladie qui écarta Coligny de l'action, on désignait déjà Louis de Nassau comme appelé à le remplacer. La paix de Saint-Germain-en-Laye vint assurer pour un jour aux Huguenots les garanties qu'ils réclamaient en vain. Louis, dont le cœur était toujours hollandais, plaida auprès du faible et mobile Charles IX la cause des Pays-Bas. Il chercha à réveiller l'ambition du jeune roi en lui rappelant que son père Henri II avait soutenu les réformés allemands contre Charles-Quint, et y avait gagné les *trois évêchés*. Coligny s'offrit au roi, avec toutes les forces du protestantisme français, pour délivrer la Flandre de la tyrannie du duc d'Albe. Charles IX n'eût pas mieux demandé que de risquer l'entreprise, dont le succès n'était pas douteux ; mais, cédant malgré lui à l'ascendant de sa mère qui, la paix à peine conclue, songeait déjà à la fausser, Charles

accepta son rôle dans cette comédie qui devait se terminer par le drame de la Saint-Barthélemy.

Walsingham, ambassadeur d'Angleterre en France, était sans cesse occupé à combattre les complots catholiques contre sa souveraine, complots dont l'Espagne était le foyer, et Marie Stuart l'âme et le prétexte. Un projet de mariage entre Élisabeth et le duc d'Anjou, qui fut depuis Henri III, vint encore diviser les deux cours de Paris et de Madrid, fort refroidies l'une pour l'autre depuis la paix de Saint-Germain. Il s'agissait de décider la reine, bien plus anglaise que protestante, à se fier à la bonne foi de Catherine. Élisabeth hésitait, non sans raison; elle sentait la difficulté de séparer l'Espagne et la France, unies, en dépit de toutes leurs divergences, par le lien de la foi. Charles IX se laissa prendre aux avances d'Élisabeth, qui, trafiquant de sa main avec tous les princes du continent, faisait servir sa coquetterie aux desseins de sa politique. Déjà même on l'entendait dire tout haut : « Si la reine d'Angleterre, maîtresse de la « mer, agit de concert avec nous, je ne compte pas pour « beaucoup le roi d'Espagne et ses alliés. » Et il disait vrai, car, ces deux puissances, avant-garde de la civilisation, dicteront toujours la loi au monde aussitôt qu'elles seront unies.

Louis de Nassau, mêlé à toutes ces intrigues où le froid bon sens de son frère eût mieux valu que son ardeur, n'hésita pas à aller en avant, sauf à se faire désavouer. Les Pays-Bas, touchant à tous les grands États de l'Europe, faisaient envie à tout le monde sans faire peur à personne. Louis, pour acheter l'appui de ses puissants voisins, n'hésita pas à leur proposer une sorte de partage anticipé que son frère n'eût jamais ratifié. Il offrait à la France la Flandre et l'Artois, ses anciennes

possessions; à l'Allemagne, si elle accédait à la ligue, il montrait le Brabant, la Gueldre et le Limbourg, prêts à faire retour à l'empire; à l'Angleterre enfin, il ne demandait que des subsides, et lui laissait entrevoir la cession de la Zélande et de ses îles, clef maritime des Pays-Bas. En agissant ainsi, Louis promettait plus qu'il ne pouvait tenir. Pour un peuple généreux, mourir tout entier vaut mieux que vivre mutilé; même pour sauver sa patrie, Nassau n'avait pas le droit de la démembrer!

L'ambassadeur anglais en France, séduit par la grâce chevaleresque de Louis, soutenait chaudement à Londres la cause des Pays-Bas; mais la reine, et surtout son ministre, le froid et sagace Burleigh, se défiaient non des Nassau, mais de Catherine. L'ambassadeur d'Espagne à Paris, Alava, inquiet des velléités guerrières de Charles IX, l'importunait de ses plaintes contre les Nassau; mais Charles le prit de très-haut, traita ceux-ci d'alliés de la France, et alla même jusqu'à dire : « On se trompe « si l'on s'imagine que nous avons peur de la guerre. » Catherine aussi tenait le même langage, mais avec moins de décision. Sans aimer l'Espagne, elle avait peur de rompre avec elle, et s'effrayait de l'intimité naissante de son fils avec Coligny. « Personne, dit L. Ranke, ne se « fiait à elle, et elle ne se fiait à personne. »

Pendant ces négociations, au fond moins menaçantes pour l'Espagne qu'elles n'en avaient l'air, sait-on la pensée qui occupait le *roi catholique*, celle de faire assassiner la reine d'Angleterre. Un aventurier florentin, Ridolfi, était l'âme de ce complot, et s'engageait à frapper le grand coup. Marie Stuart, délivrée de sa prison, devait épouser le duc de Norfolk, et faire asseoir le catholicisme avec elle sur le trône d'Angleterre. Le pape Pie V,

écrivait que, « tout ruiné qu'il était, il vendrait jusqu'aux « calices des églises pour aider à l'exécution. » De tous ces dévots personnages, pas un seul n'eut le moindre scrupule; le but sanctifiait les moyens, et contre une reine hérétique, toutes les armes étaient légitimes. Philippe, plus défiant d'ordinaire, crut aux promesses de l'aventurier, sans discuter, nous ne disons pas la moralité de l'acte, mais la probabilité du succès. Il envoya au duc d'Albe l'ordre de tenir dix mille soldats espagnols aux ordres des conspirateurs, et promit deux cent mille écus, comme première mise de fonds. Plus sagace que son maître, d'Albe, du premier coup d'œil, avait jugé le projet; il essaya d'en démontrer toutes les impossibilités, y compris celle du secret que Philippe lui recommandait, comme si dix mille hommes pouvaient passer le détroit et arriver à Londres inaperçus. Dans l'intervalle, la reine, avertie du complot, fit jeter en prison Norfolk, et resserrer la captivité de Marie. Mais Philippe n'en renonça pas pour cela à ce projet insensé qui était à ses yeux une inspiration d'en haut. Pendant tout le reste du temps que d'Albe passa dans les Pays-Bas, il dut lutter en vain contre l'obstination de son maître, et accueillir tous les plans ridicules et les aventuriers de tout pays que Philippe lui envoyait, comme si c'eût été la chose la plus simple et la plus facile du monde que « d'assassiner Élisabeth, de prendre la Tour de Londres, de brûler la flotte dans la Tamise, et d'asseoir une reine catholique sur le trône de l'Angleterre. »

Le duc d'Albe, cependant, poursuivait sa lutte financière avec les états généraux; mais il allait apprendre à ses dépens qu'il vient un point où le despotisme doit se poser à lui-même une limite, pour qu'on ne la lui pose pas. Les peuples qui ont le plus cédé au pouvoir se réser-

vent au moins un domaine qu'ils ne veulent pas laisser entamer; heureux, quand ce domaine est leur conscience, et qu'ils s'y retranchent comme dans un sanctuaire où ils se sentent inviolables! Mais sur le terrain des intérêts, la résistance, moins honorable, peut n'être ni moins énergique, ni moins heureuse. Les Hollandais, peuple calculateur s'il en fut, allaient prouver à d'Albe, qu'on peut se laisser confisquer sa foi, ses libertés, tous ses biens immatériels, mais non son dernier écu, sans essayer de le défendre.

La position du duc devenait intolérable; sa santé était détruite par des soucis et des travaux sans relâche. La goutte ne lui laissait pas un moment de repos; mais sa pire maladie, c'étaient le dixième et le vingtième denier, qui, suspendus pendant deux ans, venaient de reparaître sur l'horizon. En consentant, à la requête des états, à remplacer ces odieux impôts par un subside annuel de deux millions de florins, le duc avait traité avec eux pour six années; mais deux étaient à peine écoulées que, en juillet 1571, il annonça que le roi renonçait à ce compromis, onéreux pour ses finances, et que le dixième et le vingtième denier allaient être remis en vigueur. Les élections municipales ayant été favorables à la cause royale, d'Albe avait cru le moment propice pour hasarder le coup d'État financier. Mais l'opposition fut unanime, et empreinte d'une froide résolution, qui aurait donné à réfléchir à un homme moins infatué. Les plus dévoués royalistes, Noircarmes, Barlaymont, protestèrent hautement. Viglius trouva, pour défendre sa bourse, un courage qu'il n'avait pas eu pour les libertés de son pays. D'Albe se sentit seul, face à face avec cette nation qu'il avait bravée.

Au sein du conseil d'État éclata l'opposition la plus

vive. Ce qui encourageait ces vaillants champions des libertés publiques, c'était la pensée que, au fond, le roi était de leur avis, et ne soutenait que mollement un impôt détesté. Viglius, dans un moment d'audace, alla jusqu'à dire que « la reine Marie de Hongrie montrait « toujours au conseil les ordres de l'empereur ; que les « conseillers, aujourd'hui, ne connaissaient les intentions « du roi que sur la parole du duc, digne sans doute de « toute créance, mais que son influence gagnerait à « s'appuyer sur des ordres écrits. » D'Albe, hors de lui, se déchaîna contre Viglius en injures grossières, et menaça de faire tomber la tête de ceux qui oseraient s'opposer aux volontés du roi ; mais Viglius tint tête à l'orage avec une rare fermeté. D'autres conseillers appuyèrent sa résistance. L'évêque d'Ypres supplia le duc de ne pas pousser à bout, à l'entrée de l'hiver, des ouvriers affamés, et de prendre garde d'aliéner du roi les cœurs de tous ses sujets. Le confesseur même du duc s'y employa en vain. Tout ce que d'Albe daigna accorder aux réclamations du conseil d'État, ce fut d'exempter de l'impôt les produits de la terre et les bestiaux, et de ne le percevoir qu'une fois, sur la matière, non pas brute, mais travaillée. Mais le défi jeté à la Flandre avait été accepté ; le pays fut unanime pour repousser des concessions qui laissaient subsister le principe, et refusa de payer l'impôt, même ainsi atténué.

D'Albe, qui sentait la fausseté de sa position, essayait de regagner auprès du roi le terrain qu'il perdait auprès des Pays-Bas. « Ce n'est pas merveille, écrit-il dans un « accès de franchise, que ce pays me voie de mauvais « œil, car je ne leur ai jamais rien fait pour qu'ils « m'aiment. » (*Corresp.*, II, 167.) Il ne veut pas qu'on donne au dixième denier le nom d'*alcabalà*, qui offense

ceux des Pays-Bas, comme si c'était un impôt espagnol. (*Ibid.*, p. 234.) Il traite de *satrapes* les conseillers et les seigneurs qui osent s'opposer à sa création favorite. « Ce n'est pas l'intérêt du commerce ou celui de « l'agriculture qu'ils veulent défendre, non! Leur seul « motif, c'est qu'ils ne peuvent plus, comme par le « passé, dicter la loi à leur souverain... Mais on essayerait en vain de lui faire peur : ou il sera mis en pièces, « ou le roi sera obéi! » Et les ordres furent maintenus avec une rigueur implacable pour la perception du dixième denier.

L'opposition, dès lors, sortit des hautes classes de la société pour descendre dans les masses populaires. La Flandre avait beaucoup enduré d'Albe, mais elle ne lui pardonna pas de tarir les sources de sa prospérité nationale. Le clergé, jusque-là dévoué à l'Espagne, se sépara d'elle, et se rencontra pour la première fois avec le pays sur ce terrain où tout le monde était d'accord. La chaire chrétienne se changea en tribune, et, le mot d'ordre une fois donné par les prêtres, toute la Flandre obéit. Bruxelles, sous les yeux même du duc, donna l'exemple de cette résistance passive que rien ne peut dompter : les boutiques se fermèrent, les marchands refusèrent de vendre plutôt que de se soumettre à l'impôt. D'Albe, embarrassé de cette muette protestation, dut ajourner sa vengeance, ou la faire tomber sur des villes moins capables de se défendre. Amsterdam fut condamnée à une amende de 25,000 florins. Utrecht, déjà privée de toutes ses franchises, vit confisquer tous ses revenus. Et cependant la Flandre ne céda pas; mais le courant de l'émigration redoubla de puissance : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, s'enrichirent aux dépens de la Flandre; les artisans y apportèrent leur industrie, et les marchands

leur fortune. A la cour même de Charles IX, on vit des nobles flamands venir implorer l'appui de la France, et s'offrir à donner le signal de la révolte, si on voulait les appuyer.

D'Albe, cependant, tenait tête, avec une résolution indomptée, à ce soulèvement universel de la Flandre contre lui : « Si les habitants de ces provinces, écrit-il au roi « le 4 novembre, trouvent de la mollesse chez Votre « Majesté, l'affaire est perdue... Votre Majesté peut être « sûre que, l'impôt une fois établi, il n'y aura personne « qui, après trois mois, en parle encore, car les gens « du pays sont toujours tels que les dépeint Jules-César. « Aussi, je n'attache aucune importance aux représenta- « tions contre l'impôt, car jamais consentement plus « libre et plus complet ne fut donné au roi. »

Au début de l'année suivante, l'ambassadeur d'Espagne en France, Alava, vint en Flandre s'embarquer pour l'Espagne. Il avait vu en France les milliers de fugitifs qui venaient y chercher un asile. Logé dans le palais du gouverneur à Bruxelles, il lui prédit la ruine des Pays-Bas, s'il persévérait dans cette politique à outrance. D'Albe se récria : il se plaignit de n'avoir pas reçu, depuis cinquante jours, de lettres du roi ; il exprima son ardent désir de voir arriver son successeur, et d'être déchargé d'un fardeau qui lui pesait. Il soutint que le dixième denier était le mieux assis de tous les impôts, et que, dans le Brabant, la moins docile de toutes les provinces, on commençait à le percevoir. Alava protesta contre ces assertions, et ne cacha pas au duc qu'il en parlerait au roi, « car il y allait de sa couronne dans les « Pays-Bas. » Alava tint parole, et n'attendit même pas son retour à Madrid pour faire connaître au roi la vérité. « Les affaires de Flandre, lui écrit-il de Bruxelles, sont

« dans le plus triste état. La noblesse et le peuple dé-
« sirent vivement l'arrivée du duc de Medina Celi, pour
« la haine qu'ils portent au duc d'Albe. Les marchands
« qui ont fui reviendront, et le commerce renaîtra bien-
« tôt. La réputation du duc d'Albe a beaucoup décliné;
« tout le peuple ne veut qu'une chose, c'est qu'il s'en
« aille. (*Todo el pueblo esta en : Vaya! vaya!*) » (*Corresp.*, II, 217-19.)

Déjà, depuis quelque temps, le roi entrevoyait la vérité sur les affaires de Flandre. A côté de ses nombreux défauts, Philippe avait une qualité : c'est qu'on pouvait tout lui dire, qu'il écoutait tout, et prenait note de tout, même de ce qui heurtait le plus sa façon de penser intime, toujours ignorée de ceux qui lui parlaient. Noircarmes et d'autres lui avaient écrit dans ce sens. Les députations envoyées à Madrid par les états provinciaux avaient été reçues, une seule fois, l'une après l'autre, et durement réprimandées d'avoir osé venir sans la permission du duc d'Albe. Mais Philippe était homme, tout en congédiant la députation, à écouter la requête, et à mettre ainsi sa dignité d'accord avec son intérêt. D'Albe avait beau se plaindre de l'abandon où on le laissait, et demander à genoux son successeur, ses plaintes augmentaient les indécisions de Philippe, et le troublaient sans le persuader. Le 18 février, le roi écrit à d'Albe
« qu'il s'étonne qu'on ait pu douter que la conduite du
« duc procédât de ses ordres. Certes, si le dixième de-
« nier pouvait être établi en la forme que le duc se pro-
« pose, ce serait un service signalé; mais comme, en
« tout pays, l'introduction de nouveaux impôts fut tou-
« jours dangereuse, et surtout aux Pays-Bas... comme
« le trafic, qui est le nerf et la substance de ces pays,
« mérite considération... il vaudrait mieux composer

« avec les états, en acceptant d'eux un abonnement, à « titre de dixième, de manière à réserver le droit d'éta- « blir plus tard cet impôt. Toutefois, il laisse le duc « maître de prendre la résolution qu'il jugera la plus « utile à son service et au bien du pays. » (*Ibid.*, II, 228.)

Malgré ce désaveu indirect, le roi sentait le besoin de soutenir jusqu'au dernier moment son autorité dans l'homme qu'il avait choisi pour la représenter, car désavouer publiquement le duc, c'eût été se désavouer soi-même. A la suggestion d'Albe, il fit écrire confidentiellement à Viglius que le duc n'agissait en tout que par les ordres du roi, et que ce serait déplaire à Sa Majesté que de faire la moindre opposition à l'impôt établi. Cette lettre devait être montrée à toutes les personnes de marque qui avaient trempé dans la résistance. Puis, dans une dépêche officielle à d'Albe, le roi exprima sa surprise « qu'on eût fait si peu de diligence pour perce- « voir le dixième denier. Il espérait que le duc s'effor- « cerait de regagner le temps perdu; car il était juste « que les Pays-Bas supportassent leur part des énormes « dépenses qu'on avait dû faire dans leur intérêt. »

En attendant, d'Albe n'épargnait rien pour convertir la Flandre à ses plans financiers. Une pétition, présentée au conseil d'État par les états de Brabant, vint l'exaspérer jusqu'à la fureur. Il jura « par la croix de « sainte Gudule, que, n'eût-il été qu'un simple particu- « lier, il se fût élancé au secours des Pays-Bas pour les « défendre, tant son affection pour eux était vive... « Mais le dixième denier est nécessaire pour la défense « du territoire... Il n'est pas bon, d'ailleurs, que chaque « homme du peuple sache le montant des contributions. « car chacun, en voyant le total, croit avoir tout payé

« lui seul. » (*Viglii comment., sect.* LX.) « Je supplie « Votre Majesté, écrit-il encore au roi, de ne pas croire « qu'il y ait trop de rigueur dans les conseils que je lui « donne; car je sens à quels gens nous avons à faire « et le frein dont ils ont besoin. Je sais jusqu'où doit « aller la rigueur, et où elle doit s'arrêter. Si Votre « Majesté suit un autre système, rien ne se fera, et elle « perdra une occasion qui ne s'offrira plus. » (*Corresp.*, II, 230.)

L'irritation publique allait toujours croissant. La révolte était dans l'air, prête à éclater. Les bourgeois de Bruxelles ne saluaient plus le gouverneur. On appelait à grands cris une levée de boucliers du prince d'Orange. Pendant que Granvelle conseillait au roi d'enlever au comte de Buren ses biens héréditaires, et de les remplacer par des domaines en Espagne, afin d'effacer à jamais des Pays-Bas le nom et la mémoire du prince d'Orange (*Corresp.*, t. II, p. 135); pendant que d'Albe proposait au roi d'exécuter Guillaume en effigie, de faire traîner son écusson dans les rues, à la queue d'un cheval, et de le déclarer à jamais, lui et tous ses descendants, infâmes et déchus de tous leurs titres et biens (*Ibid.*, p. 177), Guillaume ne perdait pas son temps en vaines récriminations. Toutes les cours du Nord, y compris le Danemark et la Suède, étaient inondées de ses agents; et l'Allemagne, sans se décider encore à agir, était loin de rester sourde à ses pressants appels.

Mais ce n'était pas du dehors que devait venir le signal de la résistance; l'insurrection allait gagner la guerre étrangère de vitesse. Au dedans, la situation était devenue intenable pour tout le monde, oppresseurs et opprimés. Des milliers d'ouvriers, privés de pain, erraient de ville en ville, menaçants et affamés. Les soldats que

l'Espagne, depuis bien des mois, oubliait de payer, pesaient de tout leur poids sur le pays. Les villes les plus florissantes offraient l'aspect de la désolation; on les eût crues ravagées par la peste. D'Albe, toujours inflexible, n'opposait à toutes les réclamations qu'une brutale opiniâtreté. Bientôt, à défaut d'autre allié, il en fut réduit à appeler le bourreau à son aide. L'ordre fut donné de pendre devant leurs portes dix-huit des marchands de la cité, pour apprendre aux autres à rouvrir leurs boutiques. L'honnête Viglius dut sortir de son lit à minuit pour rédiger les dix-huit sentences, car d'Albe était un homme méthodique, qui ne refusait pas à ceux qu'il condamnait les formes tutélaires de la justice. Mais un événement, que tout le monde appelait de ses vœux sans oser l'espérer, vint épargner au bourreau sa peine, et frustrer le duc de sa vengeance. La guerre civile venait d'éclater, en attendant l'invasion. Brielle était tombé au pouvoir d'un corps d'insurgés dont chacun, la veille même, ignorait l'existence.

Il faut remonter un peu plus haut pour retracer l'origine de cette guerre de détail, que les *gueux de mer*, dirigés sous main par Guillaume d'Orange, soutenaient depuis deux ans contre la marine de l'Espagne, qu'ils n'auraient pas osé assaillir en face. En 1568, au début de l'émigration, tous les fugitifs n'avaient pas gagné la frontière. Parmi ceux qui échappèrent au massacre d'Austruweel, les plus déterminés s'étaient cachés dans les bois. Là sous les noms de *bosquillons* ou *gueux des bois*, ils déclarèrent une guerre en forme à cette société où la loi était foulée aux pieds par ceux-là mêmes qui auraient dû la défendre. Ils respectaient les marchands et les voyageurs inoffensifs; mais les prêtres et les moines étaient dépouillés de leurs vêtements, attachés

à la queue d'un cheval, et s'ils ne se rachetaient pas à grand prix, on leur coupait le nez et les oreilles. Quant aux agents de l'autorité et aux soldats espagnols, ils étaient mis à mort sans pitié. Les *gueux des bois*, sûrs d'être brûlés à petit feu, s'ils étaient pris, ne tombaient guère vivants dans les mains de leurs ennemis, et ne faisaient pas plus de quartier qu'ils n'en demandaient. D'Albe essaya de soulever contre eux la vindicte populaire; mais les paysans les nourrissaient, les cachaient au besoin, et étaient au fond leurs complices. Enfin le duc, poussé à bout, mit à leurs trousses des colonnes mobiles qui, les traquant de bois en bois, et les tuant comme des bêtes féroces, finirent par en purger le pays.

Cette *guerrilla*, à grand'peine extirpée, fut remplacée par une guerre maritime plus difficile à réprimer. Nobles et marchands ruinés, aventuriers habitués à jouer leur vie sur un coup de dés, cherchèrent un refuge sur cet élément où, en face d'un ennemi isolé, les armes devenaient plus égales. Les ports du nord de la Hollande fournissaient des vaisseaux, des vivres, des marins. Guillaume d'Orange, sentant l'importance de cette guerre où les défaites ne comptaient pas, finit par trancher du souverain, et donner des lettres de marque. Les corsaires, il est vrai, se changeaient quelquefois en pirates, et attaquaient amis aussi bien qu'ennemis. L'amiral que Guillaume leur donna, le sauvage Lamarck, autorisait de son exemple tous les désordres et toutes les cruautés, et Orange gémit plus d'une fois de ces excès contre lesquels il n'osait pas sévir.

Quelques actions d'éclat avaient signalé cette guerre de corsaires. En 1570, un Ruyter, nom célèbre de bonne heure dans les fastes maritimes de la Hollande, s'empara par surprise, avec vingt hommes seulement, du

château de Lœwenstein, près de Gorcum. La place fut bientôt reprise, il est vrai; mais les hardis aventuriers firent sauter avec eux le fort et l'ennemi qui les y relançait. Peu à peu, les corsaires, sans cesser d'infester l'Océan, firent sur les côtes des incursions, chaque jour plus hardies. Aidés partout des sympathies populaires, ils s'emparèrent de quelques petites places fortes. L'audace croissant avec le succès, ils finirent par attaquer, au Texel, une flotte qui allait faire voile pour l'Espagne; l'île même du Texel tomba dans leurs mains, avec un couvent qui fut pillé et brûlé.

Vers la fin de mars, l'amiral croisait avec le gros de sa flotte au sud de l'Angleterre. Élisabeth, sur les instances du duc d'Albe, se décida enfin à fermer ses ports à ces hardis corsaires, et à défendre à ses sujets de leur fournir des vivres. Chassés par la faim, les *gueux de mer*, avec vingt-quatre vaisseaux, se dirigèrent vers la Nouvelle-Hollande; mais le vent contraire les força à se réfugier dans la Meuse, qu'ils remontèrent jusqu'à la Brille ou Brielle, petite ville fortifiée, dans l'île de Voorn, à six kilomètres de la mer. Les magistrats, effrayés, s'enfuirent avec une partie de la population. Une poignée de marins enfonça la porte, et s'empara de la ville. Ils célébrèrent leur conquête en brûlant les couvents, et en saccageant les églises; quelques prêtres et moines furent même mis à mort. Lamarck prit possession de la ville au nom du prince d'Orange. Par bonheur, la garnison espagnole avait été envoyée à Utrecht; les habitants, remis de leur frayeur, se rallièrent bien vite à leurs libérateurs. La place était loin d'être forte, mais elle commandait les bouches de la Meuse; en cas de danger elle offrait aux *gueux* un refuge. Les murs furent bientôt réparés; on y installa l'artillerie des vais-

seaux; l'insurrection désormais eut une place d'armes, qu'elle s'apprêta à défendre jusqu'à la dernière extrémité. La République batave venait de poser sa première pierre.

Le gouverneur de la Hollande, comte de Boussu, se hâta d'avertir le duc d'Albe. Le cas était grave, et le duc le comprit. Il était alors, comme toujours, « sans un *réal* », et réduit aux derniers expédients, en dépit des sommes énormes que Philippe ne cessait de lui faire passer. Et cependant d'Albe n'hésita pas : il envoya son fils, avec huit compagnies, au secours du gouverneur. Tous deux, réunissant leurs forces, furent bientôt sous les murs de Brielle; mais ils y trouvèrent une résistance à laquelle ils étaient loin de s'attendre. Les *gueux* avaient levé les écluses, et toute la campagne était sous l'eau. Les Espagnols s'avançaient sur une digue étroite, au milieu de la plaine inondée; les canons de l'ennemi, enfilant la chaussée, leur enlevaient des files entières. Entassés sur cet étroit espace, ils durent rebrousser chemin, avec des pertes énormes. Pendant ce temps, la flottille hollandaise brûlait les vaisseaux qui les avaient amenés. Le désastre fut complet : les royalistes s'en retournèrent en désordre, honteux et irrités de leur déroute. Dordrecht osa leur fermer ses portes. Rotterdam voulait en faire autant : les magistrats consentirent à laisser passer un escadron à la fois. Mais les Espagnols ne virent pas plutôt la porte ouverte qu'ils firent main basse sur les bourgeois qui la gardaient, et livrèrent la ville à toutes les horreurs du pillage. Quatre cents bourgeois inoffensifs furent massacrés, et le sac de Rotterdam attisa dans toute la Hollande la flamme de l'insurrection.

La secousse donnée par la prise de Brielle fut élec-

trique. Le premier contre-coup se fit sentir à Flessingue, place forte de premier ordre, dans l'île de Walcheren, qui commande le delta des bouches de l'Escaut. Maîtres de la Meuse par Brielle, les insurgés, en s'emparant de Flessingue, pouvaient fermer le cours de ces deux grands fleuves, et arrêter toute la navigation intérieure des Pays-Bas. Herpt, orangiste décidé, n'eut pas de peine à soulever les habitants, irrités de voir s'élever une citadelle à côté de leur ville. La garnison espagnole fut chassée. Les vaisseaux de guerre à l'ancre dans l'Escaut en furent délogés à coups de canon. Lamarck, comprenant un peu tard l'importance de sa conquête de Brielle, qu'il songeait d'abord, en vrai sauvage, à piller et à détruire, envoya à Flessingue tous les renforts dont il put disposer. Les soldats, affublés, par dessus leur armure, de robes de moines et de chasubles de prêtres, arrivèrent à Flessingue, mascarade étrange, bien digne de cette guerre où le plaisant se mêlait à l'horrible. Ils y furent reçus à bras ouverts. Les fortifications furent réparées en toute hâte; car chacun savait que la vengeance du duc ne se ferait pas attendre.

L'ingénieur Pacheco, ignorant ce qui s'était passé, débarqua, pour son malheur, à Flessingue, où il venait presser la construction de la citadelle. Arrêté par une populace en furie, sans savoir un mot de flamand, il fut traîné à la potence, malgré les efforts de quelques officiers qui voulaient au moins lui assurer une mort digne d'un soldat. On le pendit entre deux officiers espagnols.

Guillaume, en apprenant la prise de Brielle, n'y avait vu qu'un heureux coup de main. Il n'avait aucune confiance dans Lamarck, l'homme le moins propre à diriger l'insurrection naissante. Et puis, il n'était pas prêt à agir; son armée n'était pas rassemblée, et la fortune le gagnait

de vitesse. Mais Guillaume n'était pas homme à lui laisser faire toute la besogne sans y mettre la main. Le soulèvement de Flessingue ouvrait à l'insurrection une ère nouvelle : ce n'était pas une émeute, c'était une révolution qui commençait; Guillaume le sentit, et se hâta d'y envoyer un petit corps français, commandé par Tseraerts. Une foule d'émigrés, impatients de revoir leur pays, accoururent d'Angleterre, et bientôt Flessingue fut en état de braver la colère du duc d'Albe.

Le 9, à l'extrémité de la Nord-Hollande, Enckhuyzen arbora la bannière du prince d'Orange. Là, comme à Flessingue, à défaut des magistrats, paralysés par la peur, le peuple et la bourgeoisie donnèrent le signal. De là l'insurrection se répandit comme une traînée de poudre, et tout prit feu à la fois. Gorcum, Leyde, Gouda, Harlem, Oudenarde, la Hollande, la Frise, la Zélande furent bientôt soulevées. Dans l'île de Walcheren, dont une moitié tenait encore pour l'Espagne, la lutte fut plus acharnée qu'ailleurs, et signalée des deux côtés par des actes de férocité sans exemple. Des frères pendirent de leurs propres mains leurs frères, pris les armes à la main. Des gens du peuple mordirent à belles dents dans la chair des prisonniers espagnols. Partout où les garnisons manquaient, les insurgés furent accueillis en libérateurs. Pas une goutte de sang ne fut répandue, pas une propriété menacée. La bonté native de cette population, que la tyrannie du duc d'Albe avait fait sortir de son naturel, éclata par des traits d'humanité qui consolent de tant d'horreurs. Le bourgmestre de Gouda, vendu à l'Espagne, fuyait devant la colère du peuple. Égaré par la peur, il va demander asile à une pauvre veuve dont il avait fait périr le mari, pour crime d'hérésie. Elle le conduit dans une cachette : « Vous y serez en sûreté, lui dit-elle, c'est

« là que j'ai fait cacher longtemps mon mari. » Et c'est en lui sauvant la vie qu'elle se vengea de lui.

Dans les villes affranchies, les magistrats élus par le peuple prêtèrent serment au roi et au prince d'Orange, son stathouder. Ils jurèrent de résister jusqu'à la mort au duc d'Albe, au dixième denier et à l'inquisition. Sonoy, nommé par Guillaume lieutenant général de la Nord-Hollande, prit possession de sa province. Ces graves événements s'étaient accomplis en moins de deux mois. Le fruit était mûr, il n'avait fallu qu'une secousse pour le faire tomber. Philippe avait perdu pour jamais la moitié des Pays-Bas! Maintenant, Guillaume et la Hollande étaient-ils de bonne foi dans cette comédie officielle qui laissait à Philippe le titre de roi, en lui enlevant l'autorité réelle? Il est difficile de répondre, même par la négative. La haine du duc d'Albe, dans les cœurs hollandais, l'emportait à cette heure sur tout autre sentiment. Heureux d'être délivrés de ce joug détesté, ils n'osaient pas encore aspirer à une indépendance plus complète. Que la justice reprît son cours; que la vie, la fortune, l'honneur des citoyens ne fussent plus à la merci d'un tribunal de sang; que les vieilles franchises du pays fussent respectées, ses droits défendus par des députés librement élus; que chacun enfin pût adorer Dieu à sa guise, et il leur semblait qu'ils seraient toujours assez libres! Aussi, un des premiers soins du nouveau gouverneur fut-il d'assurer à tous les habitants liberté de conscience et de culte. Orange, avec une largeur d'esprit qui n'était pas de son siècle, insista pour faire jouir partout les catholiques des mêmes droits. La tolérance la plus entière s'établit ainsi dans ce petit coin de l'Europe où elle a toujours régné depuis, avec la liberté réglée, la seule qui soit durable.

Mais un succès plus éclatant était réservé à la cause nationale. Louis de Nassau était alors en France avec un peintre flamand, nommé Olivier, espion du duc d'Albe. Cet homme, dévoué au fond de l'âme à la cause de son pays, offrit à Louis de lui livrer sa ville natale, Mons, capitale du Hainaut. Louis eut bientôt réuni quinze cents huguenots, dont cinq cents cavaliers, et s'achemina à petit bruit vers la frontière. Mons était une forte ville, ceinte d'un triple rempart, et protégée par une citadelle. L'audace de l'entreprise allait jusqu'à la folie, si l'on n'avait été sûr de la bonne volonté des habitants. Le 23 juin, douze soldats, déguisés en marchands, avec un chariot chargé de vin, se firent ouvrir de grand matin la porte de la ville. Cinquante cavaliers entrèrent à leur suite, et Mons se trouva pris avant d'être éveillé. Mais le gros de la troupe n'arrivait pas, ayant perdu son chemin la nuit dans les bois. Louis courut au-devant de ses soldats, et les ramena, au moment où la porte se fermait. Les magistrats voulurent résister; mais les bourgeois ne le souffrirent pas, et le drapeau national flotta sur l'une des plus fortes cités des Pays-Bas. Presque en même temps, Genlis et Lanoue *Bras de Fer*, deux chefs huguenots de grand renom, tentaient un coup de main sur Valenciennes; mais ayant échoué dans leur entreprise, ils se rabattirent sur Mons, et aidèrent Louis à l'occuper. Bientôt un renfort de deux mille cinq cents hommes arriva de France, sous les ordres de Montgommery, le meurtrier de Henri II, et Louis, qui savait que d'Albe ne le laisserait pas jouir en paix de sa conquête, se prépara à la défendre.

En deux jours, le duc d'Albe apprit à la fois la révolte de la Nord-Hollande, l'attaque sur Valenciennes et la prise de Mons par Nassau, qu'il croyait occupé à jouer à

la paume en France. De rage, il en jeta son bonnet à terre, en maudissant la politique à double face de Catherine à qui il imputait tous ces revers. Mais d'Albe n'était pas homme à se désoler quand il fallait agir. Attaqué à la fois sur tant de points, il n'aurait su peut-être où faire face à l'ennemi; mais la prise de Mons tranchait toutes ses incertitudes : là, pour se défendre, il fallait attaquer. Aussi, quelques jours après, son fils légitime, don Fadrique, était sous les murs de Mons, avec quatre mille hommes, en attendant les renforts que son père devait lui envoyer. D'Albe en ce moment ne songeait plus à quitter la Flandre : sous peine de perdre en quelques jours le fruit de cinq années de lutte, il fallait à tout prix réprimer l'insurrection.

Le 10 juin, l'arrivée de Medina-Celi, avec une flotte de quarante voiles, vint encore compliquer la situation. Le duc, avec quelques vaisseaux, débarqua à Huys; mais le gros de l'escadre, ignorant ce qui se passait, se dirigea vers l'île de Walcheren, et tomba aux mains des rebelles, avec 500,000 écus et d'immenses valeurs en marchandises de toute sorte, munitions, vivres, sans parler d'un millier de soldats espagnols. D'Albe reçut son successeur avec une courtoisie affectée qui cachait mal la blessure de son orgueil. A bout de ressources, il dut faire taire sa hauteur naturelle, et recourir aux états de Hollande; il déclara dans la lettre de convocation, qu'il renonçait au dixième denier, si les états généraux s'engageaient à fournir un subside de 2,000,000 de florins. Philippe, au même moment, annonçait aux députés des états la suspension de cette taxe si odieuse, en ajoutant que, s'il ne la supprimait pas complétement, c'était pour ménager l'amour-propre du duc. Mais les états de Hollande, au lieu de se réunir à La Haye, sur la convoca-

tion du duc d'Albe, se rassemblèrent à Dort, sur celle du prince d'Orange.

Le prince d'Orange se trouvait alors en Allemagne; mais le fil des événements n'en était pas moins dans sa main. A force de sacrifices, le prince parvint à recruter quinze mille fantassins et sept mille chevaux, sans compter trois mille volontaires flamands et wallons. Mais Guillaume avait épuisé ses ressources et son crédit : les princes, même protestants, lui refusaient leur concours, ou exigeaient la garantie des cités hollandaises; et comme celles-ci hésitaient : « Tenez-vous assez à vos richesses, « leur écrivit le prince, pour leur sacrifier vos femmes, « vos enfants, et jusqu'à vos arrière-neveux? Voulez-vous « amasser sur vos têtes le déshonneur et le péché? Son- « gez au mépris des peuples étrangers, à la colère de « Dieu, au joug que vous feriez peser à jamais sur la « tête de vos enfants, et aidez-nous à arracher notre « pays aux griffes des loups et des vautours espagnols! »

A cet appel suprême, la Hollande fit une réponse digne d'elle et de son libérateur. Le 15 juillet, les états se réunirent à Dort; Amsterdam, occupée par les Espagnols, fut privée d'y envoyer ses députés; mais si les pierres de la ville appartenaient à d'Albe, les cœurs et les fortunes étaient au prince d'Orange. Les députés acceptèrent la suzeraineté de Philippe II, non comme roi d'Espagne, mais comme comte de Hollande, et reconnurent pour son représentant Guillaume d'Orange, nommé par lui, en 1559, stathouder de Hollande. Cette fiction, dont personne n'était dupe, donnait à tous les actes des états et du prince un vernis de légalité. L'ennemi public, c'était d'Albe, ce n'était pas le roi!

Sainte-Aldegonde plaida la cause de Guillaume devant les états avec une chaleur éloquente. Tous les cœurs fu-

rent émus; les mêmes hommes qui avaient, au péril de leur vie, fermé leur bourse à d'Albe, l'ouvrirent au chef qu'ils s'étaient librement donné. Le duc sentit vivement le contraste : « Je suis furieux, écrit-il au roi, de voir « avec quelle difficulté on lève les subsides pour Votre « Majesté, tandis que chacun met sa vie et sa fortune à « la disposition du rebelle. » (*Corresp.*, t. II, p. 312.) Et en effet, sans parler des fonds votés par les états, chacun s'empressait d'apporter sur l'autel de la patrie ces dons patriotiques dont le prince avait donné l'exemple; on eut dit que la richesse, sans la liberté, n'avait plus de prix à leurs yeux. A dater de ce jour, on peut considérer la Hollande comme une république, et Orange comme son président. Le nom de roi, en effet, eût été au-dessous de lui; celui de dictateur eût fait injure à son respect pour les lois. Et d'ailleurs, pour une âme bien faite, fonder la liberté de son pays est une tâche plus noble que de l'asservir. Quand les progrès de la raison publique auront remis à leur vraie place les hommes et les choses, les Guillaume d'Orange et les Washington tiendront dans l'histoire une place plus haute que les Napoléon et les César.

Le prince fut proclamé lieutenant du roi Philippe pour la Hollande, la Zélande, la Frise et Utrecht. On lui confia le soin de diriger les opérations de la guerre sur terre et sur mer. Une seule limite fut mise à son pouvoir. Il lui fut interdit de négocier avec le roi, sans le consentement des états. La liberté de culte fut solennellement concédée, même à l'église catholique, déjà en minorité dans la Hollande. Orange répondit à cette confiance sans bornes en s'engageant à « ne rien faire et à n'or- « donner rien sans le concours des états; » et dans cet assaut de désintéressement entre un grand citoyen et son pays, ce fut encore la Hollande qui fut vaincue!

Le fils du duc d'Albe pressait avec ardeur le siége de Mons. Louis de Nassau avait dépêché Genlis en France pour y chercher des renforts. Les huguenots français accoururent en foule, et Genlis, à la tête de dix mille vétérans, repassa bientôt la frontière. Louis, instruit par ses propres fautes, lui avait recommandé de ne rien faire sans s'être entendu avec Orange, dont l'armée s'apprêtait à entrer en Flandre; mais Genlis dédaigna toutes les précautions, et marcha droit sur la ville assiégée. Une trahison révéla aux Espagnols le secret de sa marche. Don Fadrique quitta brusquement le siége, et attaqua à l'improviste les Français, deux fois supérieurs en force. Les huguenots, perdant la tête, ne montrèrent pas cette fois leur valeur accoutumée. Après une lutte, trop courte pour leur honneur, ils prirent la fuite, laissant douze cents des leurs sur le champ de bataille, sans parler de ceux que massacrèrent les paysans. Genlis, avec bon nombre de ses officiers, paya de sa liberté sa folle témérité. Bien des mois après, triste pendant de Montigny, il fut étranglé dans sa prison, par ordre du duc d'Albe, et l'on répandit le bruit qu'il était mort de maladie. Les débris de son armée se dispersèrent, et retournèrent en France comme ils purent. Une centaine au plus parvinrent à se jeter dans Mons que Louis et les habitants continuaient à défendre sans espoir.

L'empereur Maximilien était désormais vendu à l'Espagne; aussi s'efforça-t-il d'empêcher Orange de recruter sur les terres de l'empire. A une sommation menaçante de l'empereur, Guillaume répondit que, « ayant « épuisé avec l'Espagne la voie des négociations, il ne « restait plus aux Pays-Bas que les armes pour recours. » Le 7 juillet, il traversa le Rhin à Duysbourg avec dix-sept mille fantassins et sept mille chevaux. Sa première

attaque fut contre Ruremonde. Les mercenaires allemands déshonorèrent la cause qu'ils servaient en massacrant prêtres et moines, malgré tous les efforts de Guillaume pour réprimer leurs excès. Retenu un mois à Ruremonde par le manque d'argent, il reçut enfin de Hollande les subsides qu'il attendait, et se remit en marche pour délivrer Mons, et venger la défaite des protestants français. Évitant le pays de Liége, où l'évêque neutralisait les bonnes dispositions des habitants, il se dirigea hardiment vers le Brabant, au cœur même de la puissance espagnole. Tirlemont, Malines, Oudenarde, le reçurent en libérateur, avec un mélange de crainte et de joie. Louvain acheta 16,000 ducats sa neutralité. A Bruxelles seulement, le gouvernement se sentit assez fort pour lui fermer les portes, en dépit des vœux secrets des habitants.

Que faisait pendant ce temps le duc d'Albe? Le 26 août, il avait quitté Bruxelles pour le siége de Mons, avec Medina-Celi qui ne le quittait pas plus que son ombre. Avant de faire face au prince d'Orange, il fallait avoir à lui opposer des forces suffisantes. Les agents du duc inondaient l'Allemagne pour y recruter; déjà, entre Italiens, Espagnols et Allemands, il avait réuni plus de dix mille chevaux. Le siége avançait lentement, grâce au courage des assiégés. D'Albe sentait tellement peser sur lui la haine publique qu'il avait presque renoncé à rien tirer du pays. Ses demandes de subsides au roi étaient incessantes : « La haine qu'on me porte, écrivait-il, « par suite du châtiment que j'ai dû infliger à ce pays, « *quoique avec toute la modération du monde,* est cause « que je suis mal secondé. Mon successeur rencontrera « plus de sympathie. » (*Corresp.*, t. II, p. 246.)

La fortune, si longtemps contraire au prince d'Orange,

lui souriait pour la première fois. Sans rencontrer un obstacle, sans tirer un coup de fusil, il était arrivé au cœur même des Pays-Bas. Quelques lieues à peine le séparaient de Mons. Déjà il voyait d'Albe pris entre deux feux, et forcé d'accepter la bataille ou de capituler. Au dehors, les perspectives s'ouvraient plus favorables encore : l'Allemagne, si longtemps indécise, s'était émue enfin, et semblait prête à le seconder dans cet effort suprême pour affranchir les Pays-Bas. Élisabeth paraissait enfin disposée à rompre avec Philippe II, et à prendre part à la ligue générale. Le jeune roi de France et sa mère se montraient impatients de secouer le joug de l'Espagne. « Vous seriez confondu, écrivait à Madrid le secrétaire « du duc d'Albe, si vous voyiez une lettre du roi Charles IX « à Louis de Nassau, lettre que j'ai entre les mains. » (*Corresp.*, t. II, p. 269.) Le 11 août, Coligny annonçait au prince d'Orange qu'il allait marcher à son secours avec douze mille arquebusiers, et trois mille chevaux. Entre la guerre étrangère et la guerre civile, il fallait choisir, et Charles, livré à lui-même, eut bientôt fait son choix ! Cette nature ardente et déréglée, mais non étrangère à tout instinct généreux, s'embrasait à la vue des glorieuses perspectives que lui montrait Coligny. Ce grand esprit avait dès lors entrevu la politique qui devait être un jour celle de Henri IV et de Richelieu : abaisser la maison d'Espagne, et affranchir l'Europe de son joug; grouper autour de la France les forces vives de la Réforme; tendre la main à Guillaume d'Orange pour constituer en Hollande un État protestant, tandis que la Flandre catholique se donnerait à la France; enfin, établir sur des bases solides la liberté de conscience, et devancer ainsi l'avenir de trois siècles, en faisant de la France l'arbitre de l'Europe, en politique comme en re-

ligion, tel était le plan de Coligny! Charles IX, trop faible pour le concevoir, trop mobile pour y persévérer, avait pourtant le cœur assez haut pour le comprendre, et pour suivre, s'il ne pouvait pas mener.

Mais le pape et les Guises avaient compris le danger, et le mauvais génie de Charles IX, Catherine, était là pour tout faire avorter. Le coup d'arquebuse de Maurevel vint changer les destinées de la France et celles des Pays-Bas, et ajourner de trois siècles l'aurore de la liberté religieuse qui allait se lever sur le monde. Ce n'était pas à Mons, mais à Paris, que la question devait être tranchée, non par une lutte loyale, mais par un lâche massacre, improvisé[1], à défaut d'autre expédient, par une femme perverse, qui avait longtemps reculé devant lui. Nous n'avons ni à raconter, ni à juger ici ce grand crime, et cette grande faute qu'on appelle la Saint-Barthélemy. Quant à Catherine et aux bandits qui l'ont tramée avec elle, italiens ou lorrains, l'histoire, en les flagellant de ses mépris, leur a dit avant nous que ce but, auquel ils ont tout sacrifié, ils ne l'ont pas

1. On trouvera dans le tome IV des *Archives de Nassau*, p. 264, la question traitée *in extenso* par M. Groen van Prinsterer. Son argumentation, pour prouver que la Saint-Barthélemy ne fut nullement un attentat préparé de longue main, est un chef-d'œuvre de saine et judicieuse critique. Il a su trouver des arguments nouveaux, en prouvant, par exemple, « que Charles IX n'a pas pu méditer longtemps un acte qui renversait toutes ses espérances, l'élection du duc d'Anjou en Pologne, le mariage du même avec la reine d'Angleterre, l'abaissement de l'Espagne, et ce protectorat des princes protestants, sur lequel il avait fondé de si vastes desseins. » Il cite un mot inédit du duc d'Albe sur la Saint-Barthélemy, « que c'est chose furieuse, légière, et non « pensée que cette exécution », et un autre de don Diego, ambassadeur d'Espagne en France, « que l'exécution étoit advenue inopinément et par con- « trainete, ne pouvant moins. » Enfin, « sans la Saint-Barthélemy, écrit à « Charles IX, son ambassadeur à Madrid, Saint-Goard, le duc d'Albe avait « perdu les Pays-Bas! » Après cela, il est difficile de ne pas suspecter la bonne foi du duc s'écriant, lorsqu'il apprend la Saint-Barthélemy. « Je ne voudrois pas avoir fait un si méchant acte! »

atteint : la Réforme, qu'ils croyaient morte, a vécu, et vit encore, après la Saint-Barthélemy et la Révocation, plus puissante que jamais. L'Espagne a vu le sceptre de l'Europe s'échapper de ses mains. La papauté a perdu son prestige, surtout en Italie, et payera bientôt de la perte de son pouvoir temporel ce crime dont elle fut complice, et qu'elle salua, comme Philippe II, de sa joie indécente. La France enfin l'a payé de vingt ans de guerres civiles, de deux siècles de despotisme, et d'un siècle bientôt de révolutions, sans but, sans résultat et sans issue; tant il est vrai que les peuples, coupables collectifs que la justice divine ne peut pas atteindre là-haut, rencontrent dès ici-bas leur châtiment.

Orange sentit la portée de ce « coup de massue » qui venait anéantir toutes ses espérances. Les réformés des Pays-Bas étaient atteints comme les huguenots français, et l'Espagne gagnait plus que la France à ce crime dont furent solidaires tous les souverains catholiques, depuis Grégoire XIII jusqu'à Philippe II. Tandis que le saint-père publiait un jubilé, et frappait une médaille en l'honneur de cette victoire de la foi, Philippe, dans un accès d'infernale joie, appelait tous ses serviteurs pour leur dire en riant : « Sa Majesté le roi de France a « enfin mérité son titre de *Roi très-chrétien*. » L'ambassadeur français ayant pressé Philippe, de la part de son maître, de hâter l'exécution de Genlis et de ses compagnons de captivité, le roi, qui n'avait rien à refuser maintenant à son royal frère, lui accorda, comme une courtoisie de prince à prince, le sang de quelques centaines de ses sujets. (*Archiv. de Nassau*, *supplém.*, p. 125-30.)

Le résultat le plus direct de la Saint-Barthélemy, en Flandre, devait être la prise de Mons. L'armée espa-

gnole, en apprenant la grande nouvelle, se hâta de la faire connaître aux huguenots assiégés. Charles IX, retombé sous l'ascendant de sa mère, ne se montra nullement embarrassé auprès de ses alliés protestants de cette brusque volte-face. En même temps qu'il écrivait à son ambassadeur en Flandre de continuer ses intelligences avec le prince d'Orange, mais si secrètement que le duc d'Albe n'en pût rien savoir, il le chargeait de presser le duc de châtier Genlis et ses huguenots : « Et s'il vous dit que c'est une façon tacite de lui « demander de mettre à mort tous les prisonniers fran« çais, vous lui direz que *c'est bien là ce qu'il doit faire,* « et qu'il ferait bien tort au *christianisme* s'il agissait « autrement. » (Gachard, *Bulletins de l'Acad. roy. de Belgique,* t. XVI.) D'Albe répondit « qu'il exécutait « quelques prisonniers tous les jours, et qu'il ne lui en « restait plus qu'une poignée. »

Guillaume d'Orange venait d'arriver à Binche, près de Mons, dont le séparait le camp retranché du duc d'Albe. Ses troupes, à bout de solde et de patience, étaient prêtes à se mutiner. Les huguenots renfermés dans Mons n'obéissaient pas mieux à Louis, retenu dans son lit par la maladie. Il fallait combattre à tout prix pendant qu'on avait encore une armée. Mais d'Albe, sûr de vaincre sans combat, se souciait peu de compromettre un succès assuré. Orange ne se faisait pas d'illusions : il savait bien que Mons était condamné à périr, si le duc persistait à refuser la bataille; car pour jeter des secours dans la place, il fallait passer sur le ventre aux Espagnols. Mais d'Albe était inflexible : il voulait voir la seconde armée d'Orange se fondre, comme la première, par la faim, le manque d'argent et l'insurrection. Cependant, pour ne pas décourager ses vétérans, il

voulut bien, à défaut de combat en règle, leur permettre un coup de main. Six cents volontaires, la fleur de l'armée, tentèrent, dans la nuit du 11 au 12 septembre, une attaque nocturne sur le camp hollandais. Tous, pour se reconnaître dans les ténèbres, portaient une chemise sur leurs armes. Égorgeant une à une les sentinelles, deux heures durant, ils promenèrent le massacre sous les tentes de l'ennemi, ivre de sommeil et d'effroi, et qui crut avoir à dos toute une armée. Guillaume dormait profondément, mais un petit épagneul, qui ne le quittait pas, lui sauva la vie par ses aboiements. Le prince sauta sur son cheval, qu'on lui tenait toujours sellé, et échappa aux Espagnols qui firent main basse sur toute sa maison. Les Hollandais, revenus de leur première surprise, s'aperçurent trop tard du petit nombre de leurs ennemis; les Espagnols se retiraient déjà en bon ordre, n'ayant perdu dans ce hardi coup de main qu'une soixantaine d'hommes, et laissant sur le carreau plus de six cents de leurs ennemis.

Le prince rallia près de Nivelles les débris de son armée, vaincue sans avoir combattu. Tout espoir de délivrer Mons était perdu; une bataille avec d'Albe était maintenant moins à souhaiter qu'à craindre : les mercenaires d'Orange refusaient de servir un général qui ne les payait pas. Guillaume se décida à regret à abandonner Mons et son frère à leur malheureux sort, et à se diriger vers l'Allemagne. Mais ses troupes, frustrées à la fois de leur solde et de l'espoir du pillage, se révoltèrent encore une fois, et mirent ses jours en danger. Les officiers purent à grand'peine lui sauver la vie. Le Rhin passé, le prince licencia son armée pour retourner en Hollande. La tâche du soldat était finie, au moins pour le moment; mais celle du citoyen ne l'était pas.

Privé de tout espoir de secours, Mons n'avait plus qu'à se rendre. Mais la place était si forte, et d'Albe s'estimait si heureux de la reprendre, qu'il accorda à Louis de Nassau une capitulation honorable. La garnison et les milices bourgeoises sortirent de la ville le 20 septembre, avec armes et bagages. Les soldats s'engagèrent à ne plus servir contre les rois de France ou d'Espagne; mais Louis refusa d'accepter pour lui cette clause déshonorante. Il traversa le camp espagnol, et y reçut les hommages de ses vainqueurs. Les habitants devaient être à l'abri de toute vexation; mais la capitulation fut odieusement violée : on avait respecté des soldats qui pouvaient se défendre, on sévit sans pitié contre des bourgeois désarmés, des femmes et des enfants. Le 24 septembre, d'Albe entra dans la ville, et les bourreaux, pendant un an, ne se reposèrent plus. Un *conseil des troubles,* présidé par Noircarmes, siégea sans désemparer. Quiconque avait trempé dans la révolte fut condamné sans pitié; les femmes, les enfants furent exilés, les biens adjugés au fisc ou vendus à vil prix. On était mis à mort pour avoir fait gras un vendredi ou porté les armes contre le roi. Des mendiants furent exécutés pour avoir reçu une aumône protestante à la sortie du prêche. Les pères payaient de leur vie la rébellion de leurs fils. Jusqu'à vingt personnes étaient pendues ou brûlées chaque jour. Un noble catholique, qui vivait en France près de la frontière, en fut enlevé, et décapité après un semblant de procès, parce qu'un domaine qu'il possédait avait fait envie à Noircarmes.

Quand Guillaume de Nassau abandonnait la partie, quand Louis avait rendu Mons, aucune résistance n'était plus possible. Toutes les villes qui avaient accueilli les rebelles essayèrent d'acheter leur pardon en rampant

aux pieds de leur vainqueur. D'Albe reçut leurs serments sans y croire, et pardonna dédaigneusement une offense qu'il eût fallu punir sur la Flandre entière. Une seule cité paya pour toutes, ce fut Malines, non qu'elle fût plus coupable que les autres, mais elle était plus riche, et d'Albe devait la solde à ses troupes. Vainement le clergé de Malines vint en procession implorer sa pitié; les soldats, se ruant sur cette ville sans défense, escaladèrent les murailles, sans attendre que les portes fussent ouvertes. Trois jours durant, cette industrieuse cité fut livrée à un pillage régulier. Royalistes ou rebelles, catholiques ou protestants, personne ne fut épargné. Le premier jour appartint aux Espagnols, et le premier coup de dent sur la proie; les deux autres jours furent pour les Allemands et les Wallons. Les églises, les couvents furent saccagés sans pitié, le vin sacré bu dans les calices, les hosties foulées aux pieds. Toutes les profanations des *briseurs d'images* furent renouvelées de sang-froid par ces vaillants défenseurs de la foi. Le palais de Granvelle ne fut pas épargné. On arrachait les religieuses et les malades de leur lit, pour voir s'ils n'avaient point d'or caché dans leurs matelas. Pendant les trois jours, don Fadrique et Noircarmes assistèrent froidement à toutes ces horreurs, en les approuvant du geste et du regard.

L'espace nous manque, et aussi le courage, pour suivre les Espagnols pas à pas dans leur sanglante revanche contre les Pays-Bas. Il en coûte de voir un grand peuple, qui a marché pendant un siècle en tête de la civilisation, rétrograder ainsi jusqu'à la barbarie. Philippe II traite en peuples conquis tous ses états hors de la péninsule. L'Espagne, du reste, à tous ses âges, est toujours restée la même, affamée d'indépendance

comme tous les peuples conquis, folle d'unité comme toutes les races latines, mais la mettant surtout dans sa croyance, et ne sachant pardonner ni à un hérétique, ni à un ennemi vaincu. Cette foi implacable, ce prosélytisme par le sabre, qui ne sait que convertir ou tuer, l'Espagne le tient des Arabes. En luttant contre eux pendant tant de siècles, elle a fini par leur ressembler. Comme eux, elle a fait le désert autour d'elle, et n'a su vaincre qu'en exterminant, au Pérou, comme en Flandre. Toutes les races, toutes les croyances qui ont voulu prendre racine sur ce sol, mortel à l'hérésie, ont dû l'évacuer ou périr. Mulsumans, juifs, réformés, l'épée ou les bûchers en ont fait justice. La croisade n'y a jamais cessé, car l'inquisition la reprend pour son compte, et la continue, même après la prise de Grenade. Supprimée en 1820, elle règne encore dans la péninsule, grâce à la terreur mêlée de méfiance que son souvenir y inspire. A force de verser de ses propres mains le plus pur de son sang, l'Espagne, au lieu des quarante millions d'âmes qu'elle possédait sous les Romains, en compte à peine quatorze aujourd'hui. Le désert commence aux portes de ses villes, et s'étend sur toute la surface du pays. Mais que lui importe, pourvu que sur ce sol dévasté règne, avec le silence de la terreur, l'unité de la foi?

CHAPITRE IV.

D'ALBE QUITTE LES PAYS-BAS.

1572-73.

La chute de Mons et la Saint-Barthélemy avaient rompu, pour le prince d'Orange, sa courte veine de succès. Il avait appris à ses dépens ce que valaient les promesses des rois, et les secours achetés de l'étranger. Si la Hollande devait être sauvée, ce ne pouvait être que par le courage, le sang et l'or de ses enfants. Mais était-elle mûre pour la lutte, et décidée à tout sacrifier pour être libre? La question était encore douteuse. Le malheur opiniâtre qui s'attachait à ses armes avait appris à Guillaume à ne compter que sur Dieu d'abord, puis sur lui-même, sur les ressources de ce fécond esprit, sur les inspirations de ce grand cœur que l'adversité retrempait au lieu de l'abattre.

Charles IX, toujours fidèle à son double rôle, flattait bassement Philippe, et l'engageait à ne pas traiter avec des rebelles; en même temps, il négociait sous main avec Guillaume, et l'excitait contre l'Espagne, en s'excusant avec lui du *malheur* de la Saint-Barthélemy. Mais Orange savait maintenant ce qu'il avait à espérer de la France. Il avait

perdu, avec Coligny, le seul allié sur lequel il eût jamais compté. De quelque côté qu'il se tournât, aucun appui ne se montrait à l'horizon. La France, enchaînée à la politique de Philippe II par le crime de son roi, se traînait, en humble satellite, à la suite de l'Espagne. Derrière Philippe était l'inquisition, et derrière elle le saint-siége, bénissant les poignards, absolvant les parjures, et soufflant dans tous les cœurs le venin de ses haines sanctifiées. L'Allemagne, suivant son habitude, négociait au lieu d'agir. Maximilien avait vendu sa conscience à Philippe avec la main de sa fille. Enfin, Élisabeth, fidèle à cette politique d'égoïsme que l'Angleterre doit à sa position insulaire, avait fini par s'aveugler sur ses véritables intérêts. Elle oubliait que c'était sa cause et celle de la Réforme qui se débattait dans les Pays-Bas; que, la Hollande une fois soumise, il n'y aurait plus entre l'Espagne et Londres qu'un étroit bras de mer, au lieu d'un peuple libre pour rempart. Elle coquettait avec les réformés belges comme avec ses prétendants couronnés, et les livrait sans scrupule aux implacables rancunes de Philippe II. Quant à celui-ci, il n'attendait que la soumission des Pays-Bas pour écraser la Réforme à Londres et à Genève, ses deux derniers refuges; car l'Allemagne protestante, depuis la mort de Maurice, avait cessé de compter en Europe.

Telle était pour Guillaume la situation, et il fallait son opiniâtre confiance en Dieu et dans la justice de sa cause pour ne pas la juger désespérée. Par contre, tout semblait sourire au duc d'Albe : deux fois il avait vu le champion de la Hollande forcé de fuir sans combattre devant ses invincibles vétérans. Les villes qui avaient osé l'accueillir imploraient à genoux le pardon de leur vainqueur; Mons et Malines avaient payé la rançon des

Pays-Bas. Mais sa victoire n'était pas complète, tant que le drapeau national flotterait encore sur une des cités de la Hollande. Un instant Orange avait compté sur les Turks et sur la révolte des Maures d'Andalousie pour détourner des Pays-Bas l'attention et les forces de l'Espagne. « Si les Maures, si humbles et si doux, répé« tait-il souvent, tiennent ainsi en échec les armées de la « Castille, que ne peut donc pas faire le peuple robuste « et hardi des Pays-Bas? » (*Arch.* III, 161.) Mais les faciles triomphes de don Juan d'Autriche en Andalousie et la victoire de Lépante vinrent désabuser Guillaume, et établir, sur terre comme sur mer, la supériorité des armes espagnoles.

La Zélande, jusqu'ici, n'était qu'à moitié affranchie. Tseraerts, lieutenant d'Orange, avait assiégé sans succès Middelbourg, l'une des deux clefs de l'île de Walcheren, entre la mer et les deux bras de l'Escaut. L'autre, Flessingue, était aux mains des Hollandais. Tseraerts, jaloux d'achever la conquête de l'île, entreprit avec sept mille hommes le siége de Tergoes. D'Albe, sentant l'importance de cette place, dont la chute amenait celle de Middelbourg, chargea Davila, gouverneur d'Anvers, de la secourir à tout prix. Trois mille Espagnols, Allemands et Wallons traversèrent la nuit, à marée basse, un gué étroit et vaseux, de quatre lieues de long et de quelques mètres de large, qui les séparait de la place assiégée. Les soldats portaient sur leurs têtes de la poudre et du pain. Dans l'eau jusqu'aux épaules, parfois même à la nage, ils accomplirent ce périlleux trajet sans perdre plus de cinq ou six hommes. Ce fait d'audace, inouï dans l'histoire, arracha à d'Albe un cri d'admiration. Tergoes, secouru, put braver les efforts des assaillants, qui finirent par lever le siége.

Pendant que d'Albe se dirigeait vers la Gueldre, son fils don Fadrique fut chargé de réduire les villes du nord et de l'est, frappées d'épouvante par le sac de Malines. Zutphen essaya de résister; mais, sur l'ordre du duc, tous les habitants furent massacrés. Cinq cents, liés deux à deux, furent jetés dans l'Yssel par les soldats, fatigués de frapper. Vandenberg, beau-frère de Guillaume d'Orange, qui commandait dans l'Over-Yssel, déserta lâchement son poste. Six mille Frisons, qui avaient osé tenir la campagne, se firent battre par les Espagnols, et la Frise tout entière retomba sous le joug. La Hollande seule, moins sa capitale, resta aux mains du parti national. La liberté, bannie du reste des Pays-Bas, se réfugia ainsi sur ce coin de terre arraché à l'Océan, et qu'il fallait encore disputer aux Espagnols.

Don Fadrique, comptant sur l'exemple de Zutphen pour assurer la soumission de la Hollande, osa marcher sur Amsterdam, à travers un pays révolté. La petite ville de Naerden refusa de se soumettre, et l'armée espagnole vint camper sous ses murs. Les bourgeois, sentant trop tard leur impuissance, traitèrent de leur reddition. A peine conclue, la capitulation fut lâchement violée, et les magistrats égorgés, au milieu d'un festin préparé pour leurs vainqueurs. La ville fut pillée, puis incendiée, les habitants livrés à de lentes tortures, mutilés, empalés vivants. Les soldats, ivres de vin et de carnage, leur ouvraient les veines pour boire le sang qui en sortait. Les pères, les époux, avant d'être égorgés, virent leurs filles et leurs femmes déshonorées sous leurs yeux... Nous voudrions épargner à nos lecteurs ces affreux tableaux; mais si l'histoire se taisait, où serait le châtiment? Voilà ce qu'était la guerre au XVIe siècle, quand les haines religieuses, s'ajoutant à la licence naturelle aux

soldats, déchaînaient à la fois tous les pires instincts de notre pauvre humanité! Aussi d'Albe, triomphant, put-il écrire à son maître « qu'on n'avait pas laissé en vie « dans Naerden un seul fils de femme! » (*Corresp.*, t. II. p. 300.)

Guillaume d'Orange venait d'arriver à Enckhuysen. Quand chacun désespérait de la cause nationale, lui seul peut-être avait encore foi en elle, et cette foi se communiquait à tous ceux qui l'approchaient. En tous cas, il voulait mourir avec sa Hollande, s'il ne pouvait pas la sauver! Devant les états, qu'il convoqua à Harlem, il développa tous ses plans pour la délivrance du pays. Il y parla des négociations de ses deux frères avec la France et l'Allemagne, et de leur espoir d'obtenir du secours. Louis, depuis la prise de Mons, était constamment malade. Nous connaissons déjà cet esprit actif et hardi, roulant sans cesse dans sa pensée de nouveaux plans, et quittant bien vite une espérance perdue pour se rattraper à une autre. Diplomate et soldat tour à tour, étonnant le roi et les seigneurs français par l'audace de ses projets, les rassurant par la loyauté de son caractère, « rarement, dit M. Groen (t. III, p. 49), dans une de ces « belles préfaces qu'il met en tête de chaque volume de « ses *Archives*, quelqu'un inspira une confiance aussi « illimitée. Ses ennemis même ne pouvaient lui refuser « leur estime. Le pays, lui écrit son frère Guillaume, « vous attend comme un ange Gabriel! »

Louis, dont la tête travaillait sans relâche, avait formé un plan qui ressemble plus à un rêve qu'à un dessein politique : c'était d'enlever l'empire à Maximilien, devenu l'ennemi des protestants, après avoir partagé leurs doctrines, pour le donner à Charles IX. Le plan était d'autant plus chimérique que Philippe, depuis la mort de

son père, se regardant comme frustré de la succession à l'empire, y prétendait pour son propre compte, après la mort de Maximilien, son beau-père. Or, la seule voie pour y arriver, c'était de s'appuyer sur les princes luthériens. Le dévot monarque n'hésita pas un instant à négocier avec eux, et à leur promettre : 1° de retirer toutes les troupes espagnoles des Pays-Bas, c'est-à-dire d'abandonner ces provinces à l'hérésie ; 2° de rendre au prince d'Orange et aux autres bannis leurs titres, domaines et dignités ; 3° d'incorporer les Pays-Bas à l'empire, et de les faire participer à la liberté de conscience et de culte assurée à tous les sujets impériaux. (*Archives*, t. IV, p. 30.) Philippe II, il est vrai, avait une excuse, c'était sa ferme intention de ne tenir aucune de ces promesses, tout étant permis avec des hérétiques, même le mensonge, même l'assassinat ! Mais le fait seul que le *roi catholique* par excellence a pu promettre de pareilles choses, fût-ce pour ne pas les tenir, nous donne la mesure de sa moralité. Un parjure coûte peu quand on a derrière soi des casuistes pour le justifier, et un pape pour l'absoudre !

Le roi de France et sa mère, après avoir assumé sur leur tête, devant Dieu et devant les hommes, la responsabilité de la Saint-Barthélemy, avaient tout d'un coup changé de langage. Après s'être vantés de ce crime auprès de toutes les cours catholiques, ils répétaient maintenant partout que « la Saint-Barthélemy n'était qu'un entraînement, un coup de main, nullement prémédité, contre les protestants dont on avait découvert les complots, une défensive, en un mot, et non pas une attaque. Ils regrettaient d'être entrés dans cette voie, et n'aspiraient qu'à en sortir. » (*Archives*, IV, 262 à 277.) Tel était le mot d'ordre donné à tous les représentants de la France à l'étranger ; mais l'Europe n'en n'était pas dupe, et sauf à Ma-

drid et à Rome, le seul sentiment que la Saint-Barthélemy avait fait naître était celui d'horreur pour le crime, et de mépris pour les lâches qui, après l'avoir commis, ne savaient que le désavouer. Philippe qui, dans son rêve de monarchie universelle, convoitait à la fois toutes les couronnes de la chrétienté, triomphait de ce discrédit où la France était tombée; et Louis de Nassau, avec sa rude franchise, écrivait à Charles IX : « Votre Majesté voit « son ennemi mortel, l'Espagnol, faire ses choux gras de « la désolation de ses affaires, et se rire à gorge déployée « de ses malheurs. »

Pendant que Charles aspirait au trône de l'empire, son frère, le lâche et perfide duc d'Anjou, le vrai auteur de la Saint-Barthélemy, aspirait à celui de la Pologne, et dans les deux cas, c'était toujours sur les protestants allemands qu'il fallait s'appuyer. Cette dernière couronne, purement élective, était plus accessible que l'autre; mais un concurrent redoutable pouvait la disputer au Valois : c'était Guillaume d'Orange que le parti protestant, allemand et polonais, voulait porter au trône. Aussi la clef de toute la politique de la France, à cette époque, est-elle dans la candidature d'Anjou au trône de Pologne. De là les avances de Charles IX au prince d'Orange pour lui faire serrer cette main toute dégoûtante du sang des protestants, et surmonter son invincible horreur pour cette cour de parjures et d'assassins, toujours prêts à s'allier le lendemain avec ceux qu'elle faisait massacrer la veille.

Tout ceci suffit pour nous expliquer les avances de la France aux Nassau et aux protestants des Pays-Bas, et pour nous édifier sur le sérieux et la moralité de la politique des Valois. Enfin ces avances devinrent si marquées, et ces promesses si positives, que Guillaume

d'Orange, triomphant de ses répugnances, rédigea un projet de traité que son frère devait faire signer à Charles IX. Celui-ci s'engageait 1° à faire la paix avec ses sujets *de la religion*, et à leur garantir la liberté de conscience; 2° à payer au prince d'Orange cent mille couronnes d'or par trimestre, pour soutenir la guerre dans les Pays-Bas; 3° le prince était autorisé à lever en France mille cavaliers et sept mille fantassins; mais toutes les villes dont il s'emparerait dans les Pays-Bas, la Hollande et la Zélande exceptées, devaient appartenir au roi de France; 4° enfin le prince et les états de ces deux pays garantissaient au roi le remboursement des sommes qu'il dépenserait pour les affranchir. (*Archiv.*, IV, 108, 271 et suivantes.) Ce traité, destiné, il est vrai, à n'être jamais exécuté, livrait les Pays-Bas à la France pour les ôter à l'Espagne. Le roi, *protecteur* de la Hollande et de la Zélande, devenait le souverain du reste. Tous les avantages étaient donc pour Charles IX; quant à Guillaume d'Orange, il n'avait rien stipulé pour lui, et ne réclamait que le droit de se ruiner pour son pays.

Ce traité ne disait pas un mot des prétentions de Charles au trône de l'empire, ni de son frère à celui de la Pologne; mais il fut entendu que les Nassau mettraient tout leur crédit au service du duc d'Anjou pour le faire arriver au trône des Jagellons. C'est à cette occasion que Louis écrivit au roi de France une admirable lettre qui appartient à l'histoire. (*Archiv.*, IV, 81 à 90.) Ici point de ménagements, point de réticences : c'est justement parce que Louis a besoin de Charles IX qu'il lui dit la vérité tout entière : « Le roi a voulu forcer les consciences « de ses sujets. Il s'est baigné en leur sang. Et quel a été « le fruit de ces atrocités? Par le dernier massacre, l'Es- « pagnol a plus affaibli Sa Majesté que s'il lui eust faict

« la guerre trente ans. Il est destitué de la plus forte co-
« lonne de sa couronne, qui est l'amour de ses subjectz,
« et son État ressemble à un vieux bastiment qu'on ap-
« puie tous les jours sur pillotis; mais enfin on ne le peult
« empescher de tomber... Si le roi veult des alliés en Al-
« lemagne, il doit cesser de tourmenter ses pôvres sub-
« jects de la Relligion... On commence, ès Pays-Bas, à se
« fascher et ennuyer des façons de négocier de la France,
« où on ne procède pas rondement, et ne se sert on que
« de dissimulation, comme d'un hameçon... On n'exter-
« mine pas la Relligion; c'est une affection enracinée ès
« cœurs des hommes, qu'on ne peult arracher avec les
« armes... et si le roi continue en ses déportements, tout
« ne luy peult réussir qu'à mal, et à bander encore da-
« vantaige Dieu et les hommes contre luy. »

Nous nous sommes arrêté sur ces négociations, bien qu'elles n'aient abouti à rien de sérieux. Mais s'il est curieux de voir Charles IX s'allier avec les protestants, six mois après la Saint-Barthélemy, il l'est plus encore peut-être de voir Philippe II, amorcé par l'appât de la couronne impériale, mentir à toutes ses convictions, à tous les précédents de sa vie, pour s'allier, comme Henri II de France, aux protestants en Allemagne, pendant qu'il les fait brûler dans les Pays-Bas.

Après le sac de Naerden, le duc d'Albe, à la conquête de la Gueldre, voulait ajouter celle de la Hollande, dont la capitale, Amsterdam, était seule entre ses mains. Il fallait d'abord se rendre maître de la ville forte de Harlem, située sur une étroite lisière de terrain, qui liait la Nord-Hollande à celle du sud, occupée par le prince d'Orange. Une fois les Espagnols maîtres de Harlem, la rébellion était coupée en deux, Sonoy séparé du prince d'Orange, et réduit à l'impuissance. Au sud de Harlem,

s'étendait une vaste mer intérieure, appelée *Lac de Harlem,* que l'industrie hollandaise vient de dessécher. Une étroite chaussée, de quatre lieues de longueur, traversait le lac, profond de quinze pieds seulement, et unissait Harlem à Amsterdam. Le comte de Boussu, stathouder de Hollande au nom du roi, comme Orange l'était au nom du peuple, se trouvait alors à Amsterdam. Il fit sommer, sous la menace des plus terribles châtiments, toutes les villes rebelles de lui ouvrir leurs portes, et l'on savait qu'il n'était pas homme à manquer à sa parole. Les magistrats de Harlem, tremblant devant leur responsabilité, traitèrent secrètement avec le duc d'Albe; mais deux d'entre eux, convaincus de trahison, furent pendus sans pitié, car les bourgeois étaient décidés à se défendre à outrance. Ripperda, qui commandait dans Harlem, se montra à la hauteur de sa mission. Sainte-Aldegonde, envoyé par Orange, vint encore raffermir les courages, et Harlem s'apprêta à soutenir ce siége dont le souvenir vit encore dans tous les cœurs hollandais.

Il faut avoir visité la Hollande pour se faire une idée de la périlleuse position de ces villes, conquête toujours disputée de l'homme sur l'Océan, comme le sol qui les porte. Il faut aussi avoir vu de près ce peuple généreux, dernier champion de la liberté germanique, à toutes ses dates, depuis le batave Civilis jusqu'à Guillaume d'Orange, pour comprendre la résistance désespérée de Harlem, et la victorie se ténacité de la Hollande et de Guillaume. Harlem, sur son étroite langue de terre, large de deux lieues à peine, était plus facile à bloquer qu'à défendre. La longue ligne de dunes qui garde la Hollande contre l'Océan la protégeait du côté de l'ouest; mais l'est était ouvert, et Amsterdam, aux mains des

Espagnols, allait devenir la base de leurs opérations. Habituée à la longue paix du dernier règne, Harlem était peu et mal fortifiée, la garnison faible et hors de proportion avec l'étendue à défendre. Si la terre manquait pour l'attaquer, le lac en revanche offrait aux assaillants une route toujours ouverte.

Dès les premiers jours de décembre, don Fadrique vint camper sous les murs de la ville. Son armée, grossie par de continuels renforts, s'éleva bientôt à trente mille hommes. Jamais encore la puissance espagnole dans les Pays-Bas n'avait réuni des forces aussi redoutables; et tout cela, pour combattre une ville qui, aujourd'hui même, ne compte pas vingt mille habitants. L'on était alors au cœur de l'hiver : un brouillard humide couvrait le lac, gelé pour toute la saison. Chaque nuit, de hardis patineurs, poussant devant eux des traîneaux chargés de vivres, venaient ravitailler la place. La garnison ne dépassait pas quatre mille hommes; mais les bourgeois, divisés en compagnies, s'exerçaient au maniement des armes. Les femmes même ne restaient pas inactives; un corps d'amazones, commandé par une femme, rendit pendant le siége des services réels. Par malheur, un renfort de trois mille hommes, envoyé par Guillaume, sous les ordres de Lamarck, fut taillé en pièces, et le gibet acheva ceux qui avaient échappé à l'épée.

Les Espagnols, cependant, avaient dressé leurs batteries. Pendant trois jours le canon tonna sans relâche sur la malheureuse cité. Mais les assiégés, trop faibles pour riposter, réparaient les brèches avec une activité infatigable; ils comblaient les vides avec de la terre, du sable, des pierres, et y jetaient jusqu'à des statues de saints, au grand scandale des dévots espagnols. Les

assaillants, surpris d'abord de voir l'ennemi apparaître sur la glace avec la rapidité de l'éclair, décharger ses armes, puis se perdre dans le brouillard, apprirent à combattre les Hollandais avec leurs armes et sur leur élément, et imitèrent bientôt les manœuvres de leurs agiles ennemis. Un assaut, conduit par Romero, fut repoussé avec un courage désespéré. Quatre cents Espagnols restèrent sur la brèche ou dans les fossés. Don Fadrique, qui avait compté sur un succès facile, se vit condamné aux lenteurs d'un siége en règle. Les habitants se reposaient sur Orange, et jamais confiance ne fut mieux placée. Un nouveau renfort de sept mille hommes, expédié par lui, avec sept canons, et un immense convoi de vivres et de munitions, s'avança par le lac vers Harlem. Mais dans le brouillard, l'expédition perdit son chemin, et tomba sur le camp espagnol. A peine si une poignée de soldats put entrer dans Harlem; le reste fut tué ou pris, et périt dans les supplices. Mais à l'école des Espagnols, les Hollandais avaient appris à devenir sans pitié comme eux. Un des chefs de l'expédition étant tombé vivant aux mains des assaillants, sa tête fut jetée dans la ville avec ce *motto :* « Le lieutenant « Koning, en route pour amener des renforts à la bonne « ville de Harlem. » Les assiégés répondirent en faisant rouler dans le camp ennemi un tonneau qui contenait onze têtes avec cette inscription : « Envoi de dix têtes « au duc d'Albe, pour son dixième denier, avec la on- « zième pour l'intérêt. »

L'assaut manqué, don Fadrique eut recours aux mines. Les bourgeois, contre-minant de leur côté, se rencontrèrent souvent avec les Espagnols. Des luttes désespérées s'engagèrent dans les ténèbres; on se battait au poignard, faute de place, et l'on donnait ou l'on rece-

vait la mort sans reculer, et sans se plaindre. Une partie du mur extérieur fut enfin emportée par l'explosion d'une mine, et un assaut livré de nuit à la ville. Les habitants, surpris d'abord, se défendirent avec leur courage accoutumé. L'attaque s'était concentrée sur un petit fort qui défendait une des portes de la ville. Il fut pris à la fin; mais les vainqueurs, en se ruant sur leur proie, trouvèrent derrière le fort un ouvrage nouveau, en forme de demi-lune, dont ils ne soupçonnaient pas l'existence. L'artillerie qui le hérissait ouvrit sur eux un feu meurtrier. Au même moment, le fort, miné depuis longtemps, sauta en l'air avec tous les Espagnols qu'il contenait. Leurs pertes furent énormes; celles des assiégés, minimes en comparaison, mais plus sensibles, eu égard à leur petit nombre. L'armée d'Albe dut sonner la retraite : toutes les forces de la monarchie s'étaient brisées encore une fois contre le courage de quelques bourgeois mal armés.

Cependant la famine commençait à se faire sentir dans la ville. Guillaume, par des messages réitérés confiés à des pigeons, soutenait le courage des assiégés. Une fois, il parvint à faire entrer dans leurs murs, la nuit, par le lac, quatre cents hommes d'élite, avec des traîneaux chargés de pain et de poudre; mais cette fois fut la dernière, et dès lors les habitants se sentirent abandonnés. Du reste, les Espagnols ne souffraient guère moins qu'eux du manque de vivres et des intempéries de la saison. La maladie faisait dans leurs rangs plus de ravages encore que le feu de l'ennemi. Don Fadrique, découragé, songeait déjà à lever le siége; il pressa son père d'y consentir : « Si mon fils, répondit l'inflexible « vétéran, n'est pas décidé à rester sous les murs de « Harlem jusqu'à ce qu'il soit pris, dites-lui que je ne

« le tiendrai plus pour mon fils. S'il succombe je le « remplacerai, et à défaut de moi, la duchesse, ma « femme, viendra d'Espagne pour prendre ma place. » (*Mendoza,* IX, 192.)

Le siége, dès lors, se changea en blocus. Les habitants voyaient chaque jour diminuer leur faible ration de vivres; aucun espoir de secours ne se montrait à l'horizon. L'excitation du combat avait cessé : les Espagnols, immobiles dans leur camp, laissaient la faim, leur plus sûr allié, miner les forces des assiégés. L'inflexible résolution d'Albe était passée dans l'âme de son fils. Parfois les assiégés, las de mourir sans combat, se ruaient dans des sorties désespérées contre les retranchements ennemis. Le sang coulait sans résultat dans ces rencontres où les Espagnols avaient rarement l'avantage.

La glace disparut enfin dans les derniers jours de février. Boussu avait fait construire une flottille de chaloupes canonnières. Les assiégés en avaient fait autant, et le prince d'Orange, campé à Sassen, à quelques lieues au sud de Harlem, avait aussi sa flottille. La lutte se rouvrit sur un autre théâtre; celui des deux partis qui resterait le maître du lac, devait l'être aussi de Harlem. Ce que d'Albe redoutait surtout, c'était la rupture des digues, seul chemin au milieu de ces plaines noyées. En effet, Orange avait envoyé à Sonoy, campé au nord de Harlem, à distance respectueuse du camp espagnol, l'ordre de rompre à tout prix la chaussée-digue qui unissait cette ville à Amsterdam; mais les Espagnols, sentant l'importance de cette route, qui seule leur amenait de la Gueldre des renforts et des vivres, jetèrent sur ce point des forces imposantes. Orange, de son côté, avait envoyé des renforts à Sonoy. On se battit sur la

terre et sur l'eau, et les Hollandais finirent par être repoussés, avec de graves pertes, après des actes de courage qui rappellent les plus beaux temps de Rome et de la Grèce. Ainsi un seul homme, Jean Haring, debout sur le point le plus étroit de la chaussée, arrêta seul l'effort des Espagnols, en se couvrant de son bouclier, et en se faisant devant lui un rempart de cadavres. Puis, quand le dernier des Hollandais eut opéré sa retraite, le nouvel Horatius Coclès se jeta à la nage, et rejoignit les siens sans avoir reçu une blessure.

Les assiégés, dans une sortie heureuse, prirent sept canons, neuf drapeaux et un riche convoi de vivres, qui ramena pour un jour l'abondance dans Harlem. Huit cents Espagnols restèrent sur le terrain, et, fait incroyable, s'il n'était attesté par tous les historiens hollandais, les assiégés ne perdirent que quatre hommes. Pour célébrer leur triomphe, ils élevèrent sur leurs remparts un tertre de gazon, avec cette inscription : « Harlem est le cimetière des Espagnols! » D'Albe, étonné d'une opiniâtreté qui égalait la sienne, put écrire avec vérité à son roi « qu'il n'y avait jamais eu au monde de guerre semblable. » Philippe répondit par de continuels envois d'argent et de soldats. Il sentait l'importance de cette lutte suprême où devait se décider le sort des Pays-Bas. D'Albe, si inhabile à administrer, avait repris sa supériorité sur les champs de bataille. Sans paraître, si ce n'est une fois en passant, sous les murs de Harlem, il dirigeait de loin les travaux du siége, avec sa sûreté de coup d'œil et son indomptable résolution.

Ce n'était pas sur terre, mais sur le lac, que le sort de Harlem devait se décider. Le 28 mai, les deux flottilles, lasses d'escarmouches sans résultat, engagèrent un combat régulier. Boussu commandait une centaine de

bâtiments, les Hollandais en avaient 150. Après une lutte opiniâtre, l'avantage finit par rester aux Espagnols : vingt-deux bâtiments hollandais furent pris, les autres dispersés. Le lac appartint sans conteste aux vainqueurs. Les forts, élevés par les patriotes, furent réduits à se rendre, et Harlem put dès lors prévoir sa chute, inévitable et prochaine.

Juin était venu : le pain manquait dans la ville. Les habitants, à bout de forces, non de courage, firent supplier le prince de tenter un dernier effort. Il répondit en les conjurant de tenir encore quelques jours, quelques semaines, si possible, et qu'il espérait les secourir. Les habitants le promirent. Le pain une fois épuisé, on en vint à se nourrir de tous ces immondes aliments qui font plus de ravages dans une ville assiégée que le fer et le feu de l'ennemi. Les rues étaient jonchées de cadavres, et souvent celui qui voulait les ensevelir tombait mourant à leurs côtés. Enfin, le 1er juillet, les assiégés demandèrent à traiter; don Fadrique s'y refusa durement. Le feu, longtemps interrompu, se rouvrit contre la ville. De tous côtés, les murs tombaient en ruines; mais le général, redoutant un dernier effort du désespoir, refusait d'ordonner l'assaut. Une dernière lettre, écrite avec du sang, vint dire au prince que, s'il ne venait pas, tout était perdu. « Tenez encore deux jours seulement, répondit « Guillaume; on est en marche pour venir vous déli-« vrer. »

Orange, en effet, pour tenir sa promesse, avait fait des efforts désespérés. A Delft, à Rotterdam, à Leyde, il avait réuni les citoyens, en les exhortant à marcher au secours de leurs frères, et en promettant de se mettre à leur tête. Électrisés par lui, 4,000 volontaires et 600 cavaliers répondirent à son appel ; mais tous le supplièrent

de ne pas exposer une vie si précieuse, et de leur laisser l'honneur de mourir sans lui pour la cause nationale. Guillaume céda à regret, et remit le commandement à Batenbourg.

Le 8 juillet au soir, l'expédition partit de Sassen, avec 400 wagons de vivres et sept canons. Ils comptaient sur la nuit pour dérober leur marche, et se flattaient, par une brusque attaque, de traverser les lignes des Espagnols. Déjà les assiégés avaient ouvert dans leurs remparts une brèche pour recevoir leurs libérateurs. Mais les assaillants avaient tué deux des messagers ailés qui apportaient à la ville la nouvelle de sa délivrance. Ils étaient sur leurs gardes, et au moment où l'expédition sortit des bois qui la masquaient, elle se trouva avoir sur les bras toute l'armée espagnole. Cette lutte inégale ne dura que quelques instants. Batenbourg resta sur le carreau avec deux ou trois mille de ses soldats. Les bourgeois qui, du haut de leurs remparts, entendaient le bruit de la fusillade, comprirent que c'en était fait de Harlem. Orange lui-même leur envoya en pleurant le conseil de se rendre. Un instant les assiégés, ne s'inspirant que de leur désespoir, songèrent à mettre le feu à leur ville, à placer au milieu d'eux les femmes et les enfants, et à s'ouvrir, l'épée à la main, un chemin à travers les lignes ennemies. Don Fadrique le sut, et craignant de perdre tout le fruit de ses efforts, il fit offrir à la ville un pardon absolu, pourvu qu'elle se rendît sans conditions.

Les malheureux habitants n'avaient pas à choisir : le 12 juillet, la ville ouvrit ses portes. Pour se racheter du pillage, les bourgeois payèrent une somme énorme. La garnison, réduite à 1,800 hommes (suivant d'Albe 2,300), wallons, français et anglais. fut massacrée de

sang-froid. Six cents Allemands furent seuls épargnés, sous serment de ne plus combattre contre le roi. Tous ceux qui s'étaient signalés dans la défense, tous les riches, tous les nobles furent exécutés. Cinq bourreaux, travaillant sans relâche, finirent par se lasser de leur œuvre, et deux ou trois cents condamnés, liés deux à deux, furent noyés dans le lac. On évalue à trois mille le nombre total des victimes; mais elles étaient assez vengées : douze mille des assaillants étaient morts pendant ce siége mémorable, d'où date l'affaiblissement de la puissance espagnole dans les Pays-Bas.

Philippe était malade, mais la nouvelle de la prise de Harlem suffit pour le rétablir. « La meilleure méde-« cine pour Sa Majesté, écrit Zayas au duc d'Albe, c'est « la joie que cette nouvelle lui a causée ; aussi a-t-elle « donné l'ordre de vous envoyer des fonds, quand il « faudrait fouiller la terre pour en trouver! » (*Corresp.*, t. II, p. 396.) Et cependant, Dieu sait de quel prix il avait payé cette conquête! Trente mille hommes et sept mois, pour prendre une des villes les moins fortes de la Hollande, douze mille vies sacrifiées et 50,000,000 de francs envoyés d'Espagne depuis cinq ans, voilà ce que coûtaient à Philippe les Pays-Bas. Dans ce gouffre sans fond où, par les confiscations, les impôts et le pillage, la Belgique versait le plus pur de son sang, l'Espagne, on le voit, avait encore plus versé qu'elle. La Hollande puisait ses forces dans ses défaites même, et l'Espagne devait s'user bien vite à de pareilles victoires.

Pendant le siége de Harlem, le duc de Medina était resté auprès du duc d'Albe, en attendant que l'heure vînt de le remplacer; car le roi voulait bien laisser d'Albe en Flandre, mais seulement pour y faire la guerre, en proclamant ainsi son incapacité dans la paix. Les rela-

tions des deux ducs, malgré le voile de feinte politesse qui les recouvrait, étaient loin d'être amicales, et tous deux se déchiraient à belles dents auprès du maître. Enfin, Medina n'y tint plus, et longtemps avant la fin du siége, il partit pour Madrid, sans même faire ses adieux au duc, qui se trouva succéder ainsi à son propre successeur. D'Albe, après son coûteux triomphe sur Harlem, crut que la terreur semée par le châtiment suffirait pour décourager toute pensée de résistance. Le 26 juillet, il publia une adresse aux habitants des Pays-Bas, où la menace perçait derrière les promesses de pardon : il invitait la Flandre « à se jeter dans les bras du roi, « comme d'un père miséricordieux, toujours prêt à les « ouvrir à ses enfants, et qui désire les rassembler, comme « une poule rassemble ses poussins sous ses ailes... » Mais la Hollande resta sourde à ces touchantes exhortations, et l'enfant prodigue ne revint pas dans les bras de son père.

Ni le sac de Naerden, ni le châtiment de Harlem n'avaient encore porté leurs fruits : pas une ville n'ouvrait ses portes. Orange, qu'aucun revers ne put jamais décourager, était toujours l'âme de la résistance. Alkmaar, la dernière cité de la Nord-Hollande, était encore aux mains des rebelles. Le duc songeait à marcher sur Alkmaar; mais il eut d'abord à réprimer une grave insurrection de ses vétérans espagnols, cantonnés dans Harlem au nombre de quatre mille. Frustrés dans leur espoir de pillage, ils se révoltèrent, et d'Albe s'aperçut, un peu tard, qu'il était plus facile de lâcher sur la Flandre cette meute affamée, que de s'en faire obéir. Une députation de soldats espagnols, déguisés en marchands, vint offrir au prince d'Orange de lui livrer Harlem, au prix de quarante mille florins; mais, si faible

que fût la somme, Orange n'était pas assez riche pour la payer. D'Albe, en revanche, acheta l'obéissance de ses troupes trente couronnes par tête, pour les dédommager du pillage de Harlem. Maître de ses soldats, d'Albe comptait l'être bientôt d'Alckmaar. Son armée vint camper sous les murs de cette petite ville, « et un moineau, « écrivait le duc, n'aurait pu y entrer ni en sortir. »

Par bonheur, peu de jours auparavant, Orange avait jeté huit cents hommes dans la place. Avec les bourgeois, à peine étaient-ils deux mille en tout, pour tenir tête aux seize mille vétérans du duc, et pourtant personne ne parla de se rendre. D'Albe, pour les intimider, disait à qui voulait l'entendre, « qu'il se repentait d'avoir épargné Har- « lem, et qu'à Alkmaar il ne voulait pas laisser une seule « créature en vie... » Sonoy savait qu'Alkmaar une fois prise, la Nord-Hollande était perdue. Il écrivit à Orange pour savoir sur quels alliés leur cause pouvait compter : « Avant de prendre en main la cause des chrétiens oppri- « més, répondit Guillaume, j'étais entré dans une étroite « alliance avec le Roi des rois ; et je sais qu'il soutient « de son bras puissant ceux qui mettent en lui leur con- « fiance. » Et en effet, Alkmaar avait besoin de compter sur l'appui d'en haut, car tout autre appui lui manquait ici-bas.

Après avoir battu pendant douze heures les murs de la ville, don Fadrique ordonna l'assaut. Il fut repoussé avec une vigueur qui rappelait celle des bourgeois de Harlem. Les Espagnols revinrent trois fois à la charge, et laissèrent dans les fossés plus d'un millier de cadavres. Les femmes, les enfants combattaient à côté de leurs maris et de leurs pères. Les pertes des assiégés, combattant à l'abri, furent minimes. Le lendemain, don Fadrique voulut ramener ses troupes à l'assaut ; mais on

avait tant répété aux Espagnols que les calvinistes adoraient le démon, qu'en voyant le courage désespéré de leurs ennemis, ils finirent par croire que le diable combattait pour eux, et ils refusèrent de marcher en avant. Rien ne put vaincre leur résolution, et force fut au général de changer le siége en blocus. Mais les habitants étaient bien décidés à ne pas attendre, comme à Harlem, que la faim les livrât à l'ennemi. D'accord avec eux, Orange envoya à Sonoy l'ordre de percer les digues du Zyp, et de mettre sous l'eau toute la Nord-Hollande. Une dépêche de Sonoy aux habitants, qui leur disait que, dans quelques jours, tout le pays serait noyé, tomba dans les mains de don Fadrique. Les Espagnols, qui avaient refusé de combattre contre des hommes, se souciaient encore moins de lutter contre les éléments. Le siége fut honteusement levé, le 8 octobre, après sept semaines de durée. Plus heureuse que Harlem, Alkmaar se vit ainsi payée de son dévouement, sans l'avoir acheté par le sacrifice de ses biens, et l'espoir commença à rentrer dans les cœurs hollandais.

La cause nationale était en veine de bonheur : trois jours après la délivrance miraculeuse d'Alkmaar, l'amiral hollandais Dirkzoon, car Guillaume et les états s'étaient enfin débarrassés du sauvage Lamarck, attaqua dans le Zuyderzée, avec vingt-cinq vaisseaux, trente navires espagnols commandés par Boussu. Ces derniers avaient pour eux l'avantage du nombre et de la force des bâtiments; et cependant, après une courte lutte, ils opérèrent leur retraite, en laissant cinq de leurs navires aux mains de l'ennemi. Le brave Boussu, indigné de cette désertion, resta seul au poste du devoir, sur le champ de bataille abandonné. Son vaisseau, comme un défi jeté aux Pays-Bas, s'appelait l'*Inquisition;* c'était

le plus grand de toute l'escadre, et l'amiral, se fiant à sa force, espérait tenir tête à l'ennemi. Cinq navires hollandais s'attachèrent à ses flancs, comme des dogues après un taureau. La lutte dura le reste du jour, et la nuit entière. Les six bâtiments, soudés l'un à l'autre, et drossés par le courant, vinrent donner contre un écueil, sans que, au milieu du feu du combat, personne s'en fût même aperçu. Enfin, le deuxième jour de cette lutte de géants, l'amiral, après avoir perdu les trois quarts de son équipage, fut contraint de se rendre. Cette capture importante assura le salut de Sainte-Aldegonde, fait prisonnier par les Espagnols. Une vie maintenant répondait de l'autre, et les négociations finirent plus tard par l'échange des deux prisonniers.

La fortune s'était décidément tournée contre le duc d'Albe. La guerre qui, jusque-là, lui avait mieux réussi que la politique, lui échappait à son tour. Partout le terrain lui manquait sous les pieds. Les partisans les plus dévoués de l'Espagne, Viglius à leur tête, se sentant soutenus à Madrid, s'étaient tournés contre lui. Chaque séance du conseil d'État était une lutte où d'Albe finissait toujours par être vaincu. Le duc s'était établi à Amsterdam; et là, réagissant contre la haine publique par de nouvelles cruautés, il faisait brûler à petit feu un noble hollandais, M. d'Uitenhove. Mais ce règne de sang touchait à son terme : d'Albe aspirait à quitter les Pays-Bas, où il ne pouvait plus rien, ni pour sa gloire, ni pour le service de son maître. Aux lauriers du duc en Flandre, il manquait un dernier fleuron, la banqueroute. Après avoir convoqué tous ses créanciers, soi-disant pour les solder, il quitta Amsterdam la nuit, en laissant derrière lui la ruine dans toutes les fortunes, et la haine dans tous les cœurs.

Le stage qu'avait fait en Flandre le duc de Medina-Celi n'avait point inspiré au roi le désir de l'y renvoyer. Le choix de Philippe s'arrêta sur don Luis de Requesens, grand commandeur de Santiago, son ambassadeur à Rome. Le 17 novembre, Requesens arriva à Bruxelles; il y fut reçu avec de sincères témoignages de la joie publique. Il suffisait, pour être populaire en Flandre, de venir y remplacer le duc d'Albe. Ce dernier était alors malade de la goutte, et passait presque toutes ses journées au lit. Il s'exécuta de bonne grâce, et remit tous ses pouvoirs aux mains de son remplaçant. Malgré son impatience de partir, il consentit à rester près de lui un mois, pour le guider de ses conseils. Enfin, le 18 décembre, d'Albe quitta ce pays auquel il avait fait, dans les sept ans qu'il y avait passés, tout le mal qu'il est donné à une créature humaine de faire ici-bas. La Flandre respira plus à l'aise quand il fut parti; le joug espagnol même lui parut léger quand ce ne fut plus la main d'Albe qui le lui fit porter.

Il est difficile d'évaluer le nombre des victimes du duc. Lui-même, à Madrid, se vanta plus tard d'avoir fait mourir par la main du bourreau dix-huit mille six cents personnes dans les Pays-Bas, sans compter celles qui avaient péri par la faim ou sur les champs de bataille. Ce chiffre est probablement exagéré, et d'Albe a surfait sa gloire. Mais, malgré la joie officielle que témoigna le duc de quitter la Flandre, il était triste au fond du cœur, c'est lui-même qui nous l'apprend, de ce qu'après toutes ses fatigues, il n'avait pas au moins l'approbation de son maître, pour le consoler de la haine des Pays-Bas.

Le roi, pour inaugurer la nouvelle administration, avait préparé un projet de pardon ; d'Albe, naturellement, fit tout ce qu'il put pour s'y opposer. Philippe,

avant de publier le projet, le remania longtemps, suivant les avis du duc; et quelques jours avant son départ, il lui écrivait encore : « ..... Vous savez qu'une des choses « qui ont le plus mécontenté ceux des Pays-Bas, c'est « le *conseil des troubles*... Je vous recommande de voir « avec le commandeur s'il ne convient pas de donner au « pays une sorte de satisfaction; car on m'affirme que « de l'abolition dudit conseil et de la publication du par- « don dépend le rétablissement de l'ordre... Je vois que « les choses en sont venues à ce point qu'il faut penser « à tous les moyens possibles de le rétablir, surtout *en « présence d'une pénurie d'argent telle que nous ne pou- « vons plus ni avancer ni reculer,* bien que je n'entende « leur accorder rien qui ne soit juste et compatible avec « notre sainte foi et mon autorité, quand même je de- « vrais perdre les Pays-Bas. » (*Corresp.*, II, 414-16.) Ainsi, on le voit, du duc d'Albe et de son maître, le plus pitoyable, ou tout au moins le plus intelligent, c'est encore Philippe.

Quant au duc d'Albe, il a atteint le but qu'il s'était proposé : il a ruiné les Pays-Bas, ne pouvant les soumettre. Il y a deux hommes chez lui, l'administrateur et le soldat. Commençons par rendre justice au dernier : d'Albe est un véritable homme de guerre, de cette grande école italienne où la science règle tout, jusqu'à la témérité. Avec un adversaire comme Guillaume, réduit à jouer toutes ses chances sur un coup de dés, tout autre que d'Albe eût probablement été battu, et c'est surtout en évitant la bataille qu'il a su la gagner. A la cruauté près, qui appartient au siècle autant qu'à l'homme, sa conduite de la guerre dans les Pays-Bas nous paraît irréprochable. Général et soldats, dans cette guerre si nouvelle pour eux, où il faut lutter à la fois contre le pays

et contre ses habitants, et conquérir le sol où l'on doit se battre, ont rivalisé de courage et de dévouement. Don Fadrique s'est montré digne de son père ; chacun a fait son devoir ; Philippe, en perdant la Hollande, pourra se vanter que l'honneur espagnol est sorti sain et sauf de la défaite même.

Mais, ce qui est plus grand cent fois à nos yeux que le talent du général et le courage du soldat, c'est le dévouement de ces pauvres bourgeois de Harlem et d'Alkmaar, dont tout ami de la liberté ne prononcera jamais le nom qu'avec respect. Au-dessus d'Albe, ce Fabius espagnol qui sait vaincre à force d'attendre, nous n'hésitons pas à mettre Guillaume d'Orange, espérant, comme les chrétiens, contre toute espérance, lassant la fortune à force de constance, et toujours prêt à recommencer la partie perdue. Chez d'Albe, nous pouvons admirer le soldat, mais rien de plus ; sous ce point de vue même, peut-être doit-on le placer au-dessus d'Orange, qui reste un grand général, même sans l'égaler.

Reste à juger l'administrateur, et chez le duc d'Albe, c'est le côté faible. Ses services militaires sont plus que contre-balancés par ses échecs politiques et financiers. Il a fait perdre à Philippe une partie des Pays-Bas, et s'il ne lui a pas aliéné l'autre, c'est qu'il n'y est pas resté plus longtemps. A ce point de vue seulement, on peut regretter son départ ; car, lui présent, le divorce n'eût jamais eu lieu entre les provinces du midi et celles du nord. L'histoire n'aurait pas à enregistrer ce triste exemple d'une nation scindée en deux moitiés, dont l'une aspire à la servitude avec autant de passion que l'autre à la liberté.

Il faut en finir avec le duc d'Albe, que nous ne rencontrerons plus dans les Pays-Bas qu'à la trace de sang

qu'il y a laissée après lui. Accueilli par le roi à Madrid, comme le plus ferme soutien de l'Église et de la monarchie, admiré et respecté en Espagne à proportion du sang qu'il avait fait couler, d'Albe reconquit peu à peu la faveur de son maître, tempérée au début par un peu de froideur, calculée dit-on, pour « contenter les Flamands. » (*Archiv.*, IV, 262.) Don Fadrique ayant attiré sur lui la colère du roi, en séduisant une fille d'honneur de la reine, et en refusant de réparer sa faute par le mariage, le père fut enveloppé dans la disgrâce du fils, et emprisonné avec lui. La guerre de Portugal, et le besoin qu'on eut de ses services le firent bientôt tirer de sa prison. Nous le retrouverons sur ce nouveau champ de bataille.

LIVRE XXX

CHAPITRE I

RÉBELLION DES MAURES D'ANDALOUSIE.

1568-71.

Un nouveau personnage va paraître sur la scène, c'est don Juan d'Autriche, qu'on a peine à croire le frère de Philippe II, tant il ressemble peu à son aîné. Et pourtant, cherchez bien, et dans les deux fils de Charles-Quint, vous le retrouverez tout entier: à l'un, il a légué son fanatisme, avec ses habitudes d'ordre et de travail; à l'autre, tout ce qui restait de fougue et d'aventure dans cette nature si bien disciplinée du grand empereur; à don Juan, la volonté ardente, indomptée, qui ne connaît pas d'obstacles, et le coup d'œil du général avec le courage aveugle du chevalier errant; à Philippe II, l'opiniâtreté poussée jusqu'à la folie, l'absolutisme qui aime mieux perdre une couronne qu'abdiquer le moindre de ses droits; enfin l'obéissance passive à l'Église, et la volonté réfléchie de courber toutes les têtes sous le joug que lui-même a subi. De ces deux natures si contraires faites-en

une seule, et vous avez Charles-Quint, moins le plus beau de ses dons, le génie politique, qui a manqué à ses deux fils, et qui est, après tout, la gloire la plus solide de ce beau règne.

De ces deux moitiés d'un grand homme, don Juan est incontestablement la plus aimable. Nous aurons, dans le cours de ce récit, plus d'une occasion de dire ce qui lui manquait; mais don Juan, avec toutes ses lacunes, n'en est pas moins un des plus brillants caractères de ce siècle où la grâce et la solidité se trouvent rarement réunies. Il est, avec François Ier, le dernier représentant de l'esprit de la chevalerie, le dernier type du caractère espagnol au moyen âge, tel qu'il nous apparaît dans les légendes héroïques du Cid et de Bernardo del Carpio. La jeunesse de don Juan, sous le voile romanesque qui la couvre, est parée d'un prestige qui désarme presque les sévérités de l'histoire.

De l'Andalousie à Lépante, la carrière du héros, constamment ascendante, ne touche à son déclin que le jour où, au lieu d'avoir affaire à des esclaves révoltés, il se trouve en face d'un peuple libre qui a pris les armes pour la défense de ses droits. Alors don Juan est forcé de quitter le terrain de la légende pour celui de la réalité. Cette auréole chevaleresque qui l'entourait s'évanouit bien vite, quand la diplomatie vient remplacer les grands coups d'épée. Le vainqueur de Lépante, changé en vice-roi des Pays-Bas, n'est qu'un pauvre adversaire pour tenir tête à une Élisabeth ou à un Guillaume d'Orange.

Toutefois, il faut l'avouer, la première apparition du fils de Charles-Quint dans l'histoire ne manque ni de grandeur ni d'éclat. En 1565, le royal aventurier était âgé de dix-sept ans à peine, quand le siége de Malte et l'héroïque défense d'une poignée de chevaliers contre les

forces d'un empire vinrent réveiller ses instincts chevaleresques. Instruit depuis peu du secret de sa naissance, Juan voulut saisir cette occasion de prouver au monde qu'il était vraiment le fils de Charles-Quint. A peine installé à la cour, sans demander à son frère un consentement qu'il est sûr de ne pas obtenir, il quitte tout pour aller s'engager comme volontaire dans cette croisade où l'Espagne brûlait de le suivre. Retenu à Saragosse par la fièvre, une lettre du roi l'y atteint, et lui défend de partir. Juan n'en tient compte, et à peine guéri, il se remet en route pour Barcelone. Il y arrive au moment où venait d'en partir la flotte sur laquelle il comptait s'embarquer; sans se laisser abattre par ce contre-temps, il se dispose à partir pour Marseille, et à y fréter un navire, quand une seconde lettre du roi vient lui intimer l'ordre formel de renoncer à son projet, sous peine de disgrâce. Il obéit en frémissant, avec l'amer sentiment que l'Espagne et son souverain sont infidèles au plus saint de leurs devoirs, en laissant périr sans secours les champions de la chrétienté.

L'occasion manquée devait se retrouver plus tard; mais elle ne fut pas perdue pour l'honneur de don Juan. L'Espagne sut désormais que, à côté de son prudent monarque, elle avait un jeune prince qui comprenait ses instincts héroïques, et saurait les satisfaire au besoin. En poussant à la croisade, toujours populaire dans la patrie du Cid, Juan avait rencontré la fibre nationale. Cette jeune noblesse qui s'endormait dans les plaisirs, faute d'aliment pour sa flamme héroïque, rougit de s'être laissé devancer par lui dans le chemin de l'honneur, et Philippe dut peut-être à cette échauffourée de jeune homme la tardive résolution qui sauva Malte et ses braves défenseurs. En tout cas, disons-le à l'honneur de Philippe, la popu-

larité de son jeune frère ne parut diminuer en rien sa confiance et son affection pour lui.

En 1568, le roi essaya, pour la première fois, le courage et les talents de son frère, alors âgé de vingt ans, en lui confiant le commandement d'une escadre, chargée de défendre les côtes de la Péninsule, et de purger ses mers des corsaires qui les infestaient. Requesens, alors ambassadeur à Rome, fut chargé de diriger le jeune amiral dans cette école pratique de guerre et de navigation. C'est là que Juan rencontra pour la première fois les Turks, ses éternels ennemis. Après une série d'engagements heureux, dignes préludes de Lépante, Juan rentra à Carthagène, traînant à sa suite une foule de captifs, avec un riche butin.

Aux yeux de l'opinion, plus puissante qu'on ne le croit, même dans une monarchie absolue, du moment où il s'agissait de combattre le croissant, sur terre ou sur mer, il n'y avait qu'un général possible, c'était le bâtard de Charles-Quint. Quand vint à éclater la révolte des Maures d'Andalousie, don Juan se trouva naturellement désigné. Philippe, se défiant de l'inexpérience de son frère, hésitait à lui confier cette tâche ingrate; mais lorsque, en dépit des sages conseils de Mondéjar, les voies de la rigueur furent préférées à celles de la clémence, Philippe pensa qu'un prince du sang royal pourrait seul dominer tous les amours-propres rivaux, et donner à la guerre l'unité qui lui manquait. Mais Philippe, on le sait, n'accordait jamais sa confiance qu'à demi. Jaloux de toute autorité rivale de la sienne, le roi ne laissa dans les mains du jeune général que l'ombre du pouvoir. Son gouverneur, Quijada, fut attaché à ses pas, pour tempérer par sa prudence la fougue de son élève. Un conseil de guerre, composé de Mondéjar, du

duc de Sesa, du président Deza, du primat de Grenade et de Quijada fut chargé de contrôler toutes les résolutions de l'infant. En cas de partage, la décision finale appartenait au roi. Conduite par un conseil en lutte avec lui-même et avec son chef nominal, la guerre était d'avance frappée d'impuissance. Le vrai chef de l'expédition, c'était Philippe qui, du fond de son cabinet, prétendait tout diriger, et dont l'incapacité jalouse se bornait, pour toute action, à empêcher les autres d'agir.

En avril 1569, don Juan, suivi d'un brillant état-major, se dirigea vers Grenade. Amis comme ennemis, tout le monde y souhaitait sa présence. Les Maures espéraient en lui un médiateur, un juge, assez puissant pour pardonner, assez juste pour ne frapper que les coupables. Quelques paroles de sympathie, adressées par lui aux veuves et aux enfants des prisonniers égorgés, qui vinrent implorer sa justice, ranimèrent encore ces espérances. Elles devaient être bien cruellement déçues. En effet, les notables maures de la ville vinrent réclamer contre les persécutions dont ils étaient l'objet. Mais le fils de Charles-Quint ne pouvait pas descendre jusqu'à pactiser avec des infidèles. « Justice et protection pour ceux qui ont « marché dans le sentier du devoir, châtiment sans « merci pour les rebelles ! » Telle fut sa seule réponse : A dater de ce jour, les musulmans purent comprendre qu'au lieu d'un juge, c'était un ennemi qu'ils avaient devant eux. Victimes de la force brutale, c'était à elle seule qu'ils devaient en appeler.

Nous avons laissé (tome VIII, p. 445) Aben-Humeya, abritant dans les ravins des Alpujarres sa royauté vagabonde, et attendant pour sa race des jours meilleurs qui ne devaient pas venir. Mais bientôt, les imprudentes hauteurs de don Juan, les exécutions sans pitié de los Velez,

et le fanatisme aveugle de l'archevêque et du président Deza, se chargèrent de recruter pour lui. Les *Maures de la paix*, restés sous l'autorité de la couronne, et convertis, au moins des lèvres, exaspérés par les mauvais traitements des soldats logés chez eux, vinrent peu à peu se ranger sous le drapeau national, autour du monarque de leur choix. Quelques secours arrivèrent de Barbarie, et bientôt ce roi fugitif, errant de caverne en caverne, se vit de nouveau à la tête d'une armée. Le sol, les habitants, les souvenirs, tout combattait pour lui; mais averti par ses échecs passés, le *reyezuelo* renonça sagement aux batailles rangées, et résolut d'opposer aux chrétiens la guerre de buisson (*guerrilla*), plus meurtrière cent fois pour l'ennemi que toutes les batailles.

Les Espagnols, du reste, semblaient avoir pris à tâche de lui rendre le succès plus facile. Le conseil de guerre se rassembla, et dès la première séance, on vit éclater les germes de discorde qui couvaient dans son sein. Mondéjar s'engageait à pacifier l'Andalousie, si on voulait lui confier la conduite des affaires. Le sage Quijada et don Juan inclinaient vers cet avis; mais l'implacable Deza, appuyé par le prélat, insista sur la honte de pactiser avec une race rebelle, irréconciliable ennemie de la foi et du roi. « Point de paix durable aussi longtemps que les Maures de la *Vega* pourront communiquer avec leurs frères de la montagne, ou leurs alliés africains. Le seul moyen d'en finir, c'est de déporter dans l'intérieur de la Péninsule tout ce qui restait de cette race traîtresse; puis de promener dans leurs montagnes le fer et le feu, et d'exterminer sans pitié tout ce qui ne se sera pas soumis. » Entre deux avis si opposés, le conseil ne put parvenir à se mettre d'accord, et il fallut en référer au roi. Un temps précieux fut ainsi consumé. Aben-Humeya en

profita pour organiser son armée, harceler les détachements chrétiens, et s'emparer des convois d'armes et de munitions.

Don Juan, désolé de ces délais, les employa du moins à aguerrir ses soldats, et à y incorporer les nombreux volontaires qui accouraient de toutes parts à son appel. Écarté, par l'ordre exprès de son frère, du théâtre de la guerre, il voyait en frémissant le marquis de los Velez poursuivre la campagne dans l'est, et correspondre directement avec le roi, sans rendre compte de ses opérations à son chef nominal. Mais abrégeons ces monotones récits de guerre et de massacre. Ce n'est pas la révolte des Maures que nous voulons raconter, c'est le dénoûment nécessaire et prévu de cette lutte, aussi vieille que l'Espagne, et qui fait le fond de son histoire : c'est l'extermination ou l'exil de la race vaincue; c'est le triomphe de la race victorieuse, s'épurant sans cesse à l'aide des bûchers, et restant seule avec l'inquisition sur les ruines qu'elle a faites.

Malgré les efforts du marquis de Velez pour prendre pied dans les Alpujarraz, il fut forcé de reculer jusqu'à la mer. L'insurrection, dès lors, gagna chaque jour du terrain, surtout dans la *Sierra* de Alhama, entre Malaga et Grenade. Les éclaireurs musulmans vinrent même pousser leurs reconnaissances jusqu'aux portes d'Almeria; mais un renfort de vétérans italiens, amené par Requesens, changea brusquement la face des affaires. Une expédition heureuse dans la *Sierra* de Bentomiz rétablit un instant l'équilibre. Philippe, après de longues hésitations, avait fini par donner raison à Deza contre Mondéjar. L'expulsion de tous les Maures, et l'extermination des rebelles, tel fut le mot d'ordre envoyé de Madrid. Le 23 juin, un décret royal ordonna à tous les Maures

de dix à soixante ans, qui habitaient Grenade, de se rendre à leurs paroisses pour y entendre leur arrêt. Les femmes obtinrent quelques jours de délai pour vendre ce qu'elles ne pouvaient emporter. Les malheureux, brisés par le malheur, se soumirent sans résistance. On leur fit passer la nuit dans les églises, parqués comme des troupeaux. Le lendemain, on les réunit tous, domptés par la faim, la fatigue et la peur, dans la cour du grand hôpital, entourés de soldats prêts à faire feu au premier signe de révolte. Là, on les compta, comme on compte, sur la côte d'Afrique, les esclaves qu'on embarque. Leur nombre dépassait trois mille cinq cents. On les divisa en plusieurs bandes, chacune sous une forte escorte. La plupart furent dirigés sur la nouvelle Castille. Aucun n'obtint la faveur de rester en Andalousie. « C'étoit un « lamentable spectacle, dit Marmol (liv. VI, ch. 29), que « de voir ainsi des hommes de tout rang, de tout âge, « la tête basse, les mains jointes, le visage baigné de « larmes, jeter un regard d'adieu sur leurs maisons, « leurs familles, leur patrie, sans savoir même ce qu'on « allait faire d'eux et de leur pauvre vie. »

Les habitants de la campagne, avertis par le sort de leurs frères de la ville, eurent le temps de s'enfuir à la montagne, en emportant leurs effets les plus précieux, et de cacher ou de détruire le reste. Ce riche bassin, arrosé par deux fleuves, le Darro et le Xenil, resta depuis ce jour ce qu'il est encore aujourd'hui, un désert fait de main d'homme. La malédiction de Dieu, partout visible à l'œil et présente à la pensée, reposa depuis lors sur l'Espagne, comme sur la Judée, à peine plus nue et plus désolée. Les fugitifs, maltraités, pillés par leurs gardiens, éprouvèrent dans leur long et pénible voyage toutes les extrémités des souffrances humaines. Exposés aux injures de

l'air, à la fatigue, aux insultes, aux coups, à la soif, à la faim même, car l'autorité, dans sa brutale insouciance, n'avait daigné pourvoir à aucun de leurs besoins, la plus grande partie de ces malheureux expira en chemin, les uns de fatigue, d'autres sous les coups, ou massacrés de sang-froid par leurs bourreaux. Les survivants n'atteignirent leur nouvelle patrie que pour y vivre suspects et repoussés par ces haineuses préventions que trois siècles n'ont pas pu détruire!

Le conseil, qui siégeait à Grenade, était plus divisé que jamais. L'infant ne le présidait plus que de nom. La désertion décimait son armée; les vivres manquaient, comme si on eût fait la guerre en pays étranger. Grenade, veuve de l'industrieuse population qui faisait sa richesse, n'était plus que l'ombre d'elle-même : l'herbe croissait dans l'Alhambra et dans l'Albaycin. Le soldat se dédommageait aux dépens des chrétiens de n'avoir plus à rançonner les infidèles. La mésintelligence était profonde entre le peuple et l'armée. Enfin, les choses en vinrent au point que le roi, toujours infatué de los Velez et de son système de guerre à outrance, se décida à faire venir Mondéjar, sous prétexte d'apprendre de lui la situation des affaires. Ce n'était pas une disgrâce, mais un expédient pour laisser le champ libre à son rival. Nommé à la vice-royauté de Valence, et plus tard à celle de Naples, Mondéjar ne revint plus en Andalousie.

Le plan de campagne une fois arrêté, restait à l'exécuter. Philippe avait transféré sa cour à Cordoue pour être plus à portée du théâtre de la guerre; mais la pensée ne lui vint pas un instant d'animer l'armée de sa présence, comme l'auraient fait son père et ses aïeux, les conquérants de Grenade. Los Velez, à la tête de douze mille hommes, rentra dans les Alpujarras, égorgeant

tout ce qui osait résister, et pénétra jusqu'à Valor, où l'attendait *el reyezuelo*. Incapable de lutter contre la tactique chrétienne, les Maures lâchèrent pied; mais les débris de l'armée d'Aben-Humeya se reformèrent autour de lui. Les Maures en revinrent à la guerre de détail, plus conforme à leurs instincts, et leurs partisans portèrent le fer et la flamme jusque sous les portes de Murcie. Los Velez, épuisé de son effort, était allé se reposer à Calahorra, et perdait ainsi, avec un temps précieux, tous les fruits de sa victoire. Rien n'avait été prévu pour la subsistance des troupes. Le pays était épuisé; la disette, la faim, la désertion décimaient l'armée. Les volontaires, las de n'avoir plus ni à se battre ni à piller, retournaient dans leurs foyers par compagnies entières, tambours en tête et mèches allumées. Le fils du marquis de Velez essaya d'arrêter les fugitifs, et fut massacré. Des douze mille hommes qui avaient quitté Grenade, à peine en restait-il trois mille; c'étaient, il est vrai, les vieilles bandes italiennes, l'élite de l'armée; mais les pires ennemis du marquis étaient dans le conseil, et c'est par eux qu'il fut vaincu à la fin. On dénonça au roi son inconcevable inaction, et Philippe rendit, le 19 octobre, un décret où il exprimait sa résolution de « porter le fer et le feu dans toutes les provinces révoltées, et de n'accorder aux rebelles aucun quartier. »

Mais il est temps de revenir à Aben-Humeya. Ce roi de parade, que ses dons extérieurs avaient désigné au choix de la foule, n'avait su montrer ni les talents de l'homme d'État, ni ceux du général, et était resté constamment au-dessous de sa fortune. Son penchant effréné pour les femmes, sa cruauté mêlée de ruse, le sang qu'il versait à flots sous le moindre prétexte, avaient semé autour de lui la désaffection. Quelques négociations enta-

mées entre lui et don Juan l'avaient même fait soupçonner de trahison. Mais ce règne éphémère touchait à son terme. Un de ses officiers, à qui il avait enlevé une femme qu'il aimait, simula une lettre de lui qui ordonnait le massacre de tous ses auxiliaires barbaresques. Il s'assura l'appui d'un des généraux de l'émir, Aben-Aboo, le même qui avait souffert les plus cruelles tortures plutôt que de trahir la retraite de son roi. Un complot est ourdi entre les chefs mécontents. On offre la couronne à Aben-Aboo qui l'accepte. Aben-Humeya essaye d'abord de se disculper; mais, voyant que sa perte est décidée : « Je « meurs chrétien, dit-il, et toi qui vas me succéder, tu « mourras comme moi ! » En même temps, il passe lui-même à son cou le cordon qui doit l'étrangler, jette son manteau sur sa figure, et meurt plus dignement qu'il n'avait vécu. Don Juan, apprenant que, au moment d'expirer, il avait fait profession de christianisme, lui fit donner une sépulture chrétienne.

Aben-Aboo, son successeur, était à tous les titres bien supérieur à lui; sa vie était restée sans tache jusqu'au jour où un crime heureux lui ouvrit le chemin du trône. Aussi dévoué à ses devoirs que l'autre à ses plaisirs, à la sagacité dans les desseins, il unissait la fermeté dans l'exécution. Si ce fragile empire avait pu être sauvé par la main d'un homme, il l'eût été par celle d'Aben-Aboo. Mais l'Islam avait fait son temps en Europe; avant de rentrer dans ses déserts, il allait montrer encore une fois tout ce que renferme en lui d'instabilité ce double despotisme, religieux et militaire, propre à conquérir, mais inhabile à fonder.

Depuis huit mois déjà, don Juan languissait dans Grenade. Enfin, sur les instances de son frère, Philippe consentit à lui rendre sa liberté d'action. L'armée, notable-

ment renforcée, fut divisée en deux moitiés inégales. L'infant, à la tête de la plus forte, devait remplacer los Velez, et purger de rebelles la frontière de Murcie; l'autre, avec Sesa, était chargée d'occuper les Alpujarras, et de couvrir Grenade. Du moment où l'on sut que don Juan marchait à la tête de l'expédition, une foule de nobles et de volontaires, affamés de gloire et de butin, accoururent sous ses drapeaux. Le premier soin du jeune général fut de rétablir la discipline, absente de son armée. Quelques exemples de rigueur furent nécessaires, sur les chefs plus encore que sur les soldats. Sur quarante-cinq capitaines, il fallut en casser trente-sept. Avant de s'attaquer aux rebelles, l'armée eut d'abord à se vaincre elle-même.

Nous ne suivrons pas le fils de Charles-Quint dans cette guerre qui n'a d'importance que par ses résultats. Quijada, qui continuait à exercer sur son élève une tutelle peu d'accord avec son âge et sa dignité, lui fut donné pour guide avec Requesens; l'infant ne devait rien décider que sur leur avis. Philippe, sincèrement attaché à son jeune frère, n'avait pas la même confiance dans sa sagacité que dans son courage. Le 29 décembre, don Juan, à la tête de cinq mille hommes au plus, se dirigea vers Baza, où Requesens lui amena un puissant renfort.

Le siége de Galera, abandonné par los Velez, fut repris par l'infant, et poussé avec vigueur. La place, bien munie de vivres, passait pour imprenable. Deux assauts furent livrés et repoussés, avec une égale furie. Les femmes combattaient à côté de leurs maris, et ranimaient leur courage. Don Juan, exaspéré, s'écria : « Ces chiens « de rebelles payeront cher le sang qu'ils nous ont coûté. « Je veux que le premier assaut nous livre la place; mais, « j'en jure Dieu, quand elle sera prise, hommes, femmes

« et enfants, tout sera passé au fil de l'épée. Les mai-« sons seront rasées jusqu'au sol, et l'on sèmera du sel « sur les ruines! » L'armée, électrisée, se prépara à un nouvel assaut. La mine ouvrit aux assaillants un large chemin, et l'armée s'y rua tout entière. La résistance fut désespérée : devant chaque maison il fallut livrer un siége, et chaque pouce de terrain fut conquis au prix du sang. Deux mille habitants, cernés de toutes parts, s'étaient retranchés sur une des places; sanglants, épuisés de fatigue, ils demandèrent à se rendre. On ne leur répondit qu'à coups de fusil, et tous furent massacrés jusqu'au dernier.

Quatre ou cinq cents femmes et enfants, échappés à la rage du vainqueur, s'étaient entassés comme un troupeau dans un étroit espace. Les Espagnols, plus affamés de butin que de sang, voulaient les épargner pour les vendre; mais don Juan, froidement implacable, rappela aux soldats leur consigne, et leur envoya sa garde pour les aider dans leur œuvre de sang. Tout fut égorgé sans pitié; ce général de vingt ans, aguerri, comme tout vrai Espagnol, à la vue du sang, resta spectateur impassible de cette horrible scène. Quand tout ce qui pouvait porter une épée, adolescents, hommes, vieillards, eut été égorgé, il restait encore douze ou quinze cents femmes et enfants. Le soldat, fatigué de cette boucherie, finit par refuser de tuer, quand il pouvait vendre. Don Juan, bien malgré lui, se résigna à manquer à sa parole, et abandonna à ses soldats cette riche proie. Il s'en vengea sur les maisons qui furent toutes démolies. Il ne resta plus de cette ville infortunée que le souvenir de la révolte et celui du châtiment.

A dater de ce jour, la renommée de l'infant se répandit dans toute la péninsule, et même au delà. La foi, telle

que l'Espagne la comprend, avait trouvé en lui son champion. Pas une voix ne s'éleva pour flétrir cette froide cruauté que la religion du Christ eût dû laisser à celle de Mahomet. L'Europe catholique battit des mains comme l'Espagne; le saint-père, enthousiasmé, offrit au vainqueur de Galera le bâton de général en chef de la ligue qu'il organisait contre l'empire ottoman.

Mais dans cette guerre désultoire, les revers alternèrent bientôt avec les succès. Les Espagnols, dans une attaque trop précipitée, perdirent cinq cents hommes sous les murs de Seron. Le fidèle Quijada, blessé à mort dans cette rencontre, languit plusieurs semaines avant de s'éteindre dans les bras de don Juan.

Seron, abandonné par sa garnison, finit par capituler. L'infant, affranchi d'une tutelle gênante, était devenu maintenant seul responsable de tous ses actes. Plusieurs places fortes imitèrent l'exemple de Seron. La chance tournait décidément du côté des chrétiens. Moins inexorable, don Juan eût peut-être inspiré moins de terreur, et la guerre eût duré plus longtemps. D'ailleurs, depuis que le pape, de concert avec Philippe, travaillait à tourner contre les Turks tout l'effort de la chrétienté, Juan, impatient de se rendre au poste d'honneur où Pie V l'appelait, brûlait de quitter un théâtre trop étroit pour lui. Mais plus cette guerre était indigne de lui, et plus il lui importait de ne pas laisser son œuvre inachevée. Pour en finir, tous les moyens lui étaient bons, et tout en poussant la guerre avec vigueur, le vainqueur de Galera ne dédaigna pas de négocier. Pour mieux décider les rebelles à traiter, Juan imprima à la guerre un caractère d'extermination plus marqué. Plus la résistance diminuait, et plus la répression devint sans pitié. Philippe, aussi pressé d'en finir que son frère, lui envoya, avec de

nouveaux renforts, des ordres plus impitoyables que jamais. Là où le fer ne suffisait pas, on employa le feu. Des troupeaux d'hommes, de femmes et d'enfants, fuyant devant l'ennemi, furent traqués dans des cavernes où ils se réfugiaient, enfumés avec de la paille mouillée, et étouffés sans pitié. En même temps, une proclamation du roi promit un pardon complet à tous ceux qui, dans le délai de vingt jours, mettraient bas les armes. Tous ceux qui s'y refuseraient, quels que fussent leur sexe et leur âge, devaient être mis à mort.

Sesa, de son côté, envahit les Alpujarras avec douze mille hommes. Aben-Aboo avait à lui en opposer à peu près autant. Les deux chefs semblaient d'accord pour éviter toute bataille rangée; mais, dans les rencontres partielles, les chrétiens eurent partout l'avantage. Aidées par le succès des armes espagnoles, les négociations marchaient à grands pas. En voyant ses places fortes tomber une à une, et le cercle de sa royauté se rétrécir chaque jour, l'orgueil d'Aben-Aboo était descendu au niveau de sa fortune. Pénétré, comme tous les siens, de la nécessité de se soumettre, il ne disputait plus que sur les conditions. Après de longs débats, où l'orgueil castillan se montra dans toute sa dureté, El-Haba qui, au nom de son maître, vint dans le camp de l'infant, s'humilier devant le vainqueur, comme Vercingétorix devant César. Pour son souverain et pour lui-même, le négociateur obtint tout ce qu'il voulut. Pour les Maures, les bases du traité furent la déportation et l'exil, avec de vagues promesses de clémence. Et cependant ce traité, si oppressif, fut encore trouvé trop doux par Deza et par les inquisiteurs, et les chaires retentirent de déclamations furibondes contre l'excès de la *clémence royale*.

Le traité n'avait satisfait personne, pas même Aben-

Aboo qui l'avait conclu. Un nouveau renfort, venu de Barbarie, acheva de tourner la tête du *reyezuelo*. Rejetant sur son envoyé la faute de la négociation, il le fit étrangler, et la guerre se ralluma avec une nouvelle furie dans le district de Ronda. Mais l'Espagne chrétienne avait senti sa supériorité; elle réunit toutes ses forces dans un suprême effort. Le duc d'Arcos fut chargé d'écraser la rébellion de Ronda; don Juan, de dévaster tout le pays à l'est de Grenade. Requesens envahit les Alpujarras, et y sema partout la terreur. L'œuvre de destruction, conduite avec un rare ensemble, s'étendit sur tout le midi de la péninsule. On voit encore la trace de cette lutte sanglante dans les tours isolées ou guérites (*atalayas*), qui se dressent au sein de cette campagne désolée. De Velez-Malaga à Grenade, deux longues journées de chemin, le voyageur ne rencontre qu'une seule ville, Alhama. Pas une habitation isolée; à peine de loin en loin un village, ou plutôt un amas de ruines, où se presse une population hâve, déguenillée, qui ose à peine cultiver ses champs, et rentre en hâte le soir, en abandonnant la plaine à la *malaria* et aux bandits... Voilà les trophées de don Juan, voilà cette belle Andalousie, si chantée par les poëtes! Voilà l'Espagne, telle que l'a faite l'inquisition, après une croisade de huit siècles.

Vers la fin d'octobre, on pouvait considérer l'insurrection comme réprimée. Les rares débris des bandes révoltées, traquées de défilé en défilé, périssaient un à un, poursuivis par les paysans, qu'animait une prime de vingt ducats pour chaque tête de rebelle. L'œuvre de *pacification*, comme l'appellent les historiens castillans, fut consommée par un décret de Philippe qui ordonnait à tout Maure, sans exception, de sortir du

royaume de Grenade. « Ceux qui n'ont pas pris part à « la rébellion, dit le décret, ne doivent pas être punis. « Nous n'avons aucun désir de leur faire tort; mais ils « ne peuvent désormais cultiver leurs terres, et ce serait « une tâche sans fin que de séparer les innocents des « coupables. » La conclusion, bien digne des prémisses, c'est « qu'il faut confisquer en bloc les biens de tous les « Maures, rebelles ou innocents, sauf à indemniser ces « derniers. » Inutile d'ajouter que cette indemnité ne fut jamais payée.

Les terres et les maisons des exilés devenaient la propriété de la couronne. Quant à leurs biens meubles, l'État s'engageait à les leur racheter, à un taux fixé d'avance, et à pourvoir pendant le voyage à leur bien-être et à leur sécurité. Les enfants ne devaient jamais être séparés de leurs parents, ni les femmes de leurs maris. On leur assigna pour demeure les parties les plus arides de l'Andalousie, des deux Castilles, de l'Estramadure et de la Galice. On comptait sur leur industrie pour féconder ces déserts, et elle n'y a pas manqué. Sur ce sol qui se repose depuis tant de siècles, partout où une irrigation savante a porté la vie, on peut dire : « Les Maures ont passé par ici! » Là où on ne voit que des ruines et des déserts, on peut ajouter : « Ils « n'y sont pas restés! »

Le départ, le voyage, tout s'accomplit dans l'ordre le plus édifiant. Jamais troupeau de moutons ne se laissa plus paisiblement mener à l'abattoir. Le fatalisme avait fait son œuvre, et tué toute énergie dans les cœurs. Les Espagnols eux-mêmes rendent hommage à la docilité des Maures. A quoi bon résister, n'*était-il pas écrit* qu'il fallait céder? Quelques légers désordres eurent lieu çà et là; mais on en eut bien vite raison en massacrant

les hommes, en vendant les femmes et les enfants. Un corps d'armée occupait les Alpujarras. Les émigrants, parqués dans leurs églises, y attendaient patiemment l'heure du départ. Cette heure venue, on se mettait en route : toutes les étapes étaient fixées d'avance. Les chroniques castillanes, qui ne nous font pas grâce du siége d'une bourgade, daignent à peine s'occuper de cette lamentable odyssée d'une race proscrite, arrachée à ses foyers. Dans un pays où l'inquisition a régné trois siècles, la pitié est inconnue, surtout pour des païens et des rebelles.

La guerre cependant n'était pas terminée, puisqu'Aben-Aboo, à la tête de quatre ou cinq cents hommes, résistait encore, errant de caverne en caverne, et qu'avec lui, le drapeau de l'insurrection pouvait se relever d'un jour à l'autre. Mais déjà depuis longtemps, don Juan était las de cette guerre sans gloire. Le but avoué de son ambition, c'était de commander la grande expédition maritime qui se préparait contre les Turks. Il harcelait de ses lettres le roi son frère et ses ministres, pour en obtenir la permission de quitter Grenade : « Je « désire, écrivait-il à Ruy Gomez, que Sa Majesté com- « prenne enfin que je ne suis plus un enfant. Grâce à « Dieu, je peux voler maintenant de mes propres ailes, « et il est temps de quitter les lisières pour tenir la place « qui convient au fils de mon père, et au frère de mon « frère. » Philippe finit par céder, et don Juan, ivre de joie, revint à Grenade préparer tout pour son départ. Une portion de l'armée fut réservée pour occuper les places fortes et battre la montagne, et le reste licencié. Le commandement en chef fut confié au duc d'Arcos, et le 29 novembre, don Juan se mit en route pour Madrid, où le vainqueur des Alpujarras fut accueilli avec trans-

port, sans que sa popularité toujours croissante parût lui rien ôter de l'affection de son frère.

Le sang coulait à flots à Grenade dans des exécutions journalières. En mars 1571, un rebelle, voulant racheter sa vie, offrit de mettre l'autorité sur les traces du *reyezuelo*. L'offre fut avidement acceptée : le complot réussit, et Aben-Aboo fut lâchement assassiné par le traître. Son cadavre, revêtu de riches vêtements, fut maintenu sur un cheval, et entra en pompe dans Grenade, comme un roi qui viendrait prendre possession de sa capitale. Après cette procession dérisoire, le cadavre fut décapité, et la tête enfermée dans une cage. Le corps fut livré aux enfants de la ville qui, après s'en être fait longtemps un jeu, finirent par le brûler.

Le dernier descendant des Ommyades, Aben-Aboo, n'était point un homme ordinaire. Dans une lutte moins inégale, peut-être aurait-il pu relever la fortune de son peuple, compromise par ce roi de parade, Aben-Humeya, dont la légende elle-même n'a pas pu faire un héros. Son âme était élevée, son jugement sain, et il semble avoir été exempt des deux défauts saillants de sa race, la ruse et la sensualité. Mais les jours de gloire de l'islamisme étaient passés; le déclin allait commencer avec Lépante, et l'empire ottoman glisser sur cette pente où il ne s'est plus arrêté jusqu'à nos jours.

Nous ne suivrons pas cette race vaincue dans les sentiers de l'exil, où pesaient à la fois sur elle les préventions des vieux chrétiens, et des lois plus dures encore que les mœurs. Ainsi, l'ancien décret de 1566 leur interdisait les chants, les danses, les bains, les fêtes nationales, en un mot toutes les plus chères coutumes qu'ils tenaient de leurs pères ; une loi d'octobre 1572 leur défendit l'usage même de leur langue natale, de l'arabe,

écrit ou parlé. La peine était de trente jours de fers pour la première contravention, du double pour la deuxième, et pour la troisième, du fouet et de quatre ans de galères. Par une tyrannie plus odieuse encore, aucun d'eux ne pouvait changer de résidence, ni quitter même sa paroisse sans la permission des autorités. Celui qui approchait de dix lieues de l'enceinte de Grenade était mis à mort, ou devait passer sa vie à ramer sur les galères, s'il était âgé de moins de dix-sept ans. Un petit nombre seulement de ces malheureux parvint à traverser la mer pour se réfugier en Barbarie; d'autres trouvèrent un asile dans le royaume de Valence, où bon nombre de leurs frères vivaient, en état de servage, sur les terres des nobles de cette province.

C'est un privilége des races opprimées, et comme une triste compensation de leurs misères, de se multiplier, comme les Hébreux, sous la persécution. Ainsi en fut-il de cette misérable race qui, transplantée loin du sol natal, semble, grâce à son aptitude spéciale pour la vie agricole, avoir partout pris racine sur la terre de l'exil. Six mille d'entre eux, par on ne sait quel caprice de leurs persécuteurs, furent comme oubliés dans la riche vallée du Xenil, à Lecrin, près de Grenade. Quant à la masse de la population, dispersée sur tous les coins de la péninsule, privée de toute communication avec ses frères d'Afrique, il semble qu'elle aurait dû cesser d'être, pour ses maîtres impitoyables, un objet de méfiance et de crainte. Un gouvernement, moins stupidement cruel, aurait tendu de tout son effort à absorber dans la masse de la nation cette population industrieuse et soumise; mais le peuple espagnol, ici comme toujours, se fit complice de ses inquisiteurs et de ses rois : jaloux de l'activité des Maures, satire vivante de sa paresse et de

son orgueil, il les repoussa constamment de son sein, en les abreuvant d'avanies et de dégoûts, jusqu'au jour où Philippe III, digne héritier des fautes et du fanatisme de son père, les bannit pour jamais de ce sol de l'Espagne, où l'agriculture et l'industrie, exilées avec eux, ne devaient plus rentrer.

CHAPITRE II.

LA CROISADE. BATAILLE DE LÉPANTE.

1570-71.

Le siége de Malte était le dernier danger sérieux dont les Turks avaient menacé la chrétienté. La fortune de l'islam s'était arrêtée tout court devant le courage d'une poignée de chrétiens, trahis par l'Europe qu'ils sauvaient. Le jour où cet empire, fondé sur la conquête, avait cessé de s'accroître, le déclin avait commencé pour lui. Sélim II, l'indigne successeur du grand Soliman, n'avait hérité de son père que le goût des conquêtes; mais l'esprit de suite, le courage, les talents militaires lui manquaient également; et sans l'empire que sut prendre sur lui un vizir plus digne que lui du trône, Sélim, au lieu d'accroître les conquêtes de son père, n'aurait pas même su les garder.

Un autre déclin, presque aussi rapide que celui de l'empire ottoman, c'était celui de Venise. Depuis que sa politique égoïste avait réuni l'Europe contre elle dans la *ligue de Cambrai*, Venise n'avait pas pu se relever de sa déchéance. Avant-poste du monde chrétien en Orient, elle était toujours le premier ennemi que les Turks rencontraient sur la Méditerranée, et chaque paix

conclue avec eux lui coûtait une de ses anciennes conquêtes. Sélim, du fond de son harem, aspirait en ce moment à celle de Chypre, la plus riche, la plus lointaine et la plus menacée des possessions de Venise; et certes, si la nature et la géographie étaient consultées dans les capricieuses délimitations des empires, Chypre aurait dû appartenir aux maîtres de la Syrie et de l'Asie Mineure, et non à une ville perdue, comme Venise, au fond de l'Adriatique, à deux cents lieues de sa colonie.

Pendant une paix de trente ans, achetée de la Turquie au prix des plus honteux sacrifices, la république s'était endormie dans une lâche sécurité; ses possessions du Levant avaient cessé d'être surveillées par elle. Les remparts des forteresses s'écroulaient, les garnisons étaient réduites; le gouvernement, rapace et insouciant, songeait à pressurer ses sujets, et non à les défendre. Aussi quand Sélim, héritier de l'ambition de son père sans l'être de son génie, somma la république de lui rendre Chypre, comme sa propriété, la confusion fut grande dans les conseils de Venise. Cependant son antique énergie finit par se réveiller : l'effort fut en proportion du danger. Chypre fut mis en état de défense; une flotte de cent trente-six galères fut équipée, avec une activité qui rappelait les beaux temps de la république. Mais la ligue de Cambrai avait appris à Venise qu'elle ne pouvait ni tenir tête à l'Europe, ni se passer d'elle pour résister aux Turks. Elle s'adressa donc à tous les souverains du continent, intéressés comme elle dans le conflit. Deux seulement répondirent à son appel : ce furent Philippe II et Pie V. Ce pape inquisiteur, qui personnifiait en lui le génie des dominicains, se montra en cette circonstance à la hauteur de sa mission. Il avait compris le danger du christianisme et celui de l'Europe, et sa voix s'éleva pour

prêcher la croisade à la chrétienté menacée. Mais les jours des Pierre l'Ermite et des Urbain II étaient passés. Les monarques du xvie siècle n'étaient plus occupés que de leurs querelles privées, et aucun d'eux, sauf l'Espagne, ne répondit à son appel.

Le nonce du pape trouva Philippe II à Séville, au milieu des fêtes de son mariage. Ses ministres étaient peu portés pour une alliance avec Venise; mais Philippe, s'élevant au-dessus des étroits calculs de l'égoïsme, vit son intérêt dans celui de la chrétienté. Pour garder ses colonies d'Afrique, il comprit qu'il lui fallait défendre celles de Venise, avant-garde de l'Espagne dans les mers du Levant. A ce moment décisif, comme Philippe n'en compte pas deux dans son règne, ses défauts disparaissent : plus d'indécision, plus de lenteurs. Il a compris le danger, il a vu le remède. La foi est en péril, toutes les autres considérations s'effacent d vant celle-là. Il jouerait l'Espagne tout entière, et la erdrait sans hésitation et sans regret, comme il a déjà perdu la moitié des Pays-Bas. Contre l'avis de son conseil, avec un trésor épuisé, une flotte éparse à tous les bouts du monde, et la terrible guerre de Flandre sur les bras, il n'hésite pas : en face de l'équivoque attitude de la France, vieille alliée de la Turquie, en face de l'Angleterre qui attend ses fautes pour en profiter, il renvoie le nonce avec la promesse d'un secours digne de la grandeur de l'Espagne et de celle du danger.

Dès la fin d'août, une flotte de cinquante galères, commandée par Giovanni Doria, se réunit dans les eaux de Sicile à douze galères du saint-père, commandées par Colonna. Puis elle alla retrouver à Candie l'escadre vénitienne, sous les ordres de l'amiral Zanni. Mais les Turks avaient gagné les chrétiens de vitesse, et débarqué

à Chypre; Nicosie était déjà prise et saccagée, que les alliés débattaient encore leur plan d'opérations. D'amères récriminations mirent aux prises les trois chefs, dont chacun voulait rendre l'autre responsable de ce revers. Enfin les trois flottes se séparèrent sans avoir brûlé une amorce. Venise se mit à négocier sous main avec les Turks, et se prépara à faire sa paix aux dépens de ses alliés. Mais Pie V, avec une persévérance héroïque, sut ramener Venise au sentiment de son devoir et de ses vrais intérêts, qui étaient aussi ceux de la chrétienté. Il réunit à Rome les représentants de l'Espagne et de la république, et la ligue se reforma, mais élargie dans son esprit et dans son but. L'égoïste politique de Venise voulait se borner à défendre ses conquêtes en Orient; mais l'Espagne réclama pour ses possessions africaines. Pie V, dominant le débat de toute la hauteur de son désintéressement, parvint à faire déclarer la ligue permanente, et dirigée contre les Turks, partout où il y aurait un pouce de terre chrétienne à défendre. Le contingent total à fournir par les alliés fut fixé à deux cent galères, cent vaisseaux de charge, cinquante mille fantassins, espagnols, italiens et allemands, et quatre mille cinq cents chevaux, avec une artillerie proportionnée.

Chaque année, au 1er avril, la flotte et l'armée de la ligue devaient se trouver prêtes à faire voile; clause inexécutable, et qui fait plus d'honneur aux bonnes intentions du pontife qu'à sa prudence; car pour Venise seule, la guerre avec les Turks était une question de vie ou de mort. Mais avant d'imposer tous les ans à l'Espagne une pareille charge, Philippe aurait dû en finir avec les Pays-Bas, pour réunir ensuite toutes ses forces contre les ennemis de la chrétienté. Sur la dépense totale, l'Espagne devait payer trois sixièmes, Venise deux, et le

pape un. L'Espagne était donc, sinon la plus intéressée dans l'entreprise, du moins celle qui y mettait le plus fort enjeu, et sa voix devait être prépondérante. Aussi la question du commandement en chef fut-elle résolue en sa faveur, malgré les prétentions de Venise. Le soin de diriger ce formidable armement fut confié à don Juan d'Autriche. Les trois puissances devaient se partager, en proportion de leur contingent, les dépouilles des Turks, sauf Alger, Tunis et Tripoli, réservés au roi d'Espagne. Aucun des alliés n'avait le droit de traiter avec l'ennemi commun sans l'aveu des autres. Enfin la faculté d'accéder plus tard à la ligue était réservée à l'empereur et aux rois de France et de Portugal [1].

Le traité, ratifié le 25 mai, fut solennellement proclamé à Rome dans l'église de Saint-Pierre, et, dans les deux péninsules, tout se prépara pour la lutte. La Porte réunit ses forces pour faire face au danger par un suprême effort. Toutes les puissances de la côte d'Afrique, exposées au même péril, furent conviées à la même résistance. Une flotte, plus forte que celle de l'année précédente, fut équipée avec une rapidité inouïe, et, sous les ordres d'Ali-Pacha, elle mit à la voile pour Candie, bien avant que les forces des chrétiens fussent prêtes à prendre la mer. Uluch-Ali, renégat calabrais, qu'un caprice du sort avait assis sur le trône d'Alger, se dirigea avec le contingent africain vers l'Adriatique, et vint porter la guerre sur le territoire ennemi, pour la détourner de Chypre et des mers de l'Orient.

1. Don Cayetano Rosell, dans sa complète et savante histoire *del Combate naval de Lepante*, couronnée à l'unanimité en 1853 par l'*Académie royale de l'histoire* à Madrid (1 vol. grand in-8°), a donné, p. 180, le texte latin de ce traité, dont l'original se trouve dans la bibliothèque de l'Académie. Le seul reproche que l'on puisse faire à l'auteur peut s'adresser presque à chaque auteur espagnol : c'est celui d'une aveugle partialité pour son pays.

Dans l'intervalle, les alliés n'avaient pas perdu leur temps : Venise, mécontente de son amiral, le remplaça par Veniero, l'un de ses meilleurs hommes de mer. La flotte vénitienne fut prête la première, aux dépens, il est vrai, de la qualité des marins. Un détachement de la flotte alla ravitailler Famagouste en Chypre, et y jeter seize cents hommes, en dépit des galères turques qui en gardaient les abords. Le reste des forces de Venise, vers la fin de juillet, arriva à Messine, rendez-vous général des flottes alliées. Pie V, dévoré d'un saint zèle, avait dépêché deux de ses cardinaux vers l'empereur et le roi de France; mais ceux-ci déclinèrent toute part dans l'entreprise. Le neveu du saint-père, cardinal Alessandri, fut envoyé en Espagne. Philippe le reçut avec les honneurs dus aux têtes couronnées, et lui parla le chapeau à la main. Le saint-siége remplit, avec la bulle de la *Cruzada* et avec les revenus de l'Église espagnole, les coffres de Philippe, assez mal pourvus. De là, le légat passa en Portugal, où il fut loin d'être aussi heureux qu'en Espagne ; car entre ces deux nations, que rapproche sans les unir une même péninsule, une secrète rivalité a toujours empêché toute action commune. Par un accord tacite, comme celui qui exista longtemps entre Rome et Carthage, l'une avait pris la terre, et l'autre la mer, et ce n'est qu'en s'évitant qu'elles parvenaient à ne pas se heurter.

Sur toute l'étendue des possessions de l'Espagne, depuis Cadix jusqu'à Messine, une activité dévorante régna bientôt dans les ports des deux péninsules. Partout des flottes semblaient jaillir de la mer, et des armées du continent. Dans le cours d'un été, quatre-vingt-dix galères de combat, et autant de transports, se trouvèrent construits, équipés, prêts à prendre la mer. L'élite des vétérans ita-

liens et espagnols fut tirée de la Lombardie et de Naples. Un corps de trois mille fantassins fut levé en Allemagne. En Espagne, il n'y eut pas besoin d'enrôlement : les volontaires se présentèrent en foule pour cette expédition, la première qui, depuis celles de Tunis et d'Alger, eût fait vibrer la fibre nationale. Les jeunes gens des premières familles tenaient à honneur de servir sous un chef plus populaire encore que la croisade elle-même. Le chiffre de cinquante mille soldats, stipulé par l'acte d'union, fut jugé trop élevé, et réduit à trente mille. Sur ce chiffre, l'Espagne seule en fournit dix-huit mille; elle en eut aisément fourni le double. Vers la fin de juin, don Juan, après avoir traversé la Péninsule avec un splendide cortége, comme un des rois croisés du moyen âge, s'embarqua à Barcelone avec trente galères, et, après avoir touché à Gênes, il vint, en août seulement, jeter l'ancre dans la baie de Naples. Le vice-roi Granvelle lui fit les honneurs de la poétique cité, affamée de voir le dernier successeur de Godefroy de Bouillon. Il y trouva le reste de sa flotte, sous les ordres du marquis de Bazan, l'une des rares illustrations de la marine espagnole. Retenu à Naples par les vents contraires, il y reçut du saint-père une oriflamme, destinée à guider les croisés au combat. C'est au pied des autels, et de la main du cardinal que don Juan reçut, avec la sainte bannière, le bâton de généralissime des flottes et armées de la ligue.

Le 25 août, l'escadre espagnole et son jeune amiral arrivèrent à Messine, centre de cet immense mouvement qui embrassait toutes les côtes de l'Espagne et de l'Italie. La flotte vénitienne et les galères du saint-père y attendaient son arrivée. La réception y fut encore plus brillante qu'à Naples, et les fêtes plus somptueuses. L'aspect de cette immense flotte, réunie sur le seuil de

l'Orient, dut combler d'une joie orgueilleuse l'âme de celui qui allait la commander. Le chiffre total s'élevait à 200 galères de combat, et plus de 100 transports. Venise à elle seule avait fourni 106 galères, plus six *galeazze,* lourds vaisseaux de guerre qui portaient jusqu'à 60 canons. Les Espagnols ne comptaient guère que 80 galères, mais bien supérieures à celles des Vénitiens, quant au nombre et à la qualité des marins; car il fallut combler avec 6,000 matelots espagnols ou italiens les vides de leurs équipages. Tant soldats que matelots et rameurs, 80,000 hommes étaient embarqués sur cette flotte, la plus formidable que la chrétienté eût encore mise sur pied. Un nonce du pape vint apporter à l'*Armada,* après un jubilé et un jeûne de trois jours, indulgence plénière et rémission de tous ses péchés. Enfin, le 17 septembre, quelques jours avant l'équinoxe, l'escadre mit à la voile, en emportant avec elle les vœux de tous les cœurs chrétiens. Le nonce, debout sur le môle, envoya la bénédiction pontificale à chacun des trois cents bâtiments, à mesure qu'il défilait devant lui.

Cependant, la flotte algérienne semait la terreur sur la côte orientale de l'Adriatique. Déjà Venise, effrayée, s'attendait à voir flotter dans ses lagunes l'étendard du croissant; mais Uluch-Ali, informé du départ de la flotte chrétienne, craignit de se laisser enfermer dans l'Adriatique, et se hâta de joindre à Corfou le reste de l'escadre. L'amiral turk, ayant réuni toutes ses forces, qui montaient à 250 galères, sans compter les vaisseaux de charge, vint mouiller avec cette immense flotte à l'est de l'île de Céphalonie, vers l'entrée du golfe de Patras, qui sépare la Morée de l'Acarnanie. Presque en face de Patras, s'élève au nord, sur l'autre rive, la petite ville de Lépante, célèbre comme Actium pour avoir vu, l'une

l'empire de la Méditerranée, l'autre celui du monde, se perdre ou se gagner sous ses murs. Le golfe, très-rétréci près de Lépante, s'élargit tout d'un coup vers l'est, et s'enfonce dans les terres jusqu'à l'isthme de Corinthe, qui sépare la mer Ionienne de l'Archipel. Ce second golfe, plus profond et plus large que celui de Patras, porte le nom de golfe de Lépante. Cette petite ville de deux mille âmes a donné, on ne sait trop pourquoi, son nom à cette victoire qui se gagna loin de ses murs. L'amiral ottoman, en se plaçant ainsi à l'entrée d'un golfe, s'interdisait, en cas de défaite, tout moyen de retraite.

L'escadre chrétienne se dirigea d'abord vers Corfou. Les ruines encore fumantes et les campagnes dévastées lui montrèrent la trace de l'ennemi qu'elle cherchait. Elle apprit bientôt la position de la flotte turque, qui semblait déterminée à l'attendre, et don Juan convoqua son conseil de guerre. Doria n'était pas d'avis d'attaquer un ennemi supérieur en forces, et qui semblait désirer le combat. Il conseilla une attaque contre Navarin, pour attirer les Turks hors du golfe; mais don Juan insista sur l'avantage de la position, qui leur livrait l'ennemi, pris comme un renard, dans le piége où lui-même s'était jeté. Santa-Cruz, Requesens, Barberigo, Colonna, Alexandre Farnèse, duc de Parme, qui était venu apprendre près de son oncle don Juan le grand art de la guerre, se rangèrent tous à l'avis de leur général. L'attaque fut décidée, aussitôt que la flotte chrétienne serait rassemblée tout entière.

Le 30 septembre, don Juan passa son escadre en revue. Des dissentiments graves avaient éclaté entre le général en chef et l'amiral vénitien Veniero, qui avait fait mettre à mort sans procès un officier romain, embarqué à bord des galères de Venise. Mais tout fut oublié

en face de l'ennemi, et chacun ne songea plus qu'à faire vaillamment son devoir. A ce moment, arriva la fâcheuse nouvelle de la prise de Famagouste par les Turks, conquête qui leur assurait celle de l'île de Chypre. Les assiégés, après une défense héroïque, avaient obtenu une capitulation honorable. Mustapha, le même qui commandait au siége de Malte, attira dans un piége le général vénitien, Bragadino, sous prétexte de traiter avec lui, et le fit écorcher vif. Sa peau fut ensuite remplie de paille, et attachée à l'avant de la galère du féroce Mustapha, pour frapper de terreur quiconque oserait résister aux armes de son maître. Mais cette nouvelle, loin d'abattre le courage des alliés, exaspéra les Vénitiens, impatients d'en venir aux mains avec leurs implacables ennemis.

Le 3 octobre, la flotte mit à la voile ; le vent était contraire, et ce ne fut que le dimanche 9, avant la pointe du jour, qu'elle vint mouiller près des Curzolari, îlots déserts situés à l'entrée du golfe, du côté du nord. Bientôt, le soleil se leva radieux, pour éclairer une des scènes de carnage les plus grandioses auxquelles il ait jamais assisté. A mesure que chaque bâtiment entrait dans le golfe, tous les yeux à bord se portaient en avant, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, pour chercher l'ennemi ; mais la mer était déserte comme ses rives. Déjà l'on se demandait si les Turks, pour éviter le combat, ne s'étaient pas enfoncés dans les profondeurs du golfe. Mais bientôt la vigie de la galère amirale, *la Real,* signala la flotte ottomane, et un long cri de joie s'échappa de toutes les poitrines. Don Juan fit arborer à la pomme du mât de misaine l'étendard du saint-père, et un coup de canon, répété par tous les échos du rivage, donna à l'escadre le signal du combat.

La flotte ottomane venait de sortir de Lépante. On n'évaluait pas à moins de 120,000 le nombre d'hommes qu'elle portait; chiffre incroyable si l'on ne savait à quel point les corsaires musulmans entassent les hommes sur les vaisseaux. Les rameurs étaient presque tous chrétiens, et condamnés, comme les Turks qui ramaient à bord des galères chrétiennes, à servir contre leurs frères, et à donner la victoire à leurs ennemis. Les galères étaient au nombre de 245, et plusieurs avaient jusqu'à 30 bancs de rameurs. La flotte chrétienne n'était pas encore tout entière en vue. Un des chefs musulmans, déguisé en pêcheur, avait eu l'audace d'aller la reconnaître dans une petite barque. Il fit à l'amiral ottoman un rapport qui l'abusa complétement sur les forces des chrétiens. Ali les crut bien moins nombreux qu'ils ne l'étaient, et, plein de confiance dans la force et l'agilité de ses galères, contre l'avis de ses lieutenants, il s'avança sans hésiter au-devant de l'ennemi.

Tous les commandants alliés s'étaient réunis en conseil sur la galère capitane. Les plus prudents hésitaient à attaquer un ennemi supérieur en forces, et qui avait pour lui l'avantage du vent et de la position. « L'heure de se consulter est passée, celle de combattre est venue! » s'écria l'héroïque don Juan, et tout se disposa aussitôt pour le combat. L'ordre en fut réglé par le jeune amiral : le front de bataille s'étendait sur un espace de trois milles, soit une lieue marine de cinq kilomètres. A l'aile droite, du côté du sud, se plaça l'amiral Doria, avec soixante-quatre galères espagnoles, Le centre ou la *bataille*, dans la langue militaire de l'époque, fut occupé par don Juan avec soixante-quatre galères d'Espagne, de Rome et de Venise. La *Real* ou galère capitane attirait tous les regards par la hauteur de son château d'arrière, sa con-

struction massive et la richesse de ses ornements. Barberigo, commandant en second des galères de Venise, tenait l'aile gauche, du côté du nord et de la côte d'Acarnanie. Enfin la réserve, placée derrière le centre, sous les ordres de Santa-Cruz avec trente-cinq galères, avait l'ordre de se porter partout où besoin serait, pour rétablir la fortune du combat.

L'escadre ottomane avait d'abord pris son ordre de bataille accoutumé, en forme de croissant, pour envelopper l'ennemi, qu'elle croyait moins nombreux; mais, en voyant son erreur et les savantes dispositions des chrétiens, l'amiral changea les siennes : il divisa son escadre en trois corps, la *Capitane* au centre, en face de la *Real* de don Juan; à droite, les Égyptiens, commandés par leur vice-roi Sirocco; à gauche enfin, les Algériens, sous leur dey Uluch-Ali. L'amiral Ali-Pacha, pour exciter l'ardeur des chrétiens qui ramaient sur ses galères, leur promit la liberté s'ils faisaient bien leur devoir.

Il pouvait être midi; le soleil, qui jusque-là avait donné dans les yeux des chrétiens, commençait à tourner, en dorant de ses rayons ce golfe dont les flots allaient se teindre de sang. Le vent, d'abord contraire aux alliés, leur était devenu favorable. Les capitaines chrétiens, avant de retourner à leur bord, avaient reçu de don Juan l'ordre de se choisir chacun un ennemi, de s'attacher à lui, de l'aborder, et de ne pas le lâcher qu'il ne fût désemparé, pris ou coulé à fond. L'amiral, monté sur un léger aviso, parcourut sa ligne de bataille, animant ses soldats du geste et de la voix. Des deux côtés, on était prêt : un coup de canon tiré par la *Capitane* turque, et auquel répondit la chrétienne, donna le signal, attendu de tous avec une fiévreuse impatience.

Bientôt l'espace qui séparait les deux flottes se rétré-

cit, la mer disparut sous ce double essaim de navires, cinglant sans bruit, comme deux bataillons de nuées, qui accourent des deux côtés du ciel, en attendant que de leur choc jaillisse le tonnerre. Aussitôt que les deux flottes se trouvèrent à portée, leur ligne extrême se couvrit de feux et de fumée, et la canonnade commença. Un cri formidable, poussé par cent mille voix, éveilla les échos d'alentour, et domina même le fracas de l'artillerie. Le silence qui régnait à bord de l'escadre chrétienne contrastait avec ces sauvages clameurs, signal du combat chez toutes les races barbares. Le général en chef, debout sur son gaillard d'arrière, appelait sur lui tous les regards par l'éclat de son armure. Pour répondre à ce cri d'attaque, il s'agenouilla, et, les yeux levés vers le ciel, il appela sur sa flotte la bénédiction du Dieu des armées. Par un mouvement instinctif, tous les genoux fléchirent en même temps que le sien : chacun pria, s'humilia devant Dieu, puis se releva, décidé à vaincre ou à mourir.

Quand l'escadre turque arriva à portée des *galeazze*, placées en avant de la ligne de bataille, le feu de ces citadelles flottantes fut si terrible et si bien dirigé que deux galères turques coulèrent à fond. Plusieurs furent désemparées, et quelque confusion fut jetée dans l'ordre de bataille. Mais pendant ce temps, Ali, avec l'œil du marin, avait bientôt reconnu qu'à l'aile gauche des chrétiens étaient les galères de Venise, moins bien armées que celles de *Ponent* ou d'Espagne. Il les fit attaquer les premières par les Égyptiens, et c'est de ce côté que la bataille s'engagea. L'escadre vénitienne, n'ayant pu sonder la côte, s'en était tenue à distance. Par une manœuvre hardie autant qu'habile, l'amiral égyptien, qui connaissait cette côte, passa avec une partie de son escadre entre les

Vénitiens et la terre; Barberigo, qui avait deviné son dessein, n'osa ou ne sut pas l'empêcher. Les Vénitiens dès lors se trouvèrent placés entre deux feux; mais ils n'en firent pas moins face au danger avec un courage désespéré. Par malheur, au milieu de la grêle de flèches ou de balles que l'ennemi faisait pleuvoir sur eux, le brave Barberigo, debout sur la poupe de sa galère, eut l'œil gauche percé d'une flèche. On le porta expirant dans sa cabine, et il mourut deux jours après; mais du moins, ses derniers instants furent consolés par le succès des armes chrétiennes. Privés de leur vaillant chef, les Vénitiens n'en continuèrent pas moins à lutter, et sur ce point, la victoire resta quelque temps indécise.

A l'aile gauche des Turks, Uluch-Ali, à la tête des galères d'Alger, encouragé par le succès de la manœuvre du vice-roi d'Égypte, essaye à son tour de tourner Doria et les Génois, pour les attaquer par derrière. Doria, devinant son projet, se détache de sa ligne pour lui couper le chemin. Les Turks, se méprenant sur sa manœuvre, croient qu'il se met à fuir, et leur audace s'en accroît. Don Juan, inquiet de voir ainsi dégarnir son front, fait à Doria le signal de ne pas s'éloigner, de peur de laisser son flanc gauche à découvert. Le jeune général en chef avait bien jugé le danger. Uluch-Ali, avec son regard d'aigle, aperçoit le vide laissé par Doria dans sa ligne de bataille; aussitôt, le hardi corsaire fait virer de bord ses galères, et se jette dans l'intervalle laissé par les Génois entre eux et le centre. Là se trouvait la *Capitane* de Malte, la terreur des corsaires. Le prieur Giustiniani, qui la commandait, après une résistance opiniâtre, tomba percé de cinq flèches, mais vivant encore, au milieu de monceaux de morts et de mourants. Le dey d'Alger s'en retourna, traînant à sa suite, avec la *Capitane* et le prieur

captifs, l'étendard de la *Religion*, qui avait vu tant de fois Turks et Algériens s'enfuir devant lui.

Occupons-nous maintenant de ce qui se passait au centre. En voyant s'approcher le corps de bataille ottoman, l'amiral et la *Capitane* en tête, don Juan, emporté par son ardeur, s'élança au-devant de lui. Le choc fut terrible : l'éperon de la galère turque entra dans les flancs de la galère chrétienne jusqu'au quatrième banc de rameurs. L'artillerie espagnole, mieux servie, fit un affreux ravage dans les rangs des Turks, entassés sur le pont. Mais un navire plus léger avait suivi la *Capitane*, avec un renfort de deux cents janissaires, qui venaient au fur et à mesure remplir les vides qu'y faisait le feu de l'ennemi. Le combat se soutint ainsi pendant plus d'une heure, avec une rage égale des deux côtés, et avec des succès partagés. Bientôt une mêlée générale s'engage sur toute la ligne. Pendant que les deux *Capitanes*, cramponnées l'une l'autre, comme deux lutteurs, se débattent, sans pouvoir se dégager de cette mortelle étreinte, Colonna et Veniero, Romains et Vénitiens accourent au secours de don Juan. C'est vers ce point central de la bataille que la mêlée devient la plus furieuse. Sur toute l'étendue de cette ligne, longue de plus d'une lieue, les deux escadres s'étaient tellement entremêlées que l'œil ne les distinguait plus, sous l'immense voile de fumée qui les enveloppait. L'oreille même ne percevait plus rien de distinct, au milieu de ce fracas incessant, où les tonnerres de l'artillerie se mêlaient au bruit des mâts qui craquaient, des bordages qui se déchiraient, et des cris des combattants ou des mourants [1].

1. Les sources pour la bataille de Lépante sont : Torrès y Aguilera, *Cronica*, f. 71; Paruta, *Guerra di Cipro*, p. 156; Cabrera, *Hist. de Felipe II*, p. 688; Vanderhammen, *Don Juan de Austria* p. 182. La précieuse collec-

La lutte, encore indécise, semblait pourtant, à l'aile gauche, depuis la mort de Barberigo, tourner contre les Vénitiens. Mais, par un effort désespéré, ils parvinrent à regagner le terrain qu'ils avaient perdu. Un capucin, attachant son crucifix au bout d'une hallebarde, entra le premier dans une galère ennemie, étonnant les Turks et animant les siens de son courage. L'enthousiasme était tel, à bord de la flotte chrétienne, que des milliers d'actes d'héroïsme s'accomplirent dans l'ombre, sans que l'histoire ait pu en garder le souvenir. Une immense émulation animait ces représentants de toute langue et de tout pays, rassemblés sous l'étendard du Christ. Pour ce jour au moins, il semblait qu'on eût fait trêve à toutes les petites et mesquines passions, pour offrir joyeusement sa vie en sacrifice, et en finir avec cette lutte de dix siècles entre la croix et le croissant.

Entre tous ces dévouements obscurs, il en est un qui nous touche surtout, parce qu'on aime à voir la palme du courage sur un front déjà ceint de la palme du génie. Sur une des galères d'André Doria se trouvait, au lit, malade de la fièvre, un jeune soldat espagnol, de famille noble, mais pauvre, enrôlé volontaire dans la croisade. En apprenant que l'ennemi est là, il s'élance de son lit, et supplie son chef de lui permettre de prendre part à la fête. On refuse, il insiste, et l'obtient à grand'peine. En combattant au plus épais de la mêlée, il reçut deux blessures, dont l'une, en lui ôtant l'usage de la main droite, lui laissa pour jamais un glorieux souvenir de ce grand jour... Ce jeune homme était Miguel de Cervantes, l'immortel auteur de *Don Quichotte*.

tion des *Documentos ineditos*, t. XI, p. 368, contient plusieurs relations inédites de la bataille, l'une du confesseur de don Juan, et elles s'accordent entre elles plus qu'on n'eût osé l'espérer.

Les traits d'héroïsme de ce genre fourmillent dans les historiens espagnols, ivres des gloires de leur patrie, surtout dans une lutte pour la foi. Un soldat espagnol est atteint d'une flèche à l'œil droit : il arrache l'œil et la flèche en même temps, bande à la hâte sa plaie, et s'élance sur la galère turque, où il tue trois ennemis de sa main. Le sergent Muñoz était au lit comme Cervantes. Il entend que les Turks ont envahi la galère; il s'élance de son lit, à demi nu, saisit une épée, et se jette sur l'ennemi avec tant de furie, qu'il en tue quatre, et repousse les autres au delà du grand mât. Percé de neuf flèches, incapable de se tenir debout, il s'assied sur un banc ; « Allons, camarades, dit-il, que chacun en fasse autant « que moi ! » et son sang coulant à flots de ses neuf blessures, il meurt, en se félicitant de ne pas mourir de la fièvre. Un autre luttait avec un soldat turk sur le bordage d'une galère. Tous deux tombent à la mer, en se tenant embrassés. Leur chute les sépare, et ils se mettent à nager, chacun vers sa galère. Mais l'Espagnol, voyant son ennemi prêt à lui échapper, le poursuit, l'atteint, arrache de sa ceinture une hache d'armes, et lui fend la tête au milieu de l'eau, qu'il teint de son sang; puis il regagne son navire, et se remet à combattre, comme si de rien n'était. Ajoutons enfin que souvent, à bord des galères turques, les forçats, au péril de leur vie, brisaient les chaînes, qui les rivaient jour et nuit à leurs bancs, pour se joindre à leurs libérateurs, et avoir au moins la joie de mourir en combattant !

Les Égyptiens, d'abord vainqueurs de la flotte vénitienne, donnèrent les premiers l'exemple de la fuite. En voyant leur chef tomber sous l'épée de Contarini, et sa *Capitane* couler à fond, le courage finit par leur manquer. Les plus éloignés, faisant force de rames, gagnè-

rent le fond du golfe; les plus rapprochés de la terre prirent le parti de s'y échouer, en mettant le feu à leurs galères, pour ne pas les laisser à l'ennemi.

Au centre, le duel corps à corps continuait entre les deux amiraux et leurs deux navires, toujours accrochés l'un à l'autre, et vomissant la mort de leurs flancs. Ces deux bâtiments, les plus beaux de l'escadre, n'avaient plus forme de navires : leurs dorures, leurs pennons, leurs riches sculptures, tout était souillé de sang, criblé de balles et de boulets. Les voiles déchirées flottaient au vent comme des haillons; à bord de l'amiral turk, cinq cents hommes avaient été tués, des montagnes de morts et de mourants étaient entassées sur les ponts des deux navires, et la lutte continuait encore! Les deux commandants, toujours au premier rang, donnaient à leurs soldats l'exemple. Deux fois les chrétiens, abordant la galère ennemie, la hache et l'épée à la main, s'étaient avancés jusqu'au grand mât, en chassant les Turks devant eux; deux fois l'ennemi, d'abord étonné, avait repris courage, et les avait fait reculer. Mais enfin une troisième attaque des chrétiens décida la victoire. Ali animait les siens du geste et de la voix, quand une balle le coucha sur le pont de son navire. Sa chute fut pour eux le signal de la défaite. L'âme qui les animait semblait s'être retirée d'eux. Tout ce qui pouvait encore combattre jeta les armes, et se rendit. Ali fut retrouvé expirant sous un monceau de cadavres. Un rameur chrétien, qui avait brisé ses fers, lui trancha la tête, et la porta à don Juan ; celui-ci, saisi d'horreur et de dégoût, détourna la tête, en disant : « Que voulez-vous que « j'en fasse? Qu'on la jette à la mer ! » Mais son ordre ne fut pas exécuté, et la tête pâle d'Ali, fichée sur une pique, fut plantée à l'avant de la *Real*. La bannière sainte, qui

flottait sur la *capitane* turque, avec le nom d'Allah brodé en or, fut remplacée par celle de la Croix, et cette vue suffit pour abattre le courage des musulmans, et exalter jusqu'au délire celui des chrétiens.

Sur un seul point, le conflit était encore douteux : c'était à l'aile droite des alliés, entre Uluch-Ali et Doria. Mais Santa-Cruz, en voyant la manœuvre hardie du dey d'Alger, était accouru avec les galères de Sicile; et tombant sur les Algériens, il les rejeta sur Doria et les Génois. Pris ainsi entre deux feux, les Algériens s'enfuirent, en abandonnant leurs prises et la *capitane* de Malte. L'escadre d'Alger, qui comptait encore quarante galères, les plus agiles de la flotte ottomane, parvint, en faisant force de rames, dans la direction du Nord, à échapper à la poursuite de Doria.

La nuit approchait : quatre heures avaient suffi à décider du destin de l'islam et de la chrétienté : mis chacun dans un des plateaux de la balance, le croissant s'était trouvé le plus léger. Le ciel, radieux pendant toute la durée du combat, s'était couvert de nuages épais. Don Juan donna aux navires qui s'étaient écartés le signal du retour. Doria, renonçant à une poursuite inutile, captura encore en chemin plusieurs galères. Le commandant en chef, après avoir parcouru tout le champ de bataille, et reconnu lui-même toute l'étendue de sa victoire, fit brûler et couler à fond toutes les galères désemparées. Le port de Petala offrit un refuge à la flotte pendant cette nuit orageuse. Le silence se fit sur cette vaste étendue d'eau, remplie pendant tout le jour de bruit et de mouvement, et où l'on n'entendait plus que de loin en loin le cri de détresse de quelque malheureux, flottant sur des débris. Pendant toute la nuit, les épaves de la flotte ottomane brûlèrent sur les eaux, comme un im-

mense feu de joie, en jetant sur les deux rives leurs sinistres reflets.

Après cette sanglante journée, la flotte turque, on peut le dire, était anéantie. Sur deux cent quarante-cinq galères, cent trente avaient été prises, quarante au plus s'étaient enfuies, le reste avait péri dans les flammes ou dans les eaux. La perte des alliés s'élevait à peine à quinze galères, et à huit mille hommes, dont cinq mille Vénitiens. Il est difficile d'évaluer les pertes des Turks, au milieu des contradictions des historiens; mais elles ne doivent être guère restées au-dessous de vingt-cinq mille tués, et cinq mille prisonniers. Le plus beau trophée de la victoire, ce furent douze mille captifs chrétiens qui, délivrés de leurs fers, baignaient de pleurs de joie les mains de leurs libérateurs. Le butin fut immense : les dépouilles de la chrétienté, reconquises sur les Turks, furent le fruit de la victoire; mais cette victoire était chèrement achetée, car le plus noble sang de Venise et de l'Espagne avait coulé à flots. D'autres, plus heureux, datèrent de Lépante la première page d'une carrière de succès. Ainsi, le jeune duc de Parme, Alexandre Farnèse, s'était engagé vergue à vergue avec une galère turque au plus chaud de l'action. L'artillerie étant devenue inutile, Farnèse sauta le premier à bord de l'ennemi, l'épée à la main, et sous les yeux de son oncle, il s'empara du navire qu'il avait abordé.

Pendant les trois jours que l'escadre chrétienne passa à Petala, des instincts plus humains se réveillèrent dans l'âme de don Juan. La lutte avait endurci son cœur, mais la victoire le détendit. Le même homme qui, à Galera, avait fait massacrer de sang-froid des milliers de femmes et d'enfants, prodigua les soins les plus affectueux aux blessés, même à ceux de l'ennemi. Il montra la même

grandeur d'âme envers l'amiral vénitien Veniero. Témoin du courage surhumain que le vétéran avait déployé dans le combat, don Juan, oubliant son juste ressentiment, lui donna, devant tous ses officiers, les éloges qu'il méritait.

Restait à décider l'usage que l'on ferait de la victoire. Un conseil se tint : quelques-uns ouvrirent l'avis, plus courageux que sensé, de cingler droit sur Constantinople, et d'y surprendre les Turks, en arrivant avant la nouvelle de leur désastre. D'autres, plus prudents, insistèrent sur le nombre des blessés, le mauvais état des galères, et soutinrent que le plus sage était de retourner chacun chez soi. Don Juan proposa un moyen terme : ce fut d'entreprendre le siége de Sainte-Maure, dans l'île de Leucade. Tout le monde se rangea à cet avis, et la flotte, levant l'ancre, arriva dans les eaux de Sainte-Maure, le 11 octobre. Mais on s'aperçut bien vite que la place n'était pas de celles que l'on enlève d'un coup de main. La mauvaise saison approchait, et les alliés tombèrent d'accord que le plus sage, c'était de s'en retourner prendre leurs quartiers d'hiver, pour se retrouver au printemps prochain. Avant de se séparer, ils partagèrent entre eux les galères, l'artillerie, les captifs et tous les fruits de leur victoire. Don Juan distribua entre ses compagnons d'armes toute sa part du butin, et ne garda pour lui que la gloire.

Plus la terreur avait été grande devant les armes ottomanes, plus l'Europe respira en se sentant délivrée. Mais nulle part la joyeuse nouvelle ne fut accueillie avec plus de transports qu'en Espagne. La puissance qui devait avoir dans le triomphe de Lépante la plus large part d'honneur, sinon de profit, fut celle qui l'apprit la dernière. Aussitôt après la bataille, don Juan avait envoyé à son frère un de ses officiers, porteur de l'étendard mu-

sulman, trophée de sa victoire; mais quand le messager arriva, Philippe savait déjà la nouvelle par l'ambassadeur vénitien. Il était à vêpres, dans sa chapelle, le jour de la Toussaint, au moment où il l'apprit. Comme Charles-Quint, lorsqu'on lui annonça la victoire de Pavie, il sut contenir la joie dont son cœur débordait, et son visage n'en exprima rien jusqu'à la fin du service divin. L'Espagne célébra par des fêtes somptueuses le triomphe des armes castillanes. Ivre d'une joie arrogante, elle crut voir revenus pour elle les jours glorieux d'Isabelle *la Catholique*, et le nom de don Juan, profondément populaire, fut désormais entouré d'un prestige que ni ses fautes, ni ses revers ne pourront plus lui ôter.

Philippe, si réservé d'ordinaire, écrivit à son frère, dans la chaleur de son émotion première, une lettre qui l'honore : « Je ne puis vous rendre la joie que m'a causée « tout ce que j'ai appris de votre courage et de votre « habile direction, à laquelle il faut surtout attribuer la « victoire. C'est à vous, après Dieu, que je m'en sens « redevable; et je suis heureux qu'il ait été réservé à « quelqu'un qui me touche de si près de gagner tant « d'honneur et de gloire, aux yeux de Dieu et du « monde. » (Rosell, *Append.*, 15.) La poésie et les arts luttèrent à l'envi pour perpétuer le souvenir de cette page si glorieuse pour l'Espagne. Titien, alors âgé de quatre-vingt-dix ans, traça, d'un pinceau ferme encore, l'admirable tableau qu'on voit à Madrid, sous le nom de *Victoire de la Ligue*. Enfin, les vers d'Ercilla et de Herrera exprimèrent l'enthousiasme national sous une forme destinée à ne pas périr.

Dans toute la chrétienté, la joie fut grande; mais chez les rois qui, préoccupés de leurs intérêts égoïstes, n'avaient pris part ni au danger, ni à la victoire, elle dut être mêlée

d'un amer repentir. Du reste, la France des Valois était alors tombée trop bas pour comprendre même des émotions pareilles. Catherine de Médicis, à la veille de la Saint-Barthélemy, n'avait pas place dans son cœur pour d'autres pensées. Quant à l'Angleterre, séparée, par sa position insulaire et par sa foi, de l'Europe catholique, ses vaisseaux n'étaient pas habitués à flotter dans les mêmes mers que ceux de l'Espagne et du saint-père. Elle se tint donc à part, sans se réjouir d'une victoire dont ses ennemis devaient seuls profiter.

Parmi les grands événements de l'histoire, il en est peu qui aient été aussi mal jugés que la bataille de Lépante. Parce qu'aucun fruit immédiat n'en a été recueilli, l'on a trop répété que cette victoire du christianisme était restée incomplète et stérile. Or, c'est là une injustice en même temps qu'une erreur. Il suffit d'étudier la constitution de l'islam et son histoire pour se convaincre que tout ordre social qui repose sur le Koran est et restera toujours incapable de tout progrès. Les deux khalifats de Bagdad et de Cordoue, et après eux l'empire ottoman, ont pu atteindre un certain degré de civilisation, mais à condition de voir commencer la décadence à l'heure même où finissait le progrès. La Turquie à Lépante n'a pas perdu de territoires; ses pertes en hommes et en vaisseaux étaient réparées dès l'année suivante; mais ce qu'elle a perdu à Lépante, c'est son prestige! c'est ce renom d'invincible qui faisait sa force et son succès! L'Europe a compris enfin que, derrière cette force brutale, il manquait une âme pour la diriger. Ce qui a vaincu à Lépante, ce n'est ni l'Espagne ni Venise, c'est la croix du Christ qui a pour jamais humilié le croissant. Ce n'est pas la supériorité des armes ni du courage, c'est celle de notre civilisation,

c'est-à-dire de notre foi! La religion de la matière s'est trouvée, pour la première fois, dans une lutte décisive, aux prises avec celle de l'esprit, et l'esprit a triomphé de la matière, comme le christianisme a triomphé du monde ancien, dans une bataille qui a duré, non pas un jour, mais trois siècles.

Des trois puissances qui vainquirent à Lépante, une seule y gagna quelque chose, ce fut Venise. Touchant de plus près au colosse abattu, elle put mieux que tout autre mesurer sa faiblesse réelle, cachée sous sa force apparente. Le charme était enfin rompu, et cette même Venise qui, en 1570, abandonnait lâchement Chypre, et implorait à genoux l'appui de la chrétienté, tout en négociant avec la Porte, Venise, soixante-quinze ans plus tard, enhardie par la langueur toujours croissante de l'empire ottoman, se prenait corps à corps avec lui, pendant vingt ans, dans la terrible guerre de Crète. Elle soutenait, avec l'héroïque Morosini, le siége de Candie, où périrent trente mille chrétiens et cent vingt mille musulmans. Enfin elle poussait l'audace jusqu'à bloquer le détroit des Dardanelles, et enfermer dans la mer Noire les escadres musulmanes. La guerre, il est vrai, finit par la cession de Candie à la Porte, mais aussi par une paix honteuse, imposée aux Turks en 1669, en attendant la *Paix de Carlowitz,* qui devait, en 1699, sceller leur abaissement, précurseur de celui de Venise qui les avait vaincus!

« La victoire de Lépante, dit l'historien espagnol « Rosell (*Historia del Combate naval de Lepanto,* 1 vol. « grand in-8°, Madrid 1853, p. 159), n'a été, ni pour « Venise, ni pour l'Espagne, un triomphe décisif sur « leur éternel ennemi (et quelle bataille navale a jamais « rien décidé?); elle n'a pas donné à la Grèce la liberté;

« elle n'a pas planté la croix sous les murs de Constan-
« tinople ; mais elle a arrêté la marche envahissante de « l'empire ottoman ; elle a préparé la glorieuse catas- « trophe de Navarin... Nous ne devons pas voir en elle « le début, mais la fin d'une ère héroïque... La con- « quête de Grenade sur les Arabes a élevé l'Espagne « au-dessus de *toutes* les nations (?) ; la victoire de Lé- « pante sur les Turks est la dernière page de l'épopée « de ses grandeurs. »

L'auréole qui ceignait le front du jeune vainqueur de Lépante n'empêcha pas le blâme de se mêler à l'admiration. On lui reprocha d'avoir laissé se dissoudre ce formidable armement, au lieu de fondre sur Constantinople, pour surprendre les Turks dans la première émotion de leur défaite. « Le vainqueur de Tunis, le père de don « Juan, affectait-on de répéter, eût agi autrement, et ne « se serait pas contenté de vaincre à demi ! » Nul doute que ces paroles, rapportées à l'infant, n'aient influé sur la décision qui lui dicta plus tard sa folle expédition de Tunis. Quant à une pointe sur Constantinople, nous le louerons, au lieu de le blâmer, de ne l'avoir pas risquée. Le jeune amiral n'avait ni le pouvoir, ni l'influence nécessaires pour tenter un pareil coup de tête. Son frère lui avait ordonné de ramener sa flotte passer l'hiver en Sicile ; et ce n'était qu'à ses risques et périls qu'il aurait pu désobéir. Les deux autres amiraux, à peine soumis à leur chef pendant la bataille, avaient repris tous leurs droits après la victoire. Le succès, d'ailleurs, ne devait profiter qu'à Venise, et ni l'Espagne, ni le saint-père n'étaient d'humeur à rien hasarder pour le moins sûr de tous les alliés.

Une lettre du duc d'Albe, écrite un mois après la bataille, exprime nettement l'avis que « toute entreprise

« contre Constantinople et l'empire ottoman, si elle « n'est pas soutenue par une coalition générale de la « chrétienté, doit nécessairement échouer, tant sont en-« core puissantes les ressources de cet immense empire. « Sans l'empereur et la France, on ne peut rien contre « Constantinople, » dit d'Albe en terminant. Et quand on songe que l'année suivante les Turks devaient mettre sur pied une flotte, plus forte encore que celle qu'ils venaient de perdre, on ne peut s'empêcher de rendre hommage à ce pénétrant coup d'œil que la passion seule pouvait aveugler, comme elle le fit en Flandre.

Don Juan céda en frémissant aux ordres de son frère, et s'en retourna à Messine avec sa flotte. L'enthousiasme de ces vives populations qui, pendant tant de siècles, avaient souffert des déprédations des corsaires ottomans, éclata en transports inouïs. Arcs de triomphe, fêtes, banquets, statue colossale en bronze, rien ne fut épargné pour le vainqueur. Messine paya la dette de la chrétienté par le don de trente mille couronnes d'or, que don Juan partagea aussitôt entre les blessés et les familles des morts. Santa-Cruz, à Naples, fut accueilli avec les mêmes transports. Mais le vrai vainqueur de Lépante, l'organisateur de cette ligue chrétienne, l'âme qui l'avait inspirée, c'était Pie V. En apprenant le succès qui couronnait ses longs efforts, l'héroïque pontife sentit des larmes s'échapper de ses yeux. Les premiers mots qui sortirent de ses lèvres furent ceux-ci : « Il y eut un homme, appelé Jean, qui fut envoyé de Dieu. » Colonna, l'amiral romain, promena dans les rues de la ville éternelle les captifs musulmans, et Rome crut voir renaître pour un jour la splendeur de ses anciens triomphes.

Les flottes confédérées s'étaient donné rendez-vous

au printemps prochain; mais elles ne se réunirent que vers le milieu de l'été. Dès le premier jour, on vit percer les profondes divergences d'intérêts et de vues qui séparaient l'Espagne et Venise. Pendant que Philippe s'efforçait de ramener la guerre vers l'Ouest, pour défendre contre les pirates ses possessions africaines, Pie V, exalté par son triomphe, n'aspirait à rien moins qu'à la conquête de Constantinople. Il s'épuisait en vains efforts pour entraîner à la croisade les autres souverains de la chrétienté, plus effrayés peut-être de l'ambition de l'Espagne que de celle des Turks. Sa mort, survenue le 1er mai, vint couper court à ses rêves de conquêtes. Plus grand à sa dernière heure que pendant le reste de sa vie, ce pontife persécuteur finit ses jours sur cette date immortelle de Lépante, dont la gloire lui appartient encore plus qu'à don Juan. La guerre contre l'hérésie avait rempli tout son règne; la guerre contre les Turks vint dignement le clore, et même après sa mort, les trésors amassés par lui furent encore consacrés à ce but.

La mort du pape porta un coup fatal à la ligue. Philippe, qui redoutait par-dessus tout l'élection d'un pape français, défendit à sa flotte de quitter Messine. Tout ce que Juan put obtenir, ce fut d'envoyer aux alliés, réunis à Corfou, un faible contingent de vingt-deux galères et cinq mille soldats. Mais l'élection d'un pape, italien de naissance et espagnol de cœur, Grégoire XIII, vint délivrer Philippe de ses craintes, et il consentit enfin au départ de son frère. Le nouveau pontife, héritier des desseins et du trône de Pie V, essaya vainement de réveiller le zèle des souverains de l'Europe; les croisades avaient fait leur temps, et l'Espagne seule en prenait encore souci. Venise faisait la guerre pour son compte, et non pour celui de la ligue; et quand la flotte

espagnole arriva à Corfou, les confédérés l'avaient déjà quittée pour croiser à la recherche de la flotte ottomane.

De son côté, la Porte n'avait pas perdu son temps : en six mois elle avait construit et équipé cent vingt galères; bientôt elle se vit à la tête d'une escadre plus puissante que celle qui périt à Lépante. Le dey d'Alger fut chargé du commandement en chef; mais ce n'était pas la force qui manquait à l'islam, c'était la confiance. Les deux flottes se rencontrèrent dans l'Archipel, à l'ouest de la Morée. Les Turks, bien supérieurs en force, comptaient deux cents galères; et pourtant, ils évitèrent un engagement que cherchaient les chrétiens. Ceux-ci, désespérant d'amener l'ennemi à combattre, s'en retournèrent à Corfou, où don Juan se joignit à eux, et reprit le commandement en chef. L'escadre confédérée, qui s'élevait à deux cent quarante-sept galères, arriva dans les eaux de Modon, à la pointe sud-ouest de la Morée. L'ennemi, affaibli par les maladies, avait réuni ses forces dans le port de Modon : le jour anniversaire de Lépante, la flotte turque sembla prête un moment à accepter le combat; mais Uluch-Ali, en voyant le formidable front de bataille de la ligue chrétienne, se souvint de Lépante, et revint s'abriter sous les canons du fort. Les alliés croisèrent quelque temps encore, espérant toujours que le courage reviendrait à l'ennemi. Mais on était en octobre, la mauvaise saison approchait, les vivres devenaient rares. Il était trop tard pour tenter quelque chose de sérieux, et d'ailleurs il aurait fallu s'accorder, chose rare dans les conseils de la ligue. Don Juan finit par prendre son parti, et s'en retourner en Sicile, et les alliés se dispersèrent. Ainsi se termina cette campagne avortée, où les intérêts se trouvèrent aux prises presque autant que les croyances.

Venise, puissance commerciale bien plus que politique, avait toujours séparé sa cause de celle des autres états chrétiens. Dans l'alliance qui enfanta Lépante, le pape et le roi d'Espagne avaient vu une croisade, et Venise une spéculation. Elle risquait des hommes et des vaisseaux pour affermir et étendre ses possessions dans le Levant; mais, ce but une fois atteint, les intérêts de la chrétienté étaient le moindre de ses soucis. Elle le prouva bientôt : au printemps de l'année suivante, l'Espagne et le pape se préparaient à tenter un nouvel effort. Philippe, malgré l'état désespéré de ses finances, n'aurait reculé devant aucun sacrifice, car il s'agissait du triomphe de la foi. Mais Venise, s'appuyant sur la France, toute-puissante à Constantinople depuis François Ier, finit par conclure séparément un traité avec la Porte, traité honteux, où le vainqueur faisait toutes les concessions. Venise, qui voulait la paix à tout prix, l'acheta de son honneur et de ses deniers à la fois. Elle s'engagea à payer au sultan trois cent mille ducats en trois ans, et à lui céder Chypre, cause première de la guerre.

En apprenant cette nouvelle et la ruine de toutes ses espérances, Philippe se contenta de dire froidement : « Venise croit consulter son intérêt en agissant ainsi ; « mais moi, j'ai tâché de mettre le mien d'accord avec « celui de la chrétienté. » Le pape, moins résigné, accusa en plein consistoire la conduite de la république, et ne voulut pas entendre les excuses de son ambassadeur. Quant à don Juan, il refusa d'abord de croire à la défection de Venise. Dans un premier mouvement d'indignation, il fit arracher de sa galère l'étendard de la ligue pour le remplacer par celui de la Castille. Du reste, l'Espagne gagnait à cette trahison de Venise d'être délivrée d'un allié douteux, et qui contrariait tous ses plans.

Aussi, dès qu'elle se sentit libre, elle suivit sa pente, qui l'entraînait à attaquer les corsaires barbaresques, ses ennemis immédiats. La côte d'Afrique, où elle garde encore, à prix d'or et de sang, quelques lambeaux de ses anciennes conquêtes, exerçait sur elle une sorte de fascination. Charles-Quint lui-même y avait cédé deux fois, et le sobre Philippe ne sut pas plus que son père résister à cet entraînement. La perte de Tunis, conquise en 1535 par l'invincible empereur, puis reprise par les musulmans, pesait sur le cœur de tout Espagnol comme un souvenir de gloire et de honte à la fois. Le complément de Lépante, ce devait être la conquête de toute la côte d'Afrique, depuis le cap Bon jusqu'aux colonnes d'Hercule. La légitime ambition de l'Espagne, c'était de délivrer tous les pays chrétiens que baigne la Méditerranée du honteux tribut prélevé sur eux, depuis tant de siècles, par les corsaires d'Alger et de Tunis.

Si Philippe, renonçant à imposer à ses sujets des Pays-Bas le joug de l'orthodoxie, eût tourné vers l'Afrique tout l'effort de ses armes; si, laissant Venise disputer aux Turks l'empire de l'Archipel, il eût pris pour lui la tâche glorieuse de purger de pirates cette mer intérieure qui s'étend entre l'Espagne et l'Italie; si, par une série de forts et de comptoirs, il eût lié ensemble toutes les parties de ce riche littoral, et reconquis à la civilisation toute la côte d'Afrique, en remontant le chemin qu'avait suivi la conquête arabe, les destinées de l'Espagne eussent peut-être changé. Elle eût été contre l'islam l'avant-garde de la chrétienté, et eût pu reporter sur l'Orient toutes ces ambitions qui ont si mal tourné pour elle, dans le monde ancien comme dans le nouveau... Mais on ne refait pas l'histoire avec des rêves. Chez ce peuple improgressif, dont les croisades et l'inquisition ont arrêté

le développement, le déclin devait, comme chez les Turks, succéder presque sans intervalle à la grandeur. Lépante devait être à la fois la dernière et la plus glorieuse page de son histoire.

L'expédition de Tunis une fois résolue, Philippe n'épargna rien pour en assurer le succès. La possession du fort de la Goulette, resté aux Espagnols depuis Charles-Quint, comme un trophée de leur victoire, leur rendait la conquête plus facile. Ce ne fut qu'en septembre 1574 que don Juan, à la tête de cent galères et d'autant de transports, se dirigea vers la côte d'Afrique. Les troupes de débarquement ne montaient pas à moins de vingt mille hommes. Les musulmans, avec leur incurie habituelle, n'avaient pas même mis de garnison dans la ville assiégée. La plupart des habitants s'étaient enfuis. Pas un coup de canon ne fut tiré, pas un ennemi ne se montra pour disputer aux chrétiens leur facile triomphe. Le butin fut immense : il fallut une semaine entière pour achever le sac de la ville. Don Juan, plus humain cette fois qu'à Galera, protégea les rares habitants contre les violences de ses soldats; il invita à rentrer dans leurs foyers dévastés ceux qui les avaient quittés. Philippe, las des frais qu'entraînait l'entretien du fort, avait ordonné à son frère de le raser, et de détruire les fortifications de Tunis : étrange manière d'assurer le maintien de sa conquête! Mais une lettre postérieure (*Docum. ineditos*, t. III, p. 139) nous montre Philippe, toujours indécis, exposant les raisons pour et contre, et laissant à son frère le soin de décider. Don Juan, lui, n'hésita pas, et, bien loin de raser le fort de la Goletta, il le fit réparer avec soin, et fit en outre élever une citadelle à côté de la ville.

Nous n'avons vu jusqu'ici du caractère de don Juan

que ses brillants dehors; nous allons en voir maintenant les lacunes et les faiblesses. Au début de la ligue, le nonce du pape lui avait remis deux prophéties de saint Isidore, espèce de sibylle chrétienne à qui la papauté a souvent emprunté ses oracles. Ces prophéties promettaient la victoire au nouveau Godefroy de Bouillon, et lui montraient, aux dépens de l'islam, l'avenir d'une souveraineté indépendante. Ces rêves du pontife enflammèrent l'ambition de Juan; un secrétaire intrigant, nommé Soto, acheva l'œuvre commencée par le saint-père. Tunis une fois conquise, le rêve semblait prêt à devenir une réalité. Philippe, informé de l'ascendant que Soto avait pris sur son frère, se hâta de l'éloigner, mais pour le remplacer par un autre intrigant, plus dangereux encore : ce fut Escovedo, qui devait jouer un rôle si fatal pour don Juan et pour lui dans le plus sombre drame de la cour de Philippe.

En attendant l'heure de régner, il fallait obéir; le roi, dont Juan n'était que le premier sujet, lui envoya l'ordre de ramener sa flotte en Sicile. Juan se soumit à regret, et l'accueil enthousiaste qu'on lui fit à Palerme le consola mal de l'amer sentiment de sa dépendance. Après avoir licencié sa flotte, il alla passer à Naples, au milieu des plaisirs, le reste de l'hiver, mais l'œil attaché sur Tunis, sans perdre un instant de vue ni sa conquête, ni son rêve. Il envoya même Escovedo demander au saint-père son appui auprès de Philippe. Le pape s'y prêta de bonne grâce, et le roi, quelle que fût sa pensée intime, ne repoussa pas les ouvertures qu'on lui fit à ce sujet. Mais pendant que l'ambitieux don Juan s'enivrait de cette perspective, sa conquête allait lui échapper presque aussi vite qu'elle lui était venue.

Selim, en apprenant la prise de Tunis par les chré-

tiens, avait remué tout son empire pour venger ce nouvel échec. Une formidable escadre fut mise sous les ordres du dey d'Alger. Dès juillet 1575, la flotte turque parut sur la côte de Tunis, et les troupes débarquées en commencèrent le siége. La ville ne se défendit pas plus contre les Turks que naguère contre les chrétiens. Habitués au joug, les habitants échangèrent passivement un maître pour un autre. Mais la Goulette et la citadelle de Tunis, qui s'attendaient à être secourues, se défendirent avec un rare courage. Ce ne fut qu'après six mois de siége, et des torrents de sang versé, que les Turks s'en rendirent maîtres, pour n'y trouver que des ruines et des cadavres. La Goulette, qui pouvait offrir un point de repère aux chrétiens, fut rasée par ordre du dey, et toute trace de leur éphémère domination fut bientôt effacée.

Don Juan, par malheur, était alors à Gênes, où son frère l'avait envoyé, pendant que tous ses rêves de souveraineté se dissipaient en fumée. Vainement il pressa les vice-rois de Naples et de Sicile de secourir ces deux héroïques garnisons; ceux-ci n'avaient pas ordre d'agir, et la Goulette fut abandonnée comme Malte, avec plus de raison. Granvelle, vice-roi de Naples, n'avait aucune envie de contribuer à la grandeur du vainqueur de Lépante. Juan, voyant qu'il ne pouvait compter que sur lui-même, brusqua le dénoûment de sa mission pour retourner en Sicile. Sans même attendre les ordres de Madrid, il équipa à la hâte une flotte; mais, à peine sortie du port, une tempête la dispersa, et Juan, réfugié à Trapani, y apprit, avec la reprise de Tunis, le naufrage définitif de toutes ses espérances.

LIVRE XXXI

CHAPITRE I.

ADMINISTRATION DE REQUESENS. SIÉGE DE LEYDE.

1574-76.

Il est peu de contrastes aussi tranchés que celui que présentent les deux administrations de d'Albe et de Requesens. Sous le premier, le ressort du pouvoir a été tendu jusqu'à se rompre. D'Albe a échoué dans tout ce qu'il a entrepris, mais il n'a pas plié. L'autorité royale est sortie intacte de ce conflit où Philippe doit laisser la moitié de sa couronne. Sous Requesens, la lutte va se poursuivre, mais l'âme et la volonté de son devancier ne sont plus là pour l'animer. Le duel maintenant sera de peuple à peuple, il a cessé d'être personnel entre d'Albe et les Pays-Bas. L'armée qui, sous la main du duc, était le docile instrument des desseins du monarque, va bientôt devenir son plus dangereux ennemi.

Le seul mérite de Requesens, aux yeux des Pays-Bas, c'était de succéder au duc d'Albe, et c'en fut assez pour

l'y faire bien accueillir. Mais ce mérite, tout négatif, ne suffit pas aux yeux de l'histoire. Ce qui nous frappe avant tout dans le grand commandeur, c'est sa médiocrité, mot qui n'est pas toujours synonyme de modération. Général, il avait contribué au gain de la bataille de Lépante ; administrateur en Lombardie, il avait fait preuve de prudence et de fermeté ; mais, aux yeux des Espagnols comme à ceux des Flamands, il avait le tort de ne pas porter un de ces noms qui commandent l'obéissance. Pour un peuple habitué à être gouverné par des princesses du sang, c'était presque une insulte de lui donner pour maître un simple gentilhomme. Puis, sa faiblesse, son manque d'initiative devaient faire remonter jusqu'au roi la responsabilité de tous les actes de son représentant. Le pays était las de la guerre, mais il ne voulait pas non plus de la paix à tout prix. Une amnistie, sans la liberté de conscience et le maintien des franchises nationales, n'eût pas été acceptée. Philippe, de son côté, mettait à toute amnistie deux conditions dont il ne voulait pas démordre : le maintien exclusif de la religion catholique et celui de son autorité absolue. Avec deux points de départ aussi opposés, la Flandre et son roi ne pouvaient pas s'entendre. Et cependant, les partisans même les plus décidés de l'Espagne ne se contentaient plus de soupirer après la paix, la plupart y travaillaient en secret. Noircarmes, de l'aveu du duc d'Albe, était entré en négociation avec les villes rebelles, et même avec le prince d'Orange. (*Corresp.*, II, 450.) Requesens, tout en excluant le prince comme indigne de pardon, avait approuvé les négociations. Enfin les Espagnols eux-mêmes commençaient à se lasser de leur métier de bourreaux. Romero, campé à une lieue de Guillaume d'Orange, avait pris sur lui de lui écrire, en exprimant

ses vœux sincères, on n'en peut pas douter, pour le rétablissement de la paix.

Dans cette situation difficile, deux choses manquaient au nouveau gouverneur : de la décision dans le caractère, et des pouvoirs suffisants pour amener les choses à une conclusion. D'Albe, en partant, avait surtout insisté sur deux points : 1° donner tous ses soins aux choses de la guerre, et ne pas traiter avec les rebelles (on vient de voir que lui-même avait fait le contraire) ; 2° ne rien changer, sans mûr examen, à tout ce qu'il avait établi. (*Corresp.*, t. III, p. 1.) Et, en effet, dans tous les actes de Requesens, nous retrouvons le système de son inflexible devancier, moins la main de fer qui savait l'appliquer. Dans ses lettres, au contraire, nous voyons percer souvent des velléités de conciliation. Ainsi, il conseille au roi, contre l'avis du duc d'Albe, de supprimer le *conseil des troubles* (*Corresp.*, t. II, p. 453) ; « enfin, la publication du *Pardon général* lui paraît indispensable, et il « trouve même qu'elle a été trop différée » (p. 447).

Mais la critique la plus sanglante du gouvernement du duc, c'était l'état où, en se retirant, il laissait les finances. Par une dernière révolte de son orgueil, il s'était refusé à rendre compte à son successeur des engagements pris et des sommes reçues ou dépensées. En agir ainsi, c'était confesser le désordre de son administration financière. Ce désordre doit-il s'expliquer par des malversations ou par pure incurie? D'Albe est-il sorti riche des Pays-Bas, ainsi que le veulent les historiens hollandais? ou a-t-il raison d'accuser le roi « d'ingratitude, quand « il laisse un vieux soldat perdre à la fois sa fortune et « sa santé à son service? » C'est là une question à laquelle il est difficile de répondre. Mais ce qui est incontestable, c'est la déplorable situation où d'Albe laissait

à son départ le pouvoir royal. Des chiffres, donnés par Requesens, dans une lettre au roi sur l'état de ses finances dans les Pays-Bas (*Corresp.*, t. II, p. 456), nous apprennent qu'il était dû aux gens d'armes et à l'infanterie ordinaire plus de cinq millions de florins [1], qui font deux millions et demi de ducats ou d'écus (environ trente millions de francs); de plus, trois millions cinq cent mille écus (environ quarante-deux millions de francs), aux autres corps de l'armée, sans compter ce qu'on devait à la cavalerie allemande. Le total de l'arriéré de solde dû aux troupes dépassait donc de beaucoup quatre-vingts millions de francs. La dépense ordinaire de l'armée et de la flotte s'élevait à six cent mille écus par mois, soit par an quatre-vingt-six millions de francs, sans parler de l'argent nécessaire pour la réparation des places, dont quelques-unes tombaient en ruines. Or, pour tant de nécessités, le commandeur, comme il l'écrivait au roi, « n'avait pas un « *réal* en caisse. La misère était telle, ajoutait-il, que, « faute d'habits, beaucoup de soldats mouraient de « froid. » Ainsi le maintien, fort précaire, de l'autorité royale dans les Pays-Bas, absorbait presque le revenu des mines du nouveau monde. Philippe avait trouvé le secret de tarir l'une par l'autre ces deux sources de la fortune de l'Espagne, dont la moins éloignée n'était pas la moins féconde.

« C'est avec une peine infinie, ajoute Requesens, que « je me vois forcé de demander au roi de nouveaux « sacrifices; car je sais que chaque écu, fourni par le tré- « sor, en coûte plusieurs avant d'arriver aux mains des « soldats. Sans parler des frais de négociations en Espa- « gne, et des douze pour cent payés aux marchands d'An-

1. Le florin, suivant M. Mignet (*Charles-Quint à Juste*, p. 225), pesait alors 6 francs, 97 cent. de notre monnaie, et valait 200 maravédis.

« vers, les officiers et les employés des finances volent « tout ce qu'ils peuvent » (p. 457). La confiscation ne rendait plus rien, les impôts s'étaient arrêtés tout court avec le commerce. L'émigration avait tari toutes les sources de la fortune publique. Les états provinciaux se refusaient à voter le moindre subside. Le plus vulgaire bon sens suffisait pour comprendre que, sans de graves concessions, et sans un pardon large et sérieux, Philippe n'aurait jamais raison de la résistance des Pays-Bas.

Les lettres de Requesens confirment toutes nos assertions. Il se plaint de tous et de tout, de ses amis comme de ses ennemis : « Barlaymont qui a reçu tant de « faveurs, ne se montre pas satisfait. Des deux choses « que Jules César a remarquées chez les habitants de ce « pays, l'oubli des bienfaits comme celui des injures, je « ne rencontre plus que la première... Ils désirent tenir « Votre Majesté dans une sorte de sujétion, pour se « vendre plus cher. Dans leur haine pour notre nation, « ceux qui servent Votre Majesté ne le cèdent en rien aux « rebelles. » (*Corresp.*, II, 443.) « Avant ma venue aux « Pays-Bas, je me demandais comment les ennemis pou- « vaient entretenir des flottes si nombreuses, tandis que « le roi ne pouvait en équiper une seule; c'est que, « combattant pour défendre leur vie, leurs biens et leur « fausse religion, faisant ainsi leur cause propre de la « cause du prince rebelle, ils se contentent de vivres, « sans solde. » (*Ibid.*, p. 444.) Dans ce candide étonnement du gouverneur devant le désintéressement des révoltés flamands, quelle leçon pour le despotisme, s'il eût su la comprendre!

A dater de la nouvelle année, Requesens appuie décidément le pardon, toujours combattu par le duc d'Albe. Il croit que les Pays-Bas se soumettront, « si l'Église re-

« çoit dans son sein les hérétiques repentants, et si on « donne à ceux qui sont hors du pays un délai pour « vendre leurs biens » (p. 451). « Un des bons résultats « du pardon sera de semer la division entre les rebelles « obstinés et ceux qui désirent le retour de la paix » (p. 449). La religion a, suivant lui, peu de part dans les troubles : « Elle fut, dans le principe, et est encore le « mobile qui fit agir le prince d'Orange et beaucoup des « chefs qui le suivent ; mais elle n'a pas la même influence « sur la masse du peuple. Ce sont plutôt les nouveaux « impôts et les désordres des gens de guerre qui ont causé « le soulèvement... Les comtes d'Egmont et de Hornes, « et tant d'autres, *justement exécutés*, sont morts catholi- « ques, et le peuple ne s'est pas soulevé pour eux, ni pour « appuyer Orange en 1568... Beaucoup d'autres causes « que la religion ont donc agi sur le peuple » (p. 448).

Le meilleur démenti à cette assertion de Requesens, qui prouve sa profonde ignorance du pays qu'il gouvernait, c'est la situation religieuse du nord des Pays-Bas. Une lettre d'Orange (*Archives*, v, 69) nous apprend que déjà, en Hollande et en Zélande, il était difficile de trouver un catholique, en dehors du clergé et de quelques membres des états, anciens agents de l'Espagne. « La plus « saine partie de ce peuple, écrit Guillaume, a si bien pro- « fitté en la crainte de Dieu, qu'il n'y a aulcun qui vouldra « changer sa religion, encore que ce luy cousterait la « vie avec perte de tous ses biens... Et je tiens pour « tout certain qu'ils se résouldront de mourir plustost que « d'abandonner leur pays, où ils ont, grâces à Dieu, en- « core bons moiens de se deffendre... » (*Archiv.*, t. v, p. 73.)

Et pourtant Philippe croyait de bonne foi, dans son amnistie avec exceptions et réserves, posséder la panacée

qui devait guérir tous les maux des Pays-Bas. Au fond, sauf le duc d'Albe, tout le monde, même à Madrid, inclinait pour le pardon. Le conseil d'État de Castille s'était prononcé pour l'amnistie, et contre le dixième denier; mais, comme personne ne voulait faire les concessions nécessaires pour rendre ce pardon sérieux, personne aussi, du côté des rebelles, ne songeait à l'accepter. Les villes révoltées refusaient d'ouvrir leurs portes; et, tout en écrivant au roi « qu'il ne fallait pas espérer mettre fin aux troubles par la force seule, » Requesens sentait de plus en plus l'insuffisance du *pardon*, tel qu'on le comprenait à Madrid.

Les rebelles, de leur côté, n'étaient pas dans une situation plus facile. On voit, dans les lettres d'Orange, le continuel souci que lui causait cette lutte si inégale contre le colosse de la monarchie espagnole. En effet, l'Espagne, maîtresse d'Amsterdam et de Harlem, allait, par le siége de Leyde, faire encore un pas en avant, pour joindre ses possessions du nord avec celles du midi, et placer les rebelles entre deux feux. Le plan du gouverneur était d'enfermer dans Delft le prince d'Orange, en le séparant de la Nord-Hollande et de la Frise, où se trouvait son plus ferme appui. Guillaume allait donc se trouver seul, face à face avec les états, et avec un pays déjà las des sacrifices qu'on lui demandait. Le bruit, qui commençait à se répandre, d'une large amnistie, avec un très-petit nombre d'exceptions, ébranlait les plus fermes courages, et servait mieux la cause de Philippe que bien des batailles gagnées. Enfin, la captivité de Saint-Aldegonde privait Guillaume de son bras droit. Le prisonnier, lassé de sa longue captivité, avait senti faiblir son courage. A défaut de la liberté de conscience, tout ce qu'il osait espérer maintenant, c'était la permission pour les hérétiques de

s'expatrier, et il écrivait à Guillaume ces tristes paroles : « Peut-être Dieu nous donnera-t-il dans notre exil « quelque bonne occasion de servir le roi, et d'obtenir « ainsi la permission de rentrer dans notre pays. »

En revanche, les affaires des insurgés, en Zélande et sur mer, prenaient un tour plus favorable. L'amiral Boisot, avec une flotte imposante, croisait sur les côtes, prêt à porter le secours partout où serait le danger. Mondragon, enfermé dans Middelbourg, aux prises avec la famine, ne pouvait tarder à se rendre, malgré son héroïque défense. Le plus pressé, pour les Espagnols, c'était de le délivrer. Deux flottes, l'une de quatre-vingts navires, sous les ordres de Romero, l'autre de trente, sous ceux de d'Avila, reçurent l'ordre de se diriger sur la ville assiégée, par les deux bras de l'Escaut qui entourent l'île de Walcheren. Boisot était alors à Flessingue, au sud de l'île, avec cinquante vaisseaux. Requesens se rendit à Berg-op-Zoom pour surveiller les opérations. Il y trouva Boisot et sa flotte, mouillée en face de cette ville, sur le bras oriental de l'Escaut. Le prince d'Orange vint passer, sous le feu des forts de l'ennemi, l'inspection de ses navires; puis, il repartit pour Delft, où le rappelait un soin plus grave encore, celui de la défense de Leyde.

Mais les Espagnols, si riches en officiers de terre, manquaient d'amiraux comme de marins. Toutes les mesures prises pour la jonction des deux flottes échouèrent, par la faute de Romero, chez qui le courage ne pouvait suppléer au manque d'expérience de la mer. Les équipages n'étaient pas au complet : « Pour remplacer « les hommes qui avaient déserté, il avait fallu en en- « rôler d'autres de force, et ceux-ci ne valaient rien. » (*Corresp.*, III, 15.) Romero s'était concerté avec d'Avila, pour que, le 30 janvier, les deux flottes se trouvassent

en même temps devant l'ennemi. Mais, le 29, le vent fraîchit : les *gueux*, qui avaient pour eux le vent et la marée, voyant la flottille de Romero entassée en désordre dans le bras oriental, cinglèrent droit vers l'ennemi. Romero avait deux partis à prendre : se réfugier dans le port, ou ranger ses navires en bataille et attendre l'ennemi. Il ne fit ni l'un ni l'autre, et commit « l'*énorme faute* » d'envoyer douze ou quinze navires escarmoucher contre l'ennemi. Bientôt ceux-ci furent en danger : Romero, se croyant suivi, accourut à leur secours; mais son vaisseau se trouva seul, et dut s'échouer près du rivage, où le gouverneur assistait à la défaite de son escadre. Les Espagnols perdirent quinze vaisseaux et près de douze cents hommes. Les navires des deux nations, trop serrés pour faire usage de leurs canons, combattaient à l'abordage; et, dans cette lutte corps à corps, tout l'avantage était pour les Hollandais. Armés de longs crochets de fer, ils attiraient à eux leurs ennemis, et les jetaient à la mer. Les débris de la flotte espagnole se réfugièrent dans Berg-op-Zoom. Romero se sauva à la nage, et dit froidement au gouverneur : « Je vous avais bien dit, Excel-« lence, que j'étais fait pour me battre sur terre, et non « sur mer. Quand vous me donneriez cent flottes à com-« mander, je crois qu'elles tourneraient toutes aussi mal « que celle-ci. » (*Mendoza*, XI, 227.) D'Avila, en apprenant ce désastre, ramena sa flottille à Anvers. Mondragon, abandonné à son sort, obtint du prince des conditions honorables; il rendit Middelbourg le 18 février, et l'île de Walcheren passa tout entière sous les drapeaux d'Orange. Mondragon avait promis de se reconstituer prisonnier, s'il ne pouvait obtenir la liberté de Saint-Aldegonde; mais il échoua dans ses efforts, et comme il n'avait en lui rien d'un Régulus, il se dispensa

de tenir sa promesse. Aucune parole n'engageait avec des hérétiques et des rebelles.

La supériorité des Hollandais sur mer était maintenant établie, et les Espagnols essayaient en vain de lutter. Or, dans un pays où les eaux tiennent plus de place que la terre ferme, renoncer à combattre sur mer, c'était abandonner la victoire à l'ennemi, en le laissant libre de porter la guerre sur le point qui lui plairait. Sur terre, en revanche, les Espagnols se sentaient invincibles ; leur courage, leur discipline, leur science de la guerre, leur assuraient un facile triomphe sur des mercenaires, indifférents à la cause qu'ils défendaient, et plus avides de pillage que de gloire. Quant aux Hollandais, braves mais indisciplinés, l'expérience et le goût de la guerre leur manquaient. Derrière des murs seulement, ils retrouvaient leur courage ; le siége de Harlem l'avait prouvé, et celui de Leyde le prouvera bientôt.

La victoire de Boisot n'avait pas changé la marche des événements. Dans cette pointe victorieuse que les Espagnols dirigeaient vers le midi, pour acculer les révoltés à la Flandre soumise, Harlem avait été la première étape, Leyde allait être la seconde. Il fallait que cette ville fût prise, ou que la reconquête espagnole s'arrêtât dans sa marche. Dès le 1er novembre 1573, la place avait été investie, et le siége ouvert. Nous reviendrons plus tard sur ce siége important, digne pendant de celui de Harlem ; mais il faut nous occuper d'abord de Louis de Nassau, qui s'apprêtait à tenter un coup décisif pour la délivrance de son pays. Henri de Valois, duc d'Anjou, avait besoin des Nassau pour arriver au trône de Pologne ; aussi avait-il fait passer à Louis de larges subsides. Une lettre de Guillaume à son frère (*Archiv.*, IV, 240) contient tout le plan de la campagne. Il engage

Louis à diriger son premier effort sur Maëstricht, pour porter l'insurrection dans le Limbourg, resté jusque-là étranger à la guerre. Si le coup de main sur Maëstricht venait à faillir, il l'invite a passer la Meuse à Stochem, et à suivre la rive gauche jusqu'à Gertruydemberg; puis à s'embarquer là, avec sa petite armée, pour se porter entre Harlem et Leyde, et couper ainsi les Espagnols d'Amsterdam, d'où ils tiraient tous leurs vivres. La pensée d'Orange était d'opérer une diversion puissante, pour attirer l'ennemi vers l'est, et faire lever le siége de Leyde. Muni de forces suffisantes, Louis eût put tenter l'aventure, si téméraire qu'elle fût, avec quelques chances de succès; mais il lui restait, en cas de défaite, un fleuve à passer en face de l'ennemi, et une marche de cinquante lieues, avec les Espagnols sur les talons, à travers un pays qui leur appartenait. Orange, contre son habitude, livrait donc beaucoup à la fortune; mais, dans des causes désespérées, et quand tout semble perdu, ne faut-il pas tout oser?

Vers la fin de février, Louis, avec six mille fantassins et mille cavaliers, passa le Rhin et se dirigea sur Maëstricht, suivi de deux de ses frères, Jean et Henri, et du duc Christophe, fils de l'électeur palatin. C'était assez pour un coup de main, trop peu pour une campagne. Orange, de son côté, avait réuni six mille hommes, et donné rendez-vous à son frère dans l'île de Bommel, entre le Wahal et la Meuse, pour se diriger ensemble sur Leyde. Mais Requesens, informé par ses espions des plans de Louis, se hâta de diriger sur Maëstricht toutes les forces dont il pouvait disposer. Il n'hésita même pas à dégarnir la Hollande, et à lever le siége de Leyde, pour faire face à cette invasion qui menaçait de déplacer le théâtre de la guerre. Huit mille chevaux allemands et une

force au moins égale en infanterie furent bientôt en marche vers Maëstricht, et un chef actif et résolu, Mendoza, se jeta dans la place, en attendant les renforts.

L'entreprise était manquée, même avant d'avoir commencé. Déjà la désertion s'était mise dans l'armée de Louis. Il avait cru avoir à faire à une ville peu gardée, et il se trouvait en face d'une armée. La Meuse charriait des glaçons, et ne pouvait ni porter de bateaux, ni livrer passage à ses troupes. Déjà Louis, tenant Maëstricht pour perdue, ne songeait plus qu'à rejoindre son frère. Mais bientôt d'Avila arriva avec de nouveaux renforts; le 18 mars, Mendoza, passant le fleuve la nuit, tomba sur le camp des rebelles, et leur tua septcents hommes, en ne perdant que sept des siens. Louis, prenant son parti sur-le-champ, tourna le dos à Maëstricht, et s'achemina sur la rive droite de la Meuse, jusqu'à Mook, près Nimègne, sur la frontière de Clèves. Il croyait avoir échappé aux Espagnols; mais d'Avila, sur l'autre rive, l'avait suivi et bientôt devancé; et, traversant la Meuse sur un pont de bateaux, il se trouva en face de Louis, et lui ferma le chemin. Louis, cette fois, ne pouvait pas reculer. Le Rhin le séparait de l'Allemagne, et la Meuse de son frère. Rien n'eût été perdu, si Louis avait eu confiance dans ses soldats, comme d'Avila dans les siens; mais ses mercenaires, mal payés, se mutinaient déjà, et la bataille était perdue d'avance. Louis, malgré des désertions nombreuses, avait reçu des renforts : son armée montait encore à six mille fantassins et deux mille chevaux ; les Espagnols n'avaient que quatre mille hommes d'infanterie et mille de cavalerie; Valdez, il est vrai, était en marche avec cinq mille hommes; mais d'Avila, sûr de la victoire, ne voulut pas en partager l'honneur avec un autre.

Le 14 avril, de grand matin, les deux armées se rangèrent en bataille. Louis s'appuyait sur le village de Mook; un fossé profond le séparait de l'ennemi. Le gros de la bataille se livra près du village. Les Espagnols, après une lutte courte, mais acharnée, franchirent le fossé, et culbutèrent l'infanterie ennemie qui, revenant à la charge, les chassa du village. Alors, la réserve espagnole, qui n'avait pas bougé jusque-là, s'agenouilla sur le champ de bataille, et récita dévotement un *Pater* et un *Ave;* puis, se relevant, elle chargea avec furie. Le village fut repris, après une lutte opiniâtre. L'infanterie des rebelles fléchit, et parut prête à fuir. Louis, après avoir en vain essayé de la rallier, se mit à la tête de sa cavalerie, qui n'avait pas encore donné. Par une charge désespérée, il parvint à rétablir un moment la fortune du combat. Mais après une lutte acharnée, la victoire, indécise un moment, se fixa, comme toujours, du côté des Espagnols. L'honneur de l'armée nationale sortit pourtant sain et sauf de cette sanglante journée. Avec des troupes aussi indociles, c'était merveille que Louis eût pu tenir si longtemps contre les premiers soldats du monde.

Un voile de deuil et de mystère couvre toute la fin de cette sanglante affaire. L'armée nationale ayant lâché pied, Louis, dédaignant de survivre à la ruine de toutes ses espérances, se mit, avec son frère Henri et le duc Christophe, à la tête d'un petit corps de cavalerie, et se jeta au plus épais des rangs ennemis. Il y trouva la mort qu'il cherchait, car oncques, depuis lors, on n'entendit parler ni de ses compagnons, ni de lui. Après la lutte, vint le massacre. Quatre mille rebelles au moins périrent sur le champ de bataille ou dans la rivière; bon nombre furent brûlés vifs avec une maison où ils s'étaient réfu-

giés. Dans la légende populaire sur cette autre bataille du Guadalète, bien des bruits ont couru sur le sort du Rodrigue hollandais. Le moins invraisemblable, c'est que Louis, blessé, foulé aux pieds des chevaux, était parvenu à se traîner jusqu'à la Meuse, pour y laver ses blessures, et que là, il aurait été massacré par des paysans qui marchaient à la suite des deux armées, pour dépouiller les vaincus. Suivant la légende catholique, l'hérétique et ses deux acolytes auraient été emportés, corps et âme, par le démon.

Rien n'est touchant comme de voir Guillaume, dans son inquiétude, écrire lettre sur lettre à ses frères, qu'il croit encore vivants, et dont il s'étonne de ne pas entendre parler. Mais la triste vérité finit par se faire jour, et sema dans tous les Pays-Bas le deuil et le découragement. Pour la quatrième fois, ces armées de mercenaires, levées à si grands frais, fondaient comme neige devant l'armée espagnole. C'était maintenant un fait acquis; les Hollandais, invincibles sur mer, ne pouvaient pas tenir la campagne. La discipline faisait défaut, sinon le courage. Il fallait remettre cette noble cause aux mains de mercenaires cupides, plus redoutés de leurs chefs que de l'ennemi. Mais c'était surtout sur Guillaume d'Orange que retombait le désastre de Mook. Déçu dans toutes ses espérances, atteint dans ses affections les plus chères, il voyait encore deux membres de sa famille aller, à la fleur de l'âge, rejoindre Adolphe, mort le premier au champ d'honneur. Avec Louis, ce n'était pas seulement un frère, c'était un ami qu'il perdait dans cet ardent jeune homme, qui le complétait par ses contrastes mêmes, et réchauffait sa prudence un peu froide au feu de son audace.

Louis, quand il mourut, n'était âgé que de vingt-six ans,

et Henri de vingt-quatre. Voici ce que de Thou dit du premier : « Doué d'une âme grande et courageuse, il tenta bien des choses avec audace, et peu lui réussirent. Libéral, bienveillant, il possédait l'éloquence du soldat. Malgré ses rares facultés, il accordait plus à la fortune qu'à la prudence. Il partageait les convictions et le dévouement de son frère, mais il était loin de l'égaler en jugement. » (*Histor.*, II.) Voici le tribut honorable et touchant que, bien des années après, son frère Jean payait à sa mémoire : « C'est Louis qui, dès le commencement des « troubles, a été le plus avant dans l'œuvre religieuse « (*das Religion Werck*), aussi bien dans les Pays-Bas « qu'en Allemagne. C'est lui qui, après Dieu, a le pre- « mier *édifié* le prince dans les choses religieuses, et l'a « amené au point de rompre avec la papauté, et de se « donner à notre chrétienne réformation. » (*Archiv.*, IV, 399.) Ainsi le vide se faisait peu à peu autour de ce noble Guillaume, dont l'adultère avait sali le foyer, et dont les frères tombaient un à un, comme les feuilles sous l'orage, en laissant le tronc dépouillé.

Mais un événement imprévu vint annuler pour Philippe tous les résultats de la victoire de Mook. Une émeute formidable éclata tout d'un coup au milieu des troupes espagnoles. Nous expliquerons tout en disant qu'il leur était dû trois ans de solde. Où étaient passées les sommes immenses arrachées aux Pays-Bas par les confiscations et les impôts ? où, les trésors versés par l'Espagne et par le nouveau monde dans ce gouffre qui n'avait que la banqueroute pour fond ? Nul ne le saurait dire. Mais toujours est-il que ces émeutes, devenues inhérentes au système militaire de l'Espagne, étaient rarement réprimées, jamais à force ouverte, et qu'elles finissaient d'ordinaire par la satisfaction des griefs de

l'armée, et par une aggravation de souffrances pour le pays qu'elle occupait.

L'ordre moral a besoin d'équilibre, comme l'ordre matériel; quand cet équilibre est détruit, chaque excès porte avec lui son correctif et comme son contre-poids nécessaire. Ainsi, aux plus tristes jours de notre histoire, en 1793, quand toutes les passions mauvaises étaient déchaînées, quand l'ordre social semblait bouleversé, jamais, pas même aux jours du *grand roi*, le ressort du pouvoir ne fut plus fortement tendu; jamais l'excès du despotisme ne toucha de plus près à celui de la licence, deux extrêmes plus rapprochés qu'on ne le pense! Eh bien! au XVIe siècle, en Espagne, le même fait avait lieu, mais en sens inverse : la royauté, toute-puissante à Madrid, devant des cortès muettes et un peuple asservi, était, dans ses provinces conquises, à la merci des instruments dont elle se servait. Au-delà des Pyrénées, Philippe II avait cessé de régner! Le vrai roi des Pays-Bas, comme de Milan et de Naples, c'était cette soldatesque effrénée, qu'il fallait toujours mettre entre la volonté royale et l'obéissance du pays. Le principe démocratique, banni de la Péninsule, se retrouvait au sein de son armée; et cette puissante monarchie n'était plus au dehors qu'un despotisme militaire, tempéré par des émeutes.

Après la victoire de Mook, les Espagnols n'avaient aucun prétexte pour piller, puisque le pays était resté soumis; à défaut de pillage, ils réclamèrent leur solde. C'était leur droit, et nul ne le contesta, mais l'argent manquait. Aussitôt ils se révoltèrent, avec l'ordre et la régularité qu'ils mettaient d'ordinaire dans ces sortes d'opérations. Ils commencèrent par casser leurs officiers, pour s'en donner d'autres, pris dans leurs rangs; puis ils

marchèrent droit sur Anvers, point de mire de leurs brutales convoitises. A leur tête, ils placèrent, suivant l'usage, un *eletto* (*élu*), espèce de doge militaire. A côté de lui se trouvait une sorte de *conseil des Dix*, armé de la réalité du pouvoir dont l'*eletto* ne possédait que l'ombre, et dont l'unique fonction était de surveiller tous ses actes. Chose étrange! ces hommes, qui venaient de briser tous les liens de la discipline, sentaient le besoin de les resserrer aussitôt. Au milieu de ces soldats débandés régnait une discipline plus sévère que quand ils étaient soumis à des chefs : l'ivrognerie et le vol étaient défendus sous les peines les plus graves.

Requesens n'avait pas assez de troupes dévouées pour songer à réprimer de vive force ces désordres. Champagney, gouverneur d'Anvers, homme de résolution, proposa de leur fermer au nez les portes de la ville; mais Requesens recula devant l'idée de livrer bataille à ses propres soldats. Le 26 avril, les mutins, au nombre de trois mille hommes, vinrent camper sur l'esplanade, entre la ville et la citadelle, d'où la garnison les regardait passer. Requesens, qui manquait de décision, mais non de courage, se présenta devant eux, seul, à cheval, et essaya de les rappeler à leur devoir. « Des ducats, et point « de paroles! » Ce fut là toute la réponse qu'il obtint. Les soldats demandaient 400,000 écus d'or; les bourgeois refusèrent net, et ils eurent grand tort; car les mutins, sachant fort bien qu'on finirait par leur céder, ne demandaient pas mieux que de vivre, en attendant, aux dépens de cette grasse cité. L'*eletto* et son conseil s'établirent à l'hôtel de ville; les soldats s'installèrent dans les plus riches hôtels : les lits les plus mous, les vins les plus fins, les mets les plus exquis, rien n'était trop recherché pour eux. Les bourgeois tremblants

étaient forcés d'obéir à leurs fantaisies les plus bizarres. Six cents Wallons, qui se trouvaient dans Anvers, en furent chassés par les rebelles, qui voulaient régner seuls dans la ville conquise.

Requesens essaya vainement de faire comprendre aux bourgeois qu'ils ne gagneraient rien à se laisser ainsi rançonner jour par jour, pour finir par payer une rançon qui, acquittée à temps, leur eût épargné la honte et le dommage. Au bout de quinze jours, le conseil municipal se décida à offrir aux rebelles dix mois de solde en argent, cinq en marchandises, en promettant d'acquitter le reste dans un bref délai. L'*eletto*, du haut du balcon de l'hôtel de ville, transmit ces propositions aux troupes, qui les repoussèrent avec dédain. L'*eletto* insista, en leur rappelant « qu'ils avaient tous la corde au cou, qu'on « leur accordait le pardon du passé, une partie de leur « solde, avec promesse de payer le reste; qu'il fallait « sortir à tout prix d'une pareille impasse, et que pour « lui, comme Ponce-Pilate, il se lavait les mains des « conséquences d'un refus. » Mais son éloquence ne toucha pas plus les soldats que celle du gouverneur; leur seule réponse fut de casser leur *eletto*, et d'en élire un autre.

On était en carême, et ces dignes champions de la foi ne songeaient qu'à jouir de cette vie si commode. Chaque jour les bourgeois grossissaient leurs offres, et les soldats leurs exigences. De toutes les garnisons voisines accouraient des déserteurs, jaloux de prendre part à la curée. On ne pillait pas, on ne volait pas, ouvertement du moins, mais on pressurait doucement la ville, « comme du vin au pressoir. » La terreur y régnait. Trois cents femmes, disait-on, y étaient déjà accouchées avant terme. Tout commerce était suspendu. L'émigra-

tion augmentait tous les jours. Les bourgeois, partagés entre la colère et la peur, accusaient Requesens d'avoir attiré les Espagnols à Anvers. Celui-ci, en y restant, croyait de bonne foi sauver la ville du pillage. La garnison de la citadelle, contenue par d'Avila, était restée longtemps étrangère à la sédition; mais la tentation était trop forte. La révolte éclata à la fin, et les mutins nommèrent aussi un *eletto*, qui alla s'entendre avec celui de la ville. Toutefois cette mutinerie passagère fut bientôt apaisée par la fermeté d'un enseigne, qui poignarda sur le pont-levis l'*eletto* et son lieutenant. Les mutins de la citadelle finirent par accepter les offres qu'avaient refusées les révoltés de la ville.

L'insurrection cependant était toujours maîtresse d'Anvers, et y avait ses coudées franches. Les soldats avaient élevé sur la grande place un autel improvisé. On y disait la messe chaque matin, et l'assistance jurait de rester fidèle à la bonne cause. La nuit, les rues retentissaient du bruit des orgies; les soldats, maîtres des plus riches maisons, s'invitaient l'un l'autre, comme s'ils eussent été chez eux. Un mois était presque écoulé, quand les bourgeois, reconnaissant leur duperie, consentirent à payer les 400,000 couronnes. Requesens accepta l'argent comme un prêt, et donna en échange hypothèque sur les biens de la couronne, vaine garantie dont les malheureux bourgeois connaissaient trop bien la valeur. La plus grande partie de la somme fut payée en argent, le reste en étoffes, et un pardon complet accordé aux mutins, qui y comptaient. L'engagement fut conclu dans la cathédrale : la religion prêta ses solennités à cette odieuse spoliation, ratifiée par un pouvoir à genoux devant l'émeute. Le soir, les soldats célébrèrent leur triomphe par une immense orgie, sur la place de Meir. Ils

se taillèrent des habits dans les étoffes somptueuses qu'on leur avait distribuées, et l'argent circula de main en main, au gré de la fortune et des dés, ses oracles, roulant sur les tambours.

Le 5 juin seulement, les soldats mutinés achevèrent de quitter Anvers. Telle fut la fin de cette émeute bizarre, qui jette un jour si curieux sur les relations du gouvernement espagnol avec ses armées. De cette insurrection, apaisée à force d'or et de bassesses, chacun est sorti dégradé, mais surtout l'autorité, qui rampe aux pieds de ceux qu'elle devrait punir. Une justice qu'il faut rendre à d'Albe, en dépit de tous ses torts, c'est que s'il a semé dans l'armée le germe de l'indiscipline en lâchant a bride à ses violences, jamais du moins il n'eût prêté les mains à un pareil compromis.

L'orgie de la place de Meir était à peine terminée que l'escadre hollandaise se chargea de venger Anvers. Le vainqueur de Berg-op-Zoom, Boisot, avait vu à regret la seconde division de la flotte espagnole lui échapper pour se réfugier dans l'Escaut. Remontant le fleuve à sa suite, il rencontra l'ennemi près de Callao, et remporta sur lui une victoire complète.

Nous renonçons à décrire l'effet produit dans les Pays-Bas par la révolte d'Anvers, et par la lâche attitude du gouverneur. Ainsi fut proclamée à la face du monde la faiblesse de ce gouvernement, assez fort pour fouler aux pieds toutes les lois, et à genoux devant une émeute de bandits. Le pays, se relevant peu à peu de son abattement, se tourna vers le prince d'Orange, le seul, après Dieu, dont il attendît son salut. Philippe, que la haine rendait perspicace, voyait dès longtemps dans Guillaume le seul obstacle à la soumission des Pays-Bas; aussi songeait-il à s'en défaire par l'assassinat. « Il espère,

« dit-il dans une de ses lettres, qu'un des *exceptés du* « *pardon* fera le coup pour obtenir sa grâce. » Le pape Grégoire XIII, héritier dégénéré de Pie V, eût préféré un accommodement avec Orange, et une amnistie pour tous les chefs. « Le cardinal Morone, écrit l'ambassa-« deur d'Espagne à Rome, Zuñiga, croit impossible que « les affaires des Pays-Bas s'arrangent, tant que vivra « le prince d'Orange, à moins qu'on ne s'accommode « avec lui... Il dit que pour conserver des États d'une si « grande importance, il faut en passer par là. Il suppose « que le pardon du prince serait subordonné à sa récon-« ciliation avec l'Église ; il pense que le prince le ferait « pour rentrer dans ses biens, car il ne le tient pas pour « hérétique de cœur... » (*Corresp.*, III, 67.) Requesens lui-même se laisse peu à peu gagner à cette idée : il propose au roi de rendre les biens du prince à son fils, en le mariant à une Espagnole, et de faire une pension au père, s'il consent à livrer les villes qu'il occupe, et à se retirer en Allemagne (p. 97).

Après ce sac d'Anvers autorisé par un gouvernement qui achetait avec l'argent de ses sujets l'obéissance de ses soldats, l'heure était venue enfin de jouer la comédie du *Pardon*, dont Philippe berçait depuis si longtemps les Pays-Bas. La publication officielle eut lieu à Bruxelles, le 6 juin. Grand'messe à Sainte-Gudule, sermon, procession, rien ne fut oublié pour donner à cette parade de clémence le plus de solennité possible. Une estrade était dressée sur la grande place, comme naguère à Anvers, sous le duc d'Albe. Là, devant le gouverneur, entouré de toutes les autorités, le chancelier de Brabant exalta la bénignité du roi, en invitant le peuple à se jeter dans ses bras, comme dans ceux d'un père. Puis on lut l'amnistie : les exceptions étaient

en petit nombre, car on ne mentionna que celles de Bruxelles. La seule condition mise au pardon des hérétiques était leur rentrée dans le giron de l'Église; mais ce pardon n'entraînait pas la restitution de leurs biens. Le pays, à qui on avait donné trois mois pour se repentir, ne se pressa pas de profiter de ce pardon, si gracieusement offert. « Jusqu'à présent, écrit Requesens le « 15 juin, *personne n'est venu*... En général le peuple « ne témoigne pas le contentement que devrait inspirer « une grâce aussi étendue, quoique toutes les personnes « sensées avouent qu'elle ne saurait être plus grande » (p. 101). Ainsi avorta cette soi-disant amnistie qui, toute dérisoire qu'elle fût, avait coûté beaucoup à Philippe. La Hollande s'en affermit encore dans sa haine contre l'Espagne, et dans son attachement à la Réforme.

Le coup de main de Louis de Nassau sur Maëstricht avait, pour un instant, écarté de Leyde le danger qui la menaçait : mais le désastre de Mook la livrait sans défense aux attaques des Espagnols. Le 26 mai, Valdez vint de nouveau l'investir à la tête de huit mille soldats. En l'absence des Espagnols, Orange avait en vain pressé les habitants de fortifier leur ville et de la munir de vivres. Ils allaient payer bien cher leur négligence. Les assaillants eurent bientôt entouré la place de soixante-deux redoutes. La ville, surprise à l'improviste, était presque sans garnison; le courage des habitants y suppléa. Mais un ennemi plus redoutable que les Espagnols se glissa peu à peu dans la place, ce fut la faim. Dès la fin de juin, le pain y était devenu rare; la ration de chaque habitant n'était que de demi-livre par jour, et autant de viande. La ville était cernée de tous côtés; les pigeons seuls pouvaient y entrer, et leurs messages soutenaient le courage des habitants. Ceux-ci se mainte-

naient en haleine par de fréquentes sorties, où le sang coulait en pure perte. Guillaume d'Orange s'était établi à Delft, séparée de Leyde par La Haye, qui venait de tomber, avec le Maesland-Sluys, au pouvoir des Espagnols. « Nous sommes ici, écrivait-il, résolus de ne « quitter la défense de la parole de Dieu et de notre li- « berté, jusqu'au dernier homme. » (*Archiv.*, v, 27.) Il avait fait dire à la ville que, si elle tenait seulement trois mois, il s'engageait à la délivrer, et Leyde avait foi dans la parole du prince.

Maître du pays qui s'étend entre l'Yssel et la Meuse, appuyé sur une forteresse, Polderswaert, et sur deux villes importantes, Delft et Rotterdam, le prince, dans ce territoire si restreint, était plus roi que Philippe, car il régnait sur tous les cœurs. Son plan de campagne était arrêté : point de batailles en terre ferme, mais sur mer, partout et le plus souvent possible; sur terre, se défendre toujours, et ne jamais attaquer, condamner l'ennemi à une guerre de siéges, et appeler à son aide l'Océan, à défaut d'autre allié. Leyde, située à deux lieues de la mer, sur un sol nivelé, pouvait aisément être inondée : le prince avait sous sa main les grandes écluses de Rotterdam et de Schiedam qui, en quelques heures, pouvaient mettre toute la campagne sous l'eau. Il hésita longtemps : mais enfin, ne voyant pas d'autre moyen de sauver Leyde, il se décida pour ce remède héroïque, et en informa les états. Ses instances triomphèrent de toute opposition. « Mieux vaut noyer son « pays que de le perdre! » tel fut le refrain de l'assemblée, qui vota froidement la ruine et la délivrance du pays. Du reste, on mit dans cette grave décision le calme et la prévoyance qui sont dans le sang hollandais: on s'engagea, par acte officiel, à indemniser les victimes

de l'inondation, et une souscription fut ouverte, où les femmes apportèrent jusqu'à leurs bijoux.

La famine cependant faisait chaque jour dans Leyde de nouveaux progrès. Le pain manquait, les gâteaux d'orge brassé, ou *drèche*, allaient manquer à leur tour. Le 21 août, un pigeon vint apprendre au prince que « les « habitants avaient tenu leur promesse, qu'ils avaient « tenu deux mois avec des vivres, et un mois sans « vivres, et que, quand la *drèche* leur manquerait, ils « n'auraient plus qu'à mourir de faim. » Le prince était au lit, malade de la fièvre, et surtout de « *mélancolie.* » L'on craignait pour lui l'étisie, tant sa constitution et son estomac étaient affaiblis. (*Archiv.*, p. 39.) Il fit répondre que le secours approchait, que les écluses étaient levées, la digue rompue, et que la mer allait franchir le *Landscheiding*, la plus forte barrière qui la séparât de Leyde. Bientôt l'Océan lui-même se chargea de porter à la ville assiégée la nouvelle de sa prochaine délivrance. L'eau atteignait déjà la hauteur d'un pied, et le camp espagnol s'enfonçait peu à peu avec le sol qui le portait. Les assaillants, surpris par cet ennemi qu'on ne pouvait ni arrêter, ni combattre, regardaient avec effroi autour d'eux ; sans les redoutes, il leur aurait fallu camper dans la plaine noyée. Chaque jour, les assiégés montaient sur la vieille tour saxonne qui domine leur cité, dans l'espoir de voir poindre à l'horizon la flotte qui devait leur amener le salut.

Par l'ordre du prince, Boisot faisait construire à Rotterdam une flottille de deux cents bateaux, à fond plat et à rames, armés chacun de dix canons, et propres à naviguer sur ces mers intérieures qui sillonnent la Hollande. Le 1er septembre la flotte se montra enfin dans les eaux de Leyde. Elle portait huit cents matelots zélan-

dais, les premiers marins du monde, et deux mille cinq cents soldats, plus habitués à combattre sur mer que sur terre. Ces *gueux de mer* portaient sur leur bonnet un croissant, avec cette devise : « Plutôt Turks que pa-« pistes. » Tous avaient juré de sauver Leyde, et « de « n'épargner ni seigneur, ni vilain, ni roi, ni empereur, « ni pape. » La flotte arriva sans encombre jusqu'à la *Landscheiding;* mais il s'en fallait encore d'un pied et demi que l'eau ne la dépassât. Derrière ce premier rempart, venait une série de digues, destinées à protéger Leyde contre l'Océan. Enfin, derrière les digues, on devait encore rencontrer les soixante-deux redoutes, et l'armée espagnole, campée entre la ville et ses libérateurs. Les assiégeants occupaient la *Landscheiding,* mais en trop petit nombre pour la défendre. Les *gueux* s'en emparèrent; la digue fut bientôt ouverte, et la flotte la franchit. Mais les obstacles semblaient se multiplier, à mesure qu'on en triomphait. Un quart de lieue plus loin, s'élevait une seconde digue; elle était, par bonheur, aussi mal gardée que la première, et la flotte put encore la franchir. Puis les eaux lui manquèrent tout d'un coup, et au grand désespoir de l'amiral, elle dut encore s'arrêter. Huit jours après la prise de la *Landscheiding,* on n'avait encore avancé que d'une demie-lieue.

Mais bientôt, le ciel même sembla venir au secours de la bonne cause. Le vent tourna au nord-ouest; les lames, poussées par une forte brise, vinrent s'abattre sur la côte, et firent monter les eaux. L'escadre se retrouva tout d'un coup à flot. Les Espagnols, saisis de stupeur, à la vue de cette flotte qui naviguait au milieu des arbres et des maisons, se réfugièrent à Zœterwoude, village fortifié, à trois quarts de lieue de la ville. Les Hollandais avaient déjà franchi trois des barrières qui

les séparaient de la place; mais c'était sous les murs même de Leyde que les attendaient les difficultés les plus graves. Tout d'un coup, le vent d'est succéda au nord-ouest, et les eaux baissèrent aussi vite qu'elles étaient montées. Les bâtiments, engravés dans neuf pouces d'eau, restaient immobiles, comme des forteresses échouées. Mais dans l'intervalle, les prières de toute une nation avaient obtenu de Dieu la guérison d'Orange. A peine remis de sa longue maladie, il vint à bord de la flotte animer les marins de sa présence, et aviser aux moyens de délivrer Leyde. Il donna l'ordre d'abattre la dernière chaussée qui séparait encore la flotte de la ville. Puis il s'en retourna à Delft. Les marins, électrisés par sa visite, se mirent à l'œuvre avec un redoublement de courage. Bientôt, les flammes qui dévoraient quelques redoutes, évacuées par l'ennemi, annoncèrent à Leyde que l'heure de sa délivrance allait bientôt sonner.

Il était temps, car les forces des assiégés touchaient à leur terme. Le vent d'est leur ôtait, pour le moment, tout espoir d'être secourus. Les vivres manquaient complétement. Tous les aliments immondes que peut inventer la faim avaient été épuisés. Des familles entières mouraient devant leur foyer vide; les bras faisaient défaut pour ensevelir les cadavres. D'affreuses maladies joignaient leurs ravages à ceux de la famine. Huit mille victimes avaient déjà succombé, et personne ne parlait de se rendre. L'héroïque fermeté du bourgmestre, van der Werf, comprimait jusqu'aux murmures. Ranimés par un message de l'amiral qui promettait que, sous peu de jours, la flotte entrerait dans Leyde, les bourgeois, du haut de leurs remparts, défiaient les assaillants. « Vous « dites que nous mangeons des chiens et des chats, et

« cela est vrai ; mais tant que vous entendrez aboyer les « chiens, et miauler les chats, sachez que Leyde ne se « rendra pas. Quand il ne nous restera plus rien à mettre « sous la dent, nous mangerons notre bras gauche, et « nous garderons le droit pour défendre nos familles, « nos franchises et notre Dieu contre le tyran étranger. « Puis enfin, quand l'heure sera venue, nous mettrons « nous-même le feu à notre ville, et nous périrons tous « dans les flammes plutôt que de voir l'Espagnol habiter « sous nos toits. » (Meteren, t. I, p. 106.)

Enfin, le 2 octobre, un vent d'ouest violent refoula les vagues sur la côte, destituée de toute défense. La mer ressaisit en quelques heures ce sol, péniblement reconquis sur elle. Au bout de vingt-quatre heures, l'escadre était à flot. La dernière digue avait été rompue, pendant ces jours d'attente. L'amiral mit à la voile à minuit, au milieu de ces plaines inondées, où tout chemin avait disparu. Quelques bâtiments espagnols engagèrent avec la flotte hollandaise un combat, dont les ténèbres augmentaient l'horreur; mais ils furent bientôt coulés à fond, et Zœterwoude devint le point de mire des attaques de Boisot. La garnison se hâta de l'évacuer, devant cet insaisissable ennemi qui naviguait, de nuit comme de jour, sur des plaines noyées, aussi sûrement qu'au milieu de l'océan.

Restait un dernier fort, Lammen, à deux cent cinquante pas de la ville. L'escadre, pour entrer dans Leyde, devait passer sous son feu; le fort, bourré de soldats, hérissé de canons, était imprenable pour une flotte. Boisot, s'arrêtant à distance, passa la journée à examiner l'obstacle qu'il désespérait de franchir. Les habitants de Leyde, surexcités par la pensée que, à quelques pas d'eux, le salut était là, derrière cette citadelle, qui seule

les séparait de leurs frères, songeaient à tenter de nuit une sortie contre le fort, tandis que la flotte le battrait en brèche. « Nous abattrons les pierres, disaient-ils, avec « nos dents et avec nos ongles. » Mais l'ennemi leur épargna cette tentative désespérée : pendant la nuit qui suivit cette journée d'angoisse, on vit d'innombrables flambeaux sortir du fort, et glisser sur les eaux dans une même direction. En même temps, une partie du mur de la ville s'écroula avec fracas. Les Espagnols crurent à une sortie des assiégés, et les bourgeois à un assaut. Le jour se leva enfin, et déjà l'on se préparait à une dernière lutte; mais un morne silence fut la seule réponse du fort aux premières décharges. Pas un soldat ne se montrait sur les remparts. Bientôt tout s'éclaircit : les Espagnols, gagnés par la peur, dans cette guerre étrange où tous les éléments semblaient conjurés contre eux, avaient évacué Lammen. L'eau qui montait toujours avait effrayé les plus hardis, et Valdez avait donné l'ordre de la retraite. Dans le quartier qu'il occupait, on trouva ces mots écrits en latin : « Adieu, cité, adieu, châteaux « forts, c'est devant les eaux que nous nous retirons, « mais non devant l'ennemi! »

Le 30 octobre au matin, la flotte entra enfin dans Leyde, par un de ces larges canaux qui font un port de chaque ville hollandaise. La population, hâve, décharnée, mais rayonnante de joie, attendait ses libérateurs. Les vaisseaux, en passant, jetaient des vivres aux pauvres affamés, et ramenèrent bientôt l'abondance dans la cité qui semblait renaître. L'amiral et ses soldats furent conduits en pompe à la grande église. Là tous, prosternés devant le Dieu des armées, lui rendirent grâce de cette délivrance vraiment miraculeuse. Huit mille victimes avaient succombé pendant le siége; mais plus heureuse

que Harlem, la noble cité avait triomphé à la fois de la faim et de l'ennemi. Les vents et les flots même, et le Dieu qui leur commande, étaient passés du côté des Hollandais! Le lendemain, le vent tourna à l'Est : les flots, rentrant dans leur lit, permirent de reconstruire les digues, et de reprendre à l'Océan le sol qu'il avait envahi. Le prince d'Orange et les états, voulant témoigner à l'héroïque cité la reconnaissance du pays, fondèrent dans ses murs la célèbre université, qui est encore l'un des centres intellectuels les plus remarquables des Pays-Bas.

Un grand résultat était acquis par la délivrance de Leyde : l'Espagne savait maintenant que, partout où une barque pouvait flotter, les *gueux* seraient toujours invincibles. L'inégalité de force et de science disparaissait sur ce terrain mouvant, où une flotte entrait à pleines voiles dans une ville assiégée. Vaincue comme Harlem, ou sauvée comme Leyde, si chaque ville de la Hollande devait coûter aussi cher à l'ennemi, le plus long des règnes de l'Espagne ne verrait pas la fin d'une pareille lutte.

La mort de l'avide et cruel Noircarmes vint couper court à ses négociations avec Orange. Sainte-Aldegonde, délivré sur parole, fut chargé de les reprendre; car, à dater de cette époque, on voit percer chez Philippe II le secret désir de sortir d'une situation devenue intolérable. « Il est très-nécessaire, écrit-il le 9 août, de laisser « toujours une porte ouverte à la clémence... Il voudrait « voir les villes révoltées profiter du pardon; mais cela « ne doit pas empêcher de continuer à employer la force « envers elles, car elles pourraient croire qu'on en est « réduit à négocier, et deviendraient plus insolentes. *Il « faut brûler et dévaster leurs champs,* pour que la faim

« les contraigne à se soumettre. » Voilà la clémence de Philippe II ! Quant à un accommodement avec le prince d'Orange, il ajoute : « Donnez toujours à entendre que « je ne sais rien de cela ; que c'est vous qui mettez la « chose en avant, mû par le désir de prévenir la perte « des âmes et des corps, et la ruine de ces provinces, en « réservant le maintien de la religion et de mon autorité, « *car sur ces deux points, il ne faut céder ni faiblir pour* « *aucun motif.* » (*Corresp.*, III, 125.)

Des négociations où, d'un côté comme de l'autre, on partait de deux points extrêmes, sans vouloir faire un pas pour se rencontrer au milieu, ne pouvaient pas aboutir. Sainte-Aldegonde rentra dans sa prison, ce qui n'empêcha pas Requesens de négocier encore sans bruit avec le prince. Mais Orange avait senti sa force ; d'autant plus disposé à reculer qu'on lui faisait plus d'avances, il répondit que « les Pays-Bas étaient une belle fille qui « ne manquait pas de soupirants, et qui pourrait se « défendre, même contre le Turk. » (*Corresp. de Guillaume*, III, 387.) Le premier gage que Requesens eut dû donner aux Pays-Bas, c'était la suppression du *conseil des troubles*, dont le nom subsistait, sinon l'autorité. Philippe avait donné au gouverneur plein pouvoir de supprimer le conseil, quand il croirait le moment venu ; mais Requesens, comme son maître, ne savait jamais se décider à temps : sa vie et sa précaire autorité allaient finir bientôt, sans que la suppression de cet odieux tribunal vînt demander grâce pour sa mémoire.

Une lettre curieuse nous révèle la pensée de Philippe. Le duc d'Albe, avant de quitter les Pays-Bas, avait conseillé au roi *d'incendier tout le pays qu'on ne pourrait pas occuper*. Philippe avait reculé devant un pareil moyen, et Requesens, après l'avoir d'abord repoussé, avait fini

par le proposer de nouveau. Voilà la réponse du monarque : « Nul doute que les rebelles ne méritent un « châtiment exemplaire, puisqu'ils ont rejeté le *pardon!* « J'ai préféré jusqu'ici recourir à des moyens plus doux ; « mais comme aucun ne m'a réussi, et que *telle paraît* « *être la volonté de Dieu,* il a semblé convenable d'en « venir à ce dernier et rigoureux châtiment, qu'on pour- « rait infliger *en submergeant tout le plat pays, ou en y* « *mettant le feu.* Certes, nous serions charmé qu'on pût « éviter l'un et l'autre ; mais, la plaie étant invétérée, il « faut, pour la guérir, user de remèdes violents... Sub- « merger la Hollande est facile ; mais, les digues une fois « rompues, le pays demeure dévasté pour toujours... « On ne doit donc pas employer ce moyen... qui aurait « d'ailleurs *un certain caractère de cruauté,* dont il faut « se garder. Par ces motifs et par d'autres, *on préférerait* « *l'incendie.* Car on a accoutumé d'en user à la guerre, et « on peut l'arrêter quand on veut. Quand même on brû- « lerait tous les villages, les moissons et les arbres, le « sol resterait, et tout se reproduirait avec le temps. « Enfin, si l'on brûle tout le plat pays, les villes se « rendront, pour ne pas mourir de faim. Je vous fais « écrire le pour et le contre, et je vous charge, après « que vous y aurez bien réfléchi, de prendre la résolu- « tion qui vous paraîtra la meilleure... » (*Corresp.*, t. III, 174.)

Et pourtant, au fond du cœur, Philippe II désirait sincèrement la paix. L'état désespéré de ses finances lui en faisait une loi. Il était prêt à tout, même à convoquer les états généraux, pourvu qu'il ne fût pas tenu de suivre leurs avis. Les Pays-Bas, de leur côté, ne s'étaient pas encore habitués à l'idée de rompre avec leur roi. L'Europe elle-même soupirait après la fin d'une

guerre qui la faisait trembler jusque dans ses fondements. L'empereur travaillait avec ardeur à son œuvre de conciliation. Son intérêt lui en faisait une loi, car voici ce qu'écrivait l'ambassadeur de France à Madrid : « Si on « ne fait pas la paix avec les *gueux, l'empire sortira de « la maison d'Autriche;* les électeurs y sont bien déci- « dés... » Et il ajoute : « On est au désespoir ici, on désire « ardemment traiter, sans mettre en danger la réputa- « tion. Mais les Hollandais demandent la liberté de con- « science, et *Sa Majesté n'y consentira jamais!* » (*Archiv.*, t. v, p. 80.)

Guillaume d'Orange, qui connaissait le roi, n'attendait pas de lui des concessions que lui-même ne voulait pas faire. Aussi, pour ne pas prendre sur soi la responsabilité d'un refus, se prêtait-il, pour la forme seulement, à des négociations sans issue. Ce qui faisait sa confiance, ce n'étaient pas les progrès de l'insurrection, c'étaient ceux de la Réforme dans le nord des Pays-Bas. Que dire, en effet, de la prétention de l'Espagne à faire régner le catholicisme seul dans un pays où il ne restait presque plus de papistes? « Encore un an de guerre, écrivait « Requesens, et il n'y aura plus ici de religion catholi- « que! » Pour traiter, d'ailleurs, il eût fallu à Guillaume une position nette au dedans, afin d'être forte au dehors. Jusqu'ici, par une fiction dont personne n'était dupe, il avait agi comme *stathouder* du roi, usant, pour le combattre, des pouvoirs qu'il avait reçus de lui pour le servir. Ces pouvoirs, il est vrai, étaient depuis longtemps révoqués; mais l'autorité dont l'armait cette fiction faisait envie aux états de Hollande. L'empire qu'il exerçait sur eux était sans limites, mais les exigences des états croissaient avec leurs sacrifices. Sans doute ils appréciaient les services du prince à toute leur valeur; ils avaient

même songé à rendre son pouvoir héréditaire dans la personne de son second fils Maurice, doué des plus riches facultés; mais Guillaume avait été le premier à s'y opposer, en objectant « la tendre jeunesse d'iceluy. » En face du péril, les états sentaient le besoin qu'ils avaient du prince; mais, le péril une fois passé, ils s'efforçaient de reprendre le pouvoir qu'ils lui avaient confié. On empiétait sur ses droits, on affectait de se mêler des opérations militaires, dont lui seul devait être l'arbitre. Enfin, avec une honteuse lésinerie, on marchandait les services de ce grand citoyen, sans lequel la Hollande eût été perdue depuis longtemps.

La situation devenait tendue : Guillaume, avec cette froide résolution qui marche au-devant de l'obstacle, souleva lui-même la question devant les états, en octobre, après la délivrance de Leyde. Fort de la pureté de ses intentions, des services rendus, et du besoin que l'on avait de lui, il se plaignit hautement du manque de confiance qu'on lui témoignait, des calomnies répandues contre lui, et mettant aux états le marché à la main, il les invita à se charger eux-mêmes du fardeau du gouvernement. Tout ce qu'il demandait pour lui, c'était le droit de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la liberté de son pays. (*Résolut. holland.*, p. 148 à 176.)

Le résultat était facile à prévoir : les états, sentant la faute qu'ils avaient commise, supplièrent le prince de persévérer dans « son bon gouvernement. » Son autorité s'accrut de l'effort qu'on avait fait pour la diminuer. Tous les pouvoirs de l'État furent concentrés entre ses mains : flotte, armée, nomination aux emplois, tout lui fut abandonné sans conteste. Un revenu régulier fut assuré pour les dépenses de la guerre et du gouverne-

ment. Le prince réclamait la somme bien modique de 45,000 florins par mois; les états n'en voulurent donner que trente; Guillaume rompit la négociation, en se déclarant prêt à « quitter le pays avec tous ceux qui « voudraient le suivre. Dès lors, les états seront maîtres « de tout diriger, à *aussi bon marché que possible,* à quoi « servira son départ, puisqu'ils n'auront ni son traite- « ment à payer, ni sa garde à entretenir. » (*Archiv.*, v, 94.) La menace était-elle bien sérieuse? Il est permis d'en douter, mais elle suffit pour vaincre toute résistance, et la somme demandée fut aussitôt votée. Orange était maître de la situation. Dès lors, il put traiter de la paix, tout en poussant la guerre avec vigueur.

Sainte-Aldegonde, Boisot et Junius furent chargés par les états de négocier avec les commissaires royaux. Les conférences s'ouvrirent à Breda, le 3 mars. Chacun partant d'un point opposé, il fut d'abord impossible de s'entendre. Peu à peu, on finit par se rapprocher, et l'Espagne en vint jusqu'à concéder le rappel des troupes étrangères, et la convocation régulière des états généraux; mais la liberté de conscience resta toujours le nœud de la question. Les commissaires royaux, qui connaissaient leur maître, restèrent inflexibles comme lui. *Tous* les hérétiques, sans exception, devaient évacuer les Pays-Bas; ils auraient six mois pour émigrer, et dix ans pour vendre leurs biens.

De pareilles propositions étaient dérisoires : imposer à la Hollande l'expatriation de l'immense majorité de ses habitants, retrancher de toutes ses libertés la plus vitale, c'en était plus qu'un peuple, même vaincu, n'en eût pu supporter; et la Hollande ne sortait pas vaincue de cette lutte inégale. Négocier avec elle, n'était-ce pas reconnaître son indépendance, de fait, sinon de droit? Un roi

qui descendait à traiter avec des sujets rebelles, était-il bienvenu à parler de son inflexible décision de ne rien céder ni à la révolte ni à l'hérésie? Le résultat, prévu d'avance, fut la rupture des négociations, après quatre mois d'amers et stériles débats. Chacun des deux partis rejeta sur l'autre le tort de la rupture. Toutefois, peut-être est-ce un bonheur pour l'avenir de la Hollande, qu'à cette époque, où rien n'était mûr, ni pour la paix, ni pour la guerre, la question religieuse n'ait pas été remise aux mains des états généraux, dont la majorité eût incliné du côté du papisme. Quelques états provinciaux, ceux du Brabant, par exemple, étaient très-ardents dans le sens catholique, et presque tout le midi penchait de ce côté. Si Philippe, mieux informé, eût osé jouer cette partie hasardeuse, peut-être pouvait-il la gagner; et certes, c'eût été un coup de maître de faire sanctionner ainsi par les représentants du pays son despotisme religieux, qui seul pouvait leur faire supporter son despotisme politique. Pendant les négociations, les hostilités avaient été suspendues de fait; car, au fond du cœur, chacun soupirait après la paix, même sans la croire possible. L'Espagne gagnait à cet armistice plus que la Hollande; elle en profita pour faire construire de nouvelles forteresses. La Néerlande, au contraire, se désintéressant peu à peu d'une lutte qui semblait prête à finir, se ralentit dans son ardeur et dans ses sacrifices.

Guillaume, sevré depuis si longtemps des joies de la famille, aspirait à rompre le lien qui l'unissait à une femme dégradée, pour chercher le bonheur dans une nouvelle union. L'abjection où était tombée la princesse, le scandale de ses adultères et de son ivrognerie devinrent tels, que sa famille se décida à la faire enfermer. On mura sa chambre pour en faire une prison, où elle finit

par mourir folle, en 1577, après deux ans de reclusion. Même avant la mort de son indigne épouse, le prince réussit sans peine à faire rompre son mariage. Quelque fondé en droit que fût ce divorce, Guillaume essaya vainement de se le faire pardonner par la famille de sa femme. Son influence en Allemagne en fut fort diminuée. Peut-être est-ce à ce motif qu'il faut attribuer l'élection de l'archiduc Rodolphe, fils de Maximilien, comme *Roi des Romains*, en dépit des efforts d'Orange pour faire arriver sur les marches du trône impérial l'indigne héritier des Valois, qui régnait déjà en France sous le nom de Henri III.

Résumons en peu de mots la romanesque histoire du troisième mariage de Guillaume d'Orange, qui rappelle celui de Luther avec Catherine de Bora. Le duc de Montpensier, le séide de Philippe II en France, avait une fille, Charlotte de Bourbon, douée de tous les dons de l'esprit et du corps; vouée au cloître malgré elle, elle était devenue abbesse de Jouarre; mais, secrètement gagnée par sa mère à la foi réformée, elle finit, en 1572, par s'échapper du cloître, et par chercher un refuge à la cour de l'électeur palatin. Repoussée par sa famille, mais forte de la pureté de sa vie, et de l'intérêt qu'inspiraient ses malheurs, elle plut par ces sérieux attraits à Guillaume d'Orange. Vainement les amis du prince, sa famille, son frère Jean essayèrent de le détourner de ce mariage qui devait le brouiller à la fois avec la France et avec l'Allemagne, Guillaume tint bon, et ne se crut pas tenu de sacrifier à des convenances politiques le bonheur de sa vie. Avec cette grandeur simple qui faisait le fond de son caractère, il écrivit à sa fiancée pour lui dire quel était l'homme qu'elle allait épouser, un proscrit comme elle, chassé de son pays, privé de la plus grande partie de ses

biens, et le peu qui lui en restait appartenant aux enfants d'un premier lit; « suivant quoy je n'ay moien de lui « pouvoir assigner aucun douaire... En outre que nous « sommes en guerre, sans savoir l'issue d'icelle, et que « je suis fort en dette pour ceste cause; que je commence « à vieillir, ayant 42 ans... » (*Archiv.*, v, 191.)

Les noces furent célébrées à Brielle, le 12 juin, à la grande joie du pays, qui saluait pour son libérateur l'avenir d'une union plus heureuse. Et en effet, ce mariage, qui lui suscita tant d'inimitiés, répandit sur sa vie privée le plus pur et le plus constant bonheur. Guillaume avait enfin trouvé une âme digne de le comprendre, une femme prête à tout partager avec lui, ses peines, ses joies, ses dangers, ses souffrances. Jean de Nassau, qui avait traité d'abord ce mariage de folie, dès novembre de la même année, est déjà gagné par les vertus de la nouvelle princesse d'Orange « dont tous ceux qui reviennent « de Hollande lui rendent un si bon témoignage. Aussi « veut-il laisser à Dieu seul le soin de venger toutes les « calomnies répandues sur elle, et attendre avec pa- « tience, après tant de pluies et de nuages sur le ciel du « prince, que Dieu y fasse de nouveau briller son soleil. » (*Ibid.*, 312.)

Guillaume cependant sentait le besoin de constituer, en face de la forte unité de l'Espagne, une ligue entre les provinces révoltées. Ces provinces n'étaient encore qu'au nombre de deux, la Hollande et la Zélande; mais leur union devait servir de base à la future *République des Provinces Unies*. Cette *Union* fut votée, le 4 juin, par les États. Le prince voulait faire ratifier le décret par le peuple, pour lui donner le cachet d'une manifestation nationale; mais les États s'y refusèrent. Maintenant, fallait-il conserver plus longtemps cette fiction d'obéis-

sance envers un monarque à qui l'on faisait ouvertement la guerre? Ainsi posée, la question était d'avance résolue; mais elle en entraînait une autre : en secouant le joug de l'Espagne, les provinces oseraient-elles proclamer leur indépendance, et se sentaient-elles assez fortes pour la défendre seules? Si elles imploraient le secours d'un prince étranger, le tuteur ne se changerait-il pas tôt ou tard en souverain? Les deux questions furent tranchées à la fois : le 1er octobre, les états généraux de la Neerlande, réunis à Delft, décidèrent à l'unanimité que tout lien de sujétion était rompu entre les deux provinces unies et le roi Philippe II. Ils chargèrent le prince de choisir le souverain auquel il jugerait le plus convenable de demander du secours, à condition de prendre l'avis des états (*Résol. holland.*, 7 et 9). On s'étonne, au premier abord, de voir un Guillaume d'Orange accepter ainsi la mission de traîner son pays aux pieds de toutes les grandes puissances de l'Europe. Mais cet étonnement cesse quand on réfléchit à la prodigieuse inégalité de forces entre les adversaires, à la fausse position du prince, à qui les états essayent de reprendre en détail le pouvoir que la nécessité seule les a forcés à lui donner, enfin à l'esprit du siècle, et à ce culte de la monarchie absolue qui a remplacé les tendances anarchiques du moyen âge. Orange agit donc sagement en consultant l'opinion publique et la nécessité, plus que sa propre inclination qui, certes, ne le portait pas à mendier tour à tour l'appui d'une Élisabeth, d'un Henri III et d'un duc d'Anjou.

La guerre cependant marchait de front avec la politique. Ondewater, après un siége de vingt jours, venait d'être emportée d'assaut, et punie de sa résistance par les plus odieuses cruautés : les hommes massacrés, les

femmes et les filles déshonorées, puis vendues pour deux ou trois écus, comme un vil bétail. Mais Requesens aspirait à une conquête plus importante : trois îles s'étendent au nord de la Zélande : à l'est Tholen, au milieu Duiveland, et Schouwen à l'ouest, près de l'Océan. Maîtres de Tholen, les Espagnols songeaient à assiéger Zierikzee, place forte qui commande l'île de Schouwen, et le bras oriental de l'Escaut. Mais pour passer dans Duiveland, la deuxième île, il fallait franchir un bras de mer assez large, et les Zélandais régnaient en maîtres sur cet élément. On apprit par des transfuges qu'un banc de sable, très-long et peu profond, unissait Tholen à Duiveland, et que les soldats, en y passant de nuit, à marée basse, n'auraient de l'eau que jusqu'à la poitrine. Une fois dans Duiveland, ils n'auraient plus qu'à franchir l'étroit canal qui les séparait de Schouwen, sans que la flotte des rebelles pût s'y opposer.

La nuit du 27 septembre, quinze cents fantassins d'élite, Espagnols, Allemands et Wallons, sous la conduite d'Ulloa, s'enfoncèrent dans ce chemin étroit et mouvant, où un faux pas à droite ou à gauche, c'était la mort. Chaque soldat portait sur sa tête un sac rempli de poudre et des vivres pour trois jours. La nuit était orageuse, et c'est à la lueur des éclairs que l'expédition se mit en marche, les Espagnols en tête. Les Zélandais étaient venus jeter l'ancre dans le canal, aussi près que le permettaient les hauts-fonds. Pendant six heures que dura cette marche hardie, les Espagnols eurent à lutter à la fois contre les hommes et les éléments. Les Zélandais, s'approchant d'eux dans des barques, essayaient avec des crocs de fer de les tirer hors de leur sentier. D'autres venaient à la nage engager une lutte corps à corps, où vainqueurs et vaincus étaient parfois engloutis dans le

même abîme. Chaque fois qu'un éclair désignait les assaillants à leurs coups, l'artillerie des navires faisait pleuvoir la mort sur eux. Enfin la ténacité espagnole et le sang-froid du chef qui les commandait finirent par triompher de tous ces obstacles. Quand le jour parut, l'avant-garde avait déjà atteint le rivage. Le reste arriva peu après; mais un corps de deux cents pionniers fut englouti par le flot montant.

Atterrée de tant d'audace, la garnison anglo-française qui occupait Duiveland perdit la tête et s'enfuit. De là, les Espagnols passèrent dans Schouwen, et investirent Zierikzee. La ville résista avec courage, et neuf mois après, elle tenait encore contre un siége opiniâtre. Telle était, à la fin de 1575, la situation militaire des deux partis, situation grave pour Orange, qui, bloqué dans Delft et Rotterdam, ne pouvait plus communiquer avec la Zélande.

Depuis le vote d'*union,* qui remettait en ses mains le sort de la république naissante, Guillaume n'avait pu se décider encore à choisir, parmi les souverains du continent, un protecteur pour la Hollande. Le moment approchait où il fallait prendre un parti. Le prince ne se faisait illusion sur aucun de ces hauts personnages qui pouvaient prétendre à « la main de la fiancée. » Ce profond politique les avait jugés tous, et savait au juste ce que pesait chacun d'eux : c'était l'empereur, hésitant, comme l'Allemagne, au moment où il fallait agir; la France, déchirée par les partis, et tranchée dans son nerf par l'indigne monarque auquel elle devait obéir; l'Angleterre enfin, avec sa froide et rusée souveraine, exploitant, en coquette politique, le besoin qu'on avait d'elle, et leurrant de ses promesses les réformés de France et des Pays-Bas, comme les rois de l'appât de sa main. Orange,

au fond du cœur, eût encore préféré la France; mais ce fut pour y revenir qu'il se décida à ouvrir avec l'Angleterre les premières négociations.

Les précédents d'Élisabeth avec les réformés des Pays-Bas n'étaient pas heureux. Sur les instances de l'Espagne, l'altière fille de Henri VIII avait un instant fermé ses États au prince d'Orange et à ses envoyés. Toutes les prévenances de cette reine protestante étaient pour *le roi catholique :* dans cette guerre, ruineuse pour tout le monde, elle était toujours prête à offrir sa médiation, dont la Hollande se méfiait à bon droit. En s'adressant à Élisabeth, Guillaume n'ignorait pas que, reine avant d'être chrétienne, elle ne voyait, dans les réformés flamands, que des rebelles, qu'elle se souciait peu de soutenir contre leur *seigneur naturel.* Puis, en favorisant la Réforme sur le continent, elle craignait d'encourager en Angleterre le puritanisme, dont elle avait peur, pressentant, avec un sagace instinct, son triomphe à venir sur la royauté. A vrai dire, elle ne se souciait ni de rompre avec Philippe II, ni d'affermir sa domination dans les Pays-Bas, ni de jeter ceux-ci dans les bras de la France. De là cette politique à double face, prodigue de promesses et avare d'effets, et qui faisait plus de mal à la cause de la Réforme qu'un refus décidé. Trahi par l'Allemagne et par la France, et pressentant l'insuccès de ses négociations avec l'Angleterre, Orange pouvait donc à bon droit écrire à son frère, par un amer retour sur lui-même et sur son pays : « Ce petit coing de terre résiste à de si « effroyables armées, qu'on fait venir contre luy de tous « les bouts du monde, sans que aucun pays ou prince lui « aient tendu la main ;... mais quand nous verrions tout « le monde contre nous, pour cela ne laisserons-nous « pas, jusqu'au dernier, de nous défendre, veu l'équité du

« faict que nous maintenons, nous reposant en la misé-
« ricorde de Dieu que, quand tout secours humain sera
« failly, il nous assistera par la force de son bras... »
(*Archiv.*, v, 281.)

La situation était grave, mais non désespérée : la France s'enfonçait de plus en plus dans l'abîme de honte et de misère creusé par la Saint-Barthélemy. On parlait d'une alliance entre la France et l'Angleterre, et d'un mariage entre le duc d'Anjou et Élisabeth, avec les Pays-Bas pour dot, si la reine daignait les accepter. D'Anjou, aventurier politique de la plus basse espèce, était alors l'allié des protestants. Pactisant avec tous les partis, toujours prêt à les trahir quand il y trouverait son profit, il créait alors à son digne frère Henri III les mêmes embarras que celui-ci avait créés à Charles IX. Tels étaient les nobles personnages avec qui Guillaume avait à traiter, et l'on conçoit les dégoûts de cette grande âme, en se heurtant à tant d'orgueil et d'égoïsme d'une part, de l'autre à tant de bassesse et de duplicité.

Sainte-Aldegonde, son ambassadeur auprès d'Élisabeth, en fut très-gracieusement reçu. Il lui offrit, au nom du prince et des États, la Hollande et la Zélande en toute souveraineté, si elle voulait s'engager à les défendre contre toute attaque; mais Requesens envoya Champagney à Londres conjurer la reine de ne pas faire à des rebelles l'honneur de traiter avec eux contre le plus fidèle de ses alliés. La reine, fort embarrassée, s'aliéna les deux partis en voulant les ménager tous deux : n'osant ni refuser ni accepter l'offre des états, craignant de perdre ses chances d'avenir ou d'offenser Philippe, elle se borna à offrir de prendre sous sa protection l'île de Walcheren, qui touchait presque à ses États, en laisant aux provinces révoltées le soin de se défendre. Cette offre dérisoire ne

fut pas acceptée, et le 19 avril, Sainte-Aldegonde partit sans avoir pu même obtenir de la reine la faculté de conclure un emprunt. La Hollande fut autorisée à se délivrer elle-même, à ses risques et à ses frais, et la reine se réserva, si les provinces conquéraient leur indépendance, d'en accepter la souveraineté.

Zierikzee était toujours assiégée, et malgré les efforts du prince pour la ravitailler, sa perte semblait inévitable. La position de Guillaume devenait chaque jour plus embarrassée : l'argent, dans ses coffres, était plus rare encore que dans ceux de Requesens; tous ses biens étaient ou confisqués, ou grevés d'hypothèques. C'est dans cette conjoncture critique, où tout semblait lui manquer à la fois, que, suivant Bor (t. VIII, p. 664), une pensée de désespoir et d'audace se serait offerte à l'esprit de Guillaume : c'était d'entasser sur des navires toute la population des provinces rebelles, puis de percer les digues, de livrer aux flots la contrée entière, et d'émigrer avec la Hollande, sur « ces murailles de bois, » pour aller chercher à quelque bout du monde une nouvelle patrie, où l'on fût libre de prier Dieu à sa guise. On sait que Cromwell, réduit aux mêmes extrémités, avait formé le même dessein; mais sa fortune se jeta en travers, et ne lui permit pas de l'accomplir. Quant à Orange, le fait est moins avéré. Peu porté de sa nature à espérer, il l'était encore moins à désespérer de tout. La Hollande et lui avaient déjà traversé de pires épreuves, sans douter ainsi de Dieu et de la destinée. Quelques mots, échappés dans une heure d'abattement, ne nous autorisent pas à croire que l'homme qui, après Annibal, a vécu le plus constamment aux prises avec l'adversité, ait donné à la fortune ce triomphe de tenir la partie pour perdue, quand trois mois après elle était si près d'être gagnée.

Le plus sûr allié de Guillaume, ce n'était ni l'Angleterre, ni la France, c'était l'indiscipline des soldats espagnols. Une révolte, qui éclata au sein de la garnison de Harlem, hâta la fin du gouverneur, forcé de donner des armes aux bourgeois pour se défendre contre ses soldats. Sa santé, déjà ébranlée, ne put résister à ce nouvel assaut. Un accès de fièvre l'emporta le 5 mars, à peine âgé de cinquante et un ans, après une courte et pâle administration, léguant à son successeur, quel qu'il fût, une situation plus gâtée encore, et un pays plus aliéné de l'Espagne que d'Albe lui-même ne l'avait laissé en quittant les Pays-Bas.

CHAPITRE II.

INTÉRIM DU CONSEIL D'ÉTAT. MASSACRE D'ANVERS.

1576.

L'union conclue entre la Hollande et la Zélande avait posé la première pierre de la future république des Provinces-Unies. Mais la ligue naissante était trop faible pour résister seule à la puissance de l'Espagne, et aux soixante mille soldats qu'elle avait sur pied dans les Pays-Bas. Sans la supériorité reconnue des Néerlandais sur mer, la lutte eût été dès longtemps terminée : ou la population tout entière eût péri, ou elle eût été retrouver dans l'exil l'élite de ses citoyens. Sans Guillaume d'Orange, la Hollande était perdue. Réduit à mendier l'appui des souverains étrangers, il essayait en vain de trouver dans les Pays-Bas les éléments d'une ligue assez large pour unir deux croyances et deux races opposées. Le 25 avril, aux états de Delft, son autorité avait encore été étendue : à lui seul avait été confié le gouvernement des armées, la nomination à tous les emplois, civils et militaires, en un mot tous les attributs de la souveraineté.

Un des secrets de la puissance de Guillaume, c'est qu'il respecta toujours sincèrement les libertés communales, base de tout l'édifice politique des Pays-Bas.

Chose étrange, chez tous les peuples de l'Europe, la France seule exceptée, nous retrouvons vivantes encore les traditions du municipe romain ou barbare. Chez les races germaine et anglo-saxonne, c'est là le point de départ de toute constitution, la première assise sur laquelle tout est fondé. Chez les races néo-latines, la vie municipale subsiste partout, dans l'unité comme dans le morcellement, dans l'Espagne monarchique comme dans les républiques italiennes du moyen âge. En France, au contraire, le municipe n'a jamais eu des racines bien profondes. Jusqu'au XIIIe siècle, il a chez nous droit de cité, surtout dans le midi; mais dès que la royauté s'affermit, il disparaît de notre histoire. De tout temps en France, les seigneurs lui ont été hostiles, et la commune a eu peur du manoir féodal. Pour leur échapper, elle a fini par abdiquer dans les mains de la royauté, au lieu de lui dicter la loi, comme en Angleterre, en s'appuyant sur la noblesse. Enfin chez notre race, passionnée pour l'unité, la notion d'*État* est tellement tyrannique que la royauté, jalouse à son tour de la commune, l'a mise en tutelle, et ne lui permet pas encore de s'émanciper.

Dans les Pays-Bas, au contraire, même sous le joug de l'Espagne, l'élément municipal a toujours été vivace. Il y est indigène, comme en Italie, comme en Allemagne. Il y coexiste chez les deux races, celtique et germaine; nous le retrouverons dans la Hollande libre et dans la Belgique asservie, là comme une des conditions vitales de la liberté, ici comme une consolation de cette liberté perdue. L'Espagne n'en a pas peur sur le sol de la Flandre, et ne le redoute pas même sur le sien, où il vit encore, base d'un édifice écroulé qui peut toujours se relever de ses ruines.

Mais le vrai nœud de la difficulté pour Orange n'était pas dans la commune, il était dans l'Église. En laissant à toutes ces petites républiques municipales le maniement de leurs propres affaires, un chef, investi de la confiance publique, pouvait toujours s'en faire obéir; il suffisait pour cela de ménager les amours-propres locaux. Dans cette lutte désespérée avec l'Espagne, le succès même n'était pas impossible, pourvu que tous les cœurs, toutes les fortunes, toutes les vies fussent franchement mis au service de la même cause. Mais pour se réunir contre l'ennemi national, il aurait fallu que les Pays-Bas fussent d'accord avec eux-mêmes. Or, partout où la Réforme avait pénétré, elle avait scindé en deux les peuples, au lieu de les rallier. Là où elle ne régnait pas, elle ne savait pas être sujette. Partout elle constituait un État dans l'État, un intérêt à part au milieu des intérêts communs; le réformé néerlandais s'entendait mieux avec le huguenot français qu'avec le catholique flamand, son frère par la naissance, et son ennemi par la foi.

Et puis, aux Pays-Bas, si le point de départ de la révolution avait d'abord été religieux, il ne l'était pas resté. La crainte de l'inquisition avait été le premier mobile, mais la haine des Espagnols, le sentiment du droit violé, et d'autres mobiles moins désintéressés étaient venus s'y mêler. Les excès des iconoclastes avaient aliéné tous les catholiques fervents, nombreux dans le midi. D'Albe, il est vrai, avait un instant réuni dans une haine commune toutes les fractions d'un pays également opprimé. Mais, pour vouer sa vie au service d'une même cause, il ne suffit pas de haïr, il faut croire, il faut aimer ensemble, et le belge catholique et le hollandais réformé n'adoraient pas le même dieu; ils

n'étaient même pas bien sûrs de ne pas se haïr l'un l'autre plus qu'ils ne haïssaient Philippe II.

Au point de vue politique, le divorce n'était guère moins flagrant : les doctrines républicaines avaient fait, en pratique, beaucoup de chemin dans les provinces insurgées. *Réforme* et *monarchie* y passaient pour incompatibles, à tort sans aucun doute, car le propre de l'Évangile, c'est de s'adapter à toutes les formes de gouvernement. En Flandre, au contraire, il ne manquait pas de gens qui, fidèles à la tradition municipale, voulaient la liberté dans la commune, mais non plus haut, et n'eussent pas mieux demandé que de pactiser avec l'Espagne, pour peu qu'elle eût daigné respecter les vieilles franchises du pays.

Dans les provinces soumises, les plus généreux avaient pris le chemin de l'exil ou de l'échafaud; les lâches avaient abjuré; les braves combattaient avec Orange. Le catholicisme, en faisant cause commune avec l'Espagne, avait tué dans bien des cœurs l'amour de la patrie; enfin la peur et l'intérêt avaient fait le reste. En somme, dans tout le midi, le papisme, un instant abattu, s'était redressé plus puissant que jamais. En 1574, les états de Brabant déclaraient « qu'ils aimeraient mieux mourir que de voir opérer dans leur « religion le plus léger changement. » D'Albe avait peuplé de papistes tous les emplois. Les états, les nobles, les bourgeois de la Flandre, tout occupés de défendre leurs libertés politiques, faisaient bon marché de la liberté religieuse. Au fond du cœur même, beaucoup en voulaient à la Réforme, et la rendaient responsable de toutes leurs souffrances.

Dans le nord, au contraire, la Réforme était passée, on peut le dire, dans le sang du pays. Elle s'y accordait,

dans la pensée de tous, avec une étroite limitation de la puissance du souverain. L'idée d'un compromis avec l'Espagne s'effaçait peu à peu de tous les esprits, même de celui de Guillaume. Mais sa tâche n'en était pas moins difficile : il lui fallait, jusqu'en Hollande, ménager les susceptibilités catholiques, sans froisser les susceptibilités protestantes. Ainsi, dans l'acte d'*Union*, il n'avait voulu s'engager qu'à amener la « cessation des « pratiques de toute religion *contraire à l'Évangile,* » au lieu de la « *suppression du culte catholique,* » que lui soufflaient les passions du pays et de l'époque. Mais Orange, avec son large esprit de tolérance, était trop en avant du siècle qui brûla Servet et alluma les bûchers de Henri VIII et de François Ier. La séparation, qu'il voulait empêcher, devait plus tard s'opérer d'elle-même, et le nord choisir la meilleure part, en laissant au midi l'Espagne et le catholicisme, et en gardant pour lui la Réforme et la liberté.

La mort de Requesens avait été si prompte qu'il n'avait pas eu le temps de désigner son successeur provisoire, en attendant le choix du monarque. La seule autorité encore debout était celle du conseil d'État, si longtemps annulé par le duc d'Albe. Le conseil se hâta de s'emparer du pouvoir, que la main mourante de Requesens avait laissé tomber. Philippe, heureux d'éviter une décision, accepta, comme un expédient, l'*intérim* du conseil d'État. Aux trois membres qui restaient, Viglius, Aerschot et Barlaymont, il adjoignit un Espagnol, Roda, et trois Flamands. Et quel moment choisissait-il pour essayer encore un de ces moyens termes qui lui avaient si mal réussi? Celui où il eût fallu concentrer dans une seule main tous les pouvoirs de l'État, au lieu de confier à des amis douteux le soin de le dé-

fendre contre des ennemis déclarés. Enfin, ce fut un étranger, Mansfeld, qu'il mit à la tête des forces militaires des Pays-Bas.

Guillaume n'était pas homme à laisser passer une faute de son ennemi sans en profiter. Le moment était propice, et l'inaction de Philippe lui commandait d'agir. Renonçant à rien tirer d'Élisabeth, il se retourna du côté de la France. La *paix de Monsieur* venait d'assurer aux huguenots des droits politiques et la liberté religieuse, paix décisive, si l'on eût pu compter sur la parole d'un Valois. Orange pesa sur les états pour les forcer à négocier avec la France, ce qu'ils firent à regret, attirés qu'ils étaient vers l'Angleterre par des sympathies de religion et de race. Mais à la cour de Henri III, le vent soufflait, pour le moment, du côté de la réforme. Le duc d'Anjou venait de faire rendre au prince sa principauté d'Orange et ses autres possessions en France, et Guillaume, sans compter sur cette alliance, voulait en tirer pour son pays les avantages qu'un autre se fût contenté d'en tirer pour lui-même.

En traitant avec la France, Orange se garda bien de rompre avec l'Angleterre. Mais avec la diplomatie il fallait faire marcher de front la guerre. Le plus pressé, c'était de ravitailler Zierickzee, toujours serrée de près par les Espagnols. Le 25 mai, Boisot tenta pour la secourir un effort désespéré. Mondragon, qui commandait le siége, avait hérissé les approches du port de chaînes, de navires coulés, et d'obstacles de toute nature. Boisot crut pouvoir tenter l'aventure avec un seul vaisseau, l'*Arche de Delft*, d'une grandeur démesurée, chargé de canons jusque sur les hunes, et monté par six cents hommes d'équipage. Embossé près de la digue, il fit taire un instant l'artillerie des forts. Mais la marée bais-

sait; cette masse flottante fut bientôt échouée, et les batteries de l'ennemi finirent par la couler à fond. Trois cents hommes y périrent, et avec eux l'intrépide amiral. Il nagea longtemps, accroché à un débris; mais la mort vint avant qu'on pût le secourir. Ainsi mourut le premier de cette longue série de grands hommes de mer dont la Hollande est fière à bon droit, et à qui, après Dieu et Guillaume d'Orange, elle doit son indépendance. Après cette tentative manquée, la ville n'avait plus qu'à se rendre. Les assaillants, sur cette côte humide et nue, avaient presque autant souffert que les assiégés. Ils accordèrent à la garnison une capitulation honorable qui, cette fois, fut exécutée. La ville se racheta du pillage au prix de deux cent mille florins.

Mais la délivrance allait venir à la Hollande de l'excès même de ses maux. Le siége de Zierickzee avait jeté l'Espagne dans des dépenses hors de toute proportion avec l'état de ses finances. Son excuse, c'était l'importance de cette place qui, une fois prise, coupait la ligue en deux tronçons, en séparant la Hollande de la Zélande. Requesens avait fait argent de tout. A la Flandre, il avait fait payer trente mille florins, pour acheter le départ des Allemands, qui n'étaient pas partis. A Anvers, il en demandait vingt-huit mille par mois pour la solde de sa garnison. Mais malgré ces expédients, le trésor était à sec, le crédit aux abois. Philippe II, au dire de Meteren (t. I, trad. f° l. V, p. 116), devait aux marchands espagnols et génois quatorze millions de ducats (cent soixante-huit millions de francs), somme prodigieuse pour l'époque, et que grossissaient chaque jour des intérêts proportionnés aux risques. Philippe trouva un moyen commode de mettre sa conscience d'accord avec ses intérêts. Il obtint du pape, qui ne savait rien

lui refuser, une dispense qui révoquait tous les contrats passés, et réduisait la dette de plus de moitié. Mais en somme, la situation financière de l'Espagne s'aggravait chaque jour, et le gouffre du déficit allait sans cesse se creusant. En 1576, toujours d'après Meteren, la guerre, depuis huit ans qu'elle durait, avec les soixante mille hommes que Philippe entretenait aux Pays-Bas, avait déjà coûté à l'Espagne l'incroyable somme de quarante-deux millions de ducats (cinq cent quatre millions de francs), dont la plus forte partie venait de la Péninsule. A ce chiffre, on doit encore ajouter tout ce que la Flandre avait perdu en rapines, incendies, ruine de cités ou d'industries florissantes. Il faut lire dans ses historiens ce qu'étaient les exigences des soldats espagnols. « Il leur « fallait des chapons gras, lièvres, faisans, plus deux « sortes de vins, olives, citrons, et toutes sortes d'épices. « Leurs chiens, en grand nombre, devaient être nourris « de pain blanc, et les pieds de leurs chevaux lavés avec « du vin. »

La mort du commandeur et l'*intérim* du conseil d'État avaient brisé dans l'armée les derniers liens de la discipline. La main du duc d'Albe n'était plus là pour plier au joug toutes ces races pillardes, venues de tous les coins du ciel, pour s'abattre sur les Pays-Bas. Les Espagnols étaient toujours les premiers partout, au combat, à l'émeute, à la curée; mais les Wallons, fils dégénérés de la Flandre, les Allemands, mercenaires sans cœur et sans entrailles, les Italiens qui, opprimés chez eux, s'en vengeaient en opprimant les Flamands, tous faisaient avec les Espagnols assaut de rapine et de cruauté. Le déficit, devenu l'état normal des finances de l'Espagne, n'avait plus qu'une issue, la banqueroute : le roi prit enfin son parti de ne plus payer ses troupes, les autorisant ainsi,

les invitant même à vivre aux dépens du pays. Les soldats, à qui on lâchait la bride, ne se firent pas faute d'en profiter. L'exemple récent des insurgés d'Anvers était là pour les tenter. Les vainqueurs de Zierickzee, cantonnés dans l'île de Schouwen, arborèrent les premiers, le 15 juin, le drapeau de la révolte, et remplaçant leurs officiers par des chefs qu'ils se donnaient, ils se dirigèrent vers le Brabant, en dévastant tout sur leur passage.

Le rendez-vous était donné à Heerenthals, à sept lieues d'Anvers. Bientôt, de tous les coins des Pays-Bas, tous les mécontents et les pillards vinrent grossir les rangs des révoltés. Le Brabant, muet de terreur, se demandait avec anxiété où l'orage allait éclater. Mansfeld, le général en chef, vint, au nom du conseil d'État, offrir aux insurgés leur pardon, s'ils voulaient déposer les armes : « Ce n'est pas de pardon que nous avons besoin, mais « d'argent, » fut toute leur réponse. Il leur parla de gloire, ils lui rirent au nez : « La gloire, dirent-ils, ne « remplit ni la poche ni l'estomac, » et leur dernier mot fut celui-ci : « De l'argent, ou une ville! » Après avoir tourné quelque temps autour de Bruxelles et de Malines, qui firent mine de se défendre, le 28 juin, ils se jetèrent sur Alost, au nombre de 2,000, non compris leurs valets. Après avoir tué une trentaine de bourgeois, qui essayèrent de leur disputer l'entrée, ils promirent aux magistrats d'épargner la ville, pourvu qu'on les traitât bien ; ils eurent soin d'ajouter que le conseil d'État les y autorisait, en attendant qu'on leur payât leur solde. Puis ils s'établirent dans les meilleures maisons, et levèrent des contributions dans les villages des environs.

C'en était trop pour la Flandre, si catholique et si royaliste qu'elle fût! Bruxelles courut aux armes : l'instinct de la conservation donna à ses paisibles bourgeois

le courage qui leur manquait. Le conseil d'État, peu porté aux mesures énergiques, se sentit la main forcée, et dut céder à la pression de l'opinion publique, qui le sommait de mettre hors la loi les soldats révoltés. Au nom du roi, il fut ordonné de les abattre comme des bêtes malfaisantes, partout où on les trouverait, et de leur refuser « l'eau, le pain et le feu. » Les états de Brabant et de Flandre votèrent des levées d'hommes et de chevaux. Le cas devenait grave; une insurrection légale allait châtier l'insurrection militaire. Le conseil, effrayé de son audace, envoya à Madrid un de ses membres pour apaiser la colère du roi, et demander à genoux la solde de ses troupes. Dans Bruxelles, où la Flandre avait senti sa force, la position des Espagnols devenait difficile. Le seul membre espagnol du conseil, Roda, avait dû signer le décret, sans oser protester. Son domestique, pour quelques paroles imprudentes, avait été tué en pleine rue. Les officiers de la garnison, en cherchant à rétablir l'ordre, avaient été insultés, et leur vie menacée. On les gardait dans leurs maisons, comme suspects de pactiser avec les rebelles. Le conseil d'État voyait décliner chaque jour le peu d'autorité qui lui restait. Au fond de ce mouvement, on sentait la main de Guillaume d'Orange : maître de l'opinion publique qu'il dirigeait à son gré, il poussait à la fois à la convocation des états généraux et au siége d'Alost, où il voulait prendre les mutins comme dans un filet.

A Anvers, le prince avait trouvé un point d'appui dans l'énergie du gouverneur Champagney, frère de Granvelle, et qui, tout catholique et royaliste qu'il fût, n'aimait guère plus les Espagnols que son frère. L'orage qui avait éclaté à Bruxelles, grondait à Anvers, peut-être plus menaçant. Quinze compagnies d'Allemands, suspects

de pactiser avec les rebelles, furent remplacées par d'autres que l'on croyait plus sûres, sous les ordres d'un loyal vétéran nommé Oberstein. Mais la citadelle était aux mains de Sancho d'Avila, vrai type de ces hommes de guerre sans foi et sans pitié, tels que l'Espagne en déchaînait alors sur les deux mondes. Enfermé dans son fort, il gardait un menaçant silence, pactisant sous main avec les révoltés, sans se joindre ouvertement à eux. Il avait fait mouiller dans l'Escaut, sous les batteries de la citadelle, tous les navires espagnols. Il avait refusé de reconnaître le décret du conseil d'État, et la mise hors la loi des rebelles. Mais dans la Flandre et dans le Brabant, ce décret avait été accueilli avec enthousiasme; beaucoup de gens même étaient d'avis de mettre, avec les rebelles, tous les soldats espagnols hors la loi.

Toutefois, l'Espagne était bien forte encore dans les Pays-Bas. D'Avila tenait sous ses canons la plus riche cité du monde, sous la menace permanente de l'incendie et du pillage. D'autres forteresses tenaient en respect les grandes villes du pays. Enfin, Alost, aux mains des soldats mutinés, leur donnait une base pour agir contre la Flandre, et même contre le gouvernement, s'il voulait leur dicter la loi. Les Allemands, les Wallons, s'entendaient sous main avec les *rebelles*, ou du moins n'avaient nulle envie de sévir contre eux, car au fond, leur cause était commune. Un même intérêt, d'un bout de l'Europe à l'autre, unissait ces bandits sans foi ni loi contre tous ceux qui avaient quelque chose à perdre. Une crise était inévitable : si le roi ne réprimait pas l'insolence de ses soldats, la Flandre marchait vers sa ruine, ou vers le soulèvement général du pays; dans les deux cas, les Pays-Bas étaient perdus pour l'Espagne. C'est là, en fin de compte, qu'aboutissait cette politique,

plus insensée encore que cruelle, dont Philippe avait été le promoteur, et d'Albe l'instrument.

Le 31 juillet, arriva enfin de Madrid le marquis d'Havré, frère du duc d'Aerschot. Où il fallait une décision, Philippe n'avait su qu'attendre et gagner du temps; ajourner les questions, pour lui « c'était les résoudre. « L'heure n'était pas venue encore d'appliquer les vrais « remèdes; mais il faisait assurer le conseil d'État de son « désir d'arriver à la pacification de ses États. Sa Majesté « avait longtemps réfléchi aux moyens d'y ramener la « paix; toujours elle était disposée à traiter les sujets de « ces pays avec toute la douceur imaginable, en conservant « toutefois la sainte foy catholique et sa deue authorité et « bien de ce pays. » Enfin, le roi promettait d'envoyer, dans un mois ou deux au plus, son frère don Juan comme gouverneur général des Pays-Bas. (*Corresp.*, III, 275.)

Parler de paix à un peuple sur la tête duquel le couteau était suspendu, et qui ne pouvait échapper au pillage que par l'insurrection, parler de la douceur d'un monarque dont la politique consistait à brûler et à pendre, à ruiner et à spolier ses sujets, c'était insulter à la misère publique : aussi ce message dérisoire porta-t-il au comble l'indignation. Les évêques eux-mêmes finirent par se rallier à la mise hors la loi des rebelles, seul parti à prendre, dans l'intérêt même du monarque. Déjà la Flandre, unanime dans son mépris pour un pouvoir désarmé devant une poignée de mutins, tournait un œil de regret et d'envie vers la Hollande, qui avait su prendre son parti quand elle hésitait encore. Orange, si ferme dans son patriotisme, si inflexible dans ses desseins, apparaissait à ses yeux comme le libérateur que Dieu tenait en réserve pour les Flamands, le jour où ils oseraient choisir entre leur pays et leur roi.

Quant aux troupes espagnoles, allemandes et wallonnes qui, au premier moment, s'étaient tenues à l'écart de la rébellion, leur choix ne pouvait être douteux. Le titre de soldat de l'Espagne était devenu un titre de proscription, mais c'était aussi un mot de ralliement. Quoique au fond la cause du roi et celle même de l'Église tinssent assez peu au cœur à tous ces bandits; quoique « solde et pillage » fussent au monde leur unique souci, tous se trouvèrent d'accord pour faire la loi à ces bourgeois insolents qui osaient prétendre à être maîtres chez eux. Sur cette base, l'alliance fut bien vite conclue. Mais il leur fallait un chef, et le bâtard d'Albe, Fernan de Tolède, ne rougit pas d'accepter leur appel. Il se trouva bientôt à la tête de six mille fantassins et douze cents cavaliers, espagnols et italiens. Quatre régiments allemands, avec leurs colonels, alléchés par l'espoir du butin, vinrent encore grossir leurs rangs. Ainsi, grâce à l'indécision et à la lâcheté du pouvoir, cette belle et puissante armée qui, sous la main d'Albe, obéissait comme un seul homme, se changeait peu à peu en un ramas de pillards, sans autre loi que leur caprice ou leur intérêt, sans lien entre eux que l'impatience de tout frein et la soif du pillage. Tel devait être, pendant trente ans le sort des Pays-Bas, et pendant un siècle et demi celui de l'Europe, partout où Dieu déchaînerait sur elle le double fléau des mercenaires et des guerres de religion.

Pour les vétérans du duc d'Albe, les Pays-Bas étaient dès longtemps hors la loi. Protestants ou catholiques, peu importait. Le pays, enveloppé dans un même crime, rébellion ou hérésie, devait l'être aussi dans un même châtiment. Les Flamands, à leurs yeux, étaient une race inférieure, comme celle des *Indiens*, leur pays une vache à lait qu'il fallait traire jusqu'à l'épuiser. Les citadelles ne

leur suffisaient plus, il leur fallait les villes pour y vivre à discrétion. Les villes encore se défendaient par leur masse; mais les villages étaient livrés sans défense aux rapines, aux violences de toutes ces bandes déchaînées. De temps en temps, poussés à bout par l'excès de leurs souffrances, des paysans, des étudiants, des bourgeois se faisaient une arme de tout ce qu'ils trouvaient sous la main. Ils venaient se ruer sans espoir sur ces rudes soudards qui, retrouvant leur discipline en face du danger, triomphaient aisément de leurs attaques désordonnées, et faisaient d'eux un horrible carnage.

Les souffrances des Pays-Bas étaient devenues intolérables; le conseil d'État, eunuque politique, avait voulu créer une sorte de tiers parti entre l'Espagne et le pays; comme tous les pouvoirs faibles et indécis, il avait fini par avoir tout le monde contre lui. Mais tout mal, quelque grave qu'il soit, porte en lui le germe d'un bien; le tout est de savoir l'en tirer. Guillaume, en suivant d'un œil attentif la marche des événements, avait compris bientôt tout le parti qu'il pouvait tirer des excès même des soldats espagnols. Affligé de voir la religion séparer ceux que l'amour de leur pays aurait dû unir, calviniste par le dogme, mais chrétien avant tout par la charité, il en était, seul peut-être dans toute la Hollande, à accepter l'idée d'une alliance avec les provinces du midi. L'Espagne, en opprimant indistinctement catholiques et protestants, Flamands et Hollandais, les avait tous réunis dans une même exécration pour elle, à défaut d'une même foi. Ce qu'il fallait enseigner aux deux partis, c'était à se supporter mutuellement; science difficile, surtout au XVI[e] siècle, où toute foi était exclusive, et où nul ne se croyait sauvé qu'en damnant son voisin. La recrudescence du catholicisme dans le sud avait provoqué,

chez les calvinistes du nord, un plus vif attachement à leur foi. Il fallait donc faire appel au patriotisme de tous, et montrer aux catholiques que, sans abjurer leur croyance, ils pouvaient s'unir pour la conquête d'une liberté commune. La tâche de Guillaume était donc difficile, mais grande en proportion de la difficulté. En avant de deux siècles sur son pays, tout ce qu'il pouvait faire, c'était de lui montrer le chemin. Mais la Flandre consentirait-elle à le suivre? Là était la question, et les événements l'ont résolue contre lui.

Fallait-il rompre décidément avec Philippe, comme l'avait fait la Hollande? Fallait-il chercher un moyen terme, comme le voulaient beaucoup de gens, les *moyenneurs*, les *politiques*, qui ne manquaient pas plus à Bruxelles qu'à Paris? Sur un seul point, tout le monde était d'accord : on ne pouvait pas supporter plus longtemps la brutale domination des soldats espagnols. Et puis, à défaut d'une seule religion, les Pays-Bas avaient en commun le culte de leurs vieilles libertés, retranchées dans les états généraux, sanctuaire que, jusqu'à Philippe II, nul n'avait encore violé. Ménager les préventions religieuses du midi, écarter, même en politique. toute idée d'innovation trop radicale, avec un peuple qui a le fanatisme du *statu quo*, comme la France a celui du changement, tel était pour Orange le problème à résoudre, et l'histoire en offre peu de plus compliqués. Dans toutes ses lettres perce cette double idée, qui domine sa conduite : respecter toutes les convictions religieuses, même les plus opposées, et acheminer doucement vers la république, en gardant les formes de la royauté, un peuple indépendant et monarchique à la fois. On sait maintenant le but où tendait Guillaume. Le premier moyen qu'il proposa pour l'atteindre, ce fut l'envoi, par toutes

les provinces, de députés à un congrès général pour aviser aux moyens de chasser les Espagnols du pays. Gand, où le peuple en armes assiégeait la citadelle, encore au pouvoir de l'ennemi, fut choisi pour le siége du congrès, et avant la fin d'octobre, la plupart des députés s'y trouvaient réunis.

Le conseil d'État, encore investi d'une ombre de pouvoir, gênait Orange, et ne pouvait pas le servir. Un beau matin, un des affidés du prince, de Hèze, et le bailli de Brabant, se présentent avec cinq cents Wallons, au nom des états, devant la salle où siége le conseil. La porte se ferme devant eux, ils la brisent, et se saisissent de tous les conseillers, sauf Viglius et Aerschot, absents et malades. Par un étrange retour de la fortune, Barlaymont et Mansfeld furent enfermés dans la prison de Hornes et d'Egmont; mais l'animosité contre eux n'était pas sérieuse, et au bout de quelques semaines, les prisonniers furent rendus à la liberté; mais c'en fut assez pour ôter toute autorité au conseil, qui ne siégea plus désormais que sous le bon plaisir des états, seuls arbitres, avec Guillaume d'Orange, des destinées du pays. Le prince fut-il l'auteur de ce hardi coup de main? On n'en peut pas douter, bien qu'il s'en soit défendu. Ce fantôme de tiers parti, que le conseil d'État avait essayé de créer, disparut sous le ridicule. L'Espagnol Roda, réfugié dans la citadelle d'Anvers, avec le sceau de l'État qu'il avait volé, y constitua, avec d'Avila et quelques officiers, un conseil de guerre qui remplaça le conseil d'État, en attendant l'arrivée de don Juan d'Autriche.

Le congrès de Gand, au bruit des canons qui tonnaient contre la citadelle, avait ouvert sa session; ses délibérations étaient confuses et hésitantes, comme celles d'hommes qui tremblaient de se sentir alliés à des hérétiques

pour se révolter contre leur roi légitime. Mais la guerre allait gagner de vitesse et don Juan d'Autriche et le congrès de Gand. Les bourgeois de Maestricht, appuyés par les Allemands d'Oberstein, chassèrent tout d'un coup les Espagnols de leurs murs. Guillaume, enfermé dans Middelbourg, n'était pas en mesure de secourir Maestricht, que don Fernan de Tolède vint bientôt attaquer. Les Espagnols franchirent le pont, sous le feu de l'ennemi, en poussant des femmes devant eux, comme un rempart vivant, et bientôt maîtres de la ville, ils y mirent tout à feu et à sang.

La confusion était partout; mais le danger était surtout à Anvers, sous les canons de la citadelle, où siégeait un gouvernement militaire, décidé à tout. Champagney, gouverneur de la ville, avait offert au conseil de mettre la main sur les officiers espagnols, lorsqu'ils descendraient dans la ville; mais le conseil ne l'avait point osé. Les révoltés d'Alost, d'accord avec ceux de la citadelle, étaient prêts à accourir au premier signal. Anvers, le centre de toutes les richesses du monde commercial, exerçait sur tous ces pillards éhontés un immense prestige. Dans ce siècle d'aventures, où l'or du nouveau monde avait tourné toutes les têtes, les pacifiques conquêtes du commerce étaient trop lentes; avec le massacre et le pillage, on en avait plus tôt fini. Les Cortès et les Pizarre ne s'y étaient pas pris autrement au Mexique et au Pérou, et des hérétiques valaient-ils mieux que des païens?

Anvers ne s'aveuglait pas sur le danger, et implorait du secours de tous côtés. Enfin, le 2 novembre, Havré, à la tête de cinq mille fantassins et douze cents cavaliers, presque tous wallons, parut aux portes de la ville, envoyé par le conseil d'État. Unis aux Allemands de la garnison, s'ils avaient été fidèles, c'en était assez pour

tenir tête à d'Avila et à tous ses bandits. Mais d'Havré, plus nul encore que son frère, amenait avec lui bon nombre de jeunes nobles flamands, incapables et présomptueux comme lui. Parmi eux se trouvait Philippe d'Egmont, qui n'avait guère que les défauts de son père, sans une de ses qualités. D'Avila avait fait fortifier, sur la rive gauche de l'Escaut, ce point important qu'on nomme la *Tête de Flandre;* il était parvenu à gagner les trois régiments allemands, cantonnés dans la ville, ainsi que leurs colonels. Le loyal Oberstein, leur commandant en chef, dans l'ivresse d'une orgie, s'était laissé duper par le sobre Espagnol. Il avait signé, sans savoir ce qu'il faisait, l'engagement de tenir Anvers à la disposition de d'Avila, et de rejeter tout ordre émané du conseil ou des états. Toutefois, Oberstein, à jeûn, avait bien vite reconnu sa faute, et s'était rallié au parti de l'honneur, avec une partie des siens.

Toutes les nouvelles de la citadelle annonçaient une attaque. Le plus pressé, c'était de se fortifier, si l'ennemi en laissait le temps. Tout le monde se mit à l'œuvre, hommes, femmes, enfants, le gouverneur en tête. Un rempart improvisé se dressa comme par enchantement, en face de la citadelle. Pendant ce temps, les nouveaux venus ne songeaient qu'à s'établir dans les meilleures maisons, pour y vivre à discrétion chez les habitants. Mais Champagney alla lui-même, l'épée à la main, les faire déloger, et les forcer à mettre avec les bourgeois la main à l'œuvre. Le rempart, composé de charrettes renversées, de sacs de terre, de ballots de marchandises, s'élevait déjà sur quelques points, malgré le feu de la citadelle, à quinze pieds de hauteur; mais la nuit vint, et le travail se ralentit. Champagney était partout, dirigeant les travailleurs, stimulant le zèle des magistrats,

et contenant l'indiscipline des Wallons et des Allemands, qui parlaient déjà de pillage. Les plus riches marchands espagnols et italiens avaient cherché un refuge à la citadelle. Tout s'apprêtait pour une lutte décisive. D'Avila avait écrit aux mutins d'Alost, et aux garnisons des principales villes, que l'heure était venue de frapper le grand coup. Toutes ces hordes de pillards se hâtèrent de répondre à l'appel. Les officiers espagnols les plus renommés ne rougirent pas de s'associer à cette œuvre vraiment infernale, et Roda lui prostitua l'autorité du roi qu'il représentait. On y trouvait tous les peuples que Philippe réunissait sous ses drapeaux, Wallons, Italiens, Allemands, Bourguignons, Espagnols surtout; écume de toutes les nations, accourue à cette sanglante curée où tous étaient conviés.

Dans Anvers, la matinée ne fut pas perdue comme l'avait été la nuit. Champagney fit dresser, du côté de la citadelle, une batterie qui força l'ennemi à ralentir son feu. Mais le rempart n'était pas achevé, et sur quelques points, il montait à peine à six pieds. Tous les ordres du gouverneur avaient été négligés ou mal remplis. Les points où il avait ordonné de placer des troupes, aux défauts du rempart, se trouvaient dégarnis. Au poste du danger, en face de la citadelle, on plaça les Wallons et les Allemands d'Oberstein, les seuls sur qui l'on pût compter. Les deux corps réunis montaient environ à six mille hommes. Un brouillard épais dérobait aux deux partis tous les mouvements de l'ennemi. A dix heures seulement, le dimanche 4 novembre, arrivèrent les révoltés d'Alost, au nombre de plus de deux mille, une branche d'arbre à leur bonnet, comme la forêt qui marche, dans *Macbeth*. Ils avaient fait dix lieues en sept heures, pour ne pas manquer à la fête. On les reçut

à bras ouverts, et d'Avila leur fit offrir un repas qu'ils refusèrent, « voulant, disaient-ils, dîner en paradis, ou « souper à Anvers. » D'Avila les voyant si animés, ne crut pas devoir retarder l'attaque. Dès le point du jour, tout le monde était prêt, soupirant après le signal. A la suite des soldats, marchaient les valets et les courtisanes, armée presque aussi nombreuse que la première, portant de la paille et des fascines pour mettre le feu aux maisons. A onze heures, le chef donna le signal du départ, salué par des cris de joie qu'on entendit jusque dans la ville. Cinq mille fantassins et six mille cavaliers, vomis, comme autant de démons, des portes de la citadelle, se mirent en marche. Arrivés en face d'Anvers, à la vue de cette riche proie qui était à eux, mais qu'il fallait gagner, tous tombèrent à genoux, comme pour se préparer à une œuvre pie, et récitèrent un *Pater* et un *Ave*, ce qu'admirent beaucoup les historiens espagnols. Les révoltés d'Alost portaient pour drapeau, d'un côté, l'image du Sauveur sur la croix, de l'autre, celle de sa mère.

Champagney, qui voyait venir l'orage, encourageait de son mieux les Wallons qui occupaient le premier rang. Bientôt on aperçut l'ennemi, en une masse compacte, l'infanterie en tête, fondant sur la ville comme une avalanche. Les Wallons déchargèrent leurs arquebuses, à coups perdus, en s'abritant de leur mieux contre l'artillerie du château. Puis, tournant le dos à l'ennemi, même avant qu'il fût arrivé, ils prirent lâchement la fuite, se réservant de prendre part au pillage, quand il serait commencé. Champagney, désespéré, courut aux Allemands; mais ce fut peine perdue. Eux aussi avaient déserté leur poste, et attendaient les rebelles pour se joindre à eux. Les Allemands d'Oberstein se montrèrent

seuls disposés à se défendre, et essayèrent en vain de ramener les Wallons au combat.

Les révoltés d'Alost, qui tenaient la tête, s'arrêtèrent un instant au pied du rempart, se méfiant de leur fortune, et n'osant le croire abandonné. Puis, reprenant leur élan, ils s'élancent et le franchissent, par les brèches qu'on y avait laissées. L'*eletto,* qui marchait au premier rang, tombe frappé d'une balle. Quelques braves, faisant bon marché de leur vie, essayent de résister; mais le torrent les emporte bientôt, et roule à travers la *Grande-Rue,* tandis que l'autre moitié des assaillants se précipitait par la rue *Saint-Michel.* A cette vue, Champagney arrache un drapeau à un enseigne Wallon qui fuyait, et rallie autour de lui tout ce qu'il peut rencontrer d'hommes de cœur, allemands ou bourgeois. Sur ce point seulement, il y eut une résistance sérieuse; mais le nombre, l'élan, la certitude de vaincre, tout était du côté de l'ennemi. Bientôt, tout ce qui portait des armes ne songea plus qu'à les jeter, pour fuir ou se joindre aux rebelles. Appuyés sur une garnison fidèle, les habitants seraient tous morts plutôt que de céder; mais en se voyant vendus à l'ennemi, à qui des traîtres indiquaient les points vulnérables; désorientés, sans chefs, sans mot d'ordre, sans plan de défense, ils perdirent la tête, et chacun ne songea plus qu'à vendre sa vie le plus cher possible.

Chez les Espagnols, au contraire, le plan, le chemin, l'ordre de marche et de bataille, tout était arrêté d'avance. Le rempart une fois franchi, l'infanterie d'un côté, la cavalerie de l'autre, se dirigèrent vers le centre de la ville, aux cris de ralliement : « *Santiago! España! à Sangre! à Carne! à Fuego! à Saco!* » Les Allemands, placés à la porte de Saint-Louis, ne firent pas même mine de résister, et se joignirent aux rebelles qui comp-

taient sur eux. Fuyards et assaillants, comme deux courants qui mêlent leurs flots, arrivèrent ensemble sur la grande place de Meir, près de la cathédrale. Là s'élevait cette Bourse célèbre, où cinq mille négociants se réunissaient chaque jour, pour traiter des intérêts et du commerce du monde. Là, sur cette place, où afflue, comme au cœur, le sang de la cité, les derniers défenseurs d'Anvers essayèrent encore une résistance sans espoir. Mais la lutte était trop inégale : le flot d'ennemis, qui s'accroissait sans cesse de tous les transfuges, finit par tout renverser. Dans cette large place, peuplée de palais, le sang coulait partout, sous les arcades de marbre de la Bourse, à l'Hôtel de ville; chaque maison devenait une citadelle où la défense était désespérée comme l'attaque. Mais les Espagnols avaient tout prévu, et pour augmenter le désordre, ils mirent le feu sur plusieurs points de la ville. Les bourgeois, mal armés, abandonnés à eux-mêmes, en voyant de tous côtés la flamme poindre à l'horizon, se sentirent perdus. Seuls, les braves Allemands d'Oberstein leur restèrent fidèles jusqu'à la fin, et tombèrent un à un, à côté du bourgmestre et du margrave de la ville, ensevelis sous un amas de cadavres.

Champagney, toujours héroïque, se trouvait partout où était le danger, et tentait l'impossible pour réorganiser une défense perdue. Les dragons des états, postés dans un faubourg reculé, ne tinrent pas un moment devant la cavalerie espagnole qui arrivait au galop, sabrant tout sur son passage. Ils voulaient se sauver par une porte de la ville, ils la trouvèrent fermée. Ils se dirigent vers une autre, et tombent sur les dragons de la Tour et Taxis qui, chargeant sur cette masse en désordre, en font un horrible massacre. Peu à peu toute résistance cessa. Un flot confus de combattants et de fuyards rou-

lait dans toutes les rues, comme les vagues d'une mer orageuse. Champagney, se voyant abandonné de tout le monde, alla chercher avec d'Havré un asile sur la flotte hollandaise qui, à l'ancre sur le fleuve, assistait de loin au désastre d'Anvers, sans pouvoir le venger. Oberstein, en voulant sauter dans un bateau, se noya dans le canal, étouffé sous son armure.

La nuit venait, et les flammes, qui gagnaient rapidement, se détachaient sur un ciel sombre. Le feu avait été mis dans les plus riches quartiers de la ville; il engloutit, avec un millier de maisons, des trésors incalculables. L'Hôtel de ville, une des merveilles de la Flandre, fut consumé tout entier. Près de trois mille cadavres restèrent ensevelis sous les ruines. Dans les rues, on en trouva à peu près autant, sans parler de ceux que l'Escaut avait engloutis. Quand toute résistance eut cessé, l'œuvre du pillage commença, avec son cortége de meurtres, d'outrages et de tortures. Nous jetterons un voile sur ces horribles scènes que nous retrouvons partout où passent les Espagnols. En trois jours, huit mille créatures humaines, dont deux cents Espagnols au plus, trouvèrent la mort dont le désastre d'Anvers; et ceci en pleine paix, dans une ville soumise au roi d'Espagne, en présence d'un gouvernement régulier. On évalue à deux millions d'écus d'or les sommes qui tombèrent aux mains des Espagnols, sans parler des joyaux et de la vaisselle plate, et le feu en consuma au moins autant. L'avidité de ces bandits était telle qu'ils torturaient jusqu'aux femmes pour leur arracher de l'argent. Ils tuaient tous les Wallons qu'ils rencontraient, sans doute de peur de la concurrence. Un capitaine espagnol s'empara de la prison, et en vendant à prix d'or la liberté aux prisonniers, même hérétiques, il en tira une somme considé-

rable. Pendant plusieurs jours, les morts restèrent sans sépulture. S'il faut en croire Meteren, les bourgeois, chez qui les vainqueurs s'étaient établis comme en pays conquis, se vengèrent plus d'une fois en assassinant leurs hôtes, et en jetant leurs cadavres par la fenêtre, ce qui grossit encore le nombre des victimes. Enfin Roda, qui tranchait du monarque dans la ville dévastée, força les habitants à les ensevelir.

Les vainqueurs, embarrassés de leur butin, auraient bien voulu s'échapper de la ville pour le mettre en sûreté ; mais la campagne était au pouvoir des troupes des états. Enfermés dans Anvers, nos pillards, pour passer le temps, se mirent à jouer, perdant ou gagnant en un jour jusqu'à dix mille écus, et semant à pleines mains dans l'orgie l'or que quelques heures leur avaient suffi pour gagner. Ce sac d'Anvers, médité de longue main, accompli en pleine paix, sur une population désarmée, par une poignée de bandits, mis hors la loi par le gouvernement lui-même, a laissé des traces profondes dans la mémoire des Flamands. Même aujourd'hui, on l'appelle encore la *furie espagnole*. Ce jour néfaste couronne les sanglants souvenirs laissés en Flandre par le duc d'Albe. Mais depuis ce jour aussi, l'Espagne, maudite autant que redoutée, avec ce mélange de rapacité sanglante et d'implacable orthodoxie qui la caractérise, a été mise au ban de l'Europe civilisée.

Les paroles manquent pour exprimer l'impression produite sur la Flandre par le massacre d'Anvers. Loin de s'abattre, elle comprit enfin que les liens qui l'attachaient à l'Espagne étaient brisés pour jamais, et qu'une cause qui descendait à de pareils moyens était une cause perdue. Mais c'est surtout au congrès de Gand que se fit sentir le contre-coup du désastre d'Anvers. On y lut une

lettre interceptée de Roda au roi, où il se félicitait « de « cette grande victoire, ainsi que du mal fait à la ville, « qui était immense, » et où il comblait d'éloges les officiers espagnols et allemands, qui avaient dirigé « cette brillante affaire. » La rage et l'indignation publiques s'enflammèrent encore à la lecture de cette lettre. Les états de Brabant adressèrent au congrès une requête où, exposant avec énergie les griefs d'Anvers et du pays, ils demandaient une prompte réparation. Le prince d'Orange, alors à Middelbourg, joignit ses efforts à ceux des états de Brabant, et pesa de tout son poids sur le congrès pour lui conseiller l'union.

En écartant la question religieuse, pleine de périls et d'obstacles, sur le terrain politique, il n'était pas impossible de s'entendre. Sur un point, du moins, tout le monde était d'accord : chasser du pays les Espagnols; si l'on restait soumis au roi d'Espagne, limiter fortement son autorité, et remettre aux mains des états généraux tout le gouvernement du pays. Mais, comme le dit si bien M. Groen van Prinsterer (*Archiv.*, v; 383) « chasser les « Espagnols, but final pour les uns, était pour plusieurs « un acheminement vers d'autres desseins. » Inutile de dire que le prince d'Orange se trouvait parmi ces derniers; car depuis les négociations de Bréda, il avait cessé de croire à une réconciliation entre le roi et les provinces révoltées. Mais la grave erreur de Philippe, c'était de croire que la répugnance des Pays-Bas à subir son joug était le fait de trois ou quatre personnes, et que quelques têtes tranchées en auraient bientôt raison. Celles d'Egmont et de Hornes étaient tombées, et la Flandre n'en était pas plus soumise! Les peuples, en effet, dans leurs moments de crise, trouvent toujours un de ces hommes qui les personnifient; mais ce sont eux qui lui prêtent

leur force et leur volonté, même quand ils croient les recevoir de lui. Cet homme vient-il à leur manquer, comme Guillaume à la Hollande et Henri IV à la France, il s'en trouve d'autres après lui pour continuer l'œuvre, et accomplir ces grands desseins, qu'un seul exécute, mais que tous ont conçus.

Guillaume d'Orange ignorait encore le désastre d'Anvers quand il écrivit au congrès, en insistant sur la nécessité de s'unir contre l'ennemi commun. Il leur rappelle que « les sympathies de l'Europe protestante sont pour eux; que leurs fatales divisions ont pu seules les priver de l'appui de l'étranger, qui leur est assuré dès qu'ils seront unis. Tout ce qui leur reste à faire, c'est de tendre la main à leurs frères du nord, dans une ligue durable, qui rassemble contre les Espagnols toutes les forces vives du pays. » La nouvelle du massacre vint prêter aux arguments du prince une force irrésistible. Bientôt on apprit l'effet produit à Madrid par la nouvelle qui avait semé le deuil dans tous les Pays-Bas, et l'odieuse joie que l'Espagne en avait témoignée. Des lettres interceptées prouvèrent que la conduite de d'Avila avait été hautement approuvée. Enfin, on annonça l'arrivée à Luxembourg de don Juan d'Autriche qui venait prendre possession de son gouvernement. La décision en fut d'autant plus hâtée, et le jour même où la citadelle se rendait, le 8 novembre, fut signé le traité connu sous le nom de *Pacification de Gand*. Les signataires furent, d'une part, Saint-Aldegonde et huit commissaires des provinces révoltées; de l'autre, les députés du Brabant, de la Flandre, de l'Artois, du Hainaut, et des villes de Lille, Douai, Utrecht, Valenciennes, Namur et Malines.

« Le prince et les états de Hollande et Zélande, d'un côté, et de l'autre les provinces ou villes susnommées,

se juraient une étroite amitié, et se pardonnaient leurs torts mutuels. Tous devaient s'unir dans un même effort pour chasser les Espagnols des Pays-Bas. Ce but une fois atteint, les états généraux seraient convoqués pour mettre ordre aux affaires de la religion et à celles du pays. La liberté de communications et de trafic était garantie aux habitants de toutes les provinces. Ceux de Hollande et de Zélande ne pourraient, hors de leur territoire, rien attenter contre la religion catholique. L'exécution de tous les *placards* contre les hérétiques était suspendue, ainsi que les décrets du duc d'Albe et de son conseil, jusqu'à ce qu'il en fût ordonné autrement par les états généraux. (*Meteren*, I, 126 *bis*.)

« Le prince d'Orange restait amiral et stathouder de Sa Majesté en Hollande et Zélande. Tous les prisonniers devaient être mis en liberté sans rançon, les biens confisqués, qui n'étaient pas vendus, restitués à leurs propriétaires. En Zélande et Hollande, les biens des ecclésiastiques séculiers devaient, *autant que possible*, être rendus aux bénéficiaires, et l'on assurerait aux membres du clergé régulier dont les biens auraient été aliénés, *une raisonnable alimentation*, promesse qu'on a faite partout, dans toutes les révolutions, et qu'on n'a tenue nulle part. Enfin les villes et provinces qui n'avaient pas signé le traité étaient libres d'y accéder, et jouiraient dès lors de tous les avantages de l'union. »

On s'étonnera peut-être de voir la religion réformée, reconnue de droit dans les deux provinces déjà affranchies, n'obtenir que tacitement, et par pure tolérance, le droit d'exister de fait dans les quinze autres, où l'exercice public du culte restait interdit. Mais il faut, avant tout, bien se pénétrer de l'esprit de l'époque, et de la puissance des préventions catholiques, et l'on compren-

dra que l'*ancienne* religion, sur ce sol de la Flandre, voué de tout temps au fanatisme, ne voulût à aucun prix laisser la *nouvelle* traiter d'égal à égal avec elle. Un fait grave, toutefois, c'était l'abolition, la suspension du moins des affreux *placards* de Charles-Quint et de Philippe II. La tolérance, même à l'état de culte latent, était pour la Réforme une immense conquête, et qui entraînait toutes les autres; car l'inquisition allait être bannie de la Flandre avec les garnisaires espagnols.

En revanche, un germe fatal de dissension et de ruine était déposé dans le traité : c'étaient les réserves faites en faveur des droits de Sa Majesté *catholique*, que l'on persistait à regarder comme le souverain légitime des Pays-Bas. Au fond, le catholicisme créait entre la Flandre et l'Espagne un lien que les cruautés mêmes de Philippe ne pouvaient pas rompre, et la suite l'a assez prouvé. Guillaume se montrait donc un vrai homme d'État en prenant les hommes et les choses tels qu'ils étaient, et en acceptant le moins, sans renoncer à obtenir le plus. Nous insistons sur ce point de vue : il est la clé de la conduite du prince dans les circonstances difficiles qu'il aura encore à traverser.

Le *traité de pacification*, ou plutôt d'*union*, entre les dix-sept provinces, tout défectueux qu'il fût, n'en fut pas moins accueilli avec des transports de joie. Un avenir nouveau semblait s'ouvrir pour les Pays-Bas. Chez ces populations profondément religieuses, chacun s'inclina devant cette divine providence, qui sait tirer le mal du bien, et qui avait fait servir à l'émancipation de la Flandre les excès même des troupes espagnoles. Enfin, comme un bonheur ne vient jamais sans l'autre, les conquêtes de la guerre suivirent de près celles de la diplomatie. Mondragon, voyant ses communications coupées

avec l'armée espagnole, dut abandonner Zierikzee. Il essaya vainement de décider les révoltés, cantonnés dans Anvers, à se joindre à lui pour faire lever le siége du château de Gand; ses troupes furent battues par l'armée nationale, et lui-même, avec sa bande affaiblie par la désertion, finit par entrer au service des états. Bientôt l'île de Schouwen et la Zélande furent reprises par Hohenlohe, lieutenant général du prince d'Orange. Valenciennes et Cambrai furent enlevées aux Espagnols, et sur les ruines fumantes d'Anvers, l'aurore d'un meilleur avenir sembla luire un instant pour ce malheureux pays.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION DE DON JUAN D'AUTRICHE. SA MORT.

1576-78.

Après la bataille de Lépante, Philippe avait pu apprécier l'élément romanesque et puéril qui s'unissait chez son frère aux facultés les plus brillantes. Don Juan, le dernier des chevaliers errants, n'avait pas sa place dans un siècle où la question religieuse, partout posée avec son terrible sérieux, avait remplacé les chimères. La sobre nature de Philippe était peu faite pour comprendre des rêves. Ce n'était pas seulement folie, c'était trahison à ses yeux que d'aspirer à fonder en Afrique un empire indépendant, ou à s'asseoir avec la sœur des Guises sur le trône de l'Angleterre. Le saint-siége qui, depuis les croisades, a toujours aimé à lancer la chrétienté dans de grandes entreprises, encourageait chez don Juan toutes ces folles visées, bien aise d'enrôler à son service l'épée qui avait vaincu à Lépante. Ce fut sans doute pour ramener son frère sur le terrain des réalités, que Philippe II jugea à propos de lui confier le poste difficile de gouverneur des Pays-Bas.

Dans cette mission si sérieuse, don Juan ne vit qu'une chose : c'est que, par la Flandre, il pourrait marcher à la conquête de l'Angleterre. Pour le vainqueur de Lépante, avec les vétérans du duc d'Albe, pouvait-il y avoir rien d'impossible? De Madrid, pour se rendre aux Pays-Bas, il fallait passer par la France; mais ce voyage à travers un pays ennemi, sous le nom d'allié, n'était qu'un attrait de plus pour le romanesque fils de Charles-Quint. Il se teignit les cheveux et le visage, prit le costume d'un esclave maure, et se mit à la suite d'un de ses gentilshommes. A Paris, il vit en secret l'ambassadeur d'Espagne Zuñiga, et voulut visiter la cour des Valois, pour juger par lui-même de l'éclat de ses fêtes. Un bal avait lieu le soir; il s'y rendit, toujours déguisé, à la suite de l'ambassadeur. Là, sans préjudice de sa passion officielle pour Marie Stuart, il se laissa prendre aux attraits de la belle Marguerite de Navarre, qu'il devait plus tard retrouver à Namur. Il eut aussi une entrevue avec le duc de Guise, plus dévoué à l'Espagne qu'à la France; et, le 3 novembre, il avait franchi la frontière, et entrait à Luxembourg, où il quitta son déguisement pour la première fois.

Dans des temps plus heureux, le renom de gloire et de galanterie de don Juan, la beauté presque féminine de ses traits, ses blonds cheveux qui rappelaient son origine allemande, et surtout la grâce de ses manières, lui auraient assuré en Flandre un accueil favorable; mais l'esprit de la chevalerie était mort avec François Ier; le prestige de Lépante avait peu d'empire sur cette sobre Hollande, où fermentait déjà depuis quarante ans le levain de la Réforme. L'homme qu'il fallait à ce peuple calme et résolu, pour le sauver d'abord, et pour le gouvereur ensuite, c'était un Guillaume d'Orange, et non un

héros de roman, incapable de lutter, hors des champs de bataille, contre le premier politique du siècle.

La mission de Juan dans les Pays-Bas était essentiellement pacifique. On n'en peut pas douter en lisant l'*Instruccion secreta* de Philippe à son frère, écrite de sa main. Le système du duc d'Albe est abandonné : « Il « faut, dit l'*Instruccion*, que les choses reviennent sur « l'ancien pied où elles étaient au temps de l'Empe- « reur. » Après avoir fait périr quarante mille hérétiques sur l'échafaud, Charles, grâce à sa fausse bonhomie, avait su garder jusqu'au tombeau l'affection de son pays natal. Philippe, au contraire, a conscience de la répulsion qu'il inspire, et voilà pourquoi il envoie le fils de Charles-Quint tenter à sa place la difficile conquête des Pays-Bas. Granvelle, partisan décidé de la paix, approuve le choix de don Juan. Pourvu qu'on ne touche ni à la foi catholique, ni à son autorité, le roi ne recule devant aucune concession : « Je ne veux pas pousser « ces gens-là au désespoir, écrit-il à Juan ; mais, sur « ces deux points-là, je ne peux pas céder. »

Quant à la sincérité de don Juan, nous ne voyons aucune raison de douter. Les instructions, les lettres de son frère, tenaient en bride ses instincts belliqueux. D'ailleurs, son caractère impétueux se prêtait peu à la dissimulation. Par ses qualités comme par ses défauts, Juan était l'homme du monde le moins fait pour le poste qu'il allait occuper. Habitué dans sa vie de soldat à tout emporter de haute lutte, il devait bien vite se lasser de ces négociations, dont il ne savait supporter ni les contrariétés, ni les lenteurs. Enfin, ses conseillers flamands, abusant de son inexpérience, le traitaient avec une hauteur méprisante, qui poussa bientôt à bout cette ardente nature, chez qui la violence n'excluait pas la faiblesse.

L'arrivée de don Juan ne pouvait être agréable au prince d'Orange, dont il venait entraver tous les desseins. Ce que Guillaume redoutait par dessus tout, c'était un rapprochement entre l'Espagne et les provinces catholiques. unies à la Hollande par un lien si faible et si récent. Pour l'éviter, il fallait à tout prix perdre le nouveau gouverneur dans l'esprit de ses administrés. Rien ne fut oublié pour cela, ni les sauvages ardeurs de son fanatisme dans la révolte des Morisques, ni sa naissance illégitime, que ces morales populations du Nord avaient peine à lui pardonner. Juan avait beau protester de son amour pour la paix, on lui jetait à la tête les sanglants souvenirs du duc d'Albe. On lui prêtait sans cesse de nouveaux projets contre les libertés du pays, et, à force de l'en accuser. on finissait par lui en donner envie.

Le nœud de la question, c'était la pacification de Gand. L'accepter, pour le nouveau gouverneur, c'était renoncer à ses droits; y porter atteinte, c'était se mettre à dos tout le pays, et renverser d'un coup le lent échafaudage de la politique d'Orange. Aussi voyons-nous celui-ci, dès l'arrivée de Juan, semer des obstacles sous les pas de son ennemi. « Toute la différence, écrit-il, avec une évi- « dente exagération, entre don Juan et le duc d'Albe, « c'est que le premier ne pourra pas aussi longtemps « cacher son venin. » Avec sa froide audace, Guillaume invite les états à mettre la main sur le gouverneur, « attendu qu'il est venu sans sauf-conduit. » Don Juan lui-même sent le terrain brûler sous ses pieds; car, retenu à Luxembourg, sur le seuil de son gouvernement où on ne le laisse pas entrer, il exige des otages pour sa sûreté. Mais cette exigence même, Orange sait encore la tourner contre lui : il rappelle le temps où « le maître « de ce pays venait, sans armes et tête nue, jurer d'en

« maintenir les constitutions, avant même qu'on n'eût « reconnu sa souveraineté... Ne consentez à rien, ajoute-« t-il, avant que les Espagnols et autres soldats étran-« gers aient quitté le pays. Que le gouverneur prête ser-« ment de respecter nos priviléges; que les états « généraux soient libres de s'assembler chaque fois que « besoin sera, pour administrer les affaires du pays; « enfin, que les forteresses soient partout démolies, « comme des *nids de tyrans,* et qu'on ne puisse lever de « troupes sans le consentement des états. » (*Bor.*, p. 748-49.)

Évidemment il y avait là, de la part d'Orange, un plan arrêté de pousser à bout don Juan. De deux choses l'une, où il céderait, et alors la Flandre aurait regagné sans coup férir toutes ses libertés ; où il en viendrait aux moyens violents, et alors elle se déciderait à le traiter en ennemi. En attendant, les villes mêmes se refusèrent à lui prêter serment, tant qu'il n'aurait pas consenti à toutes les demandes des états. Un des députés osa proposer à don Juan de régner à la place de son frère sur les Pays-Bas; Juan, indigné, tira son poignard, et voulut se jeter sur le député, qu'on sauva à grand'peine de ses mains.

Les requêtes des états réduisaient à bien peu de chose le rôle du nouveau gouverneur, et cependant, sauf les deux points réservés, Juan se montra prêt à tout céder. Mais ces deux points touchaient à tout, et rendaient tout impossible. Le départ des soldats, don Juan l'accordait, mais par mer, la saison étant trop mauvaise pour entreprendre par terre un si long voyage. Vainement les états insistèrent, le prince fut inflexible. Un négociateur plus habile s'y fût pris autrement. La religion, qui sépare si profondément les hommes, quand elle

ne les unit pas, lui eût servi de joint pour entamer ce faisceau si mal uni des dix-sept provinces, dont deux faisaient déjà bande à part. Mettez un prince d'Orange ou un Alexandre Farnèse à la place de don Juan, et en ménageant les susceptibilités du pays, en éloignant les soldats espagnols de la Flandre, pour y faire régner plus sûrement l'Espagne ; en achetant enfin tous les dévouements à vendre, il eût bientôt détaché de l'*Union* les provinces catholiques pour les ramener à leur roi, à leur père qui leur tendait les bras...

Mais un temps précieux avait été gaspillé dans ces stériles débats. Les députés avaient échoué dans leur mission. Ils étaient à peine de retour à Bruxelles quand, le 7 janvier, huit des membres les plus influents des états, tous amis du prince d'Orange, rédigèrent, sous le nom d'*Union de Bruxelles,* un nouveau *compromis,* plus décisif que l'ancien. Le but de cet acte était d'associer le pays tout entier à la *pacification de Gand*. Les résolutions, ébauchées par quelques députés courageux sous le feu des canons de la citadelle, étaient reprises de sang-froid par des hommes de cœur, qui oubliaient leurs dissentiments religieux pour se serrer autour de la patrie en danger. Ce n'était pas encore une rupture avec l'Espagne, mais c'était une menace ! Les signataires consentaient, mais avec des réserves qui annulaient leur consentement, à maintenir les deux points qui tenaient tant au cœur de Philippe. En revanche, ils s'engageaient à contribuer de tout leur pouvoir à l'expulsion des soldats espagnols, et au maintien des libertés du pays. Déposée dans les archives de chaque province, l'*Union* se couvrit de signatures ; toutes les provinces se trouvèrent d'accord pour la signer. Mais ce succès même, trop prompt pour être durable, alarma les esprits sérieux. Orange, qui y avait

pris du fond de la Zélande la part la plus active, ne s'y trompa pas : il comprit qu'il n'y avait là qu'un expédient, mais non une solution, et que la base était trop large pour l'édifice que l'on voulait bâtir.

En effet, le germe fatal de division, qui était au fond même de la constitution religieuse du pays, se retrouvait dans l'*Union de Bruxelles*. Les provinces catholiques, en immense majorité dans cette *Union*, y avaient fait inscrire leur devise, le maintien *exclusif* de la religion romaine. La chose était si bien entendue que ni la Hollande, ni Guillaume, heureux des résultats obtenus, ne songèrent à protester. Du reste, nous ne pouvons mieux caractériser cette *Union* qu'en disant que don Juan y vit un échec, et Orange un triomphe; car le moins qu'elle pût faire, c'était de couper court à tout rapprochement avec l'Espagne. Aussi, des deux côtés, commença-t-on à se préparer à une guerre qu'on savait inévitable. Les états furent requis de « *décerner placard* contre tous ceux qui « refuseraient de signer l'acte, et de les déclarer ennemis « à Sa Majesté et à la patrie, et leurs personnes et leurs « biens confisqués. » On décréta de lever des troupes en Allemagne, et d'accepter les offres de secours faites par le duc d'Anjou.

Quand deux partis opposés s'unissent ainsi, en réservant ce qui doit les séparer un jour, il ne faut pas s'attendre à ce qu'une pareille union porte beaucoup de fruits. En dehors de la vérité, on ne fonde rien de fort ni de durable. La Flandre, en insistant sur le maintien de la foi catholique, à l'exclusion de toute autre, savait bien qu'il n'en serait rien, et que le culte réformé serait au moins toléré dans les provinces du nord; celles-ci, en acceptant cette exclusion officielle, et cette tolérance tacite, abaissaient leur drapeau devant un culte rival;

elles achetaient bien cher des alliés qui devaient leur manquer à l'heure du péril. La seule chose vraie, c'était l'abîme qui séparait les deux cultes et les deux moitiés du pays. Il était réservé à l'*Union d'Utrecht*, deux ans plus tard, d'asseoir sur une base plus vraie, et partant plus solide, la ligue des sept *Provinces-Unies*, en laissant dehors les provinces wallonnes, avec le double élément de catholicisme et de servilité qu'elles portaient dans leur sein.

Les négociations se rouvrirent; mais don Juan fut frappé de l'attitude hautaine et des exigences des députés des états. Le pays s'était senti fort en se sentant uni pour la première fois, même sur une équivoque. Le vainqueur de Lépante, habitué à traiter l'épée à la main avec les infidèles, se plaignit des allures républicaines des représentants des Pays-Bas. Les esprits, loin de se rapprocher, s'aigrirent. Don Juan, oubliant les instructions du roi, se laissa aller à la violence de son caractère, et jeta sa sonnette d'argent à la tête d'un des députés dont la hardiesse l'avait offensé.

Nous abrégeons le récit de ces négociations, où don Juan apportait plus de bonne foi que de patience. Orange ne se souciait nullement de les voir aboutir; un traité finit pourtant par se conclure, sans lui et malgré lui. Le 12 février fut signé l'*Édit perpétuel,* qui confirmait la *Pacification de Gand*. Don Juan s'engageait, au nom de son frère, à faire partir les soldats espagnols « par « terre, pour ne jamais revenir, sauf en cas de guerre « avec l'étranger. » Leur départ devait avoir lieu dans quarante jours, et celui des Allemands, quand les états auraient pourvu à leur solde. Les prisonniers des deux partis devaient être relâchés sans rançon, et le fils de Guillaume rendu à son père, si celui-ci se ralliait au

traité. Toutes les chartes et franchises des Pays-Bas étaient maintenues, mais rien n'était fixé pour la convocation des états généraux, qui devaient s'engager par serment à maintenir le catholicisme, à licencier toutes leurs troupes, et à reconnaître le nouveau gouverneur, quand les soldats étrangers auraient évacué le pays.

Don Juan, après avoir tout contesté, finissait par tout céder. Il lui fallait pactiser avec des rebelles, et renoncer à son rêve de conquérir un trône, qui était loin d'être vacant, pour y asseoir avec le catholicisme une reine opprimée. Bien des causes expliquent cette condescendance forcée du vainqueur de Lépante. D'abord, le vent qui venait de Madrid soufflait décidément à la paix, paix sans bonne foi, cela va sans dire, et qui coûtait à l'orgueil de Philippe. Mais où la violence n'avait pas réussi, on voulait essayer de la douceur, ne fût-ce que pour pouvoir dire qu'on n'y avait rien gagné. Le nouvel empereur, Rodolphe II, catholique prononcé, insistait auprès de Philippe pour qu'on pacifiât à tout prix les Pays-Bas. Enfin, en cédant à toutes les exigences des états, don Juan espérait les détacher du prince d'Orange, et préparer l'avenir d'une scission entre les deux provinces réformées et les quinze catholiques.

S'étonnera-t-on, après cela, que Guillaume ait vu de mauvais œil ce traité, conclu sans son aveu, et qui venait se jeter en travers de tous ses desseins? Après avoir consulté Orange, les états avaient conclu la paix sans attendre sa réponse; c'était manquer d'égards envers lui sans doute, mais pouvait-on les blâmer de saisir au passage des concessions que l'Espagne faisait aujourd'hui, et qu'elle pouvait retirer demain? Du reste, Guillaume se méfiait de tout le monde, et il avait raison : vingt-six lettres interceptées du roi et de don Juan lui avaient ré-

vélé la secrète pensée de la cour de Madrid : « Je ne puis « me persuader, écrit-il à son frère, que l'Espagne vou- « dra quitter ainsi les Pays-Bas. » (*Archiv.*, v, 630.) Il se méfiait de la noblesse flamande qui ne savait pas vivre sans une cour, et que froissaient les tendances républicaines du nord ; car, « si le duc d'Albe eût voulu, « dit fort bien M. Groen, de la plupart de ses victimes, « il eût fait des courtisans. ». Don Juan n'avait qu'à s'éclairer des fautes de son devancier pour attirer à lui la noblesse des Pays-Bas, qu'il n'eût pas trouvée plus intraitable qu'Egmont. Malgré la précaire tolérance accordée aux réformés, le danger pour eux, dans cette *Union* si peu homogène, était de tous les instants. Enfin les rancunes du père, chez Guillaume, s'ajoutaient à celles du citoyen. Ainsi s'explique son hostilité persistante contre don Juan, qui payait pour les torts du duc d'Albe et de Philippe II.

Mais en refusant de reconnaître l'*Édit perpétuel,* Orange eût risqué de jeter la Flandre dans les bras de don Juan. Tout l'effort de sa politique, c'était de maintenir la *Pacification de Gand*, qui constituait l'union des dix-sept provinces, tandis que l'*Édit perpétuel* contenait le germe de leur séparation. Dans cette position délicate, Guillaume se sentait fort de l'adhésion du pays ; s'il avait contre lui la noblesse, il avait pour lui la bourgeoisie et le peuple, « le pôvre peuple, » dont il parle souvent avec une tendre et réelle sympathie. Aussi, pour ne pas rester en dehors de l'*Édit perpétuel,* se déclara-t-il prêt à l'accepter, si les états s'engageaient, dans le cas où les Espagnols ne partiraient pas au jour fixé, à les y contraindre par force, et à rompre toute relation avec don Juan.

Mais plus le prince se montrait hostile au nouveau

gouverneur, plus celui-ci s'épuisait en avances pour le ramener. « Lui seul, écrit-il à son frère, est le timonier « qui gouverne la barque, et qui peut la perdre ou la « sauver. Si nous parvenons à le gagner, le plus difficile « sera fait. » Et il ajoute, dans un accès de franchise, peu flatteur pour Philippe : « Votre nom est aussi abhorré « et peu estimé aux Pays-Bas qu'on y craint et aime « celui du prince. » (*Corresp. de Guillaume d'Orange*, LI à LIII.) Juan va même plus loin : il propose au roi de faire passer sur la tête du fils les dignités du père, si celui-ci consent à aller vivre en Allemagne. A ce plan, accepté d'emblée par Philippe, il ne manquait plus qu'une chose, le consentement de Guillaume, qui refusa de le donner. En remerciant Juan, avec une ironie courtoise, du souci que l'on prenait de son repos, « de tout temps, « ajoute-t-il, j'ai plus respecté le bien et repos publicq « que le mien propre, aiant toujours mis soubz les pieds « mon regard particulier, ainsi que je feray, tant que la « vie me demeurera. » (*Ibid.*, t. III, p. 90.)

Mais Juan n'était pas homme à se rebuter aisément. Un de ses envoyés vint relancer Guillaume à Middelbourg. Fortune, honneurs, tout lui fut offert, s'il voulait quitter les Pays-Bas ; Orange refusa tout, et ce refus accrut encore sa popularité. Aussi don Juan écrit-il au roi : « Les gens d'ici sont comme ensorcelés par lui ; ils « l'aiment, le craignent, et veulent l'avoir pour seigneur. « Ils l'avertissent de tout, et ne décident rien sans le « consulter. » Et plus loin : « Ce que le prince abhorre « le plus au monde, c'est Votre Majesté. S'il pouvait « boire le sang de Votre Majesté, il le ferait. » (*Ibid.*, p. 63 et 64.)

Don Juan, jusque-là, était demeuré sur le seuil des Pays-Bas, traitant avec les sujets de son frère, comme

eût pu le faire un étranger. Affectant une confiance qu'il était loin d'avoir, il se décida enfin à pénétrer au cœur des provinces. Il comptait sur la double séduction de ses manières, et des faveurs qu'il avait à répandre. Louvain fut la première cité dont il essaya la conquête. Fidèle aux traditions de son illustre père, il s'efforça de gagner les cœurs à force de bonhomie et de grâce familière. Tantôt il allait s'asseoir à la table des magistrats et des notables, tantôt il les invitait à la sienne. Il ne dédaignait pas de prendre part à leurs fêtes, et y brillait par son adresse au jeu de l'arc, populaire dans les Pays-Bas. Chaque jour son cortége se grossissait de nobles ruinés, de bourgeois enrichis, tout prêts à vendre leur patrie pour une pension ou pour un titre. Le 1er mai, il fit à Bruxelles une entrée triomphale. L'accueil qu'il y reçut était de nature à lui faire oublier son aversion pour les Flamands. Les historiens ne tarissent pas en détails sur la pompe de ces fêtes, semblables au matin d'un de ces beaux jours d'été qui finissent par un orage. Don Juan, enfin reconnu pour gouverneur, prêta aux libertés du pays un serment qu'il ne devait pas tenir. Le contraste est curieux entre son langage officiel et le ton de ses lettres familières : il y parle avec horreur de « cette « Babel de dégoûts, dans un enfer, au milieu d'ivrognes, « de sacs à vin, de scélérats. »

Nous touchons à un des plus sombres drames dont la cour de Philippe ait été le théâtre. Nous raconterons ailleurs la tragique histoire d'Antonio Perez, la mort d'Escovedo, et la confiscation par Philippe II des libertés de l'Aragon. Nous ne parlerons ici de ces événements que par le côté où ils touchent à don Juan et aux affaires de la Flandre. On sait combien l'ombrageux monarque avait été froissé des rêves de souveraineté indépendante

de son frère, et de son entente avec le saint-siége. Escovedo avait été mêlé à toutes ces trames, et Philippe en avait gardé contre lui une de ces rancunes qui ne pardonnent pas. Escovedo, tête féconde en intrigues, s'était rendu indispensable à don Juan, qui ne pensait plus que par lui. Or, Perez était pour Philippe ce qu'Escovedo était pour don Juan, son confident, son âme damnée. Ces deux derniers, pour obtenir du roi le rappel de l'infant, nouèrent avec Perez une correspondance où tout était confiance et abandon d'un côté, duplicité et trahison de l'autre. Toutes les lettres de Juan et de son secrétaire étaient interprétées par la noire malice de Perez dans un sens de révolte et de trahison. Les épanchements de la douleur et des ennuis de l'infant, au milieu de ce peuple qu'il détestait, ses récriminations parfois amères contre les lenteurs du monarque, tout était retourné contre lui avec un art perfide.

Don Juan, placé entre les exigences des états et les ordres de son frère, se trouvait dans une position chaque jour plus désespérée. La vie qu'il menait achevait de l'user en le surexcitant. A peine dormait-il quelques heures la nuit. Point d'heures fixes pour ses repas ; un travail sans relâche, et personne à qui se fier, hors Escovedo qui allait repartir pour Madrid ! Aussi écrit-il à Perez : « Il « m'en a déjà coûté plus de trois accès de fièvre. » Le retrait forcé des troupes espagnoles était venu porter le dernier coup à ses folles espérances. Son désespoir, qu'il épanche avec une confiance enfantine dans le sein du perfide Perez, touche par moments à la folie. Ainsi il demande au roi *congé* pour marcher, avec les troupes espagnoles, au secours de Henri III contre les huguenots. Une autre fois, toujours pour échapper à cette Flandre qu'il déteste, il veut monter une cabale à la cour de

Madrid, avec Perez, Sesa et los Velez, et épargner la fatigue des affaires à Philippe II, qui compromet sa santé par un excès de travail. Tous ces beaux projets sont fidèlement communiqués au monarque, le plus jaloux de son autorité qui ait jamais existé, et l'on comprend l'effet qu'ils produisent sur lui. Enfin à tout prix, « *per fas et nefas,* » Juan veut sortir des Pays-Bas; c'est le refrain de toutes ses lettres, « il tombera « malade, il mourra si on ne le rappelle pas. Sauvez-« moi, écrit-il à son cher Perez; il y va pour moi de la « vie, de l'honneur, du salut de mon âme! »

Perez, avec l'astuce d'un démon, feint d'entrer dans les vues de ce malheureux prince. Pour mieux le compromettre, il parle lui-même de Philippe avec une liberté que Juan ne se gêne pas pour imiter. Puis le même Perez ose se vanter auprès du roi de ces odieux services : « Sire, lui écrit-il, c'est ainsi qu'il faut écouter et ré-« pondre pour le bien de Votre Majesté... Au surplus, je « sais très-bien que, *pour mon devoir et ma conscience,* « je ne fais en tout ceci que ce que je dois, et je n'ai pas « besoin d'une autre *théologie* que la mienne pour com-« prendre. » Et le roi de répondre : « Ma *théologie* « entend la chose tout comme la vôtre. Non-seulement « vous faites tout ce que vous devez, mais vous auriez « manqué à Dieu et aux hommes si vous ne l'aviez pas « fait. » (*Cartas de don Juan y de Escovedo.* Manuscr. de la Haye.) Perez, par ordre du roi, engage don Juan à renoncer à cette expédition en France qui n'est digne ni de son rang ni de sa renommée. Pour le relever un peu, il lui reparle de son projet de conquête de l'Angleterre, que l'on pourrait bien reprendre. Le pape, lui dit-il, destine à cette expédition six mille hommes et 150,000 ducats, et don Juan, bercé comme un enfant par ces belles pro-

messes, s'endort dans une fausse sécurité, et se résigne à rester encore dans les Pays-Bas.

Philippe venait de ratifier l'*Édit perpétuel;* don Juan s'exécuta de bonne grâce : il remit toutes les forteresses aux mains des nobles flamands, et nomma le duc d'Aerschot gouverneur de la citadelle d'Anvers. Mais, au fond, le maître de la situation, c'était toujours Orange. Aussi Perez et Philippe écrivent-ils à Juan « de ne « point perdre de vue qu'il faut *en finir* avec le prince; » et Escovedo répond au nom de son maître : « Il est dif- « ficile de trouver un homme propre à exécuter une « tâche aussi pleine de dangers; mais je ne cesserai d'y « penser que quand l'homme sera trouvé et la chose « faite. »

On conçoit la haine de Philippe contre le prince d'Orange, car jamais l'ascendant de ce dernier sur l'Europe n'a été plus grand. Un petit prince ruiné pèse sur les conseils des rois plus que bien des têtes couronnées, hommage rendu à ce beau génie politique, à qui la fortune des armes a rarement souri, mais qui regagne dans les conseils ce qu'il perd sur les champs de bataille. Le pays où Guillaume a peut-être le moins de crédit, c'est le sien. Cet homme, qui balance à lui seul la fortune de l'Espagne, encore à son zénith, avec qui la France, l'Angleterre et l'Allemagne traitent de puissance à puissance, ne rencontre chez lui, dans les hautes classes du moins, qu'antipathie ou méfiance. Le parti de la paix gagne tous les jours du terrain, et détourne la Flandre de la guerre, seul chemin qui puisse la mener à la liberté. Personnification vivante de la Réforme, il devient solidaire de toutes les haines qu'elle soulève, et pousse en vain à la guerre une assemblée qui lui résiste : « La cause « de la religion est merveilleusement haïe et suspectée

« partout, » lui écrit Sainte-Aldegonde. Le landgrave de Hesse, fils dégénéré de son vaillant père, écrit à Jean de Nassau : « Ah qu'ils eussent bien mieux fait d'obéir « à don Juan, et de ne pas mettre en train une aussi ter-« rible affaire que de démolir les forteresses du roi, de « violer son autorité, et d'entraîner à leur perte tant de « malheureux, en attirant le blâme et la haine sur notre « vraie religion chrestienne (lisez : luthérienne), qu'on « rend responsable de tous ces désastres! »

Tel est, pour ce grand homme méconnu et calomnié, la récompense qu'il reçoit de son pays! Tel est l'appui qu'il lui faut attendre de ces princes protestants de l'Allemagne, dont l'orthodoxie consiste surtout à haïr le calvinisme, et que le duc d'Albe caractérisait ainsi : « Ce « sont de très-*grands* seigneurs; ils ont dans leurs armes « de *grands* animaux, des lions, des aigles. Ils ont « encore de *grandes* dents et de *grandes* griffes; mais « ils ne mordent et n'égratignent pas. » (*Archives*, VI, 300.) Catherine de Médicis, en négociant sous main avec les réformés hollandais, leur répète de son côté que « jamais il n'est bien à des subjets de prendre les armes « contre leur prince. » Les maigres secours qu'arrachent à Élisabeth les obsessions de Guillaume sont accordés à regret et d'une main avare, et la reine calcule d'avance le profit qu'elle en tirera. Seuls, les huguenots de France sont toujours prêts à verser leur sang pour leurs frères des Pays-Bas. Dans l'affection de sa famille, Guillaume puise aussi sa force et son appui : sa pieuse mère le conjure de « ne pas accepter une paix que sa conscience « réprouve, car il vaut mieux perdre les biens qui pas-« sent que les biens éternels. » (*Ibid.*, p. 49.) Charlotte de Bourbon, sa femme, dans des lettres pleines d'enjouement et de grâce, le soutient par sa tendresse et

ses sages conseils. Enfin, son fils, déporté en Espagne depuis dix ans, n'a pas encore vendu son âme à Philippe : ses lettres expriment, avec une énergie naïve, sa haine pour les Espagnols, et pour le catholicisme qu'il doit plus tard embrasser. Le sang des Nassau bout encore dans ses veines, car « le capitaine de ses gardes ayant « lasché quelques paroles au désavantage de son père, il « entra en telle fougue qu'il le prit par le corps, et le « jeta par la fenestre, dont il mourut sur le coup. » (*Ibid.*, p. 102.)

Mais si la position de Guillaume était difficile, que dire de celle de don Juan! Sa vie même était menacée, car on arrêta, comme prévenus d'un complot contre lui, deux gentilshommes du duc d'Alençon qu'il fallut relâcher, faute de preuves. Le bâtard de Charles-Quint haïssait les Pays-Bas, et s'en sentait haï. Des pensées de rigueur, dignes du duc d'Albe, se glissaient dans son cœur. « Ce « pays ne peut se guérir que par le sang et le feu, » écrit Escovedo. Cependant, avant d'en venir à ces extrémités, le gouverneur voulut encore essayer de ramener Guillaume. Il comptait sur les vulgaires séductions de l'intérêt pour ébranler Orange; mais le prince fit avorter toutes les négociations en insistant sur la liberté de culte pour les réformés : « Je ne me fierai jamais au roi, dit- « il aux députés, car il m'a souvent trompé. Il a pour « maxime qu'avec des hérétiques, on ne doit pas garder « sa foi. Pour moi, je suis chauve et calviniste (*calvo y* « *calvinista*), et je veux mourir ainsi. » (Gachard, *Corresp., de Guill. d'Or.* Introd., p. LXIII.)

L'heure des négociations était passée; l'épée seule devait trancher la question. L'on s'étonnera sans doute de voir le fougueux don Juan implorer la paix, et le sage Guillaume préférer la guerre; mais Juan demandait la

paix pour qu'en la lui refusant, on l'autorisât à faire la guerre; Orange ne voulait la guerre que pour conquérir la paix. Quant aux états, ce qu'ils craignaient par-dessus tout, c'était le triomphe de la Réforme : « Parmi eux, nous dit Jean de Nassau, on voit peu de « patriotes, beaucoup de prêtres et de papistes; de jeunes « nobles sans expérience, des pensionnaires de Phi- « lippe II, des avares, des ambitieux, mais surtout des « poltrons! » (*Archiv.*, VI, 227.)

Juan n'avait plus rien à ménager avec le prince : il jeta le masque en insistant, par un édit, sur l'exécution des décrets de Trente contre l'hérésie. Pour joindre l'effet à la menace, il fit brûler à Malines un pauvre tailleur, coupable d'avoir assisté à un prêche, et qui aima mieux mourir que de dénoncer ses complices. Le vainqueur de Lépante honora de sa présence cette fête que son frère lui eût enviée. Il poussa sous main les colonels allemands à réclamer des états le payement intégral de leur dette. Enfin, troublé par des avis mystérieux, il en vint à ne plus se croire en sûreté tant qu'il ne serait pas à l'abri d'une bonne forteresse. L'occasion vint à s'offrir de s'emparer de celle de Namur, et Juan ne la laissa pas échapper.

Marguerite de Navarre, en allant prendre les eaux de Spa, devait s'arrêter à Namur. On se souvient de l'impression que sa beauté avait produite sur l'inflammable don Juan. La digne fille de Catherine avait, en visitant la Flandre, une arrière-pensée, c'était d'y préparer les voies à son frère, le duc d'Anjou, qu'on l'accusait d'aimer d'une tendresse plus que fraternelle. Juan mit à sec son trésor appauvri pour recevoir la sœur des Valois, qu'il étonna du luxe oriental de sa réception à Namur. Trois jours entiers furent consacrés aux fêtes; la nouvelle Cléopâtre, traînant après elle son Antoine, asservi et

charmé, travailla tout doucement à détacher de lui ses plus dévoués partisans, pour les gagner au duc d'Anjou. Juan, de son côté, mêlant, comme Fiesque, les conspirations aux fêtes, sut préparer sans bruit son coup de main sur la citadelle de Namur.

Le lendemain même du départ de Marguerite, don Juan alla demander l'hospitalité au commandant. Il la lui paya en le faisant prisonnier à sa propre table, le pistolet sur la gorge, et en s'emparant de sa citadelle dont il fit sa résidence. Cette perte fut vivement sentie par Guillaume; mais elle rapprocha de lui les états, blessés de la déloyauté de don Juan, et de ce mélange d'ardeur impatiente et de ruse maladroite qui faisait le fond de son caractère. Mais Juan aspirait à une conquête plus importante, c'était celle de la citadelle d'Anvers. Il commença par éloigner de ce poste de confiance le duc d'Aerschot, pour le confier à Treslong. Il rappela à Anvers van Ende, colonel allemand, qui avait acquis dans le sac de cette ville une triste célébrité. Plusieurs régiments allemands tenaient déjà garnison dans la villle. Tout promettait à Juan un succès facile : une fois la citadelle dans ses mains, il était maître d'Anvers, et par Anvers, de la Flandre; mais les troupes de van Ende, en se présentant devant la ville, trouvèrent les portes fermées, et se firent battre par un détachement de l'armée des états.

Enhardis par ce succès, les partisans du prince dans Anvers s'emparèrent par un coup de main de la citadelle. Il fallait encore éloigner les Allemands de la ville, sous peine de voir renouveler les horreurs de cette nuit de désastres qu'on appelait *la furie d'Anvers*. Déjà les négociants, pressés de se délivrer à tout prix de ces hôtes redoutés, songeaient à acheter leur départ. Tout d'un coup, une flotte, envoyée par Orange, se montra dans

l'Escaut. Son arrivée, comme celle de Camille, quand Rome traitait avec les Gaulois, rompit brusquement le marché. Deux ou trois coups de canon, et le cri si redouté : *les gueux! les gueux de mer!* suffirent pour disperser les Allemands, qui s'enfuirent en désordre, abandonnant à la fois Anvers et sa rançon. Les débris de leurs bandes, enfermés dans Berg-op-Zoom et dans Bréda, achetèrent leur salut en livrant leurs officiers. Anvers, après douze ans de souffrances, se vit enfin délivrée de l'occupation étrangère. Telle fut la revanche de la Hollande et d'Orange contre la surprise de Namur.

Pendant ce temps, Escovedo s'acheminait vers Madrid, chargé d'une double mission : au nom de Juan, il allait presser le roi de lui envoyer de l'argent, et de faire rentrer les troupes espagnoles en Flandre. Puis, au nom des états généraux, il devait réclamer du roi le retrait des troupes allemandes, l'évacuation d'Anvers et un changement de système. Mais les menées de cet intrigant subalterne allaient bientôt être tranchées avec sa vie par un intrigant plus habile que lui. Perez avait besoin, pour assurer sa faveur auprès du monarque, de détourner ses soupçons sur d'autres. Pour noircir don Juan, il fallait faire d'Escovedo son bouc émissaire, et dresser devant Philippe effrayé un échafaudage de complots imaginaires. Perez, avec un art vraiment diabolique, dépeignit don Juan comme marchant par toutes les voies vers son but unique : renverser Philippe de son trône pour s'y asseoir à sa place. Tout autre que Philippe eût haussé les épaules à la seule mention d'un complot aussi dénué de preuves que de vraisemblance. Mais il suffisait d'accuser quelqu'un auprès de lui pour être le bienvenu. Les liens du sang n'étaient qu'un titre de plus à sa méfiance. Don Juan demandait de l'argent et des troupes, il avait mis la

main sur la citadelle de Namur, donc il formait contre son souverain des projets coupables; on lui recommandait la paix, et il aspirait à la guerre, donc il voulait supplanter à la fois Philippe et Guillaume d'Orange, et ériger les Pays-Bas en souveraineté indépendante.

Mais laissons Escovedo à Madrid, pour suivre en Flandre la marche des événements. Sous l'agitation tracassière du nouveau gouverneur, le pays avait senti sa faiblesse, et se disposait à en tirer parti. La Hollande et la Zélande avaient mis à profit cette espèce de trêve pour réparer les dégâts faits par l'Océan. D'immenses travaux avaient mis ce sol noyé à l'abri de la mer, jusqu'au jour où le salut de la patrie commanderait encore de le lui rendre. Orange anima ces travaux de sa présence. Les historiens hollandais nous peignent, avec une touchante simplicité, l'accueil empressé de ce pays qu'il avait sauvé, et dont il ne voulait être que le prémier citoyen. « Notre « père Guillaume est ici! » Voilà comme on annonçait son arrivée, et toute la population d'accourir. Heureux qui pouvait saisir sa main, toujours tendue, même aux plus humbles; car, là seulement, le libérateur de la Hollande se sentait aimé sans arrière-pensée.

Depuis la rupture des négociations avec Juan, les états s'étaient rapprochés du prince. En revanche, leurs relations avec le gouverneur devenaient chaque jour plus tendues. Enfermé dans la citadelle de Namur, il s'y dévorait lui-même de soucis et de rage impuissante. Avec le mot de paix sans cesse à la bouche, il ne rêvait qu'hostilités. Déjà, disait-on, les Espagnols rentraient sans bruit, par petits détachements. Don Juan levait des troupes en Allemagne, et disait tout haut que « les pro- « vinces ayant manqué à leurs engagements, il ne se « croyait pas tenu de remplir les siens. » Les états gar-

daient tous les jours moins de ménagements avec le bâtard de Charles-Quint. A ses menaces de se retirer, on répondait que « les provinces supporteraient sa perte avec « résignation, et qu'en attendant son successeur, *qui « serait sans doute un membre légitime de la famille « impériale,* le conseil d'État remplirait l'intérim ; » enfin, on interceptait ses lettres, et on lui faisait un grief des plaintes ou des menaces qui s'y trouvaient exprimées.

Il fallait à Anvers une réparation : le *magistrat,* sur l'avis du prince, fit raser la forteresse, du côté où elle menaçait la ville. Toutes les classes de la société y travaillèrent sans relâche, les autorités en tête, jusqu'à ce que l'œuvre fût accomplie. La statue du duc d'Albe, enfouie dans une cave par ordre de Requesens, fut mise en pièces à coups de marteaux, et chacun s'en disputa les morceaux. L'exemple d'Anvers fut suivi par les autres villes : à Gand, la citadelle fut rasée ; ailleurs, on se contenta de la rendre inoffensive. Don Juan, qu'on ne pouvait expulser, fut bloqué dans le château de Namur. De fait, sinon de droit, la Flandre avait secoué le joug de l'Espagne. Le nom du monarque, entouré d'un respect menteur, ne servait plus que de passe-port aux volontés des états.

Le vrai souverain de la Flandre, en ce moment, c'était le prince d'Orange. Le titre seul y manquait, et Guillaume ne songeait guère à le disputer à Philippe, préférant le corps à l'ombre, et l'influence à l'autorité. Vers le mois de septembre, les états généraux, effrayés de leur responsabilité, voulurent la partager avec lui, et l'invitèrent à se rendre à Bruxelles, où il n'avait pas mis le pied depuis onze ans. Guillaume voulait affranchir son pays d'un triple joug : celui des Espagnols, du pape et de

l'aristocratie. Or, sur le premier point seulement, les Pays-Bas étaient d'accord avec lui. La décision des états, qui l'invitait à venir à Bruxelles, était loin d'avoir été prise à l'unanimité. Plusieurs des députés étaient franchement royalistes; beaucoup craignaient la guerre, et ceux mêmes qui s'y résignaient eussent mieux aimé l'éviter. Enfin, l'immense majorité des états était catholique; les ecclésiastiques y siégeaient en grand nombre, et l'admission des députés de Hollande et de Zélande y avait rencontré de grandes difficultés.

Mais alors, dira-t-on, pourquoi les états l'avaient-ils appelé? Parce qu'un secret instinct leur disait que, s'ils ne se hâtaient de mander le prince à Bruxelles, le peuple finirait par l'y amener en triomphe, et qu'après tout, mieux valait l'y voir entrer par la porte de la légalité que par celle de l'émeute. Les réformés, tout-puissants dans le nord, faisaient chaque jour en Flandre de nouvelles conquêtes. Depuis la *pacification de Gand*, la Réforme y marchait le front levé. Les exilés qui rentraient en foule, le peuple des villes et des campagnes, les communes, dont le prince soutenait les prétentions, souvent excessives, lui étaient tout dévoués. Il fallait donc compter avec lui, et lui faire sa part, de peur que le peuple ne la lui fît. La religion catholique, toujours dominante dans les provinces wallonnes, n'y pouvait plus ni persécuter ni supprimer sa rivale. « Plus d'in« quisition, plus de placards! » tel était le refrain universel. Enfin, dans les rangs même de la noblesse, Orange comptait un parti peu nombreux, mais puissant, qui, faisant la part de la nécessité, lui pardonnait de s'appuyer sur la plèbe, sachant bien qu'il n'y aurait jamais dans Guillaume de Nassau l'étoffe d'un révolutionnaire.

Les états de Hollande accordèrent à grand'peine leur consentement au voyage du prince. Ce ne fut pas sans inquiétude que sa famille le vit partir pour cette ville, où avait roulé sous la hache la tête de ses amis les plus chers. Le 23 septembre, il entra à Bruxelles, au milieu d'une foule immense, qui saluait de ses acclamations le *père de la patrie*. Certes, jamais titre ne fut mieux mérité, car dès longtemps il avait renoncé à en porter un autre. La cause de la Réforme a toujours eu ce glorieux privilége de se confondre avec celle de la liberté.

Trois partis restaient à prendre : la république, la suzeraineté de l'Espagne, ou celle d'un souverain étranger. Guillaume voulait en finir avec l'Espagne; mais, sans engager l'avenir ni repousser la république, il inclinait, comme transition, vers le protectorat du duc d'Anjou, nullité remuante et présomptueuse, qu'un homme comme Orange n'aurait pas dû prendre au sérieux. Les états, toujours portés vers les demi-mesures, avaient encore la faiblesse de négocier avec don Juan; mais Orange intervint dans le traité, en y ajoutant des conditions si dures, que l'orgueil du fils de Charles-Quint finit par se révolter. On le sommait de licencier toutes ses troupes, de purger le pays de soldats et d'employés étrangers, de livrer toutes les places fortes, de mettre en liberté les prisonniers, de restituer les biens confisqués, de rendre le comte de Buren à son père, de se soumettre à toutes les décisions du conseil d'État, et de ne rien faire que sur son avis. Enfin, la *pacification de Gand*, devenue la loi du pays, assurait pour l'avenir, dans les provinces catholiques, le triomphe de la Réforme. Pour le héros de Lépante, de pareilles conditions étaient à la fois une insulte et une déclaration de guerre. Don Juan, furieux, rompit toute négociation, et prépara

tout pour la guerre, décidé à ne plus traiter avec les rebelles que l'épée à la main. Mais cette rupture était encore une faute. Un plus habile eût exploité les profondes divisions qui déchiraient le parti national. Entre les partisans de l'Espagne et ceux du prince d'Orange, s'était formé un tiers parti, composé de nobles, qui aimaient la liberté sans doute, mais qui aimaient encore mieux le catholicisme. Avec quelques concessions faites à propos, on aurait eu bon marché d'eux; mais don Juan, le plus maladroit des négociateurs, avait laissé échapper l'occasion, et elle ne devait plus revenir.

Le tiers parti, qui ne voulait au fond ni de don Juan ni de Guillaume, leur suscita à tous deux un concurrent fort imprévu : ce fut l'archiduc Mathias, frère de l'empereur Rodolphe et cousin de Philippe II. Mathias, à peine âgé de vingt ans, d'un caractère doux et benin, parut aux meneurs du parti l'*instrumentum regni* dont ils avaient besoin. Déjà même ils songeaient à faire agréer le plan au roi d'Espagne, et à obtenir pour l'archiduc la main de la fille de Philippe, avec les Pays-Bas pour dot. D'Aerschot, Champagney, d'Havré, qui étaient à la tête de cette intrigue, invitèrent l'archiduc à se rendre à Bruxelles. Mathias, s'enflammant à cette perspective, s'échappa la nuit de Vienne, déguisé en domestique, et se dirigea vers la Flandre, pour y servir d'enseigne à un parti, et de jouet aux deux autres. Don Juan, pour qui l'insulte était la plus directe, éclata en transports de colère; mais Guillaume, habitué à tirer parti de tout, songea à se faire un instrument de celui qu'on voulait lui donner pour rival. Convaincu que la Flandre n'était pas assez forte pour se sauver toute seule ni assez unie pour se laisser sauver par lui, il se résigna modestement à travailler à son salut sous le nom d'un

autre, noble calcul de ce cœur où l'égoïsme ne put jamais entrer !

Pour compliquer encore la situation, le duc d'Anjou était sur la frontière, et levait des troupes, sous prétexte de venir au secours des Pays-Bas. Ainsi, sans compter Élisabeth, trois prétendants, don Juan, Mathias et d'Anjou, aspiraient à la main de la *belle fiancée*, dont Orange se réservait le droit de choisir l'époux. Tous les partis, en ce moment, avaient à compter avec lui. La reine d'Angleterre fit dire aux états qu'elle leur retirerait son appui, si Orange ne conservait pas la haute main dans les affaires, comme lieutenant de l'archiduc. Guillaume, à la tête de deux mille cavaliers, alla jusqu'à Anvers recevoir le suzerain qu'il annulait en l'acceptant. Par ce coup de maître, il regagna les bonnes grâces de l'empereur et de l'Allemagne, et accrut son influence auprès des catholiques des Pays-Bas. Les mécontents, qui avaient ourdi contre lui cette trame puérile, en furent pour leurs frais. Aussi le prince a-t-il flétri leur conduite dans son *Apologie :* « Ils servent le duc d'Albe comme des valets, et « me poursuivent à outrance. Plus tard, ils traitent avec « moi, et les voilà ennemis jurés des Espagnols. Don « Juan arrive, et ils intriguent contre moi. Il échoue dans « son entreprise contre Anvers, ils l'abandonnent, et re- « viennent à moi. Je ne suis pas plus tôt arrivé (à « Bruxelles) qu'ils appellent l'archiduc Mathias. Les « vagues de l'Océan sont-elles plus inconstantes? » (p. 107.)

Mais la parole, chez Guillaume, ne venait qu'après l'action, jamais avant. Il excellait surtout à faire agir les autres pour lui, et à abriter derrière eux son activité silencieuse. Ainsi le voit-on faire avec l'archiduc, « hon- « nête jeune seigneur, qu'il faut, dit-il, entourer de bons

« conseils, et la chose pourra tourner très-bien! » Mais c'est surtout dans l'affaire de la révolte de Gand que se révèle le fond de ce caractère, où la « prudence du serpent » l'emportait quelquefois sur la « simplicité de la colombe. » Le duc d'Aerschot venait d'être nommé par le conseil d'État gouverneur de Flandre. Tour à tour au service de tous les partis, à condition de les trahir tous, c'était lui que Guillaume avait surtout en vue dans ce sanglant passage de son *Apologie*. Le plan du duc était d'opposer Gand à Bruxelles et la Flandre au Brabant, et de faire de l'archiduc le centre d'un pouvoir, indépendant à la fois de l'Espagne et du prince. Mais la Flandre, où la Réforme grandissait chaque jour, voyait de mauvais œil son nouveau gouverneur, qui venait de s'installer à Gand avec une petite armée. Malgré la perte de ses priviléges sous Charles-Quint, et de son commerce sous Philippe II, les souvenirs de la puissante commune qui, au son de la cloche de son beffroi, voyait naguère quatre-vingt mille hommes accourir sous ses drapeaux, y vivaient encore dans tous les cœurs. Là comme partout, le peuple était voué à la cause de la Réforme et à celle du prince.

Les révolutions les plus démocratiques n'en aiment pas moins à voir des nobles à leur tête. Les meneurs de la populace à Gand étaient deux jeunes nobles ruinés, Ryhove et Hembyze, citoyens de Rome et de la Grèce, épris du passé sans le comprendre, et mêlant au rêve d'une république à fonder celui de leur fortune à refaire. La tempête couvait à Gand dans ces vagues populaires, tranquilles à la surface, agitées au fond. Le 22 octobre, au milieu de la nuit, le tocsin appelle le peuple aux armes. Aerschot est assiégé dans son palais; sur son refus d'ouvrir, on se prépare à y mettre le feu. Il cède, on

l'arrache de son lit, nu-pieds et en chemise ; sans Ryhove, il eût été mis en pièces. Champagney parvient à se sauver, mais Hessels, les évêques d'Ypres et de Bruges, et plusieurs conseillers, sont arrêtés et gardés à vue avec le duc.

Orange avait vaincu sans combattre; mais le danger n'était pas dans ses ennemis, il était dans ses auxiliaires. Le torrent une fois débordé, il fallait le faire rentrer dans son lit, et l'habileté même de Guillaume ne devait pas toujours y suffire. En s'appuyant sur la force brutale, la Réforme allait perdre plus que gagner à son triomphe. Mais pour le moment du moins, le prince avait atteint son but : écraser la réaction dans son œuf, et annuler tout tiers parti entre l'Espagne et lui. D'un bout des Pays-Bas à l'autre, la nouvelle de ce coup de main fut accueillie par les masses avec des transports de joie. Les états, la noblesse et le clergé, il est vrai, ne le virent pas du même œil. Champagney, Sainte-Aldegonde lui-même adressèrent au prince de sérieuses remontrances, qui ne semblent pas avoir été sans effet ; car, dès le 14 novembre, Aerschot était remis en liberté, mais non ses compagnons de captivité. Enfin, à la requête des états, le prince vint visiter Gand, où sa présence suffit pour y ramener la paix.

Le 7 décembre, les états déclarèrent don Juan déchu du gouvernement des Pays-Bas. Orange touchait ainsi au but de tous ses efforts : la guerre naissait d'elle-même d'un pareil décret. Mais quand on choisit la guerre, il faut être sûr de vaincre, et la Flandre ne l'était pas. Les événements allaient maintenant marcher d'un pas rapide. Le 10, une nouvelle *Union* fut signée à Bruxelles. C'était la deuxième de ce nom, et la dernière qui dût réunir tous les Pays-Bas sous le même drapeau. Les états, si

divisés jusque-là, furent unanimes pour la voter. La Réforme, tolérée seulement dans le traité de Gand, traitait ici d'égale à égale avec la foi catholique. Les membres des deux communions s'engageaient à se soutenir mutuellement contre leurs ennemis. Comment le clergé put-il accepter cette alliance inégale, où il avait tout à perdre et rien à gagner? Comment les états, qui s'étaient tenus pour insultés par l'arrestation d'Aerschot, purent-ils sanctionner ce coup de main heureux, qui mettait don Juan hors la loi, et donnait droit de cité à la Réforme? Si Orange n'eût été derrière, le fait serait impossible à expliquer. Le patriotisme fit taire un instant les préventions religieuses. Sur la foi d'un grand citoyen, toutes les provinces des Pays-Bas s'engagèrent à sa suite dans cette voie, où la moitié d'entre elles devait bientôt rebrousser chemin.

Nous touchons à l'apogée de la vie de Guillaume et de la révolution des Pays-Bas. Le faisceau des dix-sept provinces est serré encore une fois; cette belle devise « *l'Union fait la force,* » qui sera plus tard celle des sept provinces seulement, est encore pour toutes une vérité. Du reste, c'est Guillaume qui a tout fait, tout conduit. Arbitre des destinées de son pays, il a voulu la guerre, et les Pays-Bas la feront, à leurs risques et périls. Il a exigé la liberté religieuse et l'égalité des deux cultes, et la Flandre les a concédées, tant est grande la confiance qu'il inspire. Pourquoi faut-il que ce moment, comme il y en a peu dans la vie d'un homme et dans celle d'une nation, ait si peu duré! Pourquoi? Parce qu'il ne faut demander ni aux peuples ni aux individus plus qu'ils ne peuvent donner. Or, dans la dictature de Guillaume d'Orange, il y avait péril évident pour le catholicisme. L'avenir de la Réforme en Flandre, ce n'était pas la liberté, pas même l'égalité:

c'était la domination. Tout franc catholique, même en se réjouissant d'échapper au joug de l'Espagne, devait donc voir avec inquiétude la présence de Guillaume aux affaires. La main qui tenait le timon avec tant de fermeté, au milieu de la tempête, était la seule qui pût sauver le navire, mais à condition de choisir le port où elle le ferait entrer.

Au dehors, la situation n'était pas moins prospère. Le secret de la diplomatie d'Orange, c'était d'osciller entre la France et l'Angleterre, et de se prêter à toutes deux sans se donner à aucune. Des deux puissances, la plus compromise avec Philippe, c'était l'Angleterre. Dès longtemps, le prévoyant Burleigh insistait auprès de sa souveraine pour qu'elle mît les provinces révoltées en état de résister à la fois aux attaques de l'Espagne et aux prétentions de la France. Il lui montrait don Juan, prêt à envahir l'Angleterre, aussitôt qu'il aurait soumis les Pays-Bas, et à tirer Marie Stuart de sa prison, pour s'ouvrir en l'épousant le chemin du trône d'Angleterre. Élisabeth céda enfin, et le 7 janvier elle conclut avec les états un traité d'alliance. « Elle s'engageait, *pour un an seulement,* à leur fournir 100,000 liv. st. (2,000,000 et demi de francs), plus cinq mille fantassins et un millier de chevaux. En retour de ces maigres subsides, plusieurs villes des Pays-Bas lui servaient de garantie. Le traité demeurait nul si le prince d'Orange ne restait pas le lieutenant général de l'archiduc Mathias. » Guillaume régla lui-même d'une main avare la charte des pouvoirs du nouveau gouverneur, et la soumit à son acceptation. L'archiduc devait à la fois prêter au roi et aux états deux serments, dont l'un excluait l'autre. Il ne pouvait rien décider, ni guerre ni paix, sans l'avis d'un conseil, nommé par les états, libres de s'assembler aussi

souvent qu'ils le jugeraient convenable. L'infortuné Mathias, que le peuple, dans son caustique bon sens, appelait déjà le *greffier du prince,* n'avait qu'une chose à faire, c'était d'accepter de bonne grâce ce rôle de solennelle nullité. Il le fit, avec une soumission exemplaire, et fut installé à Bruxelles comme gouverneur des Pays-Bas. Les honneurs qu'on lui décerna furent en raison inverse de la réalité de son pouvoir, et les *Chambres de rhétorique* épuisèrent, pour le fêter, tous les trésors de l'allégorie.

Don Juan cependant songeait à venger la double injure de l'élection de Mathias et du traité avec l'Angleterre. Dès qu'il ne s'agissait plus de négocier, mais de combattre, le vainqueur de Lépante se retrouvait sur son terrain. L'armée, si imprudemment licenciée, venait peu à peu rejoindre ses drapeaux. Vingt mille hommes furent bientôt réunis à Luxembourg, sous ces vaillants capitaines, formés à l'école du duc d'Albe, Gonzaga, Mondragon, Mendoza. Mais tous ces noms allaient bientôt pâlir devant un nom destiné à les effacer tous : c'était celui du jeune prince de Parme, Alexandre Farnèse, le neveu de don Juan, et son successeur dans le poste difficile de gouverneur des Pays-Bas.

L'armée des états offrait avec celle de l'Espagne un fâcheux contraste. Elle montait à peu près au même chiffre; mais au lieu de cette ardente émulation de courage et de dévouement qui groupait autour de Juan officiers et soldats, les rivalités des chefs assuraient d'avance la défaite de l'armée nationale. Tous divisés entre eux, sur un seul point ils étaient d'accord, leur mauvais vouloir pour le prince d'Orange! Le général en chef, de Goignies, honnête médiocrité qui datait de Saint-Quentin, comptait sous deux règnes des services plus longs

que glorieux. Sous lui s'agitait l'inexpérience présomptueuse de quelques jeunes seigneurs, moins parés de leurs mérites que de ceux de leurs aïeux. Le seul officier de valeur était Champagney, toujours brave et toujours malheureux, servant à regret, mais avec loyauté, la cause de la Réforme. Vers la fin de janvier, les deux armées se trouvèrent en présence, à Gembloux, près Namur, égales en forces, mais non en discipline et en courage. La plupart des jeunes nobles, au risque de faire soupçonner leur valeur ou leur loyauté, s'absentèrent de l'armée, la veille du combat, pour assister aux noces de la nièce de Berghes. Orange manquait à l'armée dont il eût pu seul contenir l'indiscipline et relever le moral abattu !

Don Juan, qui sentait ses avantages, n'attendit pas que l'ennemi vînt le chercher, et marcha au-devant de lui. Le 31 janvier, au petit jour, l'armée espagnole se mit en mouvement, la cavalerie en tête, sous Gonzague; au centre don Juan et le prince de Parme. L'étendard de Juan portait, avec la croix, cette orgueilleuse devise : « *In hoc signo Turcos vici, in hoc hæreticos vincam.* » Un corps de réserve, commandé par Mansfeld, stationnait sur les bords de la Meuse. Bientôt on aperçut l'arrière-garde ennemie, le long d'un ravin profond et semé de marais, qui séparait les deux armées. Don Juan lance aussitôt contre elle une troupe d'élite, pour la retenir et l'occuper, en attendant le gros de ses forces. L'armée des états, avec le sentiment de sa faiblesse, se retire en hâte le long du ravin. Alexandre de Parme, furieux de voir l'ennemi prêt à échapper, n'attend pas l'ordre du général, et lance son cheval dans le marais. Le corps qu'il commandait le suit, et franchissant heureusement tous les obstacles, reforme ses rangs en face de l'en-

nemi, qui n'a pas même songé à leur disputer le passage. La cavalerie hollandaise, chargée de couvrir la retraite, fléchit et se débande, malgré tous les efforts d'Egmont pour la ramener.

Farnèse, encouragé par ce premier succès, s'attaque au centre; il n'y trouve guère plus de résistance. La cavalerie, en se repliant sur lui, y avait semé le désordre. Bientôt l'armée tout entière, saisie par une de ces paniques qu'on ne saurait expliquer, se disperse avant d'avoir combattu. La défaite fut si prompte, et pourtant si complète, que, sur vingt mille hommes, douze cents à peine furent, dit-on, engagés. Il est même des historiens qui affirment que, contre dix mille Flamands mis hors de combat, les Espagnols ne perdirent pas un soldat. Plus de mille prisonniers furent égorgés de sang-froid, ou jetés dans la Meuse. L'armée des états se trouva anéantie d'un coup, presque sans combat. Les étendards, l'artillerie, les bagages restèrent aux mains du vainqueur. Cette journée, si fatale pour la Hollande, commença la réputation d'Alexandre de Parme, et acheva celle des Espagnols. Quant à la Flandre, la leçon qu'elle aurait dû en tirer, c'est que les peuples qui ne savent pas se sauver eux-mêmes ne l'ont jamais été par des mercenaires.

Juan, enivré de sa victoire, se hâta de suivre sa veine de succès. Une foule de petites places lui ouvrirent leurs portes. Celles qui osèrent résister furent traitées avec la dernière rigueur. Mais, pour être battue, la Flandre n'en était pas plus soumise. Le parti national s'en prit avec raison aux nobles qui l'avaient trahi, et sans Orange, le peuple leur aurait fait un mauvais parti. L'ascendant de Guillaume s'en accrut. Les villes révoltées furent, grâce à lui, mises en état de défense. Le duc Jean Casi-

mir, comte Palatin, fut chargé de recruter en Allemagne. Un subside régulier de 400,000 florins par mois fut voté par les états. La Hollande, loin d'être épuisée par sa lutte, semblait avoir puisé dans sa défaite une force nouvelle.

Tout d'un coup, le frère de Noircarmes arrive de Madrid avec des concessions nouvelles: « amnistie complète, « un nouveau gouverneur, le prince de Parme ou l'ar- « chiduc Mathias; plus de garnisons, plus d'employés « espagnols; enfin, tout ce que voulait la Flandre, sauf « les deux points toujours réservés, le catholicisme et le « pouvoir absolu, *comme au temps de Charles-Quint!* » Avant l'arrivée d'Orange en Brabant, de pareilles conditions eussent pu être acceptées; mais maintenant, il était trop tard. Telle fut la réponse des états, qui avaient enfin pris leur parti.

Le désastre de Gembloux allait être vengé. Jusqu'à cette heure, Amsterdam, au milieu d'un pays révolté, avait été maintenue à grand'peine sous le joug espagnol par ses magistrats et par une forte garnison. Éclipsée alors par Anvers, qu'elle devait un jour dépasser, cette cité industrieuse appartenait de cœur à la Réforme, et n'attendait que le moment de se donner à elle. Un affidé d'Orange, Bardez, homme de résolution, avait préparé le coup, et en dirigea l'exécution. Le 24 mai, le peuple se leva comme un seul homme, sans violence, sans excès d'aucun genre. Pas une goutte de sang ne fut versée. On mit la main sur les magistrats et sur le haut clergé. Tous s'attendaient à périr; mais on les débarqua sur une digue, à quelques lieues de la ville, et pas un cheveu de leur tête ne fut touché. Depuis quelques mois déjà, les deux religions, par un accord mutuel, avaient été mises sur un pied d'égalité, mortel pour le catholicisme, qui se

sent opprimé partout où il n'opprime pas. Mais les réformés ne tardèrent pas à prendre leur revanche: l'exercice du culte catholique fut défendu dans Amsterdam. Toutefois Guillaume finit par faire rouvrir les églises catholiques, et la Réforme, tolérante malgré elle, n'en fut que plus sûre de son empire.

En somme, malgré l'échec passager de Gembloux, qui avait enseigné aux Pays-Bas la nécessité de l'union, la Réforme et la liberté y gagnaient chaque jour du terrain. Don Juan insistait auprès de son frère pour en revenir aux voies de la rigueur, puisque la clémence lui avait si mal réussi. Philippe, sur ce point, était aisé à convertir; comprenant à la fin qu'on ne fait pas la guerre sans argent, il fit passer d'une seule fois à son frère près de deux millions d'écus. Juan se trouvait maintenant à la tête de trente mille hommes, vétérans pour la plupart. Orange était loin de pouvoir lui opposer des forces égales; à peine comptait-il sous ses drapeaux vingt mille hommes, commandés par le comte Bossu. Lanoue *Bras de fer*, accouru de France avec deux mille huguenots au secours de ses frères des Pays-Bas, commandait en second. Les autres grades étaient aux mains de ces nobles Flamands qui avaient préféré une noce à une bataille, et sur qui l'on ne pouvait compter. On attendait encore douze mille Allemands, en marche avec Jean Casimir, pour venir se mettre au service des Pays-Bas. Juan, peu soucieux d'attendre leur arrivée, offrait chaque jour la bataille à Bossu, qui se gardait bien de l'accepter. Quelques escarmouches eurent lieu pourtant; l'une d'elle fut assez sérieuse pour coûter aux Hollandais un millier d'hommes. Enfin Casimir opéra sa jonction avec Bossu aux portes de Malines; mais l'armée nationale, peu sûre d'elle-même, et encore moins de ses

chefs, n'en fut pas plus pressée de rencontrer l'ennemi.

Qu'était-ce que ce duc Jean Casimir, nouveau prétendant qu'Élisabeth voulait opposer à l'archiduc Mathias et au duc d'Anjou? Voici le portrait que trace de lui l'historien allemand L. Ranke : « Dans toutes les affaires de « ce temps, nous trouvons le palatin Casimir, avec ses « bandes protestantes, prêtes à tout comme lui. Au lieu « du dévoûment que réclame une guerre de religion, il « ne songe qu'à son propre intérêt. C'est une de ces « médiocrités brouillonnes, fréquentes à cette époque « d'aventures, qui rappellent les *condottieri* du moyen « âge. Par lui-même, il n'est rien; mais investi, l'on ne « sait pourquoi, de la confiance d'Élisabeth, il recrute « pour elle en Allemagne, et vient ajouter un élément de « plus à ce que le bon landgrave de Hesse appelle si bien « le *confusum chaos* des affaires des Pays-Bas. » Ajoutons que la reine d'Angleterre, même dans ses moments d'humeur contre Orange, n'avait pas songé un moment à lui opposer un pareil concurrent. Casimir lui-même pensait plus modestement de lui, et répétait à qui voulait l'entendre que « le prince et lui étaient deux têtes dans un chaperon. » (*Archiv.*, VI, 377.)

Enfin, pour mieux compliquer la situation, le duc d'Anjou était à Mons, et négociait de là avec les états et le prince d'Orange. François, naguère duc d'Alençon, maintenant duc d'Anjou, était alors âgé de vingt-quatre ans. Peu d'hommes ont réussi à se concilier au même degré la méfiance et le mépris universels. Huguenot te catholique tour à tour, suivant le caprice ou l'intérêt du moment, son inconstance était égale à sa lâcheté. Longtemps lié avec le parti protestant, il avait cru racheter les bonnes grâces des catholiques en versant à flots le sang des réformés, au siége d'Issoire. Puis, comme les Guises

menaçaient de l'exclure de la succession à la couronne, Anjou, par une brusque volte-face, s'était rejeté de l'autre côté. A force de voyager d'un parti à l'autre, il avait fini par les réunir tous contre lui. Ses visées politiques, depuis quelque temps, s'étaient dirigées du côté des Pays-Bas. Croyant le moment venu, après le désastre de Gembloux, il offrit son appui aux états qui se hâtèrent de l'accepter. Quant au roi de France, nul doute qu'il ne fût bien aise d'éloigner de son royaume ce prince, dont l'activité brouillonne lui était à bon droit suspecte; mais, toujours flottant dans ses résolutions, il se souciait peu de travailler à la grandeur d'un frère en qui il ne voyait qu'un rival. Il craignait à la fois d'offenser Élisabeth, et de se mettre à dos l'Espagne, qu'il redoutait encore plus qu'il ne la haïssait. Dans sa perplexité, il n'osait ni soutenir ni désavouer son frère, de peur d'ôter, en l'éloignant des Pays-Bas, « une épine au pied du roy d'Espa-« gne. » Aussi Duplessis Mornay écrit-il de lui : « Le roy « s'esmeut peu jusqu'ici pour le secours de monseigneur « son frère, et pour la conquête de pays si bien séants « à sa couronne. Il ne lui baille de l'argent qu'à lesche-« doigt, et en rechignant, et de peur seulement qu'il n'en « revienne. » (*Mémoir.*, I, 119.) Au fond, Henri III et sa mère ne désespéraient pas d'obtenir de Philippe II la main de sa fille pour le duc d'Anjou, avec la Flandre pour dot, vain espoir dont les berçait l'astucieux monarque.

Allons franchement au devant d'un reproche que l'on peut adresser à Guillaume d'Orange. Comment un homme tel que lui pouvait-il patroner un duc d'Anjou, et le présenter à la Flandre comme un messie libérateur? L'objection subsiste, même quand on aura répondu, avec Motley, qu'il croyait au mariage du duc avec Élisabeth, et voulait

d'avance s'assurer ce double appui. Sans doute le prince ne s'aveuglait pas sur l'indignité de ce nouveau candidat au trône des Pays-Bas; mais avec le duc d'Anjou, il se flattait d'engager la France qui, le pied une fois mis dans ce terrain mouvant, s'y enfoncerait de plus en plus. Nous expliquons, nous ne justifions pas la politique de Guillaume, descendant ainsi jusqu'à se faire le parrain du vil intrigant dont la France ne voulait pas, et qu'elle renvoyait à la Flandre. Motley, en excusant Orange par le siècle où il vivait, et en faisant de lui un élève de Machiavel, oublie à quelle hauteur morale il a lui-même placé son héros. L'homme politique, il faut bien en convenir, se sépare ici du chrétien, et nous le déplorons; car la gloire du *Taciturne*, c'est de les unir tous les deux!

Dès le début des négociations, le duc se montra plein de déférence pour le prince d'Orange; mais il refusa de traiter avec l'archiduc Mathias qui, atteint au cœur par le mépris de son concurrent, ne sut que pleurer pour toute vengeance. Le 20 août, une convention, rédigée par Guillaume, fut signée : le duc s'y engageait à entretenir une armée de dix mille fantassins et deux mille cavaliers, tous français, pour délivrer les Pays-Bas du joug de l'Espagne. En aucun cas, il ne devait diriger ses armes contre la reine Élisabeth. Les états s'engageaient de leur côté à mettre sur pied des forces égales aux siennes, et à agir de concert avec lui. Malgré son titre pompeux de *Défenseur de la liberté belgique*, le duc ne devait point intervenir dans le gouvernement civil du pays. Toute relation avec les villes et les provinces lui était interdite. Mathias et don Juan, sans parler de Jean Casimir, étaient laissés en dehors du traité, et tous trois sentirent amèrement la nullité du rôle auquel ils étaient condamnés. Anjou lui-même n'y ga-

gnait que l'ombre d'un pouvoir dont un autre avait la réalité.

Une négociation plus sérieuse occupa bientôt le prince et les états : ce fut la *paix de religion*, réclamée par le synode général des églises réformées, paix bien difficile à conclure dans un pays déchiré par les haines religieuses, les plus implacables de toutes. En voulant asseoir l'avenir des Pays-Bas sur le support mutuel et sur l'égalité entre deux cultes impossibles à concilier, Guillaume se montrait, il faut l'avouer, chrétien plus conséquent qu'homme d'État habile. L'Espagne et le catholicisme avaient échoué dans leur tentative d'imposer l'unité religieuse aux Pays-Bas, Orange et la Réforme n'y devaient pas mieux réussir. Les convictions politiques peuvent céder devant l'intérêt ou le patriotisme, les convictions religieuses jamais, car elles dominent de trop haut tous ces mobiles subalternes qui président aux décisions humaines. Aussi Guillaume, dans cette voie, fut-il abandonné par ses amis les plus dévoués, comme Jean, son frère, et Sainte-Aldegonde. Les réformés les plus ardents ne pardonnaient pas au prince sa tolérance envers les catholiques et les anabaptistes. On l'accusait d'athéisme, et l'on attribuait à l'indifférence ce qui n'était chez lui que largeur d'esprit.

Au sein du grand parti national, deux courants opposés se prononçaient de plus en plus : le parti catholique, en majorité dans les états, tendait la main au duc d'Anjou, malgré la juste méfiance qu'il inspirait à tous les partis. La question religieuse se compliquait encore d'une question de race : les Wallons, français de langue et de mœurs, séparés par une rivalité, aussi vieille que leur histoire, de leurs frères de Hollande, qui se raillaient de leur docilité au joug papal, et les appelaient des « diseurs

« de patenostres, » s'organisaient en ligue sous le nom de *malcontents*. De leur côté, les réformés, chaque jour plus intolérants, ne se gênaient pas pour assouvir sur les catholiques leurs vieilles rancunes. Les états avaient beau décréter que le culte réformé était « une perturbation de l'ordre public, » la loi demeurait sans action, et le fait l'emportait sur le droit. Partout où les protestants étaient les plus forts, ils se vengeaient d'avoir été si longtemps persécutés en persécutant à leur tour. Leur nombre augmentait rapidement; la pente des esprits était pour eux, surtout au sein du peuple. Les efforts de Guillaume d'Orange pour assurer à tous les cultes la même liberté étaient trop souvent impuissants, et par une injustice, fréquente dans ces temps de désordre, on lui imputait les excès même qu'il cherchait à réprimer.

Cependant, à l'instigation du prince, le 22 juillet, un décret, signé de l'archiduc, et rédigé par le conseil d'État, jeta les bases de cette *paix de religion* dont tous les partis sentaient le besoin. Les protestants y étaient déclarés admissibles à tous les emplois. Des temples leur étaient assurés dans toutes les villes où ils comptaient plus de cent familles. Les deux cultes étaient invités à une tolérance mutuelle, vains efforts du pouvoir pour inscrire dans la loi des dispositions qui n'étaient pas dans les cœurs. De nombreuses pétitions vinrent protester contre le décret du conseil d'État. Ces pétitions, œuvre de la noblesse et du clergé, soulevèrent à Bruxelles et à Anvers une vive agitation, au sein des masses où fermentait le levain de la Réforme. Champagney, le vrai chef du parti catholique, fut arrêté avec les meneurs catholiques. La Belgique, au lieu de réunir ses forces contre les Espagnols, les tournait contre elle-même, et ouvrait ainsi les voies à la réaction qui se préparait. Si la *paix*

de religion ne fut pas la cause de la guerre civile, elle en fut du moins le prétexte; Orange apprit ainsi, par une dure expérience, que le génie peut bien devancer son siècle, mais qu'il a besoin de marcher dans ses voies, s'il veut s'en faire suivre.

L'argent manquait des deux parts, et la guerre languissait, entre des armées qu'on ne payait pas. Les états avaient beau voter des subsides, le pays se refusait à les payer. La reine d'Angleterre, blessée de l'intrusion du duc d'Anjou dans les affaires des Pays-Bas, ne se pressait pas de renouveler ses subsides. L'armée coûtait huit cent mille francs par mois, et en six mois, il n'en était rentré que quatre cent mille. D'Anjou était toujours à Mons, négociant au lieu d'agir. Un jour, dans une veine protestante, il avait fait venir auprès de lui le sage Duplessis Mornay; mais il est des gens qui aiment à s'entourer de bons avis pour se donner le plaisir de ne pas les suivre, et d'Anjou était de ce nombre.

Don Juan restait à Namur, miné par la fièvre et par les soucis. L'argent était plus rare encore dans son camp que dans celui des états. Philippe se lassait à la fin de verser tous les trésors des Indes dans un gouffre sans fond. Sourd aux instances de son frère qui lui demandait une décision ou son rappel, il voulait tour à tour la paix, sans les concessions nécessaires pour l'acheter, ou la guerre, sans les fonds pour la soutenir. La situation de Juan était alors désespérée : la mort d'Escovedo, survenue le 31 mars, l'avait frappé d'un noir pressentiment. Quel que fût l'assassin, dans la personne de son confident, de son ami, il se sentait frappé lui-même. Sa correspondance avec Perez, si expansive autrefois, avait cessé tout d'un coup. N'ayant plus personne au monde à qui se fier, il se repliait sur lui-même, et les soucis

qui le rongeaient ne s'épanchaient plus que dans des lettres désespérées. Pendant que Perez versait contre lui dans l'oreille du monarque les plus noires calomnies, que faisait don Juan? Miné dans son camp, près de Namur, par une fièvre pestilentielle qui décima son armée, il écrivait à son frère une lettre touchante; il le conjurait de « se décider enfin à le secourir dans sa « détresse; de ne plus compter sur le bénéfice du temps, « et de lui dire ce qu'il devait faire... Nous tous, « ajoute-t-il, qui jouons ici notre vie dans ce terrible « jeu, si nous la perdons pour Dieu et pour Votre Ma- « jesté, nous aurons un sort digne d'envie; mais Votre « Majesté court ici un bien plus grand risque, et je la « supplie de ne pas différer un moment la résolution « qu'il faut prendre. » (*Cartas de don Juan*, mss. de La Haye.)

Il était temps, en effet, pour Philippe de prendre un parti; son irrésolution, érigée en système, avait coûté à don Juan sa réputation, et allait lui coûter la vie. Avec une armée de trente mille hommes, en face d'un ennemi inférieur en nombre, la lésinerie et l'indécision de son frère le condamnaient à l'impuissance, et la vie lui échappait au moment même où les affaires auraient pu prendre un tour plus favorable pour lui. Dans un de ses accès de désespoir, il écrivait à Jean Doria son ami: « J'ai supplié cent fois Sa Majesté de m'envoyer ses « ordres... Ils arriveront trop tard. On nous a coupé les « mains; nous n'avons plus qu'à présenter notre tête à « la hache... » Et à Mendoza: « Sa Majesté n'a encore « pris aucune résolution. Notre vie nous est mesurée « par quart-d'heure. Il est clair que nous languirons ici « jusqu'à notre dernier soupir. Que Dieu nous dirige « comme il le jugera bon! Toutes choses sont entre ses

« mains. » Enfin, dix jours avant sa mort, il écrit encore à son frère. « La tâche dont je suis chargé suffirait à « détruire les forces et la vie de n'importe qui... » Et en effet, la mort approchait à grands pas. Bientôt, à la fièvre vint s'ajouter le délire. Le héros de Lépante, couché dans son lit, s'agitait sous l'action d'une bataille imaginaire, et croyait encore conduire au combat ses galères ou ses bataillons. Les derniers jours pourtant, il recouvra sa raison : avec la fermeté d'un chrétien, il put donner ses ordres suprêmes, confier le commandement à Farnèse, en attendant la décision royale, et le 1er octobre, il s'éteignit doucement, sans avoir même un ami auprès de lui pour recueillir son dernier soupir.

Amis et ennemis, tout le monde fut d'accord pour attribuer au poison la mort de don Juan, et pour l'imputer à son frère. Jamais accusation ne fut appuyée de moins de preuves; mais elle suffit pour montrer de quoi l'on croyait Philippe II capable. Entre la peste et le désespoir, rien n'était plus naturel que la mort de don Juan, et Philippe n'avait pas eu besoin d'aider son frère à mourir. Mais il fallait un aliment à la malignité publique, et une victime pour détourner ses soupçons : on fit périr deux Anglais, accusés d'avoir voulu assassiner le gouverneur. Le corps ayant été ouvert, on prétendit qu'on y avait trouvé des traces de poison. Philippe, ému peut-être du dernier appel d'un frère mourant, lui adressa une lettre affectueuse qui n'atteignit que son cercueil. Le successeur de Juan, Alexandre de Parme, recueillit seul les fruits de sa mort, car elle mit un terme aux longues hésitations du monarque. Philippe, auteur indirect de la mort de son frère, déplora sincèrement sa perte. « J'ai vivement ressenti, écrit-il à « Vargas, la mort de mon illustre frère, et parce que je

« le chérissais, et *à cause des circonstances où sont mes* « *affaires.* J'aimais et estimais sa personne, et *il me* « *fera faute pour les affaires du Pays-Bas.* » La Flandre ne pouvait pas s'affliger de sa mort, mais du moins elle n'insulta pas à sa mémoire. Elle n'avait jamais pris au sérieux le vainqueur de Lépante; mais sa mort influa plus que sa vie sur les affaires des Pays-Bas, en faisant passer leur direction dans des mains plus fermes et plus habiles.

Le prince mourant avait exprimé le désir d'être enterré à l'Escurial. Ce vœu fut exaucé, mais d'une manière bien étrange. Il y avait deux voies pour faire venir le corps en Espagne : par mer, c'était la plus simple et la moins coûteuse; ou par la France, en faisant voyager les royales dépouilles avec la pompe due à leur rang. Philippe en inventa une troisième : ce fut de faire embaumer, puis diviser en quartiers le corps de don Juan, que quelques cavaliers portèrent suspendus dans un sac à l'arçon de leur selle. Ce fut ainsi que ce héros de roman traversa pour la dernière fois la France, avant d'aller reposer à l'Escurial, à côté de l'empereur son père.

On nous trouvera peut-être sévère envers don Juan; mais ce que l'histoire demande avant tout à ceux qui jouent un rôle sur cette grande scène, c'est de savoir ce qu'ils veulent, et le bâtard de Charles-Quint ne l'a jamais su. Nous ne lui contestons certes pas le courage, bien que sa science militaire soit peut-être moins bien établie; nous lui reconnaissons des qualités aimables, que dément son implacable rigueur envers les Morisques révoltés. Mais le vrai tort de don Juan, c'est d'être né trois siècles trop tard. Les guerres savantes et la subtile politique du XVIe siècle n'allaient pas à ce

royal aventurier, qui ne fut jamais maître ni de lui ni de ses soldats. Aussi, malgré sa victoire de Gembloux que Farnèse gagna pour lui, nous doutons fort qu'à la longue il eût pu tenir tête au prince d'Orange, même sur les champs de bataille.

Une dernière pensée nous frappe en finissant : avec toutes ces brillantes qualités, qui n'ont que le tort de ne pas venir à leur date, avec son courage irréfléchi, son intolérance, sa soif de gloire et de conquêtes, don Juan n'est-il pas le type achevé de l'Espagne, attardée encore trois siècles après lui dans les voies du moyen âge, et s'isolant, dans son fanatisme, de cette Europe qu'elle ne sait plus ni dominer ni comprendre?

CHAPITRE IV

ALEXANDRE FARNÈSE.

1578-81.

L'Italie, l'Espagne et la France sont toutes trois filles de l'ancienne Rome; mais ce sont des sœurs qui ne se ressemblent guère, ni entre elles, ni à leur mère. Comme leurs langues, les trois races néo-latines, en s'éloignant de leur souche commune, ont de plus en plus perdu leurs points de contact. Nous avons étudié dans don Juan un des types les plus brillants de l'Espagne du moyen âge; mais l'Italie de la *renaissance,* si sceptique, si raffinée, si maîtresse d'elle-même, n'a jamais eu de représentant plus complet que ce froid et habile Farnèse, à qui il n'a manqué qu'un trône pour réaliser l'idéal du *Prince* de Machiavel. Ce qui lui manque aussi, il faut bien l'avouer, c'est le sens moral, absent chez l'Italien du XVI[e] siècle, mais qui fait rarement défaut chez l'Espagnol, quand le fanatisme ne vient pas le fausser.

Par plus d'un côté, l'Espagne et l'Italie se coudoient chez Alexandre de Parme. Et d'abord, le point de contact entre don Juan et lui, c'est le courage aveugle, la témérité poussée jusqu'à la folie, l'amour de la guerre

pour la guerre même. Cette communauté de penchants a fait leur amitié, étroite et sincère, malgré l'immense supériorité du neveu sur l'oncle, héroïque enfant qui n'est jamais arrivé à âge d'homme. Comme don Juan, Farnèse, enfant, révèle déjà sa vocation guerrière : il n'a pas six ans que Parme, assiégée sous ses yeux, est défendue par son père, et l'enfant s'habitue à dormir bercé par le fracas des armes. A onze ans, il étonne son oncle Philippe II par son insistance pour combattre à la bataille de Saint-Quentin. Élevé avec don Carlos et don Juan à la cour du roi d'Espagne, qui l'a pris comme otage de la fidélité de ses parents, il échappe au fanatisme qui est là dans l'air que l'on respire, et dont le fils même de Guillaume d'Orange ne saura pas se défendre. Il reste catholique, mais sans ferveur, parce que c'est la religion du pouvoir, et le moyen de faire son chemin sous un roi comme Philippe II. Les questions religieuses, qui agitent tout le siècle, l'occupent peu, et ne le passionnent guère. Et puis, la Réforme n'a pas de trône à donner; elle n'a pas non plus ces incomparables soldats espagnols à qui Alexandre devra la moitié de sa renommée, et qui auront pour lui le fanatisme qu'il n'a pas.

Fils d'un prince italien, général de Charles-Quint et instrument de sa politique en Italie, petit-fils d'un pape, Paul III, Farnèse n'a qu'une religion, c'est celle du succès. A l'inverse de Juan, Alexandre n'a jamais eu d'enfance. La sagacité italienne est innée en lui, avec cette maturité précoce qui le rend maître de tout ce qui l'entoure. Marié à vingt ans à une infante de Portugal, époux et père avant d'avoir compris les devoirs du mariage et de la famille, il ronge son frein, pendant la paix qui le retient à Parme, et révèle en lui, en attendant le

général, qui viendra plus tard, le spadassin, le *bravo* italien. La nuit, déguisé, il parcourt les rues de Parme, forçant les nobles qu'il rencontre à se mesurer avec lui, pendant que sa pieuse compagne demande en pleurant à Dieu de lui conserver son époux.

Enfin, le signal de la croisade est donné par le pape, et tout le midi de l'Europe se soulève contre le Croissant. Nous avons vu à Lépante l'aveugle courage de Farnèse, qui se jette seul, sans savoir même si on le suit, sur le pont d'une galère ennemie. Quant à sa science militaire, elle viendra plus tard, avec l'habitude du commandement dont il a déjà l'instinct. Don Juan, incapable d'une basse jalousie, jouit des succès de son neveu, et voit en lui, non un rival, mais un second et un ami. Il a cueilli d'ailleurs assez de gloire à Lépante pour ne pas craindre de la partager. Chargé enfin d'aller conduire à Juan des renforts dans les Pays-Bas, Alexandre arrive à temps pour vaincre à Gembloux, en jouant sa vie comme un aventurier qui aurait sa fortune à faire. Témoin des luttes de son oncle contre une situation plus forte que lui, il le voit mourir à petit feu, victime des lenteurs calculées de Philippe et de la répulsion innée de ces deux natures qui ne se sont jamais comprises. Enfin, il reçoit son dernier soupir, et recueille, avec son héritage, la confiance de son oncle Philippe, caractère de la même trempe que le sien, et fait pour s'entendre avec lui.

Soldat avant tout, don Juan n'a jamais rien compris ni aux hommes ni aux affaires. Soldat aussi, en attendant qu'il devienne le premier général du siècle, Farnèse est né homme d'État, dans cette sagace Italie, où Machiavel continue César, et la papauté le sénat romain. Appelé à l'improviste à succéder à don Juan, Farnèse, en voyant tous ses insuccès, a pu en rechercher les

causes, et étudier ce terrain si glissant des Pays-Bas. Le plan du nouveau gouverneur est tout tracé : exploiter les germes de division qui séparent le nord du midi, semer partout la méfiance et la haine, corrompre en attendant l'heure de dominer, et acheter tout ce qui consent à se vendre, voilà la politique de Farnèse. Non que les moyens violents soient contraires à sa nature, altière et résolue; mais il répugnera toujours à l'habileté italienne d'en venir à la force avant d'avoir épuisé la ruse, et Farnèse, instruit par les fautes de ses devanciers, n'a pas plus envie de recommencer le duc d'Albe que don Juan.

Rien ne peut donner une idée du pêle-mêle des intérêts et des partis dans ce pays, tiraillé entre deux religions et trois ou quatre prétendants, dont le seul digne du trône, Guillaume d'Orange, était aussi le seul qui n'en voulût pas. Dans cette mêlée confuse, Farnèse avait deux alliés, la noblesse et le clergé flamands. La première ne demandait qu'à se vendre, et le second qu'à se donner, car il appartenait de cœur à l'Espagne, c'est-à-dire à l'inquisition. Les misérables rancunes des nobles wallons contre Orange donnaient à Parme une prise pour agir sur eux. La *paix de religion* n'avait jamais existé que de nom, entre deux partis que séparaient tant de haines, et à qui leur conscience défendait de se rapprocher. L'idée même de tolérance étant, au XVIe siècle, contradictoire avec celle de foi, quiconque avait la force pour lui, trouvait tout naturel de s'en servir pour écraser ses adversaires. Puis, les candidats au trône des Pays-Bas, semés sur toute la surface du pays, augmentaient encore la confusion : Jean Casimir, l'homme d'Élisabeth, était à Gand, où deux nobles ruinés, Hembyze et Ryhove, entretenaient, au profit de la Réforme et d'un

vague républicanisme, une sorte d'émeute continue. Orange était à Anvers, où l'archiduc Mathias abritait sous son ombre sa vice-royauté nominale. Enfin, le duc d'Anjou, souverain sans États et général sans armée, était à Mons, campé sur la frontière, un pied en France et l'autre en Belgique, dans l'espoir de voir surgir dans les deux pays quelque nouvelle complication. Il négociait sans bonne foi, d'un côté avec Gand, de l'autre avec les états généraux, dont le crédit baissait chaque jour; aspirant à la fois au trône des Pays-Bas et à la main de la reine d'Angleterre, mais au fond aussi peu populaire dans un pays que dans l'autre. Ce mariage problématique, que l'Angleterre repoussait d'instinct, était le dernier espoir de la Neerlande, et Orange s'y rattachait quand même, comme à une planche de salut.

Comme il arrive toujours dans les moments de crise, où les partis modérés tendent à disparaître, la réaction gagnait autant de terrain d'un côté que la république de l'autre. La Hollande, abandonnnée à elle-même par Orange, inclinait vers la démagogie. Les ordres du prince avaient cessé d'y être obéis ; Amsterdam refusait de recevoir garnison, soit du roi, soit des états. La licence populaire ne connaissait plus de bornes, l'ordre social semblait prêt à se dissoudre. A Anvers, le peuple révolté parlait de jeter les états généraux par la fenêtre. A Gand, surtout, ce levain démocratique qui se mêle trop souvent à la Réforme, pour la détourner de sa voie, se traduisait en excès déplorables. Fière de ses souvenirs historiques, Gand aspirait à devenir le centre d'un mouvement républicain et protestant, et à détrôner Bruxelles, sa rivale, et les provinces wallones que la Flandre, germaine de race, a toujours vues d'un œil jaloux. Hembyze, ennemi déclaré d'Orange, était à la tête de ce parti,

et retenait sous les verrous Champagney et plusieurs chefs wallons, arrêtés naguère avec le duc d'Aerschot. Deux d'entre eux, Visch et Hessels, l'ancien membre du *conseil des troubles,* furent un beau jour tirés de leur prison, et pendus sur le grand chemin, sans forme de procès. Chaque jour, le clergé et les moines étaient insultés, dépouillés de leurs biens, et chassés de la ville. Les honnêtes gens, opprimés par les deux partis, gémissaient en silence, et tournaient leurs regards vers le prince d'Orange.

Enfin, le 4 décembre, Guillaume, voulant tenter un dernier effort, se décida à venir à Gand, d'où l'avait longtemps éloigné la présence de Jean Casimir. Les violences des mercenaires de ce *condottiere,* sans foi ni loi, étaient devenues intolérables. Ses soldats se contentaient à peine de la nourriture la plus recherchée, et buvaient à pleins seaux les vins les plus exquis. Mais Orange, une fois à Gand, eut bien vite reconquis tout son ascendant. Le vaniteux et léger Palatin, le fougueux Hembyze, le sanguinaire Ryhove, plièrent sous cet irrésistible empire que le prince exerçait sur tout ce qui l'approchait. La *paix de religion,* acceptée à Gand, y mit les deux cultes sur un pied de parfaite égalité. Les catholiques reprirent leurs couvents et leurs églises; toute insulte contre eux fut sévèrement punie, mais les prisonniers n'en restèrent pas moins sous les verrous. D'implacables rancunes couvèrent au fond des cœurs sous cette fausse paix, qui n'était qu'une trêve. Jean Casimir, bientôt las d'obéir à la raison et à Guillaume, partit pour l'Angleterre en laissant derrière lui ses « légions de démons, » qu'il avait cessé de payer. Il eut, en partant, l'impudence de prier Farnèse de se charger de leur solde; mais celui-ci, qui se souciait peu

de semblables recrues, se hâta d'en débarrasser le pays.

Nous avons, de notre mieux, débrouillé le chaos de cette situation, si confuse que le génie même du *Taciturne* semble pâlir au milieu de ces ténèbres. Dans ce dédale d'intrigues, où les événements, les caractères, les convictions, tout fait défaut à la fois, on se demandera ce que fait le duc de Parme pendant cette amnistie, où les partis semblent chercher leur place dans la bataille. Farnèse, dans cet intervalle, n'avait pas perdu son temps. Alonzo Curiel, agent secret de Philippe II dans les Pays-Bas, avait acheté 50,000 écus le seigneur de la Motte, noble flamand. Farnèse, en succédant à don Juan, trouva plus d'une trame engagée avec cette noblesse vénale. Il suivit avec une rare habileté cette veine, si riche à exploiter. Le prieur de Saint-Waast devint son allié dans cette guerre souterraine, où la sape servait plus que l'assaut. Farnèse avait à sa disposition les trésors de l'Espagne et du nouveau monde; Guillaume d'Orange n'avait que les Pays-Bas; l'argent qu'il leur demandait, quand on ne le lui refusait pas, n'était jamais donné qu'à regret. Le centre de la propagande catholique et royaliste était à Gravelines. La Motte, une fois vendu, travailla à en acheter d'autres, en puisant à pleines mains dans la bourse de Farnèse. Lalaing, d'Havré, de Hèze, Egmont, médiocrités jalouses que blessait la supériorité d'Orange, prêtèrent l'oreille aux offres du tentateur. Rien n'éclata encore, mais le terrain se trouva miné sous les pieds du prince. Toutes les passions basses et cupides s'enrôlèrent ainsi au service de l'Espagne, et Guillaume se trouva seul, de l'autre côté, avec le peuple et le pays.

Partout, en effet, même dans les provinces wallonnes, le parti populaire était pour Orange et pour la Réforme.

Un mouvement dans ce sens éclata à Arras, sous la conduite d'un avocat nommé Gosson. Un instant ce parti fut maître de la ville; le premier usage qu'il fit de sa victoire, ce fut de jeter en prison les magistrats vendus à l'Espagne. Le coup était hardi : mais vaincre n'était rien, il fallait durer. Des renforts qu'on attendait de Bruxelles firent défaut. Le parti catholique reprit possession de l'hôtel de ville. Les patriotes allèrent remplacer dans les prisons ceux qu'ils y avaient jetés; le brave Gosson et les chefs des rebelles expièrent sur l'échafaud le crime d'avoir préféré leur conscience à l'or de l'étranger. Ce fut là le dernier effort des provinces wallonnes en faveur d'une cause perdue. Entre la liberté et le catholicisme, leur choix était fait, et elles ont eu deux siècles pour s'en repentir. Nous n'accuserons pas ici le clergé qui, n'ayant pas de patrie, et ne reconnaissant qu'un souverain, qui réside à Rome, est excusable de manquer à des devoirs qu'il n'a jamais ni acceptés ni compris; mais nous en accusons ces nobles cupides, étrangers aux austères dévouements que réclament les guerres civiles, et qui ne surent jamais ni mourir ni vivre pour leur pays. Egmont, le type le plus brillant de cette noblesse, a péri sur l'échafaud, non en victime d'une conviction, mais en dupe d'un marché; son fils, en se vendant à son tour, saura mieux stipuler le prix auquel il se met.

L'échec du parti national à Arras fut le signal de la débâcle pour toutes les fidélités qui chancelaient. Ce fut un sauve-qui-peut général dans les rangs de la noblesse au service des états; chacun se disputa les pensions et les gouvernements, d'avance assurés aux traîtres. L'entremetteur de Farnèse, le délié prieur de Saint-Waast, fut fait archevêque de Cambrai. Le clergé pesa de tout

son poids dans la balance, du côté où déjà elle penchait. Un traité secret, signé à Arras le 6 janvier, unit les provinces wallonnes d'Artois et de Hainaut, et les villes de Lille, Valenciennes et Tournay, en un mot, la Flandre française. Les états généraux s'efforcèrent en vain d'arrêter les Wallons sur le bord de l'abîme. L'intérêt chez les uns, la foi chez les autres parlèrent plus haut que le patriotisme. La noblesse et le clergé, en faisant leur paix, stipulèrent à la fois pour le catholicisme et pour leur intérêt privé. Les riches, tremblant pour leurs richesses, se hâtèrent d'acheter à tout prix une sécurité menteuse. Le peuple seul, ayant moins à perdre, risqua plus franchement le peu qu'il avait, et protesta tout haut en faveur de la Réforme et de ses vieilles libertés.

Le traité d'Arras eut pourtant quelques bons résultats : le premier, ce fut le départ du duc d'Anjou qui, suspect à la fois aux catholiques et aux réformés, au parti espagnol et au parti national, jouait depuis quelque temps un assez triste rôle. Les provinces de langue française, sur lesquelles il avait compté, venant à lui échapper, il mit en avant de prétendues lettres de son frère qui le rappelaient en France. Il partit enfin, après avoir licencié ses troupes, laissant derrière lui le souvenir d'une médiocrité brouillonne et présomptueuse. Personne ne le regretta, et personne cependant, pas même Orange, n'osa rompre avec lui; car il fallait ménager dans ce vil intrigant l'homme qui pouvait, par un coup de roue de la fortune, devenir le roi de France ou le mari de la reine d'Angleterre.

La défection des provinces wallonnes était loin d'être imprévue par Guillaume. Dès longtemps il avait compris que ces provinces étaient à jamais perdues pour la

Hollande et pour lui. En se réconciliant avec l'Espagne, elles n'avaient fait que suivre leur pente : si la noblesse était coupable de se vendre, le pays avait le droit de se donner. Depuis quelques années, d'ailleurs, Orange avait perdu bien des illusions : il avait cru à l'unité possible des Pays-Bas dans la liberté, en face d'un ennemi également détesté de tous les partis; mais les préventions religieuses s'étaient trouvées plus fortes que les affinités politiques. Au fond, ce n'était pas à l'Espagne, c'était à Rome que les Wallons se donnaient, et dans ce domaine immatériel, les préférences sont toujours libres. Enfin, Guillaume avait cru trouver dans le frère de Henri III un allié, un roi même au besoin; car il avait l'âme assez grande pour s'y résigner, en s'immolant, non pas à lui, mais à son pays. Encore une illusion qui s'en allait avec Anjou pour ne plus revenir!

Guillaume avait raison d'accepter les faits accomplis; car il y gagnait de savoir désormais sur qui compter. Des provinces vouées de cœur à l'Espagne et au catholicisme valaient mieux comme ennemies que comme alliées, car on ne compterait plus sur elles à l'heure du danger. Et puis, Guillaume avait séjourné assez longtemps dans le sud des Pays-Bas; son action n'avait qu'à gagner à être ramenée à son vrai centre, c'est-à-dire en Hollande. Là étaient sa patrie réelle, ses amis, ses appuis naturels; là vivait tout son passé, et aussi son avenir, avec celui de la Réforme. Après la défection des provinces wallonnes, que lui restait-il à faire, sinon de couper le câble de ce navire désemparé qu'il traînait à la remorque, d'abandonner la Flandre française à ses instincts catholiques, et de nouer dans le nord une *union* protestante, pour faire contre-poids à celle d'Arras.

Et en effet, à la ligue hispano-catholique du 6 jan-

vier répondit, le 23, la *ligue d'Utrecht* entre les cinq provinces de Hollande, de Zélande, Gueldre, Frise et Utrecht. Trois autres, Gand, Overyssel et Groeningue, comprises dans le premier plan de fédération proposé par le comte Jean (*Archiv.*, 536-64), ne se décidèrent que plus tard à y accéder. Depuis longtems, Guillaume, qui prévoyait la sécession wallonne, avait jeté les bases de cette ligue; mais le véritable auteur de l'*Union d'Utrecht*, ce fut Jean de Nassau son frère, plus absolu dans ses opinions, et moins porté aux ménagements et à la prudence. Ce qui inquiétait Orange dans cette *Union*, c'était sa couleur anti-catholique et anti-française. Forcé de se séparer des provinces wallonnes, il eût voulu du moins ne pas rompre avec elles. Aussi ne prit-il au traité qu'une part non ostensible, et il ne se décida à le signer que trois mois plus tard.

Une autre illusion qu'avait perdue Guillaume, c'était l'appui de l'étranger. Le roi de France n'eût pas mieux demandé que d'annexer, sous le nom du duc d'Anjou, les Pays-Bas à la France; mais il craignait l'Espagne, et la grandeur d'un frère en qui il voyait moins un sujet qu'un rival. A défaut d'alliée, c'était déjà beaucoup de ne pas avoir la France pour ennemie. Quant à Élisabeth, elle appréciait Orange à toute sa valeur, mais elle n'avait nulle envie d'aider à faire de lui un roi des Pays-Bas. L'Allemagne, protestante ou non, regardait la lutte sans s'y mêler, les Pays-Bas comme des vassaux révoltés contre leur suzerain, et n'eût pas été fâchée de voir le calvinisme disparaître dans la tempête. Orange se trouvait donc seul, abandonné par l'Europe qu'il voulait affranchir, comme la Flandre, du joug de l'Espagne; seul avec cinq provinces qui, appuyées sur lui et sur leur foi, osaient entrer en lutte avec le plus puis-

sant monarque de la terre. Avec l'*Union d'Utrecht,* son frère et lui venaient de fonder la pierre angulaire de la république batave, assise cette fois, non plus sur un mensonge, mais sur une réalité, l'intime solidarité des *Provinces Unies* en politique comme en religion.

Dans le pacte nouveau, chacune des cinq provinces gardait ses priviléges, ses lois et ses coutumes. Elles engageaient pour leur défense mutuelle « leurs vies, leurs « biens et leur sang. » Des impôts devaient être votés pour la défense commune. La liberté de conscience était garantie à chaque citoyen comme à chaque état. La *paix de religion,* de provisoire qu'elle était, devenait définitive, et s'étendait à toutes les provinces. Les villes et provinces catholiques n'étaient nullement exclues de la confédération, pourvu qu'elles acceptassent tous les articles de l'*Union*. La paix et la guerre ne pouvaient être décidées que par la « généralité, » et avec le consentement unanime des provinces. A défaut d'unanimité, les stathouders étaient nommés arbitres, clause dangereuse qui devait plus tard ouvrir une porte au despotisme. Du reste, il ne faut pas croire que l'*Union* fut acceptée sans résistance, même par les provinces qui la signèrent. L'opposition fut très-vive, surtout dans la Gueldre. Les pays de langue française, bien que peu sympathiques à la France, furent en général hostiles à l'*Union;* les provinces flamandes, telles que le Brabant et la Flandre, se montrèrent mieux disposées pour elle, même sans en faire partie. Tant la langue et la race, c'est-à-dire les affinités de nature, sont entre les hommes un lien plus puissant que les agglomérations politiques, œuvre capricieuse de la force ou du hasard.

En étudiant avec soin l'*Union,* on peut se convaincre que ses auteurs n'ont nullement la pensée de fonder

une république, ni même un état indépendant. Pas un mot n'y trahit l'arrière-pensée de se séparer de l'Espagne; le soin qu'on met à se tenir dans les termes de la *Pacification de Gand*, qui maintenait l'autorité du roi, prouve assez qu'on n'est pas encore décidé à rompre avec lui. En insistant, avant tout, sur les droits de chaque état en particulier, l'*Union* oublie de fortifier le pouvoir central, lacune qu'elle eût bien vite comblée si elle se fût décidée à rompre avec l'Espagne. Les provinces ne s'unissant que pour un but précis, la protection mutuelle, elles entrent dans la ligue tout entière, pour ainsi dire, et armées de pied en cap. Les villes même y subsistent, comme autant de petites républiques qui rappellent la πόλις des Grecs, sans s'absorber dans les États voisins. L'esprit conservateur qui, en Hollande comme en Angleterre, existe à la racine même de la société, disons mieux, est cette racine même, gardait ici du passé tout ce qu'il n'était pas obligé de détruire : il laissait subsister la base sur laquelle tout repose dans les Pays-Bas, l'esprit municipal, et autant que faire se pouvait, il s'interdisait de toucher au faîte, c'est-à-dire à la royauté. Tant il est vrai que les peuples ont leur caractère comme les individus, et que leurs destinées se font surtout d'après leurs penchants. Mettez la France à la place des *provinces unies*, faites d'elle une fédération, et cette fédération sera juste le contraire de celles de la Hollande, de l'Allemagne, de la Suisse, des États-Unis, et de toute cette race anglo-saxonne où l'individu l'a toujours emporté sur l'État. Les droits des provinces confédérées y seront sacrifiés à ceux du pouvoir central. L'unité que nous préférons à tout, même à la liberté, y opprimera toujours l'individu, dont le législateur chez nous daigne rarement s'occuper.

———

La pensée fondamentale de l'*Union d'Utrech* n'était pas de se soustraire au joug de l'étranger, mais de résister aux violences de ses soldats. Les Pays-Bas, qui avaient toujours su garder leur liberté, même sous la monarchie, se souciaient peu de la république, dont ils avaient eu si longtemps les avantages sans les dangers. Le despotisme seul pouvait les y pousser, et d'Albe lui-même n'avait pu les déshabituer de leur vieux respect pour la royauté. Il avait fallu la pire et la plus insupportable de toutes les oppressions, l'oppression religieuse, pour les pousser à cette révolte restreinte contre leurs antiques souverains; car le roi d'Espagne, car l'empereur lui-même n'avait jamais été pour eux qu'un comte de Flandre. Et cependant, de cette confédération provisoire et bâtarde, qui reculait devant sa propre audace, allait sortir bientôt cette république des *Provinces Unies* qui devait faire un jour trembler le *grand roi* sur son trône, et fournir aux opprimés de notre vieille Europe une terre de refuge pour toutes les libertés. L'*Union d'Utrecht* différait de l'ancienne confédération germanique, en ce qu'il manquait un chef à ses membres discords. Elle devait être l'humble précurseur de la grande république des États-Unis, où le pouvoir fédéral, par un respect poussé jusqu'au suicide, a toujours été sacrifié au pouvoir des États. L'*Union d'Utrecht*, en un mot, n'était pas la république, mais elle était un pont pour y passer. Elle ne dota pas les *Provinces Unies* d'une constitution que la France, à sa place, eût commencé par rédiger; mais elle en réunit les éléments, en traça les jalons, et n'eut qu'un tort, celui d'y laisser subsister sur l'arrière-plan le stathoudérat des Nassau, germe dangereux de monarchie déposé au sein même de la république naissante.

L'œuvre des négociations, sans s'interrompre, va céder le pas à la guerre, qui appuiera à son tour l'œuvre des négociations. Le prince de Parme, avant d'agir, a voulu sonder le terrain : la campagne qui s'ouvre va nous le faire connaître à la fois comme général, et comme homme d'État. Sa première opération fut une fausse attaque sur Anvers. La place, se fiant sur sa vaste population et sur la force de ses remparts, était médiocrement gardée; mais Orange s'y trouvait, et valait à lui seul une garnison. La résistance, pour être improvisée, n'en fut pas moins énergique. Parme, après une action courte et vive, fut forcé de se retirer. Mais cette feinte attaque en masquait une autre, plus sérieuse, sur Maëstricht, porte toujours ouverte à l'Allemagne pour secourir les Pays-Bas. La ville, à cheval sur la Meuse, était presque toute sur la rive gauche; un pont fortifié unissait les deux rives. La garnison s'élevait à peine à un millier d'hommes, la milice urbaine à douze cents. Quelques milliers de paysans y avaient, il est vrai, cherché un refuge. Mais qu'était-ce que tout cela pour tenir tête à vingt mille vieux soldats, commandés par Farnèse, plus quatre mille pionniers envoyés par l'évêque de Liége; car dans ce sol, labouré par des mines, où l'homme vit presque autant sous la terre que dessus, la sape devait, autant que le canon, décider du sort de Maëstricht.

Le premier soin de Farnèse fut de jeter deux ponts sur le fleuve, en aval et en amont de la ville. Toute communication avec la place fut coupée. Si l'on voulait encore la secourir, il n'y avait pas un instant à perdre. Mais le plus grave danger pour la cause nationale n'était pas à Maëstricht, il était dans les négociations dont le prince de Parme amusait les états, pour les empêcher

d'agir. Ainsi la guerre et la diplomatie marchaient de front dans les deux camps, car Orange, le « *prince des « ténèbres,* » comme l'appelaient les catholiques, négociait aussi activement que Farnèse. Il s'épuisait en efforts pour persuader à la Flandre wallonne de ne pas séparer son sort de celui des *Provinces Unies,* et pour convier à la défense de Maëstricht tous ceux qui sentaient battre dans leur poitrine un cœur de citoyen. Mais la voix du tentateur fut mieux écoutée que celle de l'ange gardien. Parme avait prise sur les Wallons par bien des côtés, par une noblesse intrigante qui ne demandait qu'à se vendre, par un clergé pour qui la question politique n'existait pas, enfin par les promesses de Philippe II qui, une fois tranquille sur ses deux grands intérêts, le maintien de la foi et celui de son autorité, était prêt à céder sur tout le reste. Se plaignait-on des soldats étrangers, Farnèse jurait ses grands dieux qu'il était tout prêt à les éloigner. Que pouvaient dès lors les humbles remontrances des députés des états, réduits à faire antichambre chez des nobles vendus, pendant que les envoyés wallons, au camp de Farnèse, traitaient de leur défection au milieu des festins, et pouvaient, au sortir du bal, assister au bombardement de Maëstricht?

Les états généraux, poussés par le prince d'Orange, adressèrent à leurs frères wallons un éloquent et suprême appel, en les avertissant de se méfier des promesses de Farnèse, et de « ces chaînes en métal espagnol « qu'ils prenaient pour de l'or ; » mais ce fut peine perdue ! Il est de ces moments dans la vie des peuples où l'abîme attire au lieu de repousser. La voix du patriotisme ne fut pas plus écoutée que celle de la prudence. Les sanglants souvenirs du duc d'Albe étaient déjà effacés ; la Flandre wallonne avait soif de servitude comme la

Hollande de liberté. Le 4 septembre enfin, fut définitivement signé un traité de réconciliation entre le roi d'Espagne et les provinces wallonnes. On peut le résumer en trois chefs : 1° les priviléges des provinces seraient respectés; 2° les troupes étrangères sortiraient du pays; 3° un membre de la famille royale pourrait seul exercer les fonctions de gouverneur. Vainement Guillaume d'Orange supplia-t-il les provinces de s'arrêter, pendant qu'il en était temps encore, sur le bord de l'abîme; vainement leur offrit-il en otages ses propres enfants! Le pacte était conclu, et pour deux siècles il ne devait plus être rompu. La Flandre, promenée de joug en joug, de l'Espagne à l'Autriche, de l'Autriche à la France, et de la France à cette même Hollande, dont elle avait voulu se séparer à tout prix, ne devait reconquérir que de nos jours, par une dernière révolution, le droit de s'appartenir à elle-même; si tant est qu'on puisse le dire d'un pays dont le vrai souverain est le clergé, et où le seul adversaire qu'on sache lui opposer, c'est l'incrédulité!

Un long cri de joie et d'insolent triomphe s'éleva des rangs du parti catholique, d'un bout à l'autre des Pays-Bas. Paris lui-même, où fermentaient déjà toutes les passions de la ligue, s'émut de la joie des ligueurs flamands, et triompha de leur triomphe. Les réformés, irrités de leur échec, eurent recours à l'expédient des partis qui doutent d'eux-mêmes, c'est-à-dire à la persécution. A Anvers, les prêtres et les moines furent chassés, et le culte catholique suspendu encore une fois. La vie même de l'archiduc fut un instant en danger. Mais grâce aux efforts d'Orange, le sang ne coula point; le prince ayant menacé de se démettre de ses fonctions, l'ordre se rétablit comme par enchantement. Il en fut de même

à Utrecht, centre de la ligue réformiste : les catholiques y furent exposés à la vindicte populaire. Mais en revanche, Bruxelles qui, d'ancien centre du pouvoir royal sous Marguerite, était devenu, sous Guillaume d'Orange, celui du parti national, faillit tomber aux mains de la réaction. Philippe d'Egmont commandait un régiment au service des états. Sollicité sous main par les entremetteurs de Farnèse, il avait fini par s'apercevoir que les riches gouvernements n'étaient pas pour les patriotes, et qu'au métier des Guillaume d'Orange il n'y avait à gagner que la confiscation, l'exil ou la mort. Au lieu d'hésiter, comme son père, son choix avait été bientôt fait, et pour se faire payer sa défection plus cher, il imagina de livrer avec lui la capitale du Brabant.

Mais le coup de main échoua, grâce à la décision du commandant de la ville. Le 4 juin, le régiment et son jeune colonel, qui s'étaient aventurés jusqu'à la grande place, y furent cernés, et pris comme dans une souricière. Toute la ville se leva en armes pour prêter main-forte à la cause des états. Des barricades improvisées s'élevèrent autour des prisonniers, et pendant toute la nuit, la foule poursuivit de ses sarcasmes le noble félon. Le lendemain était l'anniversaire de la mort du comte d'Egmont, jour de deuil pour la Flandre : « Viens-tu « chercher la tête de ton père, lui cria-t-on, à la place « même où elle est tombée? Ote les pavés de la place, « et son sang rejaillira jusqu'à toi! » Le lendemain, après vingt-quatre heures de pilori, ne sachant que faire de lui, on fit la faute de le laisser partir, lui et ses soldats. Egmont s'éloigna, la rage dans le cœur, emportant avec lui l'exécration et le mépris de tous les bons citoyens. Il s'en vengea en dévastant tout sur son passage, et finit par se vendre à Farnèse.

Le siége de Maëstricht continuait; Farnèse, avec sa froide ténacité, avait juré de punir la ville rebelle. Intrigue, guerre, négociations, tout marchait avec lui du même pas. Orange, pour la première fois, avait trouvé un adversaire digne de lui. Tout ce qu'un homme de tête et de cœur peut faire, Guillaume l'avait fait pour sauver Maëstricht; mais l'incurie, l'égoïsme du parti qui ne l'avait pas même reconnu pour son chef, avaient rendu vains tous ses efforts. Les villes, les états provinciaux, s'étaient refusés aux sacrifices qu'il leur demandait. Tant qu'on ne se sentait pas directement menacé, on fermait au danger d'autrui ses yeux, ses oreilles et sa bourse. La ville comptait trente-quatre mille habitants, et, chose inouïe, l'armée qui l'assiégeait atteignait presque à ce nombre. Farnèse, pour arriver à son but, épuisait les inventions de la science, les forces de l'Espagne et les trésors de Philippe. Jamais siége n'avait été conduit, de l'aveu des hommes de l'art, avec une plus savante régularité, et une lenteur plus menaçante. La petite garnison était sous les ordres d'un ingénieur français, nommé Tappin, digne de ce poste d'honneur et de danger; Lanoue, qui devait l'occuper, n'avait pu parvenir à entrer dans la ville. Les assiégeants, après une canonnade furieuse, parvinrent à faire une brèche dans le mur extérieur; mais un mur nouveau s'éleva derrière l'autre, comme par magie. Farnèse, désespérant du succès sur ce point, se dirigea vers un autre, et la sape, cette fois, remplaça le canon. Mais les assiégés étaient aussi exercés à manier la pioche que les assaillants. Les femmes même disputaient à leurs maris ces pénibles travaux. Enrôlées en compagnies régulières, elles prirent à cette guerre souterraine la part la plus active. Souvent les deux partis, occupés à miner, en

venaient à se rencontrer. Des combats acharnés se livraient dans les entrailles de la terre. La poix et l'eau bouillantes, la fumée, toutes les armes étaient bonnes pour les assiégés, et dans ces rencontres, les assaillants avaient le plus souvent le dessous.

Le 3 avril, une mine, creusée sous la porte de Tongres, sauta avec un horrible fracas. Une large brèche fut ouverte, et les Espagnols s'élancèrent à l'assaut. Les habitants leur tinrent tête avec un courage si désespéré, qu'ils les forcèrent à reculer. Mais Farnèse était un de ces hommes que les obstacles animent au lieu de les décourager. Le 8, après un service religieux, il ordonna l'assaut sur deux points à la fois. Depuis quinze jours, l'artillerie tonnait sans relâche, et deux brèches avaient été ouvertes; mais, derrière ces brèches, hommes, femmes, enfants, vieillards, tous étaient là, prêts à mourir pour défendre leurs foyers. Les paysans, à défaut d'autres armes, dirigeaient de loin leurs longs fléaux ferrés sur la tête des assaillants. Les assiégés, combattant à l'abri, faisaient pleuvoir sur eux les pierres, les poutres, les débris de leurs murailles. Enfin, une mine, préparée par les assiégés, sous un fort que les Espagnols venaient d'emporter, fit sauter dans les airs plus de cinq cents assaillants. Le soir était venu : près de quatre mille royalistes gisaient sur le carreau, et l'on comptait six cent soixante-dix officiers hors de combat. Et cependant Farnèse se refusait à donner le signal de la retraite! La nuit put seule mettre un terme à cette sanglante journée, et chacun des deux partis alla enterrer ses morts, et recueillir ses blessés.

Mais sans cesse des renforts et des vivres arrivaient au camp de Farnèse, tandis que les assiégés, privés de toute communication au dehors, voyaient leurs rangs

s'éclaircir, et leurs vivres s'épuiser peu à peu. Sur mille hommes de garnison, quatre cents à peine étaient encore debout. Les cadavres pourrissaient dans les rues, faute de bras pour les ensevelir. Et cependant, la ville tenait bon, et personne ne parlait de se rendre. Farnèse, étonné d'une résistance sur laquelle il n'avait pas compté, résolut de changer le siége en blocus. Sur la rive gauche de la Meuse, il établit une ligne de douze forts, rattachés l'un à l'autre par une muraille. La ville se trouva ainsi investie de tous côtés. Comme au siége de Grenade, le camp s'était changé en cité, et une ville était sortie de terre pour en assiéger une autre.

On s'étonnera peut-être de ne pas voir Orange accourir au secours de Maëstricht; mais d'abord, il négociait à Cologne avec les envoyés du duc de Parme et de l'empereur Rodolphe, pour obtenir, en attendant la paix, une trêve qui laissât reprendre haleine à Maëstricht. Puis, il s'occupait activement de réunir sept mille hommes pour marcher au secours de la ville assiégée. Jean de Nassau fut chargé de les conduire; mais, à la vue de la cité nouvelle improvisée par Farnèse, le découragement s'empara de l'armée hollandaise qui renonça à son entreprise.

Trois des portes avaient résisté aux attaques, et leurs retranchements détruits s'étaient relevés de leurs ruines. L'infatigable Farnèse s'attaqua à la quatrième, la porte de Bruxelles. Les assiégés y avaient élevé un nouveau fort. Parme y fit dresser une batterie, et, après un sanglant assaut, le fort fut enlevé. Un millier des assiégés resta enseveli dans ses ruines, mais non sans avoir vendu chèrement leur vie. La garnison songeait déjà à capituler; mais les habitants savaient le sort réservé à qui traitait avec des Espagnols, et ils menacèrent de faire

main basse sur ceux qui parleraient de se rendre. Derrière le fort abattu, ils en construisirent un nouveau. Une promesse de secours, qui ajournait à quinze jours leur délivrance, vint encore ranimer leur courage.

Mais Farnèse ne devait pas leur laisser le temps de l'attendre. En face du nouvel ouvrage, et sous le feu de ses canons, l'intrépide Italien fit jeter un pont sur le fossé, de soixante pieds de largeur, qui le séparait du fort. Lui-même, au milieu des soldats qui tombaient à ses côtés, enfonça les premiers pieux. Ses batteries ouvrirent leur feu; ses mines firent sauter le revêtement extérieur du fort, et, sur ses ruines fumantes, un assaut fut livré. Une foule d'officiers de marque y furent tués, et ce fut sur leurs corps que les assaillants marchèrent à l'ennemi. Enfin les assiégés, après des prodiges de courage, furent forcés d'évacuer le fort en ruines, et de se retirer derrière leur dernier rempart. Farnèse, frappé de tant d'héroïsme, les fit encore une fois inviter à se rendre; mais, d'une voix unanime, son offre fut rejetée. Tout ce qui restait, soit de la garnison, soit de la population de la ville, coucha sur la brèche, afin de se trouver prêt pour le dernier assaut.

Parme était alors malade d'esprit aussi bien que de corps. Il n'avait pas compté sur une résistance pareille. La campagne, à peine ouverte, lui coûtait la moitié de son armée, et compromettait sa réputation. Le lendemain était la fête de saint Pierre et saint Paul, et, sous l'égide de ces deux grands saints, tous deux porteurs du glaive, le lieutenant du *roi catholique* se flattait d'emporter la place. Un soldat, en rôdant la nuit autour des murs, découvrit une brèche, et pénétra dans la place. Là, il fut frappé du petit nombre et de l'épuisement de ses défenseurs. Les sentinelles même dormaient de fatigue, après

les luttes de la journée. Au petit jour, les soldats s'élancèrent sur le parapet. Les habitants, réveillés en sursaut, furent égorgés avant d'avoir pu saisir leurs armes. Bientôt l'ennemi se répandit dans toutes les rues de la ville. Ce ne fut plus un combat, mais une boucherie. Les femmes, désignées à la haine des vainqueurs par le courage qu'elles avaient montré, furent livrées à toute leur furie. Heureuses celles qui, leurs enfants dans les bras, purent se jeter dans la Meuse pour échapper aux tortures! Mais nous nous arrêtons : de pareilles horreurs ne se racontent pas de sang-froid; sans doute, elles sont de tous les temps, sauf du nôtre, Dieu merci! Mais le XVIe siècle, entre tous, se montra sans pitié. Les Espagnols, il faut bien l'avouer, tranchent encore sur ce fond sanglant de fanatisme et de cruauté; la science du massacre, chez eux, s'est perfectionnée avec celle de la guerre.

Le pillage dura deux jours. Huit mille personnes tombèrent victimes de la *furie* espagnole qui, au lieu de se calmer, s'excitait par le sang versé. Maëstricht demeura désert; tout ce qui ne tomba pas sous le fer se hâta de fuir cette cité, vouée à l'extermination. Il fallut la repeupler avec des vivandières et des revendeurs, qui marchaient, comme les corbeaux, à la suite de l'armée. Farnèse, à peine relevé de sa maladie, entra dans la ville, porté comme un triomphateur antique, non sur un char, mais sur les épaules de ses soldats. Il put savourer à l'aise la joie de son triomphe dans ces rues peuplées de cadavres, et vides d'habitants. Il alla dans la cathédrale rendre grâce au Dieu des armées qui lui avait livré ce nid de rebelles, et ses soldats, les mains encore teintes de ce sang hérétique, chauds de luxure et de massacre, allèrent dévotement entendre la messe, au milieu du silence de mort de la ville dévastée.

La Flandre, qui n'avait rien fait pour sauver Maëstricht, rendit Orange responsable de sa ruine. Les états généraux, qu'il avait vingt fois mis en mesure d'agir, lui reprochèrent son inertie, et l'accusèrent de vouloir livrer les Pays-Bas au duc d'Anjou, qu'eux-mêmes y avaient appelé. Guillaume, au sein des états, lut tout haut un pamphlet injurieux dirigé contre lui, et répondit à toutes ces calomnies avec un froid mépris : « Puisque je suis le « seul obstacle à la paix, dit-il en terminant, je suis prêt « à retourner dans mon exil, dont je ne suis sorti que « parce que mon pays me rappelait. » Le coup avait porté : tous les membres des états, rougissant de leur ingratitude, se levèrent comme un seul homme, pour le supplier de rester, en protestant de leur inébranlable confiance en lui. Guillaume, satisfait d'avoir reconquis son ascendant, se rendit à Gand pour y apaiser de nouveaux désordres qui venaient d'éclater. Hembyze, par un coup de main hardi, s'était saisi des magistrats de la ville, et avait confié le gouvernement à un conseil de dix-huit membres, composé de ses créatures. Mais la seule présence d'Orange à Gand suffit pour tout apai er. Les dix-huit conseillers intrus furent cassés par le prince, et de nouveaux magistrats élus par les honnêtes gens, qu'encourageait sa présence. Hembyze, qui s'était lâchement enfui, fut amené, plus mort que vif, devant Guillaume qui, l'écrasant de son pardon, se contenta de le bannir de la ville. C'est ainsi qu'Orange se vengea des calomnies de ses adversaires, en ramenant l'ordre dans Gand, comme il l'avait naguère ramené dans Anvers, au profit de la royauté, presque aussi ingrate qu'une assemblée populaire.

Nous ne parlerons que pour mémoire des négociations qui se poursuivaient à Cologne, entre les envoyés des

états et ceux du roi, du pape et de l'empereur. Comme de part et d'autre on était décidé à ne rien céder, et que Farnèse se refusait à une suspension d'armes, il fallut renoncer à s'entendre. Après sept mois d'amers et stériles débats, les plénipotentiaires se séparèrent sans avoir rien conclu, et l'on en appela de nouveau à l'épée, sans avoir au fond plus d'envie de combattre que de négocier.

Mais quelques-uns des envoyés des états, comme Aerschot et autres de sa trempe, ne pouvant réconcilier leur pays avec Philippe, jugèrent à propos de se réconcilier eux-mêmes, et firent leur marché au meilleur prix possible. Les entremetteurs de Farnèse essayèrent de persuader au prince d'Orange, puisque tout le monde se vendait à beaux deniers comptants, de faire comme tout le monde, et de conclure aussi sa paix avec le roi. Les offres qu'on lui faisait étaient bien tentantes : on s'engageait à lui rendre son fils et tous ses biens confisqués ; à acquitter toutes ses dettes, à rembourser toutes ses dépenses ; à lui accorder en outre le libre exercice de sa religion. S'il préférait se retirer en pays étranger, ses domaines et ses dignités seraient transmis à son fils, et il recevrait, en échange, des domaines en Allemagne, avec 1,000,000 de florins comme dotation. Enfin, l'empereur se tenait pour garant que toutes les promesses du roi seraient exécutées. On devine la réponse de Guillaume : il refusa nettement de séparer sa cause de celle des états, et de traiter dans son seul intérêt. « Le prince de Parme, « dit-il aux états généraux, affecte de regarder cette « guerre comme engagée contre moi seul. Si ma per- « sonne est un obstacle à la paix, je suis prêt à lever « l'obstacle. Si vous jugez convenable de choisir un autre « chef pour diriger vos affaires, *je vous promets de le « servir, et de lui obéir de tout mon cœur.* »

Mais les états généraux, éclairés par bien de tristes expériences, commençaient à comprendre qu'il n'y avait pas de traité possible avec un roi dont la conscience se révoltait au seul nom de liberté religieuse, et qui voulait régir un peuple libre en monarque absolu. Le mensonge officiel qui consistait à se dire fidèle au roi, tout en lui faisant la guerre, et sujets de l'Espagne, quand on ne voulait accepter ni ses garnisons ni ses employés, ne pouvait plus se prolonger. On ne vit pas longtemps hors du vrai, et quand on en est sorti, le mieux c'est d'y rentrer. Chacun, d'ailleurs, avait fait toutes les concessions qu'il pouvait faire. Le roi, rassuré avec les Wallons sur la question religieuse, la première de toutes pour lui, avait cédé sur tout le reste. Philippe, il faut bien en convenir, depuis le rappel du duc d'Albe, avait sincèrement travaillé à pacifier les Pays-Bas. C'est une justice que lui rend l'ambassadeur de France à Madrid, Saint-Goard, quand il écrit à son maître : « Je diray à Votre Majesté « que ma moindre méfiance seroit sur le *roi catholique*, « pour le cognoistre prince qui se contenteroit de la paix. « Sous ce rapport il est plus sage que tous ses ministres « ensemble. Je cuide que tous ses desseins seroient de « bien garder le sien, tenant ses États. » (*Archiv.*, IV, 330.) Quand Philippe, maintenant, employait la force, c'était à regret, et au lieu de réprimer la rébellion, il eût mieux aimé acheter les rebelles. Il avait trouvé pour cela dans Farnèse un admirable instrument, aussi propre à intimider qu'à corrompre.

La rupture des Pays-Bas avec l'Espagne était devenue une impérieuse nécessité. Comme il arrive à la longue dans toute querelle qui dure, les torts avaient fini par être partagés. Les catholiques étaient, au fond, excusables de reculer devant le triomphe de la Réforme, plus

menaçante pour eux que la domination étrangère. Leurs vrais compatriotes; c'étaient leurs co-religionnaires, c'est-à-dire les Espagnols. La communion de foi se trouvait être un lien plus puissant que la langue, la race ou la patrie. La religion, qui n'avait d'abord été qu'un accessoire dans cette grande querelle, était devenue le principal. De leur côté, les réformés, persécutés pendant un demi-siècle par les catholiques, avaient appris d'eux à persécuter à leur tour. Comme chrétiens, ils avaient tort, sans doute; mais en tout cas, ce n'était pas aux catholiques à leur reprocher une faute dont ils leur avaient si longtemps donné l'exemple.

L'heure de la séparation avait sonné; mais, en dépit des traditions républicaines du municipe flamand, la religion du pouvoir absolu était encore si puissante sur les esprits que les *Provinces-Unies*, même en se séparant de l'Espagne, n'osaient pas regarder en face l'idée de république. La devise de la maison d'Orange : « *Je maintiendrai!* » exprimait à cet égard la pensée nationale, qui ne voulait pas renverser, mais maintenir. Tous les peuples, chez qui la liberté date de loin, ont le culte du passé, témoins l'Angleterre et les Pays-Bas. Il n'y a que les peuples longtemps mineurs, comme la France, qui, ne trouvant que servitude et souffrance dans leur histoire, aiment mieux regarder en avant qu'en arrière, et marchent toujours vers l'inconnu, même à travers les abîmes! Mais les *Provinces-Unies* n'étaient pas mûres pour la république; elles devaient même plus tard, quand elles ne pourraient l'éviter, la traverser sans s'y arrêter; car le stathoudérat des Nassau, héréditaire de fait, sinon de droit, fut toujours un démenti donné au nom de république, et une pierre d'attente pour la monarchie à venir.

Orange lui-même pensait sur ce point comme son pays : « Quant à gouverner ces provinces par la forme « républicaine, disait-il hautement, ceux qui connaissent « la condition de ce pays, savent qu'il lui est impossible « de se passer d'un chef. » Et il ajoutait que « ce chef « devait être, non un monarque absolu, mais le premier « magistrat héréditaire chez un peuple libre. » (*Bor.*, t. XIII, p. 93.) Pour tout autre qu'Orange, la conclusion eût été bien simple, c'eût été de s'emparer pour lui-même de cette magistrature héréditaire, et le pays, consulté, n'eût pas mieux demandé. Mais rien ne put faire sortir Guillaume de cette voie de désintéressement absolu qu'il s'était tracée. Faut-il le louer, faut-il le blâmer de s'être refusé au vœu du pays? A la distance de trois siècles, il est difficile de prononcer. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'Orange connaissait ses concitoyens, et que s'il refusa le fardeau, c'est que personne, pas même lui, n'était de force à le porter. Du reste, quel noble langage que le sien devant les états généraux! Il faut remonter aux temps antiques pour rencontrer pareil oubli, pareille immolation de soi-même et de tout intérêt personnel. « Je suis prêt, dit-il, à renoncer à toutes mes fonctions, « si on peut les remettre en des mains qui en fassent un « meilleur usage. Je promets d'obéir, comme le moindre « gentilhomme, à celui que vous aurez choisi. Dites-moi « où mes services vous seront le plus nécessaires, don- « nez-moi à garder une province, une ville même, j'irai « là où je pourrai être utile. Je promets de faire mon « devoir dans la mesure de mes forces et de mon habi- « lité, comme Dieu et ma conscience me sont témoins « que je l'ai fait jusqu'ici. » (*Bor*, t. XIV, p. 143.)

Au début de l'année suivante, un coup sensible fut porté au cœur du prince d'Orange par la trahison du

comte de Renneberg, gouverneur de la Frise. Las de servir une cause sans espoir, il se vendit à Farnèse pour 20,000 écus, un marquisat et une pension de 10,000 florins. Mais tout noble sentiment n'était pas éteint dans le cœur de celui qu'Orange avait honoré du nom de son ami : après avoir fait à son ancien parti une guerre opiniâtre, Renneberg s'éteignit au bout d'un an, rongé par ses remords et le mépris de ceux auxquels il s'était vendu, juste châtiment des traîtres. « Sa trahison, dit un histo-« rien, aida à clouer son cercueil. » Il avait livré avec lui Groeningue aux Espagnols, qui se hâtèrent d'y mettre garnison. Bien leur en prit, car Orange sentait l'importance de cette place, clef de la Frise, si dévouée à la cause nationale. Les états généraux chargèrent Hohenlohe d'en faire le siége. La guerre se ralluma donc, mais sans entrain, comme entre ennemis qui n'espèrent ni se réconcilier, ni se vaincre. L'échec le plus grave pour le parti national fut la captivité du brave Lanoue. Le vaillant huguenot resta cinq ans dans un donjon malsain et infecté de vermine, où il écrivit ses célèbres *discours politiques et militaires*, et ce n'est qu'en 1585 qu'il recouvra sa liberté. Farnèse ayant envoyé des renforts à Groeningue, Hohenlohe se fit battre, sans honneur, sans talent et sans courage. Tels étaient les hommes à qui Orange était réduit à confier la défense de la cause nationale. Désespérant de vaincre, il bornait son ambition à recommencer toujours la guerre, même après une défaite. Il se flattait de lasser, à la longue, l'ennemi qu'il ne pouvait pas abattre, calcul plus habile que glorieux, et auquel le temps a fini par donner raison !

Un seul appui restait à Guillaume, aussi longtemps du moins que Sainte-Aldegonde était en prison : c'était son frère, Jean de Nassau, stathouder de la Gueldre. Mais

Jean lui-même finit par se lasser d'une lutte sans relâche contre des états qui ne voulaient pas voter de subsides, des soldats qui ne voulaient pas se battre, et un peuple qui ne voulait pas obéir. Guillaume seul pouvait continuer une lutte pareille sans plier sous le fardeau. Après s'être endetté de 600,000 florins au service des états, Jean se sentait « usé et vieux avant l'âge, et accablé « d'ennuis, comme s'il en avait mangé à pleine cuil- « lerée. » Ses affaires, ses domaines en Allemagne, réclamaient sa présence. Sa femme était morte; ses enfants, nombreux et déjà en âge de combattre, pouvaient payer la dette de leur père. L'un d'eux, Guillaume-Louis, à peine âge de seize ans, s'était couvert de gloire dans le dernier combat. Jean résigna donc en août ses fonctions de stathouder, malgré les efforts d'Orange pour le retenir, et quitta les Pays-Bas, par une faiblesse qui contraste avec l'opiniâtre dévouement de son frère.

Hâtons-nous vers les événements, rares dans cette pâle et triste période. Il fallait prendre un parti, et arriver à un dénoûment, car une pareille situation n'était ni la guerre, ni la paix, et n'avait de tous deux que les inconvénients. La fiction, qui maintenait à Philippe II une royauté nominale, avait fait son temps; la rupture des *Provinces-Unies* avec l'Espagne était complète et définitive. Toute l'habileté diplomatique, toute la science militaire de Farnèse, n'y pouvaient rien. La république était impossible; chacun le sentait, et personne n'en voulait sérieusement. Le prince d'Orange, le seul citoyen des Pays-Bas qui eût en lui l'étoffe d'un roi, ne voulait pas entendre parler de régner. L'archiduc Mathias, enseveli sous le ridicule, mendiait auprès des états généraux une pension alimentaire, qu'on oubliait de lui payer. S'il n'eût été le frère de l'empereur, on

l'eût depuis longtemps chassé des Pays-Bas, où on se contentait de l'affamer. L'Allemagne était toujours inerte, la France douteuse et partagée; l'Angleterre, sympathique à la cause de la Réforme, ne lui eût refusé ni son or ni son sang, dont sa reine était plus avare qu'elle. Les ministres d'Élisabeth la pressaient en vain de secourir les Provinces, et combattaient chez elle un faible secret pour le duc d'Anjou. « Le duc cherche, je « crois, écrivait l'ambassadeur anglais, à épouser les « Pays-Bas, le seul objet réel de son amour. » Mais, malgré ce penchant, peu facile à comprendre, de la fière Élisabeth pour le lâche Valois, malgré les efforts de Guillaume d'Orange qui continuait à le patroner, la Hollande persistait dans sa méfiance instinctive pour l'aventurier français.

Cependant, les états généraux, à force de plaider auprès du pays la cause du duc d'Anjou, n'étaient pas loin de la gagner. On rappelait toutes les sommes qu'il avait dépensées au service des Pays-Bas, sa tentative impuissante pour les secourir; on insistait sur l'alliance de la France et de l'Angleterre, qu'il apporterait en dot aux Provinces-Unies, et sur le lien étroit qui, grâce à lui, allait unir ces trois pays. Orange lui-même compromettait sa popularité à établir celle de l'indigne candidat, que, faute d'un meilleur, il proposait au pays. Tous ces efforts réunis finirent par aboutir : une ambassade solennelle, conduite par Sainte-Aldegonde, conclut avec le duc d'Anjou, le 15 juin, le traité de Plessis-lès-Tours. Seules, la Hollande et la Zélande, dans leur insurmontable répulsion pour les Valois, protestèrent contre cet accord, et offrirent de nouveau la souveraineté de ces deux provinces à Guillaume d'Orange, qui persista à la refuser.

On s'étonne de la tiédeur que le roi d'Espagne apportait à la guerre, avec un lieutenant aussi brave et aussi capable que Farnèse. Mais les préoccupations, causées à Philippe par la conquête du Portugal, expliquent cette tiédeur sans la justifier. Orange, dont l'œil vigilant surveillait l'Europe entière, savait que Philippe, une fois maître du Portugal, reviendrait sur la proie qu'il avait lâchée. Il se hâtait donc de mettre à profit cette espèce de trêve pour ménager à son pays, dans le duc d'Anjou, un auxiliaire encore plus qu'un maître; erreur, nous l'avons dit, mais erreur généreuse, où du moins on ne reprochera pas à Guillaume d'avoir trop pensé à lui!

Jusqu'ici, nous avons vu tour à tour dans Philippe le fanatique, le despote, l'exterminateur, sans parler du débauché; il nous reste à l'étudier sous un jour nouveau : c'est celui d'un roi qui fait descendre du trône la consigne du meurtre, et fixe d'avance le salaire du meurtrier, pour se défaire d'un ennemi qu'il désespère de vaincre. Granvelle, dont la haine persévérante poursuivait Orange du fond de son exil, pressait depuis longtemps le roi de mettre à prix la tête de Guilllaume, en promettant à celui qui l'en débarrasserait 30 à 40,000 écus d'or. « Ce serait de l'argent bien placé, écrivait « le cardinal; car, comme le prince est un *vil poltron*, « la peur seule fera l'affaire, et nous délivrera de lui... » Un pareil avis devait plaire à Philippe; l'odieux complot ne fut pas même tramé dans l'ombre. Un *roi catholique* peut tout se permettre, pour la plus grande gloire de Dieu. Dans un décret, sous forme de *ban*, Philippe, après avoir énuméré tous les crimes du prince, le déclare « traître et mécréant, ennemi de notre personne et de « notre pays. Et, comme tel, nous le bannissons à per- « pétuité du royaume, nous défendons à nos sujets de

« communiquer avec lui, de lui donner à manger ou à « boire; nous permettons de lui nuire, soit dans ses « biens, soit dans sa personne; nous le dénonçons comme « un ennemi de l'espèce humaine, et donnons ses biens à « qui pourra s'en emparer. *Et si quelqu'un a le cœur « assez généreux* pour nous débarrasser de ce fléau, ou « nous le livrer mort ou vif, nous lui ferons délivrer, « *aussitôt la chose faite,* 25,000 écus d'or. » (Il y a ici un rabais sur la mise à prix de Granvelle.) » S'il a « commis un crime, *quel qu'il puisse être*, nous promet- « tons de le lui pardonner, et s'il n'est pas déjà noble « *nous l'ennoblirons, en récompense de sa valeur.* » (Meteren, l. x, p. 200.)

Philippe en appelait à la fois contre Orange aux poignards des assassins, et à l'opinion de l'Europe; c'est à elle aussi qu'en appela Guillaume, en répondant à ce décret par son *Apologie,* le plus noble plaidoyer qui ait jamais jailli de l'âme et de la conscience d'un honnête homme indigné. Un pareil document, écrit avec le cœur, se lit et se juge de même, et ne s'analyse pas. C'est dans ce livre que nous avons puisé, il y a bien des années déjà, notre sincère et fervente admiration pour ce grand citoyen, ce patriote chrétien, auprès duquel pâlissent les Charles-Quint et les François Ier. L'historien de l'Espagne rencontre rarement sur son chemin de tels caractères: mais ils lui servent du moins, par la comparaison, à remettre les hommes et les choses à leur place, et ils consolent, dans ce dur XVIe siècle, des tristesses de l'histoire.

Nous ne citerons, de cette *Apologie*, que les dernières paroles, adressées par Guillaume à ses concitoyens: « Plût à Dieu, leur dit-il, que mon bannissement ou ma « mort pussent vous délivrer de tant de maux! Qu'un

« tel bannissement serait consolant, qu'une telle mort « serait douce! Pourquoi ay-je exposé mes biens? Était-ce « pour m'enrichir? Pourquoi ay-je perdu mes frères? « Était-ce pour en trouver de nouveaux? Pourquoi ay-je « laissé mon fils prisonnier? Pouvez-vous m'en donner « un autre? Quelle récompense puis-je espérer de mes « longs services, et de ma ruine terrestre qui est presque « accomplie? Nulle autre que la joie d'avoir, peut-être « au prix de ma vie, donné à mon pays la liberté! Si « donc vous jugez, mes maîtres, que mon absence ou « ma mort puissent vous servir, me voici prest à vous « obéir! Commandez-moi, envoyez-moi jusqu'aux fins « de la terre, je vous obéiray. Je vous offre ma tête, sur « laquelle nul monarque n'a puissance que vous. Dis-« posez-en pour le salut de vostre République; mais si « vous jugez que cette médiocrité d'expérience ou d'in-« dustrie qui est en moi vous peut encore servir, si mes « biens et ma vie vous semblent avoir quelque valeur, je « vous dédie le tout, à vous et à mon pays.

« Cela fait, allons ensemble, de même cœur et de même « volonté. Embrassons la défense de ce même peuple, « qui ne demande que bonne ouverture. Et si vous me « continuez cette faveur que vous m'avez portée par ci-« devant, j'espère, moyennant vostre aide et la paix de « Dieu, laquelle j'ay sentie si souvent, et en choses si « perplexes, que, ce qui sera par vous résolu, pour le « bien et la conservation de vous et vos enfants, toutes « choses saintes et sacrées,

« Je le maintiendrai! » (p. 140-41.)

Plaçons ici, pour mémoire seulement, un incident qui peint au vif l'indécision de Philippe, et l'incurable méfiance qui faisait le fond de son caractère. Certes, il peut se flatter d'avoir trouvé dans Farnèse l'idéal d'un gou-

verneur des Pays-Bas, aussi ferme dans la guerre qu'habile et corrupteur dans la paix ; et cependant, il croit faire merveille en y renvoyant, à côté de l'homme supérieur qu'il y a placé, la femme frivole et vaine qui, la première, a compromis dans ces provinces l'autorité de l'Espagne ! Il donne pour tuteur à Farnèse sa mère Marguerite de Parme, qu'il tire de l'oubli où elle vivait en Italie pour la ramener en Flandre, où chacun de ses pas a été marqué par un insuccès. En août 1580, la duchesse arriva brusquement à Namur, avec mission de se charger de l'administration civile des provinces, en laissant à son fils la conduite de la guerre. Mais Philippe avait oublié de compter avec la juste susceptibilité de Farnèse qui, trop âgé pour se remettre en lisière, se montra résolu à ne rien abdiquer de son autorité, voulant, disait-il, ou se retirer, ou rester tout entier. Le roi comprit un peu tard toute l'étendue de sa faute; Granvelle lui-même prit hautement le parti de Farnèse. Force fut donc à Philippe de céder, et de laisser entre ses mains toute la somme des pouvoirs dont il lui coûtait tant de se dessaisir. Le duc fut confirmé dans son gouvernement; Marguerite, pour sauver son honneur, prolongea quelque temps encore son séjour dans les Pays-Bas, comme une mère en visite auprès de son fils, et finit par aller achever ses jours en Italie.

Le juste châtiment des hésitations et des fautes de Philippe ne devait pas se faire attendre : le 26 juillet, les députés des sept *Provinces-Unies*, à La Haye, déclarèrent annulé leur serment de fidélité au roi d'Espagne, et rompirent avec lui tout lien de dépendance. En agissant ainsi, les sept provinces brisaient de fait l'unité nationale, mais sans reconstituer une unité partielle ; car cinq d'entre elles avaient offert leur souveraineté au duc

d'Anjou, qui l'avait acceptée; les deux autres, Hollande et Zélande, ne voulaient reconnaître d'autre souverain que le prince d'Orange. La décision de ces deux provinces était inébranlable. Malgré les efforts incessants de Guillaume pour leur faire accepter le protectorat du dernier des Valois, il dut renoncer à l'espoir de former, de la moitié des Pays-Bas qu'il enlevait à l'Espagne, un tout compacte et homogène. Bornant dès lors son ambition à constituer une ligue au lieu d'un État, il se résigna enfin à accepter le titre de comte de Hollande et de Zélande, qu'on venait d'ôter à Philippe. Les Pays-Bas, si longtemps réunis en un faisceau sous les princes espagnols, se trouvèrent donc scindés en trois groupes distincts : 1° les dix provinces wallonnes, fidèles *quand même* à l'Espagne et au catholicisme; 2° les cinq *Provinces-Unies*, sous la suzeraineté nominale du duc d'Anjou; 3° enfin la Hollande et la Zélande, sous l'autorité plus réelle du prince d'Orange. A l'acte officiel qui lui conférait la souveraineté, Guillaume voulut à toute force faire ajouter cette clause : « Pour aussi longtemps que durera la guerre. » Mais cette clause répugnait si fort à la Hollande qu'on l'effaça de l'acte, à l'insu du prince.

Les négociations avec le duc d'Anjou n'étant pas terminées, Orange, sur les instances des états généraux, consentit à se charger, pendant l'*intérim*, du gouvernement des cinq *Provinces-Unies*. Dès lors l'archiduc Mathias n'était plus seulement un rouage inutile, mais un grave embarras. Le titre même de ses fonctions, qu'il n'avait jamais remplies, venant à lui échapper, l'archiduc n'avait plus qu'à partir. C'est ce qu'il fit, sans prendre même congé des états, pour aller déplorer à Vienne sa folle équipée. Les états, cependant, par un reste de respect humain, lui votèrent une pension de 50,000 flo-

rins, qu'on oublia bientôt de lui payer. Orange prit seul enfin, et sans prête-nom, la haute direction des affaires que, pour le bonheur de ses concitoyens, il aurait toujours dû garder. Et cependant, ce grand citoyen a été accusé bien des fois de vouloir asservir son pays, et il a pu s'écrier, avec un amer sentiment de l'injustice des hommes : « Il me semble que je suis né en cette mau« vaise planète, que tout ce que je fais est mal inter« prété. » (*Archiv.*, VII, 387.)

Un fait domine toutes ces transactions, c'est qu'au fond, sous tous ces titres pompeux de souveraineté décernés à Orange et au duc d'Anjou, l'esprit républicain domine dans la constitution des *Provinces-Unies*. Et en effet, la liberté réglée est tellement dans les habitudes, et comme dans le sang de cet heureux pays, qu'il a pu passer, en changeant de formes, mais non d'esprit, de la monarchie à la république, et de la république à la monarchie. Mais, si l'esprit républicain a toujours subsisté dans les Pays-Bas, c'est qu'il y a toujours eu pour base l'esprit municipal, sans lequel il n'existe pas de liberté durable. En effet, la liberté, dans le sens vrai du mot, est moins la jouissance de son propre droit que le respect du droit d'autrui; la meilleure école de gouvernement sera toujours la libre discussion des intérêts locaux. Or, la Flandre, de tout temps, y a été si bien façonnée, qu'elle en a gardé les traditions, même sous le joug de l'Espagne. Et la preuve, c'est que, séparées aujourd'hui, la Hollande et la Belgique, sous le nom de monarchies, sont en réalité deux républiques représentatives, où la liberté, partie d'en bas, a monté un à un tous les degrés de l'échelle sociale. En France, au contraire, la base, c'est-à-dire la vie municipale, ayant toujours fait défaut, on a pu bâtir sur ce sol

nivelé de pompeux édifices ; mais le premier vent d'orage les a toujours emportés, parce que, comme les architectes d'Ésope, on avait commencé à bâtir l'édifice par le faîte.

CHAPITRE V.

LE DUC D'ANJOU EN FLANDRE. MORT DU PRINCE D'ORANGE.

1581-84.

La Flandre avait offert au duc d'Anjou de régner sur elle; mais il ne faudrait pas en conclure que la personne du Valois y fût plus populaire que la France qu'il y représentait. On avait assez vu du duc pour l'apprécier à sa juste valeur; et quant à Henri III, la Flandre avait été assez souvent trompée par lui pour ne plus rien en attendre. Ce n'était pas le duc d'Anjou qu'elle couronnait, c'était le frère du roi de France, et le fiancé de la reine d'Angleterre. En se donnant à lui, non sans réserve, elle voulait s'assurer le protectorat de ces deux puissants pays, et isoler l'Espagne de toutes les grandes alliances du continent. Ce calcul était aussi celui d'Orange, et l'on a besoin de se le redire souvent pour comprendre et excuser cet étrange patronage. La Flandre et Guillaume acceptaient-ils le duc comme catholique ou comme protestant? C'est ce qu'il serait assez difficile de dire, le duc ayant changé de parti et de religion autant de fois que son intérêt lui en avait fait une loi. Leur excuse à tous deux, c'était l'isolement où se trouvaient les Pays-Bas, diminués de moitié, et trop faibles pour résister seuls à leur redoutable ennemi. Dans un pareil dénûment,

on n'avait pas droit d'être difficile sur le choix des protecteurs ou des alliés. Henri III, il est vrai, avait écrit à son frère que, « dès que les Pays-Bas l'auraient reconnu « pour souverain, il vendrait jusqu'à sa dernière chemise « pour le secourir. » Mais le *Catholicon d'Espagne,* dont la *satire Ménippée* nous a appris la vertu, avait converti à l'alliance espagnole les *mignons* même de Henri; et d'ailleurs, sa secrète jalousie contre son frère eût suffi pour l'empêcher de rien faire pour lui, ni pour les Pays-Bas.

L'heure n'était pas venue encore pour l'entrée solennelle du Valois dans ses nouveaux États; mais il jugea utile de se montrer au moins à ses nouveaux sujets, avant d'aller à Londres rendre visite à sa fiancée. A l'approche du duc, escorté de cinq mille cavaliers, presque tous nobles, et de douze mille fantassins, Farnèse leva précipitamment le siége de Cambrai. Le duc ravitailla la ville, renforça la garnison, et congédia ses gentilshommes, véritable milice féodale qui l'avait suivi, pour un temps limité, et comme à une partie de plaisir. L'infanterie s'enrôla au service des états, et le duc partit pour l'Angleterre, avec l'orgueil d'avoir fait, dès son premier pas en Flandre, reculer devant lui le plus grand général de l'époque. Mais Farnèse s'était bien vite repenti d'avoir pris au sérieux la parade de l'aventurier français. Pour se dédommager de la perte de Cambrai, il mit le siége devant Tournay. Le gouverneur, prince d'Épinoy, général de l'armée des états, n'était pas en mesure de secourir la place; mais sa femme se montra digne du sang des Montmorency qui coulait dans ses veines. Animant de son courage les habitants et la garnison, elle soutint avec une rare énergie les fatigues d'un siége de deux mois. Mais la ville, mi-partie de protestants et de catholiques, finit par mollir dans sa résistance. Les catholiques de-

mandèrent à grands cris à capituler. Ce ne fut pas la duchesse, ce fut la ville qui se rendit. Le courage de l'héroïne flamande avait frappé de respect jusqu'à ses vainqueurs. On lui accorda une capitulation honorable qui, cette fois, fut tenue; les habitants, au prix de 100,000 écus, se rachetèrent du pillage.

D'Anjou était toujours en Angleterre, plus occupé de son mariage que des intérêts des Pays-Bas. Élisabeth, femme avant d'être reine, pour se décider à lui donner sa main, aurait voulu que le cœur fût de la partie. Or, il est permis de supposer, d'après les portraits du Valois, chétif, malingre et mal bâti, le nez gros, la face criblée de petite vérole, que l'impression produite ne fut pas des plus heureuses. Le voisinage du beau Leicester avait nui par la comparaison. L'accueil toutefois n'en fut pas moins gracieux : les fêtes, les tournois, les banquets masquèrent les négociations, et trompèrent les regards du public. Les anneaux de fiançailles furent même échangés, et Sainte-Aldegonde put écrire à Orange que « le mariage était enfin décidé. » La grande nouvelle fut accueillie par les *Provinces-Unies* avec une joie qui tenait du délire. On se voyait déjà sous le protectorat de cette puissante nation, qu'unissait aux Pays-Bas une étroite communauté d'intérêts et de croyances. Orange, depuis des mois, pressait les états de hâter le couronnement du duc, et d'organiser la défense du pays. Mais avec l'unité nationale, il semblait que tout patriotisme eût péri. Les villes, préoccupées de leurs mesquines rivalités, songeaient tout au plus à leur propre défense, sans vouloir comprendre que le salut ou le péril de l'une était le salut ou le péril de toutes. Tout sacrifice qu'on leur demandait pour la défense commune leur semblait une charge intolérable. « Et pourtant, disait Orange, quand ils se refu-

« sent à payer, c'est comme s'ils disaient qu'ils veulent « renoncer à leurs pays et à leur religion! »

Les Pays-Bas n'avaient pas d'argent pour acheter leur délivrance; ils en trouvèrent pour fêter l'indigne souverain qu'ils venaient de se donner. Anjou, voyant son mariage faire long feu, se décida enfin à quitter l'Angleterre. Élisabeth, facilement résignée au départ de son fiancé, lui donna pour escorte Leicester, son rival, et l'élite des seigneurs de sa cour. Il fallut une flotte entière pour transporter le duc et sa suite à Flessingue. Le prince d'Orange était venu l'y attendre avec la fleur de la noblesse flamande. Les Pays-Bas étaient avides de contempler leur nouveau suzerain; ils allaient bientôt le connaître mieux en le voyant agir. Toutefois, Anjou, malgré cette perversité native qu'il tenait de sa mère, était loin de manquer d'intelligence, comme il manquait de droiture et de cœur. Comédien accompli, il savait feindre les vertus qu'il n'avait pas, et parer sa fausseté profonde des dehors de la sincérité. Sainte-Aldegonde, Orange lui-même y furent pris. Les faits n'avaient pas encore parlé; les événements d'Anvers n'avaient pas encore imprimé à son nom leur ineffaçable souillure.

La flotte du duc remonta l'Escaut jusqu'à Anvers. Mais le nouveau duc de Brabant ne pouvait entrer dans sa capitale qu'après avoir prêté serment aux libertés du pays. Il s'arrêta donc dans un village, aux portes de la ville. La milice bourgeoise, au nombre de vingt mille hommes, revêtus d'uniformes si splendides que « chaque soldat avait l'air d'un capitaine, » vint rendre hommage à son souverain. Les nobles, les magistrats, dans leurs costumes officiels, luttaient de richesses et de pompe. On eût dit que les beaux jours de la Flandre étaient revenus, avec le souverain qui la personnifiait; courte et flatteuse

illusion qu'Anjou ne devait pas tarder à détruire!

Le 17 février, en dehors des portes de la ville, sur une haute estrade, le duc prêta serment aux chartes et franchises du Brabant, suivant l'antique cérémonial, réglé par la *Joyeuse entrée.* Il revêtit le costume historique des ducs de Brabant, et comme Orange l'aidait à mettre le manteau. « Il faut, lui dit Guillaume, que j'attache « assez solidement cette robe pour que personne ne « puisse plus vous l'ôter. » Les autorités de la ville prêtèrent ensuite leur serment, et force discours furent prononcés. Les trompettes sonnèrent, les hérauts répandirent à pleines mains les largesses sur la populace, qui fit retentir l'air de ses cris de joie. La Flandre, sûr la parole d'Orange, put croire un instant qu'elle était enfin dotée de ce qui lui manqua si longtemps : une vie nationale et un souverain de son choix! La cérémonie terminée, le cortége ducal traversa toute la ville. A chaque pas l'attendaient des arcs de triomphe, des chars symboliques. L'allégorie, si chère à la Flandre, avait semé de ses fleurs fanées tout le chemin que parcourut Anjou. Le géant Antigonus, fondateur d'Anvers, lui fit les honneurs de sa cité. Ce ne fut qu'à la nuit que le duc, à la lueur des torches, arriva au palais où il devait loger.

Mais laissons la Flandre s'amuser de ces fêtes, dont elle avait besoin pour s'étourdir sur ses maux, et voyons quelle était, au vrai, la somme de pouvoir qu'elle confiait à son nouveau souverain. Cette somme, il faut bien en convenir, était aussi mince que possible. Les titres des ducs variaient avec les chartes et les précédents historiques de chaque province; mais, malgré tous ces noms pompeux de duc, comte ou margrave, la position d'Anjou, en réalité, tenait moins du monarque que du chef élu d'une république. Ses dignités, sans doute, étaient héré-

ditaires; mais les Provinces se réservaient le droit de choisir, entre ses enfants, celui qui devrait les gouverner. Il s'engageait à résider toujours dans les Pays-Bas, à convoquer les états au moins une fois l'an, et à respecter les chartes et franchises de chaque province. S'il venait à les violer une seule fois, il était déchu de fait de sa souveraineté. Il avait le droit de conférer tous les emplois, mais à des indigènes seulement, et sur une liste de trois candidats, présentée par les états. Il promettait de maintenir la *paix de religion*, et de garder le *statu quo*, sans rien innover. La Hollande et la Zélande restaient en dehors de la convention. Le duc assurait aux *Provinces-Unies* l'appui de la France, tout en garantissant contre ses prétentions l'intégrité de leur territoire. Une ligue offensive et défensive devait être conclue entre les deux puissances. Enfin, le duc s'engageait à continuer à ses frais la guerre contre l'Espagne. Les états, de leur côté, promettaient un subside annuel de 2,400,000 florins, et la paix ne pourrait être conclue sans leur consentement.

Un examen attentif de cette charte ducale explique la conduite d'Orange, s'il ne la justifie pas. C'était moins la réalité que l'apparence d'un roi qu'il voulait pour les Pays-Bas, en se réservant, sous ce prête-nom, de donner lui-même aux affaires la direction qu'il jugerait la plus utile au pays. Mais un pareil calcul, bon tout au plus avec un Mathias, ne l'était pas avec un duc d'Anjou, rompu à l'intrigue dès son enfance, et aussi incapable d'imprimer une direction que de la suivre, et de commander que d'obéir. Là fut la faute d'Orange; mais sa meilleure excuse, c'est qu'une âme de cette trempe ne pouvait pas comprendre une profondeur de perversité égale à celle du Valois. Pour absoudre ici le cœur de

Guillaume, nous aimons mieux accuser son esprit, et dire qu'en cette grave circonstance, il semble avoir manqué à sa perspicacité ordinaire.

Nous arrivons à une page bien triste de cette histoire, et de la vie du grand homme qui la remplit tout entière. L'heure n'est pas venue encore pour lui de disparaître de la scène ; Dieu veut seulement montrer aux Pays-Bas, en menaçant de le leur enlever, de quel prix est pour eux cette vie, abreuvée de tant de calomnies, et traversée par tant d'épreuves. On se souvient de la prime offerte par Philippe à tous les dévoués catholiques qui oseraient risquer leur vie pour délivrer Rome et l'Espagne de leur plus redoutable ennemi. Malgré le danger, l'appel avait été entendu. Le 18 mars, jour de la fête du duc d'Anjou, le prince et son fils Maurice avaient dîné avec lui. En sortant de table, Guillaume entrait dans l'antichambre, lorsqu'un jeune homme, au teint basané, à l'extérieur vulgaire, lui présente une pétition. Le prince tend la main pour la recevoir, avec son affabilité ordinaire ; au même instant, l'étranger sort de sa poche un pistolet armé, et le décharge à bout portant sur lui. La balle, entrant sous l'oreille droite, perça le palais, et sortit par la mâchoire gauche. Étourdi par le coup, aveuglé par la fumée, le prince resta pourtant debout, en homme que le danger trouvait toujours prêt. « Au premier moment, « raconte-t-il lui-même, il crut que la maison s'écrou- « lait sur sa tête. » Mais, en voyant son sang couler, il comprit, et sa première pensée fut une pensée de pardon : « Ne le tuez pas ! s'écria-t-il, je lui pardonne ma mort. » Mais il était trop tard. Déjà l'assassin était tombé sous les coups des gardes, trop peu maîtres d'eux-mêmes, dans ce premier moment, pour songer combien il importait de conserver cette vie.

On se hâta de poser le premier appareil. La blessure fut jugée grave, mais non mortelle. La flamme du coup, tiré de trop près, avait cautérisé la blessure, et arrêté le sang. Guillaume se crut un moment atteint à mort; sa première pensée ne fut pas pour lui, mais pour le duc d'Anjou; car, s'occuper de lui, c'était encore s'occuper de son pays! « Hélas! pauvre prince! répéta-t-il plu-« sieurs fois, que de difficultés sur ton chemin! » Les médecins lui ayant interdit la parole, il usa le peu de forces qui lui restait à écrire ses dernières instructions à sa femme et à ses amis, dans le cas où il viendrait à leur manquer.

Au premier moment, on avait soupçonné les familiers du duc d'Anjou, et surtout deux de ses gentilshommes, qui avaient fondu sur le meurtrier l'épée à la main. Mais le fils de Guillaume, le jeune Maurice, avec un sang-froid au-dessus de son âge, insista pour qu'on fouillât l'assassin, et qu'on recueillit avec soin tous ses papiers. Lui-même se chargea de les examiner. Toutes les portes furent fermées, et nul ne put ni entrer ni sortir. On trouva sur l'assassin un poignard, un *Agnus Dei*, un cierge en cire verte, un crucifix, deux ou trois crapauds séchés, très-usités dans les sortiléges, un catéchisme des jésuites, et enfin, ce qui leva tous les doutes, une lettre de change espagnole de 2,877 couronnes. Dans son portefeuille se trouvaient de ferventes invocations à la Vierge, à l'ange Gabriel, au Sauveur et au *fils du Sauveur*, des vœux solennels, faits à Dieu, à la Vierge et aux Saints, s'ils lui accordaient d'échapper à la mort: au Christ et à la vierge Marie un riche costume, à Notre-Dame de Montserrat une couronne, une robe et une lampe dorée, etc. Ainsi, la cupidité et le fanatisme, tels étaient les deux mobiles qui avaient poussé l'assassin,

en attendant que Rome se chargeât de l'absoudre, et Philippe II de l'anoblir.

La triste nouvelle s'était répandue avec la rapidité de l'éclair dans cette populeuse cité, si dévouée au prince et à la Réforme. Dans le premier moment, on le crut mort; les soupçons se tournèrent aussitôt contre le duc d'Anjou. « L'assassinat, disait-on tout haut, a toujours été la « politique des Valois; la Saint-Barthélemy a commencé « par le meurtre de l'amiral. » Déjà la populace furieuse s'apprêtait à faire un mauvais parti au duc et à ses affidés; mais un capitaine de la garde urbaine força la consigne, et pénétra jusqu'au prince. Celui-ci, ne pouvant parler, le chargea, par écrit, d'annoncer au bon peuple d'Anvers « qu'il vivait encore, grâce à Dieu, et « qu'il le suppliait, si le Seigneur le rappelait à lui, de « conserver de lui un bon souvenir, et de servir fidèle- « ment le duc d'Anjou. » Le capitaine parvint enfin à calmer l'irritation du peuple; mais elle ne se détourna du Valois que pour retomber sur Philippe II, ce roi assassin, à qui toutes les armes étaient bonnes pour parvenir à ses fins. Une enquête s'ouvrit : bientôt on sut que l'assassin était un jeune basque, nommé Jauréguy, commis chez Anastro, banquier espagnol à Anvers. Ce dernier était parti avant l'assassinat; quand l'ordre fut donné de l'arrêter, il était déjà sous la protection du prince de Parme; mais son caissier et un moine, logé chez lui, furent arrêtés. Des lettres, saisies chez Anastro, mirent sa complicité hors de doute. Ses affaires, gravement compromises, le menaient droit à la banqueroute; c'est alors que, pour écarter la ruine, il avait signé avec le *roi catholique* un contrat en bonne forme, où il s'engageait à délivrer le monde du prince d'Orange, moyennant 80,000 ducats (960,000 fr.), et la

croix de Santiago, le premier de tous les ordres espagnols. Puis, le banquier, calculateur habile, avait gardé pour lui la prime, et trouvé, parmi ses commis, pour la faible somme qu'on a vue, un assassin à gages. Ainsi, dans ce crime au rabais, qui descendait, d'étage en étage, jusqu'au misérable Jauréguí, celui qui le commit était le seul qui ne dût pas en recueillir le fruit.

La blessure était grave, et la vie du prince parut un instant en danger. Un jeûne général fut ordonné. La ville entière se pressa dans les églises : des larmes coulèrent de tous les yeux, et de ferventes supplications montèrent vers Dieu, pour lui demander de conserver cette vie précieuse, l'âme de toutes les autres. Les prières d'un peuple entier furent enfin exaucées : pour cette fois encore, Orange fut rendu à l'amour de ce peuple, dont l'avenir reposait sur lui. Le duc d'Anjou joua son rôle avec beaucoup de convenance : il témoigna le plus touchant intérêt pour la vie du prince, tuteur incommode, dont, au fond de l'âme, il n'eût pas été fâché d'être débarrassé. Pendant dix-huit jours, on avait craint pour les jours de Guillaume. Une fois même la plaie s'était rouverte, et le malade, croyant lui-même à sa fin, avait dit d'une voix éteinte à sa famille éplorée : « C'en est fait de moi! adieu pour toujours! » Mais on parvint, à force de soins, à arrêter l'hémorragie. Jour et nuit, les serviteurs du prince se relayaient pour tenir les veines bouchées avec leurs doigts. Les églises se remplirent de nouveau; un peuple entier lutta avec Dieu par la prière, et Dieu se laissa fléchir. Les symptômes favorables revinrent; bientôt, à l'indicible joie d'Anvers et des *Provinces-Unies*, on put considérer le prince comme hors de danger.

Le 2 mai, Orange put aller à l'église rendre grâce à

Dieu de cette délivrance, vraiment miraculeuse ; mais une vie, qui lui était plus chère que la sienne propre, devait payer la rançon de Guillaume. Sa fidèle épouse, Charlotte de Bourbon, après sept ans de l'union la plus heureuse, succomba le 5 mai, sous le poids des angoisses, et aussi, il faut le dire, des lâches calomnies que le monde catholique avait vomies contre cette femme vraiment supérieure, aussi pieuse que dévouée. Nouvelle Catherine de Bora, elle aimait d'un profond amour l'homme qui avait enfanté la Hollande à la liberté, comme Luther l'Allemagne à l'Évangile. Elle laissa en mourant à son mari six filles, et l'exemple des vertus de leur mère. La douleur du prince fut telle, qu'on craignit encore une fois pour sa vie. Il vécut pourtant, pour le salut de la Néerlande, pendant le court espace de temps où Dieu le prêtait encore à son pays. On pleura la perte de la princesse; mais Guillaume vivait, et la Hollande se sentit revivre avec lui. Il n'y avait plus de place pour la tristesse dans les cœurs, devant une pareille joie !

On avait instruit le procès des deux complices du crime, en l'absence d'Anastro, son véritable auteur. De son lit de souffrance, Guillaume avait intercédé pour les coupables, et demandé qu'on leur épargnât les tortures. Cette voix d'un chrétien, qui priait pour ses meurtriers, fit taire les rancunes populaires. Les prévenus avouaient leur complicité, aucun doute ne pouvait exister. Ils furent étranglés sur l'échafaud, puis écartelés. Quant à Anastro, ce fut lui qui porta à Farnèse la nouvelle du crime, qu'il croyait consommé. Farnèse, dans le premier élan de sa joie, écrivit aux autorités d'Anvers, Bruxelles, et autres cités de la Flandre, pour les presser, « maintenant qu'elles « étaient délivrées du tyran, de rentrer dans le sentier « du devoir, et de se jeter dans les bras de leur roi légi-

« time. » Inutile d'ajouter que cette paternelle invitation ne fut pás acceptée.

Le bruit de la mort du prince d'Orange courut un instant l'Europe, en y semant partout la douleur ou la joie. Le plus frappant témoignage de la terreur qu'il inspirait à ses ennemis, ce furent leurs transports d'allégresse. Granvelle se signala entre tous par l'éclat de cette joie indécente : « On a envoyé le prince d'Orange « en l'autre monde, que y fut été mieux, il y a vingt « ans. » « .... Le prince a enduré une poyne extrême, « et vous pouvez penser quel estoit alors son beau « visaige, pour donner contentement à sa nonnain « apostate et à ses bastards. » (*Archiv.*, VIII, 77.) Le cardinal ne peut pas renoncer à la douce conviction que le pistolet de Jauréguy a délivré l'Espagne et lui de leur mortel ennemi. Le 5 juillet il écrit encore : « Je tiens le « prince pour mort, sans m'arrêter à ce que disent les « François, qu'il est guéri, et va partout; car il est invi- « sible, et s'il vivoit, feroit plus de bruit. » Enfin, jusqu'au 8 septembre, il le croit encore mort, « et qu'à sa « place on conduit quelque fantôme, qui ne parle. » (*Ibid.*, p. 97.)

Jusqu'ici, Orange, pour ménager la susceptibilité du duc d'Anjou, n'avait accepté qu'à titre provisoire la souveraineté de la Hollande et de la Zélande. Mais, sous le coup de l'émotion publique, force lui fut de recevoir, le 14 août, ce témoignage de la confiance nationale. Une constitution fut rédigée, monarchique de nom, républicaine de fait. Chose étrange! Guillaume, en acceptant, dans ces deux provinces, la souveraineté héréditaire, diminuait en réalité son pouvoir au lieu de l'accroître. En effet, comme stathouder élu par la Hollande en 1581, si ses pouvoirs étaient limités pendant la paix, il exer-

çait, pendant la guerre, toutes les prérogatives d'un souverain, et la Hollande n'avait pas été en paix un jour depuis son élection. Si Guillaume n'eût été qu'un vulgaire ambitieux, il avait donc tout intérêt à rester ce qu'il était; mais il aimait assez son pays pour se sentir heureux de le servir, à quelque titre que ce fût. Sa souveraineté n'était plus la délégation d'un monarque absolu; elle ne découlait pas du droit divin, mais de la libre volonté du peuple et des états. Aussi était-elle renfermée dans des limites assez étroites : sans le consentement des états, il ne pouvait faire ni la guerre, ni la paix, et ne pouvait nommer à aucun emploi que sur une liste de trois candidats, présentée par eux. Au vrai, il n'était pas le souverain, mais le premier magistrat du pays, chargé de faire exécuter les lois, et aussi soumis à leur empire que le plus humble des citoyens.

Pendant que la Flandre s'étourdissait, au bruit des fêtes, sur le danger auquel elle avait échappé, Farnèse ne restait pas inactif. Dès le printemps, il était en campagne, et assiégeait Oudenarde. Les habitants se défendirent vaillamment; mais Parme pressa le siége avec sa vigueur ordinaire, et la ville finit par accepter une capitulation honorable, presque sous les yeux du duc d'Anjou, qui avait fait, le plus tard possible, mine de la délivrer. Farnèse vint ensuite assiéger Ninove; la résistance fut opiniâtre. Le pays était épuisé, et les assiégeants, chose rare, souffrirent de la faim plus que les assiégés. La cavalerie de Farnèse mangea tous ses chevaux, et celui d'un de ses aides de camp fut abattu et dépecé, pendant qu'il prenait les ordres du prince. Le siége fut mis ensuite devant Lochum, en Gueldre; mais d'Anjou, cette fois, arriva à temps pour le faire lever. La trahison livra Steenwyck aux Espagnols, et cette

campagne de siéges se termina par un succès. Mais c'était pour l'année suivante que Farnèse se réservait de frapper les grands coups. Il avait dû faire marcher la diplomatie avant la guerre, et ses meilleures victoires n'étaient pas celles des champs de bataille. D'ailleurs il attendait des renforts importants, et bientôt il vit réunie sous ses ordres une armée de soixante mille hommes, la plus forte que l'Espagne eût encore envoyée dans les Pays-Bas. Anjou avait aussi reçu des renforts, et tout annonçait pour l'année suivante une campagne sérieuse

Tous les moyens étaient bons à Farnèse, comme à Philippe, pour se défaire de ses ennemis. Deux assassins, soldés par lui pour attenter par le poison à la vie du prince d'Orange et du duc d'Anjou, furent arrêtés et avouèrent tout. A la honte éternelle du nom d'Egmont, Lamoral, son second fils, avait trempé dans cet odieux complot. Guillaume lui avait toujours témoigné la tendresse d'un père; mais, dans l'âme d'un vil débauché, il n'y a plus de place pour de nobles sentiments. Le lâche complice de Farnèse fut jeté en prison; mais Orange eut la faiblesse de le faire relâcher, et il alla finir ses jours en France, où il emporta, comme son frère, le mépris de son pays.

Le duc d'Anjou, cependant, allait de ville en ville, pour s'étourdir au bruit des fêtes sur la nullité de son rôle. Gand lui fit une réception splendide, qu'interrompit une brusque attaque de Farnèse. Une escarmouche assez sérieuse eut lieu aux portes de la ville, et le duc, toujours prudent, se garda bien d'y prendre part. Les troupes royales furent repoussées avec de graves pertes. Mais ici nous allons entrer dans une phase nouvelle de la vie du misérable Valois. Une foule de nobles Français, attirés en Flandre par la cupidité, y avaient suivi le frère

de leur roi. Jaloux de courir avec lui l'aventure, en pays étranger, c'est-à-dire ennemi, ils furent très-mortifiés d'apprendre que les pouvoirs du nouveau duc de Brabant étaient ainsi limités. Chaque jour, on répétait au duc sur tous les tons « que la France n'avait nulle envie « de dépenser son or et son sang pour fonder une répu« blique d'artisans et de marchands ; qu'il était temps « de réunir les Pays-Bas à la couronne, et de jeter ainsi « un nouveau lustre sur le trône des Valois ; qu'enfin le « rôle d'un duc de Brabant tenu en laisse par des bour« geois enrichis dans la vente des épices était indigne « d'un fils de France, et que l'heure était venue pour lui « de s'émanciper. » Parler ainsi, c'était répondre à la pensée intime du duc et à sa secrète jalousie contre Orange, à qui il ne pouvait pardonner ni sa supériorité, ni les services qu'il lui avait rendus.

Une trame s'ourdit entre le duc et ses favoris, dignes émules des mignons de Henri III. L'exécution fut fixée aux premiers jours de l'année 1583. Il s'agissait de se saisir des principales villes de la Flandre, en y semant la division entre les garnisons et les bourgeois. A un jour donné, on devait mettre la main sur Dunkerque, Bruges, Gand et autres cités. Le duc se réservait Anvers, la plus riche de toutes et la mieux gardée. Le dévot Valois, à genoux, les mains jointes, implora la bénédiction du Seigneur sur cette pieuse entreprise, qui devait restaurer la foi catholique dans les Pays-Bas. Le 15 janvier était le jour fixé : le coup de main réussit à Dunkerque, Dixmude, Alost et quelques petites villes qui furent gagnées sans coup férir. Bruges fut sauvée par la vigilance et le courage de ses habitants.

Restait Anvers, la proie la plus convoitée, mais la plus difficile à saisir. Le prince d'Orange y résidait, et

la méfiance, mère de sûreté, y habitait avec lui. Aux portes de la ville, le duc avait fait camper quatre mille Suisses, et au moins autant de Français. Une vague inquiétude agitait les esprits. Le Brabant, malgré son enthousiasme officiel, se méfiait de son nouveau souverain. Le bourgmestre, au nom du conseil municipal, alla respectueusement faire part de ses craintes au duc; mais celui-ci sut si bien prendre l'attitude de l'innocence outragée, il se prêta de si bon cœur à toutes les mesures de précaution, que l'honnête bourgmestre se retira, un peu rassuré. Le lendemain, des magistrats, des officiers de la milice urbaine retournèrent chez le duc; Orange, cette fois, s'était joint à eux. Anjou, interpellé, jura ses grands dieux qu'on le calomniait, et se dit prêt à verser pour Anvers jusqu'à la dernière goutte de son sang. Il s'engagea sur l'honneur à ne pas quitter la ville, et la députation une fois partie, il n'eut rien de plus pressé que de manquer à sa parole. Après avoir, pour la forme, fait prier Orange de l'accompagner au camp, il partit en toute hâte, sans même achever son dîner. Il se dirigea avec deux cents chevaux vers la porte qui menait au camp, du côté opposé au fleuve, et partit au galop pour Borgerhout, où il se tint à l'écart pendant toute la durée du combat.

Le moment était venu : à un signal donné, les deux cents cavaliers de l'escorte, laissant leur maître en lieu sûr, font volte-face. Un corps de cavalerie française se joint à eux, et fait main basse sur la garde bourgeoise qui veillait sur la porte. La cavalerie du duc entre au galop dans Anvers, en criant : « Ville gagnée! » Dix-sept compagnies d'infanterie la suivent en bon ordre par deux rues, en criant aussi : « Ville gagnée! Vive la messe! « Tue! Tue! » Quant aux Suisses, le duc, croyant que

ses Français suffiraient à la besogne, les avait fait rester en arrière, pour laisser aux siens la meilleure part du butin.

Mais le parjure Valois avait compté sans la vigilance et le courage des bourgeois, aguerris dès longtemps à ces sanglantes surprises. Étonnés d'abord par cette brusque attaque, ils courent aux armes : chaque maison, chaque fenêtre vomit la mort sur les assaillants. Jaloux de la gloire des Espagnols, animés par le récit de ce fameux pillage d'Anvers qui faisait battre le cœur de tous les mercenaires, d'un bout de l'Europe à l'autre, les Français avaient cru, comme leur chef, qu'il ne s'agissait que de se montrer dans Anvers pour en être maîtres. Aussi, à peine arrivés au cœur de la ville, s'étaient-ils débandés, pour courir aux boutiques de joailliers et de changeurs, objets de leurs longues convoitises. Ils donnèrent ainsi à la milice le temps de s'armer, et de former ses rangs. Bientôt la défense s'organisa, et ils s'aperçurent à leurs dépens qu'il ne s'agissait plus d'une surprise, mais d'une de ces luttes désespérées où il faudrait faire le siége de chaque maison, et disputer pas à pas chaque pouce de terrain. A peine arrivés à la place de la Bourse, il leur fallut battre en retraite, retraite plus meurtrière pour eux qu'une bataille rangée. Les femmes, les enfants même se mêlaient de la fête : de chaque toit, de chaque fenêtre, pleuvaient sur eux des pierres, des poutres, de l'eau bouillante. En moins d'une heure, un tiers des assaillants était couché sur le carreau. Accablés par le flot toujours grossissant d'ennemis que toutes les rues, toutes les maisons vomissaient contre eux, ils finirent par se débander, et sortir de la ville, d'un pas qui ressemblait fort à une course. La porte qui avait vomi sur Anvers tous ces démons devint trop étroite pour leur

livrer passage; l'ennemi tirant sans interruption sur cette masse compacte, les cadavres s'y entassèrent bientôt jusqu'à la hauteur de dix pieds. Ceux qui ne pouvaient sortir par la porte, sautaient du haut des remparts dans le fossé, et bon nombre y restèrent, morts ou mutilés. Le comte de Rochepôt, qui commandait l'expédition, essaya vainement de ramener ses gens au combat, en leur mettant l'épée sur la gorge; ils aimèrent mieux se laisser égorger par lui que de retourner dans cette ville maudite, où les pierres mêmes se soulevaient contre eux, et où de simples bourgeois combattaient comme des vétérans.

« Dieu tout-puissant, dit le vieil historien anversois Meteren, Dieu, à qui seul les bourgeois peuvent faire honneur de leur conservation, leur donna tel courage qu'ils firent presque partout tourner le dos aux ennemis. » La bonté native du caractère flamand se montra dans cette circonstance; les blessés étrangers furent soignés comme ceux de la ville, et on leur fit à tous grâce de la vie. A peine s'il périt une centaine de bourgeois, tandis que plus de deux mille des assaillants restèrent sur le carreau. Un nombre au moins égal fut fait prisonnier, et on les relâcha un peu plus tard. Les nobles s'y trouvaient en grand nombre, et partout au premier rang. L'éclat de leurs armures les désignait aux coups de l'ennemi. Il en périt trois cent vingt, autant que dans la plus sanglante bataille. Le duc d'Anjou était resté hors des portes, répétant à ceux qui l'entouraient que la ville était à lui. Lorsque ses gens, chaudement poursuivis, se mirent à sauter des remparts dans le fossé: « Voyez-vous, « criait-il tout joyeux, ces coquins de bourgeois qui se « sauvent! De par Dieu, la ville est mienne! » Mais l'artillerie des remparts, dirigée contre lui, et contre les

Suisses qui s'avançaient à la rescousse, lui apprit bientôt la triste vérité, « et le duc, nous dit Meteren, s'éloigna tout despité, pour se mettre à l'abri du canon. »

Ainsi se termina cette expédition, triste pour l'honneur de la France, si les nobles bandits qui l'avaient tramée n'en avaient pas pris sur eux toute la honte. L'indigne Valois avait pourtant le sentiment de son crime; car, avant de commettre ce lâche abus de confiance, il éloigna, sous un prétexte, le pieux Duplessis-Mornay, qui se trouvait alors auprès de lui. Il en fit autant avec Montpensier, ligueur effréné, mais homme de cœur, à qui il avait confié son projet. Montpensier, après l'événement, lui adressa les plus amers reproches, sans pouvoir arriver jusqu'à cette conscience, trop dégradée pour répondre à son appel.

Le misérable Anjou n'était pas encore au bout de ses disgrâces : il était en route pour Denremonde, avec les tristes débris de son armée; mais le bruit de sa tentative sur Anvers s'était déjà répandu dans toute la Flandre. Les habitants de Malines crevèrent une digue sur son passage, et un millier de ses soldats y laissa la vie. Telle fut l'issue de cette *furie française*, qui laissa dans Anvers des traces non moins profondes que la *furie espagnole*, et releva, au lieu de l'abattre, le courage de ses habitants. Cette fois, ils n'avaient compté que sur eux-mêmes, et c'est pour cela qu'ils furent victorieux.

Croirait-on que, après cette odieuse infraction à la foi des traités, ce prince félon, traître envers ses propres sujets, eut le front d'écrire au prince d'Orange et aux magistrats, pour se plaindre des « affronts dont on l'avait « abreuvé, en le poussant ainsi à une entreprise qu'il « regrettait maintenant. Lui seul était l'offensé, car il « n'avait trouvé qu'ingratitude, en retour des services

« sans nombre qu'il avait rendus au pays. Mais, en prince « magnanime, il voulait bien tout oublier, et se dévouer « encore aux *Provinces-Unies*, qu'il aimait du plus tendre « amour. Il ne demandait que deux choses : qu'on mît « en liberté tous les prisonniers, et qu'on lui restituât « l'argent et l riche mobilier laissés par lui à Anvers. » (*Bor.*, XVII, 346.)

Anjou était démasqué ; Anvers et Guillaume savaient désormais à qui ils avaient à faire. Mais ce comédien éhonté, rebut de toutes les religions et de tous les partis, pouvait, d'un jour à l'autre, devenir roi de France, ou mari de la reine d'Angleterre. On eut la faiblesse de lui céder, et l'on feignit d'être dupe de ses protestations. Anjou, en voyant s'humilier devant lui ceux qu'il avait offensés, se redressa de toute sa bassesse. On négocia pour amener un rapprochement qu'Orange avait le tort de désirer encore ; mais ce qui nous fera connaître l'homme tout entier, c'est que pendant qu'il traitait avec Guillaume, et offrait généreusement de pardonner à Anvers le tort qu'il lui avait fait, il prêtait l'oreille aux émissaires du duc de Parme, prêt à se détrôner lui-même de son duché de Brabant, s'il y trouvait son intérêt. Il offrait de vendre à l'Espagne Dunkerque et les quelques villes qu'il possédait encore en Flandre, ou de les échanger contre d'autres à sa convenance, plus près de la frontière française. Il était prêt à conclure avec l'Espagne une étroite alliance, et même à épouser une infante, pourvu que Philippe s'engageât à le soutenir contre ses ci-devant sujets.

Orange fut bientôt au courant de toute cette trame ; interpellé par les états sur ce qu'il fallait faire, il exposa dans une adresse aux *Provinces-Unies* son avis sur la situation. « Il n'y avait que trois partis à prendre pour les

Pays-Bas : faire la paix avec l'Espagne, tenir tête à la fois à tous leurs ennemis, ou se réconcilier avec le duc d'Anjou. Du premier, il ne pouvait en être question, car on ne pouvait compter sur la parole de Farnèse et du *roi catholique*. Pour sa part, il eût préféré le second, bien qu'il fût peu aisé de tenir tête à la fois à deux ennemis aussi puissants que l'Espagne et la France ; mais quand on voyait les divisions des Provinces, et leurs misérables économies, c'eût été tenter Dieu que de choisir ce second parti. Restait le troisième, la réconciliation avec le duc d'Anjou. Sans doute il était loin de s'être conduit avec loyauté ; mais à défaut de bien, nul ne pouvait faire aux Pays-Bas plus de mal. Et puis, derrière lui étaient la France et l'Angleterre, alliées naturelles des *Provinces-Unies*. Enfin, la leçon qu'il avait reçue était assez sévère pour lui enseigner au moins la prudence. Ce que les *Provinces* avaient de mieux à faire, c'était donc de jeter un voile sur le passé, et de tirer d'une situation mauvaise le meilleur parti possible. »

Tout le monde se trouvant d'accord, au moins contre l'Espagne, un accommodement finit par être conclu : le duc, moyennant trente mille florins d'indemnité payés à ses troupes, devait rendre toutes les villes qu'il occupait, et se retirer à Dunkerque. Mais la Flandre était maintenant édifiée sur son compte, et tous les traités du monde ne pouvaient faire revivre la confiance évanouie. Du reste, le digne fils de Catherine ne devait plus revoir le pays qu'il avait si lâchement trahi. Au lieu de se rendre à Dunkerque, il était allé cacher en Touraine sa honte et ses regrets. C'est là qu'il mourut, le 10 juin 1584, d'une phthisie, suite et châtiment de ses débauches, ouvrant à un plus digne que lui, Henri de Navarre, l'avenir, encore bien incertain, de la succession de Henri III.

Quelques jours de bonheur étaient encore réservés sur cette terre à Guillaume d'Orange. Atteint par la mort de sa femme dans ses plus chères affections, sous ce lourd faix de soucis qui pesait sur lui sans relâche, il n'avait pour se reposer que les joies de la famille. Ce noble et tendre cœur avait besoin d'avoir auprès de lui une confidente et une amie, dans une femme digne de le comprendre. Il trouva tous les deux dans la fille de l'amiral Coligny, deux fois veuve, de son père et de son mari, Téligny, l'une des plus regrettables victimes de la Saint-Barthélemy. Il l'épousa en quatrièmes noces, et retrouva dans cette union, trop tôt interrompue par sa mort, tout le bonheur qu'il avait perdu dans l'autre.

En août, les états généraux offrirent encore à Orange la souveraineté des *Provinces-Unies*, que personne ne songeait plus à lui disputer. Mais Guillaume, avec ce désintéressement opiniâtre, qui fut chez lui une erreur peut-être autant qu'une vertu, déclina encore le sceptre que ses concitoyens lui offraient. Il ne vit pas que c'était là la seule voie qu'il n'eût pas encore tentée de s'immoler à son pays, et qu'il y avait à accepter plus de vrai patriotisme qu'à refuser. En remerciant les états, il leur rappela que, « depuis seize ans déjà, il portait le « fardeau des affaires publiques, et que, sans le con« cours de ses frères, sans le ferme et constant appui « qu'il avait trouvé dans les états de Hollande, il n'au« rait pu accomplir l'œuvre que Dieu lui avait confiée. « Il devait donc bénir ce Dieu tout-puissant, qui s'était « servi d'un aussi humble instrument pour rendre à ces « provinces leur antique liberté et la vraie religion. « C'était là sa grande récompense et sa consolation « suprême. Il espérait que les états lui accorderaient « le repos dont il avait si besoin, promettant son concours

« et son entière soumission au prince qu'ils honoreraient « de leur choix. » Nobles et sincères paroles, qu'on ne peut lire sans émotion et sans respect, même en blâmant la décision qui les a dictées!

Mais, pendant que les Provinces cherchaient un souverain, elle oubliaient de combattre. Farnèse mit à profit ces loisirs qu'on lui laissait pour recueillir sa part de l'héritage d'Anjou. En employant tour à tour la corruption et la force, il fit rentrer sous les lois de l'Espagne Dunkerque, Nieuport, Diest et autres villes, que l'incurie ou la trahison du duc avait laissées désarmées. Zutphen fut livrée par le gouverneur de la Gueldre, Vandenberg, beau-frère du prince d'Orange. Enfin, le prince de Chimay, fils d'Aerschot et gouverneur de la Flandre, essaya de ramener au roi d'Espagne cette importante province, avec Gand, sa capitale. L'intrigue, appuyée par Champagney et par Hembyze, le farouche républicain, fut sur le point de réussir. Mais Orange veillait sur le pays qui lui avait confié sa destinée. Grâce à lui, les yeux des Gantois s'ouvrirent. Dans la cité même qu'il avait voulu vendre à l'Espagne, Hembyze fut jugé en bonne forme, condamné et exécuté. Le prince de Chimay livra Bruges, à défaut de Gand, et acheta ainsi un pardon que Philippe ne refusait jamais aux traîtres.

Mais laissons ces mesquines intrigues et cette guerre sans intérêt et sans grandeur, pour arriver à une page de cette histoire, plus triste et plus grande à la fois : l'heure est venue de dire adieu à Guillaume d'Orange, à cette noble figure du patriote et du chrétien qui nous a consolé de tant de bassesses et de crimes. L'énorme prime offerte par Philippe à l'assassin du prince d'Orange avait tenté plus d'un aventurier. La soif de l'or avait été plus forte que l'amour de la vie, et malgré le danger

d'une mort presque certaine, et dans les tortures, les tentatives sur la vie du prince s'étaient constamment renouvelées. Après Jauréguy, un autre meurtrier avait été arrêté à Anvers, en mars 1583, et avait péri sur l'échafaud. En avril 1584, un marchand de Flessingue fut exécuté pour avoir enfoui des barils de poudre sous la maison du prince. Guillaume n'ignorait pas tous ces complots tramés contre lui; mais il savait aussi que sa vie comme sa mort étaient entre les mains de Dieu, et en attendant une fin trop certaine, il se hâtait de consacrer à son pays chaque jour que ses ennemis lui laissaient.

Le 12 juin, Dieu avait accordé à Guillaume d'Orange une dernière joie dans cette vie : sa nouvelle épouse lui avait donné un fils. Le prince habitait alors Delft, petite ville silencieuse, entre Rotterdam et La Haye. Sa demeure était un ancien cloître, aujourd'hui converti en caserne. On n'a respecté que la chambre où le meurtre a été commis, toute pleine encore de ces tristes et sanglants souvenirs. Le 8 juillet, un courrier vint apporter la nouvelle de la mort du duc d'Anjou. Ce courrier, bien connu du prince, qui l'avait secouru dans sa détresse, portait le nom de François Guion, et se donnait pour le fils d'un protestant de Dijon, mort victime de sa foi. Nul n'était plus assidu au service divin; on ne le rencontrait jamais sans une bible sous le bras. Agé de trente ans environ, petit, maigre, la physionomie basse, l'œil louche et fuyant, il portait son crime sur sa figure. Nous le disons à regret pour l'honneur de la France, il était Français, né en Bourgogne, et se nommait Balthasar Gérard. Il était digne d'être Espagnol par son fanatisme, aussi sincère que sa cupidité. Dès son enfance, il avait fait vœu de tuer le prince d'Orange. Un jour, dit-on, il

enfonça son couteau dans une porte en s'écriant : « Plût « à Dieu que je pusse ainsi percer le cœur du traître! » La prime offerte par Philippe aux meurtriers décida de sa vocation. Il quitta Dôle, où il vivait, et vint s'établir à Luxembourg, pour se rapprocher de sa victime. Le sort des assassins du prince, mis à mort après avoir manqué leur coup, n'effraya nullement Gérard qui, comme eux, avait fait bon marché de sa vie. Enfin, en mars 1584, il se confessa au régent d'un collége de jésuites. Le digne père approuva hautement son projet, en lui promettant, s'il réussissait, toutes les bénédictions du ciel et toute la gloire que les hommes peuvent donner, et s'il échouait, la palme du martyre.

Dûment confessé et béni, Gérard, avant d'exécuter son projet, voulut régler ses conditions avec le duc de Parme. L'antichambre de Farnèse, depuis deux ans, était sans cesse assiégée par des meurtriers en expectative, qui se faisaient escompter ce périlleux service, et à qui le cœur manquait toujours au moment de l'exécution. A Delft, en ce moment, il n'y avait pas moins de quatre de ces *bravi*, aux gages de Farnèse. Gérard, malgré sa mine chétive, n'en fut pas moins accueilli. Le prince le fit examiner : il exposa tout son plan, bien conçu et longuement médité; après avoir beaucoup parlé de « son zèle pour la vraie religion et de son désir « de servir Sa Majesté, » il finit par avouer « qu'il n'était « qu'un pauvre compagnon, qui tentait cette entreprise « pour s'enrichir. » Il ne gagna rien à cet aveu candide; car le prince refusa, à l'homme qui allait risquer sa vie pour le servir, cinquante écus pour acheter l'arme qui devait frapper le prince. Ce refus ne découragea pas Gérard : « Eh bien, dit-il, dans six semaines, vous entendrez « parler de moi! » Et il partit pour accomplir son dessein.

Une fois à Delft, il parvint à gagner la confiance d'un des aumôniers favoris du prince, Villers, qui le fit admettre dans la maison du sire de Schonevelt. Celui-ci partait pour une mission auprès du duc d'Anjou, et Gérard, à son grand regret, dut l'accompagner. Tout le temps qu'il fut en France, il rongea son frein, ne dormant ni jour ni nuit. Enfin, la mort du duc fit naître pour lui l'occasion tant désirée de retourner à Delft. Guillaume, désirant avoir des détails sur la mort du Valois, manda Gérard à l'improviste; celui-ci, à son grand regret, fut admis dans la chambre du prince sans avoir même une arme pour le frapper. La fortune le prenait de court, et il fallut laisser échapper l'occasion, sauf à la faire renaître. Mais l'argent manquait, le nerf de l'assassinat comme de la guerre; sait-on à qui le misérable en fit demander pour acheter l'arme dont il avait besoin? A Guillaume lui-même, sous prétexte qu'il était trop mal vêtu pour assister au service divin. Le prince lui fit donner la somme qu'il demandait, et elle lui servit à assassiner son bienfaiteur.

Le lendemain, avec l'argent du prince, Gérard acheta à un soldat une paire de pistolets longs, en disputant longtemps sur le prix. Ajoutons que le vendeur, dévoué à Guillaume d'Orange, en apprenant l'usage que le meurtrier avait fait de son arme, se punit lui-même d'un crime qui n'était pas le sien, et se fit sauter la cervelle, preuve touchante de l'affection qu'inspirait Guillaume à tous ceux qui l'approchaient. Le mardi 10 juillet 1584, jour à jamais néfaste pour les Pays-Bas, le prince, sa femme au bras, et suivi de sa famille, se rendit dans la salle à manger, située au rez-de-chaussée. Un escalier en bois conduisait au premier étage de cette sombre et vaste demeure, qui tenait du couvent plus que

du palais. Le prince était vêtu d'un pourpoint de cuir basané, et d'un large surtout de drap, que l'on montre encore au musée de La Haye. On y voit le trou de la balle, la balle elle-même qui a été conservée, ainsi que le pistolet, et une médaille des *gueux* en plomb que Guillaume portait au cou. Au moment où le prince passait, Gérard parut sur le seuil du vestibule, pâle et agité comme devait l'être l'homme qui méditait un pareil coup. La princesse fut frappée de l'expression sinistre de sa figure, et demanda à son mari qui il était. Guillaume répondit d'un ton insouciant, et passa à sa table, où il fut serein et calme, comme à l'ordinaire. A deux heures, il quitta la table. Un renfoncement obscur, masqué par la porte quand elle s'ouvrait, avait servi de cachette à Gérard. Le prince allait monter l'escalier, quand le meurtrier, s'élançant vers lui, lui déchargea son arme dans le flanc gauche, presque à la hauteur du cœur. Le pistolet était chargé de trois balles. L'une, traversant la poitrine, alla rebondir contre le mur. Le prince se sentit blessé à mort, et les seuls mots qu'il put prononcer, en français, furent ceux-ci : « Mon Dieu, aie pitié « de ce pauvre peuple et de moi ! » Appel touchant et sublime où la foi s'unissait au patriotisme, dans ce cœur que ces deux sentiments remplissaient tout entier !

Un des assistants avait reçu le prince dans ses bras, au moment où il chancelait. On l'étendit sur une marche de l'escalier, privé de tout sentiment. Il revint à lui, et sa sœur, se penchant sur lui, lui demanda « s'il recom- « mandait son âme à Jésus-Christ. — Oui ! » répondit-il, d'une voix éteinte. Ce fut sa dernière parole, et quelques instants après, ce noble cœur avait cessé de battre. La Hollande avait perdu son sauveur, et la Réforme son plus énergique champion.

Les mesures de l'assassin avaient été si bien prises que, sans un obstacle imprévu qui arrêta sa course, il eût échappé à toute poursuite. Déjà il allait atteindre les remparts, et franchir le fossé à la nage. Un cheval l'attendait de l'autre côté ; mais il trébucha, tomba, et fut aussitôt arrêté. En le ramenant à la ville, on eut peine à protéger sa vie contre la fureur du peuple. Il avoua hautement son crime, en s'en faisant gloire : « Comme David, dit-il, j'ai tué Goliath de Gath. » Il exprima le regret de n'avoir pu tirer son second coup sur le prince : « Quand j'eusse été à mille lieues de là, « dit-il, je serais revenu pour le tuer, fût-ce au milieu « de cinquante mille hommes ! » Soumis, non pas des heures, mais des jours entiers, aux tortures les plus cruelles, il étonna tellement ses bourreaux par son courage, qu'ils crurent y voir l'œuvre du démon. De temps en temps, dans les intervalles de repos qu'on lui laissait, afin qu'il reprît des forces pour souffrir, il relevait sa tête pâle et sanglante, et avec un extatique orgueil : « *Ecce homo !* » s'écriait-il, en défiant ses bourreaux. Le 14 juillet, il fut exécuté, avec des raffinements de cruauté qu'Orange lui eût épargnés, s'il eût vécu encore.

On peut se figurer l'infernale joie de Philippe en apprenant la mort de son plus redoutable ennemi. Il exprima hautement son regret que l'auteur de « ce « pieux dessein » n'eût pu l'accomplir qu'en y laissant sa vie. Il paya loyalement aux parents de Gérard sa dette envers leur fils. Il fit plus : au lieu de la prime en argent, il leur octroya, avec des titres de noblesse, trois seigneuries en Franche-Comté, appartenant au prince d'Orange, et voulut qu'ils fussent inscrits au rang des nobles de la province. Ainsi, par un raffinement

digne du Tibère espagnol, les biens de la victime servirent à solder son meurtrier. Lorsque le fils aîné de Guillaume rentra enfin dans son pays, après vingt-sept ans de séjour à Madrid, systématiquement abruti par les jésuites qui l'avaient élevé, Philippe II ne rougit pas de lui offrir de lui vendre les trois seigneuries, s'il voulait en solder le prix aux parents du meurtrier, et acquitter lui-même la rançon du sang de son père. Si dégradé que fût le fils de Guillaume, son cœur se souleva à cette proposition, et il n'hésita pas à la repousser avec horreur.

Nous n'essayerons pas de dépeindre l'impression produite sur les *Provinces-Unies* par la mort de Guillaume d'Orange. Par un dernier témoignage de respect et d'amour au *Père de la patrie*, les états conférèrent le gouvernement de Hollande, Zélande et West-Frise à son second fils Maurice, âgé seulement de dix-huit ans. Les funérailles du grand citoyen furent célébrées avec une pompe inouïe; mais la plus belle des oraisons funèbres, ce fut la douleur du peuple orphelin qui se serrait, comme une famille en pleurs, autour du cercueil de son père.

Guillaume, au moment de sa mort, n'était âgé que de cinquante et un ans. Il avait eu de sa première femme, Anne d'Egmont, un fils, le comte de Buren, et une fille, mariée à Hohenlohe; de sa seconde épouse, Anne de Saxe, un fils, le fameux Maurice de Nassau, et deux filles; de sa troisième, Charlotte de Bourbon, six filles; de sa quatrième enfin, un fils, Frédéric, plus tard stathouder de Hollande; en tout douze enfants.

Nous n'avons pas à tracer ici le portrait de Guillaume d'Orange, il nous suffit d'avoir raconté sa vie. Ses actions parlent pour lui mieux que tous les éloges. Ce qui nous

frappe dans Guillaume, et ce qui manque à la plupart des grands hommes qu'on peut lui comparer, à Washington, par exemple, moins capable et plus heureux que lui, c'est que sa grandeur est complétement indépendante de la fortune. Nul, en effet, n'a moins que lui été gâté par elle. Qu'on nous cite un autre général qui ait presque toujours été battu, un autre homme d'État qui n'ait pas vu réussir un seul de ses desseins, et soit mort à la peine; qui, à force de ne jamais compter sur le succès, ait appris à s'en passer, et soit pourtant resté aussi grand dans la mémoire des hommes, aussi cher à ses concitoyens que s'il avait toujours réussi; un homme enfin dont tous les desseins aient avorté de son vivant, mais aient tous prospéré après lui, et qui, triomphant de ses ennemis du fond même du tombeau, ait légué à son pays la liberté qu'il n'avait pas pu lui donner! Guillaume mort, tout espoir de relier les Pays-Bas en un seul faisceau s'est évanoui; mais l'œuvre, entreprise par lui, s'est accomplie, même de son vivant. C'est lui qui a planté cette forte et vivace nationalité des *Provinces-Unies* qui, oscillant pendant deux siècles de la république à la monarchie, a su, à travers toutes deux, fonder un État libre et prospère, et résoudre le problème que, sauf l'heureuse Angleterre, toute l'Europe cherche encore, à savoir : mettre l'ordre d'accord avec la liberté.

Ses ennemis l'ont accusé de n'avoir jamais eu en vue que son intérêt personnel. Les historiens modernes de l'Espagne répètent sur ce point les calomnies des historiens catholiques du XVI[e] siècle[1]. A cela, nous n'avons

1. « On trouve chez lui, dit Bentivoglio, la vigilance, l'industrie, la libéralité, l'éloquence, la perspicacité, réunies à l'ambition, à la fraude, à l'avarice, à la témérité, au talent de revêtir tous les personnages. Nul n'a

rien à répondre. Sa vie a d'avance répondu pour lui. Si, pour notre part, nous avons un reproche à lui faire, ce n'est pas d'avoir été ambitieux, c'est plutôt de ne l'avoir pas été assez, et de s'être fait l'humble piédestal de la fortune de l'indigne Valois. Mais, disons-le en finissant, avec le plus récent de tous ses historiens, L. Motley : « Ce que Guillaume d'Orange fut avant « tout, ce fut un chrétien. C'est dans sa foi inébranlable « qu'il puisa, aux heures difficiles de sa vie, la consola- « tion et la force. Comptant toujours sur le secours « d'en haut, il put faire face au danger avec sérénité, « et supporter sans faiblir des épreuves inouïes. La « piété, chez lui, n'excluait pas la tolérance : protestant « sincère, il fut toujours prêt à étendre aux catholiques « la liberté de culte, convaincu qu'il n'y a rien au monde « de plus odieux qu'un réformateur qui persécute ! »

Une dernière réflexion nous frappe, en nous séparant, pour ne plus la revoir, de cette noble physionomie de Guillaume d'Orange. Pendant les vingt années qu'il a dévouées à l'affranchissement de son pays, il a eu successivement à lutter contre les ennemis les plus capables et les plus différents. Seul, toujours seul, il a dû faire face tour à tour à des hommes tels que le souple Granvelle, l'inflexible d'Albe, le fougueux don Juan, le poli-

jamais su mieux que lui, dans les débats publics, entraîner les esprits, changer les opinions, presser ou ralentir le cours des affaires, et en somme, travailler avec plus d'art à son propre intérêt. Il fut estimé plus habile à manier les choses de la politique que celles de la guerre. Il changea de religion aussi souvent que d'intérêt. Enfant, en Allemagne, il fut luthérien. En passant en Flandre, il se donna pour catholique. Au début de la révolte, il se déclara fauteur des sectes nouvelles, sans faire profession ouverte d'aucunes d'elles, jusqu'à ce qu'enfin il parut se rattacher à celle de Calvin, comme plus hostile que les autres à la foi catholique, professée par le roi d'Espagne. »

« Et voilà justement comme on écrit l'histoire ! »

tique Farnèse. Il a trouvé des généraux capables de le vaincre, car ils avaient des armées, et lui n'en avait pas; il n'a jamais rencontré d'homme d'État capable de le tromper. Seul, il a lassé l'un après l'autre tous ses adversaires, et les a forcés à lui céder la place; ce n'est que par l'assassinat qu'on a pu l'arracher de la sienne. Guillaume d'Orange a cru à deux choses, dans ce monde: à Dieu d'abord, puis à l'avenir de son pays. Comme tous les hommes de foi, il a réussi, parce qu'il n'avait jamais douté. Sans doute le succès ne lui est pas venu dans cette vie; mais il a vu, de l'œil de la foi, ces jours meilleurs qui devaient se lever pour son pays, sinon pour lui. Comme Moïse, il a conduit son peuple au seuil de la terre promise, où il ne lui a pas été donné d'entrer. Il a semé, et n'a pas récolté... Mais qu'importe à qui croit et espère, à qui a vécu pour les autres, et non pas pour soi?

FIN DU TOME NEUVIÈME.

TABLE

DU NEUVIÈME VOLUME.

LIVRE XXVIII.

LIVRE XXIX.

LIVRE XXX.

LIVRE XXXI.

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, RUE SAINT-BENOIT, 7.





